

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

DEUXIÈME SESSION DU VINGTIÈME PARLEMENT

10 GEORGE VI, A.D. 1946

VOLUME LXXXVII



OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph.,
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1947

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

TABLE DES MATIÈRES

Proclamations.

Journaux du Sénat.

Index.

Liste des sénateurs par ordre d'ancienneté.

Liste alphabétique des sénateurs.

Liste des sénateurs par provinces.

Liste des comités permanents du Sénat.

Liste indiquant la répartition des sénateurs dans les comités permanents et les comités mixtes.

VOLUME LXXXVII



PROCLAMATIONS

CANADA



ATHLONE

[L.S.]

GEORGE SIX, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada est prorogé jusqu'au vingt-huitième jour du mois de janvier 1946, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents en Notre cité d'Ottawa.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations et pour la plus grande aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru opportun de et par l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada de vous exempter tous et chacun de vous d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant à tous et à chacun de vous de vous trouver avec Nous le vendredi, huitième jour du mois de mars 1946, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour prendre en considération l'état et la prospérité de Notredit Dominion du Canada et y agir comme de droit. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce vingt et unième jour de janvier en l'an de grâce mil neuf cent quarante-six, le dixième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,
Sous-secrétaire d'Etat.

T. RINFRET,
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

GEORGE SIX, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos très-aimés et fidèles les Sénateurs du Dominion du Canada et aux Membres élus pour servir dans la Chambre des communes de Notredit Dominion, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada se trouve prorogé jusqu'au huitième jour du mois de mars 1946. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons cru convenable de proroger de nouveau ledit Parlement jusqu'à jeudi, le quatorzième jour du mois de mars 1946, de sorte que vous et chacun de vous ne soyez tenus et contraints d'être présents ledit huitième jour du mois de mars 1946, en Notre cité d'Ottawa. Nous voulons que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, jeudi, le quatorzième jour du mois de mars 1946, à 3 h. de l'après-midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun de Notredit Dominion, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller l'honorable THIBAudeau RINFRET, Juge en chef du Canada et député de Notre cher Oncle, Notre très fidèle et très aimé Cousin et Conseiller, Alexandre Auguste Frédéric Georges, Comte d'Athlone, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Membre de Notre très honorable Conseil privé, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de Notre Ordre royal de Victoria, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, Colonel de Notre Armée (retraité), ayant le grade honoraire de Major-Général, un de Nos Aides de camp personnels, Gouverneur général et Commandant en chef de Notre Dominion du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, en Notredit Dominion, ce cinquième jour de février en l'an de grâce mil neuf cent quarante-six, le dixième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,
Sous-secrétaire d'Etat.

No 1

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 14 mars 1946

Le Sénat se réunit aujourd'hui à deux heures et demie de l'après-midi, pour la deuxième session du vingtième Parlement du Canada, convoqué par Proclamation.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Ferland,	Lesage,	Paquet,
Beaubien	Gershaw,	Macdonald	Paterson,
(Montarville),	Gouin,	(Cardigan),	Pirie,
Bishop,	Hardy,	MacLennan,	Quinn,
Bouchard,	Harmer,	Marcotte,	Riley,
Bourque,	Hayden,	McDonald	Robertson,
Burchill,	Horner,	(Shediac),	Robicheau,
Calder,	Howard,	McDonald	Robinson,
Copp,	Hugessen,	(Kings),	Roebuck,
Crerar,	Hurtubise,	McGuire,	St. Père,
Davies,	Hushion,	McIntyre,	Stevenson,
Dessureault,	Johnston,	McLean,	Vaillancourt,
Duff,	Jones,	McRae,	Veniot,
Duffus,	King,	Michener,	Vien,
Dupuis,	Kinley,	Molloy,	White,
DuTremblay,	Lacasse,	Murdock,	Wilson.
Fafard,	Léger,		

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu du Secrétaire du Gouverneur général la communication suivante:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
OTTAWA

Le 14 mars 1946.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous faire savoir que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale de l'édifice du Parlement à trois heures de l'après-midi, le jeudi 14 mars 1946, et que, lorsqu'on l'aura avisé que tout est prêt, il se rendra à la Chambre du Sénat pour ouvrir la deuxième session du Vingtième Parlement du Canada.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Président,

Votre humble serviteur,

F. C. L. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'Honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que ladite communication soit déposée sur la Table.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, Son Excellence le Gouverneur général étant venu et ayant pris place au Trône.

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des Communes et d'informer cette Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence le Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de Lui dans la salle du Sénat.

La Chambre des Communes étant venue,

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général d'ouvrir la deuxième session du Vingtième Parlement par le gracieux discours suivant aux deux Chambres:

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes.

Il y a à peine plus de six mois que le Canada est sorti de six longues années de guerre. L'agitation qui a suivi la guerre a créé de nouveaux problèmes pour les gouvernements de toutes les parties du globe. Un malaise général règne dans le monde. La faim, les privations et la souffrance sont devenues le partage de millions de personnes. Des millions d'autres, dont un grand nombre en exil, sont sans foyer. Les problèmes qui se posent aux hommes d'Etat de chaque nation sont vraiment formidables.

Ce n'est qu'en fonction de la situation mondiale que tous nos problèmes peuvent être envisagés sous leur vrai jour. L'avenir de notre pays, comme des autres, repose sur le succès qui couronnera l'œuvre de la reconstruction mondiale, et sur l'établissement d'une paix durable. Plusieurs des mesures que vous serez appelés à étudier au cours de la présente session porteront sur cet aspect plus général des affaires humaines.

Parmi les problèmes mondiaux qui exigent une attention immédiate, il n'en est pas de plus pressant que le ravitaillement des populations menacées de disette aiguë et, en certaines régions, de famine générale. L'espoir d'une reconstruction pacifique du monde est subordonné au problème de l'alimentation. La pénurie est actuellement très grande. En outre, le problème ne se pose pas seulement pour les prochains mois, mais pour quelques années. A moins qu'il ne satisfasse à ce pressant besoin, le monde peut s'attendre à de graves désordres, qui mettront en danger la paix elle-même.

Le Gouvernement ne néglige aucun moyen susceptible de fournir à l'exportation le maximum de denrées alimentaires. Il encourage le plus possible le relèvement de la production. La gravité de la situation exige, de la part de toute la population canadienne, un effort conjugué et enthousiaste.

Le maintien à un niveau élevé de l'embauchage et du revenu national est au premier plan du programme ministériel. L'embauchage, aussi bien que le revenu, est étroitement lié à la restauration et à l'expansion du commerce mondial. Les marchés d'exportation sont essentiels à l'emploi productif d'un très grand nombre de Canadiens.

Le Gouvernement s'est constamment efforcé de rétablir les anciens marchés, d'en trouver de nouveaux et, en général, de développer le commerce extérieur du temps de paix. Afin de favoriser ce programme, il a mis à la disposition de plusieurs alliés de guerre les crédits additionnels à l'exportation votés à la dernière session.

Au cours de cette session, vous serez invités à approuver un accord, récemment conclu et accordant au Royaume-Uni un prêt qui contribuera à conserver le marché britannique aux denrées alimentaires et aux autres produits d'exportation du Canada. L'accord contribuera également à l'expansion soutenue des échanges entre les deux pays, à la suppression des barrières commerciales et au libre emploi des devises pour les fins du commerce international.

Bien que le Canada, comme tous les autres pays, continue de subir les effets de bouleversements inévitables pendant la période de transition de la guerre à la paix, il n'est pas de nation où cette transition se soit opérée plus rapidement ou avec moins de heurts.

La conversion des industries de guerre à la production civile progresse régulièrement tandis que sont réduits au minimum les différends industriels et que s'accroît la coopération entre patrons et ouvriers.

Les restrictions et régies du temps de guerre sont abolies à mesure que le permettent les circonstances. On a suspendu l'application du plafond des prix à l'égard de nombreux articles. Les régies relatives aux salaires et aux traitements ont été mitigées. Certaines subventions ont été supprimées. Seules ont été maintenues les réglementations jugées nécessaires pour prévenir l'inflation et favoriser le bien-être de la population.

A l'exception des forces maintenues en service pour l'occupation de l'Allemagne, presque tous nos militaires sont maintenant rapatriés. La démobilisation des hommes et des femmes s'effectue rapidement. On ne néglige rien pour assurer la réintégration ordonnée des anciens combattants dans la vie civile.

Afin que soit complété l'examen de la "Charte des anciens combattants", vous serez invités à reconstituer le comité spécial des affaires des anciens combattants.

On vous invitera aussi à pourvoir au maintien de forces armées permanentes dont la composition a fait l'objet d'une longue étude.

Au Canada comme dans les autres pays, la demande de logements continue de l'emporter sensiblement sur l'offre. En dépit de la pénurie de matériaux et de main-d'œuvre, on a construit, depuis le jour de la victoire en Europe, un très grand nombre d'habitations. L'on déploie des efforts spéciaux en vue d'accélérer la fourniture de matériaux de construction, de satisfaire à la demande de logements permanents et, entre-temps, de procurer des logements d'urgence. La Société centrale de logement et d'hypothèque a été établie, et son activité est en voie de se coordonner étroitement avec celles de la Wartime Housing Limited et de l'Administration de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, afin que toutes les affaires se rattachant à la construction de logements puissent, dans la plus large mesure possible, être soumises à l'administration d'un seul ministre de la couronne.

Il vous sera demandé d'adopter des dispositions en vue de rajuster la représentation à la Chambre des communes.

Au nombre des autres projets législatifs sur lesquels l'on appellera votre attention, figureront des mesures ayant pour objet de reviser et d'élucider la définition de la citoyenneté canadienne ainsi que de rendre conformes à cette définition les lois sur le statut national, la naturalisation et l'immigration, des mesures qui tendront à insérer dans les statuts un certain nombre de décrets du conseil auxquels il importe de donner un caractère législatif permanent, et aussi certaines modifications aux lois actuelles.

Depuis la clôture de la dernière session, la première réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies s'est tenue à Londres. L'Assemblée terminera sa première session à New-York, en septembre. Le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, la Commission de l'énergie atomique et la Cour internationale de Justice ont été établis. Notre pays était représenté à l'Assemblée générale par une délégation qui comprenait des ministres de la Couronne, certains membres du Parlement et des hauts fonctionnaires du Service public. Le Canada a été élu au Conseil économique et social ainsi qu'à la Commission de l'énergie atomique. On a choisi un Canadien distingué comme l'un des juges de la Cour internationale.

Mes Ministres ont pour politique de voir à ce que le Canada appuie sans réserve l'Organisation des Nations Unies.

Les problèmes qu'entraîne l'établissement de la paix sont astreignants et ardu.

L'Allemagne et le Japon continuent d'être assujettis à l'Administration militaire alliée. Dès le début de l'année, on créait une Mission canadienne à Berlin, chargée de sauvegarder les intérêts canadiens en Allemagne. Les intérêts du Canada au Japon sont surveillés par nos représentants au sein de la Commission d'Extrême-Orient, qui a visité Tokyo récemment. Le siège de la Commission est à Washington.

La rédaction des traités de paix demandera du temps. On doit tenir à Paris, au cours de l'année, une conférence en vue d'étudier les traités projetés avec l'Italie, la Finlande, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie. Le Canada sera représenté à cette conférence.

Une assemblée du Comité de coordination de la Conférence fédérale-provinciale a eu lieu en janvier. L'examen des propositions soumises par les gouvernements du Dominion et des provinces a progressé. Le comité se réunira de nouveau le 25 avril.

La conférence donnera peut-être lieu à la présentation d'autres projets législatifs.

Membres de la Chambre des communes,

Il vous sera demandé de pourvoir aux dispositions financières pour tous les services essentiels et aux crédits requis pour maintenir le commerce d'exportation ainsi qu'un haut niveau d'embauchage et de revenu national.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

L'exercice de mes fonctions arrive à son terme. On vous a déjà annoncé la nomination de mon successeur, le maréchal vicomte Alexander de Tunis. Lord Alexander arrivera au Canada au début d'avril. Puisque c'est la dernière fois que j'ai l'honneur de vous adresser la parole, on me permettra peut-être d'ajouter une note personnelle.

En 1914, je n'ai pu succéder à Son Altesse Royale le duc de Connaught, au poste de gouverneur général, pour la simple raison que j'étais alors sous les armes. La déception que j'avais éprouvée se trouva cependant plus que compensée par ma nouvelle nomination de 1940, qui, chose singulière, avait lieu pendant une autre guerre mondiale. Ce fut pour moi un grand honneur d'être choisi. Les étroites relations que nous avons eues avec le premier ministre, les ministres, le Parlement et le peuple de ce grand pays vous ont acquis à tous une place de choix dans le cœur de la princesse Alice et de moi-même.

Les années que nous avons passées au Canada sont les plus marquantes de l'histoire du monde. C'est avec une profonde admiration que nous avons été témoins du grand rôle que le Canada a joué dans la préservation de la liberté, le soulagement des peuples souffrants et l'établissement des bases d'un ordre nouveau dans le monde.

La princesse Alice et moi-même, nous nous souviendrons toujours de l'insigne honneur que nous avons eu, pendant ces années mémorables, de partager vos inquiétudes et vos réjouissances. Nous garderons toute notre vie une affection impérissable pour le Canada et son peuple.

Puisse la divine Providence continuer de bénir cette nation et de guider le Parlement du Canada dans toutes ses délibérations.

La Chambre des communes se retire.

Il plaît à Son Excellence le Gouverneur général de se retirer.

Le Sénat reprend sa séance.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, présente au Sénat un Bill, intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer".

Ledit Bill est lu la première fois.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a en main une copie du discours de Son Excellence.

L'honorable Président en donne lecture.

Sur motion, il est

Ordonné: Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général soit pris en considération mardi prochain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que tous les sénateurs présents pendant cette session forment un comité pour prendre en considération les us et coutumes du Sénat, et les privilèges du Parlement, et qu'il soit permis audit comité de s'assembler dans la Chambre du Sénat, selon qu'il le jugera nécessaire.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que, conformément à la Règle 77, les sénateurs dont les noms suivent forment un comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents de la présente session, à savoir: les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Buchanan, Copp, Haig, Howard, Sinclair, White et l'auteur de la motion; ledit comité devant faire rapport, avec toute la diligence possible, des noms des sénateurs ainsi désignés.

L'honorable Président présente au Sénat le rapport des Bibliothécaires du Parlement.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:—

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

RAPPORT DES BIBLIOTHECAIRES,

2ème session, 20ième Parlement—1946

A l'honorable Président du Sénat,

Les bibliothécaires conjoints du Parlement ont l'honneur de vous soumettre le rapport de la bibliothèque pour l'année 1945.

Le Supplément au Catalogue de la bibliothèque qui contient la liste des livres achetés et reçus en don au cours de l'année, est actuellement sous presse et sera distribué aussitôt que possible.

Le personnel de la bibliothèque, fort réduit au cours des deux ou trois dernières années, est maintenant au complet. Le poste de bibliothécaire adjoint est actuellement occupé par suite de la nomination de M. Robert M. Hamilton, B.A., et bachelier en bibliothéconomie.

Le service courant a subi plusieurs modifications, qui, espérons-le, seront d'une grande utilité pour les sénateurs et les députés; tout de même, les bibliothécaires signalent de nouveau que l'institution d'un système d'administration vraiment moderne ne sera pas possible avant que la bibliothèque ne soit pourvue de l'espace nécessaire au rayonnement. Le ministère des Travaux publics a promis de mettre à notre disposition un local dans le nouvel édifice de la Cour Suprême; mais cette installation additionnelle n'apportera qu'une atténuation légère et momentanée à l'encombrement actuel.

On a installé un nouveau système d'éclairage fluorescent dans deux des alcôves de la bibliothèque; cet éclairage sera étendu à toute la bibliothèque après l'adoption des crédits affectés aux Travaux publics au cours de la présente session.

La bibliothèque s'est procuré les ouvrages d'actualité dans la mesure de ses ressources budgétaires. Le prix des livres et le coût des services essentiels ont accusé une forte augmentation. On espère cependant que le crédit retranché du budget de la bibliothèque, il y a quelques années en raison d'économie de guerre, sera rétabli cette année.

Les statistiques de la bibliothèque seront présentées au Comité mixte de la bibliothèque lors de sa première réunion.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS,
F. A. HARDY,

Bibliothécaires conjoints.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à deux heures et demie de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 2

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 15 mars 1946

Deux heures et demie de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Dupuis,	Macdonald	Pirie,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	(Cardigan),	Quinn,
Bishop,	Ferland,	MacLennan,	Riley,
Bouchard,	Hardy,	Marcotte,	Robertson,
Bourque,	Harmer,	McDonald	Robicheau,
Burchill,	Hayden,	(Shediac),	Robinson,
Calder,	Horner,	McDonald	Roebuck,
Copp,	Howard,	(Kings),	St-Père,
Crerar,	Hurtubise,	McGuire,	Stevenson,
Davies,	Johnston,	McIntyre,	Vaillancourt,
Dennis,	Jones,	McRae,	Veniot,
Dessureault,	King,	Michener,	Vien,
Duff,	Lacasse,	Molloy,	White,
Duffus,	Léger,	Murdock,	Wilson.
	Lesage,	Paquet,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:—

Copies de l'Accord financier conclu entre le Canada et le Royaume-Uni, signé à Ottawa, le 6 mars 1946, en même temps que les notes échangées à ce sujet. (Recueil des Traités 1946, No 9). (Versions anglaise et française.)

Copie de l'Accord conclu entre le Canada et le Royaume-Uni visant le règlement des réclamations de guerre, signé à Ottawa, le 6 mars 1946. (Recueil des Traités 1946, No 10.) (Versions anglaise et française.)

Copie de documents relatifs aux délibérations de la Commission royale créée par l'arrêté en conseil C.P. 411, approuvé le 5 février 1946, au sujet de la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées, y compris certains membres du personnel d'une mission étrangère à Ottawa, en même temps que l'arrêté en conseil C.P. 6444, approuvé le 6 octobre 1945, concernant la même question. (Versions anglaise et française.)

Copie de documents concernant un renvoi à la Cour suprême du Canada ayant trait à la validité des arrêtés en conseil du 15 décembre 1945, (C.P. 7355, 7356 et 7357) au sujet de personnes de nationalité japonaise.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Ballantyne, il est

Résolu: Qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général à l'occasion de la cessation de ses relations officielles avec ce pays, et que ladite Adresse soit ainsi conçue:—

A Son Excellence le Major Général le Très Honorable Comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre Très Noble de la Jarretière, Membre du Très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Très Honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre Très Distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Royal de Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service Distingué, un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur Général et Commandant en Chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, le Sénat et les Communes du Canada, assemblés en Parlement, demandons qu'il nous soit permis de faire part à Votre Excellence du regret qu'éprouve toute la population du pays à la nouvelle que vont prochainement cesser vos relations officielles à titre de représentant au Canada de Sa Majesté le Roi.

Votre Excellence a exercé ses fonctions pendant les années les plus marquantes de l'histoire de l'humanité. Il doit vous être extrêmement agréable de sentir, en quittant votre poste de Gouverneur général, que les années que vous avez passées au Canada ont coïncidé avec la victoire sur les ennemis de la liberté, avec l'avènement du Canada au rang de puissance mondiale, occupant l'une des premières places parmi les Nations Unies.

Nous ne pouvons faire nos adieux à Votre Excellence sans vous exprimer notre vive reconnaissance de votre bienveillante collaboration aux travaux du gouvernement durant ces années de constante anxiété. Vous avez toujours donné sans compter votre temps et vos pensées au maintien et à l'affermissement du moral de la nation en guerre. Par la parole et par l'exemple, vous avez encouragé et réconforté les forces armées, les services auxiliaires, les ouvriers de tous les domaines de la production et des approvisionnements de guerre.

Vous avez accordé votre appui à tout appel national digne d'encouragement. Universités, écoles, hôpitaux, organismes de santé et de bien-être social, tout a bénéficié de votre bienveillante attention personnelle.

De nombreux voyages ont procuré à Votre Excellence une connaissance intime du pays, de ses ressources et de sa puissance économique latente. Vous avez vu le Canada à l'œuvre sous la tragique impulsion imprimée par la guerre. Vous avez aussi assisté à la reconversion de ses industries au pied de paix. Nous nous réjouissons de ce que vous avez pu jeter les yeux sur les vastes territoires de notre pays, et de ce que vous avez goûté ses beautés pittoresques. Vos voyages dans toutes les régions du Canada, souvent dans des endroits reculés, ont été vivement appréciés. Vous avez été l'objet d'un accueil chaleureux partout où vous êtes allé et l'on y gardera longtemps votre souvenir.

Jamais, dans son histoire, le Canada n'a reçu la visite d'un aussi grand nombre de personnalités mondiales. A l'Hôtel du Gouvernement, à Ottawa, aussi bien qu'à la Citadelle de Québec, vous avez exercé, au nom du Canada, la plus cordiale hospitalité.

Votre Excellence a, toute sa vie, donné la preuve constante de son dévouement au service public. Nous n'oublions pas que vous avez été, pendant sept ans, le représentant de Sa Majesté auprès de l'Union Sud-Africaine. Au Canada, tout comme en Afrique du Sud, votre courtoisie constante, votre large et généreuse sympathie ainsi que votre vaste expérience du gouvernement constitutionnel ont aidé à la réalisation des idéaux de tolérance et de bonne volonté. Vous avez par là contribué à renforcer l'unité nationale et les liens qui réunissent, dans un attachement étroit à la Couronne, les nations du Commonwealth britannique.

La présence au Canada de Votre Excellence et de Son Altesse Royale a également eu pour effet d'affermir les liens qui unissent le peuple canadien à la famille royale. Nous prions Votre Excellence, à son retour au Royaume-Uni, de transmettre à Leurs Majestés le roi et la reine, l'assurance de la fidélité du Canada à la Couronne, ainsi que du dévouement et de l'affection du peuple canadien pour Leurs Majestés. Nous vous saurions gré de bien vouloir aussi nous rappeler au bon souvenir de la reine Marie. Nous espérons que, dans un avenir prochain, le Canada pourra être honoré d'une visite de Leurs Altesses Royales la princesse Elizabeth et la princesse Margaret.

Au moment de dire adieu à Votre Excellence, nous ne saurions exprimer en termes trop chaleureux notre appréciation de l'aide précieuse que Son Altesse Royale la princesse Alice a toujours si gracieusement apportée à Votre Excellence dans l'exercice de ses hautes fonctions. Par sa collaboration active, généreuse et sympathique à l'accomplissement de vos fonctions publiques et sociales, Son Altesse Royale la princesse Alice s'est attiré, de façon durable, l'admiration et l'affection du peuple canadien. Votre Excellence et Son Altesse Royale ont toujours été d'accord lorsqu'il s'est agi de porter à un haut degré le sens du devoir public et des responsabilités sociales.

A Votre Excellence et à Son Altesse Royale nous exprimons, au nom de tout le Canada, nos meilleurs vœux pour l'avenir. Puissiez-vous, au soir de la vie, jouir ensemble de la santé, des forces et du bonheur que vous ont mérités vos longues années de dévouement à la chose publique.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 3

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 19 mars 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Jones,	Morand,
Aylesworth (Sir Allen),	Donnelly,	King,	Murdock,
Beaubien	Duff,	Kinley,	Paquet,
(Montarville),	Duffus,	Lacasse,	Paterson,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Euler,	Lambert,	Pirie,
Beauregard,	Fafard,	Léger,	Quinn,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Bouchard,	Foster,	Macdonald	Robertson,
Bourque,	Gershaw,	(Cardigan),	Robicheau,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Hardy,	Marcotte,	Roebuck,
Copp,	Harmer,	McDonald,	St-Père,
Crerar,	Hayden,	(Kings),	Stevenson,
Davies	Howard,	McGuire,	Vaillancourt,
Dennis,	Hugessen,	McIntyre,	Veniot,
	Hurtubise,	McRae,	White,
	Hushion,	Michener,	Wilson.
	Johnston,	Molloy,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Wilson:

Du Conseil national des Femmes du Canada; demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi le constituant en corporation, pour y inclure le pouvoir d'établir des Conseils provinciaux et un Sous-comité exécutif, et pour d'autres fins.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (C), intitulé: "Loi modifiant la Loi des importations".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:—

Copie du deuxième rapport intérimaire de la Commission royale nommée sous l'empire de l'arrêté en conseil C.P. 411, approuvé le 5 février 1946, pour faire enquête sur la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées. (Versions anglaise et française).

Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 13 décembre 1945 et le 31 décembre 1945. (Version anglaise).

Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous l'autorité de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales, du 8 janvier 1946 au 7 mars 1946. (Version anglaise).

Copies d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre entre le 1er novembre 1945 et le 31 décembre 1945. (Version française).

Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous l'autorité de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales, du 8 janvier 1946 au 31 janvier 1946. (Version française).

Conditions d'un Accord d'armistice avec l'Italie, signé les 3 et 29 septembre, et le 9 novembre 1943, avec les documents connexes. (Recueil des traités 1943, No 21). (Version anglaise).

Conditions d'un Accord d'armistice avec la Finlande, signé à Moscou, le 19 septembre 1944, avec les documents et les protocoles connexes. (Recueil des traités 1944, No 38). (Version anglaise).

Conditions d'un Accord d'armistice avec la Bulgarie, signé à Moscou, le 28 octobre 1944, avec le protocole de l'armistice. (Recueil des traités 1944, No 39). (Version anglaise).

Conditions d'un Accord d'armistice avec la Roumanie, signé à Moscou, le 12 septembre 1944, avec annexe et protocole. (Recueil des traités 1944, No 40). (Version anglaise).

Conditions d'un Accord d'armistice avec la Hongrie, signé à Moscou, le 20 janvier 1945, avec annexe et protocole. (Recueil des traités 1945, No 20). (Version anglaise).

Actes de la reddition militaire de l'Allemagne, signé le 29 avril, ainsi que les 4, 7 et 8 mai 1945. (Recueil des traités 1945, No 15). (Version anglaise).

Déclaration et autres documents relatifs à la défaite de l'Allemagne et la prise de l'autorité suprême au sujet de l'Allemagne par les gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des républiques soviétiques socialistes, et par le gouvernement provisoire de la république française, signé à Berlin le 5 juin 1945. (Recueil des traités 1945, No 16). (Version anglaise).

Instrument de la reddition du Japon, signé dans la baie de Tokyo, Japon, le 2 septembre 1945. (Recueil des traités, 1945, No 19). (Version anglaise).

Accord visant les questions de télécommunications entre le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Inde, la Rhodésie du sud et les Etats-Unis d'Amérique, signé aux Bermudes le 4 décembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 14). (Version anglaise).

Décisions de la Conférence internationale de la pêche à la baleine, tenue à Londres, du 20 novembre au 26 novembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 21). (Version anglaise).

Accord intérimaire entre le Canada et d'autres gouvernements pour régler l'usage des bandes d'ondes de radiodiffusion dans la zone nord-américaine, signé à Washington, le 25 février 1946. (Recueil des traités 1946, No 8). (Version anglaise).

Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant les services aériens, signé aux Bermudes, le 21 décembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 17). (Versions anglaise et française).

Actes de la conférence des Nations Unies visant la création d'un organisme d'éducation, de science et de culture, tenue à Londres du 1er au 16 novembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 18). (Versions anglaise et française).

Acte final de la conférence de Paris sur les réparations, 9 novembre—21 décembre 1945.

Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique concernant la disposition des accommodations d'entreposage et de chargement à Prince-Rupert, 21 décembre 1945—3 janvier 1946. (Recueil des traités, 1946, No 1). (Versions anglaise et française).

Echange de notes entre le Canada et la Nouvelle-Zélande constituant un Accord sur l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans le cas des profits d'agents, du 3 novembre 1945 au 30 janvier 1946. (Recueil des traités, 1946, No 5). (Versions anglaise et française).

Echange de notes entre le Canada et les Pays-Bas constituant un Accord concernant la reprise des relations commerciales, Ottawa, les 1er et 5 février, 1946. (Recueil des traités, 1946, No 6). (Versions anglaise et française).

Propositions aux fins d'encourager l'expansion du commerce et de l'embauchage mondiaux, communiquées par le Gouvernement des Etats-Unis, ainsi que le texte de l'Accord financier entre le Royaume-Uni et les Etats-Unis, signé à Washington le 6 décembre 1945, et documents s'y rapportant. (Version française).

Partie "A", Ordres généraux de l'Armée canadienne.

Version anglaise, du 24 septembre 1945 au 8 janvier 1946.

Version française, du 24 septembre 1945 au 22 décembre 1945.

Rapport du ministre de l'Agriculture pour l'année financière terminée au 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport des opérations sous le régime de la Loi de l'assistance à l'agriculture des Prairies pour l'année-récolte 1944-1945.

Rapport du ministère des Affaires des anciens combattants, y compris les rapports du directeur de la Loi de la réhabilitation et de l'établissement sur les terres des anciens combattants, du président de la Commission canadienne des pensions, du président de la Commission des allocations aux anciens combattants, et du directeur de la défense civile, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi du ministère des Affaires des anciens combattants. (Versions anglaise et française).

Précis relatif aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur la réhabilitation des anciens combattants.

Précis relatif aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur les terres des anciens combattants, 1942.

Rapport du département des Archives publiques pour l'année 1945.

Rapport du ministère des Transports pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Rapport de la Commission des transports du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1945.

Ordres généraux du Corps d'aviation royal canadien du 7 septembre 1945 au 22 février 1946.

Rapport du ministère des Mines et ressources pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Etat des permis octroyés au cours de la période du 10 août au 31 décembre 1945, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi de l'immigration.

Etat des avances consenties comme aide aux Indiens depuis le dernier rapport fait au Parlement, tel qu'exigé par l'article 94-B de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927.

Ordonnances édictées par le Commissaire en conseil des Territoires du Nord-Ouest, tel qu'exigé par l'article 13 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927.

Précis des permis de boissons alcooliques octroyés depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 93 de la Loi des Territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 330, en date du 31 janvier 1946, modifiant les dispositions de la Loi concernant la convention sur les oiseaux migrateurs.

Etat concernant l'annulation d'une licence pour bois de construction depuis le dernier relevé au Parlement, tel que le requiert l'article 96 de la Loi des terres fédérales, chapitre 113, S.R.C., 1927.

Relevé des ventes et baux annulés depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 64 de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927.

Relevé des répartitions et des ajustements des grains de semence, de fourrage et des dettes pour assistance pour la période s'étendant du 1er août 1945 au 1er mars 1946, tel qu'exigé par l'article 2 d'une Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne, chapitre 51 des Statuts du Canada, 1926-27.

Rapport du département de l'Imprimerie et de la papeterie publiques pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945.

Rapport de la Commission du Service civil sur les positions exclues de la Loi du Service civil, sous l'autorité de l'article 59, chapitre 22, S.R.C., 1927.

Etats concernant divers règlements adoptés sous l'empire des lois suivantes:

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social.

Loi des Spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés.

Loi de l'Hygiène dans les chantiers publics.

Loi de la Pension de vieillesse.

Copie d'amendements aux règlements concernant la Loi des allocations familiales, 1944, effectués sous l'autorité de l'arrêté en conseil C.P. 6588, le 6 novembre 1945.

Rapport du ministère de la Défense nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

Copie des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 59, approuvé le 11 janvier 1946: transférant les pouvoirs, devoirs et fonctions de la Division féminine des services volontaires du ministère des Services de guerre nationaux, du ministre des Services de guerre nationaux au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 767, approuvé le 7 mars 1946: transférant les devoirs de la Commission canadienne d'aide mutuelle, en tant qu'ils s'appliquent aux produits, services et outillage requis par l'UNRRA, au ministre du Commerce.

Rapport du ministère du Travail pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Version française).

Quatrième rapport annuel de la Commission de l'Assurance-chômage pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Version française).

Rapport du Directeur de la Formation professionnelle pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Version française).

Rapport du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures pour l'année se terminant le 31 décembre 1945.

Rapport du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour l'année financière se terminant le 31 mars 1945. (Version française).

Copie du rapport du Colonel D. M. Brodie, Commissaire nommé en vertu des dispositions de la 1ère partie de la Loi des enquêtes, chapitre 99, S.R.C., 1927, pour tenir une enquête sur l'achat de certaines portions des lots 3 et 4, concession No 5, canton de Sandwich-Ouest, comté d'Essex, Ontario, couvrant une superficie de 79.10 acres, plus ou moins, (connue sous le nom de "Propriété Oliver").

Sur motion de l'honorable sénateur Lambert, pour l'honorable sénateur Campbell, appuyé par l'honorable sénateur Hugessen, il est

Ordonné: (1) Qu'un comité spécial du Sénat soit nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, par une nouvelle rédaction, si nécessaire, et pour en faire rapport;

(2) que ledit comité soit composé des honorables sénateurs Aseltine, Beau-regard, Bench, Buchanan, Campbell, Crerar, Euler, Farris, Haig, Hayden, Hugessen, Lambert, Léger, McRae, Moraud, Robertson, Sinclair et Vien;

(3) que pouvoir soit conféré audit comité de faire paraître devant lui des témoins, et de faire produire des lettres et documents.

L'honorable sénateur Hurtubise propose, appuyé par l'honorable sénateur Burchill:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable

Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides-de-camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 4

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 20 mars 1946

Trois heures de l'après-midi

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	King,	Moraud,
Aylesworth (Sir	Duffus,	Kinley,	Murdock,
Allen),	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien	Euler,	Lambert,	Paterson,
(Montarville),	Fafard,	Léger,	Pirie,
Beaubien (St-Jean-	Ferland,	Lesage,	Quinn,
Baptiste),	Foster,	Macdonald	Riley,
Beauregard,	Gershaw,	(Cardigan),	Robertson,
Bishop,	Gouin,	MacLennan,	Robicheau,
Bouchard,	Haig,	Marcotte,	Robinson,
Bourque,	Hardy,	McDonald	Roebuck,
Burchill,	Harmer,	(Shediac),	St-Père,
Calder,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Copp,	Howard,	(Kings),	Vaillancourt,
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	Veniot,
Davies,	Hurtubise,	McIntyre,	Vien,
Dennis,	Hushion,	McLean,	White,
Dessureault,	Johnston,	McRae,	Wilson.
Donnelly,	Jones,	Molloy,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, Président du comité de Sélection chargé de désigner les sénateurs devant composer les divers comités permanents pour la présente session, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est lu par le Greffier, comme suit:—

Le MERCREDI 20 mars 1946.

Le comité de Sélection, chargé de désigner des sénateurs pour faire partie des divers comités permanents de la présente session, a l'honneur de soumettre la liste suivante des sénateurs qui ont été désignés pour composer les divers comités permanents ci-après mentionnés, à savoir:—

Comité mixte de la Bibliothèque

L'honorable Président, les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Chapais (Sir Thomas), David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (Kings, N.-E.), et Wilson.—(17).

Comité mixte des Travaux d'impression

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Chapais (Sir Thomas), Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Green, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson et White.—(21).

Comité mixte du Restaurant

L'honorable Président, les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et McLean.—(7).

Comité des Ordres permanents

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bishop, Bouchard, Buchanan, Duff, DuTremblay, Hayden, Horner, Howden, Hurtubise, Jones, Macdonald (*Cardigan*), McLean, St-Père et White.—(15).

Comité des Banques et du commerce

Les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauregard, Buchanan, Burchill, Campbell, Copp, Crerar, Daigle, David, Dessureault, Donnelly, Duff, DuTremblay, Euler, Fallis, Farris, Foster, Gershaw, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Jones, Kinley, Lambert, Léger, Macdonald (*Cardigan*), Marcotte, McGuire, McRae, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Nicol, Paterson, Quinn, Raymond, Riley, Robertson, Sinclair, White et Wilson.—(48).

Comité du Transport et des communications

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bench, Bishop, Blais, Bourque, Calder, Copp, Daigle, Dennis, Dessureault, Duff, Duffus, Fafard, Farris, Gouin, Green, Haig, Hardy, Harmer, Hayden, Horner, Hugessen, Hushion, Johnston, Jones, Kinley, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, MacLennan, Marcotte, McDonald (*Shediac*), McGeer, McGuire, McRae, Michener, Molloy, Moraud, Murdock, Paterson, Quinn, Raymond, Robertson, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland et Veniot.—(50).

Comité des Bills d'intérêt privé

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Beauguard, David, Duff, Duffus, Dupuis, Euler, Fafard, Fallis, Farris, Ferland, Harmer, Hayden, Horner, Howard, Howden, Hugessen, Hushion, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*), McDonald (*Shediac*), McGeer, McIntyre, McRae, Mullins, Nicol, Paquet, Quinn, Robinson, Roebuck et Taylor—(34).

Comité de la Régie interne et des dépenses imprévues

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Campbell, Chapais (Sir Thomas), Copp, Fafard, Fallis, Foster, Gouin, Haig, Hayden, Howard, King (Président), Lambert, MacLennan, Marcotte, McRae, Michener, Moraud, Murdock, Quinn, Robertson, Vien et White.—(25).

Comité des Affaires extérieures

Les honorables sénateurs Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Bench, Buchanan, Calder, Chapais (Sir Thomas), Copp, Crerar, David, Dennis, Donnelly, Fafard, Farris, Gouin, Haig, Hardy, Hayden, Howard, Hugessen, Johnston, Lambert, Léger, Marcotte, McGuire, McIntyre, McLean, McRae, Nicol, Robertson, Taylor, Vaillancourt, Veniot, Vien et White.—(35).

Comité des Finances

Les honorables sénateurs Aseltine, Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Beauguard, Bench, Bouchard, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Copp, Crerar, Davies, Duff, DuTremblay, Fafard, Farris, Ferland, Foster, Haig, Hayden, Howard, Howden, Hugessen, Hurtubise, Hushion, Johnston, Lacasse, Lambert, Léger, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, McRae, Michener, Moraud, Paterson, Pirie, Robertson, Robicheau, Roebuck, Sinclair, Taylor, Vaillancourt, Veniot et White.—(48).

Comité du Tourisme

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Buchanan, Crerar, Daigle, Davies, Dennis, Donnelly, Duffus, Dupuis, DuTremblay, Foster, Gershaw, Green, Horner, McDonald (*Kings*), McGeer, McLean, Murdock, Paquet, Pirie, Robinson, Roebuck et St-Père.—(24).

Comité des Débats et des comptes rendus

Les honorables sénateurs Aseltine, Beauguard, Bishop, Chapais (Sir Thomas), DuTremblay, Fallis, Ferland, Lacasse et St-Père.—(9).

Comité des Divorces

Les honorables sénateurs Aseltine, Copp, Euler, Gershaw, Haig, Howard, Howden, Hugessen, McDonald (*Kings*), Sinclair, Stevenson et Taylor.—(12).

Comité des Ressources naturelles

Les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Burchill, Davies, Dessureault, Donnelly, Duffus, Dupuis, Ferland, Horner, Hurtubise, Johnston, Jones, Kinley, Lesage, McDonald (*Kings*), McGeer, McIntyre, McLean, Michener, Nicol, Paterson, Pirie, Raymond, Riley, Robicheau, Sinclair, Stevenson, Sutherland, Taylor, Vaillancourt, Vien et White.—(32).

Comité de l'Immigration et du travail

Les honorables sénateurs Aeltine, Blais, Bouchard, Bourque, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Crerar, Daigle, David, Donnelly, Dupuis, Euler, Ferland, Haig, Hardy, Horner, Hushion, Lesage, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), McGeer, Molloy, Murdock, Pirie, Robertson, Robinson, Roebuck, Taylor, Vaillancourt, Veniot, Vien et Wilson.—(34).

Comité des Relations commerciales du Canada

Les honorables sénateurs Ballantyne, Beaubien (*Montarville*), Bishop, Blais, Buchanan, Burchill, Calder, Campbell, Daigle, Davies, Dennis, Dessureault, Duffus, Euler, Gouin, Haig, Howard, Hushion, Jones, Kinley, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, McRae, Moraud, Nicol, Paterson, Pirie, Riley, Robertson, Robicheau, Vaillancourt et White.—(32).

Comité de la Santé publique et du bien-être social

Les honorables sénateurs Blais, Bouchard, Bourque, Burchill, David, Donnelly, Dupuis, Fallis, Farris, Ferland, Gershaw, Haig, Howden, Hurtubise, Johnston, Jones, Lacasse, Léger, Lesage, McGuire, McIntyre, Molloy, Paquet, Robertson, Robinson, Roebuck, Veniot, Vien et Wilson.—(29).

Comité d'Administration du service civil

Les honorables sénateurs Bishop, Bouchard, Calder, Copp, Davies, Dupuis, Fafard, Gouin, Hurtubise, Kinley, Marcotte, McGeer, McRae, Pirie, Quinn, Robinson, Roebuck, Taylor et Wilson.—(19).

Comité des Edifices et des terrains publics

Les honorables sénateurs Dessureault, Fallis, Haig, Harmer, Lambert, Lesage, McGuire, Molloy, Paterson, Quinn, Robertson, Sinclair et Wilson.—(13).

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Euler, du Comité spécial du Sénat pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

LE MERCREDI 20 mars 1946.

Le Comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, par une nouvelle rédaction, si nécessaire, a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum de ce comité soit réduit à neuf (9) membres.
2. Que le comité soit autorisé à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

3. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au fur et à mesure, 1,000 exemplaires anglais et 200 exemplaires français des délibérations du comité, et que la Règle 100 à cet effet soit suspendue.

4. Que le comité soit autorisé à recourir à l'assistance de techniciens et d'un personnel de bureau dont il pourra constater la nécessité de temps à autre.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du département des Archives publiques pour l'année 1945. (Version française).

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Code criminel (Réunions de courses)".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'épreuve, l'emmagasinage et l'importation des explosifs".

Ledit bill est lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (C), intitulé: "Loi modifiant la Loi des exportations", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Com-

pagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

Qu'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 5

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 21 mars 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Jones,	Molloy,
Aylesworth (Sir Allen),	Duffus,	King,	Moraud,
Beaubien	Dupuis,	Kinley,	Murdock,
(Montarville),	Euler,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Beauregard,	Ferland,	Léger,	Pirie,
Bishop,	Foster,	Macdonald	Quinn,
Bourque,	Gershaw,	(Cardigan),	Riley,
Burchill,	Gouin,	MacLennan,	Robertson,
Calder,	Haig,	Marcotte,	Robicheau,
Campbell,	Hardy,	McDonald	Robinson,
Copp,	Harmer,	(Shediac),	Roebuck,
Crerar,	Hayden,	McDonald	St-Père,
Davies,	Howard,	(Kings),	Stevenson,
Dennis,	Howden,	McGuire,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hugessen,	McIntyre,	Veniot
Donnelly,	Hurtubise,	McLean,	Vien,
	Hushion,	McRae,	White,
	Johnston,	Michener,	Wilson.

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et reçue:—

Du Conseil national des Femmes du Canada; demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi le constituant en corporation, pour y inclure le pouvoir d'établir des Conseils provinciaux et un Sous-comité exécutif, et pour d'autres fins.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:—

Convention entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition (droits successoraux), signée à Ottawa le 8 juin 1944, rétroactive au 14 juin 1941. (Recueil des Traités, 1944, No 17).

Instructions relatives à la Loi concernant une Convention fiscale entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique, 1944.

L'honorable sénateur Robertson présente un Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage d'objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine".

Ledit Bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du Comité de sélection nommé aux fins de désigner les sénateurs qui seront membres des divers comités permanents au cours de la session actuelle.

Ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que les sénateurs désignés dans le rapport du comité de Sélection pour former les divers comités permanents au cours de la présente session, soient et sont, par la présente motion, nommés pour former et constituer les divers comités où leurs noms respectifs figurent dans ledit rapport, pour faire enquête et rapport sur les diverses questions qui peuvent de temps à autre leur être soumises; et que le comité des Ordres permanents soit autorisé à assigner des personnes et à faire produire des pièces et documents, lorsque requis; et que le comité de Régie interne et des dépenses imprévues ait le pouvoir, sans mandat spécial du Sénat, de prendre en considération toute question concernant la régie interne du Sénat, et que ce comité fasse rapport au Sénat du résultat de ses délibérations, pour qu'il y soit donné suite.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien (*Montarville*), Fallis, Haig, Hardy, Howard et McLean ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth (Sir Allen), Beaubien (*Montarville*), Bench, Blais, Chapais (Sir Thomas), David, Fallis, Gershaw, Guoin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald (*Kings*) et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat comme membres du Comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes, par un des greffiers à la Table, pour l'informer que les honorables sénateurs Beaubien (*St-Jean-Baptiste*), Blais, Chapais (Sir Thomas), Davies, Dennis, Donnelly, Euler, Fallis, Foster, Green, Harmer, Lacasse, Macdonald (*Cardigan*), McDonald (*Shediac*), Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson et White ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (C), intitulé: "Loi modifiant la Loi des exportations", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (D), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Code criminel (Réunions de courses)", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'épreuve, la vente, l'emmagasinement et l'importation des explosifs", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 6

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 26 mars 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Johnston,	McRae,
Aylesworth (Sir Allen),	Dessureault, Donnelly,	Jones, King,	Michener, Moraud,
Ballantyne,	Duff,	Kinley,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Duffus, Dupuis,	Lacasse, Lambert,	Paquet, Paterson,
Beauregard,	Euler,	Léger,	Quinn,
Bishop,	Fafard,	Lesage,	Riley,
Bouchard,	Foster,	Macdonald	Robertson,
Bourque,	Gershaw,	(Cardigan),	Robicheau,
Buchanan,	Haig,	MacLennan,	Robinson,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	Roebuck
Calder,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Campbell,	Hayden,	(Shediac),	Sinclair,
Chapais (Sir Thomas),	Howden, Hugessen,	McDonald (Kings),	Stevenson, Vaillancourt,
Copp,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
Crerar,	Hushion,	McLean,	White,
David,			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le premier rapport de l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé, qui se lit comme suit:—

Le MARDI 26 mars 1946.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des Pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:—

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:—

Du Conseil national des Femmes du Canada; demandant l'adoption d'une loi modifiant la Loi le constituant en corporation, afin d'y inclure le pouvoir d'établir des Conseils provinciaux et un Sous-comité exécutif, et pour d'autres fins.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des Pétitions pour Bills
d'intérêt privé.*

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu:—

Le MARDI 26 mars 1946.

Résolu,—Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau;

Que messieurs Beaudoin, Blanchette, Castleden, Emmerson, Gingues, Gladstone, Hackett, Hansell, Harris (*Grey-Bruce*), Herridge, LaCroix, Lafontaine, Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), MacNicol, Martin, Matthews (*Brandon*), McCulloch (*Pictou*), McIvor, Reid, Smith (*Calgary-Ouest*), Stanfield, Stirling, Thatcher, Warren et Zaplitny soient nommés pour agir, de la part de la Chambre, comme membres du comité;

Que l'article 65 du Règlement de la Chambre des communes soit suspendu à cet effet;

Que ledit comité soit autorisé à envoyer quérir personnes, documents et dossiers afin de l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions; de faire rapport de temps à autre, et

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre des communes a institué ce comité et pour inviter Leurs Honneurs à faire le choix de membres du Sénat dans le but de siéger au sein de ce comité avec les membres de la Chambre des communes et de constituer un comité mixte des deux Chambres.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné,—Que ledit message soit pris en considération demain.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorcés:

De Evelyn Helen Deeb Kouri, de Montréal, Québec, vendeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Jos. Kouri.

De Margaret Fern Hobbs Burns, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Raymond William Burns.

De Ernest Leslie Maddock Jones, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Elizabeth Learh Jones.

De Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin, de Montréal, Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur St. George Griffin.

De Bessie Goldrosen Green, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Louis Green.

De Edith May Hort Search, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Leslie Search.

De Helen Louisa Willcox Reid, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James Reid.

De Lily Koffman London, de Montréal, Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Samuel London, de ladite cité de Montréal.

De Audrey Helen Jackson Maxham, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Henry George Maxham, de ladite cité de Montréal.

De Gladys Ethel Standring Weldon, de Montréal, Québec, préposée à la tenue de livres; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Robert William Weldon.

De Madge Aileen Hunter Parker, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lawrence Egbert Parker, de ladite cité de Montréal.

De Marguerita McKeigan Guillevin, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Halifax, dans la province de la Nouvelle-Ecosse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec François-Eugène Guillevin, de ladite cité de Montréal.

De Joseph-Victor-Emile Tassé, de Montréal, Québec, charretier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie-Cécile-Gracia Béland Tassé.

De Francis Gordon Sullivan, du village de Mascouche, Québec, camionneur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mary Martha Vlastnik Sullivan.

De Nellie Harrison Andersen, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Helmuth Andersen.

De Esther Irene Lind Booth, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Aubrey Alexander Booth.

De Morris Boyman, d'Outremont, Québec, vendeur de pain; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Dora Dobrutzky Boyman.

De Beatrice Lydia Ogulnik Goldin, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Richard Allan Goldin.

De Bernard Cook, de Montréal, Québec, garçon de table; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lillian Pring Cook.

De Ambrose Keble Fred Vernham, de Montréal, Québec, employé ferroviaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Azelma Trepanier Vernham.

De Juliana Edmonda Isabella Ferdinanda Becquaert de Beaujeu, du village de Ste-Marguerite du Lac Masson, dans le district de Terrebonne, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Jacques Omfroy Pierre Certain de Beaujeu.

De Reginald Wesley Titcombe, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Olive Mary Cooper Titcombe.

De Andrew Prem-Das, de Montréal, Québec, manufacturier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Iva Loraine Showers Prem-Das.

De Florence Joy McGibbon Lafleur, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Henri Grier Lafleur.

De Marie Evelyn Dormer, du village de Gatineau, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Charles Henry Aloysius Dormer.

De Ann Low Fuller Mitchell, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec James Simpson Mitchell.

De Pauline Hellier Kirsch, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Arthur Nathan Kirsch.

De Isobel Cameron McLaggan Oswald, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec William Edward Douglas Oswald.

De Florence Mabel McIntosh Simpson, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec John Simpson.

De Bruno Coté, de Montréal, Québec, gérant; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Fernande Clement Coté.

De Vera Harriet May Kinghorn Hodgson, d'Outremont, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Granville Albert Hodgson.

De Marie Komyati Sznyitar, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph Sznyitar.

De Emily Kathleen Mennie Thissen, de Sherbrooke, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Jacob Charles Thissen, junior.

De Elsie Fisher Armitage, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Allan Richard Armitage.

De George Burley Beresford, de Montréal, Québec, contremaître-machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Ruth Robertson Beresford.

De Marion Cruickshank Isaac, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec James Williamson Isaac.

De Thomas Beach, de Verdun, Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Eva Smithman Beach.

De Jessie Hope Forbes Hardie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Charles Dougall Hardie.

De Kenneth Edwin Morrison, de Montréal, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marjorie Elsie Curtis Morrison.

De Rose Klein Levin, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Louis Levin.

De Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux, du village de Ste-Geneviève, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Joseph-Henri-Hector Cadieux.

De Bertha Lipshitz Joslove, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Louis Joslove.

De Olive Esther Rose Ewen, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Claude Seymour Ewen.

De Fennie Nettie Adelstein Waldman, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Herbert Waldman.

De Hannah Green Turton, de la ville de St-Laurent, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Purcell Turton.

De Albert Sephton, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beatrice Leclair Sephton.

De Dorothy Ruth Bennett Macnutt, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Percival Stephenson Macnutt.

De Dorothy Adams Acer McDougall, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Rae McDougall.

De Joseph McCaffery, de Verdun, Québec, musicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Winnifred Edith Quicke McCaffery.

De James Dolmer Thomas Kirton, de Montréal, Québec, trieur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Lillian Beelby Kirton.

De Mary Winifred Joyce Dick Dunford, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Errington Parrish Dunford.

De Ernest Crete, de la cité de Verdun, Québec, chauffeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Martha Rodie Crete.

De Muriel Gertrude McKnight Carroll, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Thomas Alexander Carroll.

De Francesco Saverio Cacchione, de Montréal, Québec, receveur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Assunta Moschetti.

De Nellie Mugford Brumby, de Verdun, Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Keith Walter Lyon Brumby.

De Ruby Burnett Walters, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil Robert Walters.

De William Cyril Sparks, de Montréal, Québec, garçon de wagon-lit; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ella Mae Clyde Sparks.

De Richard Carter Eaton, de Montréal, Québec, agent d'immeuble; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mildred Ruth Clearihue Eaton.

De Joseph-François-Georges Landry, de Montréal, Québec, aviateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Anna-Adrienne Gagné-Landry.

De Arthur Joseph Hubbard, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Whitham Hubbard.

De Michael Gibson, de Montréal, Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laura Rose Kane Gibson.

De Robert Patrick Warren, de Verdun, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Germaine-Rita Secours-Warren.

De Amelia Jezik Pascas, de la ville de St-Laurent, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Pascas.

De Dorothy Ellen Cope Kimpton, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Geoffrey Holiday Kimpton.

De Esther Genevieve Johnson Potter, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Howard Potter.

De Martin Thomas Walsh, de la cité de St-Lambert, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pauline Rita White Walsh.

De Pauline Francesca Evans Gladwish, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eric Lovel Gladwish.

De Irene Renee Levey Ritchie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frederick Edward Ritchie.

De Ralph Samuel Currie, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Beryl O'Rourke Currie.

De Irene Gertrude Carry Staley, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arnold Lewis Staley.

De Winnifred Violet Unsworth Thomas, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Guy Hinxman Thomas.

De Robert Frederick Ring, de Montréal, Québec, fumigateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Levina Clara Bourgoïn Ring.

De Margaret Ruth Weir Allan, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Malcolm Monerière Allan.

De Nancy Harrison Moore, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward William Moore.

De Martha Haavisto Aaltonen, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eelis Aaltonen.

De Lucille Eileen Piché Perrier, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Paul-Samuel Perrier.

De Minerva Jane Cory, de la cité de Westmount, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de St. Catharines, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Arthur Cory, de ladite cité de Westmount.

De Dorothy Catherine Benson Hunter, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Thomas Walter Hunter.

De Elizabeth Maude Foy Gage, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert George Gage.

De Alfred Wade, de Montréal, Québec, garçon de wagon-lit; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lucilla Joyce Wade.

De Mary Walker Tiffney, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec James Tiffney.

De Roland Taillon, de Montréal, Québec, ajusteur; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Liliane Charette-Taillon.

De Anne Levy Marder, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Sydney Marder.

De Paul Krawchuk, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Elizabeth Yavdochuk Krawchuk.

De Carol Gordon Cass Planche, de la cité de St-Lambert, Québec, infirmière; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harold Aubrey Planche.

De Richmond Clarence Cowdrey, de Montréal, Québec, machiniste en aviation; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Barbara Fowler Cowdrey.

De Joseph-Henri Veaudry, de Montréal, Québec, peintre; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Rose-Eva Bouchard-Veaudry.

De George Graver, de Verdun, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marcella Emma MacAskill Graver.

De Isabel Greenshields Biggs, de Montréal, Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Francis Patrick Biggs.

De Frank Russell Yeoman, de Montréal, Québec, architecte; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frances Mary McDonald Yeoman.

De Hilda Forsey Pearce Johnston, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander Johnston.

De Malvina-Angelina Séguin-Gascon, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert Gascon.

De Alexander Thompson Powell Scott, de Montréal, Québec, cuisinier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Wild Scott.

De Helen Sylvia Stacey Thompson, de Granby, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leopold Nelson Thompson.

De Laura Lillian Butler May, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard May.

De Malcolm Ernest Bigelow, de Montréal, Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eylene Beauséjour Bigelow, autrement connue sous le nom de Cécile-Aline-Antonia Beauséjour-Bigelow.

De Stephanie Tymchuk McLean, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laurence McLean.

De Irving Vengroff, de Montréal, Québec, laveur de fenêtres; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ettie Abramovitch Vengroff.

De David Ritchie McEwen, de Westmount, Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nora Katherine O'Neill McEwen.

De Marie-Irène-Clémentine-Elizabeth Ash, de la cité de Hull, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, blanchisseuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Clayton Ernest Ash, de ladite cité de Hull.

De Beatrice Irene Moore Hawes, de la ville de Greenfield Park, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Arthur Hawes.

De Max Schacter, de Montréal, Québec, machiniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sadie Fishman Schacter.

De Katie Hoffman Pinsky, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Pinsky.

De Eileene Ruby Aspell Stinson, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Clarence Oswald Stinson.

De Eliza Ritchie McDerment, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'un loi qui dissolve son mariage avec William Whyte McDerment.

De Physlis Thorborn Rice Colby, du village de St-Jovite, dans le district de Terrebonne, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold Orison James Colby.

De Isabella Eleonora Cantlie Angus, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Forrest Angus.

De Emilien Guilbault, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gilberte Gagnon Guilbault.

De Albert Stuart White, de Montréal, Québec, contremaître; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Isabell Atkinson White.

De Wilfred Fields Benlow, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mabel Elizabeth Gordon Ferguson Benlow.

De Eda Margel Sand, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Exriel Sand, de ladite cité de Montréal.

De Anna Blumenthal Gillman, de Montréal, Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Gillman.

De Robert Venor, de Montréal, Québec, comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Yetta Greenberg Venor.

De Gwenyth Lorraine Madge Popkin, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Herbert Alfred Popkin, de ladite cité de Montréal.

De Ida Portnoff Clarke, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Victor Samuel Clarke.

De Allan Reginald Duncan Woolley, de la municipalité d'Otterburn Park, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Evelyn Margaret Empey Woolley.

De Ruby Eileen Baker Jones, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Tify Jones.

De Kathleen Elizabeth Regan Griffiths, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Trevor Griffiths.

De Arthur Corey Thomson, de Verdun, Québec, artiste de la radio; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ruth Marguerite Vallance Thomson.

De Herbert Beatson De Gruchy, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Cora Hallis De Gruchy.

De William John Fields, de Montréal, Québec, ingénieur de machines à vapeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Florence Beatrice Kiernan Fields.

De Nora Kathleen Loury Cheverton, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frederick Seymour Cheverton.

De Eleanor Williams, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Williams, de ladite cité de Montréal.

De Alexander Fitz Ormonde Spooner, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marie Spooner.

De Estelle Warhaft Slobod, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward M. Slobod.

De Frederick Albert Johnson, de Verdun, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marie Germaine Gertrude Parrault Johnson.

De Berthe Alice Cardinal Reid, de Lachine, Québec, opérateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Douglas Talbot Reid.

De Norman Peter Gray, de la ville de Montréal-Ouest, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Fredina Queenie Snook Gray.

De Wanita Winifred Ellerton Upton, de la ville de Hemmingford, Québec, institutrice; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mervyn Charles Upton.

De Annie Spivaek Prosterman, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Issie Prosterman.

De Katherina Demidovich Zouikin, de Montréal, Québec, commis aux ventes; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Valentin Zouikin.

De Simone Tardif Laverdure, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Arthur Laverdure.

De Maitable Horwitz Hollander, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Philip Hollander.

De Charles Patrick Kavanagh, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Margaret Dunbar Laverie Kavanagh.

De Caroline Smith Feeney, autrement connue sous le nom de Margarita Alice Smith Tifney Feeney, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Feeney.

De Mildred Helen Cavers Watson, de Verdun, Québec, fille de table; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec James Allan Watson.

De Ottocar Fiedler, de Montréal, Québec, barbier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Angelina Beaudry Fiedler.

De Helen Douglas Stewart Rankin, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Gordon Rankin.

De Mary Epstein Harris, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Reuben Harris.

De Erminia Taccani Roncarelli, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Francesco Roncarelli.

De Alma Gosselin Carbonneau, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Henry J. Carbonneau.

De Clermont Gendreau, de Montréal, Québec, infirmier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Liliane Filion Gendreau.

De Fannie Miller Astrofsky, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Astrofsky.

De Edward Frank Fulton, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Rita Bourque Fulton.

De Annie Solomon Birnbaum, d'Outremont, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Herman Birnbaum.

De Leonard Raymond, de la ville de Magog, Québec, chauffeur d'usine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Jane Rose Mac-Millan Raymond.

De Rose Dawson Brady, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Maurice Brady.

De Annie Coyle Frances, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Francis.

De Samuel John Revelle, de Montréal, Québec, ajusteur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Anna Kaleininkas Revelle, autrement connue sous le nom de Anna Keller Revelle.

De Thomas Allan, de Verdun, Québec, manoeuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Theresa Ann Farrell Allan.

De Elsie Rachel Silverson Ward, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Victor Thomas Ward.

De Violet Maude Griffiths Barraclough, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Norman John Barraclough.

De Evelyn Clare Ward Davis Murray, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Angus Murray.

De Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère, de Montréal, Québec, hôtesse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Joseph-Alphonse-Henri-Benoît Giguère.

De Mary Jane M. de Brabant, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jacques J. J. de Brabant.

De Mildred Florence Rooke Cochrane, de la ville de Montréal-Sud, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Vincent Charles Cochrane.

De Alastair Trenholme Lovat Fraser, de la ville de Dixie, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Virginia Ransom Reynolds Fraser.

De Margaret Penelope Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Norman Crosby Brown, de ladite cité de Montréal.

De Mary Kathleen Maloney Rassie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Rassie.

De William Thomas Bennett, de Montréal, Québec, poseur de tuyaux; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Sophia Olsen Bennett.

De John Louis Charlebois, d'Aylmer Road, district de Hull, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Dorothy Charlebois.

De Paul-Martial Chevalier, de Montréal, Québec, chirurgien; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Mary Claire Rea Chevalier.

De Beatrice Emily Young Crane, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward Wells Crane.

De Florence Gertrude Asson Pashley, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Norman Pashley.

De Frances Eleanor Miller Foster, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Wells Foster, de ladite cité de Montréal.

De Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charlemagne Villeneuve.

De Margaret June Purdy MacKinnon, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Laidlaw MacKinnon.

De Georgina Hylda Swaffield McKenzie, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Andrew Campbell McKenzie.

De Rose Annah Colbeck Grant, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harold Edward Grant.

De Blanche Bélanger Mullin, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Joseph Mullin.

De Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Walter Wolodymyr Pendiuk.

De Violet May Armour Smith, de Montréal, Québec, commis de banque; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Arthur Smith.

De Mary MacDonald Short Browne, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Albert Bateman Browne.

De Gratia Lauzon Rousseau, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edouard Rousseau.

De Beatrice Lock Norman, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Cecil George Norman.

De Cyril Mackie, de Hull, Québec, sérologiste; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Stella Oldfield Mackie.

De Mary Jaclyn Robinson Jeffrey, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Stanley Boyd Jeffrey.

De Helen Louise Mitchell Meyer, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Frank Meyer.

De Lila Edna Page Kennedy, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec David Edgar Kennedy.

De Henry Arthur Creates, de Montréal, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Betty Marjorie Brough Creates.

De Eveline Richmond Sykes Lacoë, de Montréal, Québec, danseuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Norman Lacoë.

De Muriel Elizabeth Clarke Gagnon, de la ville de St-Lambert, Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Cairlan Lawrence Earle Gagnon.

De Edward Mortin Montgomery, de la ville de South Durham, Québec, cultivateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edna Maud Wolfrey Montgomery.

De Henri Edme Bernard, de Montréal, Québec, gérant; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec (Rachel) Maria Cinalta Palermo (Palerme) Bernard.

De Erika Gossen Tenzer, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Fritz Tenzer, autrement connu sous le nom de Frank Charles Tenzer.

De Helen Irene Flewelling Wilson, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Edward Arthur Wilson.

De Sadie Joseph Saikaley Charles, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité d'Ottawa, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Phillip Charles, de ladite cité de Montréal.

De Rhona Gertrude Paikowsky Munn, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Allan MacGregor Munn.

De Almeda Mabel Hartry Ritchie, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant actuellement en la cité de London, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Sidney Fielding Ritchie, de ladite cité de Montréal.

De Laura Olive Byers Manley, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George William Manley.

De Zoita Tehanciu Moldovan, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ioan (John) Moldovan.

De Florence Smart Gardiner, de Montréal, Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Garfield Sydney Gardiner.

De Hilda Mary Charlotte Kelly Smith, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Raymond Frank Smith.

De Pauline Frances Beaton Bridgeman, de Verdun, Québec, infirmière; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Allan Edwin William Bridgeman.

De Thomas Bryson Beakes, de la ville de Waterloo, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Angelina Charby Beakes.

De Alexander Marr Meldrum, de Verdun, Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jeannette Laberge Meldrum.

De Margo Ismena Graydon Heubach, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frederick Allan Heubach.

De May Andria Thistle Shirres Richardson, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ogden Barker Richardson.

De Miriam Vineberg Perel, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Shabsai Perel.

De Edna Bookalam Howick, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry Deeb Howick.

De Lillian Audrey Atkinson Jackson, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William George Jackson.

De Elizabeth Jean Warden Leupold, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Barnston Leupold.

L'honorable Président du comité permanent des Divorcés présente au Sénat le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 21 mars 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

1. Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres à toutes fins, y compris la réception des dépositions sous serment relativement aux faits énoncés dans les pétitions en obtention de bills de divorcés.

2. Votre comité recommande aussi que permission lui soit accordée de siéger durant tous les ajournements du Sénat, ainsi que durant les séances du Sénat.

3. Votre comité recommande aussi que, outre le Président qu'il élit, il soit autorisé à élire, en tout temps, un Vice-Président, lequel sera revêtu de tous les pouvoirs du Président.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorcés présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 21 mars 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lily Koffman London, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel London.

2. Une demande ayant été faite pour obtenir l'autorisation de retirer cette pétition, le comité recommande que telle autorisation soit accordée en conséquence.

3. Le comité recommande en outre que les taxes parlementaires payées en vertu de la Règle 140 soient remises à la pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Mémoire supplémentaire au rapport de l'Imprimeur du Roi et contrôleur de la papeterie pour l'année 1944-45.

Amendements portant les numéros 1/1945, 2/1945, 3/1945 et 1/1946 aux Règlements du Roi pour la gouverne du Service naval canadien de Sa Majesté.

Arrêtés en conseil adoptés depuis la dernière session du Parlement sous l'autorité de la Loi sur les Accords de Bretton Woods, 1945, comme suit:

C.P. 7421 du 21 décembre 1945, autorisant la signature des Accords et leur acceptation au nom du Canada.

C.P. 632 du 21 février 1946, nommant le très honorable J. L. Ilsley comme gouverneur du Fonds monétaire international, ainsi que gouverneur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; M. G. F. Towers comme gouverneur suppléant dudit fonds, et M. W. C. Clark comme gouverneur suppléant de la banque.

C.P. 983 du 15 mars 1946, nommant M. G. F. Towers comme gouverneur suppléant de la banque en remplacement de M. W. C. Clark.

Règlements adoptés en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, sous l'autorité de l'arrêté en conseil du 13 mars 1946. (C.P. 873).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (C), intitulé: "Loi modifiant la Loi des exportations", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (D), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, la vente, l'emmagasinage et l'importation des explosifs", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage d'objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 7

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 27 mars 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Johnston,	Michener,
Aylesworth (Sir	Donnelly,	Jones,	Morand,
Allen),	Duff,	King,	Murdock,
Ballantyne,	Duffus,	Kinley,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lacasse,	Paterson,
Baptiste),	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Fallis,	Léger,	Riley,
Bishop,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Bouchard,	Foster,	(Cardigan),	Robicheau,
Bourque,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Buchanan,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Burchill,	Haig,	McDonald	St-Père,
Calder,	Hardy,	(Shediac),	Sinclair,
Campbell,	Harmer,	McDonald	Stevenson,
Copp,	Howden,	(Kings),	Vaillancourt,
Crerar,	Hugessen,	McIntyre,	Veniot,
David,	Hurtubise,	McLean,	White,
Davies,	Hushion,	McRae,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent du Transport et des communications demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Bourque, du comité permanent de la Santé et du bien-être, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent de la Santé et du bien-être demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

T.-J. BOURQUE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Roebuck, pour l'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent du Tourisme demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. A. BUCHANAN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Marcotte, du comité permanent de l'Administration du service civil, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent de l'Administration du service civil demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ARTHUR MARCOTTE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JAMES MURDOCK,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Relations commerciales du Canada demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Finances demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Bills d'intérêt privé demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. K. HUGESSEN,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur McRae, du comité permanent des Affaires extérieures, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Affaires extérieures demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

A. D. McRAE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Lacasse, du comité permanent des Débats et des comptes rendus, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Débats et des comptes rendus demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GUSTAVE LACASSE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur J. J. Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Duff, du comité permanent des Ordres permanents, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Ordres permanents demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois (3) membres.

Le tout respectueusement soumis.

WILLIAM DUFF,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson, du comité permanent des Edifices et des terrains publics, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Edifices et des terrains publics demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept (7) membres.

Le tout respectueusement soumis.

CAIRINE R. WILSON,
Présidente.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 27 mars 1946.

Le comité permanent des Banques et du commerce demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf (9) membres.

Le tout respectueusement soumis.

ELIE BEAUREGARD,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Euler présente au Sénat un Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Ledit bill est lu la première fois, et

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération d'un message de la Chambre des communes concernant la résolution suivante adoptée par cette Chambre:

"Qu'il importe, de l'avis de cette Chambre, que le Canada possède un drapeau national distinctif et qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué dans le but de faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau".

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, propose qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs Aseltine, David, Davies, Gershaw, Gouin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, Quinn, Robinson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à faire comparaître des personnes et à produire des documents et dossiers.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Sur motion de l'honorable sénateur Duff, il est

Ordonné: Que débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent de la Santé et du bien-être.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'épreuve, la vente, l'emmagasinage et l'importation des explosifs", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage d'objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLEISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 8

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 28 mars 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	King,	Moraud,
Aylesworth (Sir Allen),	Dupuis,	Kinley,	Murdock,
Ballantyne,	Euler,	Lambert,	Paquet,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Léger,	Paterson,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Foster,	Macdonald,	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	(Cardigan),	Robertson,
Bourque,	Haig,	MacLennan,	Robicheau,
Calder,	Hardy,	Marcotte,	Robinson,
Campbell,	Harmer,	McDonald	Roebuck,
Copp,	Horner,	(Shediac),	St-Père,
Crérar,	Howard,	McDonald	Sinclair,
David,	Howden,	(Kings),	Stevenson,
Dessureault,	Hugessen,	McGuire,	Vaillancourt,
Donnelly,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
Duff,	Hushion,	McLean,	Vien,
	Johnston,	McRae,	White,
	Jones,	Michener,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 28 mars 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que Louis-Philippe Gauthier, Premier Greffier adjoint, soit mis à sa retraite à compter du 31 mars 1946, et qu'il lui soit accordé une gratification égale à la différence entre le traitement de quatre mois et l'allocation de son fonds de retraite couvrant cette période, à savoir, la somme de mille vingt dollars.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 28 mars 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que la nomination de MM. Thomas Green et Georges Langlois au personnel de reportage du Sénat soit continuée durant la présente session du Parlement, aux termes et conditions indiqués dans le rapport du comité des Débats et des comptes rendus à la date du 3 juin 1933 et conformément à la recommandation subséquente adoptée par le Sénat le 30 juin 1938.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Wilson présente au Sénat un Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil national des Femmes du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture mardi prochain.

L'honorable sénateur McRae, appuyé par l'honorable sénateur White, propose:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Copp, qu'il soit:

Résolu: Qu'il importe, de l'avis du Sénat, que le Canada possède un drapeau national distinctif.

Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour ce drapeau.

Que les honorables sénateurs Aseltine, David, Davies, Gershaw, Guin, Howden, Johnston, Lambert, Léger, Quinn, Robinson et White soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ledit comité mixte soit autorisé à faire comparaître des personnes et à produire des documents et dossiers.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Etant de nouveau posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 9

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 2 avril 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	King,	Moraud,
Aylesworth (Sir	Donnelly,	Kinley,	Mullins,
Allen),	Duff,	Lacasse,	Murdock,
Ballantyne,	Duffus,	Lambert,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Léger,	Paquet,
Baptiste),	Fafard,	Lesage,	Pirie,
Beauregard,	Fallis,	Macdonald	Quinn,
Bishop,	Ferland,	(Cardigan),	Riley,
Blais,	Foster,	MacLennan,	Robertson,
Bouchard,	Haig,	Marcotte,	Robinson,
Bourque,	Hardy,	McDonald	Roebuck,
Burchill,	Harmer,	(Shediac),	St-Père,
Calder,	Hayden,	McDonald,	Sinclair,
Campbell,	Horner,	(Kings),	Stevenson,
Chapais (Sir	Howden,	McGuire,	Vaillancourt,
Thomas),	Hugessen,	McIntyre,	Veniot,
Copp,	Hurtubise,	McRae,	Vien,
Crerar,	Johnston,	Michener,	White,
Daigle,	Jones,	Molloy,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (11), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit rapport est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose qu'il soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (12), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose qu'il soit lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Lambert:

De Ottar Nerby et autres de Toronto, et autres d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Canadian Acceptance Company*".

L'honorable sénateur Lambert, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum de la section du Sénat du comité mixte soit réduit à trois (3) membres.

2. Que la section du Sénat du comité mixte soit autorisée à siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacques-Omfroy-Pierre-Certain de Beaujeu, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Penelope Brown, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Norman Crosby Brown, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marion Cruickshank Isaac, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Williamson Isaac, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Malvina-Angelina Séguin Gascon, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert Gascon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nora Kathleen Loury Cheverton, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvait son mariage avec Frederick Seymour Cheverton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande le remboursement au pétitionnaire de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Fisher Armitage, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Allan Richard Armitage, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Mabel McIntosh Simpson, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Simpson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis Gordon Sullivan, du village de Mascouche, province de Québec, camionneur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Martha Vlastnik Sullivan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 29 mars 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Minerva Janen Cory, de la cité de St. Catharines, province d'Ontario, corsetière; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Arthur Cory, de la cité de Westmount, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (C), intitulé: "Loi modifiant la Loi des exportations", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:—Copie du troisième rapport intérimaire de la Commission royale nommée par l'arrêté en conseil C.P. 411, approuvé le 5 février 1946: pour faire enquête sur la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées. (Version anglaise).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil National des Femmes du Canada", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyé par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 10

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 3 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Jones,	Molloy,
Aylesworth (Sir	Donnelly,	King,	Moraud,
Allen),	Duff,	Kinley,	Mullins,
Ballantyne,	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lambert,	Nicol,
Baptiste),	Euler,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Macdonald	Riley,
Blais,	Ferland,	(Cardigan),	Robertson,
Bouchard,	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Bourque,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Burchill,	Hardy,	McDonald	St-Père,
Calder,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Campbell,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Chapais (Sir	Howard,	(Kings),	Vaillancourt,
Thomas),	Howden,	McGuire,	Veniot,
Copp,	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
Crerar,	Hurtubise,	McRae,	White,
Daigle,	Johnston,	Michener,	Wilson.
David,			

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

CANADA

OTTAWA, le 2 avril 1946.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Patrick Kerwin, en sa qualité de Député de Son Excellence l'Administrateur, se rendra à la Chambre du Sénat, le mercredi 3 avril, à cinq heures et cinquante du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être, monsieur,

Votre dévoué serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

L'honorable

L'ORATEUR du Sénat,

Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère des Affaires extérieures", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Crerar:

De la *Rupert's Land Trading Company*; demandant l'adoption d'une loi modifiant et élargissant ses pouvoirs.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (12), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Euler propose que le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après, l'honorable Patrick Kerwin, Député de Son Excellence l'Administrateur, étant venu et étant assis au pied du Trône, l'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

L'honorable Président du Sénat dit:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Son Excellence l'Administrateur de faire émettre des lettres patentes sous son seing manuel et son sceau d'armes, nommant l'honorable Patrick Kerwin, juge puîné de la Cour Suprême du Canada, pour être son suppléant et remplir au nom de Son Excellence tous les devoirs qui lui incombent durant le bon plaisir de Son Excellence.

Lesdites lettres patentes sont alors lues par le greffier comme suit:

T. RINFRET

Administrateur.

(Sceau)

CANADA

Par Son Excellence l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada et Administrateur du Gouvernement du Canada.

A l'honorable Patrick Kerwin, Juge puîné de la Cour Suprême du Canada.

SALUT:—

SACHEZ QUE, mettant une confiance spéciale en votre loyauté, intégrité et capacité, Je, ledit honorable Thibaudeau Rinfret, Administrateur du Gouvernement du Canada, ai nommé, constitué et désigné et par les présentes nomme, constitue et désigne ledit honorable Patrick Kerwin pour être mon Député avec le pouvoir d'agir en cette capacité.

POUR DÉTENIR ET EXERCER ledit office de Député de l'Administrateur, Vous, ledit honorable Patrick Kerwin, durant plaisir.

Donné sous mon seing et sceau d'armes, en la cité d'Ottawa, ce seizième jour de mars 1946.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,

Sous-secrétaire d'Etat.

Ordonné: Que lesdites lettres patentes soient inscrites au Journal.

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur, comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes je présente à Votre Honneur les bills suivants:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1946.

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ces bills".

Le Greffier ayant donné lecture des titres de ces bills,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills."

Après quoi, il a plu à l'honorable Député de Son Excellence l'Administrateur de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des troisième au onzième rapports du comité permanent des Divorcés, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorcés présente au Sénat les bills suivants:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan".
Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyé par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 11

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 4 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asetine,	Dessureault,	Jones,	Molloy,
Aylesworth (Sir Allen),	Donnelly,	King,	Moraud,
Ballantyne,	Duff,	Kinley,	Mullins,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Dupuis,	Lambert,	Nicol,
Bishop,	Euler,	Léger,	Paquet,
Blais,	Fafard,	Lesage,	Quinn,
Bouchard,	Fallis,	Macdonald	Riley,
Bourque,	Ferland,	(Cardigan),	Robertson,
Burchill,	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Campbell,	Hardy,	McDonald	St-Père,
Chapais (Sir Thomas),	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Copp,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Crerar,	Howard,	(Kings),	Vaillancourt,
Daigle,	Howden,	McGuire,	Veniot,
David,	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
	Hurtubise,	McRae,	White,
	Johnston,	Michener,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Vice-Président et du Secrétaire du Sénat de la République de l'Uruguay, adressée au Sénat du Canada, conçue en ces termes:

(Traduction)

“MONTEVIDEO, le 1er avril 1946.

Le Sénat du Canada,
Ottawa, Canada.

Le Sénat de la République de l'Uruguay a unanimement adopté une résolution exprimant au Sénat du Canada sa gratitude pour la cordiale visite de courtoisie du croiseur *Uganda*, qui a si bien évoqué la véritable démocratie canadienne. Nous prions le Sénat d'agréer l'assurance de notre haute considération.

ALFEO BRUM,
Vice-Président.

JOSE PASTOR SALVANACH,
Secrétaire.”

Les pétitions suivantes sont présentées séparément,

Par l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Grace Ellen Rafter Munro, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wilfred Osbert Gun Munro.

De Luc Chadillon, de la paroisse de St-Constant, district d'Iberville, Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alberta Demers Chadillon.

De Anita Spinner Starr, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Starr.

De Harry Dyce, de Montréal, Québec, poseur de tuyaux; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Spicer Lovelock Dyce.

De John Rae, de la ville de Buckingham, Québec, manoeuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Rae.

De Shirley Boyd Fuller Dichow, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ejnar Yvan Dichow.

De Florence Winnifred Dunlop Starkey, de la cité de Montréal, province de Québec et demeurant actuellement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Samuel Starkey, de ladite cité de Montréal.

De Edward Charles McKerness, de Montréal, Québec, vitrier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vera Gregor McKerness.

De Mary McCallum McNamara, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Bernard McNamara.

De John Bernth Jones, de Montréal, Québec, ouvrier en bouilloires; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Annie May Garnett Jones.

De Ivy May Baylis Larivière, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jean-Roger Larivière.

De Francis John Stone, du village de North Hatley, Québec, cuisinier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Myrvin Lynnette Patricia Freeman Stone.

De Mary Innocent Gorman Martin Gillean, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Robert Hampson Gillean, junior.

De John Anderson Hutchins, de Montréal, Québec, avocat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Mary Isobel Stuart Saunders Hutchins.

De Jean St. Clair Macdonald Routledge, du village de Georgeville, district de St-François, province de Québec, et demeurant présentement en la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec James Colin Routledge dudit village.

De Dorothy MacLelland Hamilton, du village d'Alcove, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Mervyn Thorold Hamilton.

De Donald Dale Carr-Harris, de Montréal, Québec, ingénieur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Annette Sheila Allen Carr-Harris.

La pétition suivante est lue et reçue:

De Ottar Nerby et autres de Toronto, Ontario, et autres d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Canadian Acceptance Company*".

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 4 avril 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Le comité recommande:

Que la classification actuelle du personnel du Sénat soit annulée et remplacée par celle qui suit:

- SC-A- 1 Greffier du Sénat.
- 2 Greffier en loi et conseiller parlementaire.
- 3 Greffier adjoint.
- 4 Deuxième greffier adjoint et traducteur en chef.
- 5 Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.
- 6 Adjoint du Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.
- 7 Greffier en chef des comités.
- 8 Greffier en chef adjoint des comités.
- 9 Greffier senior des comités.
- 10 Premier commis (fonctions intermittentes) (Aussi FT-SC-1)
- 11 Chef adjoint de la traduction (Aussi SS-T-66).
- 12 Rédacteur des débats et chef de la division des comptes-rendus.
- 13 Sténographe des débats du Sénat.
- 14 Sténographe des débats du Sénat.
- 15 Sténographe des débats du Sénat.
- 16 Greffier des comités et greffier des procès-verbaux et des journaux (anglais).
- 17 Greffier des procès-verbaux et des journaux (français).
- 18 Chef du bureau de la papeterie.
- 19 Directeur du bureau de poste.
- 20 Directeur adjoint du bureau de poste.

- 21 Gardien de la salle de lecture.
- 22 Gardien de la salle de lecture.
- 23 Commis, classe III.
- 24 Maître d'hôtel du Président.
- 25 Chef des messagers parlementaires.
- 27 Commis, classe IV.
- 28 Messager confidentiel.
- 29 Messager confidentiel.
- 30 Commis des comités.
- 31 Commis, classe IV.
- 32 Concierge parlementaire et chef du service de ménage.
- 33 Sergent du service de protection.
- 34 Sergent du service de protection.
- 35 Sergent du service de protection.
- 36 Sergent du service de protection.
- 37 Secrétaire de la division des lois.
- 38 Commis, classe IV.
- 39 Secrétaire du Greffier du Sénat.
- 40 Commis senior des comités.
- 41 Commis, classe III.
- 42 Chef du service de protection.
- 43 Constable.
- 44 Constable.
- 45 Messager confidentiel.
- 46 Messager confidentiel.
- 47 Messager confidentiel.
- 48 Messager confidentiel.
- 49 Messager confidentiel.
- 50 Messager confidentiel.
- 51 Messager confidentiel.
- 52 Messager confidentiel.
- 53 Messager confidentiel.
- 54 Messager confidentiel.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill "D", intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 3.*—Aux mots "vingt et une", substituer "trente-cinq".
2. *Page 1, ligne 6.*—Aux mots "*Toutefois dans la vingt et unième ligne*", substituer: "*âmes' inclusivement, à la trente-cinquième ligne*".
3. *Page 1, ligne 31.* Ajouter ce qui suit au paragraphe deux de la clause 1 du bill: "*Toutefois, au sujet de réunions où ont lieu des courses de chevaux, aucune de ces réunions ne doit se continuer pendant plus de sept jours consécutifs de courses aux jours où des courses peuvent légalement avoir lieu, et il ne doit*

pas y avoir plus de sept courses à chacun de ces jours; en outre, aucune pareille association ne doit tenir, et sur aucune piste il ne doit être tenu, sauf exceptions ci-après prévues, en une même année de calendrier plus de deux réunions de courses où ont lieu des courses de chevaux, et il doit s'écouler un intervalle d'au moins vingt jours entre les deux réunions; de plus, au sujet de réunions de courses tenues sur la piste d'une association constituée en corporation après le quatrième jour de mai, mil neuf cent dix, la piste doit être située dans un rayon de trois milles d'une cité ou d'une ville canadienne ayant une population d'au moins quinze mille âmes;"

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'épreuve, l'emmagasinage et l'importation des explosifs", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 4, lignes 4 et 5.*—Aux mots "le gouverneur en conseil", substituer "il".

2. *Page 4, ligne 15.*—Retrancher les mots "la vente".

3. *Page 5, ligne 18.*—Insérer ce qui suit comme sous-aliéna (n): "(n) concernant la vente des explosifs."

4. *Page 9, lignes 12 à 16, inclusivement.*—A la clause 16, substituer la suivante:

"16. Lorsque le titulaire d'une licence, d'un permis ou d'un certificat délivré en conformité de la présente loi a été accusé d'une infraction à l'une des dispositions de la présente loi ou d'un règlement, le Ministre peut immédiatement suspendre la licence, le permis ou le certificat d'un tel détenteur jusqu'à ce qu'il ait été disposé de l'accusation ou des accusations et si ce titulaire est trouvé coupable d'une telle accusation ou de telles accusations, le Ministre peut annuler cette licence, ce permis ou ce certificat."

5. *Page 11, ligne 4.*—Aux mots "*cette* amende et de *cet* emprisonnement", substituer "l'amende et de l'emprisonnement."

6. *Page 11, ligne 28.*—Aux mots "*cette* amende et de *cet* emprisonnement", substituer "l'amende et de l'emprisonnement."

7. *Page 12, ligne 1.*—Aux mots "*cette* amende et de *cet* emprisonnement", substituer "l'amende et de l'emprisonnement".

8. *Page 12, lignes 5 et 6.*—Aux mots "*cette* amende et de *cet* emprisonnement", substituer "l'amende et de l'emprisonnement."

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage des objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine", rapporte que ce comité a étudié ledit Bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, ligne 22.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
2. *Page 1, ligne 23.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
3. *Page 2, ligne 11.*—Au mot "matière", substituer le mot "substance".
4. *Page 3, ligne 12.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
5. *Page 5, ligne 13.*—Au mot "quatre", substituer "deux".
6. *Page 6, ligne 32.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
7. *Page 6, ligne 32.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
8. *Page 8, ligne 20.*—Retrancher les mots "et demi".
9. *Page 7, ligne 26.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
10. *Page 8, ligne 5.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
11. *Page 9, ligne 5.*—Au mot "douze", substituer "dix".
12. *Page 9, lignes 6 et 7.*—Retrancher les mots "si le poids de cet or est inférieur à un dixième du poids brut d'une telle partie".
13. *Page 11, ligne 33.*—Au mot "du", substituer "d'un".
14. *Page 12, ligne 35.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
15. *Page 13, ligne 4.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
16. *Page 14, lignes 20 et 21.*—Retrancher les mots: "à toutes fins pour lesquelles des règlements peuvent être établis sous l'autorité de la présente loi, et".
17. *Page 13, ligne 12.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du bill.
18. *Page 14, lignes 24 et 25.*—Retrancher les mots "peut établir des règlements".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Irene Lind Booth, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Aubrey Alexander Booth, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le treizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Katie Hoffman Pinsky, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sam Pinsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quatorzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Adams Acer McDougall, de la cité de Montréal, province de Québec, gérante de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Rae McDougall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quinzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Douglas Stewart Rankin, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gordon Rankin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le seizième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Olive Esther Rose Ewen, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Claude Seymour Ewen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Andrew Prem-Das, de la cité de Montréal, province de Québec, manufacturier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Iva Loraine Showers Prem-Das, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Evelyn Dormer, commis à la production, du village de Gatineau, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Henry Aloysius Dormer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le dix-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Reginald Wesley Titcombe, de la cité de Montréal, province de Québec, ingénieur en automobiles; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Olive Mary Cooper Titcombe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingtième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hilda Forsey Pearce Johnston, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander Johnston, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ann Low Fuller Mitchell, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Simpson Mitchell, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marguerita St. Catherine McKeigan Guillevin, de la cité d'Halifax, province de la Nouvelle-Ecosse; demandant

l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec François-Eugène Guillevin, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bessie Goldrosen Green, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Green, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 1er avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Audrey Helen Jackson Maxham, de la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry George Maxham, de la cité de Montréal, province de Québec, musicien, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frank Russell Yeoman, de la cité de Montréal, province de Québec, architecte; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frances Mary McDonald Yeoman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Joy McGibbon Laffeur, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henri-Grier Laffeur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isobel Cameron McLaggan Oswald, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvent son mariage avec William Edward Douglas Oswald, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Louis Charlebois, Aylmer Road, district de Hull, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Dorothy Charlebois, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, sujette au paiement de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le vingt-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Ruth Weir Allan, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Malcolm Moncrieff Allan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trentième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Georgina Hylda Swaffield McKenzie, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Andrew Campbell McKenzie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Ellen Cope Kimpton, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Geoffrey Holiday Kimpton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Vera Harriet May Kinghorn Hodgson, de la cité d'Outremont, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Granville Albert Hodgson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Patrick Kavanagh, de la cité de Montréal, province de Québec, soudeur en électricité; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Dunbar Kavanagh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le MARDI 2 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Gertrude Carry Staley, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold Lewis Staley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: 1. Que les noms des honorables sénateurs Hugessen et McDonald (*Kings*) soient rayés de la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Divorcés.

2. Que le nom de l'honorable sénateur Vien soit rayé de la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Ressources naturelles et de l'Immigration et du travail.

3. Que le nom de l'honorable sénateur Vien soit ajouté à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Finances.

4. Que le nom de l'honorable sénateur Kinley soit ajouté à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Divorcés.

5. Que les noms des honorables sénateurs Crerar, Hayden et McRae soient ajoutés à la liste des sénateurs faisant partie du comité permanent des Ressources naturelles.

L'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar, propose:—Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit Comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit Comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (6), intitulé: "Loi modifiant la Loi du ministère des Affaires extérieures", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture des bills suivants :

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory".

Il est ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyé par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLEISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 12

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 5 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Lambert,	Mullins,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fallis,	Léger,	Murdock,
Bishop,	Foster,	Macdonald	Quinn,
Blais,	Haig,	(Cardigan),	Riley,
Bouchard,	Hardy,	MacLennan,	Robertson,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	Robinson,
Burchill,	Howden,	McDonald	Roebuck,
Copp,	Hurtubise,	(Kings),	St-Père,
Crerar,	Johnston,	McIntyre,	Sinclair,
Davies,	Jones,	McRae,	Stevenson,
Donnelly,	King,	Michener,	Veniot,
Duff,	Lacasse,	Molloy,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu :

LUNDI 1er avril 1946.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre a nommé l'Honorable Orateur et messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bruce, Cardiff, Castleden, Cloutier, Dion, Douglas, Eudes, Fournier (*Maisonnette-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gourd, Gingues, Herridge, Henderson, Howe, Jaques, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, MacLean, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McIlraith, McKay, Menary, Mitchell, Mullins, Nixon, Pearkes, Probe, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White (*Middlesex-Est*), Winkler et Zaplitny, pour composer un comité chargé d'aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir au nom de la Chambre des communes comme membres d'un comité mixte de la bibliothèque.

Ordonné,—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu :

LUNDI 1er avril 1946.

Résolu,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour constituer un comité mixte des Impressions et que les membres du comité des Impressions, savoir: Messieurs Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Beaudry, Bertrand (*Prescott*), Bertrand (*Terrebonne*), Boivin, Bradette, Bradshaw, Brunelle, Campbell, Castleden, Church, Clark, Côté (*St - Jean - Iberville - Napierville*), Dubois, Emmerson, Fontaine, Fraser, Gauthier (*Nipissing*), Gibson (*Hamilton-Ouest*), Golding, Hallé, Hansell, Healy, Henderson, Hlynka, Kidd, Kuhl, Lacombe, Lalonde, Lapalme, Lapointe, Lennard, MacLean, MacNaught, Maloney, McCuaig, McCullough (*Assiniboia*), McDonald (*Parry-Sound*), McGregor, McLure, McMaster, Nicholson, Robinson (*Simcoe-Est*), Ross (*St. Paul's*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Sinnott, Madame Strum, Messieurs Tustin, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), et Winters agiront de la part de la Chambre des communes comme membres dudit comité mixte.

Ordonné,—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu :

LUNDI 1er avril 1946.

Résolu.—Qu'un message soit envoyé au Sénat informant Leurs Honneurs que la Chambre a nommé Son Honneur M. l'Orateur ainsi que messieurs Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matané*), Coyle, Gariépy, Gladstone, Jutras, Kirk, Laurendeau, Léger, Lesage, Marshall, Mayhew, McGregor, Melvor, Murphy, Richard (*Ottawa-Est*), Rose, Strum (Mme), Tustin et Wright pour aider à Son Honneur M. l'Orateur à diriger les affaires du restaurant, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes, et pour agir comme membres du comité mixte des deux Chambres pour les questions qui affectent le Restaurant.

Ordonné.—Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ.

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur White:

Du Révérend Albert Ernest Collins, de Red-Deer, Alberta, et autres d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Church of the Nazarene*".

La pétition suivante est lue et reçue:

De *Rupert's Land Trading Company*; demandant l'adoption d'une loi modifiant et élargissant ses pouvoirs.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies des arrêtés en conseil pris en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales, pour le mois de février 1946 (Version française), et pour le mois de mars 1946 (Version anglaise).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à l'étude des amendements effectués par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage des objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des douzième au trente-quatrième rapports du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Irene Lind Booth".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Hoffman Pinsky".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adams Acer McDougall".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Douglas Stewart Rankin".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Esther Rose Ewen".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Prem-Das".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Evelyn Dormer".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Reginald Wesley Titcombe".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Forsey Pearce Johnston".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Low Fuller Mitchell".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite St. Catherine McKeigan Guillevin".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Goldrosen Green".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Helen Jackson Maxham".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Russell Yeoman".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joy McGibbon Lafleur".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isobel Cameron McLaggan Oswald".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à John-Louis Charlebois".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ruth Weir Allan".

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Hylda Swaffield McKenzie".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ellen Cope Kimpton".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Harriet May Kinghorn Hodgson".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Patrick Kavanagh".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Gertrude Carry Staley".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Conformément à l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur le discours prononcé du Trône par Son Excellence le Gouverneur général à l'ouverture de la présente session du Parlement, et sur la motion de l'honorable sénateur Hurtubise, appuyée par l'honorable sénateur Burchill, demandant:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général, afin de lui offrir les humbles remerciements de cette Chambre pour le gracieux discours qu'il a plu à Son Excellence de prononcer devant les deux Chambres du Parlement, savoir:

A Son Excellence le très honorable Major général comte d'Athlone, Chevalier de l'Ordre très noble de la Jarretière, Membre du très honorable Conseil privé de Sa Majesté, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Grand-Maître de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Chevalier grand-croix de l'Ordre royal Victoria, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, l'un des Aides de camp personnels de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Après plus ample débat, et

La question d'agrément étant posée sur ladite motion, elle est résolue par l'affirmative, et

Ordonné: Que ladite Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par ceux des membres de cette Chambre qui sont membres de l'honorable Conseil privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 13

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 9 avril 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asetine,	Davies,	Hushion,	McRae,
Aylesworth (Sir Allen),	Donnelly,	Johnston	Michener,
Ballantyne,	Duff,	Jones,	Molloy,
Beaubien (St- Jean-Baptiste),	Duffus,	King,	Morand,
Beauregard,	Dupuis,	Lacasse,	Mullins,
Bishop,	Euler,	Lambert,	Murdock,
Blais,	Fafard,	Léger,	Paterson,
Bouchard,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Bourque,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Buchanan,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Roebeck,
Calder,	Hardy,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Crerar,	Horner,	McDonald	Veniot,
Daigle,	Howard,	(Kings),	Vien,
David,	Howden,	McGuire,	White,
	Hugessen,	McIntyre,	Wilson.
	Hurtubise,	McLean,	

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le deuxième rapport de l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé, ainsi conçu:

Le MARDI 9 avril 1946.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié les pétitions suivantes et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, à savoir:

De Ottar Nerby et autres de Toronto, Ontario, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Canadian Acceptance Company*".

De *Rupert's Land Trading Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à modifier et à élargir ses pouvoirs.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour
bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu:

Le MARDI 9 avril 1946.

Qu'un message soit transmis au Sénat pour retourner à cette Chambre le Bill No 15 (Lettre D du Sénat), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", afin que certaines corrections y soient apportées.

Attesté.

ARTHUR BEAUCHESNE,

Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit immédiatement pris en considération.

En conséquence, le Sénat passe à la prise en considération dudit message.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Hayden, il est

Ordonné: Que le Greffier soit autorisé à apporter la correction nécessaire au Bill (D), "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)";

Que ledit bill soit réimprimé tel que corrigé;

Et qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour lui renvoyer ledit bill tel que corrigé.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Campbell, pour l'honorable sénateur Crerar:

De *The Canadian Indemnity Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

De *The Canadian Fire Insurance Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

L'honorable sénateur Lambert présente au Sénat un Bill (O-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Acceptance Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Campbell, pour l'honorable sénateur Crerar, présente au Sénat un Bill (P-2), intitulé: "Loi concernant la *Rupert's Land Trading Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Echange de Notes (30 mars 1946) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique constituant un Accord au sujet des surplus de guerre et autres questions connexes, pour prendre effet le 31 mars 1946. (Recueil des Traités, 1946, No 12). Chemin de l'Alaska, route carrossable du Nord-Ouest, etc.

Copie des règlements promulgués en vertu des dispositions de la Loi du ministère des Affaires des anciens combattants, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 303-1046, approuvé le 22 mars 1946: La caisse des frais funéraires. (Versions anglaise et française).

Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 266-1046, approuvé le 22 mars 1946, pour prolonger jusqu'au 31 mars 1946, la période au cours de laquelle le conseil du trésor pourra réduire les dettes contractées par des personnes devenues débitrices en vertu du plan d'établissement de 3,000 familles britanniques, ou du plan d'établissement de 500 familles britanniques au Nouveau-Brunswick. (Versions anglaise et française).

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (Q-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service naval, 1944".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Copp présente au Sénat un Bill (R-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le Corps d'aviation royal canadien".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage des objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Irene Lind Booth".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Hoffman Pinsky".

- Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adams Acer McDougall".
 Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Douglas Stewart Rankin".
 Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Esther Rose Ewen".
 Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Prem-Das".
 Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Evelyn Dormer".
 Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Reginald Wesley Titcombe".
 Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Forsey Pearce Johnston".
 Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Low Fuller Mitchell".
 Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite St. Catherine McKeigan Guillevin".
 Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Goldrosen Green".
 Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Helen Jackson Maxham".
 Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Russell Yeoman".
 Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joy McGibbon Lafleur".
 Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isobel Cameron McLaggan Oswald".
 Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à John-Louis Charlebois".
 Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ruth Weir Allan".
 Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Hylda Swaffield McKenzie".
 Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ellen Cope Kimpton".
 Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Harriet May Kinghorn Hodgson".
 Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Patrick Kavanagh".
 Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Gertrude Carry Staley".

Lesdits bills sont lus séparément la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre

des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 14

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 10 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Johnston,	Michener,
Aylesworth (Sir	Donnelly,	Jones,	Molloy,
Allen),	Duff,	King,	Morau,
Ballantyne,	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lambert,	Nicol,
Baptiste),	Fafard,	Léger,	Paterson,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Bishop,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Blais,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Bouchard,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Bourque,	Hardy,	Marcotte,	St-Père,
Buchanan,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Burchill,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Calder,	Horner,	McDonald	Vaillancourt,
Campbell,	Howard,	(Kings),	Veniot,
Copp,	Howden,	McGuire,	Vien,
Crerar,	Hugessen,	McIntyre,	White,
Daigle,	Hurtubise,	McLean,	Wilson.
David,	Hushion,	McRae,	

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et reçue:

Du Révérend Albert Ernest Collins, de Red Deer, Alberta, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "Church of the Nazarene".

L'honorable sénateur Copp dépose sur la Table:

Relevé des Indiens affranchis sous l'autorité des dispositions de la Loi des Indiens durant l'année financière terminée le 31 mars 1946, indiquant l'octroi accordé à chaque Indien ainsi affranchi.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 15

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 11 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Davies,	Hurtubise,	McLean,
Aylesworth (Sir	Dessureault,	Hushion,	McRae,
Allen),	Donnelly,	Johnston,	Michener,
Ballantyne,	Duff,	Jones,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	King,	Mullins,
Baptiste),	Dupuis,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Euler,	Lambert,	Nicol,
Bishop,	Fafard,	Léger,	Paterson,
Blais,	Fallis,	Lesage,	Quinn,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Bourque,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Buchanan,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Harmer,	McDonald	Sinclair,
Campbell,	Hayden,	(Shediac),	Stevenson,
Copp,	Horner,	McDonald	Vaillancourt,
Crerar,	Howard,	(Kings),	Veniot,
Daigle,	Howden,	McGuire,	Vien,
David,	Hugessen,	McIntyre,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le troisième rapport de l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé, ainsi conçu :

Le JEUDI 11 avril 1946.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit :

Votre Examineur a dûment étudié les pétitions suivantes et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, à savoir :

Du Révérend Albert Ernest Collins, de Red Deer, Alberta, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Church of the Nazarene*".

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour
Bills d'intérêt privé.*

Les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *The Canadian Fire Insurance Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

De *The Canadian Indemnity Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil National des Femmes du Canada", rapporte que le comité a étudié ledit Bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec deux amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit :

1. *Page 1, lignes 11 et 12.* Retrancher les mots "et depuis sa constitution en corporation est censé avoir eu,".

2. *Page 2, lignes 37 et 39.* Retrancher la clause 5.

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat, ledit Bill, tel qu'amendé, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Bourque, du comité permanent de la Santé publique et du bien-être social, auquel a été renvoyé le Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", rapporte que le comité a étudié ledit Bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruby Rosina Burnett Walters, de la cité de Montréal, province de Québec, surveillante de magasin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil Robert Walters, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Winnifred Violet Unsworth Thomas, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Guy Hinxman Thomas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Louisa Willcox Reid, de la cité de Verdun, province de Québec, serveuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Reid, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Richard Carter Eaton, de la cité de Montréal, province de Québec, agent d'immeubles; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mildred Ruth Clearihue Eaton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le trente-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Coyle Frances, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Frances, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Irene Moore Hawes, de la ville de Greenfield, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Arthur Hawes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laura Lillian Butler May, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de magasin; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leonard May, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Ethel Standing Weldon, de la cité de Montréal, province de Québec, teneur de livres; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert William Weldon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Maude Foy Gage, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de bureau; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert George Gage, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI 5 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Burley Beresford, de la cité de Montréal, province de Québec, contremaître machiniste; demandant l'adoption

d'une loi qui dissolve son mariage avec Ruth Robertson Beresford, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isabella Eleonora Cantlie Angus, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Forrest Angus, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Irene Lind Booth".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Hoffman Pinsky".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adams Acer McDougall".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Douglas Stewart Rankin".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Esther Rose Ewen".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Prem-Das".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Evelyn Dormer".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Reginald Wesley Titcombe".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Forsey Pearce Johnston".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Low Fuller Mitchell".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerite St. Catherine McKeigan Guillevin".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Goldrosen Green".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Helen Jackson Maxham".

Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Russell Yeoman".

Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joy McGibbon Laffleur".

Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isobel Cameron McLaggan Oswald".

Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à John-Louis Charlebois".

Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ruth Weir Allan"

Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Hylda Swaffield McKenzie".

Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ellen Cope Kimpton".

Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Harriet May Kinghorn Hodgson".

Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Patrick Kavanagh".

Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Gertrude Carry Staley".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière",

L'honorable sénateur Haig propose que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Etant posée la question sur ladite motion pour ajournement du débat,

Le Sénat se divise ainsi:

Pour, 33 — Contre, 24

En conséquence, elle est résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (O-2), intitulé: "Loi constituant en corporation *The Canadian Acceptance Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (P-2), intitulé: "Loi concernant la *Rupert's Land Trading Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (Q-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service naval, 1944", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp propose que le Bill (R-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le Corps d'aviation royal canadien", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 16

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Vendredi 12 avril 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hugessen,	McLean,
Aylesworth (Sir	Davies,	Hurtubise,	McRae,
Allen),	Dessureault,	Hushion,	Michener,
Ballantyne,	Donnelly,	Johnston,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	King,	Mullins,
Baptiste),	Duffus,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	DuTremblay,	Lambert,	Paterson,
Bishop,	Fafard,	Léger,	Quinn,
Blais,	Fallis,	Lesage,	Riley,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Bourque,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Buchanan,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Burchill,	Hardy,	McDonald	St-Père,
Calder,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Campbell,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Copp,	Horner,	(Kings),	Vien,
Crerar,	Howard,	McGuire,	White,
Daigle,	Howden,	McIntyre,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1945. (Versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Q-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi du service naval, 1944", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (R-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant le Corps d'aviation royal canadien", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rendre à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à mercredi, le premier mai prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des trente-cinquième au quarante-cinquième rapports du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi, le trentième jour d'avril, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 17

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 30 avril 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir	Duffus,	Kinley,	Murdock,
Allen),	Euler,	Lacasse,	Nicol,
Ballantyne,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Beaubien (St-Jean-Farris,	Foster,	Léger,	Pirie,
Baptiste),	Gershaw,	Lesage,	Quinn,
Beauregard,	Gouin,	Marcotte,	Riley,
Bench,	Green,	McDonald	Robertson,
Bishop,	Haig,	(Shediac),	Robinson,
Blais,	Hardy,	McDonald	Roebuck,
Bouchard,	Harmer,	(Kings),	St-Père,
Bourque,	Hayden,	McGeer,	Sinclair,
Buchanan,	Howard,	McGuire,	Stevenson,
Burchill,	Hugessen,	McIntyre,	Taylor,
Calder,	Hurtubise,	McLean,	Vaillancourt
Copp,	Johnston,	McRae,	Veniot,
Crerar,	Jones,	Michener,	Vien,
Daigle,	King,	Molloy,	White,
Donnelly,		Morauld,	Wilson.
Duff,			

PRIÈRES.

L'honorable Président présente au Sénat la réponse du très honorable Comte d'Athlone, K.G., à l'adresse d'adieu qui lui fut présentée par les deux Chambres du Parlement.

Le texte en est alors lu par l'honorable Président dans les termes suivants:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Je vous remercie très sincèrement de l'émouvante adresse d'adieu que vous m'avez présentée à l'occasion de ma prochaine retraite comme gouverneur général du Dominion du Canada.

C'est avec des sentiments de regret que je termine ma carrière officielle de représentant de Sa Majesté le Roi en ce pays. J'ai eu l'honneur et le rare privilège de servir comme gouverneur général durant les années les plus mouvementées et les plus désastreuses de l'histoire de notre temps. La période de guerre était hérissée d'innombrables difficultés dont un grand nombre parurent à leur heure insurmontables. Mais par leur dévouement désintéressé et inlassable à la cause de la liberté, le Parlement et le peuple canadien ont joué un rôle de premier plan dans la lutte victorieuse des Nations Unies contre les ennemis implacables de la démocratie.

Mes multiples voyages à travers ce vaste pays m'ont permis de visiter presque toutes les régions du Canada.

J'ai été témoin de la compétence, de l'endurance et du courage qu'ont déployés les hommes et les femmes du Canada enrôlés dans les Forces armées, ou bien encore travaillant dans les usines ou servant au sein de l'une de ces nombreuses associations qui ont accompli de tels miracles d'organisation et de rendement. Un pareil empressement à répondre à l'appel du devoir a prouvé le loyalisme du peuple canadien envers Sa Majesté le Roi et à l'égard de la Communauté des Nations britanniques, dont le Canada fait si brillamment partie.

Il m'est fort agréable de rappeler que mes rapports avec les membres des deux Chambres ont été des plus heureux.

Je ne manquerai pas, dès mon retour en Angleterre, de faire part à Leurs Majestés le Roi et la Reine des sentiments de fidélité si admirablement exprimés dans votre adresse. J'aurai aussi le plaisir de transmettre à la reine Marie vos bienveillants respects. Sa Majesté la reine Mère porte le plus vif intérêt à la population de ce pays.

Je me joins à vous pour souhaiter que Leurs Altesses royales la princesse Elizabeth et la princesse Margaret puissent visiter le Canada dans un avenir rapproché.

Au nom de la princesse Alice, je tiens à vous manifester l'appréciation de Son Altesse royale pour les mots très aimables que vous avez eus à son endroit dans votre adresse. Nous en avons été particulièrement émus tous les deux.

Nous n'oublierons jamais l'apport du Canada en ces six années difficiles et angoissantes. Votre pays a conquis l'admiration et la gratitude sincères de tous les peuples libres par sa contribution magnifique et munificente à la poursuite victorieuse de la guerre, ainsi qu'au bien-être et à la restauration des populations souffrantes du monde.

En vous disant adieu, la princesse Alice et moi-même tenons à vous assurer de notre affection profonde et durable, et aussi à vous exprimer la foi entière que nous avons dans la prospérité soutenue du Canada et dans la stabilité de son rang glorieux de premier Dominion au sein de la Communauté des Nations britanniques.

L'honorable Président informe le Sénat que, conformément à la Règle 103, le Greffier a déposé sur la Table les comptes et pièces justificatives du Sénat pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Ordonné: Que lesdits comptes et pièces justificatives soient transmis au comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues du Sénat.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le quatrième rapport de l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé, ainsi conçu:

Le MARDI 30 avril 1946.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié les pétitions suivantes et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, à savoir:

De *The Canadian Indemnity Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

De *The Canadian Fire Insurance Company*; demandant l'adoption d'une loi visant à augmenter les classes d'assurance au sujet desquelles elle pourra transiger des contrats, et pour d'autres fins.

Respectueusement soumis,

A. H. HINDS,
*Examineur des pétitions pour
Bills d'intérêt privé.*

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Hayden—

De *The Army and Navy Veterans in Canada*; demandant l'adoption d'une loi qui permette de changer son nom en celui de "*The Army, Navy and Air Force Veterans in Canada*", et pour d'autres fins.

Par l'honorable sénateur Harmer—

De William John Ernest Baxter, de Vancouver, Colombie britannique, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de Les Eglises Evangéliques de la Pentecôte (*Evangelical Churches of Pentacost*).

Par l'honorable sénateur Haig, pour l'honorable Président du comité permanent des Divorces:

De Jean Wilbur Cassils Dawes, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ormiston James Norman Dawes, gérant.

De Henry Wallace Argall, de Montréal, Québec, comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Elizabeth Gunning Argall, de la cité de Sherbrooke, dans ladite province.

De Alexander Grant, de la ville de Val-d'Or, dans le district de l'Abitibi, Québec, mineur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Chisholm Grant.

De Eugène Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Aimée Blanche-Simone Shehyn Waterfield.

De Gwendolyn Edith Edson, de Montréal, Québec, et demeurant présentement en la cité de Toronto, Ontario, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cedric Arlington Edson, de ladite cité de Montréal, soldat.

De Janet Cox, d'Ottawa, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Earl Cox, du comté de Wright, Québec, cultivateur.

De Robert Malcolm Dickenson, de Montréal, Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Wolverson Young Dickenson.

De Elsie Alvina Hirsch Sidaway, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Wilfred Daniel Sidaway, commis.

De Marion Dunfield, de la ville de Midland, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Dunfield, de la ville d'Amos, Québec.

De Ivy Anderson Lobb, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roy Willis Lobb, junior, mécanicien.

De Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry James O'Toole, commis.

De Vera Gertrude Horder Fournier, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Fournier, commis.

De Julia Patricia Byrne Côté, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Albert-Alphonse Côté, mécanicien.

De Catherine Young Rivard, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis-Philippe Rivard, manœuvre.

De Charles Thomson, de Montréal, Québec, manœuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kathleen May Austin Thomson, du district de Cuckfield, dans le comté de East Sussex, Angleterre.

De James Lamb Runciman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hazel Elizabeth Carvell Runciman.

De Tillie Miller Cohen, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Cohen.

De Edward Cotapschi, de Montréal, Québec, contremaître en construction; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irodia Boka Cotapschi.

De Mary Wetstein Szabo, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emil Szabo.

De Azarie Trottier, de la ville de Dorion, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Marguerite-Florence Gendron Trottier, Montréal, Québec.

De Kerttu Helvi Helen Fascio, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor Francis Mario Fascio.

De Florence Cleveland Smith des Baillets, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacques des Baillets, annonceur à la radio.

De Mary Norma Wickens Baker, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Patrick Baker.

De Nellie Isbitsky Abracen, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Abracen.

De William Joseph O'Sullivan, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Simone Maxion Lemieux O'Sullivan.

De Andrew Kovacs, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Katalin Nagy Kovacs.

De Bernice Skidmore Weale, du village d'Ormstown, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Francis Weale, de Montréal, Québec.

De Eleanor Hibberd Howe, de Toronto, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Herbert Sydney Howe, de Montréal, Québec.

De Augusta Clement La Jeunesse, de Toronto, Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Antonio La Jeunesse, de Montréal, Québec.

De Edna Marjorie Pitts Wellington, de Westmount, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Lionel Wellington, de Montréal, Québec.

De Alphonse Christen, de la ville de Temiskamingue, Québec, aubergiste; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Clemence Baechler Christen.

De Mildred Emily Rogers Thoms, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph John Thoms, de Montréal, Québec.

De Alfred Goodman, de Montréal, Québec, peintre; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Minnie Sanders Goodman.

De Maurice Oliver Singfield, de Québec, Québec, mécanicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Fleurette Benoit Singfield.

De Charlotte Arsenault Leonard, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Samuel Leonard.

De Marjorie Cleghorn Pope, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Avery Pope.

De Ellen Margaret Price Garvie, Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Joshua Grenville Garvie, Montréal, Québec.

De Walter Vernon Lewis, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Patricia Elizabeth Fawcett Lewis, Montréal, Québec.

De Ida Solomon Caplan, Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Irving Caplan.

De Anne Shackett Payne, Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Payne, Montréal, Québec.

De Charles Howard Alexander, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eileen Jean Maxwell Alexander, Montréal, Québec.

De Jeanne-D'Arc Guillemette Henchey, de Québec, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Michael Goodwin Henchey, de Québec, Québec.

De Pauline Gregoire Girard, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Vallere Girard, Montréal, Québec.

De Mary Slobodzian, Sydney, Nouvelle-Ecosse; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Harry Slobodzian, Montréal, Québec.

De Natalie Kathleen Fearon Kirouac, Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph-Alphonse-Gérard Kirouac, Rouyn, Québec.

De Jessie Violet Louise Stargratt Burton, Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joseph Franklin Burton, Verdun, Québec.

De Edmund Lionel Hurd, Bulwer, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eva Mary Wood Hurd, Bulwer, Québec.

De Florence Margaret Louise Jekill Wiggett, Outremont, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Heath Wiggett, Montréal, Québec.

De Sophie Shoob Natovitch, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Natovitch, de Montréal, Québec.

De Joseph-Wilfrid-Lionel-Anecie St-Denis, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Rosa-Blanche-Laurette Roy St-Denis, de Montréal, Québec.

De Bertha Silverberg Gass, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Morris Gass, de Montréal, Québec.

De Mildred Cohen Share, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Share, de Montréal, Québec.

De Gladys Elsie Larivière Doyle, de Richmond, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leslie Elbridge Doyle, de Mansonville, Québec.

De Frank Ernest Smith, de Sherbrooke, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Gladys Maud Soper Smith, de Montréal, Québec.

De Ernestine Anne Lothrop MacNaughton, de Lennoxville, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander MacNaughton, de Lennoxville, Québec.

De Lillian Doris Howard Clark, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Clark, de Montréal, Québec.

De Ida Berman Zatz, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Solomon Zatz, de Montréal, Québec.

De Rosalie Evelyn Taylor Shaffer, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lorne Edward Shaffer, de Montréal, Québec.

De Leah Helen Shute Main, de Verdun, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Johnston Main, de Verdun, Québec.

De Jean Stewart Lavery Martin, de Montréal, Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lambert Martin, de Montréal, Québec.

De Liliias Clark Watt James, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Wallace James, de Verdun, Québec.

De Lucille-Aimée-Cadieux Lacombe, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Lacombe, de Montréal, Québec.

De Cleora Elizabeth Doyle Mastine, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Raymond Mastine, de Richmond, Québec.

De Thomas Gordon Williams, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jennie Louise Sheals Williams, de Montréal, Québec.

De Mary Alice Berrigan Hamelin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Onésime Hamelin, de Montréal, Québec.

De Marie-Rose-Yvette Breton Philips, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Cunningham Philips, de Montréal, Québec.

De Rachel Mayer Richard, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roméo Richard, de Montréal, Québec.

De Gaston-Marcel Chapdelaine, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie-Jeannette-Beaulieu Chapdelaine, de Montréal, Québec.

De Frances Mary Fisk Irwin, de Abbotsford, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Kenneth Harley Irwin, de Granby, Québec.

De Solomon Shulman, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Rosalind Kaufman Shulman, de Montréal, Québec.

De Pearl Summers Slater, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur George Slater, de Verdun, Québec.

De Eloi Paquette, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Thérèse-Michel Paquette, de Montréal, Québec.

De Conrad Provost, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Hermelina-Savoie Provost, de Montréal, Québec.

De Mary-Rose Ellement Boulet, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Joseph-Guy Boulet, de Montréal, Québec.

De Catherine Edith Thompson Williamson, Lennoxville, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James Dean Travers Williamson, de Lennoxville, Québec.

De Elizabeth Carr Johnstone, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Hope Johnstone, de Montréal, Québec.

De Helen Agnes Stuart Colt, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Willard Burtrand Colt, de Montréal, Québec.

De Cécile-Simonne Robert Turgeon, d'Ottawa, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Georges-Louis Turgeon, de Montréal, Québec.

De Jean Ethelwynne Marshall Ross, de Westmount, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Philip Simpson Ross, de Montréal, Québec.

De Dollard Charest, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Hilda Maltais Charest, de Montréal, Québec.

De Elsie King Moorhouse, de Halifax, Nouvelle-Ecosse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Arthur Moorhouse, de Montréal, Québec.

De Harry Hys, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Martha Swatko Hys, de Montréal, Québec.

De Fay Podolne Litwin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Benjamin Litwin, de Montréal, Québec.

De Rita Vallerand Barraclough, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Barraclough, de Montréal, Québec.

De Jean Alexandra Oughtred Scott, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Robert Bruce Scott, de Montréal, Québec.

De Fanny Pustopedsky Sobolevicius, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Boris Sobolevicius, de Montréal, Québec.

De James Arthur Bellows, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Helen Higgins Bellows, de Montréal, Québec.

De Harold Clayton Webb Clout, de East Angus, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Ellen Louise Midwood Clout, de Bury, Québec.

De Josephine-Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George-Amédée Geoffrion, de Montréal, Québec.

De Anne Goldsmith Glick, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Saul Glick, de Montréal, Québec.

De Mayford Roy, de Hull, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ernest Roy, de Montréal, Québec.

De Charles Horatio Baldwin, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Margaret Cora Beryl Boa Baldwin, de Brownsburg, Québec.

De Clinton Leslie Dobson, de New Carlisle, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Freda Jean Gallant Dobson, de New Carlisle, Québec.

De Muriel Aileen MacKeage Fewtrell, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Frank Albert Fewtrell, de Pointe-Claire, Québec.

De Lloyd George Corbett, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Joan Gertrude Fox Corbett, de Londres, Angleterre.

De Barbara Robertson MacNab, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Peter MacNab, de Montréal, Québec.

De Inga Mary Frances Kitching, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Kitching, de Montréal, Québec.

De George Christie Henderson, de Verdun, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ivy Louise Young Henderson, de Neepawa, Manitoba.

De Herménégilde Bruneau, de Ville St-Pierre, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Délia Lambert Bruneau, de Montréal, Québec.

De John Boosamra, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Alice Mercier Boosamra, de Sainte-Agathe, Québec.

De Dawz Sims, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Arthur George Sims, de Montréal, Québec.

De Elizabeth-S. Hamelin, de Hull, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Marc Hamelin, de Hull, Québec.

De Joseph-Euclide Beaudoin, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marie-Yvonne Boucher Beaudoin, de Timmins, Ontario.

De Ross David Chartier, de Waterloo, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Catherine May Roderick Chartier, de Scarborough, Ontario.

De Myrtle Ethel Anderson Hamill, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Edward Hamill, de Montréal, Québec.

De Mildred Merica Ruth Goudreau Snyder, de Montréal, Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Samuel Snyder, de Montréal, Québec.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'un Accord financier entre le Canada et la France, signé à Ottawa le 9 avril 1946. (Suivi d'un Echange de notes). (Versions anglaise et française).

Rapport annuel des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année expirant le 31 décembre 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport annuel du Trust des Titres des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année finissant le 31 décembre 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport au Parlement de la firme A. Touche & Compagnie, vérificateurs des comptes du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada, ainsi que des Trust des Titres des Chemins de fer Nationaux du Canada, *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, et des Lignes Aériennes Trans-Canada, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1945. (Versions anglaise et française).

Rapport annuel de *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année 1945. (Versions anglaise et française).

Copie de la Convention entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique sur les pêcheries dans les Grands Lacs, signée à Washington, le 2 avril 1946. (Recueil des Traités, 1946—No 13).

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1448, en date du 16 avril 1946, transportant du Secrétaire d'Etat du Canada au Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures la responsabilité d'insérer dans la *Gazette du Canada* les avis de nominations de personnes aux Affaires extérieures du Canada qui reçoivent des commissions en vertu du Grand Sceau ou en vertu du Sceau privé, que ce soit pour service au Canada ou dans des postes consulaires ou diplomatiques au Canada ou à l'étranger.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1513, approuvé le 16 avril 1946, adopté en vertu des dispositions de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public; pour transporter les pouvoirs, les devoirs et les fonctions investis dans le ministre des Finances, en vertu des dispositions de la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement, etc., au ministre de la Reconstruction et de l'approvisionnement.

Rapport sur la première partie de la Première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, tenue à Londres, du 10 janvier au 14 février 1946.—Séries de Conférences, 1946, No 1.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que le discours de Son Excellence le très honorable Vicomte Alexander de Tunis, G.C.B., Gouverneur général du Canada, ainsi que l'Adresse de bienvenue lue par le Premier ministre dans la Chambre du Sénat, le vendredi 12 avril 1946, soient imprimés comme appendices au rapport officiel des Débats du Sénat.

L'honorable sénateur White présente au Sénat un Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen (*Church of the Nazarene*)".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Haig, pour l'honorable Président du comité permanent des Divorces, présente au Sénat les bills suivants:

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Rosina Burnett Walters".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Violet Unsworth Thomas".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louisa Willecox Reid".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Carter Eaton".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Coyle Frances".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Irene Moore Hawes".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Lillian Butler May".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Ethel Standing Weldon".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Maude Foy Gage".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Burley Beresford".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Eleonora Cantlie Angus".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyée par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 18

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 1er mai 1946

Huit heures et demie du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir Allen),	Donnelly, Duff,	Johnston, Jones,	Molloy, Moraud,
Ballantyne,	Duffus,	King,	Murdock,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis, Euler,	Kinley, Lacasse,	Nicol, Paterson,
Beauregard,	Fafard,	Lambert,	Pirie,
Bench,	Farris,	Léger,	Quinn,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Blais,	Foster,	Macdonald	Robertson,
Bouchard,	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Bourque,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Buchanan,	Green,	McDonald	St-Père,
Burchill,	Haig,	(Shediac),	Sinclair,
Calder,	Hardy,	McDonald	Stevenson,
Campbell,	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Copp,	Hayden,	McGeer	Vaillancourt,
Crerar,	Howard,	McGuire,	Veniot,
Daigle,	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
David,	Hurtubise,	McLean,	White,
Dessureault,		McRae,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Albert Stuart White, de la cité de Montréal, province de Québec, contremaître; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elsie Isabell Atkinson White, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Mortin Montgomery, de la ville de South Durham, comté de Drummond, province de Québec, cultivateur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edna Maud Wolfrey Montgomery, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Clare Ward Davis Murray, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec William Angus Murray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le quarante-neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quarante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Esther Genevieve Johnson Potter, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Howard Potter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquantième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Wanita Winifred Ellerton Upton, de la ville de Hemmingford, province de Québec, institutrice; demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Marvyn Charles Upton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le cinquante-et-unième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Victor-Emile Tassé, de la cité de Montréal, province de Québec, charretier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Cécile-Gracia Béland Tassé, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que ledit rapport soit inscrit à l'Ordre du jour pour être pris en considération demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Wilson, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Edifices et des terrains publics ait le pouvoir de s'enquérir des travaux de la Commission du district fédéral en tant que se rapportant à l'entretien des terrains adjacents aux édifices appartenant au gouvernement, et d'en faire rapport.

Sur motion de l'honorable sénateur Wilson, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil national des Femmes du Canada", soient remboursées au Conseil national des Femmes du Canada, moins les frais d'impression et de traduction.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyée par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 19

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 2 mai 1946

Huit heures du soir.

L'honorable A. B. COPP, C.P., Président suppléant

Les membres présents sont :

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir	Duff,	Lacasse,	Moraud,
Allen),	Duffus,	Lambert,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Léger,	Paquet,
Baptiste),	Euler,	Lesage,	Paterson,
Beauregard,	Farris,	Macdonald	Pirie,
Bench,	Ferland,	(Cardigan),	Quinn,
Bishop,	Foster,	Marcotte,	Riley,
Blais,	Gershaw,	McDonald	Robertson,
Bourque,	Gouin,	(Shediac),	Robinson,
Buchanan,	Green,	McDonald	Roebuck,
Burchill,	Haig,	(Kings),	St-Père,
Calder,	Hardy,	McGeer,	Sinclair,
Campbell,	Harmer,	McGuire,	Stevenson,
Copp,	Hayden,	McIntyre,	Taylor,
Crerar,	Hugessen,	McLean,	Veniot,
Daigle,	Hurtubise,	McRae,	Vien,
David,	Johnston,	Michener,	White,
Dessureault,	Jones,	Molloy,	Wilson.
Donnelly,	Kinley,		

Le Greffier à la Table informe le Sénat que l'honorable Président est absent pour cause inévitable.

L'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, propose:

Que durant l'absence de l'honorable Président, l'honorable sénateur Copp le remplace comme Président.

Etant posée la question d'agrément, le Greffier déclare qu'elle est résolue par l'affirmative.

En conséquence, l'honorable sénateur Copp prend le fauteuil.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De *The Army and Navy Veterans in Canada*; demandant l'adoption d'une loi qui permette de changer son nom en celui de "*The Army, Navy and Air Force Veterans in Canada*", et pour d'autres fins.

De William John Ernest Baxter, de Vancouver, Colombie britannique, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constituées en corporation sous le nom de Les Eglises Evangéliques de la Pentecôte (*Evangelical Churches of the Pentacost*).

L'honorable sénateur Beauregard, du Comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (O-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Acceptance Company*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du Comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (P-2), intitulé: "Loi concernant la *Rupert's Land Trading Company*", rapporte que ce comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1696, approuvé le 30 avril 1946 et adopté en vertu des dispositions de la Loi de remaniements et transferts de fonctions dans le service public; transportant au ministre des Affaires des anciens combattants les pouvoirs et les fonctions du ministre des Services nationaux de guerre, en égard à la réglementation concernant le Corps des pompiers canadiens (civils) engagés pour le Royaume-Uni, approuvée par arrêté en conseil adopté le 3 mars 1942.

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales durant le mois d'avril 1946. (Version anglaise).

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales durant le mois de mars 1946. (Version française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen (*Church of the Nazarene*)", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Rosina Burnett Walters".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Violet Unsworth Thomas".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louisa Willcox Reid".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Carter Eaton".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Coyle Frances".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Irene Moore Hawes".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Lillian Butler May".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Ethel Standring Weldon".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Maude Foy Gage".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Burley Beresford".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Eleonora Cantlie Angus".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des quarante-sixième au cinquante-et-unième rapports du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McRae, appuyée par l'honorable sénateur White:

Que le comité permanent des Ressources naturelles reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, et de faire rapport à la Chambre de ses constatations, et qu'à cette fin il soit autorisé à convoquer et à examiner des témoins et à tenir les procès-verbaux de ses délibérations.

Après plus ample débat, et
Étant posée la question sur ladite motion,
Elle est résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 20

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi 7 mai, 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir	Daigle,	Howden,	McRae,
Allen),	Dessureault,	Hugessen,	Molloy,
Ballantyne,	Donnelly,	Johnston,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	King,	Murdock,
Baptiste),	Duffus,	Kinley,	Paquet,
Beauregard,	Euler,	Lacasse,	Pirie,
Bench,	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Léger,	Riley,
Blais,	Farris,	Lesage,	Robertson,
Bouchard,	Ferland,	Macdonald	Robinson,
Bourque,	Foster,	(Cardigan),	Roebuck,
Buchanan,	Gershaw,	MacLennan,	St-Père,
Burchill,	Gouin,	Marcotte,	Sinclair,
Calder,	Green,	McDonald	Stevenson,
Campbell,	Haig,	(Shediac),	Taylor,
Chapais (Sir	Hardy,	McDonald	Vaillancourt,
Thomas),	Harmer,	(Kings),	Veniot,
Copp,	Hayden,	McGeer,	Vien,
Crerar,	Horner,		White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 7 mai 1946

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Relativement à l'Ordre de renvoi du 2 mai 1946, donnant instruction au comité permanent des Ressources naturelles d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, le comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer au fur et à mesure 1,000 exemplaires anglais et 200 copies françaises de ses délibérations, et que la Règle 100 soit suspendue en ce qui concerne lesdites impressions.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Stuart White".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Morton Montgomery".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clare Ward Davis Murray".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Genevieve Johnson Potter".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Wanita Ellerton Upton".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Victor-Emile Tassé".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

Sur motion de l'honorable sénateur McRae, il est

Ordonné: Que le rapport du Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures, déposé au Sénat le 19 mars 1946, soit renvoyé au comité permanent des Relations extérieures, pour que le comité l'étudie et en fasse rapport.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Rosina Burnett Walters".

Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Violet Unsworth Thomas".

Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louisa Willcox Reid".

Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Carter Eaton".

Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Coyle Frances".

Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Irene Moore Hawes".

Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Lillian Butler May".

Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Ethel Standring Weldon".

Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Maude Foy Gage".

Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Burley Beresford".

Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Eleonora Cantlie Angus".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière".

Après plus ample débat, et

Etant posée la question d'agrément sur ladite motion,

L'honorable sénateur Bench propose, en amendement, que ledit bill ne soit pas maintenant lu la deuxième fois, mais qu'il soit modifié en retranchant les mots "Est abrogé l'alinéa a) de" à la troisième ligne, et en ajoutant ce qui suit après le chiffre "1927" à la ligne 5:

"est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

(2) Nonobstant toute disposition contenue au paragraphe premier du présent article ou dans tout autre statut ou loi, la fabrication ou l'importation au Canada de l'oléomargarine sont permises jusqu'au premier jour d'août mil neuf cent quarante-huit; et la mise en vente, la vente et la possession pour fins de vente de l'oléomargarine sont permises jusqu'au premier jour d'août mil neuf cent quarante-neuf."

Après débat,

Etant posée de nouveau la question d'agrément sur la motion en amendement, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyée par l'honorable sénateur Crerar:

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent, comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques:

c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 21

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 8 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir Allen),	Davies,	Howden,	Michener,
Ballantyne,	Dessureault,	Hugessen,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Donnelly,	Hushion,	Moraud,
Beauregard,	Duff,	Johnston,	Murdock,
Bench,	Duffus,	King,	Paquet,
Bishop,	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Blais,	Euler,	Lacasse,	Pirie,
Bouchard,	Fafard,	Lambert,	Quinn,
Bourque,	Fallis,	Léger,	Raymond,
Buchanan,	Farris,	Lesage,	Riley,
Burchill,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Calder,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Campbell,	Gershaw,	MacLennan,	Roebuck,
Chapais (Sir Thomas),	Gouin,	Marcotte,	St-Père,
Copp,	Green,	McDonald	Sinclair,
Crerar,	Haig,	(Shediac),	Stevenson,
Daigle,	Hardy,	McDonald	Taylor,
David,	Harmer,	(Kings),	Vaillancourt,
	Hayden,	McGeer,	Veniot,
	Horner,	McGuire,	Vien,
	Howard,	McRae,	White.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le cinquième rapport de l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé, ainsi conçu:

Le MARDI 7 mai 1946.

Conformément à la Règle 111, article 2, l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, à savoir:

De William John Ernest Baxter, de Vancouver, Colombie-Britannique, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constituées en corporation sous le nom de Les Eglises Evangéliques de la Pentecôte (*Evangelical Churches of Pentacost*).

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour Bills
d'intérêt privé.*

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (28), intitulé: "Loi concernant un accord financier entre le Canada et le Royaume-Uni, signé le 6 mars 1946", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Les pétitions suivantes sont présentées:

Par l'honorable sénateur Howden—

De l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la Loi la constituant en corporation, afin de permettre à cette Association de tenir triannuellement des conventions.

Par l'honorable sénateur McGeer—

De Hilldron A. Crofford, de Delisle, Saskatchewan, et autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "*Cooperative Life of Canada*".

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le cinquième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 8 mai 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son cinquième rapport, comme suit:

Le comité recommande la nomination de M. R. Larose comme Premier Greffier adjoint.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies de l'Accord entre le Canada, Terre-Neuve et le Royaume-Uni, visant les installations de défense de Terre-Neuve. Signé à St-Jean et à Londres les 8 avril et 3 mai 1946. (Recueil des Traités, 1946-15). (Versions anglaise et française).

Echange de Notes entre le Canada et la France visant la mainlevée du contrôle du Gouvernement sur certains biens privés. Datées à Ottawa les 12 février, 22, 23 et 27 mars et le 3 avril 1946. (Recueil des Traités, 1946-16). (Versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", et sur l'amendement proposé par l'honorable sénateur Bench—

Que le Bill (G), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'industrie laitière", ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais qu'il soit modifié comme suit:

"En retranchant les mots "Est abrogé l'alinéa a) de" à la troisième ligne, et en ajoutant ce qui suit après le chiffre "1927" à la ligne 5:

"est modifié par l'addition du paragraphe suivant:

(2) Nonobstant toute disposition contenue au paragraphe premier du présent article ou dans tout autre statut ou loi, la fabrication ou l'importation au Canada de l'oléomargarine sont permises jusqu'au premier jour d'août mil neuf cent quarante-huit; et la mise en vente, la vente et la possession pour fins de vente de l'oléomargarine sont permises jusqu'au premier jour d'août mil neuf cent quarante-neuf."

Ladite motion en amendement est déclarée hors d'ordre.

Le débat se continuant sur la motion pour la deuxième lecture du bill, Après plus ample débat, et—

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

POUR:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	David,	Hayden,	Murdock,
Bench,	Davies,	Howden,	Paterson,
Bishop,	Donnelly,	Hugessen,	Quinn,
Bouchar,	Duff,	Lacasse,	Roebuck,
Buchanan,	Euler,	Lambert,	St-Père,
Burchill,	Hardy,	McGeer,	Veniot,
Campbell,	Harmer,	Michener,	White.—30.
Crerar,		Molloy,	

CONTRE:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir Allen),	Duffus,	Hushion,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dupuis,	Johnston,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Kinley,	Pirie,
Blais,	Fallis,	Léger,	Raymond,
Bourque,	Farris,	Macdonald	Riley,
Calder,	Ferland,	(Cardigan),	Robertson,
Chapais (Sir Thomas),	Foster,	MacLennan,	Robinson,
Copp,	Gershaw,	Marcotte,	Sinclair,
Daigle,	Green,	McDonald (Shediac),	Stevenson,
	Haig,	McDonald (Kings),	Taylor,
	Horne,	McGuire,	Vaillancourt.—43.
	Howard,	McRae,	

En conséquence, elle est résolue par la négative.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Foster propose que le Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à mardi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Crerar—

Que le comité permanent de l'Immigration et du travail reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la *Loi de l'immigration* (S.R.C. Chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent; comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Et que ledit comité rapporte ses conclusions à cette Chambre;

Et que ledit comité ait pouvoir de faire comparaître des personnes et de faire produire des documents.—(L'honorable sénateur Crerar).

Après plus ample débat, et—

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Le Sénat s'ajourne.

No 22

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 9 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aylesworth (Sir Allen),	Dessureault, Donnelly,	Hugessen, Hurtubise,	McLean, McRae,
Ballantyne,	Duff,	Hushion,	Michener,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Duffus, Dupuis,	Johnston, Jones,	Molloy, Murdock,
Bench,	Euler,	King,	Paquet,
Bishop,	Fafard,	Kinley,	Paterson,
Blais,	Fallis,	Lacasse,	Pirie,
Bouchard,	Farris,	Lambert,	Quinn,
Bourque,	Ferland,	Léger,	Riley,
Buchanan,	Foster,	Lesage,	Robertson,
Burchill,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Robinson, Roebuck,
Calder,	Gouin,	MacLennan,	St-Père,
Campbell,	Green,	Marcotte,	Sinclair,
Chapais (Sir Thomas),	Haig, Hardy,	McDonald (Shediac),	Stevenson, Taylor,
Copp,	Harmer,	McDonald (Kings),	Vaillancourt, Veniot,
Crerar,	Hayden,	McGeer,	Vien,
Daigle,	Horner,	McGuire,	White.
David,	Howard,		
Davis,	Howden,		

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, lignes 38 et 39.* Retrancher les mots "de la constitution et du Manuel de l'Eglise", et substituer "des statuts de la Corporation".

2. *Page 3, ligne 18.* Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du Bill.

3. *Page 3, ligne 21.* Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française du Bill.

4. *Page 5, ligne 15.* Au mot "susdits", substituer "de la Corporation".

5. *Page 5.* A la clause 15, substituer la suivante:

"15 (1) La Corporation peut, quand il y a lieu, pour les fins de la Corporation:

a) emprunter de l'argent sur le crédit de la Corporation;

b) restreindre ou augmenter le montant à emprunter;

c) faire, tirer, accepter, endosser des billets à ordre et lettres de change, ou en répondre; et tout pareil billet ou effet négociable, fait, tiré, accepté ou endossé par la personne y autorisée par les règlements de la Corporation et contresigné par la personne dûment autorisée à cet effet par les règlements de la Corporation, lie la Corporation, et est présumé avoir été fait, tiré, accepté, ou endossé avec l'autorité requise, jusqu'à preuve du contraire; et il n'est pas nécessaire que le sceau de la Corporation soit en chaque cas apposé sur de tels billets ou effets;

d) mort-gager, hypothéquer ou donner en nantissement tout bien meuble ou immeuble de la Corporation, en vue d'obtenir le remboursement d'argent prêté pour les fins de la Corporation.

(2) Aucune disposition du paragraphe précédent ne doit être interprétée

comme autorisant la Corporation à émettre des billets ou effets payables au porteur, ou tout billet à ordre destiné à être mis en circulation comme argent ou comme billets d'une banque, ni à pratiquer des opérations de banque ou d'assurance.

6. *Page 6, lignes 29, 30 et 31.* Retrancher l'alinéa "c)".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable Président du comité permanent des Divorces, présente au Sénat les cinquante-deuxième au quatre-vingt-treizième rapports de ce comité, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Roland Taillon, de la cité de Montréal, province de Québec, ajusteur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son

mariage avec Liliane Charette Taillon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frederick Albert Johnson, de la cité de Montréal, province de Québec, peintre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Germaine-Gertrude Perrault Johnson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-François-Georges Landry, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Anna-Adrienne Gagné Landry, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Ruth Bennett Macnutt, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Percival Stephenson Macnutt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président

Le LUNDI 8 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anne Levy Marder, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sydney Marder, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de David Ritchie McEwen, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur de produits pharmaceutiques; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Nora Katherine O'Neill McEwen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux, du village de Ste-Geneviève, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Henri-Hector Cadieux, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cinquante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gwenyth Lorraine Madge Popkin, de la cité de Montréal, province de Québec, et demeurant présentement en la cité de Toronto, province de l'Ontario, teneuse de livres; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvait son mariage avec Herbert Alfred Popkin, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin, de la cité de Montréal, province de Québec, dactylographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Arthur St. George Griffin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Delmer Thomas Kirton, de la cité de Montréal, province de Québec, trieur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Florence Lillian Beelby Kirton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Sylvia Stacey Thompson, de la cité de Granby, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Leopold Nelson Thompson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kay Florence Smart Gardiner, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Garfield Sydney Gardiner, de la ville de Beauharnois, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Zoita Tehanciu Moldovan, de la cité de Montréal, province de Québec, femme de ménage; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Ioan (Johan) Moldovan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ambrose Keble Fred Vernham, de la cité de Montréal, province de Québec, employé ferroviaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Azelma Trépanier Vernham, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 9 avril 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Clermont Gendreau, de la cité de Montréal, province de Québec, infirmier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Liliane Filion Gendreau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Lydia Ogulnik Goldin, de la cité de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Allan Goldin; le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harry Dyce, de la cité de Montréal, province de Québec, poseur de tuyaux; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alice Spicer Lovelock Dyce, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alastair Trenholme Lovat Fraser, de la ville de Dixie, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Virginia Ransom Reynolds Fraser, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Rachel Silverson Ward, de la cité de Verdun, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Victor Thomas Ward, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son soixante-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Joseph O'Sullivan, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Simone Marion Lemieux O'Sullivan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son soixante-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy McLelland Hamilton, du village de Alcove, comté de Hull, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Mervyn Thorold Hamilton, soldat; le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet Maude Griffiths Barraclough, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Norman John Barraclough, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Norman Peter Gray, de la ville de Montréal-Ouest, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Fredina Queenie Snook Gray, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le VENDREDI 3 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Andrew Kovacs, de la cité de Montréal, province de Québec, manoeuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Katalin Nagy Kovacs, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eda Margel Sand, de la cité de Toronto, province d'Ontario; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ezriel Sand, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lucille-Eileen Piché Perrier, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Paul-Samuel Perrier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bertha Lipshitz Joslove, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Joslove, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son soixante-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Leslie Maddock Jones, de la cité de Montréal, province de Québec, entraîneur d'éducation physique réparatrice; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elizabeth Learh Jones, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Komyati Sznyitar, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Sznyitar, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irene Renee Levey Ritchie, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Frederick Edward Ritchie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexander Marr Meldrum, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jeannette Laberge Meldrum, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le LUNDI 6 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ottocar Fiedler, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Angelina Beaudry Fiedler, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kathleen Elizabeth Regan Griffiths, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Trevor Griffiths, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son quatre-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eliza Ritchie McDerment, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Whyte McDerment, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son quatre-vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ruby Eileen Baker Jones, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Tify Jones, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son quatre-vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ralph Samuel Currie, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Beryl O'Rourke Currie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Simone Tardif Laverdure, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur Laverdure, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Max Schacter, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Sadie Fishman Schacter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Walker Tiffney, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Tiffney, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret June Purdy MacKinnon, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Laidlaw MacKinnon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Rae, de la ville de Buckingham, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Rae, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Le MARDI 7 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Mugford Brumby, de la cité de Verdun, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Keith Walter Lyon Brumby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Avec la permission du Sénat.

Le Sénat passe à la prise en considération des cinquante-deuxième au quatre-vingt-treizième rapports du comité permanent des Divorces, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Stuart White".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Morton Montgomery".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clare Ward Davis Murray".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Genevieve Johnson Potter".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Wanita Ellerton Upton".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Victor-Emile Tassé".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (28), intitulé: "Loi concernant un Accord financier entre le Canada et le Royaume-Uni, signé le 6 mars 1946", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 23

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 10 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Farris,	King,	Paquet,
Bench,	Foster,	Lambert,	Paterson,
Bishop,	Gershaw,	Lesage,	Pirie,
Blais,	Gouin,	Macdonald	Quinn,
Bourque,	Green,	(Cardigan),	Riley,
Buchanan,	Haig,	MacLennan,	Robertson,
Burchill,	Hardy,	Marcotte,	Robinson,
Calder,	Harmer,	McDonald	Roebuck,
Campbell,	Horner,	(Kings),	St-Père,
Chapais (Sir Thomas),	Howard,	McGeer,	Sinclair,
Copp,	Howden,	McLean,	Stevenson,
Crerar,	Hurtubise,	McRae,	Taylor,
David,	Hushion,	Michener,	Veniot,
Donnelly,	Johnston,	Molloy,	Vien,
	Jones,	Murdock,	White.

PRIÈRES.

Les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la Loi la constituant en corporation, afin de permettre à cette association de tenir triennuellement des conventions.

De Hilldron A. Crofford, de Delisle, Saskatchewan, et autres personnes d'autres lieux, demandant d'être constituées en corporation sous le nom de "*Cooperative Life of Canada*".

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (A-5), intitulé: "Loi concernant la faillite".

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Harmer présente au Sénat un Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation Les Eglises Evangéliques de la Pentecôte (*Evangelical Churches of the Pentacost*)".

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Haig présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Roland Taillon".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Albert Johnson".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-François-Georges Landry".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Bennett Macnutt".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Levy Marder".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ritchie McEwen".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwenyth Lorraine Madge Popkin".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Delmer Thomas Kirton".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Sylvia Stacey Thompson".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Kay Florence Smart Gardiner".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Zoita Tehanciu Moldovan".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ambrose Keble Fred Vernham".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clermont Gendreau".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Lydia Ogulnik Goldin".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Dyce".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alastair Trenholme Lovat Fraser".

- Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Rachel Silverson Ward".
 Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William Joseph O'Sullivan".
 Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy McLelland Hamilton".
 Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Griffiths Barraclough".
 Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norman Peter Gray".
 Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Kovacs".
 Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eda Margel Sand".
 Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Eileen Piché Perrier".
 Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Lipshitz Joslove".
 Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Leslie Maddock Jones".
 Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Komyati Sznyitar".
 Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Renee Levey Ritchie".
 Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Marr Meldrum".
 Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ottocar Fiedler".
 Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Regan Griffiths".
 Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eliza Ritchie McDerment".
 Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Eileen Baker Jones".
 Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Samuel Currie".
 Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Simone Tardif Laverdure".
 Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Schacter".
 Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Walker Tiffney".
 Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret June Purdy MacKinnon".
 Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à John Rae".
 Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Mugford Brumby".

Lesdits bills sont séparément lus la première fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Buchanan, il est

Ordonné: Que le comité permanent du Tourisme soit autorisé à faire enquête sur les dépenses projetées en vertu des dispositions du crédit suivant apparaissant aux prévisions de 1946-47:

"Vote 390, pour encourager l'industrie touristique du Canada, \$650,000.00", et que le comité soit autorisé à s'enquérir des opérations des diverses agences provinciales et autres qui s'occupent de voyages touristiques, y compris les routes provinciales, à convoquer des témoins et à faire produire des documents et dossiers.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Bills d'intérêt privé au Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Stuart White".

Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Morton Montgomery".

Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clare Ward Davis Murray".

Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Genevieve Johnson Potter".

Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Wanita Ellerton Upton".

Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Victor-Emile Tassé".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (28), intitulé: "Loi concernant un Accord financier entre le Canada et le Royaume-Uni, signé le 6 mars 1946".

Après plus ample débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 24

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 13 mai 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président.

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Hugessen,	McRae,
Ballantyne,	Dupuis,	Johnston,	Michener,
Beaubien (St-Jean Baptiste),	Fallis,	Jones,	Molloy,
Bishop,	Farris,	King,	Moraud,
Blais,	Ferland,	Lambert,	Murdock,
Bourque,	Foster,	Léger,	Paquet,
Buchanan,	Gershaw,	Macdonald	Paterson,
Calder,	Gouin,	(Cardigan),	Quinn,
Chapais (Sir Thomas),	Green,	MacLennan,	Riley,
Copp,	Haig,	Marcotte,	Robertson,
Crerar,	Hardy,	McDonald	Robinson,
Donnelly,	Harmer,	(Shediac),	St-Père,
Duff	Horner,	McDonald	Sinclair,
	Howard,	(Kings),	Stevenson,
	Howden,	McGeer,	Taylor,
			Veniot.

PRIÈRES.

L'honorable Président du Comité permanent des divorces présente au Sénat les rapports portant les numéros quatre-vingt-quatorze à cent deux inclusivement, du Comité permanent des divorces.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edith May Hort Search, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Leslie Search, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,

Président suppléant.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexander Thompson Powell Scott, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Elsie Wild Scott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,

Président suppléant.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Eleanor Miller Foster, de la cité de Montréal, province de Québec, et actuellement demeurant en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Wells Foster, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président adjoint.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Kathleen Maloney Rassie, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Charles Rassie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Florence Rooke Cochrane, de la ville de Montréal-Sud, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Vincent Charles Cochrane, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son quatre-vingt-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eileen Ruby Aspell Stinson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Clarence Oswald Stinson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son centième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edna Bookalam Howick, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Henry Deeb Howick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Berthe-Alice Cardinal Reid, de la cité de Lachine, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Douglas Talbot Reid, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 10 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Jean Warden Leupold, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Barnston Leupold, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros quatre-vingt-quatorze à cent deux inclusivement, du comité permanent des Divorces, soient pris en considération demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Bills privés au Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen".

Lesdits amendements sont alors agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel que modifié, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il demande son concours.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (A-5), intitulé: "Loi concernant la faillite", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que ledit bill soit renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Eglises évangéliques de la Pentecôte", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Suivant les Ordres du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la deuxième fois:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Roland Taillon".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Albert Johnson".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-François-Georges Landry".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Bennett Macnutt".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Levy Marder".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ritchie McEwen".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwenyth Lorraine Madge Popkin".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Delmer Thomas Kirton".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Sylvia Stacey Thompson".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Kay Florence Smart Gardiner".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Zoita Tehanciu Moldovan".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ambrose Keble Fred Vernham".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clermont Gendreau".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Lydia Ogulnik Goldin".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Dyce".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alastair Trenholme Lovat Fraser".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Rachel Silversen Ward".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William Joseph O'Sullivan".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy McLelland Hamilton".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Griffiths Barraclough".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norman Peter Gray".

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Kovacs".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eda Margel Sand".

- Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Eileen Piché Perrier".
- Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Lipshitz Joslove".
- Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Leslie Maddock Jones".
- Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Komyati Sznyitar".
- Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Renee Levey Ritchie".
- Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Marr Meldrum".
- Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ottocar Fiedler".
- Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Regan Griffiths".
- Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eliza Ritchie McDerment".
- Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Eileen Baker Jones".
- Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Samuel Currie".
- Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Simone Tardif Laverdure".
- Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Schacter".
- Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Walker Tiffney".
- Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret June Purdy MacKinnon".
- Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à John Rae".
- Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Mugford Brumby".

Ordonné: Que lesdits Bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, le message suivant:

LUNDI, le 13 mai 1946.

Résolu:—Qu'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes soit institué pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, chapitre 98 des Statuts révisés du Canada, 1927, et de ses amendements, et proposer les modifications qu'il jugera utiles et que ce comité soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration des Affaires indiennes en général et, en particulier, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;
3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, libre ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empiètement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et des internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être incorporé dans la loi révisée.

Que les membres suivants soient nommés pour représenter la Chambre des communes au sein de ce comité mixte, savoir: Messieurs Arsenault, Blackmore, Brown, Brunelle, Bryce, Case, Castleden, Charlton, Farquhar, Gariépy, Gibson (*Comox-Alberni*), Glen, Harkness, Little, MacNicol, MacLean, Matthews (*Brandon*), Raymond (*Wright*), Reid, Richard (*Gloucester*), Stanfield et Stirling.

Qu'un message soit envoyé au Sénat pour inviter Leurs Honneurs à nommer les sénateurs qui doivent les représenter au sein de ce comité mixte spécial.

Que ce comité soit autorisé à instituer, avec les membres qui le composent, les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités aient l'autorisation d'assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour l'usage du comité et des membres du Sénat et de la Chambre des communes.

Que ce comité fasse rapport de temps à autre et que les dispositions de l'article 65 du Règlement limitant le nombre des membres des comités spéciaux soient suspendues à cet effet et qu'un message soit envoyé au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

Attesté:

ARTHUR BEAUCHESNE,
Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit pris en considération demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 25

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 14 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Hurtubise,	McRae,
Aylesworth (Sir Allen),	Duffus,	Hushion,	Michener,
Ballantyne,	Dupuis,	Johnston,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Euler,	Jones,	Moraud,
Bishop,	Fafard,	King,	Murdock,
Blais,	Fallis,	Kinley,	Nicol,
Bouchard,	Farris,	Lambert,	Paquet,
Bourque,	Ferland,	Léger,	Paterson,
Buchanan,	Foster,	Lesage,	Quinn,
Calder,	Gershaw,	Macdonald	Riley,
Campbell,	Gouin,	(Cardigan),	Robertson,
Chapais (Sir Thomas),	Green,	MaeLennan,	Robinson,
Copp,	Haig,	Marcotte,	Roebuck,
Crerar,	Hardy,	McDonald,	St-Père,
David,	Harmer,	(Shediac),	Sinclair,
Davies,	Hayden,	McDonald	Stevenson,
Dessureault,	Horner,	(Kings),	Taylor,
Donnelly,	Howard,	McGeer,	Vaillancourt,
	Howden,	McGuire,	Veniot,
	Hugessen,	McLean,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Le comité recommande qu'il soit autorisé à siéger durant les séances du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Roland Taillon".

Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Albert Johnson".

Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-François-Georges Landry".

Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Bennett Macnutt".

Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Levy Marder".

Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ritchie McEwen".

Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux".

Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwenyth Lorraine Madge Popkin".

Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin".

Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Delmer Thomas Kirton".

Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Sylvia Stacey Thompson".

Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Kay Florence Smart Gardiner".

Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Zoita Tehanciu Moldovan".

Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ambrose Keble Fred Vernham".

Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clermont Gendreau".

Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Lydia Ogulnik Goldin".

Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Dyce".

Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alastair Trenholme Lovat Fraser".

Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Rachel Silverson Ward".

Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William Joseph O'Sullivan".

Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy McLelland Hamilton".

Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Griffiths Barraclough".

Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norman Peter Gray".

Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Kovacs".

Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eda Margel Sand".

Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Eileen Piché Perrier".

Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Lipshitz Joslove".

Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Leslie Maddock Jones".

Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Komyati Sznyitar".

Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Renee Levey Ritchie".

Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Marr Meldrum".

Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ottocar Fiedler".

Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Regan Griffiths".

Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eliza Ritchie McDerment".

Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Eileen Baker Jones".

Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Samuel Currie".

Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Simone Tardif Laverdure".

Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Schacter".

Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Walker Tiffney".

Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret June Purdy MacKinnon".

Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à John Rae".

Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Mugford Brumby".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des soixante-quatorzième au cent-deuxième rapports du comité permanent des Divorcés, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Eglises Evangéliques de la Pentecôte", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du message de la Chambre des communes relativement à la nomination d'un comité mixte des deux Chambres pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, Chapitre 98, S.R.C. 1927, ainsi que les amendements y apportés, etc.,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 26

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 15 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asetline,	Dessureault,	Hugessen,	Michener,
Aylesworth (Sir Allen),	Donnelly,	Hurtubise,	Molloy,
Ballantyne,	Duff,	Hushion,	Moraud,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Duffus,	Johnston,	Murdock,
Beauregard,	Dupuis,	King,	Nicol,
Bishop,	Euler,	Lacasse,	Paquet,
Blais,	Fafard,	Lambert,	Paterson,
Bouchard,	Fallis,	Léger,	Quinn,
Bourque,	Farris,	Lesage,	Riley,
Buchanan,	Ferland,	Macdonald	Robertson,
Calder,	Foster,	(Cardigan),	Robinson,
Campbell,	Gershaw,	Marcotte,	Roebuck,
Chapais (Sir Thomas),	Gouin,	McDonald	St-Père,
Copp,	Green,	(Shediac),	Sinclair,
Crerar,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Daigle,	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Davies,	Hayden,	McGeer,	Vaillancourt
	Horner,	McGuire,	Veniot,
	Howard,	McLean,	Vien,
	Howden,	McRae,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des eaux navigables", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (D), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses)", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, pour lequel elle sollicite son agrément.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 1, lignes 25 à 28. Après le mot "douze" retrancher les mots "autre qu'une association autorisée par sa charte à tenir des courses au trot et à l'amble seulement ou à maintenir et exploiter un terrain pour courses sous harnais".

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat agrée l'amendement qu'elle a apporté à ce Bill, sans y effectuer d'autre.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (64), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le sixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 15 mai 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son sixième rapport, comme suit:

Le comité recommande la nomination d'un Secrétaire particulier auprès du Leader de l'Opposition au Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,

Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des amendements apportés aux Règlements concernant les Maladies vénériennes par l'arrêté en conseil C.P. 1690, 30 avril 1946, sous l'empire de la Loi du ministère de la Santé publique et du bien-être social. (Versions anglaise et française).

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Hort Search".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Thompson Powell Scott".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Eleanor Miller Foster".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kathleen Maloney Rassie".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Florence Rooke Cochrane".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileene Ruby Aspell Stinson".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Bookalam Howick".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Alice Cardinal Reid".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean Warden Leupold".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Lacasse—

De La Société des Artisans Canadiens; demandant l'adoption d'une loi changeant son nom en celui de "La Société des Artisans" et pour d'autres fins.

Sur motion de l'honorable sénateur White, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires payées relativement au Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen", soient remises à MM. Gowling, MacTavish & Watt, d'Ottawa, procureurs des pétitionnaires, moins les frais d'impression et de traduction.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du message de la Chambre des communes relativement à la nomination d'un comité mixte des deux Chambres pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, Chapitre 98, S.R.C. 1927, ainsi que les amendements y apportés, etc.,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 27

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 16 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Hurtubise,	Michener,
Aylesworth (Sir Allen),	Duff,	Hushion,	Molloy,
Ballantyne,	Duffus,	Johnston,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Dupuis,	King,	Murdock,
Beauregard,	Euler,	Lacasse,	Nicol,
Bishop,	Fafard,	Lambert,	Paquet,
Blais,	Fallis,	Léger,	Paterson,
Bouchard,	Farris,	Lesage,	Quinn,
Bourque,	Ferland,	Macdonald	Riley,
Buchanan,	Foster,	(Cardigan),	Robertson,
Calder,	Gershaw,	MacLennan,	Robinson,
Campbell,	Gouin,	Marcotte,	Roebuck,
Chapais (Sir Thomas),	Green,	McDonald	St-Père,
Copp,	Haig,	(Shediac),	Sinclair,
Crerar,	Harmer,	McDonald	Stevenson,
Daigle,	Hayden,	(Kings),	Taylor,
Dessureault,	Horner,	McGeer,	Vaillancourt,
	Howard,	McGuire,	Veniot,
	Howden,	McLean,	Vien,
	Hugessen,	McRae,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill "C", intitulé: "Loi modifiant la Loi des exportations", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet par son Greffier un message avec un Bill (61), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent-troisième à cent-quatorzième, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thomas Bryson Beakes, de la ville de Waterloo, district de Bedford, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Angelina Charby Beakes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lila Edna Page Kennedy, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Edgar Kennedy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernest Crete, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Martha Rodie Crete, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Hellier Kirsch, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Arthur Nathan Kirsch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Wilfred Fields Benlow, du village de Baie Comeau, province de Québec, magasinier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Mabel Elizabeth Gordon Ferguson Benlow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thomas Allan, de la cité de Verdun, province de Québec, manoeuvre; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Theresa Ann Farrell Allan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Martta Haavisto Aaltonen, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eelis Aaltonen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rhona Gertrude Paikowsky Munn, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan MacGregor Munn, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Arthur Joseph Hubbard, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Dorothy Whitham Hubbard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eleanor Hibberd Howe, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Herbert Sydney Howe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Graver, de la cité de Verdun, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marcella Emma MacAskill Graver, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI 13 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Malcolm Ernest Bigelow, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Eylene Beauséjour Bigelow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros cent-troisième à cent-quatorzième, inclusivement, soient pris en considération mardi prochain.

L'honorable sénateur Robertson présente au Sénat un Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'assurance-chômage, 1940".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inserit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Hort Search".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Thompson Powell Scott".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Eleanor Miller Foster".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kathleen Maloney Rassie".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Florence Rooke Cochrane".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileene Ruby Aspell Stinson".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Bookalam Howick".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Alice Cardinal Reid".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean Warden Leupold".

Ordonné: Qu'ils soient inserits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des eaux navigables",

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (64), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937",

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon",

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération d'un message de la Chambre des communes aux fins de nommer un comité mixte des deux Chambres pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C. 1927, ainsi que les amendements y apportés, etc.,

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le Sénat se joigne effectivement à la Chambre des communes aux fins d'instituer un comité mixte des deux Chambres pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C. 1927, et les amendements y apportés, et proposer les modifications qu'il jugera utiles, et que ce comité mixte soit autorisé à faire enquête et rapport sur l'administration, en général et en particulier, des Affaires indiennes, sur les questions suivantes:

1. Les droits et obligations découlant de traités;
2. La qualité de membre de la bande;
3. L'obligation des Indiens à payer les taxes;
4. L'émancipation, libre ou obligatoire, des Indiens;
5. L'aptitude des Indiens à voter aux élections fédérales;
6. L'empêchement des blancs sur les réserves indiennes;
7. Le fonctionnement des externats et des internats à l'usage des Indiens; et
8. Toute autre question ou tout autre sujet concernant le statut social et économique des Indiens et leur avancement, qui, de l'avis de ce comité, devrait être incorporé dans la loi révisée.

Que les honorables sénateurs Blais, Dupuis, Fallis, Ferland, Horner, Johnston, Jones, Macdonald (*Cardigan*), MacLennan, Nicol, Paterson et Taylor soient nommés pour agir au nom du Sénat comme membres dudit comité mixte.

Que ce comité soit autorisé à instituer, avec les membres qui le composent, les sous-comités qu'il jugera utiles ou nécessaires pour traiter d'aspects déterminés des problèmes susmentionnés; que ce comité et ces sous-comités soient autorisés à assigner des personnes, de faire produire des documents et des dossiers, de faire l'examen de témoins ayant prêté serment et de faire imprimer, au jour le jour, ce que le comité décidera pour son usage et pour celui des membres du Sénat et de la Chambre des communes.

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer en conséquence.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à la prochaine séance du Sénat

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 28

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Lundi 20 mai 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Hurtubise,	McRae,
Ballantyne,	Duffus,	Johnston,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis, Fafard,	Jones, King,	Moraud, Murdock,
Beauregard,	Fallis,	Kinley,	Paquet,
Bishop,	Farris,	Lacasse,	Paterson,
Blais,	Ferland,	Lambert,	Quinn,
Bouchard,	Foster,	Léger,	Riley,
Buchanan,	Gershaw,	Lesage,	Robertson,
Burchill,	Green,	Macdonald	Robinson,
Calder,	Haig,	(Cardigan),	Roebuck,
Chapais (Sir Thomas),	Hardy, Harmer,	MacLennan, Marcotte,	St-Père, Sinclair,
Copp,	Horner,	McDonald	Stevenson,
Crerar,	Howden,	(Shediac),	Taylor,
Donnelly,	Hugessen,	McGeer,	Veniot.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message, avec un Bill (7), intitulé: "Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit Bill est alors lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture mercredi prochain.

La pétition suivante est lue et reçue:

De la Société des Artisans Canadiens-Français; demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de "La Société des Artisans", et pour d'autres fins.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le sixième rapport de l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé, qui se lit comme suit:

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Conformément à l'article 2 de la Règle 111, l'Examineur des pétitions pour Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié les pétitions suivantes, et constate que les prescriptions de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

Des *Vétérans de l'armée et de la marine au Canada*; demandant l'adoption d'une loi qui permette de changer leur nom en celui de *Vétérans de l'armée, de la marine et de l'aviation au Canada*, et pour d'autres fins.

De la Société des Artisans Canadiens; demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de "La Société des Artisans", et pour d'autres fins.

De Hilldron A. Crofford, de Delisle, Saskatchewan, et d'autres personnes d'autres lieux; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de *Cooperative Life of Canada*.

Respectueusement soumis,

A. H. HINDS,

*Examineur des pétitions pour
Bills d'intérêt privé.*

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des amendements apportés aux Règlements du Roi concernant l'administration du Service naval canadien de Sa Majesté.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Hort Search".

Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Thompson Powell Scott".

Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Eleanor Miller Foster".

Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kathleen Maloney Rassie".

Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Florence Rooke Cochrane".

Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileene Ruby Aspell Stinson".

Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Bookalam Howick".

Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Alice Cardinal Reid".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean Warden Leupold".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des eaux navigables" est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Transports et des communications.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (64), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon" est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (61), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 29

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 21 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asetline,	Donnelly,	Hurtubise,	McRae,
Aylesworth (Sir Allen),	Duff,	Johnston,	Michener,
Ballantyne,	Duffus,	Jones,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	King,	Morand,
Beauregard,	Euler,	Kinley,	Murdock,
Blais,	Fafard,	Lacasse,	Paquet,
Bouchard,	Fallis,	Lambert,	Paterson,
Buchanan,	Farris,	Léger,	Quinn,
Burchill,	Ferland,	Lesage,	Riley,
Calder,	Foster,	Macdonald	Robertson,
Chapais (Sir Thomas),	Gershaw,	(Cardigan),	Robinson,
Copp,	Green,	MacLennan,	Roebuck,
Crerar,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Daigle,	Hardy,	McDonald	Sinclair,
Dessureault,	Harmer,	(Shediac),	Taylor,
	Hornor,	McGeer,	Vaillancourt,
	Howden,	McGuire,	Veniot,
	Hugessen,	McIntyre,	Vien,
			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (B), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (E), intitulé: "Loi concernant la fabrication, l'épreuve, l'emmagasiner et l'importation des explosifs", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (10), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (63), intitulé: "Loi concernant les limites de certains parcs nationaux", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 21 mai 1946.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Relativement à l'Ordre de renvoi du 8 mai 1946, donnant instruction à ce comité de faire enquête sur l'opération et l'administration de la Loi de l'Immigration, etc., le comité recommande qu'il soit autorisé à faire imprimer 1,000 exemplaires anglais et 200 exemplaires français de ses délibérations, au jour le jour, et que la Règle 100 soit suspendue en ce qui concerne lesdites impressions.

Le tout respectueusement soumis,

JAMES MURDOCK,

Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (64), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937".

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill ne soit pas maintenant lu la troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (61), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à jeudi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports numéros cent-troisième à cent-quatorzième du comité permanent des Divorcés, inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorcés présente au Sénat les bills suivants:

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Bryson Beakes".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Edna Page Kennedy".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Crête".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Hellier Kirsch".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilfred Fields Benlow".

Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Allan".

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Martta Haavisto Aaltonen".

Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhona Gertrude Paikowsky Munn".

Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Joseph Hubbard".

Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Hibberd Howe".

Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à George Graver".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Malcolm Ernest Bigelow".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

L'honorable sénateur McGeer présente au Sénat un Bill (Y-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Co-operative Life of Canada*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 30

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 22 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Asetine,	Dupuis,	Johnston,	McRae,
Ballantyne,	DuTremblay,	Jones,	Michener,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Euler,	King,	Molloy,
Beauregard,	Fafard,	Kinley,	Morand,
Blais,	Fallis,	Lacasse,	Murdock,
Bouchard,	Farris,	Lambert,	Paquet,
Buchanan,	Ferland,	Léger,	Paterson,
Burchill,	Foster,	Lesage,	Quinn,
Calder,	Gershaw,	Macdonald	Riley,
Chapais (Sir Thomas),	Gouin,	(Cardigan),	Robertson,
Copp,	Green,	MacLennan,	Robinson,
Crerar,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Daigle,	Hardy,	McDonald	Sinclair,
Dessureault,	Harmer,	(Shediac),	Stevenson,
Donnelly,	Hayden,	McDonald	Taylor,
Duff,	Horner,	(Kings),	Vaillancourt,
Duffus,	Howden,	McGeer,	Veniot,
	Hurtubise,	McGuire,	Vien,
	Hushion,	McIntyre,	White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (O-2), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Acceptance Company*", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (P-2), intitulé: "Loi concernant la *Rupert's Land Trading Company*", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Horner, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Eglises Evangéliques de la Pentecôte", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Farris, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 22 mai 1946.

Le comité permanent des Banques et du commerce demande la permission de présenter son deuxième rapport, comme suit:

Votre comité recommande l'autorisation de faire imprimer 1,000 exemplaires anglais et 400 exemplaires français de ses délibérations, au jour le jour, sur le Bill (A-5), intitulé: "Loi concernant la faillite", et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

J. W. de B. FARRIS,
Président suppléant.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent quinzième à cent vingt-deuxième, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Epstein Harris, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son

mariage avec Reuben Harris, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,

Président adjoint.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Irene Flewelling Wilson, de la cité de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Arthur Wilson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Maitable Horwitz Hollander, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Hollander, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charlemagne Villeneuve, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,

Président adjoint.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Jaelyn Robinson Jeffrey, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Stanley Boyd Jeffrey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Hope Forbes Hardie, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Dougall Hardie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI 14 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent vingt-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Venor, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Yetta Greenberg Venor, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Le VENDREDI 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés demande la permission de présenter son cent vingt-deuxième rapport, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Tillie Miller Cohen, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harry Cohen.

2. Une demande ayant été faite aux fins de retirer cette pétition, le comité recommande que permission soit accordée en conséquence.

3. Le comité recommande aussi que la somme versée à titre de taxes parlementaires, en vertu de la Règle 140, soit remboursée à MM. Fitch et Lande, Montréal, Québec, procureurs du pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros cent quinzième à cent vingt-deuxième, les deux inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1889, approuvé le 14 mai 1946, concernant la Recommandation (No 74) adoptée par la Conférence internationale du Travail, à sa vingt-septième session, Paris, 15 octobre au 5 novembre 1945; ainsi que copie de ladite Recommandation.

Suivant l'Ordre du jour, les Bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

- Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Bryson Beakes".
- Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Edna Page Kennedy".
- Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Crête".
- Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Hellier Kirsch".
- Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilfred Fields Benlow".
- Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Allan".
- Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Martta Haavisto Aaltonen".
- Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhona Gertrude Paikowsky Munn".
- Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Joseph Hubbard".
- Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Hibberd Howe".
- Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à George Graver".
- Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Malcolm Ernest Bigelow".

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (7), intitulé: "Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 31

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 23 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Euler,	Jones,	Michener,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fafard,	King,	Molloy,
Beauregard,	Fallis,	Kinley,	Moraud,
Blais,	Farris,	Lacasse,	Murdock,
Bouchard,	Ferland,	Lambert,	Paquet,
Buchanan,	Foster,	Lesage,	Paterson,
Burchill,	Gershaw,	Macdonald	Quinn,
Calder,	Green,	(Cardigan),	Riley,
Chapais (Sir Thomas),	Haig,	MacLennan,	Robertson,
Copp,	Hardy,	Marcotte,	Robinson,
Crerar,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Daigle,	Hayden,	(Shediac),	Sinclair,
Dessureault,	Hornor,	McDonald	Stevenson,
Donnelly,	Howden,	(Kings),	Taylor,
Duff,	Hugessen,	McGeer,	Vaillancourt,
Dupuis,	Hurtubise,	McGuire,	Veniot,
DuTremblay,	Hushion,	McIntyre,	Vien,
	Johnston,	McRae,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (9), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la protection des eaux navigables", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont séparément lus la troisième fois sur division:

- Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Bryson Beakes".
- Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Edna Page Kennedy".
- Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Crête".
- Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Hellier Kirsch".
- Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilfred Fields Benlow".
- Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Allan".
- Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Martta Haavisto Aaltonen".
- Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhona Gertrude Paikowsky Munn".
- Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Joseph Hubbard".
- Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Hibberd Howe".
- Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à George Graver".
- Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Malcolm Ernest Bigelow".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Y-5), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Co-operative Life of Canada*", est lu la deuxième fois, et
Renvoyé au comité des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent-quinzième à cent-vingt-et-unième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du rapport du comité permanent des Divorces portant le numéro cent-vingt-deuxième.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (63), intitulé: "Loi concernant les limites de certains parcs nationaux", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (10), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les chemins de fer Nationaux", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat soit ajourné à demain.

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à neuf heures.

Neuf heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

No 32

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 24 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Gouin, Green,	Kinley, Lacasse,	Molloy, Murdock,
Buchanan,	Haig,	Lambert,	Paquet,
Burchill,	Hardy,	Lesage,	Quinn,
Chapais (Sir Thomas),	Harmer, Hayden,	Macdonald (Cardigan),	Riley, Robertson,
Copp,	Horner,	MacLennan,	Robinson,
Crerar,	Howden,	Marcotte,	St-Père,
Donnelly,	Hushion,	McDonald	Sinclair,
Fallis,	Johnston,	(Kings),	Stevenson,
Farris,	Jones,	McGeer,	Vien,
Foster,	King,	McIntyre,	White,
Gershaw,			Wilson.

PRIÈRES.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (63), intitulé: "Loi concernant les limites de certains parcs nationaux" est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (10), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les chemins de fer nationaux" est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Lacasse présente au Sénat un Bill (Z-5), intitulé: "Loi consolidant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français".

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Comme il est six heures, Son Honneur le Président quitte le fauteuil pour le reprendre à neuf heures.

9 heures p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (141), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 33

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 27 mai 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fafard,	Lacasse,	Molloy,
Aylesworth (Sir Allen),	Fallis,	Lambert,	Mullins,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Farris,	Léger,	Murdoch,
Beauregard,	Foster,	Lesage,	Paterson,
Blais,	Gershaw,	Macdonald (Cardigan),	Quinn,
Bouchard,	Green,	MacLennan,	Riley,
Buchanan,	Haig,	Marcotte,	Robertson,
Burchill,	Hardy,	McDonald	Robinson,
Calder,	Harmer,	(Shediac),	Roebuck,
Chapais (Sir Thomas),	Horner,	McDonald	St-Père,
Copp,	Howden,	(Kings),	Sinclair,
Crerar,	Hugessen,	McGeer,	Stevenson,
Donnelly,	Johnston,	McIntyre,	Sutherland.
Dupuis,	Jones,	McRae,	Taylor,
	King,	Michener,	Veniot,
	Kinley,		White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Epstein Harris".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Irene Flewelling Wilson".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Maitable Horwitz Hollander".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jaclyn Robinson Jeffrey".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Hope Forbes Hardie".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Venor".

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la première fois.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les cent vingt-troisième aux cent cinquantième rapports du comité permanent des Divorces.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lillian Audrey Atkinson Jackson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William George Jackson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bernard Cook, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lillian Pring Cook, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Estelle R. Warhaft Slobod, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward M. Slobod, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexander Fitz Ormonde Spooner, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie Mottley Spooner, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eleanor Williams, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Adolphus Williams, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI, 17 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Henri Veaudry, de la cité de Mont-réal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Rose-Eva Bouchard Veaudry, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Amelia Jezik Pascas, de la ville de Saint-Laurent, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec William Pascas, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cyril Mackie, de la cité de Hull, province de Québec, sérologiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Stella Oldfield Mackie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Carol Gordon Cass Planche, de la ville de Saint-Lambert, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Harold Aubrey Planche, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eveline Richmond Sykes Lacoë, de la cité de Toronto, province d'Ontario, danseuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Norman Lacoë, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Miriam Vineberg Perel, de la cité de Montréal, province de Québec, institutrice privée, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Shabsai Perel, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Paul Krawchuk, de la cité de Montréal, province de Québec, expéditeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Elizabeth Yavdochuk Krawchuk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry Arthur Creates, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Betty Marjorie Brough Creates, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Stephanie Tymchuk McLean, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laurence McLean, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le LUNDI, 20 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Spivack Prosterman, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Issie Prosterman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kenneth Edwin Morrison, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marjorie Elsie Curtis Morrison, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Almeda Mabel Hartry Ritchie, de la cité de London, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Sidney Fielding Ritchie, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margo Ismena Graydon Heubach, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Frederick Allan Heubach, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-et-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Erika Gossen Tenzer, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Fritz Tenzer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Isabel Greenshields Biggs, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec John Francis Patrick Biggs, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henri-Edme Bernard, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec (Rachel) Maria Cinalta Palermo (Palerme) Bernard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Harrison Andersen, de la cité de Montréal, province de Québec, aide technique, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Helmuth Andersen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire par la règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Irene Clementine Elizabeth Ash, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, buandière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Clayton Ernest Ash, de la cité de Hull, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alexander Grant, de la ville de Val d'Or, district d'Abitibi, province de Québec, mineur, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Margaret Chisholm Grant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Thomas Beach, de la cité de Verdun, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eva Smithman Beach, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$150.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quarante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fanny Miller Astrofsky, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Astrofsky, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le MARDI, 21 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quarante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Grace Ellen Rafter Munro, de la cité de Montréal, province de Québec, commise, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Wilfred Osbert Gun Munro, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le VENDREDI, 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Caroline Smith Feeney, autrement connue sous le nom de Margarita Alice Smith Tiffney Feeney, de la cité de Verdun, province de Québec, opératrice d'ascenseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec John Feeney.

2. Une demande ayant été faite aux fins de retirer cette pétition, le comité recommande que cette permission soit accordée en conséquence.

3. Le comité recommande que la taxe parlementaire payée en vertu de la règle 140 soit remboursée au pétitionnaire, moins les frais d'impression et de traduction.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Ordonné: Que les cent vingt-troisième aux cent cinquantième rapports du comité permanent des Divorces soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'Ordre en conseil C.P. 2077, en date du 23 mai 1946, aux fins de restaurer, à partir du 1er juin 1946, le "principe d'assurance" lorsque le service dans les forces armées a eu lieu entièrement au Canada.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940".

Après débat supplémentaire,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent de l'immigration et du travail.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (Z-5), intitulé: "Loi codifiant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit remis à demain.

Le Sénat s'ajourne.

A. B. COPP

Président adjoint

Le VERNON, 24 mai 1946.

La comité permanent des Doyens a l'honneur de présenter son cent cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Catherine Stubb, Pêsey, autrement connue sous le nom de Marguerite Alice Saint-Félix-Pêsey, de la cité de Verdun, province de Québec, opératrice d'assurance, demandant l'adoption d'une loi qui dissolse son mariage avec Jean Pêsey.

2. Une demande ayant été faite aux fins de retirer cette pétition, le comité recommande que cette pétition soit accordée en conséquence.

3. Le comité recommande que la taxe parlementaire payée en vertu de la règle 140 soit remboursée au pétitionnaire moins les frais d'impression et de traduction.

A. B. COPP

Président adjoint

Ottawa: Que les cent vingt-troisième aux cent cinquantième rapports du comité permanent des Doyens soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table: Copie de l'Ordre en conseil C.P. 2077, en date du 23 mai 1946, aux fins de restaurer à partir du 1er juin 1946, le principe d'assurance, lorsque le service dans les forces armées a eu lieu en vertu de la Loi.

Suivant l'ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (Z-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-épargne, 1940".

Après de brèves suppléments, l'édit qui est la deuxième fois de renvoyé au comité permanent de l'immigration et du travail.

No 34

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 28 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	Johnston,	Michener,
Aylesworth (Sir Allen),	Duffus,	Jones,	Molloy,
Beaubien	Dupuis,	King,	Moraud,
(Montarville),	Euler,	Kinley,	Mullins,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Lacasse,	Murdock,
Beauregard,	Fallis,	Lambert,	Paterson,
Bench,	Ferland,	Léger,	Quinn,
Blais,	Foster,	Lesage,	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	Macdonald	Robertson,
Buchanan,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Green,	MacLennan,	Roebuck,
Calder,	Haig,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Hardy,	McDonald	Sinclair,
Chapais (Sir Thomas),	Harmer,	(Shediac),	Stevenson,
Copp,	Hayden,	McDonald	Sutherland,
Crerar,	Horner,	(Kings),	Taylor,
Dessureault,	Howden,	McGeer,	Vaillancourt,
Donnelly,	Huggesen,	McGuire,	Veniot,
	Hurtubise,	McIntyre,	Vien,
	Hushion,	McRae,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
CANADA

OTTAWA, le 28 mai 1946.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat le mardi 28 mai, à six heures moins dix, afin de donner sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable

Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

L'honorable sénateur Euler, du Comité spécial du Sénat nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois, par une nouvelle rédaction, si nécessaire, a l'honneur de présenter son dernier rapport,—*Première partie.*

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:—

RAPPORT FINAL DU COMITÉ DU SÉNAT SUR LES IMPÔTS

PREMIÈRE PARTIE

Le 31 octobre 1945, un comité spécial du Sénat avait été nommé, comme le dit l'ordre de renvoi "pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques, et pour préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois."

Le 15 novembre 1945, l'ordre de renvoi fut modifié en le complétant par les mots suivants:

"par une nouvelle rédaction, si nécessaire."

Depuis sa création, le 31 octobre 1945, votre comité a entendu des mémoires des sociétés et des particuliers dont les noms suivent:

M. C. Fraser Elliott, K.C., C.M.G., sous-ministre du Revenu national,
division des impôts

Fédération canadienne de l'agriculture

Congrès des métiers et du travail du Canada

National Life Insurance Company

Le sénateur A. N. McLean

Association des contribuables à l'impôt sur le revenu
 M. D. A. McGibbon
 Fédération canadienne du travail
 Chambre de commerce d'Edmonton
 Association des manufacturiers canadiens
 Association fédérale des comptables agréés
 Association du barreau canadien
 Bourse et marché hors cote de Montréal
 Compagnie d'assurances par actions
 Chambre de commerce canadienne
Board of Trade de Toronto
 Association des comptables publics agréés d'Ontario
 Association des électriciens canadiens
 Le sénateur John T. Haig
Board of Trade de Regina
 Agents de la Fédération canadienne d'assurances
 Confédération canadienne et catholique du travail
 Chambre de commerce de Montréal.

En général, ces mémoires traitaient de certains aspects du régime fiscal fédéral qui causent quelque gêne financière, ce qui, de l'avis des auteurs de ces mémoires, nuit à la saine expansion économique du pays et à certains droits individuels. Certains mémoires proposaient des remèdes ou des palliatifs auxquels le gouvernement pourrait recourir pour abolir toute cause de grief.

Ayant considéré les objections, les critiques et les remèdes proposés par les diverses organisations entendues, le comité a jugé à propos de préparer un rapport contenant certaines conclusions et exposant quels moyens il y aurait lieu de prendre pour atteindre le but pour lequel votre comité a été institué.

Avant d'examiner les propositions hypothétiques portant sur la réorganisation de l'administration de la loi ou une nouvelle rédaction du statut, il importe d'examiner brièvement ce qui, dans le domaine des impôts fédéraux, semble donner lieu aux critiques formulées par les témoins. Le mécontentement général semble se confiner à trois grands motifs.

1. On est mécontent de la procédure suivie en cas d'appel, comme le prévoit la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, des obstacles que doivent surmonter les contribuables qui désirent le règlement prompt et catégorique de leur cas. En même temps, on a présenté des objections d'ordre technique, mais moins générales, aux pouvoirs discrétionnaires du ministre ou de son administration et de l'autorité administrative absolue dans plusieurs questions revêtant une importance réelle.

A titre d'exemple de pouvoirs discrétionnaires fort étendus du ministre du Revenu national, on a fait des représentations qui classent ces pouvoirs administratifs et ministériels sous les quatre chefs suivants:

- A. Pouvoirs administratifs et punitifs;
- B. Pouvoirs qui font du ministre le juge d'une discrétion raisonnable et équitable;
- C. Pouvoirs qui constituent le ministre juge des faits;
- D. Pouvoirs d'accorder ou de refuser une exemption et des dégrèvements;
- E. Pouvoir d'approuver un fonds ou régime de pension.

Pour analyse détaillée du nombre et du degré des pouvoirs discrétionnaires accordés au ministre du Revenu national, voir Appendice A.

2. Deuxièmement, certaines critiques portent également sur la phraséologie de la loi elle-même. On semble de plus en plus d'opinion parmi les économistes, les avocats et les comptables du pays que le texte de la loi actuelle de l'impôt

sur le revenu ne permet plus à la loi de se conformer aux exigences nées des modifications radicales apportées à la structure économique du pays par suite de la conception moderne des profits et des dépenses nécessaires et qui n'était pas la même quand fut rédigée la loi originale de 1917.

3. Le troisième sujet de critique porte sur l'organisation administrative de la division de l'impôt. On critique surtout l'insuffisance des traitements des fonctionnaires, les délais qui s'opèrent au sein de la division elle-même quand il s'agit de fixer la cotisation et de disposer des cas des particuliers, et enfin, l'impossibilité de la part du public d'obtenir les diverses directives transmises à fréquents intervalles aux bureaux régionaux de l'administration par le sous-ministre lui-même.

Nous nous proposons donc de soumettre notre rapport en trois parties, chaque partie traitant des remèdes à apporter aux trois grands sujets de griefs soumis. Bien que la présente partie du rapport traitera surtout des griefs et des remèdes proposés au sujet de la procédure à suivre dans le cas d'appel, et de l'exercice des pouvoirs discrétionnaires du ministre, votre comité juge que certaines des propositions et des recommandations faites sur des questions relevant plus proprement de la 2^e et de la 3^e partie, revêtent une telle importance qu'il convient d'en faire brièvement mention dans cette première partie du rapport. Autant que possible, les solutions proposées sont tirées des mémoires qui nous ont été soumis. Mais, dans sa majeure partie, le rapport comporte aussi, cela va de soi, les conclusions de votre comité.

Presque sans exception, les témoins qui ont comparu devant le comité ont insisté sur une révision complète de la loi fiscale afin de la rendre, non seulement plus claire et plus cohérente mais aussi pour que ses dispositions soient conformes à la pratique courante des affaires. Votre comité est en parfait accord avec une telle proposition.

A titre d'exemples précis démontrant la nécessité d'une telle révision, nous citons la portée restreinte actuelle des articles 6 (1) a) et 16 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu. Il est proposé de modifier l'article 6 (1) a) de manière à ce qu'il soit conforme aux pratiques courantes de comptabilité. Bien que, présentement, votre comité ne soumet pas de proposition concrète sous forme de loi, il recommande de prendre en très sérieuse considération les principes généraux énoncés dans la proposition faite par lord MacMillan, qui avait présidé le comité de codification de l'impôt sur le revenu, nommé en 1926 en Angleterre.

Sa recommandation se lit ainsi:

Le montant des profits d'une entreprise doit être calculé en observant les principes commerciaux ordinaires applicables au calcul des profits de cette entreprise.

De plus, à l'heure actuelle, il ne semble exister aucune disposition dans la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu, qui puisse permettre légalement à un contribuable de maintenir ses comptes et de faire rapport de ses profits en les considérant comme comptes de gestion. Bien que les autorités du fisc ont, dans la plupart des cas, reconnu que cela était d'une nécessité pratique pour la marche efficace des entreprises modernes, le comité recommande de modifier la loi de façon à autoriser officiellement par statut le recours à une telle pratique.

Il recommande aussi de modifier l'article 16 de façon à définir clairement une obligation qui doit être certaine et sujette à calcul précis par suite de certains changements dans les actions du capital d'une corporation dont parle le présent article. Par exemple, une obligation pourrait découler du profit reçu par les actionnaires et provenant de toute réorganisation du capital ou le fractionnement des actions qui augmenterait leur participation éventuelle aux recettes.

Cela vaudrait mieux que le texte ambigu de l'article actuel qui impose une obligation dont la rigueur dépend de l'interprétation que donnent aux faits les fonctionnaires du ministère.

On a fortement critiqué le maintien dans la loi de l'article 32A en disant qu'il contribuait à susciter une grave incertitude chez les contribuables quant au montant d'impôt qu'ils doivent verser, de sorte que votre comité recommande de le rayer complètement du statut.

Un grief souvent entendu dans la bouche des témoins qui ont comparu devant votre comité concerne la question de l'allocation pour dépréciation. Actuellement, il est question de dépréciation à l'article 6 (1) *n*) où elle est expressément interdite comme déduction sauf pour un montant laissé à la discrétion du ministre. On recommande de reconnaître toute dépréciation comme pouvant être déduite des profits auxquels chaque contribuable a droit et que la Loi de l'impôt sur le revenu soit modifiée en conséquence.

Un autre grief qui revenait souvent dans les représentations faites à votre comité portait sur les retards que doivent subir les contribuables avant de connaître le montant de leur cotisation. On a cité des cas où cinq ans se sont écoulés avant l'émission des avis de cotisation. Tout en admettant qu'il puisse survenir des circonstances où de tels délais sont inévitables, nous recommandons que le délai durant lequel les avis de cotisation doivent être envoyés soit raisonnablement limité par une disposition statutaire. Touchant de près ce grief concernant les délais est la proposition d'exiger pour une période de deux ans seulement les montants d'intérêts stipulés par le statut actuel, à moins qu'avant l'expiration d'un tel délai, un avis provisoire de cotisation soit adressé au contribuable. Une fois que cet avis aura été envoyé par la poste dans un tel délai de deux ans, l'intérêt devra continuer à courir sur tout solde d'impôt jusqu'à ce que celui-ci ait été acquitté en son entier. Ou, si l'avis est adressé après le terme de deux ans, l'obligation à un tel intérêt sur le solde devra subsister jusqu'à parfait paiement du montant finalement établi comme étant dû. Le comité croit, de plus, que le présent taux d'intérêt est trop élevé et qu'il devrait être réduit à 4 p. 100, à intérêt simple, recommandation que votre comité approuve.

Un autre point qui mérite d'être mentionné ici est la déduction de l'impôt à la source. Le comité est convaincu que ce mode de perception a reçu l'approbation générale des contribuables et devrait être maintenu de façon permanente dans l'administration de la loi.

APPELS

Afin qu'on puisse juger à leur mérite les propositions et les recommandations de votre comité à propos des appels, il est bon de donner d'abord un résumé des étapes à suivre, dans l'ordre chronologique, en matière de procédure d'appel, d'après les prescriptions actuelles de la loi.

- a) Le contribuable fait l'estimation de son revenu, dépose sa déclaration et paie l'impôt en conséquence.
- b) Un avis de cotisation, portant la signature du sous-ministre, est adressé au contribuable. Cet avis indique, s'il y a lieu, les arrérages de l'impôt estimatif et confirme le montant payé.
- c) Si le contribuable désire contester la cotisation devant la cour de l'Echiquier ou protéger ses droits juridiques de recours à cet égard, pendant qu'il discute avec les fonctionnaires du ministère le bien-fondé de la cotisation, il doit faire parvenir un avis d'appel au ministre du Revenu national dans le mois qui suit la mise à la poste de l'avis de cotisation. Cet avis d'appel établit tous les faits en cause et renferme

un exposé complet des motifs que le contribuable entend faire valoir. Si les avis d'appel et de mécontentement ne sont pas signifiés dans le délai fixé par la loi, toute autre démarche du contribuable est de nul effet et la cotisation devient valide et obligatoire, nonobstant toute erreur, défectuosité ou omission qui peut s'y trouver.

- d) Le contribuable peut discuter et discute habituellement la cotisation d'une manière officieuse, avec les fonctionnaires du ministère au bureau régional ou à Ottawa. A défaut de solution satisfaisante, le contribuable peut poursuivre son appel.
- e) Après la mise à la poste de l'avis d'appel, le ministre donne sa décision, qui constitue un document formel, fondé sur un examen de la cotisation. Cette décision peut ratifier ou modifier la cotisation.
- f) Dans le mois qui suit la date de la mise à la poste de la décision du ministre, le contribuable peut envoyer, par courrier recommandé, un avis de mécontentement. Cet avis doit renfermer un exposé de tous les autres faits, dispositions législatives et raisons que le contribuable a l'intention de soumettre au tribunal pour appuyer l'appel et qui n'étaient pas inclus dans l'avis d'appel.
- g) Dans le mois qui suit la mise à la poste de l'avis de mécontentement, le contribuable est tenu de fournir une garantie de frais pour une somme d'au moins \$400.
- h) A la lumière de tous les faits et de tous les motifs exposés, le ministre adresse une réponse au contribuable et les questions se touchent.
- i) Dans les deux mois qui suivent la date de la mise à la poste de la réponse, le ministre est tenu de transmettre à la cour de l'Echiquier tous les documents mentionnés ci-dessus et pouvant influencer sur la manière de disposer de l'appel.

La pratique générale est d'entendre les plaidoiries mais, en principe, la Loi de la cour de l'Echiquier semble autoriser des actions sans plaidoyers et nécessite ainsi une ordonnance du tribunal enjoignant aux parties de déposer les plaidoyers au besoin. Il faut, par conséquent, obtenir le consentement à l'ordonnance requérant les plaidoyers.

Généralement parlant, les règles régissant la pratique suivie en cour de l'Echiquier sont élastiques et, pourvu que les deux parties aient l'occasion voulue de poser des objections, il semblerait que l'on puisse demander au tribunal d'étendre ou de varier les règlements spécifiques, selon les circonstances atténuantes dans tout cas particulier.

On peut en appeler à la Cour suprême du Canada de la décision de la cour de l'Echiquier, si le montant en litige dépasse \$500. On peut en appeler de là au comité judiciaire du Conseil privé, mais il faut noter que cet appel ne peut être interjeté comme question de droit, vu qu'il est nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale d'appel de la part de cet organisme.

RECOURS EFFECTIFS EN CAS D'APPEL

Vu que l'appel touchant la cotisation peut, tel que déjà mentionné, constituer lui-même éventuellement une cause en litige devant la cour de l'Echiquier, il importe de considérer la juridiction que confère à ce tribunal, en matière d'impôt sur le revenu, l'article 66 de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

L'article 66 se lit comme il suit:

Subordonnément aux dispositions de la présente loi, la cour de l'Echiquier possède la juridiction exclusive pour entendre et juger toutes questions qui peuvent surgir relativement à une cotisation faite sous le

régime de la présente loi, et lorsqu'elle rend son jugement, elle peut décerner, concernant le paiement de tout impôt, intérêt ou amende, ou le paiement des frais, l'ordonnance qu'elle trouve juste et convenable.

En outre, lorsqu'il s'agit de disposer d'un appel interjeté par un contribuable, le tribunal possède un pouvoir auxiliaire établi au paragraphe 2 de l'article 65, dans les termes suivants:

Le tribunal peut renvoyer la question au ministre pour plus ample considération.

Il importe de noter que, selon la phraséologie expresse de la loi, un appel ne peut être interjeté que par rapport à une cotisation. Cela a été confirmé à diverses reprises par la cour de l'Echiquier du Canada et il découle clairement que l'on ne peut en appeler directement de l'exercice du pouvoir discrétionnaire du ministre même. La seule méthode à laquelle puisse recourir un contribuable pour contester ou mettre en doute l'exercice du pouvoir discrétionnaire du ministre, en vertu de la loi actuelle, est d'interjeter appel auprès de la cour de l'Echiquier et de prier ce tribunal de considérer l'exercice du pouvoir discrétionnaire comme un facteur de la cotisation dont il est fait appel.

On peut juger de l'effet pratique d'un tel appel, comportant l'exercice du pouvoir discrétionnaire, par le fait que les principales décisions des tribunaux du Canada et du Royaume-Uni en la matière révèlent qu'un tribunal ne peut intervenir dans l'exercice dudit pouvoir que s'il semble que:

1. Le pouvoir discrétionnaire n'a pas été exercé en fait.
2. Le pouvoir en question n'a pas été exercé honnêtement et équitablement.
3. La personne qui a exercé ledit pouvoir a été influencée par des faits hors de cause ou étrangers au sujet.
4. La décision a été fondée sur des principes de droit fautifs. A cet égard, les causes canadiennes importantes sont les suivantes: *Pioneer Laundry and Dry Cleaners Limited* c. le ministre du Revenu national, (1940) A.C. 127; *Pioneer Laundry and Dry Cleaners Limited* c. le ministre du Revenu national, (1942) *Canada Tax Cases* 201; le Roi c. la *Nozzema Chemical Company of Canada Limited*, (1942) *Canada Tax Cases* 21; *Nicholson* c. le ministre du Revenu national, (1945) *Canada Tax Cases* 263, et *Wrights' Canadian Ropes Limited* c. le ministre du Revenu national, (1945) *Canada Tax Cases* 177; (1946) *Canada Tax Cases* 73.

En conséquence, il est maintenant bien établi en droit que si le tribunal constate, en appliquant les règles de l'exercice approprié du pouvoir discrétionnaire du ministre, qu'un tel pouvoir n'a pas été exercé convenablement, il peut seulement déclarer que la cotisation a été prélevée à faux ou à tort, puis renvoyer la question au ministre du Revenu national, en vertu du paragraphe 2 de l'article 65. Le tribunal ne peut, en aucun cas, se prononcer sur l'opinion discrétionnaire du ministre ou lui substituer la sienne. Si l'élément de considération discrétionnaire dans la cotisation satisfait à toutes les épreuves de la convenance légale, tel qu'exposé ci-dessus, le tribunal ne peut alors, à supposer que la cotisation soit dans l'ordre par ailleurs, intervenir d'aucune façon avec les conclusions du ministre ou la question de cotisation. Si toutefois à la lumière des principes de droit établis, le pouvoir discrétionnaire a été exercé abusivement, le pouvoir de la cour se limite à renvoyer la question de cotisation au ministre, aux fins d'un nouvel examen.

Ainsi donc, en vertu de la présente loi et des précédents, il n'existe, semble-t-il, aucun cas où le tribunal puisse reviser la substance du pouvoir discrétionnaire du ministre, même s'il n'est pas exercé comme il convient, ou puisse s'il le désire, substituer son opinion à celle du ministre.

RECOURS PROPOSÉS

Votre comité a été fortement impressionné par les critiques pressantes dirigées contre les dispositions en matière d'appels que l'on trouve présentement dans les lois fiscales et contre l'absence d'un tribunal indépendant auquel le contribuable peut en appeler en première instance, lorsqu'il est mécontent de sa cotisation. Nous avons déjà signalé l'empêchement effectif qui s'oppose au succès d'un appel auprès de la cour de l'Echiquier du Canada en vertu de la loi actuelle, lorsque le contribuable est mécontent de l'exercice des pouvoirs discrétionnaires.

Le sous-ministre du Revenu national (Division des impôts), qui, aux séances initiales du comité, a rendu témoignage sur divers aspects de l'application des lois fiscales, a comparu de nouveau à la demande du comité, après l'audition des autres témoins, et il a exposé ses vues sur l'opportunité d'établir une commission d'appel en matière d'impôts. A cet égard, il s'est prononcé en faveur de l'établissement d'une commission qui agirait à titre de tribunal de première instance pour entendre les appels en matière d'impôts, quant aux questions de droit seulement. Toutefois, pour ce qui est des appels qui découlent de l'exercice du pouvoir discrétionnaire du ministre ou de l'administration, il a fait savoir qu'il n'était pas en faveur de superposer une commission d'appel aux fins d'examiner ou de reviser la substance de la décision discrétionnaire. Il a néanmoins signalé qu'il serait peut-être possible d'établir un comité qui agirait à titre consultatif auprès du ministre et auquel le contribuable ou le ministre pourrait déférer les questions posées par l'exercice du pouvoir discrétionnaire, en vue d'obtenir un examen ou un conseil. Un tel comité, à son avis, pourrait fonctionner un peu de la même manière que la Commission arbitrale dont il est question à l'article 13 de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, mais ne devrait pas être indépendant du ministre du Revenu national.

Le sous-ministre a proposé que s'il surgissait une question de pouvoirs discrétionnaires qui mécontenterait le contribuable, ce dernier pourrait s'adresser au ministre afin que la demande de pouvoir discrétionnaire soit revisée par ce corps consultatif; le contribuable devrait également avoir le droit d'y adresser les protestations nécessaires. Toutefois, M. Elliott a déclaré que les conclusions de la commission ou du comité devraient être essentiellement consultatives et que, advenant le cas où le ministre du Revenu national désirerait adhérer à une conclusion qui ne concorderait pas avec celle de la commission, aucun autre appel ou examen ne devrait avoir lieu, mais que, dans le cas de la présente loi, la décision du ministre à cet égard devrait être finale et décisive.

Votre comité a étudié ces propositions du sous-ministre et en est venu à la conclusion qu'elles contredisent les propositions soumises par écrit et oralement par les autres témoins, propositions que votre comité accepte en principe comme il sera démontré plus loin.

COMMISSION D'APPELS EN MATIÈRE D'IMPÔTS

Votre comité a étudié la procédure d'appel et les propositions relatives à un tribunal d'impôts qui lui ont été soumises par tous les témoins entendus au cours des séances susmentionnées et il a mis à profit les divers mémoires qui lui furent présentés; en conséquence, il recommande qu'on adopte les principes suivants comme conditions préalables à toute solution qui pourra être apportée à cet aspect du problème.

Le premier point important qui est revenu à maintes reprises au cours des délibérations et que nous croyons être un principe fondamental à cet égard, c'est que la Commission d'appel en matière d'impôts, une fois créée et quelle

qu'en soit la forme, devrait être absolument indépendante et n'être aucunement soumise à l'autorité de ce ministère du gouvernement qui s'occupe de la répartition et de la perception des impôts.

Le deuxième point, qui est également important, est que les fonctionnaires administratifs du ministère qui répartit et perçoit les impôts ne devraient avoir aucune autorité relative à l'exercice du pouvoir discrétionnaire de l'administration ou du ministre, la répartition des impôts ou l'imposition de peines qui ne sont pas assujetties à la juridiction immédiate, réelle et décisive d'un tribunal indépendant. On est d'avis que cette juridiction devrait s'appliquer non seulement aux procédures formelles et aux directives ministérielles, mais aussi à l'étude antérieure des faits qui entre dans l'exercice de cette autorité par le ministre du Revenu national et ses fonctionnaires administratifs.

En tenant compte de ces deux principes essentiels, votre comité recommande qu'une commission d'appel en matière d'impôts soit créée par une loi distincte du Parlement canadien ou par un amendement approprié aux lois fiscales. Le comité est d'avis que ladite commission devrait être connue sous le nom de "Commission d'appel en matière d'impôts pour le Canada", ou autre nom semblable, et qu'elle devrait avoir en matière de droit et de fait les mêmes autorité et juridiction qu'une cour de record.

Il est également recommandé que ladite commission, en plus de jouir des pouvoirs judiciaires d'une cour de record, devrait avoir l'autorité de régler les litiges résultant de questions de fait qui pourraient se rapporter à la loi relative à la rédaction appropriée des statuts précités; il est également recommandé que ladite commission soit pleinement autorisée à entendre et à résoudre toute question qui lui sera soumise par un contribuable désirant en appeler d'une répartition sous le régime de la loi. A cet égard, il est recommandé, en outre, que la commission ait, aux fins d'entendre les appels relatifs aux répartitions et de prendre une décision, l'autorité conférée par la loi d'exercer tous les pouvoirs et toutes les facultés dont jouit actuellement le ministre du Revenu national en vertu de toute disposition de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu ou de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, ou tous autres pouvoirs qui pourront y être ajoutés subséquemment par autorité législative ou administrative.

Il est recommandé que la commission soit composée d'au moins sept membres. La loi instituant la commission devrait contenir une disposition lui permettant d'accroître le nombre de ses membres lorsque la chose sera jugée désirable. Votre comité est d'avis que le président, le vice-président et un autre membre de la commission devraient être des avocats compétents de n'importe quelle province du Canada, et possédant au moins dix ans d'expérience. Le comité est aussi d'avis que deux autres membres du comité devraient être des comptables de profession possédant au moins dix ans d'expérience et que les autres membres soient des représentants des contribuables. Au moins deux des membres de la commission devraient être bilingues. En outre, il est recommandé que, afin de s'assurer les services d'hommes compétents et possédant l'expérience requise, l'on devrait pourvoir à une rémunération convenable et proportionnée aux postes créés. Il est également recommandé que les membres de la commission soient nommés pour une période de dix ans et qu'ils puissent être nommés de nouveau à l'expiration de leur période d'activité.

Il est recommandé que le siège de la commission soit établi à Ottawa, mais qu'on accorde pleine autorité à la commission de voyager et de siéger n'importe où dans le Dominion du Canada, si les circonstances l'exigent. A toute réunion de la commission, trois membres constitueront quorum et la réunion devra être présidée par le président ou le vice-président.

La Commission d'appel en matière d'impôts, telle que proposée ici, aurait le rang d'un tribunal de première instance, inférieur à la cour de l'Echiquier du Canada.

Le comité recommande que le ministre du Revenu national émette à chaque contribuable un document intitulé: "Avis d'intention de cotiser", au lieu de lui envoyer, comme à l'heure actuelle, un "avis de cotisation" une fois que sa déclaration d'impôt a été envoyée puis vérifiée par les fonctionnaires compétents du ministère, et l'"Avis d'intention de cotiser" devrait, comme l'avis de cotisation actuel, vérifier ou modifier le montant de l'impôt tel que calculé par le contribuable et inscrit sur sa formule. Il est aussi recommandé que les autorités chargées de percevoir les impôts émettent un tel avis à tous les contribuables dans les deux ans qui suivent la mise à la poste de la déclaration d'impôt. Il faudrait aussi accorder au contribuable 30 jours après l'envoi dudit "Avis d'intention de cotiser" afin de lui permettre de transmettre au ministre un "Avis d'objection", s'il croit que le montant d'impôt qu'on lui réclame dans la formule intitulée "Avis d'intention de cotiser" est trop élevé ou, pour quelque raison, injustifié. L'avis d'objection devrait être formulé par écrit et indiqué en détail les raisons qui le motivent. Ledit avis devrait être envoyé par courrier recommandé et adressé au ministre du Revenu national, à Ottawa.

Sur réception dudit "Avis d'objection", le ministre du Revenu national devra l'examiner et, dans les soixante jours de la date d'expédition, transmettre au contribuable mécontent par courrier recommandé, un avis officiel de cotisation qui confirmera ou modifiera l'Avis d'intention de cotiser.

Si le protestataire, après la réception dudit Avis de cotisation, est mécontent, il devrait pouvoir, dans les 30 jours qui suivent la date d'expédition dudit avis de cotisation, envoyer au ministre, par courrier recommandé, un avis d'appel officiel à la Commission d'appel en matière d'impôts et ledit avis devra exposer tous faits additionnels, dispositions statutaires ou autres renseignements sur lesquels il fonde sa réclamation et qu'il n'avait pas inclus dans son premier avis d'objection.

Il est recommandé que, dans les 15 jours qui suivront l'envoi de l'avis d'appel, le ministre doive admettre la réclamation ou permettre qu'elle soit transmise à la Commission d'appel, et qu'il avertisse le contribuable protestataire en conséquence. Si l'appel est transmis à la Commission, les documents suivants devront être envoyés par le ministre au registraire de la commission:

- A. La déclaration d'impôt de l'appelant, le cas échéant, pour la période à l'étude.
- B. L'Avis d'intention de cotiser.
- C. L'Avis de cotisation.
- D. L'Avis d'appel.
- E. Tous les autres documents et pièces se rapportant à la cotisation dont il est interjeté appel.

Il est recommandé que l'appelant dépose une garantie pour les frais à la satisfaction de la commission; cette garantie ne devra pas excéder \$10 si la somme contestée est inférieure à \$200, ni \$25 si la somme contestée excède \$200. La question sera alors censée être une question prête à être étudiée par la commission, pourvu toutefois que si la commission ou un des membres juge opportun d'exiger qu'on dépose les plaidoyers un ordre soit émis en vue d'ordonner aux partis de les déposer.

Dans les 15 jours qui suivront la date de réception par la commission de tous les documents et pièces relatives à la cotisation, la commission avertira le

ministre du Revenu national et l'appelant de la date d'audition. Une fois que l'appel aura été déposé pour fins d'audition, tel que stipulé ci-dessus, tout fait ou disposition statutaire non mentionné dans ledit Avis d'objection ou Avis d'appel, pourra être déposé ou soumis de la façon et dans les termes que la commission ou l'un quelconque de ses membres pourra décréter. L'un ou l'autre des partis en cause pourra comparaître en personne ou se faire représenter. Toutes les auditions de la commission auront lieu à huis clos, à moins que les partis en cause n'en conviennent autrement.

Les règles de procédure régissant les auditions seront celles que la Commission d'appel en matière d'impôts émettra de temps à autre.

Après que la commission aura entendu et examiné l'appel, il est recommandé que la décision et les raisons qui la motivent soient données par écrit et publiées, et que copie en soit transmise au ministre du Revenu national et à l'appelant. Cette décision devrait être finale en ce qui concerne la question en litige soumise à la commission et devrait obliger les deux partis.

Il est recommandé que des dispositions particulières soient adoptées, afin qu'on puisse en appeler à la cour de l'Echiquier du Canada des décisions de la Commission d'appel en matière d'impôts, tout comme on peut en appeler actuellement à ce tribunal des décisions du ministre. Ainsi, si le ministre du Revenu national ou le contribuable ne sont pas satisfaits de la décision de la Commission d'appel en matière d'impôts, ils pourront en appeler à la cour de l'Echiquier. L'appelant devra, en pareil cas, dans les trente jours qui suivent la date d'expédition de la décision de la commission, adresser un avis d'appel au registraire de la commission, lequel transmettra alors à la cour de l'Echiquier les dossiers en cause. On trouvera à l'Appendice B une expression d'opinion sur la forme que pourra prendre la mesure établissant la Commission d'appel en matière d'impôts. Votre comité est d'avis que l'institution, dans les formes indiquées ci-dessus, d'une commission d'appel en matière d'impôts fera disparaître les trois principales objections soulevées par la majorité des témoins.

1. Le contribuable pourra soumettre à un tribunal peu coûteux et diligent tous les différends en matière de cotisations, y compris les questions portant sur les faits, la loi et l'exercice des pouvoirs discrétionnaires du ministre ou des services administratifs. Il sera assuré d'obtenir un jugement impartial et motivé de la part de la commission, qui pourra rescinder la décision du ministre du Revenu national ou de tout tribunal administratif dont la décision est entrée en ligne de compte dans l'établissement de la cotisation.

2. Vu que la commission, avant de rendre sa décision, tiendra compte de l'exercice des pouvoirs discrétionnaires, qu'elle le modifiera ou le confirmera au besoin, la loi demeurera aussi flexible qu'auparavant. En effet, il ne sera plus aussi nécessaire d'abolir entièrement les pouvoirs discrétionnaires qu'elle prévoit actuellement. D'autre part, les hauts fonctionnaires de l'administration qui agissent pour le compte du ministre du Revenu national disposeront de normes de plus en plus utiles dans la jurisprudence qu'on accumulera sur l'exercice convenable de ces pouvoirs discrétionnaires dans nombre de cas variés.

3. L'accumulation d'un recueil de précédents, grâce à la publication des décisions motivées de la Commission d'appel en matière d'impôts, décisions qui, en plusieurs cas, résulteront de contestations portant sur l'application de directives ministérielles, aura pour effet de diminuer l'importance et la nécessité de ces directives au sein du ministère. En outre, ce recueil de précédents servira à élucider plusieurs articles de la loi de l'impôt qui sont présentement obscurs en l'absence de toute interprétation officielle; il ne sera donc plus aussi nécessaire de rédiger de nouveau certains articles de la loi, puisque ces articles, que les

contribuables aussi bien que les hauts fonctionnaires jugent ambigus, deviendront nécessairement plus sûrs, sinon plus clairs, lorsqu'on leur appliquera les décisions de la commission.

Le tout respectueusement soumis,

Le président,
W. D. EULER.

APPENDICE "A"

POUVOIRS DISCRÉTIONNAIRES DU MINISTRE

Articles de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu

2 (1) (i)	7A (1) d)	41 (1)
2 (1) s) (ii)	7A (1) b) (ii)	42
3 (2)	8 (1)	43
3 (4)	8 (2A)	44
3 (6)	8 (2B)	45
4 (1) i)	8 (3)	46
4 (1) k)	8 (5)	46A
4 (1) m)	8 (9)	47
4 (1) o)	8 (11)	55
4 (1) r)	9A b)	59
5 (1) a)	9B (1)	74 (1)
5 (1) b)	9B (7)	75 (1) et (2)
5 (1) ff)	9B (11)	76A (1) et (2)
5 (1) g)	10 (2) et (3)	77 (3) et (4)
5 (1) j)	11 (2)	82
5 (1) k)	11 (5)	84 (3)
5 (1) m)	13 (1) et (2)	88 (5)
5 (1) p)	21 (3)	88 (7)
5 (1) s)	23	89 (1), (2) et (4)
5 (1) u)	23A	90 (3)
6 (1) d)	23B	90 (4) x)
6 (1) i)	26	90 (5)
6 (1) k)	27A	90 (6)
6 (1) n)	31 (1)	92 (2)
6 (1) o)	32 (1)	92 (8)
6 (2)	32B	92 (12) b)
6 (3)	36 (3)	Rule 6, S, 1, 1re annexe
6 (4)	39 (2) (B)	Rule 7, S, 2, 1re annexe
6 (5)	39 (5)	
	39A (3)	
	40	

Articles de la Loi sur la taxation des excédents de bénéfices

2 (1) <i>d</i>)	5 (5)
2 (1) <i>h</i>)	6 (1) <i>b</i>)
2 (1) <i>i</i>)	6 (2) <i>b</i>)
3 (1)	6 (2) <i>c</i>)
4 (1) <i>a</i>), <i>b</i>) et <i>c</i>)	7 (1) <i>b</i>)
4 (2)	7 (1) <i>g</i>)
4A (1)	8 (1) <i>b</i>)
5	9 (1) (2) et (3)
5 (1)	10
5 (2)	13
5 (3)	15A
5 (4)	1re annexe, S, 3 <i>b</i>)

POUVOIRS DISCRÉTIONNAIRES DU MINISTRE

Règle générale, il est possible de classer ces articles de la façon suivante:

Catégories de pouvoirs discrétionnaires

1. Allocation de réserves:

5 (1) <i>a</i>)	<i>a</i> . Epuisement
6 (1) <i>n</i>)	<i>b</i> . Dépréciation
6 (1) <i>d</i>)	<i>c</i> . Mauvaises dettes
6 (2) <i>c</i>) (Taxation des surplus de bénéfices)	<i>d</i> . Réserves d'inventaire

2. Limitation des dépenses:

6 (2)	1. Dépenses
6 (3)	2. Salaires
90 (4) <i>x</i>)	3. Allocation en dépense de capital
5 (1) <i>b</i>)	4. Intérêt

3. Détermination de la nature véritable des transactions pouvant comporter des dégrèvements pour les sociétés et les particuliers:

23	1. Achats et ventes entre compagnies
21 (3)	2. Valeur des biens des actionnaires transportés à une compagnie
23 <i>b</i>)	3. Paiement excessif fait à des affiliés non résidents
31 (1) et 52 (1)	4. Transactions entre mari et femme et entre parents et enfants

4. Détermination de la nature du revenu:

3 (2)	1. Partie des intérêts
3 (4)	2. Allocations de subsistance libres d'impôt

5. Détermination de la nature et de l'effet de certains documents juridiques et lois réciproques:

7A (1) <i>d</i>)
4 (1) <i>m</i>)

6. Approbation des systèmes de pension:

5 (1) <i>m</i>)

7. Cas discrétionnaires mineurs d'ordre administratif:
- | | |
|--------|--|
| 40 | 1. Prorogation du délai pour les déclarations |
| 42 | 2. Production de lettres et documents pour fins d'imposition |
| 46 | 3. Nécessité de tenir des livres |
| 74 (1) | 4. Demande de paiement si le contribuable quitte le Canada |
8. Règlements d'application de la loi:
75 (2)
9. Suspension des peines:
77 (3) b) 1. Négligence de produire la déclaration
10. Détermination des bénéfices normaux:
- | | |
|--|---------------------------------|
| 2 (1) h) Taxation des excédents de bénéfices | a. Commencement de l'entreprise |
| 4 (2) Taxation des excédents de bénéfices | b. Nature de l'entreprise |
11. Ajustement des bénéfices normaux:
- | | |
|--|---|
| 4 (1) a) Taxation des excédents de bénéfices | 1. Base de la période fiscale partielle |
| 4 (1) b) Taxation des excédents de bénéfices | 2. Modification apportée au capital |
12. Renvoi à la Commission arbitrale des cas d'une entreprise nouvelle ou sensiblement différente:
5 (2) et (4) Taxation des excédents de bénéfices
- (Sauf indication contraire, les articles mentionnés sont ceux de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.)

APPENDICE "B"

PROJET DE LÉGISLATION ÉTABLISSANT UNE COMMISSION D'APPEL EN MATIÈRE D'IMPÔT ET DÉFINISSANT LA LIGNE DE CONDUITE À SUIVRE À L'ÉGARD DES ESTIMATIONS

Constitution d'une Commission d'appel en matière d'impôt

1. Une commission nommée par le gouverneur en conseil sera désignée Commission canadienne d'appel en matière d'impôt et composée de sept membres, ainsi que du nombre additionnel de membres requis de temps à autre, tous jouissant collectivement et isolément des pouvoirs et de l'autorité d'un commissaire nommé sous l'empire du Titre I de la Loi des enquêtes.

(2) Le gouverneur en conseil désignera l'un des membres de cette commission au poste de président et un autre au poste de vice-président. Le président et le vice-président et un autre membre de la commission, y compris le président et le

vice-président, devront avoir exercé le droit dans une province canadienne quelconque depuis au moins dix ans. Le vice-président jouira de tous les pouvoirs conférés au président, en l'absence de ce dernier.

(3) Chaque membre restera en fonctions pendant un terme d'au plus dix ans, après quoi il pourra être désigné de nouveau. Le gouverneur en conseil pourra en tout temps, et moyennant une raison suffisante, démettre un membre quelconque de ses fonctions.

(4) Les traitements annuels du président, du vice-président et des autres membres de la commission seront fixés par le gouverneur en conseil.

(5) S'il advient qu'un membre ne puisse, par suite de maladie ou d'invalidité quelconque, s'acquitter de ses fonctions, le gouverneur en conseil pourra nommer temporairement à sa place une personne qualifiée, aux termes et conditions, pour une durée et moyennant une rémunération, fixés par le gouverneur en conseil.

2. La commission agira en qualité de tribunal d'appel chargé de se prononcer, après audition, sur les appels de contribuables à l'égard d'estimations établies sous le régime de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu ou de la Loi sur les surplus de bénéfices, 1940.

(2) La commission aura le pouvoir de se prononcer sur tout différend entre les contribuables et le ministère du Revenu national visant des impôts exigibles sous le régime de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu ou de la Loi sur les surplus de bénéfices, 1940.

(3) La commission, lorsqu'elle sera appelée à se prononcer sur une question quelconque, jouira de tous les pouvoirs, discrétionnaires et autres, conférés au ministre du Revenu national aux termes de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu ou de la Loi sur les surplus de bénéfices, 1940 et, nonobstant tout exercice antérieur ou prétendu exercice d'iceux par le ministre, elle pourra exercer ces pouvoirs, discrétionnaires et autres, de la façon que, de l'avis de la commission, le ministre aurait dû les exercer lui-même en premier lieu.

(4) A toute séance de la commission, trois membres, dont le président ou le président suppléant, constitueront un quorum et la décision de la majorité l'emportera.

(5) Tout appel d'une décision de la Commission d'appel en matière d'impôt devra être soumis à la cour de l'Echiquier du Canada.

Mode de procédure

3. Dans les deux ans qui suivront la date de mise à la poste de la déclaration du contribuable, le ministre examinera ladite déclaration et adressera au contribuable, par poste recommandée, un Préavis d'estimation confirmant ou modifiant le montant estimatif d'impôt figurant dans ladite déclaration.

4. Quiconque s'oppose au montant indiqué dans ledit préavis d'estimation peut, dans les 30 jours qui suivent la date d'expédition dudit avis, transmettre au ministre un avis d'objection.

(2) Cet avis d'objection doit être par écrit et doit indiquer clairement les raisons motivant l'objection et tous les faits y afférents.

(3) Cet avis peut être signifié au ministre en l'adressant par courrier recommandé au ministre du Revenu national, à Ottawa.

5. Le ministre prendra dûment en considération ledit avis d'objection et, dans les 60 jours qui suivent la date d'expédition dudit avis, transmettra par courrier recommandé au contribuable ayant signifié cette objection un avis formel d'estimation, confirmant ou modifiant le préavis d'estimation.

6. Si l'objecteur n'est pas satisfait dudit avis d'estimation, il peut, dans les 30 jours qui suivent la date d'expédition de cet avis, remettre au ministre du Revenu national un avis d'appel à la Commission d'appel en matière d'impôts.

Cet avis doit être signifié par écrit et doit indiquer tous les faits additionnels, dispositions statutaires ou autres renseignements afférents à l'appel que le contribuable désire invoquer et qui ne sont pas indiqués dans l'avis d'objection.

7. Dans les 15 jours qui suivent la date d'expédition dudit avis d'appel, le ministre doit permettre l'appel ou le transmettre à la Commission d'appel en matière d'impôts et doit sur-le-champ aviser le contribuable en conséquence.

(2) Dès que l'appel a été transmis à la Commission d'appel en matière d'impôts, le ministre doit, en même temps, faire transmettre à ladite commission des copies des documents suivants:

- a) Le rapport d'impôt sur le revenu de l'appelant, s'il en est, pour la période en question.
- b) Le préavis d'estimation.
- c) L'avis d'estimation.
- d) L'avis d'appel.
- e) Tous les autres documents et écrits relatifs à l'estimation qui fait l'objet de l'appel.

(3) Dès qu'il a été avisé par le ministre que l'appel a été transmis à la commission, le contribuable doit sur-le-champ fournir une garantie des frais, jugés satisfaisants par la commission, n'excédant pas \$10 lorsque la somme en litige est de \$200 ou moins, et n'excédant pas \$25 lorsque la somme en litige dépasse \$200.

8. L'affaire sera alors censée être une action devant ladite commission, pourvu, toutefois, que si la commission ou l'un de ses membres juge souhaitable que les plaidoyers soient déposés, la commission puisse émettre une ordonnance à cette fin.

9. Dans les 15 jours qui suivent la réception par la commission des documents précités, le registraire de ladite commission avisera le ministre du Revenu national et l'appelant de la date de l'audition.

10. Lorsque l'appel a été inscrit pour audition, tout fait ou toute disposition statutaire non indiqués dans l'avis d'objection ou dans l'avis d'appel ne peut être invoqué ou mentionné que de la façon et dans les termes que la commission ou l'un de ses membres peut ordonner.

11. La Commission d'appel en matière d'impôts devra étudier dûment l'appel et après avoir entendu la preuve produite et avoir fait telle autre enquête qu'elle pourra juger appropriée elle décidera de la question en confirmant ou en modifiant la cotisation et elle formulera sa décision par écrit ainsi que les raisons qui la motivent.

(2) On fera parvenir immédiatement des copies de ladite décision et des raisons au ministre du Revenu national et au contribuable.

(3) Sous réserve des dispositions de l'article 2 (5) la décision de la commission sera finale et décisive dans sa détermination de la question dont la commission est saisie et liera les deux parties en cause.

12. L'une ou l'autre partie pourra se présenter en personne ou se faire représenter par un agent attitré.

13. Si le ministre ou le contribuable n'est pas satisfait de la décision de la commission il devra dans 30 jours à compter de la réception de la décision de la commission déposer un avis de son intention d'en appeler à la cour de l'Echiquier du Canada entre les mains du registraire de la Commission d'appel en matière d'impôts et ledit registraire devra alors remettre au registraire de la cour de l'Echiquier du Canada le dossier de l'appel qui se trouvera en la possession de ladite commission.

14. La Commission d'appel en matière d'impôts pourra avec l'approbation du gouverneur en conseil édicter tous les règlements nécessaires concernant:

- a) les séances de la commission et de ses divisions par tout le Canada;

- b) la pratique et la procédure par rapport à toutes les questions que la commission pourra connaître;
- c) la répartition du travail de la commission entre ses membres, la désignation de membres pour agir dans telles divisions et l'affectation de divisions qui devront siéger en auditions;
- d) la publication des décisions de la commission;
- e) en général, l'accomplissement du travail de la commission, la gestion de ses affaires internes et les devoirs des hauts fonctionnaires et employés;
- f) toute autre question ou chose jugée nécessaire à l'accomplissement des fonctions de la commission en tant que cour d'appel en matière d'impôts.

15. Le gouverneur en conseil peut nommer tels fonctionnaires, commis et autres aides qui pourront être nécessaires à l'accomplissement efficace des devoirs de ladite commission.

16. La rémunération de tous les fonctionnaires, commis et aides, et toutes les dépenses de la commission se rapportant à l'application des dispositions de la présente loi, y compris tous les frais de déplacement réels et raisonnables des membres de la commission et du registraire et des registraires adjoints et de tels membres du personnel de la commission auxquels la commission pourra demander de se déplacer, nécessairement encourues dans l'exécution de leurs devoirs officiels, seront acquittés mensuellement au moyen de deniers votés par le Parlement.

17. Aucun membre de la commission ou registraire ou commis ou aide ne communiquera ni ne permettra qu'on communique à une personne qui n'y a pas droit en justice tout renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi ni n'autorisera telle personne à examiner ou à avoir accès à tout document écrit ainsi fourni.

18. Aucun membre de la Commission d'appel en matière d'impôt ne devra, soit directement, soit indirectement, en qualité d'administrateur, de gérant, d'associé ou d'employé de toute corporation, compagnie ou firme, ou de toute autre manière pour lui-même ou d'autres, occuper un emploi ou se livrer à un commerce autre que ses fonctions de membre de cette commission d'appel en matière d'impôts et tout tel membre devra consacrer son temps exclusivement à l'accomplissement de ces devoirs.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Johnston, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (Chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toute autre question qui lui serait soumise, demande la permission de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que le quorum de la section du Sénat du Comité mixte soit réduit à deux membres.
2. Qu'autorisation soit accordée à la section du Sénat du Comité mixte de siéger durant les séances et les ajournements du Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

J. FRED JOHNSTON,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (7), intitulé: "Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, avec plusieurs amendements qu'il soumettra dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 23 et 24.* Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et l'emprisonnement".

2. *Page 1, ligne 27.* Au mot "doit", substituer "peut, à sa discrétion".

3. *Page 2, ligne 8.* Après le mot "ou", insérer "s'il a lieu de croire qu'une personne".

4. *Page 2, ligne 9.* Aux mots "à l'article quatre-vingt-trois", substituer "au paragraphe premier".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Harmer, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées relativement au Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Eglises Evangéliques de la Pente-côte", soient remboursées au révérend Albert D. Marshall, Heinsburg, Alberta, l'un des proposeurs du bill, moins les frais d'impression et de traduction.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (Z-5), intitulé: "Loi consolidant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Epstein Harris".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Irene Flewelling Wilson".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Maitable Horwitz Hollander".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jaclyn Robinson Jeffrey".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Hope Forbes Hardie".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Venor".

Ordonné: Qu'ils soient insertis à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent vingt-troisième à cent quarante-neuvième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du cent cinquantième rapport du comité permanent des Divorces.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à mardi le dix-huitième jour de juin prochain.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Quelque temps après, l'honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône.

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat."

La Chambre des communes étant venue.

L'honorable Président du Sénat dit:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

J'ai l'honneur de vous informer qu'il a plu à Son Excellence le Gouverneur général de faire émettre des lettres patentes, sous son seing manuel et son sceau d'armes, nommant l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, pour être son député, et remplir au nom de Son Excellence tous les devoirs qui lui incombent durant le bon plaisir de Son Excellence

Lesdites lettres patentes sont alors lues par le Greffier comme suit:

CANADA

ALEXANDER DE TUNIS
(Sceau)

PAR LE MARÉCHAL SON EXCELLENCE le Très honorable Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier grand-croix de l'Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de l'Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de l'Ordre très élevé de l'Etoile des Indes, Compagnon de l'Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, un des Aides de camp généraux de Sa Majesté, Gouverneur général et Commandant en chef du Dominion du Canada.

A l'honorable THIBAudeau RINFRET, juge en chef du Canada,

SALUT

Sachez que, étant assuré de votre loyauté, fidélité et habileté, Je, maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général du Dominion du Canada, en vertu et en conformité des pouvoirs et autorité qui m'ont été conférés par la commission sous le seing manuel royal et le sceau de Sa Majesté le Roi, me constituant et me nommant Gouverneur général de Sa Majesté dans et sur le Dominion du Canada, et par l'Acte de l'"*Amérique britannique du Nord, 1867*", vous nomme, constitue et désigne, dit THIBAudeau RINFRET, pour être mon Député dans le Dominion du Canada, et pour, en cette qualité, exercer, subordonnement à toute restriction ou direction exprimée ou donnée de temps à autre par Sa Majesté, tous les pouvoirs, autorité et attributions qui me sont conférés et que je puis exercer de droit en ma qualité de Gouverneur général, sauf et excepté le pouvoir de dissoudre le Parlement du Canada.

Vous, THIBAudeau RINFRET, aurez la possession, l'exercice et la jouissance de ladite charge de Député de moi-même, Gouverneur général du Canada, comme susdit, ainsi que de tous les pouvoirs, autorités et attributions appartenant à ladite charge, et ce durant mon bon plaisir.

Pourvu toutefois que la nomination de mondit Député ne préjudice pas à l'exercice de ces pouvoirs, autorité ou attributions par moi, dit maréchal le très honorable vicomte Alexander de Tunis, en personne.

Et pourvu toutefois que vous, dit THIBAudeau RINFRET, obéissiez, pendant toute la durée de ladite charge, à tous les ordres et instructions que vous recevrez de temps en temps de moi.

Donné sous mon seing et sceau d'armes, ce douzième jour d'avril, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quarante-six et la dixième du règne de Sa Majesté.

D'ordre,

E. H. COLEMAN,

Sous-secrétaire d'Etat.

Ordonné: Que lesdites lettres patentes soient inscrites aux journaux du Sénat.

Le Greffier lit comme suit les titres des Bills à sanctionner:

Loi modifiant la Loi du ministère des Affaires extérieures.

Loi concernant un Accord financier entre le Canada et le Royaume-Uni, signé le 6 mars 1946.

Loi modifiant le Code criminel (Réunions de courses).

Loi modifiant la Loi des exportations.

Loi modifiant la Loi de l'opium et des drogues narcotiques, 1929.

Loi concernant la fabrication, l'épreuve, la vente, l'emmagasinage et l'importation des explosifs.

Loi modifiant la Loi de l'extraction du quartz dans le Yukon.

Loi constituant en corporation la *Canadian Acceptance Company*.

Loi concernant la *Rupert's Land Trading Company*.

Loi modifiant la Loi de la protection des eaux navigables.

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les chemins de fer nationaux.

Loi concernant les limites de certains parcs nationaux.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces Bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces Bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le Bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce Bill".

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce Bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce Bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi il a plus à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne.

No 35

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 29 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Hurtubise,	Michener,
Aylesworth (Sir	Duff,	Johnston,	Molloy,
Allen),	Duffus,	Jones,	Moraud,
Beaubien	Dupuis,	King,	Mullins,
(Montarville),	Euler,	Kinley,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Baptiste),	Fallis,	Lambert,	Quinn,
Beauregard,	Farris,	Léger,	Riley,
Bench,	Ferland,	Lesage,	Robertson,
Blais,	Foster,	Macdonald	Robinson,
Bouchard,	Gershaw,	(Cardigan),	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	MacLennan,	St-Père,
Burchill,	Green,	Marcotte,	Sinclair,
Calder,	Haig,	McDonald	Stevenson,
Campbell,	Hardy,	(Shediac),	Sutherland,
Chapais (Sir	Harmer,	McDonald	Taylor,
Thomas),	Hayden,	(Kings),	Vaillancourt,
Copp,	Horner,	McGeer,	Veniot,
Crerar,	Howard,	McGuire,	Vien,
David,	Howden,	McIntyre,	White,
Dessureault,	Hugessen,	McRae,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Audrey Atkinson Jackson".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Cook".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Estelle R. Warhaft Slobod".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Fitz Ormonde Spooner".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Williams".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Henri Veaudry".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Amelia Jezik Pascas".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril Mackie".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Carol Gordon Cass Planche".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Richmond Sykes Lacey".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Vineberg Perel".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Krawchuk".

Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Arthur Creates".

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephanie Tymchuk McLean".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Spivaek Prosterman".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Edwin Morrison".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Almeda Mabel Hartry Ritchie".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Ismena Graydon Heubach".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Erika Gossen Tenzer".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Greenshields Biggs".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Henri Edme Bernard".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Harrison Andersen".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Irène-Clementine-Elizabeth Ash".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Grant".

Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Beach".

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fanny Miller Astrofsky".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Ellen Rafter Munro".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Fallis, du comité mixte de la Bibliothèque du Parlement, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

1946

PREMIER RAPPORT DU COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Votre comité a l'honneur de soumettre son premier rapport sur la bibliothèque du Parlement.

Votre comité s'est réuni le 22 mai 1946, et a reçu de la part des cobibliothécaires un rapport qui a été adopté à l'unanimité et dont le texte suit:

Le Dr Gaspard Fauteux, président de la Chambre des communes, a demandé aux bibliothécaires de présenter un rapport sur l'état de la bibliothèque, sous forme de réponses à certaines questions qui lui ont été soumises par un député. Voici ces questions et leurs réponses:

Question 1:

Nombre total des volumes reçus par la bibliothèque jusqu'à ce jour?

Réponse:

Il est possible de donner seulement un chiffre approximatif, car au début la bibliothèque n'avait pas de registres des additions. Le chiffre de 500,000 volumes paraît une estimation raisonnable, sans compter les brochures. La bibliothèque possède 1,180 volumes reliés de brochures canadiennes et 1,557 boîtes contenant des brochures américaines, anglaises et canadiennes non reliées.

Question 2:

Nombre de volumes reliés par la bibliothèque, chaque année depuis 1940?

Réponse:

En 1945, qui peut servir d'indice pour les cinq dernières années, les deux relieurs de la bibliothèque ont relié 658 volumes sur les lieux, et l'Imprimerie nationale a relié pour la bibliothèque 464 volumes, principalement des journaux et des périodiques.

Question 3:

Nombre de volumes prêtés par la bibliothèque, chaque année depuis 1940?

Question 4:

Nombre de brochures, etc., prêtées?

Réponse:

A cause de l'extrême pénurie de personnel, de 1941 à 1945, il est impossible de donner des chiffres pour les années 1940 à 1944; les chiffres suivants s'appliquent seulement à 1945:

Nombre total de volumes catalogués, prêtés	23,028
Nombre total de brochures cataloguées, prêtées	377
Nombre total de journaux catalogués, prêtés	29
Nombre total de périodiques catalogués, prêtés	642
Statuts, débats, procès-verbaux, documents parlementaires, etc., environ	575

Question 5:

Nombre de volumes en circulation au 31 décembre de chaque année, de 1940 à 1945 inclusivement?

Réponse:

Volumes en circulation au 31 décembre 1945	3,860
Brochures en circulation au 31 décembre 1945	160
Débats (Chambre des communes et Sénat) en circulation au 31 décembre 1945	63
Statuts (Chambre des communes et Sénat) en circulation au 31 décembre 1945	55
Journaux (Chambre des communes et Sénat) en circulation au 31 décembre 1945	7

Question 6:

Nombre total des volumes remis à la bibliothèque chaque année, de 1940 à 1945 inclusivement?

Réponse:

19,140 volumes catalogués ont été remis en 1945. Il restait très peu de brochures, statuts, documents parlementaires, etc., en circulation au 31 décembre 1945.

Question 7:

Nombre de volumes précieux (\$4 et plus) sortis depuis plus de 3 ans?

Réponse:

Pour les raisons exposées plus haut, et vu que ces ouvrages forment la majorité des livres autres que les romans, à l'achat desquels est affectée la plus grande partie du crédit annuel, il est impossible d'en préciser le nombre.

Question 8:

Nombre de ces volumes que les bibliothécaires perdent tout espoir de recouvrer?

Réponse:

Les bibliothécaires hésitent à dire qu'un livre ne sera jamais remis. Il arrive souvent que des livres sortis depuis plusieurs années, et considérés comme perdus, font retour à la bibliothèque. Mais on peut considérer comme temporairement perdus un certain nombre de ces livres, lorsque ceux qui les empruntent en premier lieu—des sénateurs, des députés ou des fonctionnaires civils, pour les besoins de leurs travaux parlementaires ou de leur service les perdent de vue après les avoir passés à un collègue ou à un supérieur qui désire les lire ou les consulter. Les chiffres suivants donnent une bonne idée des livres qui peuvent être comptés comme perdus depuis les quinze dernières années.

Livres encore en circulation et figurant au nom de sénateurs et députés, décédés, non réélus, ou retraités:

avant 1935	245
à la fin de 1940, et encore en circulation	88
à la fin de 1945, et encore en circulation	74

Quant à la détérioration des volumes: ce méfait, assez fréquent il y a une quinzaine ou une vingtaine d'années, est plutôt rare aujourd'hui. Cela tient sans doute à l'observation rigoureuse des règles interdisant le prêt de journaux et de documents précieux, sauf aux ministres et hauts fonctionnaires.

Question 9:

Nombre de volumes que, d'après les bibliothécaires, on pourrait transporter dans un autre édifice ou dans une autre bibliothèque pour faire place à des ouvrages plus récents et probablement plus utiles?

Réponse:

Cela dépend de l'usage auquel ces livres sont destinés. S'il s'agit d'un simple entreposage, nous pourrions transporter hors de la bibliothèque au moins 150,000 volumes. Si l'on créait une Bibliothèque nationale, nous pourrions probablement en fournir 100,000 de plus, pourvu qu'ils restent commodément à la disposition des sénateurs et des députés.

Questions 10 et 12:

Personnel de la bibliothèque, durée de service et traitement?
 Nombre d'années de service de chaque employé?

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

N° de renvoi	Titre	Traitement	Titulaire	Traitement (y compris indemnité)	Durée de service depuis:	Date de naissance
1	Bibliothécaire parlementaire	\$6,000	F. A. Hardy	\$6,000	1919 (mai)	25 avril 1890
2	Bibliothécaire général	6,000	Felix Desrochers	6,000	1933 (février)	13 avril 1886
3	Bibliothécaire adjoint	\$3,720-4,140	R. M. Hamilton	3,720	1946 (janvier)	25 mars 1912
4	Bibliothécaire adjoint	3,720-4,140	Ernest Bilodeau	4,140	1923 (juillet)	30 novembre 1880
5	Commis en chef des références	3,120-3,720	Joseph Tarte	3,720	1922 (avril)	15 décembre 1875
6	Commis des références	2,520-3,000	T. B. Monette	2,718	1925 (mars)	6 octobre 1897
7	Catalogueur	1,740-2,400	F. A. Madley	2,418	1930 (février)	5 septembre 1906
8	Catalogueur	1,740-2,400	L. J. W. Lusignan	2,478	1934 (juin)	18 juillet 1903
9	Commis-teneur de livres de bibliothèque	1,620-2,220	H. G. Tinney	1,961	1930 (février)	13 septembre 1886
10	Préposé aux revues	1,320-1,920	L. O. H. Tarte	1,661	1939 (février)	13 avril 1913
11	Adjoint senior de bibliothèque	1,380-1,800	E. E. Trudel	2,021	1920 (mars)	9 septembre 1890
12	Préposé aux registres et aux rayons	1,440-1,920	(Vacant)			
13	Adjoint senior de bibliothèque	1,380-1,800	C. Wray	1,901	1921 (avril)	18 décembre 1890
16	Relieur senior	1,920-2,400	J. C. Brown	2,478	1924 (novembre)	8 août 1875
17	Adjoint de bibliothèque	1,080-1,620	K. C. Binks	1,601	1945 (juillet)	19 mai 1925
18	Adjoint de bibliothèque	1,080-1,620	R. J. Gravel	1,601	1945 (septembre)	8 juillet 1898
19	Adjoint de bibliothèque	1,080-1,620	F. B. Fox	1,601	1946 (janvier)	4 janvier 1890
20	Secrétaire de l'exécutif	1,740-2,100	W. M. P. Raye, (Miss)	2,081	1927 (août)	12 février 1892

Employés temporaires

Nom	Traitement (y compris indemnité)	Durée de service depuis:	Date de naissance
Rosaire Choquette	\$1,863.54	1930 (septembre)	30 octobre 1897
J. Cunningham	1,552.20	1945 (juin)	29 juin 1909
Therese Foster, (Mme)	2,046.04	1939 (septembre)	21 septembre 1909
René Fortier	1,863.54	1941 (novembre)	1 novembre 1889
E. Giard	546.66	1945 (décembre)	11 février 1893
M. R. Lafontaine	1,863.54	1939 (janvier)	18 février 1876
Agathe Legault, (Mlle)	1,552.20	1945 (juin)	16 août 1922
J. N. Matte	2,172.53	1923 (juillet)	10 août 1870
M. L. P. Taschereau, (Lady—)	1,681.04	1929 (octobre)	27 février 1878

(Données pour l'exercice financier 1945-46 terminé au 31 mars 1946. Préparées en mars 1946.)

Question 11:

Le nombre de semaines de vacances à chacun de ces employés, chaque année?

Réponse:

Vingt-six jours ouvrables pour le personnel, en majorité permanent, qui travaille des heures supplémentaires pendant les sessions du Parlement. Dix-huit jours ouvrables pour les employés temporaires qui ne travaillent pas d'heures supplémentaires.

A la suite de ces questions, les bibliothécaires sont aussi priés de faire des recommandations à l'égard des sujets suivants:

(1) Trouver de l'espace pour d'autres livres de lecture, dans la bibliothèque.

Réponse:

La bibliothèque, comme on l'a souvent répété, est devenue beaucoup trop exigüe. En ce moment, on est obligé, à certains endroits, d'empiler les livres sur le parquet. Il existe un moyen de remédier à cet état de choses: se procurer un édifice où déposer certaines sections de la bibliothèque, comme les vieux journaux, les vieux documents parlementaires canadiens, américains et anglais, les périodiques reliés, et les anciennes éditions d'annuaires, de répertoires d'adresses urbaines, de manuels juridiques, et de services commerciaux et financiers, rarement consultés. On pourrait également atténuer l'encombrement en microfilmant les liasses de journaux. Le coût de ce projet serait plutôt élevé, mais on pourrait acheter tout d'abord une machine à lire le microfilm, et obtenir des éditions microfilmiques d'un certain nombre des principaux journaux, comme le *Globe and Mail*, le *Colonist* de Vancouver, le *Free Press* de Winnipeg, le *Spectator* de Hamilton, le *Citizen* d'Ottawa, la *Gazette* de Montréal, le *New York Times*, etc. Il est probable que des groupes intéressés s'occuperont bientôt de microfilmer quelques-uns des anciens journaux.

En troisième lieu, il reste encore le projet soumis par le ministère des Travaux publics, il y a une vingtaine d'années, et consistant à agrandir la bibliothèque au moyen d'une annexe souterraine, sur un des côtés ou en arrière. Cela coûterait probablement très cher, mais pas plus qu'un nouvel édifice.

(2) Nouvel éclairage.

Réponse:

Comme nous l'avons mentionné dans notre rapport au Parlement, le ministère des Travaux publics a commencé, l'an dernier, l'installation d'un nouveau système d'éclairage, qu'il a dû interrompre à cause du manque de fonds, après avoir presque terminé deux alcôves. Malheureusement, le budget principal des dépenses de cette année ne prévoit pas de crédit pour l'achèvement de l'installation. On nous informe que le budget supplémentaire contiendra un crédit à cet égard, et nous avons la ferme espoir que ce crédit recevra l'approbation du Conseil du Trésor, puis celle du Parlement.

(3) Recommandations à l'égard des traitements, programmes, heures de service et conditions de travail du personnel.

Réponse:

Les bibliothécaires estiment que la classification actuelle du personnel doit être sérieusement révisée. Ils ont demandé à la Commission du

Service civil de faire enquête à ce sujet. Au cours des trois dernières années, nous avons perdu deux employés occupant le poste de préposés aux registres et aux rayons, poste qui exige des diplômes universitaires et celui de bibliothéconome, mais ne comporte qu'un traitement maximum de \$1,920, soit le même maximum que celui d'un agent du service de sûreté. Il en est de même des autres postes. La Commission du Service civil reconnaît que, d'après la lettre circulaire du Conseil du Trésor du 21 avril 1945, quant à la reclassification pour cause de grave inégalité ou d'injustice flagrante, il y a lieu de procéder à une enquête de ce genre. Les bibliothécaires recommandent, de plus, qu'en attendant la reclassification du personnel, ainsi que la nouvelle disposition ou l'entreposage d'une partie des volumes, et en vue de l'amélioration générale du cataloguement, il convient d'employer à titre temporaire un catalogueur expérimenté et un classeur-dactylographe spécialisé, afin de procéder à la préparation d'un nouveau catalogue des volumes, selon la méthode employée depuis longtemps par la bibliothèque du Congrès. Ce projet a déjà été inauguré, mais les progrès sont lents, cette tâche ne pouvant être confiée à aucun membre de notre personnel.

Le tout respectueusement soumis.

(Signé) FELIX DESROCHERS,
Bibliothécaire général;

F. A. HARDY,
Bibliothécaire parlementaire.

Votre comité a l'honneur de recommander:

1. Que les mesures nécessaires soient prises pour repeindre l'intérieur de la bibliothèque et pour remplacer par un système de chauffage à l'eau chaude le chauffage à vapeur actuellement installé dans la partie centrale de la bibliothèque.

2. Que, pour atténuer l'encombrement dans la bibliothèque, le gouvernement envisage la nécessité de faire entreposer ailleurs tous les volumes et documents que les bibliothécaires jugent actuellement inutiles aux besoins de la bibliothèque du Parlement. Ces volumes et documents pourront plus tard servir de noyau à une Bibliothèque nationale qui, de l'avis de votre comité, devrait être située à Ottawa, et dont la nécessité se fait depuis longtemps sentir.

3. Que l'on adopte un système de microfilmage des journaux reliés, au moyen d'une machine à lire les microfilms, et par l'acquisition des éditions microfilmiques courantes d'un certain nombre de journaux.

4. Que soit complétée, le plus tôt possible, l'installation du nouveau système d'éclairage commencée l'an dernier.

5. Qu'il soit procédé à la reclassification du personnel de la bibliothèque par la Commission du Service civil, et que soient retenus, à titre temporaire, les services d'un catalogueur expérimenté et d'un classeur-typographe spécialisé, en vue d'entreprendre le nouveau cataloguement partiel des livres de la bibliothèque, selon les méthodes de la bibliothèque du Congrès, et que soit engagé un apprenti qui se formera auprès des relieurs expérimentés actuels.

6. Que le rapport des deux bibliothécaires soit adopté.

Respectueusement soumis,

J. H. KING,
Président du Sénat.
Président.

Ottawa, le 22 mai 1946.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Divorcés, auquel a été renvoyé le Bill (64), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les terres des anciens combattants, 1942, approuvés le 17 mai 1946, arrêté en conseil C.P. 204/1995. (Versions anglaise et française.)

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Paterson soit substitué à celui de l'honorable sénateur Davies sur la liste des membres de la section du Sénat du Comité mixte des deux Chambres chargé d'étudier et de faire rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur Paterson a été substitué à celui de l'honorable sénateur Davies sur la liste des membres de la section du Sénat du Comité mixte des deux Chambres, chargé d'étudier et de faire rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Stevenson soit substitué à celui de l'honorable sénateur Paterson sur la liste des membres de la section du Sénat du Comité mixte des deux Chambres chargé de faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur Stevenson a été substitué à celui de l'honorable sénateur Paterson sur la liste des membres de la section du Sénat du Comité mixte des deux Chambres chargé de faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens.

L'honorable sénateur Crerar présente au Sénat un Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Indemnity Company*".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Crerar présente au Sénat un Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Fire Insurance Company*".

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Haig, il est

Ordonné: Que si, pendant la présente session du Parlement, la nécessité se présente, au cours d'un ajournement du Sénat, et, de l'avis de l'honorable Président, justifie le Sénat de se réunir avant la date fixée dans la motion qui détermine cet ajournement, l'honorable Président soit autorisé à aviser les honorables sénateurs, à leurs adresses déposées chez le Greffier du Sénat, de se réunir à une date antérieure à celle qui est fixée dans la motion d'ajournement; et le défaut de réception, par un ou par plusieurs sénateurs, de cette notification, ne rendra pas cette notification insuffisante ou invalide.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (7), intitulé: "Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Epstein Harris".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Irene Flewelling Wilson".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Maitable Horwitz Hollander".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jaclyn Robinson Jeffrey".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Hope Forbes Hardie".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Venor".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Euler propose que le dernier rapport (première partie) du comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques, soit maintenant agréé.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hugessen propose que les amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", soient maintenant agréés.

Après débat,

L'honorable sénateur Bench propose, en amendement, que lesdits amendements ne soient pas maintenant agréés mais qu'ils soient renvoyés de nouveau au comité permanent des Banques et du commerce pour plus ample considération.

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est résolue par l'affirmative.

Le Sénat s'ajourne.

No 36

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 30 mai 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Hurtubise,	Michener,
Beaubien	Duff,	Johnston,	Molloy,
(Montarville),	Duffus,	Jones,	Morand,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	King,	Mullins,
Baptiste),	Euler,	Kinley,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Lacasse,	Quinn,
Bench,	Fallis,	Lambert,	Riley,
Blais,	Farris,	Léger,	Robertson,
Bouchard,	Ferland,	Lesage,	Robinson,
Buchanan,	Foster,	MacLennan,	Roebuck,
Burchill,	Gershaw,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Gouin,	MacDonald	Sinclair,
Campbell,	Green,	(Shediac),	Stevenson,
Chapais (Sir	Hardy,	McDonald	Sutherland,
Thomas),	Harmer,	(Kings),	Taylor,
Copp,	Hayden,	McGeer,	Vaillancourt,
Crerar,	Horner,	McGuire,	Veniot,
David,	Howden,	McIntyre,	Vien,
Dessureault,	Hugessen,	McRae,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, pour l'année terminée le 31 mars 1946.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le troisième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 29 mai 1946.

Le comité permanent de l'Immigration et du travail demande la permission de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre comité recommande l'autorisation de faire imprimer 1,000 copies anglaises et 200 copies françaises de ses délibérations, au fur et à mesure, sur le Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'assurance-chômage, 1940", et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis,

JAMES MURDOCK,
Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Audrey Atkinson Jackson".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Cook".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Estelle R. Warhaft Slobod".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Fitz Ormonde Spooner".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Williams".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Henri Veaudry".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Amelia Jezik Pascas".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril Mackie".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Carol Gordon Cass Planche".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Richmond Sykes Lacey".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Vineberg Perel".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Krawchuk".

Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Arthur Creates".

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephanie Tymchuk McLean".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Spivack Prosterman".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Edwin Morrison".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Almeda Mabel Hartry Ritchie".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Ismena Graydon Heubach".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Erika Gossen Tenzer".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Greenshields Biggs".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Henri Edme Bernard".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Harrison Andersen".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Irène-Clementine-Elizabeth Ash".

Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Grant".

Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Beach".

Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fanny Miller Astrofsky".

Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Ellen Rafter Munro".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont séparément lus la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorcés, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Indemnity Company*", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Fire Insurance Company*" il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du premier rapport du comité mixte de la Bibliothèque du Parlement.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion pour l'agrément du rapport final (Première partie) du Comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices.

Après débat,

L'honorable sénateur Kinley, appuyé par l'honorable sénateur McGeer, propose que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Etant posée la question sur la motion pour l'ajournement du débat,

Elle est adoptée par la négative.

Après plus ample débat, et—

Etant posée la question sur la motion pour l'agrément dudit rapport,

Elle est résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeure ajourné jusqu'à mardi, le dix-huitième jour de juin prochain, à trois heures de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 37

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 18 juin 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	King,	Molloy,
Ballantyne,	Donnelly,	Kinley,	Moraud
Beaubien	Duff,	Lacasse,	Mullins,
(Montarville),	Duffus,	Lambert,	Murdock,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	Léger,	Paquet,
Bench,	Euler	Lesage,	Paterson,
Blais,	Fafard,	MacLennan,	Riley,
Bouchard,	Foster,	McDonald	Robertson,
Bourque,	Gouin,	(Shediac),	Robinson,
Buchanan,	Harmer,	McDonald	Roebuck,
Burchill,	Hayden,	(Kings),	Sinclair,
Calder,	Howden,	McGeer,	Taylor,
Copp,	Hugessen,	McGuire,	Veniot,
Crerar,	Hurtubise,	McIntyre,	White,
Daigle,	Johnston,	McRae,	Wilson.
	Jones,	Michener,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (H), intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil National des Femmes du Canada", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce Bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (S-2), intitulé: "Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce Bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (B-5), intitulé: "Loi constituant en corporation les Eglises Evangéliques de la Pentecôte", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce Bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, des messages par lesquels elle renvoie les Bills suivants et informe le Sénat qu'elle a adopté cesdits Bills, sans amendement:—

Bill (I), intitulé: "Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu".

Bill (J), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown".

Bill (K), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac".

Bill (L), intitulé: "Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon".

Bill (M), intitulé: "Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton".

Bill (N), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage".

Bill (O), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson".

Bill (P), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan".

Bill (Q), intitulé: "Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory".

Bill (R), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Irene Lind Booth".

Bill (S), intitulé: "Loi pour faire droit à Katie Hoffman Pinsky".

Bill (T), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adams Acer McDougall".

Bill (U), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Douglas Stewart Rankin".

Bill (V), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive Esther Rose Ewen".

Bill (W), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Prem-Das".

Bill (X), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Evelyn Dormer".

Bill (Y), intitulé: "Loi pour faire droit à Reginald Wesley Titcombe".

Bill (Z), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Forsey Pearce Johnston".

Bill (A-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Low Fuller Mitchell".

Bill (B-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Marguerita St. Catherine McKeigan Guillevin".

Bill (C-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Goldrosen Green".

Bill (D-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Helen Jackson Maxham".

- Bill (E-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Russell Yeoman".
- Bill (F-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Joy McGibbon Lafleur".
- Bill (G-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Isobel Cameron McLaggan Oswald".
- Bill (H-2), intitulé: "Loi pour faire droit à John-Louis Charlebois".
- Bill (I-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ruth Weir Allan".
- Bill (J-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Georgina Hylda Swaffield McKenzie".
- Bill (K-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ellen Cope Kimpton".
- Bill (L-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Harriet May Kinghorn Hodgson".
- Bill (M-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Patrick Kavanagh".
- Bill (N-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Gertrude Carry Staley".
- Bill (T-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Rosina Burnett Walters".
- Bill (U-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Winnifred Violet Unsworth Thomas".
- Bill (V-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louisa Willecox Reid".
- Bill (W-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Richard Carter Eaton".
- Bill (X-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Coyle Frances".
- Bill (Y-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Irene Moore Hawes".
- Bill (Z-2), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Lillian Butler May".
- Bill (A-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Ethel Standring Weldon".
- Bill (B-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Maude Foy Gage".
- Bill (C-3), intitulé: "Loi pour faire droit à George Burley Beresford".
- Bill (D-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabella Eleonora Cantlie Angus".
- Bill (E-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Stuart White".
- Bill (F-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Mortin Montgomery".
- Bill (G-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Clare Ward Davis Murray".
- Bill (H-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Esther Genevieve Johnson Potter".
- Bill (I-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Wanita Winifred Ellerton Upton".
- Bill (J-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Victor-Emile Tassé".
- Bill (K-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Roland Taillon".
- Bill (L-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Albert Johnson".
- Bill (M-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-François-Georges Landry".
- Bill (N-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Bennett Macnutt".
- Bill (O-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Levy Marder".
- Bill (P-3), intitulé: "Loi pour faire droit à David Ritchie McEwen".
- Bill (Q-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux".
- Bill (R-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwenyth Lorraine Madge Popkin".
- Bill (S-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin".
- Bill (T-3), intitulé: "Loi pour faire droit à James Delmer Thomas Kirton".

- Bill (U-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Sylvia Stacey Thompson".
- Bill (V-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Kay Florence Smart Gardiner".
- Bill (W-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Zoita Tehanciuc Moldovan".
- Bill (X-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Ambrose Keble Fred Vernham".
- Bill (Y-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Clermont Gendreau".
- Bill (Z-3), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Lydia Ogulnik Goldin".
- Bill (A-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Harry Dyce".
- Bill (B-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alastair Trenholme Lovat Fraser".
- Bill (C-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Rachel Silverson Ward".
- Bill (D-4), intitulé: "Loi pour faire droit à William Joseph O'Sullivan".
- Bill (E-4), intitulé: "Loi pour faire droit Dorothy McLelland Hamilton".
- Bill (F-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet Maude Griffiths Barraclough".
- Bill (G-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Norman Peter Gray".
- Bill (H-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Andrew Kovacs".
- Bill (I-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eda Margel Sand".
- Bill (J-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Eileen Piché Perrier".
- Bill (K-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Bertha Lipshitz Joslove".
- Bill (L-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Leslie Maddock Jones".
- Bill (M-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Komyati Sznyitar".
- Bill (N-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Irene Renee Levey Ritchie".
- Bill (O-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Marr Meldrum".
- Bill (P-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ottocar Fiedler".
- Bill (Q-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Regan Griffiths".
- Bill (R-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Eliza Ritchie McDerment".
- Bill (S-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruby Eileen Baker Jones".
- Bill (T-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Ralph Samuel Currie".
- Bill (U-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Simone Tardif Laverdure".
- Bill (V-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Max Schacter".
- Bill (W-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Walker Tiffney".
- Bill (X-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret June Purdy MacKinnon".
- Bill (Y-4), intitulé: "Loi pour faire droit à John Rae".
- Bill (Z-4), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Mugford Brumby".
- Bill (C-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith May Hort Search".
- Bill (D-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Thompson Powell Scott".
- Bill (E-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Eleanor Miller Foster".
- Bill (F-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Kathleen Maloney Rassie".
- Bill (G-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Florence Rooke Cochrane".
- Bill (H-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eileene Ruby Aspell Stinson".
- Bill (I-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Bookalam Howick".
- Bill (J-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Alice Cardinal Reid".

Bill (K-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Jean Warden Leupold".

Bill (M-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Bryson Beakes".

Bill (N-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Lila Edna Page Kennedy".

Bill (O-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Crête".

Bill (P-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Hellier Kirsch".

Bill (Q-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilfred Fields Benlow".

Bill (R-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Allan".

Bill (S-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Martta Haavisto Aaltonen".

Bill (T-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Rhona Gertrude Paikowsky Munn".

Bill (U-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Joseph Hubbard".

Bill (V-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Hibberd Howe".

Bill (W-5), intitulé: "Loi pour faire droit à George Graver".

Bill (X-5), intitulé: "Loi pour faire droit à Malcolm Ernest Bigelow".

Bill (A-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Epstein Harris".

Bill (B-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Irene Flewelling Wilson".

Bill (C-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Maitable Horwitz Hollander".

Bill (D-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve".

Bill (E-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jaelyn Robinson Jeffrey".

Bill (F-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Hope Forbes Hardie".

Bill (G-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Venor".

Bill (H-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilian Audrey Atkinson Jackson".

Bill (I-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernard Cook".

Bill (J-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Estelle R. Warhaft Slobod".

Bill (K-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Fitz Ormonde Spooner".

Bill (L-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eleanor Williams".

Bill (M-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Henri Veaudry".

Bill (N-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Amelia Jezik Pascas".

Bill (O-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Cyril Mackie".

Bill (P-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Carol Gordon Cass Planche".

Bill (Q-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Eveline Richmond Sykes Lacoë".

Bill (R-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Vineberg Perel".

Bill (S-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul Krawchuk".

Bill (T-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Arthur Creates".

Bill (U-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephanie Tymchuk McLean".

Bill (V-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Spivack Prosterman".

Bill (W-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Kenneth Edwin Morrison".

Bill (X-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Almeda Mabel Hartry Ritchie".

Bill (Y-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Margo Ismena Graydon Heubach".

Bill (Z-6), intitulé: "Loi pour faire droit à Erika Gossen Tenzer".

Bill (A-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Isabel Greenshields Biggs".

Bill (B-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Henri-Edmé Bernard".

Bill (C-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Harrison Andersen".

Bill (D-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Irène-Clémentine Elizabeth Ash".

- Bill (E-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexander Grant".
 Bill (F-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Beach".
 Bill (G-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Fanny Miller Astrofsky".
 Bill (H-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Ellen Rafter Munro".

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message ainsi conçu:

MARDI, le 11 juin 1946.

Résolu: Qu'un message soit transmis au Sénat pour remettre à cette Chambre les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées devant le comité permanent des Divorces, auquel ont été renvoyées les pétitions de Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu, Margaret Penelope Brown, Marion Cruickshank Isaac, Malvina-Angelina Séguin Gascon, Nora Kathleen Loury Cheverton, Elsie Fisher Armitage, Florence Mabel McIntosh Simpson, Francis Gordon Sullivan, Minerva Jane Cory, Esther Irene Lind Booth, Katie Hoffman Pinsky, Dorothy Adams Acer McDougall, Helen Douglas Stewart Rankin, Olive Esther Rose Ewen, Andrew Prem-Das, Marie Evelyn Dormer, Reginald Wesley Titcombe, Hilda Forsey Pearce Johnston, Ann Low Fuller Mitchell, Marguerita St. Catherine McKeigan Guillevin, Bessie Goldrosen Green, Audrey Helen Jackson Maxham, Frank Russell Yeoman, Florence Joy McGibbon Lafleur, Isobel Cameron McLaggan Oswald, John-Louis Charlebois, Margaret Ruth Weir Allan, Georgina Hylda Swaffield McKenzie, Dorothy Ellen Cope Kimpton, Vera Harriet May Kinghorn Hodgson, Charles Patrick Kavanagh, Irene Gertrude Carry Staley, Ruby Rosina Burnett Walters, Winnifred Violet Unsworth Thomas, Helen Louisa Willcox Reid, Richard Carter Eaton, Annie Coyle Frances, Beatrice Irene Moore Hawes, Laura Lillian Butler May, Gladys Ethel Strandring Weldon, Elizabeth Maude Foy Gage, George Burley Beresford, Isabella Eleonora Cantlie Angus, Albert Stuart White, Edward Martin Montgomery, Evelyn Clare Ward Davis Murray, Esther Genevieve Johnson Potter, Wanita Winnifred Ellerton Upton, Joseph-Victor-Emile Tassé, Roland Taillon, Frederick Albert Johnson, Joseph-François-Georges Landry, Dorothy Ruth Bennett Macnutt, Anne Levy Marder, David Ritchie McEwen, Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux, Gwenyth Lorraine Madge Popkin, Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin, James Delmer Thomas Kirton, Helen Sylvia Stacey Thompson, Kay Florence Smart Gardiner, Zoita Tehanciu Moldovan, Ambrose Keble Fred Vernham, Clermont Gendreau, Beatrice Lydia Ogulnik Goldin, Harry Dyce, Alastair Trenholme Lovat Fraser, Elsie Rachel Silverson Ward, William Joseph O'Sullivan, Dorothy McLelland Hamilton, Violet Maude Griffiths Barraclough, Norman Peter Gray, Andrew Kovacs, Eda Margel Sand, Lucille Eileen Piché Perrier, Bertha Lipshitz Joslove, Ernest Leslie Maddock Jones, Marie Komyati Sznyitar, Irene Renee Levey Ritchie, Alexander Marr Meldrum, Ottocar Fiedler, Kathleen Elizabeth Regan Griffiths, Eliza Ritchie McDermont, Ruby Eileen Baker Jones, Ralph Samuel Currie, Simone Tardif Laverdure, Max Schacter, Mary Walker Tiffney, Margaret June Purdy MacKinnon, John Rae, Nellie Mugford Brumby, Edith May Hort Search, Alexander Thompson Powell Scott, Frances Eleanor Miller Foster, Mary Kathleen Maloney Rassie, Mildred Florence Rooke Cochrane, Eileene Ruby Aspell Stinson, Edna Bookalam Howick, Berthe-Alice Cardinal Reid, Elizabeth Jean Warden Leupold, Thomas Bryson Beakes, Lila Edna Page Kennedy, Ernest Crête, Pauline Hellier Kirsch, Wilfred Fields Benlow, Thomas Allan, Martta Haavisto Aaltonen, Rhona Gertrude Paikowsky Munn, Arthur Joseph Hubbard, Eleanor Hibberd Howe, George Graver, Malcolm Ernest Bigelow, Mary Epstein Harris, Helen Irene Flewelling Wilson, Maitable Horwitz Hollander, Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve, Mary Jaclyn Robinson Jeffrey, Jessie Hope Forbes Hardie, Robert

Venor, Lillian Audrey Atkinson Jackson, Bernard Cook, Estelle R. Warhaft Slobod, Alexander Fitz Ormonde Spooner, Eleanor Williams, Joseph-Henri Veaudry, Amelia Jezik Pascas, Cyril Mackie, Carol Gordon Cass Planche, Eveline Richmond Sykes Lacoë, Miriam Vineberg Perel, Paul Krawchuk, Henry Arthur Creates, Stephanie Tymchuk McLean, Annie Spivak Prosterman, Kenneth Edwin Morrison, Almeda Mabel Hartry Ritchie, Margo Ismena Graydon Heuback, Erika Gossen Tenzer, Isabel Greenshields Biggs, Henri Edme Bernard, Nellie Harrison Andersen, Marie-Irène-Clementine-Elizabeth Ash, Alexander Grant, Thomas Beach, Fanny Miller Astrofsky et Grace Ellen Rafter Munro, respectivement demandant l'adoption de bills de divorce, ainsi que les autres documents soumis en preuve.

Ordonné: Que le Greffier de la Chambre porte ledit message au Sénat.

ATTESTÉ,

ARTHUR BEAUCHESNE,

Greffier de la Chambre des Communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La pétition suivante est présentée,

Par l'honorable sénateur Hayden:

De William Mossman Dubrule et autres personnes, de la ville de Prescott, Ontario, demandant leur incorporation sous le nom de "*Prescott and Ogdensburg Bridge Company*".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros cent cinquante et unième à cent quatre-vingt-douzième, les deux inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère, de la cité de Montréal, province de Québec, hôtesse, demandant l'adoption d'une

loi qui dissout son mariage avec Joseph-Alphonse-Henri-Benoît Giguère, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Evelyn Helen Deeb Kouri, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Jos. Kouri, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Dawson Brady, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Maurice Brady, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Shirley Boyd Fuller Dichow, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Ejnar Yvan Dichow, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Emily Young Crane, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Wells Crane, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Martin Thomas Walsh, de la ville de Saint-Lambert, province de Québec, contremaître, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Pauline Rita White Walsh, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anna Blumenthal Gillman, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Gillman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Annie Solomon Birnbaum, de la cité d'Outremont, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Herman Birnbaum, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent cinquante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Katherina Demidovich Zouikin, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Valentin Zouikin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 24 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Herbert Beatson De Gruchy, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cora Hallis De Gruchy, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Luc Chadillon, de la paroisse de Saint-Constant, district d'Iberville, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Alberta Demers Chadillon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Innocent Gorman Martin Gillean, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Robert Hampson Gillean, fils, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Maurice Olivier Singfield, de la cité de Granby, province de Québec, surveillant, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Fleurette Benoit Singfield, de la cité de Hamilton, province d'Ontario, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Myrtle Ethel Anderson Hamill, de la cité de Montréal, province de Québec, caissière, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec William Edward Hamill, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Allan Reginald Duncan Woolley, de la municipalité du parc Otterburn, province de Québec, commis, demandant l'adop-

tion d'une loi qui dissolve son mariage avec Evelyn Margaret Empey Woolley, de la cité de Cornwall, province d'Ontario, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Portnoff Clarke, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor Samuel Clarke, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de May Andria Thistle Shirres Richardson, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ogden Barker Richardson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Margaret Louise Jekill Wiggett, de la cité d'Outremont, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Heath Wiggett, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Frances Beaton Bridgeman, de la cité de Verdun, province de Québec, infirmière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Allan Edwin William Bridgeman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Helen Cavers Watson, de la cité de Verdun, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Allan Watson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Paul-Martial Chevalier, de la cité de Montréal, province de Québec, médecin, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mary Claire Rae Chevalier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

LUNDI, le 27 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Catherine Benson Hunter, de la cité de Westmount, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption

d'une loi qui dissout son mariage avec Charles Thomas Walter Hunter, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Francesca Evans Gladwish, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Eric Lovel Gladwish, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary MacDonald Short Browne, de la cité de Montréal, province de Québec, spécialiste en produits de beauté, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Albert Bateman Browne, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Solomon Shulman, de la cité de Montréal, province de Québec, marchand, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Rosalind Kaufman Shulman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Patrick Warren, de la cité de Verdun, province de Québec, soldat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie-Germaine-Rita Secours Warren, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elsie Alvina Hirsch Sidaway, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Wilfred Daniel Sidaway, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sadie Joseph Saikaley Charles, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Phillip Charles, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 28 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent soixante-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Arthur Corey Thomson, de la cité de Verdun, province de Québec, artiste de la radio, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvait son mariage avec Ruth Marguerite Vallance Thomson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Wilbur Cassils Dawes, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Ormiston James Norman Dawes, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean St. Claire Macdonald Routledge, de la cité de Toronto, province d'Ontario, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec James Colin Routledge, du village de Georgeville, district de Saint-François, province de Québec, cultivateur, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Anderson Hutchins, de la cité de Montréal, province de Québec, avocat, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvait son mariage avec Mary Isobel Stuart Saunders Hutchins, de la ville de Oakville, province d'Ontario, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ivy May Baylis Larivière, de la cité de Montréal, province de Québec, confiseuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jean-Roger Larivière, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Gertrude McKnight Carroll, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère adjointe, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec John Alexander Carroll, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Erminia Taccani Roncarelli, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Francesco Roncarelli, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Violet May Armour Smith, de la cité de Montréal, province de Québec, commis de banque, demandant l'adoption

d'une loi qui dissolve son mariage avec Robert Arthur Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Beatrice Caroline Lock Norman, de la cité de Westmount, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cecil George Norman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Blanche Bélanger Mullin, de la cité de Montréal, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Joseph Mullin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred Goodman, de la cité de Montréal, province de Québec, peintre, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Minnie Sanders Goodman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Thomson, de la cité de Montréal, province de Québec, journalier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kathleen May Austin Thomson, de la cité de Brighton, Angleterre, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Hannah Green Turton, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edward Purcell Turton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 31 mai 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ida Solomon Caplan, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irving Caplan, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros cent cinquante et unième à cent quatre-vingt-douzième du comité permanent des Divorces soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Johnston, du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes nommé pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C. 1927), etc., présente le deuxième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 4 juin 1946.

Le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes nommé pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98, S.R.C. 1927), et de toutes autres questions qui pourraient lui être soumises, demande la permission de présenter son deuxième rapport comme suit:

Votre comité recommande qu'il soit autorisé à retenir les services d'un conseiller juridique.

Le tout respectueusement soumis.

J. ALFRED JOHNSTON,
Président, section du Sénat.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hayden présente au Sénat un Bill (K-7), intitulé: "Loi concernant les vétérans de l'Armée et de la Marine canadiennes".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture jeudi prochain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'un amendement apporté aux Règlements du Roi pour la gouverne du Service naval canadien de Sa Majesté.

Etat des recettes et des dépenses en vertu de l'article V de la Loi sur la marine marchande du Canada (marins malades) pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Copie de l'Accord conclu entre le Canada et le Royaume-Uni afin d'éviter le double impôt et prévenir l'évasion du fisc en tant qu'il s'agit de l'impôt sur le revenu, signé à Londres, Angleterre, le 5 juin 1946. (Recueil des Traités, 1946—17).

Copie de l'Accord conclu entre le Canada et le Royaume-Uni pour éviter la double taxe et prévenir l'évasion du fisc en tant qu'il s'agit des droits successoraux des personnes défuntés, signé à Londres, Angleterre, le 5 juin 1946. (Recueil des Traités, 1946—18).

Rapport du Secrétaire d'Etat du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1945. (Version française).

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 2278, en date du 4 juin 1946, adopté en vertu des dispositions de la Loi des allocations pour services de guerre, 1944, concernant les règlements relatifs aux crédits de réadaptation.

Copie de l'arrêté en conseil C.P. 2279, en date du 4 juin 1946, adopté en vertu des dispositions de la Loi des allocations pour services de guerre, concernant les règlements relatifs aux allocations pour services de guerre.

Copie des Ordonnances du Yukon telles que requises par l'article 29 du chapitre 215, S.R.C. 1927.

Copie du rapport du Bureau international du Travail sur la vingt-septième session de la Conférence internationale du Travail, tenue à Paris en octobre 1945; la Conférence technique internationale préparatoire sur les questions maritimes, tenue à Copenhague en novembre 1945; et celle des comités industriels sur la houille et le transport intérieur, tenue à Londres en décembre 1945.

Copies des arrêtés en conseil adoptées en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, pour le mois de mai 1946. (Versions anglaises).

Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, pour le mois d'avril 1946. (Versions françaises).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 38

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 19 juin 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	King,	Moraud,
Ballantyne,	Donnelly,	Kinley,	Mullins,
Beaubien	Duff,	Lambert,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	Léger,	Nicol,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lesage,	Paquet,
Baptiste),	Euler,	MacLennan,	Paterson,
Bench,	Fafard,	McDonald	Riley,
Blais,	Foster,	(Shediac),	Robertson,
Bouchard,	Gouin,	McDonald	Robinson,
Bourque,	Harmer,	(Kings),	Roebuck,
Buchanan,	Hayden,	McGeer,	St-Père,
Burchill,	Howden,	McGuire,	Sinclair,
Calder,	Hurtubise,	McIntyre,	Taylor,
Copp,	Hushion,	McLean,	Vaillancourt,
Crerar,	Johnston,	Michener,	Veniot,
Daigle,	Jones,	Molloy,	Vien,
David,			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie électrique", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, auquel a été renvoyé le Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", présente le rapport suivant.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 19 juin 1946.

Le Comité permanent de l'Immigration et du Travail, auquel a été déféré le Bill L-5, intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", a, pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 27 mai 1946, étudié ce bill, et il a maintenant l'honneur d'en faire rapport comme suit:

Le Comité a été informé que le Gouvernement se propose de recommander que soient apportées à ce bill des modifications devant entraîner d'importantes impositions sur le Fonds du revenu consolidé. Les modifications proposées altèrent le caractère du bill et en font ainsi un Bill de finances qui, d'après les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, doit prendre naissance à la Chambre des communes et lui être en premier lieu recommandé par un message du Gouverneur Général. Dans ces circonstances, le comité est d'avis que le Bill devrait être renvoyé au Sénat avec recommandation de le retirer, et que l'étude de la question soit différée jusqu'à ce que le Bill de la Chambre des communes parvienne au Sénat.

Le tout respectueusement soumis,

JAMES MURDOCK,

Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (Z-5), intitulé: "Loi codifiant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (Y-5), intitulé: "Loi constituant en corporation *Co-operative Life of Canada*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 1, ligne 14. Aux mots "*of Canada*", substituer "*Insurance Company*".
2. Page 1, lignes 25 à 27. Retrancher la clause 4.
3. Page 1, ligne 28. Renumeroter la clause 5 comme clause 4.
4. Page 2, lignes 1 à 6, *inclusivement*. Retrancher la clause 6.
5. Page 2, ligne 7. Renumeroter la clause 7 comme clause 5.
6. Page 2, ligne 30. Renumeroter la clause 8 comme clause 6.
7. Page 2, ligne 42. Retrancher les mots "Sauf dispositions contraires de la présente loi".
8. Page 2, ligne 42. Renumeroter la clause 9 comme clause 7.

DANS LE TITRE

9. Aux mots "*of Canada*", substituer "*Insurance Company*".

Le tout respectueusement soumis.

S. A. HAYDEN,

Président suppléant.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Donnelly, du comité permanent des Ressources naturelles, présente le quatrième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:—

Le mercredi 19 juin 1946.

Le comité permanent des Ressources naturelles demande la permission de présenter son quatrième rapport, comme suit:

Le comité, se conformant à l'ordre de renvoi du 2 mai 1946, a examiné la valeur économique des mines métallifères du Canada.

Au cours de son enquête, le comité a reçu les mémoires soumis par les organismes suivants:

l'Association minière d'Ontario,
l'Association minière du Québec oriental,
la Bourse de Toronto,
l'Association des mines métallifères de l'Ouest moyen,
l'Association des prospecteurs et exploitants, et
la Chambre des mines de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Les témoins suivants ont été entendus:

M. Sidney Norman, rédacteur spécial du *Globe and Mail* de Toronto,
M. A. W. Hawkey, chimiste, de l'hôtel de la Monnaie,
M. W. C. Clark, sous-ministre des Finances,
M. Charles Camsell, C.M.G., ancien sous-ministre des Mines et ressources, et
M. W. H. Losee, directeur du recensement industriel du Bureau fédéral de la Statistique.

Bien que l'ordre de renvoi comportât l'examen de la valeur économique des mines métallifères canadiennes, les intéressés dans l'exploitation des bas métaux ou dans les mines d'argent n'ont présenté aucun rapport. Le présent rapport se confine donc aux exposés faits devant le comité au nom de l'industrie de l'exploitation des mines d'or du Canada.

Toutefois, il fait brièvement mention de la situation actuelle quand aux bas métaux et à l'argent. Ceux-ci jouissent d'un marché libre dans le monde entier et diffèrent sur ce point de l'or dont le prix est fixe. Il convient de faire remarquer également que la production de tous les métaux au Canada, de 1907 à 1944 inclusivement, s'est élevée à la somme approximative de six milliards de dollars. Au cours de cette période, la valeur de la production de l'or s'est chiffrée par environ deux milliards et demi. On ne saurait trop insister sur l'importance de la contribution des mines de bas métaux au Canada, en temps de paix comme en temps de guerre. Toutefois, comme les soumissions et les témoignages entendus au comité portaient sur la situation de l'industrie des mines d'or, le présent rapport insistera surtout sur la situation, l'importance et les problèmes de cette dernière industrie.

Durant la guerre, à cause du coût plus élevé de la main-d'œuvre, des matériaux essentiels et de l'outillage, et des restrictions imposées sur tous ces éléments, il y a eu réduction de la production maximum annuelle des mines d'or au Canada. A l'heure actuelle, le coût plus élevé des matériaux, de l'outillage et de la main-d'œuvre menace d'épuiser bientôt la faible marge du profit moyen réalisé, comme en font foi les bilans soumis au nom des compagnies de mines d'or d'Ontario et de Québec, pour l'année 1944. En 1944, le profit par tonne de minerai traité était tombé à \$1.94 la tonne en Ontario et, durant la même période, d'après le rapport du ministère des Mines de la province de Québec, le bénéfice net par tonne de minerai produit dans le Québec oriental, était de 62c. la tonne. On constate donc que l'accroissement du coût de production, y compris le prix fixe pour l'or, réduit tellement la différence entre le coût de production de l'or et le prix obtenu, que la marge de profit rend de moins en moins profitable l'extraction des minerais de basse teneur. En de telles circonstances, la situation actuelle pour l'industrie de l'exploitation des mines d'or n'est guère brillante. Toute nouvelle augmentation du coût convertira en minerai de rebut, pour ce qui est des mines aurifères, une plus forte proportion des réserves de minerai reconnues actuellement comme ayant quelque valeur pour les mines en production et, en même temps, réduira le tonnage des minerais disponibles pour les nouvelles mines, si bien que l'accroissement du coût rendra peu profitable l'extraction de minerais pauvres ou de basse teneur.

En outre, durant la guerre, les réserves de minerai des mines d'or productives furent diminuées aux fins de maintenir une certaine mesure de rendement rémunérateur. Les travaux de traçage furent aussi considérablement restreints, par suite de la pénurie de main-d'œuvre et de matériel. Ces deux facteurs, nommément la conservation de réserves importantes de minerai et la création de nouvelles sources de minerai au moyen de traçage constant, sont d'importance capitale pour assurer une exploitation profitable et soutenue, à l'avantage des actionnaires, ainsi que de l'industrie et du pays en général.

Au cours des années de guerre, on a poursuivi, dans les diverses régions minières, une somme considérable de travaux d'exploration, y compris le forage au diamant. Aujourd'hui, plusieurs mines sont en voie de devenir productives, mais vu l'augmentation sensible des frais de la main-d'œuvre, du matériel et de l'équipement, de même que le lourd fardeau d'impôts sur les sociétés qui grève les mines productives, il est fort difficile de mettre de nouvelles mines en exploitation.

La plupart des nouvelles mines en perspective ont dépensé leur capital pour exécuter des travaux d'exploration et de traçage sur leurs propriétés et pour

établir la valeur commerciale de leur minerai. Très souvent, l'érection d'un moulin, dernière étape de l'entreprise, doit être financée par des emprunts. A l'heure actuelle, l'accroissement des frais et des taux de l'impôt sur le revenu des sociétés est tel qu'on ne peut bocarder le minerai de faible teneur, et la durée prévue de plusieurs des nouvelles mines n'est pas de nature à justifier l'engagement du capital supplémentaire qu'il faut pour exploiter la propriété.

Pour ce qui est des nouvelles mines, il convient d'ajouter à ces considérations que le prix de l'or est fixe, ce qui empêche la mine de se compenser, grâce à une augmentation du prix du produit des frais d'exploitation et des impôts accrus.

Les mines productives de même que les nouvelles mines, sont bel et bien menacées dans la durée de leur production par un tel fardeau de frais et d'impôts accrus, fardeau qui rend improfitable l'extraction du minerai pauvre.

L'industrie aurifère du Canada est l'une de nos plus considérables. En 1941, sa production s'est élevée à plus de 200 millions de dollars. Elle n'a pas de problème de marchés. La plus grande partie de cette somme est dépensée au Canada pour la main-d'œuvre, les fournitures et l'équipement. En conséquence, elle fournit indirectement de l'emploi dans presque toutes les sphères d'activité.

L'industrie aurifère offre une double valeur économique au Canada. Premièrement elle constitue une vaste source d'embauchage et de revenu, soit directement, à cause des travaux de prospection, d'exploration et de traçage nécessaires dans la recherche et la reconnaissance d'une mine, ainsi que dans l'exploitation de mines productives, soit indirectement, par suite de la production de matériel, d'équipement et de fournitures nécessaires à une telle exploitation. Deuxièmement, elle forme une source constante de minerai stratégique pour l'ajustement de nos balances commerciales internationales et pour l'exécution de nos engagements à l'égard du commerce international, ce qui est d'une valeur infinie pour le Canada. Pour démontrer la valeur de l'industrie aurifère pour le pays, mentionnons un ou deux passages du mémoire de l'"Ontario Mining Association", qui est inséré dans les délibérations du comité. Par exemple, en 1941, l'Ontario a produit environ 123 millions de dollars d'or. Cette somme a été déboursée ou utilisée aux fins suivantes :

Salaires	\$42,000,000
Combustible et énergie.....	6,000,000
Fournitures	14,000,000
Transport, affinage, etc.....	2,000,000
Dépréciation de l'usine.....	7,000,000
Impôts	14,000,000
Dividendes aux actionnaires.....	35,000,000
Surplus	3,000,000

L'achat d'équipement pour l'extraction et le bocardage, ainsi que l'acquisition des fournitures dont il est question dans le tableau comprennent des articles tels que le bois d'œuvre et de charpente de toutes sortes pour une somme d'environ \$2,850,000, l'énergie électrique pour un montant d'environ \$4,500,000, les explosifs pour à peu près \$4,700,000, de même que plusieurs autres articles, y compris des matériaux de construction, des wagons et des locomotives, des appareils électriques, divers genres de machines, d'outils et de produits chimiques. Le transport a coûté environ \$2,500,000.

Les témoins qui ont comparu devant votre comité estiment qu'un mineur qui travaille dans une mine d'or assure la survivance et procure du travail à au moins quatre autres personnes au Canada. Généralement parlant, cela servira à donner une idée de l'importance et de l'étendue de l'exploitation des mines d'or au Canada, par rapport à la vie industrielle, agricole et financière du pays.

La population des diverses régions minières contribue sensiblement au maintien de l'agriculture dans les régions en cause. Dans les provinces canadiennes où l'on exploite des mines, l'agriculture jouit généralement des avantages qu'il y a de servir la population minière, qui consomme beaucoup de produits de la ferme. En outre, la production soutenue de l'or contribue énormément à la stabilité internationale du Canada dans le domaine de son commerce et de ses relations monétaires avec les autres pays.

Il semblerait que l'état actuel de l'industrie aurifère soit attribuable en grande partie à l'incompréhension des Canadiens touchant l'importance et la valeur de cette industrie.

Il est entendu, comme question de politique gouvernementale, qu'il n'existe pas de marché libre pour l'or. Le Gouvernement acquiert toute la production annuelle des mines d'or du Canada. Vu que cette production est utilisée à l'avantage général du Canada pour équilibrer les balances commerciales internationales et pour aider le Canada à jouer son rôle dans le domaine des relations commerciales internationales, votre comité estime que l'importance de cette industrie justifie des mesures qui en assureront l'exploitation rémunératrice, ainsi que le maintien et l'expansion au Canada.

Il ne suffit pas d'avoir le toucher de Midas pour tirer de l'or du sol. Les particuliers qui fournissent les finances nécessaires pour exploiter une propriété minière jusqu'à l'étape productive demandent qu'on leur fournisse quelque assurance de rendement rémunérateur en retour du risque qu'ils assument en plaçant leur capital.

Le pourcentage des propriétés minières qui deviennent des mines productives est bien petit par rapport au nombre de telles propriétés qui sont prospectées, explorées et tracées. En Ontario, un terrain sur cent atteint l'étape du traçage et $\frac{1}{2}$ p. 100 des propriétés deviennent des mines productives.

Le capital risqué dans les entreprises qui n'atteignent pas l'étape de la productivité est perdu, mais non sans que le pays y gagne sous forme d'embauchage et de consommation des fournitures et de l'équipement nécessaires aux travaux.

Il ne devrait pas être nécessaire d'ajouter que les nouvelles mines, à partir du moment où elles commencent à produire, constituent des pertes de capital.

Le Comité est d'avis que la valeur de cette industrie pour l'économie canadienne est si grande qu'on devrait immédiatement prendre des mesures non seulement pour assurer l'exploitation profitable de cette industrie, mais aussi son développement continu et son expansion. A cette fin, votre comité désire soumettre les vœux suivants à votre bienveillante attention et, si vous les approuvez, il espère que les autorités compétentes verront à leur donner suite.

PARTIE I

Pour ce qui est des nouvelles mines, le Comité recommande que a) les dispositions de la partie 13 de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu, article 89 de ladite loi (qui a cessé d'être en vigueur le 31 décembre 1942) soient rétablies de sorte que les nouvelles mines commençant à produire soient exemptées de l'impôt sur les sociétés pendant les trois années financières qui suivront le commencement de la production et que, en outre, le taux d'impôt sur les sociétés pour les deux autres années subséquentes soit de 50 p. 100 du taux alors applicable aux sociétés en général;

b) Que l'on continue d'appliquer, comme par le passé, la période de préparation ou de mise au point de six mois en vertu de laquelle aucun impôt sur le revenu de la société n'est exigible avant le commencement de la production aux fins de l'exemption proposée à l'alinéa a) des présentes, afin de permettre d'éprouver complètement le travail de broyage et de former de façon efficace le

personnel et les ouvriers. Nous devons signaler que, pendant que l'article 89 de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu était en vigueur, cette période de préparation ou de mise au point était permise et reconnue comme pratique administrative et aucun impôt n'était exigé des sociétés pendant cette période;

c) Qu'une déduction d'épuisement de 50 p. 100 pour l'épuisement de la mine soit accordée et qu'on permette de la soustraire, avant de calculer le montant qui sera assujéti à l'impôt sur le revenu. A la lumière des renseignements obtenus de ceux qui ont comparu devant le comité et des mémoires qu'ils ont soumis, le comité est d'avis que la présente déduction de 33 $\frac{1}{3}$ p. 100 est insuffisante et que la déduction d'épuisement devrait être rétablie à 50 p. 100, taux en vigueur avant 1934.

d) Qu'on n'oblige pas les sociétés à inscrire la dépréciation durant la période d'exemption prévue à l'alinéa a) des présentes pour une somme dépassant le revenu annuel de la société.

PARTIE II

Pour ce qui est des mines en production, votre comité recommande que la déduction d'épuisement de 50 p. 100 prévue à l'alinéa c) de la Partie I à l'égard des nouvelles mines, soit également accordée aux mines en production.

PARTIE III—GÉNÉRALITÉS

Votre comité recommande en outre que les frais d'usinage de l'or pour l'industrie soient le coût réel seulement de cet usinage.

Votre comité recommande en outre que les autorités gouvernementales compétentes, en raison des démarches faites auprès du comité, songent à accroître les services du ministère des Mines et ressources dans l'intérêt de l'industrie de l'extraction de l'or au Canada de façon à exécuter des arpentages géologiques et des levés aériens.

Le tout respectueusement soumis.

J. J. DONNELLY,
Président.

Avec la permission du Sénat, ledit rapport est adopté.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Paterson soit substitué à celui de l'honorable sénateur Stevenson pour faire partie de la section du Sénat du comité mixte nommé pour l'examen et l'étude de la Loi des Indiens.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le nom de l'honorable sénateur Paterson a été substitué à celui de l'honorable sénateur Stevenson pour faire partie de la section du Sénat du comité mixte nommé pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens.

Sur motion de l'honorable sénateur David, appuyé par l'honorable sénateur Blais, il est

Résolu: Que cette Chambre émet le vœu qu'il plaise au Gouvernement de reconnaître l'importance de la littérature dans la vie d'une nation en encourageant la production d'œuvres littéraires, scientifiques, économiques et sociales en ce pays, par la création d'un prix de littérature qu'un jury choisi par lui décernera chaque année aux auteurs canadiens qui lui soumettront les œuvres qu'il jugera les plus méritantes.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

▲ A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent cinquante-et-unième à cent quatre-vingt-douzième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 39

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 20 juin 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Johnston,	Moraud,
Ballantyne,	Donnelly,	Jones,	Mullins,
Beaubien	Duff,	King,	Murdock,
(Montarville),	Duffus,	Kinley,	Nicol,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Euler,	Lesage,	Paterson,
Bench,	Fafard,	MacLennan,	Riley,
Blais,	Ferland,	McDonald	Robertson,
Bouchard,	Foster,	(Shediac),	Robinson,
Bourque,	Gouin,	McDonald	Roebuck,
Buchanan,	Harmer,	(Kings),	St-Père,
Burchill,	Hayden,	McGeer,	Sinclair,
Calder,	Howard,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Howden,	McIntyre,	Vaillancourt,
Crerar,	Hurtubise,	McLean,	Veniot,
David,	Hushion,	Molloy,	Vien,
			White.

PRIÈRES.

La pétition suivante est lue et reçue:

De William Mossman Dubrulle et autres personnes, de la ville de Prescott, Ontario; demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Prescott and Ogdensburg Bridge Company*".

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Helen Deeb Kouri".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Dawson Brady".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Boyd Fuller Dichow".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice Emily Young Crane".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Martin Thomas Walsh".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Blumenthal Gillman".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Solomon Birnbaum".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherina Demidovich Zouikin".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Beatson De Gruchy".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Luc Chadillon".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Innocent Gorman Martin Gillean".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Olivier Singfield".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ethel Anderson Hamill".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Allan Reginald Duncan Woolley".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Portnoff Clarke".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à May Andria Thistle Shirres Richardson".

Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Margaret Louise Jekil Wiggett".

Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Frances Beaton Bridgeman".

Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Helen Cavers Watson".

Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Martial Chevalier".

Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Catherine Benson Hunter".

Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Francesca Evans Gladwish".

Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacDonald Short Browne".

Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Solomon Shulman".

Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Patrick Warren".

Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Alvina Hirsch Sidaway".

Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Sadie Joseph Saikaley Charles".

Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Corey Thomson".

- Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Wilbur Cassils Dawes".
 Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean St. Claire Macdonald Routledge".
 Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à John Anderson Hutchins".
 Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy May Baylis Larivière".
 Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Gertrude McKnight Carroll".
 Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Erminia Taccani Roncarelli".
 Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet May Armour Smith".
 Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Caroline Lock Norman".
 Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche Bélanger Mullin".
 Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Goodman".
 Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Thomson".
 Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Hannah Green Turton".
 Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Solomon Caplan".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 1, lignes 23 et 24.*—Aux mots "cette amende et cet emprisonnement", substituer "l'amende et l'emprisonnement".
2. *Page 1, ligne 27.*—Au mot "doit", substituer "peut, à sa discrétion".
3. *Page 2, ligne 5.*—Un amendement apporté à la version anglaise ne concerne pas la version française.
4. *Page 2, ligne 7.*—Aux mots, "a lieu de soupçonner", substituer "a des motifs raisonnables et probables de croire".
5. *Page 2, ligne 8.*—Après le mot "ou", insérer "s'il y a lieu de croire qu'une personne".
6. *Page 2, ligne 9.*—Aux mots "à l'article quatre-vingt-trois", substituer "au paragraphe premier".
7. *Page 2, ligne 16.*—Insérer ce qui suit comme sous-clause (5):
 "5" Aucune personne du sexe féminin ne doit être fouillée conformément au présent article si ce n'est par une femme convenable qui exerce les fonctions d'agent de la paix ou qui est autorisée par un agent de la paix à opérer la perquisition.
8. Renommer les sous-clauses 5 et 6 comme sous-clauses 6 et 7.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson,

Le Bill (L-5), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", est retiré.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant la *Canadian Fire Insurance Company*", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (K-7), intitulé: "Loi concernant les Vétérans de l'armée et de la marine au Canada", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (Y-5), intitulé: "Loi constituant en corporation *Co-operative Life of Canada*".

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, pour lequel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson,

Le Sénat passe à la prise en considération du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles, concernant l'instruction qu'il a reçue d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, rapport dont l'étude avait été fixée à vendredi le vingt-et-unième jour de juin 1946.

L'honorable sénateur Donnelly propose alors que ledit rapport soit adopté.

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Amendements aux Règlements adoptés en vertu de la Loi de 1944 sur les allocations familiales, effectués par un arrêté en conseil C.P. 2316, en date du 7 juin 1946. (Versions anglaise et française).

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 40

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mardi 25 juin 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duff,	King,	McLean,
Beaubien	Duffus,	Kinley,	Michener,
(Montarville),	Dupuis,	Lacasse,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Euler,	Lambert,	Moraud,
Baptiste),	Fafard,	Léger,	Mullins,
Beauregard,	Ferland,	Lesage,	Murdock,
Bench,	Gershaw,	Macdonald	Paquet,
Blais,	Harmer,	(Cardigan),	Paterson,
Bourque,	Hayden,	MacLennan,	Riley,
Buchanan,	Horner,	Marcotte,	Robertson,
Calder,	Howard,	McDonald	Robinson,
Campbell,	Howden,	(Shediac),	Roebuck,
Copp,	Hugessen,	McDonald	St-Père,
Crerar,	Hurtubise,	(Kings),	Sinclair,
Daigle,	Hushion,	McGeer,	Taylor,
David,	Johnston,	McGuire,	Veniot,
Dessureault,	Jones,	McIntyre,	Vien,
Donnelly,			White.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le septième rapport de l'examineur des pétitions des Bills privés, comme suit:

MARDI, le 25 juin 1946.

Suivant l'article 2 de la Règle 111, l'examineur des pétitions des Bills privés a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

Votre examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De William Mossman Dubrulle et autres, de la ville de Prescott, Ontario, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de "*Prescott and Ogdensburg Bridge Company*".

Respectueusement soumis,

A. H. HINDS,

—Examineur des pétitions des Bills privés.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (Q-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Service naval, 1944".

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912" auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et,

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'ordre du jour pour une deuxième lecture jeudi prochain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un Bill (198), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et,

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable Président du Comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports numérotés cent quatre-vingt-treize à deux cent treize, dudit comité.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jessie Violet Louise Stargratt Burton, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Franklin Burton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Louise Mitchell Meyer, de la cité de Montréal, province Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Robert Frank Meyer, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Donald Dale Carr-Harris, de la cité de Québec, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Annette Sheila Allen Carr-Harris, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield, de la cité de Montréal, province de Québec, comptable, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marie Aimée Blanche Shehyn Waterfield, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gratia Lauzon Rousseau, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Edouard Rousseau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Laura Olive Byers Manley, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George William Manley, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son cent quatre-vingt dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Vera Gertrude Horder Fournier, de la cité de Montréal, province de Québec, couturière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis Fournier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux centième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Julia Patricia Byrne Côté, de la cité de Montréal, province de Québec, teneuse de livres, demandant l'adoption d'une

loi qui dissolve son mariage avec Albert-Alphonse Côté, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Henry James O'Toole, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 18 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lillian Doris Howard Clark, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Donald Clark, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Helen Agnes Stuart Colt, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Willard Burtrand Colt, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alma Gosselin Carbonneau, de la cité de Montréal, province de Québec, directrice-gérante, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Henry-Jean Carbonneau, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Cleveland Smith des Bailleurs, de la cité de Westmount, province de Québec, auxiliaire à la Croix-Rouge Américaine, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec Jacques des Bailleurs, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Florence Winnifred Dunlop Starkey, de la cité de Toronto, province d'Ontario, coiffeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissout son mariage avec George Samuel Starkey, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissout ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Francis John Stone, du village de North Hatley, district de Saint-François, province de Québec, cuisinier, demandant

l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Mervyn Lynette Patricia Freeman Stone, de la cité de Vancouver, province de la Colombie-Britannique, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary McCallum McNamara, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Bernard McNamara, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leah Helen Shute Main, de la cité de Verdun, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec William Johnston Main, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cécile-Simonne Robert Turgeon, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, commis aux ventes, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec George-Louis Turgeon, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Cotapschi, de la cité de Montréal, province de Québec, contremaître de construction, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Irodia Boka Cotapschi, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Catherine Young Rivard, de la cité de Montréal, province de Québec, ménagère, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Louis-Philippe Rivard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 21 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Jane Michelle Ahern de Brabant, de la cité de Montréal, province de Québec, radiodiffuseur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacques-Julien-Jean de Brabant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvait ledit mariage.
Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports numérotés cent quatre-vingt-treize à deux cent treize du comité permanent des Divorcés soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport sur les opérations exécutées en vertu de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, pour l'année financière terminée au 31 mars 1946.

Copie des Règlements édictés en vertu de la Loi d'assurance-chômage, 1940, concernant les ouvriers engagés dans des opérations forestières dans la province de la Colombie-Britannique, approuvés par arrêté en conseil C.P. 2092, en date du 28 mai 1946. (Versions anglaise et française).

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la deuxième fois:

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Helen Deeb Kouri".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Dawson Brady".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Boyd Fuller Dichow".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice Emily Young Crane".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Martin Thomas Walsh".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Blumenthal Gillman".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Solomon Birnbaum".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherina Demidovich Zouikin".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Beatson De Gruchy".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Luc Chadillon".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Innocent Gorman Martin Gillean".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Olivier Singfield".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ethel Anderson Hamill".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Allan Reginald Duncan Woolley".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Portnoff Clarke".

Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à May Andria Thistle Shirres Richardson".

Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Margaret Louise Jekil Wiggett".

Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Frances Beaton Bridgeman".

Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Helen Cavers Watson".

Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Martial Chevalier".

Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Catherine Benson Hunter".

Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Francesca Evans Gladwish".

Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacDonald Short Browne".

Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Solomon Shulman".

Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Patrick Warren".

Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Alvina Hirsch Sidaway".

Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Sadie Joseph Saikaley Charles".

Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Corey Thomson".

Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Wilbur Cassils Dawes".

Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean St. Claire Macdonald Routledge".

Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à John Anderson Hutchins".

Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy May Baylis Larivière".

Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Gertrude McKnight Carroll".

Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Erminia Taccani Roncarelli".

Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet May Armour Smith".

Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Caroline Lock Norman".

Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche Bélanger Mullin".

Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Goodman".

Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Thomson".

Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Hannah Green Turton".

Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Solomon Caplan".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil des recherches", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat prend en considération les amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon".

Lesdits amendements sont adoptés.

Ordonné: Que ledit bill, tel que modifié, soit inscrit à l'Ordre du jour pour une troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la Fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant les mines métallifères au Canada, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit renvoyé à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 41

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 26 juin 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Jones,	Michener,
Beaubien	Duff,	King,	Molloy,
(Montarville),	Duffus,	Kinley,	Morand,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lacasse,	Mullins,
Baptiste),	Euler,	Lambert,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Léger,	Paquet,
Bench,	Ferland,	Macdonald	Paterson,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	Riley,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Robertson,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	Robinson,
Buchanan,	Hayden,	McDonald,	Roebuck,
Calder,	Horner,	(Shediac),	St-Père,
Campbell,	Howard,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Howden,	(Kings),	Taylor,
Crerar,	Hugessen,	McGeer,	Vaillancourt,
Daigle,	Hurtubise,	McGuire,	Veniot,
David,	Hushion,	McIntyre,	Vien,
Dessureault,	Johnston,	McLean,	White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (138), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (139), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les approvisionnements du ministère des Transports", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (194), intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer nationaux du Canada et l'acquisition du Chemin de fer du Manitoba", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Hayden présente au Sénat un Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture vendredi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la troisième fois:

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Helen Deeb Kouri".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Dawson Brady".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Boyd Fuller Dichow".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Béatrice Emily Young Crane".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Martin Thomas Walsh".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Blumenthal Gillman".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Solomon Birnbaum".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherina Demidovich Zouikin".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Beatson De Gruchy".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Luc Chadillon".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Innocent Gorman Martin Gillean".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Olivier Singfield".

- Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ethel Anderson Hamill".
- Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Allan Reginald Duncan Woolley".
- Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Portnoff Clarke".
- Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à May Andria Thistle Shirres Richardson".
- Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Margaret Louise Jekil Wiggett".
- Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Frances Beaton Bridgeman".
- Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Helen Cavers Watson".
- Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Martial Chevalier".
- Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Catherine Benson Hunter".
- Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Francesca Evans Gladwish".
- Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacDonald Short Browne".
- Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Solomon Shulman".
- Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Patrick Warren".
- Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Alvina Hirsch Sidaway".
- Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Sadie Joseph Saikaley Charles".
- Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Corey Thomson".
- Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Wilbur Cassils Dawes".
- Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean St. Claire Macdonald Routledge".
- Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à John Anderson Hutchins".
- Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy May Baylis Larivière".
- Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Gertrude McKnight Carroll".
- Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Erminia Taccani Roncarelli".
- Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet May Armour Smith".
- Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Caroline Lock Norman".
- Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche Bélanger Mullin".
- Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Goodman".
- Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Thomson".
- Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Hannah Green Turton".
- Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Solomon Caplan".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros cent quatre-vingt-treizième à deux cent treizième, les deux inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (198), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches".

Après plus ample débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat".

Après plus ample débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est—

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant la valeur économique des mines métallifères au Canada, il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
CANADA

OTTAWA, le 26 juin 1946.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat le jeudi 27 juin, à six heures moins dix, afin de donner sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

Le Sénat s'ajourne.

No 42

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 27 juin 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Hurtubise,	McIntyre,
Beaubien	Dessureault,	Hushion,	McLean,
(Montarville),	Donnelly,	Johnston,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	Jones,	Murdock,
Baptiste),	Duffus,	King,	Paquet,
Beauregard,	Dupuis,	Kinley,	Paterson,
Bench,	Euler,	Lacasse,	Riley,
Blais,	Fafard,	Lambert,	Robertson,
Bouchard,	Ferland,	Lesage,	Robinson,
Bourque,	Gershaw,	Macdonald	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	(Cardigan),	St-Père,
Calder,	Harmer,	MacLennan,	Sinclair,
Campbell,	Hayden,	Marcotte,	Taylor,
Chapais (Sir	Horner,	McDonald	Vaillancourt,
Thomas),	Howard,	(Kings),	Vien,
Copp	Howden,	McGeer,	White.
Crerar,	Hugessen,	McGuire,	

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (138), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (139), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les approvisionnements du ministère des Transports", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (194), intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer nationaux du Canada et l'acquisition du Chemin de fer du Manitoba", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat sur la motion en deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant la valeur économique des mines métallifères au Canada, il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Quelque temps après l'honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône.

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que—

"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat."

La Chambre des communes étant venue.

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

Loi pour faire droit à Juliana-Edmonda-Isabella-Ferdinanda Becquaert de Beaujeu.

- Loi pour faire droit à Margaret Penelope Brown.
Loi pour faire droit à Marion Cruickshank Isaac.
Loi pour faire droit à Malvina-Angelina Séguin Gascon.
Loi pour faire droit à Nora Kathleen Loury Cheverton.
Loi pour faire droit à Elsie Fisher Armitage.
Loi pour faire droit à Florence Mabel McIntosh Simpson.
Loi pour faire droit à Francis Gordon Sullivan.
Loi pour faire droit à Minerva Jane Cory.
Loi pour faire droit à Esther Irene Lind Booth.
Loi pour faire droit à Katie Hoffman Pinsky.
Loi pour faire droit à Dorothy Adams Acer McDougall.
Loi pour faire droit à Helen Douglas Stewart Rankin.
Loi pour faire droit à Olive Esther Rose Ewen.
Loi pour faire droit à Andrew Prem-Das.
Loi pour faire droit à Marie Evelyn Dormer.
Loi pour faire droit à Reginald Wesley Titcombe.
Loi pour faire droit à Hilda Forsey Pearce Johnston.
Loi pour faire droit à Ann Low Fuller Mitchell.
Loi pour faire droit à Marguerita St. Catherine McKeigan Guillevin.
Loi pour faire droit à Bessie Goldrosen Green.
Loi pour faire droit à Audrey Helen Jackson Maxham.
Loi pour faire droit à Frank Russell Yeoman.
Loi pour faire droit à Florence Joy McGibbon Lafleur.
Loi pour faire droit à Isobel Cameron McLaggan Oswald.
Loi pour faire droit à John-Louis Charlebois.
Loi pour faire droit à Margaret Ruth Weir Allan.
Loi pour faire droit à Georgina Hylde Swaffield McKenzie.
Loi pour faire droit à Dorothy Ellen Cope Kimpton.
Loi pour faire droit à Vera Harriet May Kinghorn Hodgson.
Loi pour faire droit à Charles Patrick Kavanagh.
Loi pour faire droit à Irene Gertrude Carry Staley.
Loi pour faire droit à Ruby Rosina Burnett Walters.
Loi pour faire droit à Winnifred Violet Unsworth Thomas.
Loi pour faire droit à Helen Louisa Willcox Reid.
Loi pour faire droit à Richard Carter Eaton.
Loi pour faire droit à Annie Coyle Frances.
Loi pour faire droit à Beatrice Irene Moore Hawes.
Loi pour faire droit à Laura Lillian Butler May.
Loi pour faire droit à Gladys Ethel Standring Weldon.
Loi pour faire droit à Elizabeth Maude Foy Gage.
Loi pour faire droit à George Burley Beresford.
Loi pour faire droit à Isabella Eleonora Cantlie Angus.
Loi pour faire droit à Albert Stuart White.
Loi pour faire droit à Edward Mortin Montgomery.
Loi pour faire droit à Evelyn Clare Ward Davis Murray.
Loi pour faire droit à Esther Genevieve Johnson Potter.
Loi pour faire droit à Wanita Winifred Ellerton Upton.
Loi pour faire droit à Joseph-Victor-Emile Tassé.
Loi pour faire droit à Roland Taillon.
Loi pour faire droit à Frederick Albert Johnson.
Loi pour faire droit à Joseph-François-Georges Landry.
Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Bennett Macnutt.

- Loi pour faire droit à Anne Levy Marder.
 Loi pour faire droit à David Ritchie McEwen.
 Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Antoinette Bastien Cadieux.
 Loi pour faire droit à Gwenyth Lorraine Madge Popkin.
 Loi pour faire droit à Louise Jocelyn Wolfrey Black Griffin.
 Loi pour faire droit à James Delmer Thomas Kirton.
 Loi pour faire droit à Helen Sylvia Stacey Thompson.
 Loi pour faire droit à Kay Florence Smart Gardiner.
 Loi pour faire droit à Zoita Tehanciuc Moldovan.
 Loi pour faire droit à Ambrose Keble Fred Vernham.
 Loi pour faire droit à Clermont Gendreau.
 Loi pour faire droit à Beatrice Lydia Ogulnik Goldin.
 Loi pour faire droit à Harry Dyce.
 Loi pour faire droit à Alastair Treholme Lovat Fraser.
 Loi pour faire droit à Elsie Rachel Silverson Ward.
 Loi pour faire droit à William Joseph O'Sullivan.
 Loi pour faire droit à Dorothy McLelland Hamilton.
 Loi pour faire droit à Violet Maude Griffiths Barraclough.
 Loi pour faire droit à Norman Peter Gray.
 Loi pour faire droit à Andrew Kovacs.
 Loi pour faire droit à Eda Margel Sand.
 Loi pour faire droit à Lucille-Eileen Piché Perrier.
 Loi pour faire droit à Bertha Lipshitz Joslove.
 Loi pour faire droit à Ernest Leslie Maddock Jones.
 Loi pour faire droit à Marie Komyati Sznyitar.
 Loi pour faire droit à Irene Renee Levey Ritchie.
 Loi pour faire droit à Alexander Marr Meldrum.
 Loi pour faire droit à Ottocar Fielder.
 Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Regan Griffiths.
 Loi pour faire droit à Eliza Ritchie McDerment.
 Loi pour faire droit à Ruby Eileen Baker Jones.
 Loi pour faire droit à Ralph Samuel Currie.
 Loi pour faire droit à Simone Tardif Laverdure.
 Loi pour faire droit à Max Schaeter.
 Loi pour faire droit à Mary Walker Tiffney.
 Loi pour faire droit à Margaret June Purdy MacKinnon.
 Loi pour faire droit à John Rae.
 Loi pour faire droit à Nellie Mugford Brumby.
 Loi pour faire droit à Edith May Hort Search.
 Loi pour faire droit à Alexander Thompson Powell Scott.
 Loi pour faire droit à Frances Eleanor Miller Foster.
 Loi pour faire droit à Mary Kathleen Maloney Rassie.
 Loi pour faire droit à Mildred Florence Rooke Cochrane.
 Loi pour faire droit à Eileene Ruby Aspell Stinson.
 Loi pour faire droit à Edna Bookalam Howick.
 Loi pour faire droit à Berthe-Alice Cardinal Reid.
 Loi pour faire droit à Elizabeth Jean Warden Leupold.
 Loi pour faire droit à Thomas Bryson Beakes.
 Loi pour faire droit à Lila Edna Page Kennedy.
 Loi pour faire droit à Ernest Crête.
 Loi pour faire droit à Pauline Hellier Kirsch.
 Loi pour faire droit à Wilfred Fields Benlow.
 Loi pour faire droit à Thomas Allan.
 Loi pour faire droit à Martha Haavisto Aaltonen.
 Loi pour faire droit à Rhona Gertrude Paikowsky Munn.

- Loi pour faire droit à Arthur Joseph Hubbard.
 Loi pour faire droit à Eleanor Hibberd Howe.
 Loi pour faire droit à George Graver.
 Loi pour faire droit à Malcolm Ernest Bigelow.
 Loi pour faire droit à Mary Epstein Harris.
 Loi pour faire droit à Helen Irene Flewelling Wilson.
 Loi pour faire droit à Maitable Horwitz Hollander.
 Loi pour faire droit à Pauline-Gisèle Guénette Villeneuve.
 Loi pour faire droit à Mary Jaclyn Robinson Jeffrey.
 Loi pour faire droit à Jessie Hope Forbes Hardie.
 Loi pour faire droit à Robert Venor.
 Loi pour faire droit à Lillian Audrey Atkinson Jackson.
 Loi pour faire droit à Bernard Cook.
 Loi pour faire droit à Estelle R. Warhaft Slobod.
 Loi pour faire droit à Alexander Fitz Ormonde Spooner.
 Loi pour faire droit à Eleanor Williams.
 Loi pour faire droit à Joseph-Henri Veaudry.
 Loi pour faire droit à Amelia Jezik Pascas.
 Loi pour faire droit à Cyril Mackie.
 Loi pour faire droit à Carol Gordon Cass Planche.
 Loi pour faire droit à Eveline Richmond Sykes Lacoë.
 Loi pour faire droit à Miriam Vineberg Perel.
 Loi pour faire droit à Paul Krawchuk.
 Loi pour faire droit à Henry Arthur Creates.
 Loi pour faire droit à Stephanie Tymchuk McLean.
 Loi pour faire droit à Annie Spivack Prosterman.
 Loi pour faire droit à Kenneth Edwin Morrison.
 Loi pour faire droit à Almeda Mabel Hartry Ritchie.
 Loi pour faire droit à Margo Ismena Graydon Heubach.
 Loi pour faire droit à Erika Gossen Tenzer.
 Loi pour faire droit à Isabel Greenshields Biggs.
 Loi pour faire droit à Henri-Edmé Bernard.
 Loi pour faire droit à Nellie Harrison Andersen.
 Loi pour faire droit à Marie-Irène-Clémentine Elizabeth Ash.
 Loi pour faire droit à Alexander Grant.
 Loi pour faire droit à Thomas Beach.
 Loi pour faire droit à Fanny Miller Astrofsky.
 Loi pour faire droit à Grace Ellen Rafter Munro.
 Loi modifiant la Loi constituant en corporation le Conseil national des Femmes du Canada.
 Loi constituant en corporation les Eglises Evangéliques de la Pentecôte.
 Loi constituant en corporation le Bureau exécutif de l'Eglise du Nazaréen.
 Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, ainsi que le statut des étrangers.
 Loi modifiant la Loi sur les aliments du bétail, 1937.
 Loi modifiant la Loi de 1944 sur le Service naval.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills”.

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

"QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

"Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill".

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Euler, appuyé par l'honorable sénateur Aseltine, il est

Ordonné: Que le nom de l'honorable sénateur Robinson soit ajouté à la liste des sénateurs nommés pour faire partie du comité permanent des Divorces.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Euler, pour l'honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 43

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 2 juillet 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dessureault,	Johnston,	Molloy,
Beaubien	Duff,	Jones,	Moraud,
(Montarville),	Duffus,	King,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
Baptiste),	Euler,	Lambert,	Paterson,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Robinson,
Bench,	Foster,	Macdonald	Roebuck,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	St-Père,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Sinclair,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	Taylor,
Buchanan,	Horner,	McDonald	Vaillancourt,
Calder,	Howard,	(Shediac),	Vien,
Copp,	Howden,	McGeer,	White,
Crerar,	Hurtubise,	McGuire,	Wilson.
Daigle,			

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (F), intitulé: "Loi concernant le poinçonnage des objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (R-2), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien", et informe le Sénat qu'elle a adopté ce bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (199), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (200), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées aux personnes qui ont servi dans le Corps féminin de la Marine royale et le *South African Military Nursing Service* (Service sud-africain d'infirmières militaires).

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorcés présente au Sénat les rapports portant les numéros deux cent quatorze à deux cent vingt-quatre de ce comité, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Ethelwyn Marshall Ross, de la cité de Westmount, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Philip Simpson Ross, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frank Ernest Smith, de la cité de Sherbrooke, province de Québec, machiniste de grue, demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Gladys Maude Soper Smith, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Cleora Elizabeth Doyle Mastine, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Walter Raymond Mastine, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Carr Johnstone, de la cité de Montréal, province de Québec, psychologue, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Norman Hope Johnstone, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Rose Yvette Breton Philips, de la cité de Verdun, province de Québec, fille de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec John Cunningham Philips, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Barbara Laing Robertson MacNab, de la cité de Montréal, province de Québec, caissière, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Peter MacNab, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.
2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.
3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edward Charles McKerness, de la cité de Montréal, province de Québec, glaceur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Vera Gregor McKerness, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.
2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président suppléant.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anne Goldsmith Glick, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Saul Glick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.
2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Alexandra Oughtred Scott, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve

son mariage avec Robert Bruce Scott, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Horatio Baldwin, de la cité de Montréal, province de Québec, fonctionnaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Margaret Cora Beryl Boa Baldwin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

LUNDI, le 24 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Slobodzian, de la cité de Sydney, province de la Nouvelle-Ecosse, emballeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Harry Slobodzian, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00, et la remise d'un excédent de paiement de \$50.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatorze à deux cent vingt-quatre soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Violet Louise Stargratt Burton".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Mitchell Meyer".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Dale Carr-Harris".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gratia Lauzon Rousseau".

- Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Olive Byers Manley".
 Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Gertrude Horder Fournier".
 Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Patricia Byrne Côté".
 Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole".
 Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Doris Howard Clark".
 Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Agnes Stuart Colt".
 Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Gosselin Carbonneau".
 Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Cleveland Smith des Baillets".
 Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Winnifred Dunlop Starkey".
 Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis John Stone".
 Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McCallum McNamara".
 Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Helen Shute Main".
 Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile-Simonne Robert Turgeon".
 Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Cotapschi".
 Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Young Rivard".
 Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jane Michelle Ahern de Brabant".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, présente au sénat un Bill (X-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des aliments et drogues".

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, dépose sur la Table:—

Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse et des pensions de cécité pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

Rapport sur le fonctionnement du Conseil national de l'aptitude physique et de la section de l'aptitude physique du ministère de la Santé nationale et du bien-être social pour l'année financière terminée le 31 mars 1946.

L'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Foster, propose—

Considérant que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, déclare que, relativement à la représentation à la Chambre des communes, la province de Québec doit avoir un nombre fixe de soixante-cinq députés;

Considérant qu'aux termes de ladite loi il est attribué à chacune des autres provinces un nombre de députés ayant avec le chiffre de sa population le même rapport qu'entre le nombre soixante-cinq et le chiffre de la population de Québec;

Considérant que ladite loi prévoit le rajustement de la représentation après l'achèvement de chaque recensement décennal et déclare que, lors de ce rajustement, le nombre des députés d'une province ne doit être réduit que si la proportion du chiffre de la population de la province au chiffre de la population globale du Canada, lors du rajustement précèdent du nombre des députés de la province, accuse, au recensement alors le plus récent, une diminution d'un vingtième ou plus;

Considérant que l'effet des dispositions susmentionnées n'a pas été satisfaisant en ce sens que la représentation proportionnée des provinces selon la population n'a pas été maintenue;

Et considérant qu'on estime qu'il serait possible d'effectuer une répartition plus équitable de députés entre les diverses provinces si le rajustement avait lieu sur la base de la population de toutes les provinces prise dans son ensemble;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI,
Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres du Sénat du Canada en Parlement assemblés, approchons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement que Vous daigniez faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni, exprimée ainsi qu'il suit:

Loi prévoyant le rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada sur la base de la population du Canada:

Considérant que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant que Sa Majesté daigne faire soumettre un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni pour l'établissement des dispositions ci-après énoncées;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. Est par les présentes abrogé l'article cinquante et un de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et remplacé par le suivant:

51. (1) Le nombre des membres de la Chambre des communes est de deux cent cinquante-cinq et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajustée par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il est attribué à chacune des provinces un nombre de députés calculé en divisant la population totale des provinces par deux cent cinquante-quatre et en divisant la population de chaque province par le quotient ainsi obtenu, abstraction faite, sauf ce qui est prévu ci-après au présent article, du reste (s'il en est) consécutif à ladite méthode de division.

2. Si le nombre total de députés attribué à toutes les provinces en vertu de la règle 1 est inférieur à deux cent cinquante-quatre, d'autres députés seront attribués (à raison d'un par province) aux provinces qui ont des quantités restantes dans le calcul visé par la règle 1, en commençant par la province possédant le reste le plus considérable et en continuant avec les autres provinces par ordre d'importance de leurs quantités restantes respectives jusqu'à ce que le nombre total de députés attribué atteigne deux cent cinquante-quatre.

3. Nonobstant toute disposition du présent article, si, une fois achevé le calcul prévu par les règles 1 et 2, le nombre de députés à attribuer à une province est inférieur au nombre de sénateurs représentant ladite province, les règles 1 et 2 cesseront de s'appliquer à l'égard de ladite province, et il lui sera attribué un nombre de députés égal audit nombre de sénateurs.

4. Si les règles 1 et 2 cessent de s'appliquer à l'égard d'une province, alors, pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux provinces concernant lesquelles les règles 1 et 2 demeurent applicables, la population totale des provinces doit être réduite du chiffre de la population de la province à l'égard de laquelle les règles 1 et 2 ne s'appliquent plus, et le nombre deux cent cinquante-quatre doit être réduit du nombre de députés attribué à cette province sous le régime de la règle 3.

5. Ce rajustement n'entrera en vigueur qu'à la fin du Parlement alors existant.

(2) Le territoire du Yukon, tel qu'il a été constitué par le chapitre quarante et un du Statut du Canada de 1901, avec toute partie du Canada non comprise dans une province qui peut, à l'occasion, y être incluse par le Parlement du Canada aux fins de représentation au Parlement, a droit à un député.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1946; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1943, l'Acte de l'Amérique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1946.

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, propose que le Bill (138), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", soit maintenant lu la deuxième fois.

Sur motion de l'honorable sénateur Dupuis, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, propose que le Bill (139), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les approvisionnements du ministère des Transports", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Copp, pour l'honorable sénateur Robertson, propose que le Bill (194), intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer Nationaux du Canada", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Transports et communications.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la suite du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant la valeur économique des mines métallifères au Canada, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Indemnity Company*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ordonné: Que ledit bill soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 44

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 3 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Howden,	McGeer,
Beaubien	Dessureault,	Hugessen,	McGuire,
(Montarville),	Duff,	Hurtubise,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Duffus,	Johnston,	Moraud,
Baptiste),	Dupuis,	Jones,	Murdock,
Beauregard,	Euler,	King,	Paquet,
Bench,	Fafard,	Lacasse,	Paterson,
Blais,	Ferland,	Lambert,	Robertson,
Bouchard,	Foster,	Léger,	Robinson,
Bourque,	Gershaw,	Lesage,	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	Macdonald	St-Père,
Calder,	Hardy,	(Cardigan),	Sinclair,
Campbell,	Harmer,	MacLennan,	Taylor,
Copp,	Hayden,	Marcotte,	Vaillancourt,
Crerar,	Horner,	McDonald	Vien,
Daigle,	Howard,	(Shediac),	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Hayden, du comité permanent des Bills d'intérêt privé, auquel a été renvoyé le Bill (K-7), intitulé: "Loi concernant les Vétérans de l'armée et de la marine au Canada", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Indemnity Company*", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la troisième lecture du Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (139), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur les approvisionnements du ministère des Transports", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Violet Louise Stargratt Burton".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Mitchell Meyer".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Dale Carr-Harris".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gratia Lauzon Rousseau".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Olive Byers Manley".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Gertrude Horder Fournier".

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Patricia Byrne Côté".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Doris Howard Clark".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Agnes Stuart Colt".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Gosselin Carbonneau".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Cleveland Smith des Baillets".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Winnifred Dunlop Starkey".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis John Stone".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McCallum McNamara".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Helen Shute Main".

Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile-Simonne Robert Turgeon".

Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Cotapschi".

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Young Rivard".

Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jane Michelle Ahern de Brabant".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatorze à deux cent vingt-quatre, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (X-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des aliments et drogues", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (199), intitulé: "Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (200), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées aux personnes qui ont servi dans le Corps féminin de la Marine royale et le *South African Military Nursing Service* (Service sud-africain d'infirmières militaires)", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent du Transport et des communications.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe au débat sur la motion pour deuxième lecture du Bill (138), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer".

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent du Transport et des communications.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent du Transport et des communications.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Hayden, il est

Ordonné: Que la Règle 119 soit suspendue en tant qu'elle concerne le Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*".

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant la valeur économique des mines métallifères au Canada, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à mardi, le vingt-troisième jour de ce mois de juillet.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Foster:

Considérant que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, déclare que, relativement à la représentation à la Chambre des communes, la province de Québec doit avoir un nombre fixe de soixante-cinq députés;

Considérant qu'aux termes de ladite loi il est attribué à chacune des autres provinces un nombre de députés ayant avec le chiffre de sa population le même rapport qu'entre le nombre soixante-cinq et le chiffre de la population de Québec;

Considérant que ladite loi prévoit le rajustement de la représentation après l'achèvement de chaque recensement décennal et déclare que, lors de ce rajustement, le nombre des députés d'une province ne doit être réduit que si la proportion du chiffre de la population de la province au chiffre de la population globale du Canada, lors du rajustement précédent du nombre des députés de la province, accuse, au recensement alors le plus récent, une diminution d'un vingtième ou plus;

Considérant que l'effet des dispositions susmentionnées n'a pas été satisfaisant en ce sens que la représentation proportionnée des provinces selon la population n'a pas été maintenue;

Et considérant qu'on estime qu'il serait possible d'effectuer une répartition plus équitable de députés entre les diverses provinces si le rajustement avait lieu sur la base de la population de toutes les provinces prise dans son ensemble;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI,
Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres du Sénat du Canada en Parlement assemblés, approchons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement que Vous daigniez faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni, exprimée ainsi qu'il suit:

Loi prévoyant le rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada sur la base de la population du Canada:

Considérant que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant que Sa Majesté daigne faire soumettre un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni pour l'établissement des dispositions ci-après énoncées;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. Est par les présentes abrogé l'article cinquante et un de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et remplacé par le suivant:

51. (1) Le nombre des membres de la Chambre des communes est de deux cent cinquante-cinq et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajustée par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il est attribué à chacune des provinces un nombre de députés calculé en divisant la population totale des provinces par deux cent cinquante-quatre et en divisant la population de chaque province par le quotient ainsi obtenu, abstraction faite, sauf ce qui est prévu ci-après au présent article, du reste (s'il en est) consécutif à ladite méthode de division.

2. Si le nombre total de députés attribué à toutes les provinces en vertu de la règle 1 est inférieur à deux cent cinquante-quatre, d'autres députés seront attribués (à raison d'un par province) aux provinces qui ont des quantités restantes dans le calcul visé par la règle 1, en commençant par la province possédant le reste le plus considérable et en continuant avec les autres provinces par ordre d'importance de leurs quantités restantes respectives jusqu'à ce que le nombre total de députés attribué atteigne deux cent cinquante-quatre.

3. Nonobstant toute disposition du présent article, si, une fois achevé le calcul prévu par les règles 1 et 2, le nombre de députés à attribuer à une province est inférieur au nombre de sénateurs représentant ladite province, les règles 1 et 2 cesseront de s'appliquer à l'égard de ladite province, et il lui sera attribué un nombre de députés égal audit nombre de sénateurs.

4. Si les règles 1 et 2 cessent de s'appliquer à l'égard d'une province, alors, pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux provinces concernant lesquelles les règles 1 et 2 demeurent applicables, la population totale des provinces doit être réduite du chiffre de la population de la province

à l'égard de laquelle les règles 1 et 2 ne s'appliquent plus, et le nombre deux cent cinquante-quatre doit être réduit du nombre de députés attribué à cette province sous le régime de la règle 3.

5. Ce rajustement n'entrera en vigueur qu'à la fin du Parlement alors existant.

(2) Le territoire du Yukon, tel qu'il a été constitué par le chapitre quarante et un du Statut du Canada de 1901, avec toute partie du Canada non comprise dans une province qui peut, à l'occasion, y être incluse par le Parlement du Canada aux fins de représentation au Parlement, a droit à un député.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1946; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1943, l'Acte de l'Amérique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1946.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 45

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 4 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Daigle,	Howard,	McGeer,
Beaubien	David,	Howden,	McGuire,
(Montarville),	Dessureault,	Hugessen,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Duff,	Hurtubise,	Moraud,
Baptiste),	Duffus,	Johnston,	Murdock,
Beauregard,	Dupuis,	King,	Paquet,
Bench,	Euler,	Lacasse,	Robertson,
Blais,	Fafard,	Lambert,	Robinson,
Bouchard,	Ferland,	Léger,	Roebuck,
Bourque,	Foster,	Lesage,	St-Père,
Buchanan,	Gershaw,	Macdonald	Sinclair,
Calder,	Gouin,	(Cardigan),	Taylor,
Campbell,	Harmer,	MacLennan,	Vien,
Copp,	Hayden,	Marcotte,	White,
Crerar,	Horner,	McDonald	Wilson.
		(Shediac),	

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (194), intitulé: "Loi concernant les Chemins de fer nationaux du Canada et l'acquisition du Chemin de fer du Manitoba", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (200), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées aux personnes qui ont servi dans le Corps féminin de la Marine royale et le *South African Military Nursing Service* (Service sud-africain d'infirmières militaires)", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil des recherches", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, lignes 3 et 4.* Aux mots "d'essai et de développement et se livrer à la fabrication", substituer "et se livrer à la fabrication de nature expérimentale ou qui tendent au développement".
2. *Page 3, ligne 34.* A l'indication "i)", substituer "h)".
3. *Page 3, ligne 35.* A l'indication "h)", substituer "i)".
4. *Page 3, ligne 47.* Après "existantes", insérer "constituées en corporations d'après les dispositions de la Partie I de la *Loi des Compagnies, 1934*".

Lesdits amendements sont agréés.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec deux amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:—

1. *Page 3, ligne 44.* Supprimer "sous la forme que celui-ci peut prescrire".
2. *Page 3, ligne 46.* Après "mars", insérer "contenant ses états financiers et tels autres renseignements que le Ministre peut prescrire".

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 4, ligne 4.*—Après l'indication "9 (I)", insérer "La Commission peut,".
2. *Page 4, lignes 4 et 5.*—Supprimer les mots "la Commission peut".
3. *Page 5, ligne 6.*—Après "existantes", insérer "constituées en corporations d'après les dispositions de la Partie I de la *Loi des Compagnies, 1934*, et".
4. *Page 6, ligne 5.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
5. *Page 7, ligne 13.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
6. *Page 7, ligne 14.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.
7. *Page 7, ligne 17.*—Aux mots "cette amende", substituer "l'amende"; et aux mots "cet emprisonnement", substituer "l'emprisonnement".
8. *Page 7, ligne 20.*—Aux mots "eu lieu", substituer "été commise".
9. *Page 7, ligne 21.*—Au mot "déclarée", substituer "trouvée".
10. *Page 7, lignes 23 et 24.*—Aux mots "cette amende", substituer "l'amende"; et aux mots "cet emprisonnement", substituer "l'emprisonnement".

11. *Page 7, ligne 28.*—Après les mots “si elle a”, insérer “sciemment”.

12. *Page 7, ligne 31.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros deux cent vingt-cinq à deux cent trente-sept, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ivy Anderson Lobb, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roy Willis Lobb, jr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Yvonne-Rachel Mayer Richard, de la cité de Montréal, province de Québec, bobineuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Roméo Richard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Nellie Izbitsky Abracen, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacke Abracen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ellen Margaret Price Garvie, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec William Joshua Grenville Garvie, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Sophie Shoob Natovitch, de la cité de Montréal, province de Québec, contremaîtresse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jack Natovitch, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trentième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Madge Aileen Hunter Parker, de la cité de Toronto, province d'Ontario, musicien; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Egbert Parker, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Walter Wolodymer Pendiuk, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Henry Wallace Argall, de la cité de Trois-Rivières, province de Québec, comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Florence Elizabeth Gunning Argall, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Norma Wickens Baker, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Richard Patrick Baker, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Emily Rogers Thoms, de la cité de Verdun, province de Québec, employée d'usine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph John Thoms, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Pauline Grégoire Girard, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Valere Girard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marjorie Maxwell Cleghorn Pope, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Avery Pope, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Le VENDREDI 28 juin 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Charlotte Arsenault Leonard, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Samuel Leonard, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

J. E. SINCLAIR,
Président adjoint.

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent vingt-cinq à deux cent trente-sept, les deux précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Ethelwyn Marshall Ross".

Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Ernest Smith".

Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Cleora Elizabeth Doyle Mastine".

Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Carr Johnstone".

Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Yvette Breton Philips".

Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Laing Robertson MacNab".

Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Goldsmith Glick".

Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Alexandra Oughtred Scott".

Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Horatio Baldwin".

Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Slobodzian".

Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Charles McKerness".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus séparément la deuxième fois, sur division.

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Relevé annuel requis aux termes de l'article 18 de la Loi sur l'assurance des anciens combattants.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Indemnity Company*", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Violet Louise Stargratt Burton".

Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Mitchell Meyer".

Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Dale Carr-Harris".

Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield".

Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gratia Lauzon Rousseau".

Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Olive Byers Manley".

Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Gertrude Horder Fournier".

Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Patricia Byrne Côté".

Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole".

Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Doris Howard Clark".

Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Agnes Stuart Colt".

Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Gosselin Carbonneau".

Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Cleveland Smith des Baillets".

Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Winnifred Dunlop Starkey".

Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis John Stone".

Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McCallum McNamara".

Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Helen Shute Main".

Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile-Simonne Robert Turgeon".

Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Cotapschi".

Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Young Rivard".

Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jane Michelle Ahern de Brabant".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Foster:

Considérant que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, déclare que, relativement à la représentation à la Chambre des communes, la province de Québec doit avoir un nombre fixe de soixante-cinq députés;

Considérant qu'aux termes de ladite loi il est attribué à chacune des autres provinces un nombre de députés ayant avec le chiffre de sa population le même rapport qu'entre le nombre soixante-cinq et le chiffre de la population de Québec;

Considérant que ladite loi prévoit le rajustement de la représentation après l'achèvement de chaque recensement décennal et déclare que, lors de ce rajustement, le nombre des députés d'une province ne doit être réduit que si la proportion du chiffre de la population de la province au chiffre de la population globale du Canada, lors du rajustement précédent du nombre des députés de la province, accuse, au recensement alors le plus récent, une diminution d'un vingtième ou plus;

Considérant que l'effet des dispositions susmentionnées n'a pas été satisfaisant en ce sens que la représentation proportionnée des provinces selon la population n'a pas été maintenue;

Et considérant qu'on estime qu'il serait possible d'effectuer une répartition plus équitable de députés entre les diverses provinces si le rajustement avait lieu sur la base de la population de toutes les provinces prise dans son ensemble;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI,
Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres du Sénat du Canada en Parlement assemblés, approchons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement que Vous daigniez faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni, exprimée ainsi qu'il suit:

Loi prévoyant le rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada sur la base de la population du Canada:

Considérant que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant que Sa Majesté daigne faire soumettre un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni pour l'établissement des dispositions ci-après énoncées;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. Est par les présentes abrogé l'article cinquante et un de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et remplacé par le suivant:

51. (1) Le nombre des membres de la Chambre des communes est de deux cent cinquante-cinq et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajustée par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il est attribué à chacune des provinces un nombre de députés calculé en divisant la population totale des provinces par deux cent cinquante-quatre et en divisant la population de chaque province par le quotient ainsi obtenu, abstraction faite, sauf ce qui est prévu ci-après au présent article, du reste (s'il en est) consécutif à ladite méthode de division.

2. Si le nombre total de députés attribué à toutes les provinces en vertu de la règle 1 est inférieur à deux cent cinquante-quatre, d'autres députés seront attribués (à raison d'un par province) aux provinces qui ont des quantités restantes dans le calcul visé par la règle 1, en commençant par

la province possédant le reste le plus considérable et en continuant avec les autres provinces par ordre d'importance de leurs quantités restantes respectives jusqu'à ce que le nombre total de députés attribué atteigne deux cent cinquante-quatre.

3. Nonobstant toute disposition du présent article, si, une fois achevé le calcul prévu par les règles 1 et 2, le nombre de députés à attribuer à une province est inférieur au nombre de sénateurs représentant ladite province, les règles 1 et 2 cesseront de s'appliquer à l'égard de ladite province, et il lui sera attribué un nombre de députés égal audit nombre de sénateurs.

4. Si les règles 1 et 2 cessent de s'appliquer à l'égard d'une province, alors, pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux provinces concernant lesquelles les règles 1 et 2 demeurent applicables, la population totale des provinces doit être réduite du chiffre de la population de la province à l'égard de laquelle les règles 1 et 2 ne s'appliquent plus, et le nombre deux cent cinquante-quatre doit être réduit du nombre de députés attribué à cette province sous le régime de la règle 3.

5. Ce rajustement n'entrera en vigueur qu'à la fin du Parlement alors existant.

(2) Le territoire du Yukon, tel qu'il a été constitué par le chapitre quarante et un du Statut du Canada de 1901, avec toute partie du Canada non comprise dans une province qui peut, à l'occasion, y être incluse par le Parlement du Canada aux fins de représentation au Parlement, a droit à un député.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1946; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1943, l'Acte de l'Amérique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1946.

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 46

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 5 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Lacasse,	Paquet,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Foster,	Lambert,	Robertson,
Beauregard,	Gershaw,	Léger,	Robinson,
Calder,	Gouin,	Lesage,	Roebuck,
Copp,	Harmer,	MacLennan,	St-Père,
Crerar,	Hayden,	Marcotte,	Sinclair,
Daigle,	Horner,	McGeer,	Taylor,
Dessureault,	Hurtubise,	Molloy,	Vien,
Duffus,	Johnston,	Morau,	White,
	King,	Murdock,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (125), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Chambre des communes", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (127), intitulé: "Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Copp, du comité permanent du Transport et des communications, auquel a été renvoyé le Bill (138), intitulé: "Loi modifiant la Loi des chemins de fer", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente les rapports de ce comité portant les numéros deux cent trente-huit à deux cent cinquante et un, les deux précitées inclusivement:

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph Alphonse Christen, de la ville de Temiskaming, province de Québec, tavernier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Colina Clemence Baechler Christen, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent trente-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edmund Lionel Hurd, du village de Bulwer, comté de Compton, province de Québec, employé minier; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eva Mary Wood Hurd, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gladys Elsie Larivière Doyle, de la cité de Richmond, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Leslie Elbridge Doyle, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00 et qu'un excédent de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ernestine Anne Lothrop MacNaughton, de la cité de Lennoxville, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec James Alexander MacNaughton, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$50.00, et qu'un excédent de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Irving Vengroff, de la cité de Montréal, province de Québec, nettoyeur de vitres; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ettie Vengroff, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00 et qu'un excédent de paiement de \$50.00 soit remboursé au pétitionnaire.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Malcolm Dickenson, de la cité de Montréal, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Margaret Wolverson Young Dickenson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gwendolyn Edith Edson, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement résidant en la cité de Toronto, province d'Ontario, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Cedric Arlington Edson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bernice Mae Skidmore Weale, du village d'Ormstown, province de Québec, diététicienne, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Francis Weale, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de George Christie Henderson, de Valois, province de Québec, commis, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ivy Louise Young Henderson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie Laretta Eliennette (Rita) Vallerand Barraclough, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John Edwin Barraclough, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de William Thomas Bennett, de la cité de Montréal, province de Québec, finisseur de meubles; demandant l'adoption d'une

loi qui dissolvent son mariage avec Ella Sophia Olsen Bennett, le comité que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quarante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Edna Marjorie Pitts Wellington, de la cité de Westmount, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lionel George Wellington, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec George Amedée Geoffrion, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Le MARDI 2 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Rose Hannah Colbeck Grant, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Harold Edward Grant, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN E. SINCLAIR,
Président suppléant.

Ordonné: Que les rapports numérotés deux cent trente-huit à deux cent cinquante et un, inclusivement, du Comité permanent des divorces, soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du Comité permanent des banques et du commerce, auquel a été référé le Bill (X-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des aliments et drogues", fait rapport que ce comité a étudié cedit bill, et qu'il l'a chargé d'en faire rapport au Sénat sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ledit bill, auquel il demande son concours.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport sur les travaux du Conseil national de l'aptitude physique et de la section de l'aptitude physique du ministère de la Santé nationale et du bien-être social pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Version française).

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat",

Lesdits amendements sont agréés.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie électrique", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division—

Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Ethelwyn Marshall Ross".

Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Ernest Smith".

Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Cleora Elizabeth Doyle Mastine".

Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Carr Johnstone".

Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Yvette Breton Philips".

Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Laing Robertson MacNab".

Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Goldsmith Glick".

Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Alexandra Oughtred Scott".

Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Horatio Baldwin".

Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Slobodzian".

Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Charles McKerness".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent vingt-cinq à deux cent trente-sept, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Anderson Lobb".

Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne Rachel Mayer Richard".

Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Izbitsky Abracen".

Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Margaret Price Garvie".

Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Shoob Natovitch".

Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Madge Aileen Hunter Parker".

Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk".

Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Wallace Argall".

Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Norma Wickens Baker".

Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Emily Rogers Thoms".

Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Grégoire Girard".

Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Maxwell Cleghorn Pope".

Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Charlotte Arsenault Leonard".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont alors lus les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, appuyé par l'honorable sénateur Foster:

Considérant que l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, déclare que, relativement à la représentation à la Chambre des communes, la province de Québec doit avoir un nombre fixe de soixante-cinq députés;

Considérant qu'aux termes de ladite loi il est attribué à chacune des autres provinces un nombre de députés ayant avec le chiffre de sa population le même rapport qu'entre le nombre soixante-cinq et le chiffre de la population de Québec;

Considérant que ladite loi prévoit le rajustement de la représentation après l'achèvement de chaque recensement décennal et déclare que, lors de ce rajustement, le nombre des députés d'une province ne doit être réduit que si la proportion du chiffre de la population de la province au chiffre de la population globale du Canada, lors du rajustement précédent du nombre des députés de la province, accuse, au recensement alors le plus récent, une diminution d'un vingtième ou plus;

Considérant que l'effet des dispositions susmentionnées n'a pas été satisfaisant en ce sens que la représentation proportionnée des provinces selon la population n'a pas été maintenue;

Et considérant qu'on estime qu'il serait possible d'effectuer une répartition plus équitable de députés entre les diverses provinces si le rajustement avait lieu sur la base de la population de toutes les provinces prise dans son ensemble;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI,

Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres du Sénat du Canada en Parlement assemblés, approchons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement que Vous daigniez faire soumettre une mesure au Parlement du Royaume-Uni, exprimée ainsi qu'il suit:

Loi prévoyant le rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada sur la base de la population du Canada:

Considérant que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant que Sa Majesté daigne faire soumettre un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni pour l'établissement des dispositions ci-après énoncées;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des Lords spirituels et temporels et des Communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. Est par les présentes abrogé l'article cinquante et un de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et remplacé par le suivant:

51. (1) Le nombre des membres de la Chambre des communes est de deux cent cinquante-cinq et la représentation des provinces à ladite Chambre doit, dès l'entrée en vigueur du présent article et, dans la suite, sur l'achèvement de chaque recensement décennal, être rajustée par l'autorité, de la manière et à compter de l'époque que le Parlement du Canada prévoit à l'occasion, sous réserve et en conformité des règles suivantes:

1. Sous réserve des dispositions ci-après, il est attribué à chacune des provinces un nombre de députés calculé en divisant la population totale des provinces par deux cent cinquante-quatre et en divisant la population de chaque province par le quotient ainsi obtenu, abstraction faite, sauf ce qui est prévu ci-après au présent article, du reste (s'il en est) consécutif à ladite méthode de division.

2. Si le nombre total de députés attribué à toutes les provinces en vertu de la règle 1 est inférieur à deux cent cinquante-quatre, d'autres députés seront attribués (à raison d'un par province) aux provinces qui ont des quantités restantes dans le calcul visé par la règle 1, en commençant par la province possédant le reste le plus considérable et en continuant avec les autres provinces par ordre d'importance de leurs quantités restantes respectives jusqu'à ce que le nombre total de députés attribué atteigne deux cent cinquante-quatre.

3. Nonobstant toute disposition du présent article, si, une fois achevé le calcul prévu par les règles 1 et 2, le nombre de députés à attribuer à une province est inférieur au nombre de sénateurs représentant ladite province, les règles 1 et 2 cesseront de s'appliquer à l'égard de ladite province, et il lui sera attribué un nombre de députés égal au nombre de sénateurs.

4. Si les règles 1 et 2 cessent de s'appliquer à l'égard d'une province, alors, pour le calcul du nombre de députés à attribuer aux provinces concer-

nant lesquelles les règles 1 et 2 demeurent applicables, la population totale des provinces doit être réduite du chiffre de la population de la province à l'égard de laquelle les règles 1 et 2 ne s'appliquent plus, et le nombre deux cent cinquante-quatre doit être réduit du nombre de députés attribué à cette province sous le régime de la règle 3.

5. Ce rajustement n'entrera en vigueur qu'à la fin du Parlement alors existant.

(2) Le territoire du Yukon, tel qu'il a été constitué par le chapitre quarante et un du Statut du Canada de 1901, avec toute partie du Canada non comprise dans une province qui peut, à l'occasion, y être incluse par le Parlement du Canada aux fins de représentation au Parlement, a droit à un député.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1946; et les Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1943, l'Acte de l'Amérique du Nord, 1907, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique britannique du Nord, 1867 à 1946.

Après plus ample débat,

Et, étant posée la question sur ladite motion,

Le Sénat se divise, et, à l'appel, les sénateurs votent comme suit:

POUR:

Les honorables sénateurs:

Beauregard,	Dupuis,	Johnston,	Robinson,
Copp,	Foster,	Lambert,	Roebuck,
Crerar,	Gershaw,	Lesage,	St-Père,
Daigle,	Gouin,	MacLennan,	Taylor,
Dessureault,	Harmer,	Molloy,	Vien,
Duffus,	Hurtubise,	Robertson,	Wilson—24

CONTRE:

Les honorables sénateurs:

Aseltine,	Horner,	McGeer,	White—7
Calder,	Marcotte,	Morand,	

Et alors la motion est résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat, et

Sur la motion de l'honorable sénateur Robertson, il est,

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi, le vingt-troisième jour de juillet, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 47

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 23 juillet 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Jones,	McLean,
Beaubien	Euler,	King,	Morand,
(Montarville),	Fafard,	Kinley,	Murdock,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Lacasse,	Paquet,
Baptiste),	Ferland,	Léger,	Quinn,
Beauregard,	Foster,	Lesage,	Robertson,
Bench	Gershaw,	Macdonald	Robinson,
Bouchard,	Gouin,	(Cardigan),	Roebuck,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	St-Père,
Calder,	Horner,	Marcotte,	Sinclair,
Campbell,	Howard,	McDonald	Taylor,
Copp,	Howden,	(Kings),	Vaillancourt,
David,	Hugessen,	McGeer,	Veniot,
Dessureault,	Hurtubise,	McGuire,	Vien,
Donnelly,	Johnston,	McIntyre,	White,
Duffus,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (B-9), intitulé: "Loi constituant en corporation "*Prescott and Ogdensburg Bridge Company*", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (62), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon", et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (154), intitulé: "Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches", et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (155), intitulé: "Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat", et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (X-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des aliments et drogues", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, avec un amendement, pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit amendement est alors lu par le Greffier, comme suit:

Page 1, ligne 10. Après le mot "quelconque", ajouter les mots "dans l'intérêt et pour la protection de la santé publique;"

Ordonné: Que ledit amendement soit pris en considération demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (245), intitulé: "Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques (Avance à l'imprimeur du Roi)", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (249), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros deux cent cinquante-deux à deux cent cinquante-neuf, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marie-Jeanne-Augusta Clément Lajeunesse, de la cité de Toronto, province d'Ontario, comptable adjointe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Antoine-Wilfrid-Laurier Lajeunesse, de la cité de Montréal, province de Québec, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jeanne-d'Arc Guilmette Henchey, de la cité de Québec, province de Québec, sténographe, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph Michael Goodwin Henchey, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Arthur Bellows, de la cité de Montréal, province de Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Helen Watson Higgins Bellows, de la cité de Crowborough, comté de East Sussex, Angleterre, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Charles Howard Alexander, de la cité de Montréal, province de Québec, électricien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Eileen Jean Maxwell Alexander, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Alfred Wade, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de wagons-lits, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lucilla Joyce Wade, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorcés a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Inga Mary Frances Kitching, de la cité de Hull, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec George Kitching, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,

Président adjoint.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Harold Clayton Webb Clout, de la ville de East Angus, province de Québec, fabricant de papier, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ellen Louise Clout, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

VENDREDI, le 5 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent cinquante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Phyllis Thorburn Rice Colby, du village de Saint-Jovite, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arnold Orison James Colby, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,

Président.

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent cinquante-deux à deux cent cinquante-neuf, les deux précités inclusivement, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'un Accord commercial entre le Canada et la Colombie, signé à Bogota le 20 février 1946. (Versions anglaise et française).

Copie d'un Accord commercial entre le Canada et le Mexique, signé à Mexico le 8 février 1946. (Versions anglaise et française).

Copie d'un Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la province de la Colombie britannique relativement à l'établissement des anciens combattants sur les terres provinciales, sous l'empire des dispositions de la Loi des terres des anciens combattants.

Rapport annuel de la division des Allocations familiales de la section du bien-être social du ministère de la Santé nationale et du bien-être social pour l'exercice terminé le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française).

Copies des arrêtés en conseil adoptés sous l'empire de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales, pour les mois de mai et juin 1946, en français, et pour le mois de juin 1946, en anglais.

L'honorable sénateur Robertson, pour l'honorable sénateur Lambert, présente le second et dernier rapport du Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif, qui se lit comme suit:

Le VENDREDI 12 juillet 1946.

Le Comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire étude et rapport sur un motif approprié pour un drapeau national distinctif pour le Canada, demande la permission de présenter le second et dernier rapport dudit comité, comme suit:

Votre comité a tenu quatorze séances publiques.

Le comité a invité le public à soumettre des motifs de drapeau et, jusqu'à ce jour inclusivement, il a reçu et étudié 2,695 modèles. En outre, le comité a reçu sous forme de lettres écrites, de résolutions, de cartes-formules imprimées et de lettres circulaires imprimées, des communications au nombre de 42,168, et il a accusé réception chaque fois que le correspondant avait indiqué son nom et son adresse.

Ont comparu le colonel A. P. Duguid, D.S.O., historien de l'armée, ministère de la Défense nationale (armée), et le lieutenant-commander Alan Beddoe, O.B.E., R.C.N.(R).

Dans l'étude de la question soumise au comité, les délibérations se sont poursuivies avec un admirable esprit de tolérance et de collaboration.

Par un procédé d'élimination, les membres du comité ont enfin limité leur choix à un motif unique qui a été élaboré au cours des délibérations du comité. Le comité n'a pas déterminé les détails exacts du modèle, mais a adopté la recommandation suivante:

Votre comité recommande que le drapeau national du Canada soit le drapeau marchand du Canada portant une feuille d'érable aux teintes mordorées de l'automne sur un fond blanc avec bordure au lieu des armoiries dans le battant; l'ensemble du motif devant être proportionné de manière que les dimensions et la position de la feuille d'érable par rapport à l'*Union Jack* dans le canton le fassent reconnaître comme symbole distinctif du Canada en tant que nation.

Un exemplaire imprimé des procès-verbaux et des témoignages est déposé avec le présent rapport.

Le tout respectueusement soumis.

N. P. LAMBERT,
Section du Sénat.

W. E. HARRIS,
*Section de la Chambre
des communes.*

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", il est—

Ordonné: Que lesdits amendements ne soient pas maintenant pris en considération, mais que ce bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce, pour plus ample étude.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe au débat ajourné sur la motion pour l'adoption du quatrième rapport du comité permanent des Ressources naturelles concernant les mines métallifères en Canada.

Après plus ample débat, et—

Etant posée la question sur ladite motion, elle est—

Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (125), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Chambre des communes", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (127), intitulé: "Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (156), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent trente-huit à deux cent cinquante et un, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

- Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alphonse Christen".
- Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edmund Lionel Hurd".
- Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elsie Larivière Doyle".
- Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernestine Anne Lothrop MacNaughton".
- Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irving Vengroff".
- Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Malcolm Dickenson".
- Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Edith Edson".
- Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Mae Skidmore Weale".
- Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Christie Henderson".
- Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Lauretta-Eliennette (Rita) Vallerand Barraclough".
- Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Bennett".
- Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Marjorie Pitts Wellington".
- Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion".
- Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Hannah Colbeck Grant".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 48

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 24 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Jones,	McIntyre,
Beaubien	Euler,	King,	McLean,
(Montarville),	Fafard,	Kinley,	Moraud,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Lacasse,	Murdock,
Baptiste),	Ferland,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Foster,	Lesage,	Quinn,
Bench,	Gershaw,	Macdonald	Robertson,
Bouchard,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Calder,	Harmer,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Horner,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Howard,	(Shediac),	Taylor,
David,	Howden,	McDonald	Vaillancourt,
Dessureault,	Hugessen,	(Kings),	Veniot,
Donnelly,	Hurtubise,	McGeer,	Vien,
Duffus,	Johnston,	McGuire,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

Le Greffier du Sénat dépose sur la Table le huitième rapport de l'Examineur des pétitions des Bills d'intérêt privé, comme suit:

Le MERCREDI 24 juillet 1946.

Suivant la Règle 111 de l'article 2, l'Examineur des pétitions des Bills d'intérêt privé a l'honneur de présenter son huitième rapport, comme suit:

Votre Examineur a dûment étudié la pétition suivante et constate que les exigences de la Règle 107 ont été observées à tous importants égards, savoir:

De l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs du Canada; demandant l'adoption d'une loi qui modifie la Loi la constituant en corporation, afin de permettre à cette association de tenir triannuellement des conventions.

Respectueusement soumis.

A. H. HINDS,
*Examineur des pétitions des
Bills d'intérêt privé.*

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (Y-5), intitulé: "Loi constituant en corporation *Co-operative Life Insurance Company*", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (Z-5), intitulé: "Loi codifiant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français", et informe le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier un message avec un Bill (303), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Campbell, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 4, ligne 4.*—Après l'indication "9 (I)", insérer "La Commission peut,".

2. *Page 4, lignes 4 et 5.*—Supprimer les mots "la Commission peut".

3. *Page 5, ligne 6.*—Après "existantes", insérer "constituées en corporations d'après les dispositions de la Partie I de la *Loi des Compagnies, 1934, et*".

4. *Page 6, ligne 5.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

5. *Page 7, ligne 13.*—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

6. Page 7, ligne 14.—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

7. Page 7, ligne 17.—Aux mots “cette amende”, substituer “l’amende”; et aux mots “cet emprisonnement”, substituer “l’emprisonnement”.

8. Page 7, ligne 20.—Aux mots “eu lieu”, substituer “été commise”.

9. Page 7, ligne 21.—Au mot “déclarée”, substituer “trouvée”.

10. Page 7, lignes 23 et 24.—Aux mots “cette amende”, substituer “l’amende”; et aux mots “cet emprisonnement”, substituer “l’emprisonnement”.

11. Page 7, ligne 31.—Un amendement, apporté à la version anglaise du bill, ne concerne pas la version française.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés, et

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois, tel qu’amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu’amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Avec la permission du Sénat, et
Sur motion de l’honorable sénateur Robertson, il est

Ordonné: Que le comité permanent des Finances soit autorisé à examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement et dans les résolutions relatives à d’autres mesures financières projetées, dont il a été donné avis au Parlement, avant que les bills basés sur lesdits crédits et résolutions aient atteint le Sénat.

Suivant l’Ordre du jour, le Bill (125), intitulé: “Loi modifiant la Loi de la Chambre des communes”, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l’Ordre du jour, le Bill (127), intitulé: “Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques”, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l’Ordre du jour, le Bill (156), intitulé: “Loi modifiant la Loi de l’extension des frontières de Québec, 1912”, est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Qu’un message soit transmis à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération de l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill (X-9), intitulé: "Loi modifiant la Loi des aliments et drogues".

Ledit amendement est agréé.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a agréé l'amendement qu'elle a apporté à ce bill, sans y en apporter d'autre.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Relations commerciales du Canada.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent de l'Immigration et du travail.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (245), intitulé: "Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques (Avance à l'imprimeur du Roi)", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (249), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division, savoir:

Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alphonse Christen".

Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edmund Lionel Hurd".

Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elsie Larivière Doyle".

Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernestine Anne Lothrop MacNaughton".

Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irving Vengroff".

Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Malcolm Dickenson".

Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Edith Edson".

Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Mae Skidmore Weale".

Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Christie Henderson".

Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Lauretta-Eliennette (Rita) Vallerand Barraclough".

Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Bennett".

Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Marjorie Pitts Wellington".

Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion".

Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Hannah Colbeck Grant".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent cinquante-deux à deux cent cinquante-neuf, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Le Sénat s'ajourne.

No 49

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 25 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Jones,	McIntyre,
Beaubien	Euler,	King,	McLean,
(Montarville),	Fafard,	Kinley,	Morand,
Beaubien (St-Jean-	Fallis,	Lacasse,	Murdock,
Baptiste),	Ferland,	Léger,	Paquet,
Beauregard,	Foster,	Lesage,	Quinn,
Bench,	Gershaw,	Macdonald	Robertson,
Bouchard,	Gouin,	(Cardigan),	Robinson,
Burchill,	Haig,	MacLennan,	Roebuck,
Calder,	Harmer,	Marcotte,	St-Père,
Campbell,	Horner,	McDonald	Sinclair,
Copp,	Howard,	(Shediac),	Taylor,
David,	Howden,	McDonald	Vaillancourt,
Dessureault,	Hugessen,	(Kings),	Veniot,
Donnelly,	Hurtubise,	McGeer,	White,
Duffus,	Johnston,	McGuire,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Ladite communication est lue par l'honorable Président, comme il suit:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL
CANADA

OTTAWA, le 25 juillet 1946.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, Juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le vendredi 26 juillet, à trois heures p.m., afin de donner la sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable
Président du Sénat,
Ottawa.

Ordonné: Que cette communication soit déposée sur la Table.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (310), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu les deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

L'honorable sénateur Euler, du comité permanent des Relations commerciales du Canada, auquel a été renvoyé le bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Page 5, lignes 12 à 16 inclusivement. Après "gouvernement", supprimer tous les mots jusqu'à la fin de l'alinéa a) de la nouvelle clause 22A, et y substituer ce qui suit: " , ou par tout autre organisme du gouvernement d'un tel autre

pays, d'effectuer le paiement, ou sa garantie de paiement, du coût des marchandises de production canadienne achetées d'un exportateur, ou du coût de services canadiens."

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés, et
Avec la permission du Sénat,
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec un amendement, pour lequel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies d'un Accord sur le blé entre le Canada et le Royaume-Uni, signé le 24 juillet 1946. (Versions anglaise et française).

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Augusta Clément Lajeunesse".

Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne-d'Arc Guilmette Henchey".

Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Bellows".

Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Howard Alexander".

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Wade".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Inga Mary Frances Kitching".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clayton Webb Clout".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Thorburn Rice Colby".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Howden présente au Sénat un Bill (S-11), intitulé: "Loi concernant l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs du Canada".

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture lundi prochain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (245), intitulé: "Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques (Avance à l'imprimeur du Roi)", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (249), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour deuxième lecture du Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada".

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Ledit Bill est alors lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (303), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain à deux heures et demie de l'après-midi.

Le Sénat s'ajourne.

No 50

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 26 juillet 1946

Deux heures et demie de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Horner,	MacLennan,	Quinn,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Howard, Howden,	McDonald (Shediac),	Robertson, Robinson,
Beauregard,	Johnston,	McDonald (Kings),	Roebuck, St-Père,
Bouchard,	Jones,	McGeer,	Sinclair,
Calder,	King,	McGuire,	Taylor,
Copp,	Kinley,	McIntyre,	Vaillancourt,
Fallis,	Lacasse,	McLean,	Veniot,
Gershaw,	Léger,	Morand,	White,
Gouin,	Lesage,	Murdoch,	Wilson.
Haig,	Macdonald (Cardigan),	Paquet,	
Harmer,			

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (303), intitulé: "Loi modifiant le Code criminel", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Augusta Clément Lajeunesse".

Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne-d'Arc Guilmette Henchey".

Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Bellows".

Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Howard Alexander".

Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Wade".

Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Inga Mary Frances Kitching".

Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clayton Webb Clout".

Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Thorburn Rice Colby".

Avec la permission du Sénat,
Lesdits bills sont, sur division, lus séparément la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Quelque temps après l'honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône.

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme huissier de la Verge noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que—

“C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat.”

La Chambre des communes étant venue.

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

Loi concernant le poinçonnage des objets contenant de l'or, de l'argent ou du platine.

Loi modifiant la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

Loi modifiant la Loi sur les approvisionnements du ministère des Transports.

Loi modifiant la Loi d'établissement de soldats.

Loi concernant les Chemins de fer nationaux du Canada et l'acquisition du Chemin de fer du Manitoba.

Loi concernant les prestations destinées aux personnes qui ont servi dans le Corps féminin de la Marine royale et le *South African Military Nursing Service* (Service sud-africain d'infirmières militaires).

Loi modifiant la Loi des chemins de fer.

Loi constituant en corporation *Prescott and Ogdensburg Bridge Company*.

Loi modifiant la Loi de l'extraction de l'or dans le Yukon.

Loi modifiant la Loi du Conseil de recherches.

Loi concernant le fonctionnement des compagnies de l'Etat.

Loi constituant en corporation *Co-operative Life Insurance Company*.

Loi codifiant et modifiant les lois relatives à la Société des Artisans Canadiens-Français.

Loi modifiant la Loi des aliments et drogues.

Loi modifiant la Loi de la Chambre des communes.

Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques.

Loi modifiant la Loi de l'extension des frontières de Québec, 1912.

Loi modifiant la Loi des impressions et de la papeterie publiques (Avance à l'imprimeur du Roi).

Loi modifiant la Loi de la cour de l'Echiquier.

Loi modifiant le Code criminel.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces bills ont reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills”.

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

“QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

“Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

“Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

“Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill.”

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de se retirer.

Les Communes se retirent.

Le Sénat reprend sa séance.

Le Sénat s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

No 51

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 29 juillet 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Ferland	Lacasse,	McLean,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Gershaw, Haig,	Léger, Macdonald	Morand, Murdock,
Blais,	Harmer,	(Cardigan),	Paquet,
Bouchard,	Hornor,	MacLennan,	Quinn,
Buchanan,	Howard,	Marcotte,	Robertson,
Burchill,	Howden,	McDonald	Robinson,
Calder,	Hugessen,	(Shediac),	St-Père,
Copp,	Hurtubise,	McDonald	Sinclair,
Daigle,	Johnston,	(Kings),	Vaillancourt,
David,	Jones,	McGeer,	Veniot,
Duffus,	King,	McGuire,	Vien,
Fafard,	Kinley,	McIntyre,	White,
Fallis,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (I-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Indemnity Company*",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (J-7), intitulé: "Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message aux fins de retourner le Bill (165), intitulé: "Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans les amender, les amendements apportés audit bill par le Sénat.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (164), intitulé: "Loi modifiant la Loi des viandes et conserves alimentaires", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est alors lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable Président du Comité permanent des divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros deux cent soixante à deux cent soixante-neuf, inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixantième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fania Pustopedskaites Sobolevicius, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Beras Sobolevicius, autrement connu sous le nom de Boris Sobolevicius, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante et unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Frances Mary Fisk Irwin, du village d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Kenneth Harley Irwin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lilius Clark Watt James, de la cité de Verdun, province de Québec, demandant l'adoption d'un loi qui dissolve son mariage avec John Wallace James, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00, ainsi que la remise d'un excédent de paiement de \$25.00.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Michael Gibson, de la cité de Montréal, province de Québec, mécanicien, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Laura Rose Kane Gibson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Azarie Trottier, de la ville de Dorion, province de Québec, mécanicien retraité, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Marie-Marguerite-Florence Gendron Trottier, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Elizabeth Sharp Hamelin, de la cité de Hull, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec John-Marc Hamelin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Lucille-Aimée Cadieux Lacombe, de la cité de Montréal, province de Québec, secrétaire, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Georges Lacombe, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Wetstein Szabo, de la cité de Montréal, province de Québec, opératrice, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Emil Szabo, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Mojsze Guz, autrement connu sous le nom de Morris Gass, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MARDI, le 23 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Natalie Kathleen Fearon Kirouac, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeuse, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Joseph-Alphonse-Gérard Kirouac, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros deux cent soixante à deux cent soixante-neuf, inclusivement, du comité permanent des Divorces, soient pris en considération demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (S-11), intitulé: "Loi concernant l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs", est lu la deuxième fois, et Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

W. M. ABBOTT

Président

Mardi le 23 juillet 1940

JOHN T. HAIN

Président adjoint

Mardi le 23 juillet 1940

W. M. ABBOTT

Président

No 52

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 30 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fafard,	Lacasse,	Morand,
Beaubien (St-Jean-Baptiste),	Fallis,	Léger,	Murdoch,
Beauregard,	Ferland,	Lesage,	Nicol,
Bench,	Gershaw,	Macdonald	Paquet,
Blais,	Gouin,	(Cardigan),	Quinn,
Bouchard,	Haig,	MacLennan,	Robertson,
Buchanan,	Harmer,	Marcotte,	Robinson,
Burchill,	Horner,	McDonald	Roebuck,
Calder,	Howard,	(Shediac),	St-Père,
Copp,	Howden,	McDonald	Sinclair,
Daigle,	Hugessen,	(Kings),	Taylor,
David,	Hurtubise,	McGeer,	Vaillancourt,
Dessureault,	Johnston,	McGuire,	Veniot,
Donnelly,	Jones,	McIntyre,	Vien,
Duffus,	King,	McLean,	White,
	Kinley,	Molloy,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent soixante-dixième à deux cent soixante-dix-huitième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anita Spinner Starr, de la cité de Montréal, province de Québec, coiffeuse; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec David Starr, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Fay Podolne Litwin, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Benjamin Litwin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gregoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Martha Swatko Hys, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de James Damb Runciman, de la cité de Montréal, province de Québec, commis-comptable; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hazel Elizabeth Carvall Runciman, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Wilfrid-Lionel-Anecie St-Denis, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Maria-Rosa-Blanche-Laurette Roy St-Denis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Emily Kathleen Mennie Thissen, de la cité de Sherbrooke, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jacob Charles Thissen, fils, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-seizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Robert Frederick Ring, de la cité de Montréal, province de Québec, fumigateur; demandant l'adoption d'une loi qui

dissolve son mariage avec Levina-Clara Bourgoïn Ring, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Walter Vernon Lewis, de la cité de Montréal, province de Québec, instituteur; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Patricia Elizabeth Fawcett Lewis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Le VENDREDI 26 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Leonard-Ferdinand Raymond, de la ville de Magog, province de Québec, pompier d'usine; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Jane Rose MacMillan Raymond, de la cité de Fredericton, province du Nouveau-Brunswick, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros deux cent soixante-dixième à deux cent soixante-dix-huitième du comité permanent des Divorces soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport au Gouverneur en conseil du Comité consultatif sur l'assurance-chômage.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (164), intitulé: "Loi modifiant la Loi des viandes et conserves alimentaires", est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante à deux cent soixante-neuf, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont séparément adoptés, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Fania Pustopedskaites Sobolevicious, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicious".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Mary Fisk Irwin".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilius Clark Watt James".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Gibson".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Azarie Trottier".

Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Sharp Hamelin".

Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Aimée Cadieux Lacombe".

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Wetstein Szabo".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Natalie Kathleen Fearon Kirouac".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 53

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 31 juillet 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Euler,	King,	Molloy,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Fafard,	Kinley,	Morand,
Beauregard,	Fallis,	Lambert,	Murdock,
Bench,	Ferland,	Léger,	Nicol,
Blais,	Gershaw,	Lesage,	Paquet,
Bouchard,	Gouin,	Macdonald	Quinn,
Buchanan,	Haig,	(Cardigan),	Robertson,
Burchill,	Hardy,	MacLennan,	Robinson,
Calder,	Harmer,	Marcotte,	Roebuck,
Copp,	Hayden,	McDonald,	St-Père,
Daigle,	Horner,	(Shediac),	Sinclair,
David,	Howard,	McDonald	Taylor,
Dessureault,	Howden,	(Kings),	Vaillancourt,
Donnelly,	Hugessen,	McGeer,	Veniot,
Duffus,	Johnston,	McGuire,	Vien,
Dupuis,	Jones,	McIntyre,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message par lequel elle renvoie le Bill (126), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation", et informe le Sénat qu'elle a agréé les amendements qu'il a apportés audit bill, sans y en effectuer d'autre.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (306), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Robertson propose que ledit bill soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est—

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports de ce comité portant les numéros deux cent soixante-dix-neuvième à deux cent quatre-vingt-neuvième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent soixante-dix-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mildred Cohen Share, de la cité de Montréal, province de Québec; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Share, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingtième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Shirley Boyd Fuller Dichow, de la cité de Montréal, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Ejnar Yvan Dichow.

2. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-unième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Muriel Elizabeth Clarke Gagnon, de la ville de St-Lambert, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Cairlan Lawrence Earle Gagnon, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-deuxième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Margaret Fern Hobbs Burns, de la cité de Verdun, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Raymond William Burns, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-troisième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph-Euclide Beaudoin, de la cité de Montréal, province de Québec, garde de nuit; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvé son mariage avec Marie-Yvonne Boucher Beaudoin de la cité de Timmins, province de l'Ontario, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvé ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatrième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Mary Rose Ellement Boulet, de la cité de Montréal, province de Québec, téléphoniste; demandant l'adoption d'une loi

qui dissolvent son mariage avec Joseph-Guy Boulet, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-cinquième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Jean Stewart Lavery Martin, de la cité de Montréal, province de Québec, commis; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Lambert Martin, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-sixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Catherine Edith Thomson Williamson, de la municipalité de Lennoxville, district de St-François, province de Québec, sténographe; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec James Dean Travers Williamson, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-septième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Joseph McCaffery, de la cité de Verdun, province de Québec, soldat; demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Winnifred Edith Quicke McCaffery, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$75.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-huitième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Marian Pearl Dunfield, de la ville de Midland, province d'Ontario, secrétaire; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Lawrence Edward Dunfield, de la ville d'Amos, province de Québec, commis, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

A. B. COPP,
Président adjoint.

Le LUNDI 29 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-neuvième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dollard Charest, de la ville de Montréal, province de Québec, agent d'immeuble; demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Hilda Maltais Charest, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président suppléant.

Ordonné: Que les rapports portant les numéros deux cent soixante-dix-neuvième à deux cent quatre-vingt-neuvième, les deux précités inclusivement, du comité permanent des Divorces, soient pris en considération demain.

Sur motion de l'honorable sénateur Hayden, il est

Ordonné: Que les taxes parlementaires versées à l'égard du Bill (K-7), intitulé: "Loi concernant les vétérans de l'armée et de la marine au Canada", soient remises à l'Association, moins les frais d'impression et de traduction.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (164), intitulé: "Loi modifiant la Loi des viandes et conserves alimentaires", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Fania Pustopedskaites Sobolevicious, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicious".

Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Mary Fisk Irwin".

Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Liliak Clark Watt James".

Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Gibson".

Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Azarie Trottier".

Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Sharp Hamelin".

Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Aimée Cadieux Lacombe".

Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Wetstein Szabo".

Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass".

Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Natalie Kathleen Fearon Kirouac".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante-dixième à deux cent soixante-dix-huitième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Spinner Starr".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Fay Podolne Litwin".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Grégoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Lamb Runciman".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Lionel-Anecie St-Denis".

Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Emily Kathleen Mennie Thissen".

Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Frederick Ring".

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Vernon Lewis".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard-Ferdinand Raymond".

Lesdits Bills sont lus séparément la première fois, sur division, et

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 54

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 1er août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Jones,	McIntyre,
Beaubien (St-Jean- Baptiste),	Dupuis,	King,	Molloy,
Beauregard,	Euler,	Kinley,	Moraud,
Bench,	Fallis,	Lacasse,	Murdock,
Blais,	Gershaw,	Lambert,	Nicol,
Bouchard,	Gouin,	Léger,	Paquet,
Buchanan,	Haig,	Lesage,	Quinn,
Burchill,	Harmer,	Macdonald	Robinson,
Copp,	Hayden,	(Cardigan),	Roebuck,
Crerar,	Horner,	MacLennan,	St-Père,
Daigle,	Howard,	Marcotte,	Sinclair,
David,	Howden,	McDonald	Taylor,
Dessureault,	Hugessen,	(Shediac),	Vaillancourt,
Donnelly,	Hurtubise,	McGeer,	Veniot,
	Johnston,	McGuire,	Vien,
			White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, auquel a été renvoyé le Bill (243), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, lignes 32 à 39.*—A la sous-clause (2A), substituer la suivante:

(2A) Le commissaire ne doit pas exercer le pouvoir d'infliger une peine en vertu de la présente loi, pour désobéissance (*contempt*) ou autrement, à moins que, sur requête du commissaire, un juge de la cour de l'Echiquier du Canada ou d'une cour supérieure ou d'une cour de comté, n'ait certifié, comme un tel juge peut le faire, que ce pouvoir peut être exercé en la matière révélée dans la requête. Toutefois, le commissaire doit donner à cette personne un avis de vingt-quatre heures avant l'audition de pareille requête ou un tel plus bref avis que le juge estimera raisonnable.

2. *Page 3, lignes 15 à 27.*—A la sous-clause (2) de la clause 8, substituer la suivante:

(2) Dans les trente jours qui suivent la transmission dudit rapport au Ministre, le commissaire doit faire remettre à la garde d'où ils provenaient, s'ils n'ont pas déjà été ainsi remis, tous livres, documents, registres et autres pièces en sa possession comme preuve se rapportant à l'enquête, à moins que, relativement à des pièces spéciales, le Solliciteur général du Canada ou le Solliciteur général d'une province dans les limites de laquelle est rapportée une infraction comme y ayant été commise, ne certifie que pareilles pièces ont été retenues par le commissaire aux fins de poursuite.

(2A) Le commissaire peut faire faire des copies (y compris des copies au moyen d'un procédé de reproduction photographique), de tous livres, documents, registres ou autres pièces mentionnés au paragraphe précédent, lesquels, sur preuve orale ou par affidavit qu'ils sont des copies conformes, sont, dans toutes procédures intentées en vertu de la présente loi ou en vertu des articles quatre cent quatre-vingt-dix-huit ou quatre cent quatre-vingt-dix-huit A du *Code criminel*, admissibles en preuve et ont la même force probatoire que les originaux dans toutes les causes dans lesquelles et pour toutes les fins pour auxquels ces originaux auraient été acceptés; et lorsque pareille preuve est présentée par affidavit, il n'est pas nécessaire d'authentifier la signature ou le titre officiel du témoin si ce renseignement est indiqué dans l'affidavit, ou d'authentifier la signature ou le titre officiel de la personne devant laquelle cet affidavit a été donné sous serment.

3. Page 3, ligne 39.—Après le mot “restreindre”, insérer “injustement”.

4. Page 4, lignes 16 à 18.—Retrancher les mots “ou, si cet octroi et les autres recours prévus par le présent article semblent insuffisants pour empêcher cet usage, révoquant un tel brevet”.

5. Page 4, lignes 21 à 24.—Retrancher le mot “et” et l’alinéa (i).

Ordonné: Que lesdits amendements soient pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l’Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la troisième fois, sur division:

Bill (T-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Fania Pustopedskaites Sobolevicius, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius”.

Bill (U-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Frances Mary Fisk Irwin”.

Bill (V-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Lilius Clark Watt James”.

Bill (W-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Michael Gibson”.

Bill (X-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Azarie Trottier”.

Bill (Y-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Elizabeth Sharp Hamelin”.

Bill (Z-11), intitulé: “Loi pour faire droit à Lucille-Aimée Cadieux Lacombe”.

Bill (A-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Mary Wetstein Szabo”.

Bill (B-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass”.

Bill (C-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Natalie Kathleen Fearon Kirouac”.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l’affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l’informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l’espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

A l’appel de l’Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (306), intitulé: “Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l’habitation”, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l’Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (D-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Anita Spinner Starr”.

Bill (E-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Fay Podolne Litwin”.

Bill (F-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Grégoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys”.

Bill (G-12), intitulé: “Loi pour faire droit à James Lamb Runciman”.

Bill (H-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Lionel-Ancie St-Denis”.

Bill (I-12), intitulé: “Loi pour faire droit à Emily Kathleen Mennie Thissen”.

Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Frederick Ring".

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Vernon Lewis".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Ferdinan Raymond".

Ordonné: Que lesdits bills soient inscrits à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent soixante-dix-neuvième à deux cent quatre-vingt-neuvième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

Avec la permission du Sénat, et

Sur motion de l'honorable sénateur Copp, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à mardi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 55

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 6 août 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Howden,	McIntyre,
Ballantyne,	Dessureault,	Hugessen,	McLean,
Beaubien	Donnelly,	Hurtubise,	Molloy,
(Montarville),	Duffus,	Hushion,	Mullins,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Johnston,	Murdock,
Baptiste),	Fafard,	Jones,	Paquet,
Beauregard,	Fallis,	King,	Quinn,
Bench,	Ferland,	Lacasse,	Robertson,
Blais,	Foster,	Léger,	Robinson,
Bouchard,	Gershaw,	Lesage,	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	Macdonald	St-Père,
Burchill,	Haig,	(Cardigan),	Sinclair,
Calder,	Harmer,	MacLennan,	Vaillancourt,
Campbell,	Hayden	Marcotte,	Veniot,
Copp,	Horner,	McGeer	Vien,
Crerar,	Howard,	McGuire,	White.
Daigle,			

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (251), intitulé: "Loi instituant la Corporation commerciale canadienne", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (299), intitulé: "Loi concernant les commissaires du havre de Toronto", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (300), intitulé: "Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946," auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (301), intitulé: "Loi sur la convention relative aux droits successoraux conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (302), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des marins marchands", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (329), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", auquel elle demande le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (331), intitulé: "Loi concernant les allocations aux anciens combattants et aux personnes à leur charge", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (336), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et
Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

L'honorable Président du Comité permanent des Divorces présente au Sénat les rapports dudit comité portant les numéros deux cent quatre-vingt-dix à deux cent quatre-vingt-quinze.

Lesdits rapports sont alors lus par le Greffier comme suit:

VENDREDI, le 2 août 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-dixième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Kerttu Helvi Helen Fascio, de la cité de Montréal, province de Québec, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Victor Francis Mario Fascio, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,

Président adjoint.

VENDREDI, le 2 août 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-onzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Anne Shacket Payne, de la cité de Montréal, province de Québec, employée d'usine, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Charles Payne, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards, sauf la règle 140 concernant le paiement de la taxe parlementaire.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

3. Le comité recommande la remise de la taxe parlementaire prescrite par la règle 140, moins la somme de \$100.00.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 2 août 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-douzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Gaston-Marcel Chapdelaine, de la cité de Montréal, province de Québec, garçon de table, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Marie-Jeannette Beaulieu Chapdelaine, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

VENDREDI, le 2 août 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-treizième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Ross David Chartier, de la municipalité de Waterloo, province de Québec, aide-camionneur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Catherine May Roderick Chartier, de Scarborough, province d'Ontario, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

MERCREDI, le 31 juillet 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quatorzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de John Boosamra, de la cité de Montréal, province de Québec, gérant de magasin, demandant l'adoption d'une loi qui dissolvent son mariage avec Alice Mercier Boosamra, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolvent ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

VENDREDI, le 2 août 1946.

Le comité permanent des Divorces a l'honneur de présenter son deux cent quatre-vingt-quinzième rapport comme suit:

1. Relativement à la pétition de Dawz Sims, de la cité de Montréal, province de Québec, et présentement demeurant en la cité de Toronto, province d'Ontario, artiste, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Arthur George Sims, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande l'adoption d'une loi qui dissolve ledit mariage.

Le tout respectueusement soumis.

JOHN T. HAIG,
Président adjoint.

Ordonné: Que les rapports du comité permanent des Divorces, portant les numéros deux cent quatre-vingt-dix à deux cent quatre-vingt-quinze, soient pris en considération demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de la Convention entre le Canada et Terre-Neuve sur le transport aérien entre le Canada et Terre-Neuve, signée à St. John's, le 29 juillet 1946.

Copie de l'Acte aux fins de modifier la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, adopté à Paris le 5 novembre 1945, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 2914, du 12 juillet 1946, autorisant le Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures à ratifier ledit Acte.

L'honorable président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Cohen Share".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Elizabeth Clarke Gagnon".

Bill O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ferns Hobbs Burns".

Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Euclide Beaudoin".

Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rose Ellement Boulet".

Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Stewart Lavery Martin".

Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Edith Thompson Williamson".

Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph McCafferey".

Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Pearl Dunfield".

Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Dollard Charest".

Lesdits bills sont lus la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'ils soient inscrits à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont, sur division, lus séparément la troisième fois:

Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Spinner Starr".

Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Fay Podolne Litwin".

Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Grégoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys".

Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Lamb Runciman".

Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Lionel-Anecie St-Denis".

Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Emily Kathleen Mennie Thissen".

Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Frederick Ring".

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Vernon Lewis".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Ferdinan Raymond".

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (306), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation".

Après débat, il est

Ordonné: Que le débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (329), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", soit maintenant lu une deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre, le Bill (331), intitulé: "Loi concernant les allocations aux anciens combattants et aux personnes à leur charge", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre, le Bill (336), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 56

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Mercredi 7 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	David,	Howard,	McGuire,
Ballantyne,	Dessureault,	Howden,	McIntyre,
Beaubien	Donnelly,	Hugessen,	McLean,
(Montarville),	Duffus,	Hurtubise,	Molloy,
Beaubien (St-Jean-	Dupuis,	Hushion,	Mullins,
Baptiste),	Euler,	Johnston,	Murdock,
Beauregard,	Fafard,	Jones,	Paquet,
Bench,	Fallis,	King,	Quinn,
Blais,	Ferland,	Lacasse,	Robertson,
Bouchard,	Foster,	Lambert,	Robinson,
Buchanan,	Gershaw,	Léger,	Roebuck,
Burchill,	Gouin,	Macdonald	St-Père,
Calder,	Haig,	(Cardigan),	Sinclair,
Campbell,	Harmer,	MacLennan,	Vaillancourt,
Copp,	Hayden,	Marcotte,	Veniot,
Crerar,	Horner,	McGeer,	Vien,
Daigle,			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (309), intitulé: "Loi sur les crimes de guerre", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1946, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Euler, du Comité spécial nommé pour s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la Taxation des surplus de bénéfices, présente la Deuxième partie du rapport final de ce comité, qui se lit comme suit:

RAPPORT FINAL DU COMITÉ DU SÉNAT SUR L'IMPOSITION DES TAXES

DEUXIÈME PARTIE

Le MERCREDI 31 juillet 1946.

Le 31 octobre 1945, le Sénat a constitué un comité spécial ayant pour objet, selon les termes du renvoi, de "s'enquérir des dispositions et de l'application de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, et de préparer des recommandations en vue de l'amélioration, de la clarification et de la simplification des méthodes de cotisation et de perception des impôts sous l'autorité de ces lois."

Le 15 novembre 1945, les termes de la référence furent modifiés par l'addition des mots suivants après les mots "de ces lois":

"par une nouvelle rédaction, si nécessaire".

La Partie I du rapport final de votre comité a été présentée au Sénat par le président, l'honorable W. D. Euler, le 28 mai 1946. Le sénateur Euler indiqua alors que la Partie II couvrirait les modifications nécessaires que le comité recommandait d'apporter à la Loi et que la Partie III concernerait l'application des lois d'impôt.

Depuis l'adoption, par cette Chambre, de la Partie I du rapport, le ministre des Finances a présenté certaines résolutions exposant des propositions sur lesquelles le Gouvernement a l'intention d'établir sa législation modificatrice à

l'égard de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices. Dans son discours de présentation des résolutions budgétaires, le ministre des Finances a déclaré:

Nous avons donné instructions au comité interministériel de la rédaction d'examiner soigneusement la possibilité de réduire le nombre des pouvoirs discrétionnaires que possède maintenant le ministre, ou au moins de voir à ce qu'il les exerce conformément à des règlements approuvés par le gouverneur en conseil.

On donnait aussi à entendre que ce comité interministériel de la rédaction a été chargé d'étudier la possibilité de rendre généralement plus claire la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.

Puisque le Gouvernement a l'intention d'adopter certaines mesures, telles qu'indiquées ci-dessus, et qui, espère-t-on, accompliront dans une certaine mesure les objets pour lesquels votre comité a été institué, il paraît désirable de faire en sorte que la deuxième Partie du rapport final aide le Gouvernement à atteindre son but dans cette direction. En ce faisant, votre comité désire cependant marquer que, bien qu'il se limite ici à un nombre restreint de recommandations concernant le traitement de certains articles de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices, il demande que l'occasion lui soit fournie de reviser les propositions que pourrait faire le comité interministériel, afin de déclarer si, à son avis, ces propositions peuvent être améliorées par une plus ample étude ou par des recommandations supplémentaires d'un comité de cette Chambre.

Comme le déclare la Partie I du rapport final, votre comité a entendu des exposés de vingt-trois organisations et particuliers. Votre comité a étudié les représentations que contenaient ces mémoires, dans la mesure où elles se rapportent à certains aspects des dispositions d'appel dans les deux lois et, d'une façon plus restreinte, dans la mesure où elles se rapportent à l'avantage de changements spécifiques dans la législation et d'améliorations des procédés administratifs qu'emploient les services de cotisation du département du Revenu national.

Il est, en conséquence, proposé que la Partie II du présent rapport se restreigne à l'énoncé des articles qui, de l'avis de votre comité et après étude des exposés et des représentations qui lui ont été présentés, ont besoin d'être modifiés, clarifiés et abrogés.

Pour ce qui concerne les détails de l'administration interne du département, auxquels se rapportera la Partie III du présent rapport, comme il a déjà été déclaré, votre comité estime que l'occasion devra lui être donnée d'interroger d'autres témoins et d'étudier leurs représentations en vue d'analyser le mode d'opération et d'administration du département, avant de présenter des recommandations à cet égard.

Après avoir entendu le témoignage de plusieurs témoins sur la question des salaires actuellement payés aux différentes classes du personnel des services de l'impôt, votre comité a vivement constaté le fait que les salaires courants lui paraissent en général trop peu élevés, compte tenu de l'importance nationale des fonctions qu'exercent les employés de ces services, et la responsabilité qui leur incombe.

Prévoyant l'impossibilité d'achever son enquête à cet égard avant la fin de la présente session du Parlement, votre comité recommande que, si cette Chambre désire que la Partie III de ce rapport soit faite, votre comité soit reconstitué à cet effet.

Pour ce qui concerne les modifications qu'il semble désirable d'apporter à la législation, les représentations faites peuvent se diviser en trois grandes catégories:

(1) Celles qui recommandent que certains articles des lois d'impôt soient modifiés en certains sens;

(2) Celles qui recommandent que certains articles soient clarifiés, et plus particulièrement à l'égard de l'exercice de la discrétion ministérielle sous l'autorité de ces articles; et

(3) Celles qui recommandent que certains articles soient abrogés.

En conséquence, votre comité recommande:

(i) Une revision totale des lois d'impôt afin de les rendre claires et cohérentes, et afin que leurs dispositions soient conformes aux méthodes modernes des affaires. A cet égard, il est recommandé que les articles suivants de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu soient modifiés de façon à exprimer le principe ci-dessus:

<i>Article</i>	<i>Sujet</i>	<i>Renvoi à la page des témoignages rendus devant le Comité (version anglaise)</i>
2 (1) (j)	Définition d'un établissement domestique d'un seul tenant.	1946, p. 123, Association du Barreau canadien.
6 (1) (a)	Déboursés qui ne sont pas faits en vue de la production du revenu.	1946, p. 119, Association du Barreau canadien; p. 248, Toronto Board of Trade; 286, sénateur Haig.
6 (d)	Réserves, comptes de dépenses casuelles ou caisses d'amortissement.	1946, p. 113, 114, Association du Barreau canadien.
6 (n)	Tolérance pour dépréciation	1946, p. 81, Association des comptables licenciés du Dominion, p. 248, Toronto Board of Trade.
16	Changements au capital social par une compagnie qui a des recettes non distribuées.	1946, p. 249, Toronto Board of Trade.
55 (b)	Continuation de la responsabilité pour impôts.	1945, p. 306, Income Taxpayers' Association.

Relativement à l'article 55 (b), on recommande que la limite de six ans soit modifiée de façon à empêcher le rétablissement d'une cote trois années après la date à laquelle elle a été adressée au contribuable, dans les cas autres que ceux où le contribuable a commis une fausse représentation quant aux faits, une fraude en remplissant son rapport ou en fournissant des renseignements d'après la loi.

(ii) Que les articles suivants de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu soient rendus plus clairs de façon que leur interprétation ne donne lieu à aucun doute et qu'ils ne viennent pas en conflit avec d'autres articles de ladite loi:

<i>Article</i>	<i>Sujet</i>	<i>Renvoi à la page des témoignages rendus devant le Comité</i>
9 (b)	Taxe de retenue contre les non-résidents.	1946, p. 122, Association du Barreau canadien; 249, Toronto Board of Trade.
16	Changements au capital social par une compagnie qui a des recettes non distribuées.	1946, p. 249, Toronto Board of Trade.
88 (8)		1946, p. 126, Association du Barreau canadien.

(iii) Que les articles suivants de la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu soient abrogés:

<i>Article</i>	<i>Sujet</i>	<i>Renvoi à la page des témoignages rendus devant le Comité</i>
10	Distinction entre le revenu provenant d'une occupation principale et d'un emploi secondaire.	1946, p. 118, Association du Barreau canadien.
32A	Tractations destinées à éluder l'impôt.	1946, p. 82, Association des comptables licenciés du Dominion; p. 249, Toronto Board of Trade; p. 285, Canadian Electrical Association.

(iv) Que soient abrogés les articles suivants de la Loi de 1940 concernant la taxation des surplus de bénéfices:

<i>Article</i>	<i>Sujet</i>	<i>Renvoi à la page des témoignages rendus devant le Comité</i>
15	Tractations destinées à éluder l'impôt.	1946, p. 82, Association des comptables licenciés du Dominion; p. 249, Toronto Board of Trade; p. 285, Canadian Electrical Association.

On fait remarquer que les articles précédents ne sont pas nécessairement les seuls qui exigent modification, abrogation ou classification. La liste ci-dessus comprend les articles qui, de l'avis de votre comité et d'après les témoins qui ont comparu devant lui, exigent davantage l'attention des conseillers du Gouvernement afin de faciliter l'administration uniforme, claire et raisonnable des lois d'impôt telles qu'elles existent actuellement.

A l'égard de toute révision que peut proposer ou accomplir le Gouvernement relativement aux deux lois d'impôt ci-dessus mentionnées, votre Comité désire marquer qu'il approuve entièrement la déclaration du ministre des Finances quant aux instructions qu'il a données au comité interministériel de la rédaction au sujet de la réduction des pouvoirs discrétionnaires dont jouit présentement le ministre du Revenu national; et votre Comité désire en outre approuver l'intention qu'a exprimée le ministre des Finances de s'enquérir de la possibilité d'exercer ces pouvoirs en vertu de règlements approuvés par le gouverneur en conseil. Il est d'autant plus nécessaire d'ainsi restreindre les pouvoirs discrétionnaires accordés au ministre, que, au regret de votre Comité, le ministre des Finances n'a pas jugé à propos d'adopter les recommandations qu'a proposées votre Comité dans la Partie I du présent rapport relativement à l'établissement d'un Bureau d'appel en matière d'impôt, lequel Bureau serait autorisé à réviser les pouvoirs discrétionnaires de l'administration.

Le tout respectueusement soumis.

W. D. EULER,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération mardi prochain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (S-11), intitulé: "Loi concernant l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, auquel il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (8), intitulé: "Loi concernant la fête du Canada", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 7 août 1946.

1. Que la première clause du bill soit modifiée par la suppression des mots "fête du Canada", à la quatrième ligne du bill, et par la substitution des mots "fête nationale du Canada";

2. Que la clause deux du bill soit modifiée: a) par l'insertion, après le premier mot "est", à la septième ligne du bill, des mots "la fête nationale du Canada et"; et b) par la suppression des mots "sous le nom de Fête du Canada", à la huitième ligne du bill, et par la substitution d'un point final, après le mot "tel", à la septième ligne du bill.

3. Que la clause trois du bill soit modifiée: a) par l'insertion des mots "la fête nationale du Canada et", après le mot "est" à la dixième ligne du bill; b) par la suppression des mots "dans toute l'étendue du Canada", à la dixième et à la onzième ligne; et c) par la suppression des mots "sous le même nom", à la douzième ligne, et par la substitution d'un point final après le mot "tel", à la onzième ligne du bill.

4. Que les mots suivants soient ajoutés comme clause quatre du bill, et que la clause subséquente soit renumérotée en conséquence:

4. Chaque fois que, dans un statut ou dans une loi du Canada, ou dans une ordonnance ou une règle établie sous l'autorité de pareil statut ou loi, se rencontrent les mots "Fête du Dominion", en tout et en chaque cas doivent leur être substitués les mots "Fête nationale du Canada".

Dans le titre

5. Que le titre du bill soit modifié par la suppression des mots "fête du Canada" et par la substitution des mots "fête nationale du Canada".

Avec la permission du Sénat,

L'honorable sénateur Foster propose que lesdits amendements soient maintenant agréés.

En amendement, l'honorable sénateur Ballantyne, appuyé par l'honorable sénateur Murdock, propose que lesdits amendements ne soient pas maintenant agréés mais que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce, pour plus ample considération.

Après débat, et—

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Donnelly,	Horner,	Marcotte,
Ballantyne,	Euler,	Jones,	Mullins,
Beaubien (<i>Montarville</i>),	Fallis,	Lambert,	Murdock,
Calder,	Gershaw,	Léger,	Paquet,
Campbell,	Haig,	Macdonald (<i>Cardigan</i>),	Quinn,
	Hayden,		White—22.

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Dessureault,	Hugessen,	Molloy,
Bench,	Duffus,	Hurtubise,	Robertson,
Blais,	Dupuis,	Hushion,	Robinson,
Bouchard,	Fafard,	Johnston,	Roebuck,
Buchanan,	Ferland,	Lacasse,	St-Père,
Burchill,	Foster,	MacLennan,	Sinclair,
Copp,	Gouin,	McGeer,	Vaillancourt,
Crerar,	Harmer,	McGuire,	Veniot,
Daigle,	Howard,	McIntyre,	Vien—39.
David,	Howden,	McLean,	

Elle est conséquemment résolue par la négative.

Etant de nouveau posée la question sur la motion visant à l'agrément des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce audit bill,

Elle est, sur division, résolue par l'affirmative.

Avec la permission du Sénat,

Ledit bill est alors, sur division, lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, pour lesquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (306), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation".

Après plus ample débat, et—

Etant posée la question sur ladite motion, elle est—

Résolue par l'affirmative.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Finances.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce au Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions".

L'honorable sénateur Beauregard propose que lesdits amendements soient agréés.

En amendement, l'honorable sénateur Hugessen, appuyé par l'honorable sénateur Howard, propose que lesdits amendements ne soient pas agréés mais qu'ils soient modifiés en supprimant les amendements portant les numéros quatre et cinq.

Après débat, et—

Etant posée la question sur ladite motion en amendement,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Beaubien (<i>St-Jean-Baptiste</i>),	Dupuis,	Howard,	Murdock,
Buchanan,	Fafard,	Hugessen,	Robertson,
Burchill,	Ferland,	Hurtubise,	Robinson,
Crerar,	Foster,	Johnston,	Roebuck,
Dessureault,	Gershaw,	McGeer,	Sinclair,
Duffus,	Gouin,	McIntyre,	Vaillancourt—26.
	Harmer,	McLean,	

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Haig,	Jones,	Paquet,
Bench,	Hayden,	Lambert,	Quinn,
Campbell,	Horne,	Léger,	White—15.
Donnelly,	Hushion,	McGuire,	

Elle est conséquemment résolue par l'affirmative.

Etant posée la question sur la motion visant à l'agrément des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce audit bill, tel qu'amendé,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que ledit bill, tel qu'amendé, soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (301), intitulé: "Loi sur la Convention relative aux droits successoraux conclue entre le Canada et le Royaume-Uni, signée à Londres, le cinquième jour de juin 1946", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (300), intitulé: "Loi sur la Convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et le Royaume-Uni, signée à Londres, le cinquième jour de juin 1946", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (302), intitulé: "Loi concernant l'indemnité des marins marchands", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (299), intitulé: "Loi concernant les commissaires du havre de Toronto", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (251), intitulé: "Loi constituant la Corporation commerciale canadienne", il est
Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture des bills suivants:

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Cohen Share".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Elizabeth Clarke Gagnon".

Bill (O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ferns Hobbs Burns".

Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Euclide Beaudoin".

Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rose Ellement Boulet".

Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Stewart Lavery Martin".

Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Edith Thompson Williamson".

Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph McCafferey".

Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Pearl Dunfield".

Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Dollard Charest".

Il est ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-dix à deux cent quatre-vingt-quinze, il est

Ordonné: Que lesdits Ordres du jour soient ajournés à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 57

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 8 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Daigle,	Hugessen,	McIntyre,
Ballantyne,	Dessureault,	Hurtubise,	McLean,
Beaubien	Duffus,	Hushion,	Molloy,
(Montarville),	Dupuis,	Johnston,	Mullins,
Beaubien (St-Jean-	Fafard,	Jones,	Murdock,
Baptiste),	Fallis,	King,	Paquet,
Beauregard,	Ferland,	Lacasse,	Quinn,
Bench,	Foster,	Lambert,	Robertson,
Blais,	Gershaw,	Léger,	Robinson,
Bouchard,	Gouin,	Lesage,	Roebuck,
Buchanan,	Haig,	Macdonald	St-Père,
Burchill,	Harmer,	(Cardigan),	Sinclair,
Calder,	Hayden,	MacLennan,	Vaillancourt,
Campbell,	Horner,	Marcotte,	Veniot,
Copp,	Howard,	McGeer,	Vien,
Crerar,	Howden,	McGuire,	White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Finances, auquel a été renvoyé le Bill (306), intitulé: "Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente le rapport de ce comité portant le numéro deux cent quatre-vingt-seize.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 7 août 1946.

Le comité permanent des Divorces demande la permission de présenter le cent quatre-vingt-seizième rapport de ce comité, comme suit:

1. Relativement à la pétition de Bruno Côté, de la cité de Montréal, province de Québec, vendeur, demandant l'adoption d'une loi qui dissolve son mariage avec Fernande Clément Côté, le comité a constaté que les prescriptions des règles du Sénat ont été observées à tous importants égards.

2. Le comité recommande que cette pétition ne soit pas accordée.

3. Le comité recommande la remise au pétitionnaire des taxes parlementaires prescrites par la Règle 140, moins les frais d'impression.

Le tout respectueusement soumis.

W. M. ASELTINE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Fallis, du comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement, présente le premier rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 8 août 1946.

Le comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement a l'honneur de présenter son premier rapport, comme suit:

Votre comité a étudié la liste ci-jointe des documents déposés au Sénat et à la Chambre des communes durant la présente session et recommande qu'ils ne soient pas imprimés.

Le tout respectueusement soumis.

IVA C. FALLIS,
Présidente.

A l'honorable Président de la Chambre des communes,

Les bibliothécaires conjoints du Parlement ont l'honneur de vous soumettre le rapport de la bibliothèque pour l'année 1945.

Le Supplément au Catalogue de la bibliothèque qui contient la liste des livres achetés et reçus en don au cours de l'année, est actuellement sous presse et sera distribué aussitôt que possible.

Le personnel de la bibliothèque, fort réduit au cours des deux ou trois dernières années, est maintenant au complet. Le poste de bibliothécaire adjoint est actuellement occupé par suite de la nomination de M. Robert M. Hamilton, B.A., et bachelier en bibliothéconomie.

Le service courant a subi plusieurs modifications, qui, espérons-le, seront d'une grande utilité pour les sénateurs et les députés; tout de même, les bibliothécaires signalent de nouveau que l'institution d'un système d'administration vraiment moderne ne sera pas possible avant que la bibliothèque ne soit pourvue de l'espace nécessaire au rayonnage. Le ministère des Travaux publics a promis de mettre à notre disposition un local dans le nouvel édifice de la Cour Suprême; mais cette installation additionnelle n'apportera qu'une atténuation légère et momentanée à l'encombrement actuel.

On a installé un nouveau système d'éclairage fluorescent dans deux des alcôves de la bibliothèque; cet éclairage sera étendu à toute la bibliothèque après l'adoption des crédits affectés aux Travaux publics au cours de la présente session.

La bibliothèque s'est procuré les ouvrages d'actualité dans la mesure de ses ressources budgétaires. Le prix des livres et le coût des services essentiels ont accusé une forte augmentation. On espère cependant que le crédit retranché du budget de la bibliothèque, il y a quelques années en raison d'économie de guerre, sera rétabli cette année.

Les statistiques de la bibliothèque seront présentés au Comité mixte de la bibliothèque lors de sa première réunion.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS,

F. A. HARDY,

Bibliothécaires conjoints.

3a. Copie des témoignages entendus à l'enquête publique sur les prétendues irrégularités au bureau de scrutin No 50 dans le district électoral de Melville au cours de l'élection générale de 1945.

4. Rapport du directeur général des élections sur les élections partielles tenues au cours de l'année 1945, en vertu des dispositions du paragraphe 6 de l'article 56 de la Loi des élections fédérales, 1938.

9. Rapport des opérations sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des prairies pour l'année récolte 1944-45.

9a. Copie de tous les arrêtés en conseil approuvés, depuis le 1er juillet 1945, sous l'autorité de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

9b. Etat montrant:—1. Combien d'argent a-t-on payé aux cultivateurs, dans chacune des trois provinces des Prairies, sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies, au cours des années 1943, 1944 et 1945 respectivement?

2. Au cours de la même période quelle somme a-t-on perçue dans chaque province en vertu de la taxe de un pour cent?

9c. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des enquêteurs et des surveillants affectés dans la province de la Saskatchewan, à l'application de la Loi sur l'assistance à l'agriculture dans les Prairies en 1945?

2. Combien de temps chacun d'entre eux a-t-il été embauché au cours de cette année?

3. Quel salaire chacun a-t-il reçu au cours de 1945?

4. Quelle somme a-t-on payée à chacun en frais de déplacement en 1945?

9d. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre a) d'appréciateurs, b) d'autres hauts fonctionnaires civils et de membres du personnel actuellement à l'emploi de la division de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, au ministère de l'Agriculture?

2. Quel est le nombre de ces employés a) en Alberta, b) en Saskatchewan, c) au Manitoba, d) à Ottawa?

3. Depuis la mise en vigueur de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, quelles sommes ont été versées a) en traitements, b) en dépenses, à l'égard de ces employés?

4. Quelles sont les dépenses totales sous le régime de cette loi a) en loyer de bureaux, b) pour tous autres frais?

9e. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des enquêteurs et des surveillants affectés à la province de l'Alberta, en 1945, sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies?

2. Pendant combien de temps chacun d'entre eux a-t-il été employé au cours de cette année?

3. Quel traitement chacun a-t-il reçu au cours de cette année?

4. Quel montant en frais de déplacement a été payé à chacun au cours de l'année 1945?

10. Dixième rapport annuel des opérations de la Loi de rétablissement agricole des Prairies, pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

10a. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms des surveillants et inspecteurs de l'administration de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies affectés à la province de la Saskatchewan en 1945?

2. Pendant combien de temps chacun a-t-il été employé en 1945?

3. Quelle somme chacun a-t-il reçue en traitement au cours de cette période?

4. Quelle somme a-t-on payée à chacun en frais de déplacement au cours de la même période?

15a. Arrêté en conseil C.P. 59, approuvé le 11 janvier 1946: Transfert des pouvoirs, devoirs et fonctions de la division des services volontaires féminins du ministère des services nationaux de guerre du ministre des services nationaux de guerre au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

15b. Arrêté en conseil C.P. 767, approuvé le 7 mars 1946: Transfert des devoirs de la Commission canadienne d'aide mutuelle, en tant qu'ils s'appliquent aux approvisionnements, services et outillage exigés par l'UNRRA, au ministre du Commerce.

15c. Arrêté en conseil C.P. 1513, approuvé le 16 avril 1946: pour transférer les pouvoirs, les devoirs et les fonctions investis dans le ministre des Finances en vertu des dispositions de la Loi sur la société centrale d'hypothèques et de logements, etc., dans le ministre de la Reconstruction et de l'approvisionnement.

15d. Arrêté en conseil C.P. 1448, approuvé le 16 avril 1946: pour transférer du Secrétaire d'Etat du Canada au Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures la responsabilité de faire insérer dans la *Gazette du Canada* certains avis de nominations.

Arrêté en conseil C.P. 1696, approuvé le 30 avril 1946: pour transférer les pouvoirs et les fonctions du ministre des Services nationaux de guerre, eu égard au corps des pompiers canadiens (civils) engagés pour le Royaume-Uni, au ministre des Affaires des anciens combattants.

19. Rapports du classement des prêts et dépôts des banques à charte du Canada, au 31 octobre 1945, conformément à l'article 118 (3) de la Loi des banques.

20. Liste des soldes de comptes, etc., des banques à charte du Dominion du Canada au 31 décembre 1945, en vertu de l'article 118 (3), chapitre 30, Statuts du Canada, 1944.

21. Liste des actionnaires des banques à charte du Dominion du Canada au 31 décembre 1945, en vertu de l'article 118 (3), chapitre 30, Statuts du Canada, 1944.

22. Listes des soldes de comptes, etc., dans les banques d'épargne de Québec au 31 décembre 1945, en vertu de l'article 10 du chapitre 39, Statuts du Canada, 1944.

23. Liste des actionnaires des banques d'épargne de Québec au 31 décembre 1945, en vertu de l'article 9, du chapitre 39, Statuts du Canada, 1944.

24. Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les accords de Bretton-Woods, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 7421, approuvé le 21 décembre 1945: pour autoriser la signature des accords et leur ratification au nom du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 632, approuvé le 21 février 1946: nommant le très honorable J. L. Ilsley comme gouverneur du Fonds monétaire international, ainsi que de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement; M. Towers comme gouverneur suppléant dudit fonds et M. W. C. Clark comme gouverneur suppléant de ladite banque.

Arrêté en conseil C.P. 983, approuvé le 15 mars 1946: nommant M. G. F. Towers comme gouverneur suppléant de la banque en remplacement de M. Clark.

24a. Rapport sur les opérations en vertu des dispositions de la Loi sur l'Accord de Bretton-Woods, au cours de l'année financière le 31 mars 1946.

27a. Etat montrant:—

1. A quelles dates sont entrées en vigueur les trois Parties de la Loi sur la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Qui a-t-on nommé comme hauts fonctionnaires et administrateurs de la Société centrale d'hypothèques et de logement, à quelles dates et à quelle rémunération?

3. Où résident, respectivement, ces hauts fonctionnaires et administrateurs?

4. Quels sont les titres respectifs de compétence de chacune?

5. Combien de séances la Corporation a-t-elle tenues, à quelles dates et qui était présent à chacune de ces séances?

6. Combien de séances ont été tenues par le conseil d'administration, à quelles dates, et qui était présent à chaque séance?

7. Quels sont les membres du comité exécutif, et quand sont-ils entrés en fonctions à ce titre?

8. Combien de séances ont été tenues par le comité exécutif, à quelles dates et qui était présent à chacune de ces séances?

9. Combien de personnes sont à l'emploi de la Société?

10 a) Combien de bureaux possède la Société, b) Où sont-ils situés, c) Combien y emploie-t-on de personnes dans chacun?

11. a) Quelle échelle de traitements et de salaires et de pensions ou d'allocations de retraite a-t-on établie pour le bénéfice des hauts fonctionnaires et des employés, b) Quel est le total actuel de la feuille d'émargement, c) Le conseil d'administration songe-t-il à augmenter le personnel et les traitements?

12. Quelles dépenses la Société a-t-elle faites et à quelles fins?

13. Quelles mesures ont été adoptées et quelles dépenses ont été effectuées par la Société pour des recherches, et pour quels genres de recherches?

29. Etat préparé par le surintendant de l'Assurance relatif à l'application de la loi d'assurance du service civil, pour l'année terminée le 31 mars 1945, en vertu de l'article 21 du chapitre 23, S.R.C., 1927.

31a. Etat montrant:—1. Combien de demandes, de chaque province, la Commission canadienne du prêt agricole a-t-elle reçues, depuis le 1er janvier 1946?

2. Par province, combien de ces demandes de prêt ont été approuvées?

3. Par province, combien de ces prêts ont été actuellement effectués par la Commission au cours de la même période?

4. Quelque membre ou fonctionnaire du gouvernement a-t-il donné quelques directives particulières au sujet de l'octroi des prêts en Saskatchewan?

5. Dans l'affirmative, quelle était la teneur de ces directives?

36a. Copie de tous les règlements administratifs de la Banque d'expansion industrielle.

37a. Etat montrant:—1. Au cours de la dernière année financière, a-t-on mis à l'amende des compagnies d'assurance parce qu'elles avaient négligé de remettre, dans le délai prescrit, leur bilan commercial aux termes de la Loi sur le département des assurances?

2. Dans l'affirmative, quelles compagnies?

3. Quelques-unes de ces compagnies ont-elles obtenu des redressements de taxes?

4. Dans l'affirmative, quelles compagnies, pour quels montants et pour quelles raisons?

5. Est-ce que des compagnies, ayant retardé à soumettre ces bilans, n'ont pas été mises à l'amende? Le cas échéant, quelles compagnies?

40. Huitième rapport annuel sur le fonctionnement de la loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938, pour l'année terminée le 31 décembre 1945. Statuts du Canada, 1938, chapitre 33, article 10.

42. Rapport concernant l'administration de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation, pour l'année civile 1945.

42a. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales, la Loi du ministère de la Reconstruction, 1944, et la Loi du ministère de la Reconstruction et de l'approvisionnement, 1945:

Arrêté en conseil C.P. 1184, approuvé le 27 mars 1946: concernant les programmes de construction et leur contrôle par les divers organismes municipaux du Canada

42b. Etat montrant:—

1. Au cours de chacun des douze derniers mois, quel était, au Canada, le nombre a) d'unités de logement terminées chaque mois, b) de maisons en construction?

2. Quel était le modèle de construction de ces logements?

3. Quel était le coût moyen approximatif de ces logements?

42c. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on construit et terminé de maisons, sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation, au cours a) de 1944, b) de 1945?

2. Au cours des douze derniers jours, combien de prêts l'administration de la Loi nationale sur l'habitation a-t-elle approuvés pour des maisons coûtant: a) moins de \$3,000; b) de \$3,000 à \$3,999; c) de \$4,000 à \$4,999; d) de \$5,000 à \$5,999; e) de \$6,000 à \$6,999; f) de \$7,000 à \$7,999; g) plus de \$8,000?

3. a) Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été établies sous les dispositions de l'article 9 de la Loi sur l'habitation? b) Combien d'unités de logement ont été complétées par ces sociétés de logement à dividende limité?

4. a) Combien a-t-on complété de logements ruraux suivant les dispositions de la partie III de la Loi nationale sur l'habitation? b) Combien d'habitations rurales est-on à construire actuellement aux termes de la partie III de la Loi nationale sur l'habitation?

5. a) Quelles sommes d'argent ont été dépensées pour les recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités aux termes des dispositions de la partie V de la Loi nationale sur l'habitation? b) Quel est le nombre de personnes actuellement affectées exclusivement à des recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités?

42d. Etat montrant:—

1. Combien de maisons ont été construites a) à Regina, b) à Saskatoon, c) à Moose-Jaw, en vertu de l'autorité du gouvernement sous le contrôle de la Wartime Housing et/ou d'autres organismes ou entreprises du gouvernement?

2. Quel est le coût total du contrat de construction de chaque catégorie d'entreprise?

3. A-t-on vendu quelques maisons? Dans l'affirmative, quel en est le prix pour chaque catégorie de maisons vendues?

4. Si on a loué des maisons, quel est le loyer demandé pour les diverses catégories de maisons?

42e. Etat montrant:—

1. Sous l'autorité de qui le gouvernement fédéral a-t-il choisi l'emplacement pour la construction des maisons d'anciens combattants à Onslow, comté de Colchester, Nouvelle-Ecosse?

2. Combien a-t-on payé pour le terrain?

3. Pourquoi a-t-on construit les maisons sur un tel emplacement?

4. Combien de maisons ont été construites?

5. Quel a été le coût total de toutes ces maisons?

42f. Copie de tous les arrêtés en conseil et règlements pris sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.

42g. Etat montrant:—

1. Jusqu'au 8 mai 1946, combien de maisons la *Wartime Housing Limited* avait-elle terminées prêtes à être occupées?

2. a) Quelles dépenses ont été faites par la *Wartime Housing Limited* jusqu'au 8 mai 1946; b) Quelle partie de ces dépenses, le cas échéant, a été affectée à autre chose qu'à des maisons? Dans l'affirmative, quelle partie et à quel propos?

3. a) Combien de maisons la *Wartime Housing Limited* est-elle à construire, ou à faire construire pour son compte; b) Dans quelles municipalités sont-elles situées?

4. a) Pour la construction de combien d'autres maisons la *Wartime Housing Limited* a-t-elle passé des contrats; b) Dans quelles municipalités seront-elles situées?

5. Quand compte-t-on que toutes ces maisons seront terminées et prêtes à être occupées?

6. a) Des maisons terminées, combien ont des caves, et combien n'en ont pas; b) Des maisons à terminer, combien auront des caves, et combien n'en auront pas?

7. De quelles quantités de matériaux de construction de toutes sortes la *Wartime Housing Limited* dispose-t-elle?

8. a) Combien de personne la *Wartime Housing Limited* a-t-elle à son emploi; b) Qui, parmi ces personnes, reçoit un salaire de \$3,000 ou plus par année, et quelles sont-elles et quelles fonctions accomplissent-elles; c) Quel est le montant mensuel de la feuille d'épargement de la *Wartime Housing Limited*?

42h. Etat montrant:—

1. Quel est le nom de la compagnie qui construit des maisons d'anciens combattants sur la route No 2, à deux milles à l'est de Bowmanville?

2. Si cette compagnie a été constituée en corporation, quels sont les noms des administrateurs et des hauts fonctionnaires de la compagnie?

3. S'il s'agit d'associés, quels sont ces derniers?

4. Sur quelle base ce contrat a-t-il été octroyé?

5. Combien de maisons est-on à construire à cet endroit?

6. Quand seront-elles terminées?

7. Quel en sera le prix de vente, et en a-t-on déjà vendu quelqu'une?

42i. Etat montrant:—

1. Quel est le nom de la compagnie qui construit des maisons d'anciens combattants, sur le terrain situé sur la route No 2, près de Port Hope, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Si la compagnie a été constituée en corporation, quels sont les noms des administrateurs et hauts fonctionnaires de la compagnie?

3. S'il s'agit d'associés, quels sont ces derniers?

4. Sur quelle base ce contrat a-t-il été adjugé?

5. Combien de maisons est-on à construire à cet endroit?

6. Quand seront-elles terminées?

7. Quel en sera le prix de vente, et en a-t-on déjà vendu quelqu'une?

42j. Etat montrant:—

1. Combien de maisons ont été construites au Canada, sous l'administration du ministère des Affaires des anciens combattants, sur des terres que l'on qualifie de petits biens-fonds?

2. Combien se vendent ces maisons aux anciens combattants et à quelles conditions?

3. Combien de maisons ont été actuellement vendues et sont maintenant occupées par des anciens combattants?

4. Quels sont les projets du gouvernement relativement à la continuation de cette entreprise de maisons d'anciens combattants?

42k. Etat montrant:—

1. Combien d'unités de logement ont été construites et étaient terminées et prêtes à être occupées, entre le 8 mai 1945 et le 8 mai 1946?

2. De ce nombre, combien ont été construites: a) sous le régime de la Partie I, b) de la Partie II, c) de la Partie III de la Loi nationale sur l'habi-

tation; d) par le service administratif de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants; e) par la *Wartime Housing Limited*; f) par la *Housing Enterprises Limited*?

3. Jusqu'au 8 mai 1946, sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation:
- a) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie I?
 - b) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la Partie I?
 - c) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées?
 - d) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie I?
 - e) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie II de la Loi?
 - f) Quel est le nombre total des projets d'habitations à loyer autorisés sous le régime de la Partie II?
 - g) De ce nombre, combien sont des projets d'habitations à bas loyer?
 - h) Combien, parmi ces projets d'habitations à loyer, ont été parachevés et sont maintenant occupés, et combien sont des projets d'habitations à bas loyer et où sont-ils situés?
 - i) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie II?
 - j) Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été reconnues comme pouvant recevoir des prêts aux termes de l'article 9 de la Loi? Quelles sont-elles, et à quels endroits les a-t-on autorisées à faire l'exploitation de projets d'habitations à loyer? Lesquelles sont des sociétés d'habitations instituées et lesquelles sont des compagnies détenrices instituées?
 - k) De ces sociétés de logement à dividende limité, combien ont reçu des prêts sous le régime de la Partie II?
 - l) (1) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions aux termes de l'article 12; (2) Quels sont les montants particuliers de ces subventions et quelles municipalités respectives les ont reçues; (3) Quelles sont, le cas échéant, les autres conditions de ces subventions?
 - m) (1) Combien de municipalités ont fait une demande de subventions aux termes de l'article 12; (2) Combien de demandes ont été refusées; (3) Combien de ces demandes sont encore à l'étude?
 - n) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie III?
 - o) (1) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles des prêts ont été autorisés sous le régime de la Partie III; (2) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées?
 - p) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie III?
 - q) Combien a-t-on passé de contrats avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15?
 - r) Combien a-t-on effectué de paiements sous le régime de la Partie IV, et quel en est le total?
 - s) Quelles études, enquêtes et recherches et quels tracés de plans ont été entrepris sous le régime de la Partie V?
 - t) Quelles dépenses ont été effectuées, sous le régime de la Partie V, à même les \$5,000,000.00 autorisés par le Parlement, en 1945, aux termes de l'article 27A?

43a. Etat montrant:—1. Combien de personnes dans chacune des provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest recevaient des pensions de vieillesse à la date la plus récente pour laquelle ces renseignements sont disponibles?

2. Quel était le paiement mensuel moyen dans chaque province à cette date?

3. Cette moyenne mensuelle comprend-elle des sommes supplémentaires versées par les provinces?

4. Quelles sommes supplémentaires sont payées et quelles autres dispositions spéciales sont adoptées par les diverses provinces?

43b. Etat montrant:—1. Combien de personnes dans chacune des provinces et dans les Territoires du Nord-Ouest recevaient des pensions de cécité à la date la plus récente pour laquelle ces renseignements sont disponibles?

2. Quel était le paiement mensuel moyen dans chaque province à cette date?

3. Cette moyenne mensuelle comprend-elle des sommes supplémentaires versées par les provinces?

4. Quelles sommes supplémentaires sont payées et quelles autres dispositions spéciales sont adoptées par les diverses provinces?

44. Etat du surintendant de l'Assurance sur le fonctionnement de la Loi concernant l'assurance des anciens combattants, durant l'année terminée le 31 mars 1945, en conformité des dispositions des Statuts du Canada, 1920, C. 54, s. 19.

46. Rapport sur les recettes et dépenses d'opérations courantes et autres renseignements sur les banques à charte du Canada pour l'année financière 1945.

48. Précis des dépenses imprévues du 29 juin 1945 au 13 mars 1946.

52a. Copie de tous les règlements édictés par le gouverneur en conseil de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche.

53. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 738, approuvé le 28 février 1946: autorisant la distribution du paiement des primes de pêche pour l'année financière 1945-46, en vertu des dispositions du chapitre 74, S.R.C., 1927, intitulé: "Loi ayant pour objet d'encourager le développement des pêches maritimes et la construction de navires de pêche".

54. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 6636, approuvé le 23 octobre 1945: émission de permis à des bateaux de pêche des Etats-Unis sur la côte de l'Atlantique pour leur permettre d'acheter de la boîte, glace, seines, lignes ou autres approvisionnements ou agrès.

58. Arrêté en conseil C.P. 5793 approuvé le 18 décembre 1945: Modifiant C.P. 946 du 5 février 1943, relatif aux Japonais.

Arrêté en conseil C.P. 7120 approuvé le 27 novembre 1945: Révoquant la nomination de J. Gerald Godsoe au poste de membre de la Commission de la production du charbon en période de crise et nommant F. G. Neate à sa place.

Arrêté en conseil C.P. 7328 approuvé le 13 décembre 1945: Modifiant l'Ordonnance No 1, 1943, du Corps d'aviation royal canadien (Modification de l'*Air Force Act*).

Arrêté en conseil C.P. 7329 approuvé le 13 décembre 1945: Prolongeant la période durant laquelle les chemins de fer ne peuvent offrir de tarifs réduits constituant un encouragement au voyage.

Arrêté en conseil C.P. 7332 approuvé le 13 décembre 1945: Révoquant l'autorisation relative à l'établissement du Bureau de renseignements de la Croix-Rouge, à Ottawa.

Arrêté en conseil C.P. 259/7354 approuvé le 15 décembre 1945: Permettant l'importation de fils de chaîne de chanvre produits au pénitencier de San Quentin.

Arrêté en conseil C.P. 7377 approuvé le 21 décembre 1945: Prolongeant la période durant laquelle le contrôle et la surveillance du personnel administratif de la Commission d'assurance-chômage doivent rester à la disposition du ministre du Travail

Arrêté en conseil C.P. 7388 approuvé le 21 décembre 1945: Prolongeant le régime tarifaire spécial des serviettes, etc.

Arrêté en conseil C.P. 7414 approuvé le 28 décembre 1945: Maintenant en pleine vigueur et de plein effet, après le 31 décembre 1945, les arrêtés et règlements édictés en exécution de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 7430 approuvé le 21 décembre 1945: Modifiant les règlements du service sélectif national (emplois civils).

Arrêté en conseil C.P. 7438 approuvé le 21 décembre 1945: Révoquant C.P. 1422 du 23 février 1942, concernant les installations radiotélégraphiques à bord de certaines classes de navires.

Arrêté en conseil C.P. 7446 approuvé le 28 décembre 1945: Déclarant que C.P. 5281 du 26 juillet 1945 relatif à l'assurance contre les risques de guerre, est d'application générale.

Arrêté en conseil C.P. 7460 approuvé le 28 décembre 1945: Modifiant le Décret de remboursement de prime.

Arrêté en conseil C.P. 7479 approuvé le 28 décembre 1945: Prescrivant que les traitements et les soins médicaux gratuits fournis aux marins du commerce (voir C.P. 164/6991 du 4 septembre 1943) ne seront donnés qu'à l'égard d'invalidité, etc., survenue avant le 1er janvier 1946.

Arrêté en conseil C.P. 7481 approuvé le 28 décembre 1945: Révoquant à compter du 1er août 1946, les dispositions du C.P. 2393 relatif à l'assurance du grain dans les élévateurs de l'Est.

Arrêté en conseil C.P. 7482 approuvé le 28 décembre 1945: Relatif au recouvrement par la Commission canadienne du blé de la surcharge imposée sur les produits de la farine et du blé vendus aux navires quittant le Canada à destination de ports étrangers.

Arrêté en conseil C.P. 7483 approuvé le 28 décembre 1945: Visant l'organisation de la marine royale canadienne (réserve), etc.

Arrêté en conseil C.P. 7484 approuvé le 28 décembre 1945: Relatif au Comité interministériel du logement.

Arrêté en conseil C.P. 7499 approuvé le 28 décembre 1945: Transférant à la Société centrale d'hypothèques et de logement, les pouvoirs, devoirs et fonctions du ministre des Finances à l'égard de la transformation d'immeubles convenables en logements multiples.

Arrêté en conseil C.P. 27/7500 approuvé le 28 décembre 1945: Relatif au paiement du prix de voyages en chemin de fer des employés appartenant à certaines classes.

Arrêté en conseil C.P. 30/7500 approuvé le 29 décembre 1945: Relatif au droit de préférence accordé aux anciens combattants dans les nominations au service public.

Arrêté en conseil C.P. 71/7500 approuvé le 29 décembre 1945: Modifiant C.P. 18/5610, du 15 juillet 1943, concernant les congés des employés au service public du Canada en vue de leur service dans les Forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 154/7500 approuvé le 29 décembre 1945: Autorisant l'octroi d'une aide aux personnes à charge d'anciens membres des Forces armées résidant hors du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 232/750 approuvé le 29 décembre 1945: Remettant les droits et les taxes sur le surplus de matériel du gouvernement du Royaume-Uni, transféré au gouvernement canadien pour être écoulé.

Arrêté en conseil C.P. 7502 approuvé le 28 décembre 1945: Transférant l'application des Règlements concernant les logements d'urgence à la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Arrêté en conseil C.P. 7509 approuvé le 28 décembre 1945: révoquant certains des Règlements concernant la défense du Canada et divers arrêtés en conseil édictés sous l'empire de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 7517 approuvé le 31 décembre 1945: Relatif aux emprunts effectués par la Commission canadienne du blé sur la garantie du blé par elle détenu ou possédé.

Aussi.—Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant des circonstances critiques nationales du 8 janvier 1946 au 31 janvier 1946, en français, et du 8 janvier 1946 au 7 mars 1946, en anglais, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 7524 approuvé le 8 janvier 1946: Approuvant la convention conclue entre la province de la Nouvelle-Ecosse et le "Fishermen's Loan Board of Nova Scotia", relatif à la répartition des produits de la vente forcée d'un bateau dont la construction a fait l'objet d'un octroi de prime.

Arrêté en conseil C.P. 2 approuvé le 15 janvier 1946: Révoquant C.P. 3888 qui a institué le Comité national des approvisionnements en cuirs et textiles.

Arrêté en conseil C.P. 16 approuvé le 4 janvier 1946: Autorisant le versement d'une quote-part dans le coût de remplacement des machines, etc., en usage dans les écoles de formation sous l'empire des accords avec les provinces afférents au programme de formation professionnelle en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 17 approuvé le 11 janvier 1946: Modifiant les Règlements concernant le paiement de l'allocation de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 18 approuvé le 11 janvier 1946: Modifiant le décret autorisant le paiement d'une indemnité spéciale aux marins marchands.

Arrêté en conseil C.P. 32 approuvé le 15 janvier 1946: Visant l'insigne de service de guerre, catégorie "Service général".

Arrêté en conseil C.P. 78 approuvé le 11 janvier 1946: Relatif à la Médaille canadienne des Volontaires.

Arrêté en conseil C.P. 115 approuvé le 15 janvier 1946: Révoquant la régie imposée à l'*American Can Co.*

Arrêté en conseil C.P. 49/119 approuvé le 19 janvier 1946: Nommant Harry D. Anger au poste d'agent d'exécution des règlements près la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 132/119 approuvé le 16 janvier 1946: Permettant à la *Canadian Pacific Air Lines Ltd.*, d'importer des aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 205 approuvé le 22 janvier 1946: Remettant au 1er avril 1946 le transfert des pouvoirs du Conseil du travail de l'Ouest au Conseil national du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 38/238 approuvé le 23 janvier 1946: Prolongeant le délai durant lequel W. A. Gough peut décider de contribuer sous le régime de la Loi de la pension du service civil à l'égard du temps antérieur qu'il a passé dans le service.

Arrêté en conseil C.P. 245 approuvé le 23 janvier 1946: Etablissant les Règlements concernant l'acier, etc.

Arrêté en conseil C.P. 255 approuvé le 24 janvier 1946: Autorisant le paiement des frais de transport au Canada des épouses et enfants des personnes libérées des forces armées en vue de recevoir une formation dans le Royaume-Uni, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1/271 approuvé le 24 janvier 1946: Recommandant la continuation du programme R en cours d'exécution à la Grosse Isle.

Arrêté en conseil C.P. 289 approuvé le 29 janvier 1946: Relatif à l'attribution de l'insigne du service de guerre, catégorie "Service général" aux surveillants des services auxiliaires.

Arrêté en conseil 325 approuvé le 31 janvier 1946: Révoquant la nomination de J. G. Glassco au poste de régisseur de la *Clyde Aircraft Manufacturing Company Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 348 approuvé le 31 janvier 1946: Modifiant l'Ordonnance de 1943 régissant les salaires en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 349 approuvé le 31 janvier 1946: Modifiant le Décret concernant les traitements en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 6444, approuvé le 6 octobre 1945: autorisant la détention de personnes soupçonnées de divulguer des renseignements à une puissance étrangère.

Arrêté en conseil C.P. 254, approuvé le 7 février 1946: continuation des allocations de réadaptation aux anciens combattants à certaines conditions.

Arrêté en conseil C.P. 358, approuvé le 7 février 1946: autorisant un Accord avec la *Dominion Chipping Co.* relatif à l'octroi d'aide financière pour le transport de minerais, pierre à chaux et de fluor, de Terre-neuve à Sydney.

Arrêté en conseil C.P. 382, approuvé le 5 février 1946: modifiant les règlements concernant les armes à feu automatiques, 1945.

Arrêté en conseil C.P. 387, approuvé le 5 février 1946: changeant certains articles relevant du "contrôle des importations".

Arrêté en conseil C.P. 13/446, approuvé le 8 février 1946: modifiant C.P. 11/9151, accordant un octroi aux opérations de dictaphone.

Arrêté en conseil C.P. 42/446, approuvé le 8 février 1946: modifiant C.P. 18/5610, congé aux employés du service civil qui servent dans les forces armées.

Arrêté en conseil C.P. 459, approuvé le 12 février 1946: autorisant la révision No 63 de la liste des personnes désignées.

Arrêté en conseil C.P. 460, approuvé le 12 février 1946: enlevant du contrôle des importations le fil, les tissus et les sacs de jute.

Arrêté en conseil C.P. 467, approuvé le 12 février 1946: prohibant l'exportation du thorium, excepté sous permis.

Arrêté en conseil C.P. 520, approuvé le 15 février 1946: modifiant les règlements au sujet de l'acier.

Arrêté en conseil C.P. 588, approuvé le 19 février 1946: révoquant C.P. 6650, du 26 octobre 1945, qui rendait disponibles comme paiement d'une dette due à la Couronne les crédits de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 599, approuvé le 19 février 1946: révoquant la nomination de H. P. Herington comme commissaire auprès de la *Link Manufacturing Co.*

Arrêté en conseil C.P. 600, approuvé le 19 février 1946: nomination d'Arthur May et W. H. Fitzpatrick comme régisseur associé et sous-régisseur de l'acier respectivement.

Arrêté en conseil C.P. 32/630, approuvé le 22 février 1946: pour prolonger la période pendant laquelle certains employés du service civil peuvent décider de participer à la loi des pensions de retraite du service civil à l'égard de leur emploi temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 631, approuvé le 21 février 1946: nomination de B. W. Newsam comme administrateur fédéral des réclamations pour l'explosion et les désordres à Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 634, approuvé le 21 février 1946: autorisation donnée au bureau du Trésor pour accorder des suppléments pour services de guerre et augmentations annuelles, etc.

Arrêté en conseil C.P. 750, approuvé le 7 mars 1946: pour enlever certaines restrictions sur les importations, etc.

Arrêté en conseil C.P. 791, approuvé le 7 mars 1946: révoquant l'arrêté en conseil 3297 du 25 octobre 1939, au sujet de la mise à la retraite en vertu de la Loi des pensions de la milice.

Arrêté en conseil C.P. 823, approuvé le 7 mars 1946: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 4564, du 4 juin 1943, au sujet de l'utilisation des rues ou voies publiques.

58a. Arrêté en conseil C.P. 882, approuvé le 13 mars 1946: révoquant la nomination du commissaire auprès des établissements de *Burns and Co. Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 883, approuvé le 13 mars 1946: révoquant la nomination du commissaire auprès des établissements de *Swift Canadian Company, Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 884, approuvé le 13 mars 1946: révoquant la nomination du commissaire auprès des établissements de *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 885, approuvé le 13 mars 1946: révoquant la nomination de sous-commissaires auprès de *Burns & Company Limited, Swift Canadian Company Limited* et *Canada Packers Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 908, approuvé le 13 mars 1946: pour fixer les dates de cessation des allocations versées en vertu des dispositions de la Loi de 1944 sur les allocations pour services de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 909, approuvé le 9 mars 1946: pour fixer les dates de cessation des allocations versées en vertu de la Loi sur la réadaptation des anciens combattants.

Arrêté en conseil C.P. 926, approuvé le 13 mars 1946: révoquant la nomination de A. J. Andrews, comme commissaire auprès de la *Canadian Aircraft Instruments and Accessories Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 988, approuvé le 19 mars 1946: autorisant le paiement d'allocations, droits et privilèges à certaines personnes affectées à des fonctions spéciales sur des théâtres de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 991, approuvé le 19 mars 1946: modifiant l'ordonnance de 1942 sur les boissons alcooliques en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 29/1046, approuvé le 22 mars 1946: pour exclure certaines classes de personnes de l'application de la préférence pour service de guerre prévue par la Loi du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 43/1046, approuvé le 22 mars 1946: pour prolonger la période durant laquelle certains fonctionnaires peuvent décider de participer à la Loi de retraite du service civil, eu égard à leur emploi temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 1116, approuvé le 26 mars 1946: pour mettre fin à l'opération de la Commission canadienne de recrutement et de répartition du personnel médical.

Arrêté en conseil C.P. 1144, approuvé le 29 mars 1946: nomination de W. E. Uren comme régisseur des véhicules moteurs en remplacement de E. T. Milne, démissionnaire.

Arrêté en conseil C.P. 1175, approuvé le 29 mars 1946: nomination de B. S. Liberty comme régisseur du transport en remplacement de J. M. McDougall, démissionnaire.

Arrêté en conseil C.P. 1206, approuvé le 29 mars 1946: instituant l'Office de l'inspection du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1/1209, approuvé le 28 mars 1946: pour autoriser l'importation d'aéronefs usagés.

Arrêté en conseil C.P. 1210, approuvé le 29 mars 1946: révoquant la nomination de G. A. Vissac comme commissaire auprès de *Fuel Underwriters of Canada* et de *Birnwel Coal Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 1213, approuvé le 29 mars 1946: pour diminuer la prime versée pour le porc.

58b. Arrêté en conseil C.P. 297, approuvé le 27 avril 1946: révocation des fonctions d'administrateurs de la *De Havilland Aircraft of Canada, Ltd.*

Arrêté en conseil C.P. 1207, approuvé le 5 avril 1946: pour désigner les membres de la Commission d'inspection du Canada.

Arrêté en conseil C.P. 1240, approuvé le 2 avril 1946: pour prolonger le temps au cours duquel des réclamations en dommages peuvent être reçues par l'administrateur fédéral dans le cas de l'explosion et de l'émeute de Halifax.

Arrêté en conseil C.P. 1241, approuvé le 2 avril 1946: rétablissement, en vertu des dispositions de la Loi du Conseil des recherches de 1924, du comité d'administration du fonds sir Frederick Banting.

Arrêté en conseil C.P. 1243, approuvé le 1er avril 1946: pour autoriser l'émission de reçus d'urgence pour le blé livré avant le 30 juin 1946, et permettant aux détenteurs de reçus de se faire payer n'importe quand avant le 31 décembre 1948.

Arrêté en conseil C.P. 1263, approuvé le 2 avril 1946: nomination de M. L.-P. St-Amour comme directeur de la Corporation commerciale canadienne.

Arrêté en conseil C.P. 1291, approuvé le 5 avril 1946: modification de C.P. 5706, du 19 juillet 1943, faisant remise de déductions d'impôts sur le revenu aux personnes non-résidentes qui reçoivent des redevances, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1295, approuvé le 5 avril 1946: modification de C.P. 6284, du 20 juillet 1942, conditions générales et mémoire d'évaluation pour les contrats de munitions et d'approvisionnements.

Arrêté en conseil C.P. 1293, approuvé le 5 avril 1946: modifiant C.P. 153, du 9 janvier 1942.

Arrêté en conseil C.P. 1294, approuvé le 5 avril 1946: révoquant C.P. 3242, du 22 avril 1942, au sujet de baux pour fins de production de munitions, etc.

Arrêté en conseil C.P. 1295, approuvé le 5 avril 1946: pour autoriser l'emploi de la glycérine comme ingrédient dans la fabrication du pain.

Arrêté en conseil C.P. 1296, approuvé le 5 avril 1946: pour autoriser l'emploi de la propionate comme ingrédient dans la préparation du fromage.

Arrêté en conseil C.P. 1297, approuvé le 26 avril 1946: pour révoquer certains arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 1298, approuvé le 9 avril 1946: modification des règlements relatifs à la réintégration.

Arrêté en conseil C.P. 1322, approuvé le 9 avril 1946: modification de C.P. 9750, du 24 décembre 1943, au sujet de la Commission des inventions.

Arrêté en conseil C.P. 1373, approuvé le 9 avril 1946: règlements en vertu de la Loi d'immigration au sujet de l'entrée au Canada d'aubains ennemis.

Arrêté en conseil C.P. 1382, approuvé le 9 avril 1946: révoquant C.P. 6577, du 23 octobre 1945, au sujet des déserteurs des forces armées américaines.

Arrêté en conseil C.P. 1385, approuvé le 11 avril 1946: pour révoquer l'application des dispositions de la Loi de compensation des employés fédéraux aux employés de *Dow Chemicals of Canada* et autres.

Arrêté en conseil C.P. 1439, approuvé le 16 avril 1946: nomination de J.-M. Bédard comme membre du Comité régional du travail de guerre pour la province de Québec.

Arrêté en conseil C.P. 1449, approuvé le 16 avril 1946: prolongation du temps pendant lequel peut s'appliquer la clause de double dépréciation pour les fins de l'impôt de guerre sur le revenu.

Arrêté en conseil C.P. 1452, approuvé le 12 avril 1946: révocation de C.P. 4671, du 7 juin 1943, au sujet de l'observance des fêtes statutaires.

Arrêté en conseil C.P. 1493, approuvé le 16 avril 1946: pour autoriser le paiement garanti des notes destinées à assurer le prix d'achat du combustible, pendant l'été 1946.

Arrêté en conseil C.P. 1512, approuvé le 16 avril 1946: relativement à l'éligibilité des membres et des anciens membres des forces armées pour profiter des avantages de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Arrêté en conseil C.P. 64-1523, approuvé le 17 avril 1946: pour prolonger la période durant laquelle certains employés, en service temporaire, pourront continuer de verser des contributions au fonds de pension de retraite du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 1609, approuvé le 23 avril 1946: pour établir des règlements au sujet des matériaux de construction.

Arrêté en conseil C.P. 1645, approuvé le 26 avril 1946: révoquant certaines ordonnances adoptées en vertu de la Loi des mesures de guerre, (ministère de l'Agriculture).

Arrêté en conseil C.P. 1646, approuvé le 26 avril 1946: révoquant certaines ordonnances adoptées en vertu de la Loi des mesures de guerre, (ministère des Pêcheries).

Arrêté en conseil C.P. 1684, approuvé le 30 avril 1946: abolissant la Commission d'urgence de la production du charbon.

Arrêté en conseil C.P. 1691, approuvé le 30 avril 1946: soins donnés aux marins: certaines dispositions prises en vertu de la Loi des mesures de guerre pourront se poursuivre en vertu de la Loi de la santé nationale et du bien-être social.

Arrêté en conseil C.P. 63-1700, approuvé le 30 avril 1946: pour prolonger la période durant laquelle certains employés, en service temporaire, pourront continuer de verser des contributions au fonds de pension de retraite du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 70-1700, approuvé le 30 avril 1946: pour prolonger la période durant laquelle J.-E.-L. Lauzon, du ministère des Postes, employé temporairement, pourra continuer de verser des contributions au fonds de pension de retraite du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 75-1700, approuvé le 30 avril 1946: pour prolonger la période durant laquelle John O'Donovan, du ministère du Commerce, employé temporairement, pourra continuer de verser des contributions au fonds de pension de retraite du service civil.

Arrêté en conseil C.P. 1701, approuvé le 30 avril 1946: modification des règlements relatifs aux allocations de réintégration.

58c. Arrêté en conseil C.P. 1456, approuvé le 14 mai 1946: approuvant l'accord conclu avec la *Nova Scotia Apple Marketing Board Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 1457, approuvé le 14 mai 1946: établissant des règlements au sujet de la *Nova Scotia Apple Marketing Board Limited*.

Arrêté en conseil C.P. 1767, approuvé le 7 mai 1946: pour maintenir en force certaines variations, en vertu de la Loi des mesures de guerre, dans les formules imposées par la Loi des aliments et drogues sur certains articles d'alimentation et des drogues, jusqu'au 31 décembre 1946.

Arrêté en conseil C.P. 1768, approuvé le 3 mai 1946: modification des règlements du service Sélectif national pour les civils.

Arrêté en conseil C.P. 1782, approuvé le 7 mai 1946: abolition de l'honoraire de \$2.00 imposé pour les permis d'exportation.

Arrêté en conseil C.P. 1783, approuvé le 7 mai 1946: rappel de l'établissement, dans les cadres du ministère de la Défense nationale, du comité du matériel réformé et de la Commission de récupération de l'armée.

Arrêté en conseil C.P. 1784, approuvé le 7 mai 1946: au sujet de la réclamation des membres de la Marine royale canadienne qui veulent être licenciés comme question de droit.

Arrêté en conseil C.P. 1809, approuvé le 7 mai 1946: nomination de C. F. Magurn comme sous-directeur des priorités, en remplacement de H. J. Sissons.

Arrêté en conseil C.P. 1810, approuvé le 7 mai 1946: pour maintenir en vigueur les dispositions de l'accord conclu en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 6496, du 12 octobre 1945, (assurance des constructeurs contre les pertes).

Arrêté en conseil C.P. 1811, approuvé le 7 mai 1946; modification des règlements d'urgence relatifs à l'habitation.

Arrêté en conseil C.P. 1826-37, approuvé le 8 mai 1946: au sujet des règlements relatifs aux indemnités versées aux marins de la marine marchande pour dommages causés à leurs effets par la guerre, 1944.

Arrêté en conseil C.P. 1878, approuvé le 10 mai 1946: modification des règlements du Service sélectif national pour les civils.

Arrêté en conseil C.P. 1904, approuvé le 14 mai 1946: révocation de certains règlements et ordonnances édictés en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 1925, approuvé le 14 mai 1946: révocation des mesures administratives des ports canadiens de l'Atlantique en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 1980, approuvé le 17 mai 1946: prohibant l'exportation du charbon et du coke, excepté sous permis.

Arrêté en conseil C.P. 22/1995, approuvé le 17 mai 1946: pour prolonger le temps durant lequel certains fonctionnaires peuvent verser des contributions pour service temporaire en vertu des dispositions de la Loi des pensions du Service civil.

Arrêté en conseil C.P. 80/1995, approuvé le 17 mai 1946: accordant l'autorité nécessaire pour l'emploi temporaire d'instructeurs et de conférenciers civils pour le programme d'éducation de l'armée.

Arrêté en conseil C.P. 1996, approuvé le 17 mai 1946: pourvoyant à la nomination de membres alternatifs des commissions régionales du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 1998, approuvé le 17 mai 1946: nomination d'Hector McDonald Sparks comme membre alternatif de la Commission régionale de Québec du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 2003, approuvé le 17 mai 1946; pour changer la date de la nomination de J.-M. Bédard, comme membre de la Commission régionale de Québec du travail en temps de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 2004, approuvé le 17 mai 1946: révoquant C.P. 4440, du 7-9-40, au sujet des dispositions prises pour l'accès des ports aux navires.

Arrêté en conseil C.P. 47/2046, approuvé le 22 mai 1946: prolongeant le temps durant lequel Gérard-M. Champagne pourra décider de verser des contributions en vertu des dispositions de la Loi des pensions du service civil pour service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 140/2046, approuvé le 22 mai 1946: autorisant l'importation d'aéroplanes usagés par certaines personnes.

Arrêté en conseil C.P. 2093, approuvé le 28 mai 1946: révoquant les ordonnances établissant la Commission de sélection et de congédiement industriel, etc.

Arrêté en conseil C.P. 2132, approuvé le 28 mai 1946: modifiant certaines ordonnances promulguées en vertu de la Loi des mesures de guerre.

Arrêté en conseil C.P. 2147, approuvé le 28 mai 1946: révoquant les ordonnances relatives au plan de compensation pour le papier à journal.

Arrêté en conseil C.P. 27/2148, approuvé le 29 mai 1946: prolongeant le temps durant lequel Joseph-A.-E. Cayer pourra décider de verser des contributions en vertu des dispositions de la Loi des pensions du service civil pour service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 35/2148, approuvé le 29 mai 1946: prolongeant le temps durant lequel certains fonctionnaires pourront décider de verser des contributions en vertu des dispositions de la Loi des pensions du service civil pour service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 44/2148, approuvé le 29 mai 1946: prolongeant le temps durant lequel certains fonctionnaires pourront décider de verser des contributions en vertu des dispositions de la Loi des pensions du service civil pour service temporaire.

Arrêté en conseil C.P. 52/2148, approuvé le 29 mai 1946: autorisant l'émission de permis à certains chalutiers norvégiens.

Arrêté en conseil C.P. 2149, approuvé le 28 mai 1946: modifiant l'ordonnance relative à l'allocation spéciale versée aux marins de la marine marchande.

58d. Arrêté en conseil C.P. 2503, approuvé le 18 juin 1946: nommant Gordon Bell, écuyer, de Vancouver, C.-B., régisseur de tous les établissements en Colombie-Britannique se livrant à l'exploitation d'une scierie ou d'une usine de bois et, en particulier, de toute usine de bois se livrant d'ordinaire à la fabrication des récipients de bois devant servir à la récolte et à l'écoulement des fruits et des légumes, ou d'un camp d'abatage du bois se livrant d'ordinaire à la fourniture de billes à toute usine de ce genre.

58e. Arrêté en conseil C.P. 2556, approuvé le 20 juin 1946: nomination du capitaine E. S. Brand, d'Ottawa, Ontario, comme régisseur des affaires, entreprises, exploitations et opérations de certaines compagnies et corporations engagées dans le transport sur les Grands Lacs et la route fluviale du Saint-Laurent.

58f. Arrêté en conseil C.P. 2432, approuvé le 20 juin 1946: modifiant l'ordonnance sur le contrôle des salaires en temps de guerre, 1943, et créant un comité national du travail en temps de guerre qui prendra des dispositions en vue de l'ajustement méthodique du taux des salaires suivant le fondement et dans la mesure que le comité jugera équitables et raisonnables selon les circonstances, pour autant que cela est possible et compatible avec les principes supérieurs régissant le maintien de la stabilité des prix.

59a. Etat montrant:—

1. Quelles recommandations du rapport de la Commission sur la réforme pénale ont été adoptées par le gouvernement depuis que le rapport a été déposé?

2. De qui relèvent les prisons fédérales, du ministre de la Justice ou du Solliciteur général, et quel est, s'il y a lieu, le partage de juridiction entre les deux?

3. Qui fait la nomination de ceux de qui relèvent ces institutions, ainsi que du personnel, et quelle expérience possèdent-ils dans ce genre de travail avant leur nomination?

4. Quelle inspection fait-on de ces institutions et combien de visites d'inspection ont été faites par le ministre titulaire?

5. Quelle expérience d'ordre pratique de ce travail possèdent les fonctionnaires principaux du département avant leur nomination?

6. Le grand jury fait-il une visite d'inspection de ces institutions et présente-t-il un rapport? Dans l'affirmative, à qui?

7. Aux termes de la loi, qui fait partie du conseil des inspecteurs, outre les fonctionnaires fédéraux et les membres de la Chambre des communes?

8. Prendra-t-on des dispositions afin que tout membre de la Chambre des communes fasse, au cours de l'année, une visite d'inspection de ces institutions fédérales dans chacune des provinces dont il est le représentant?

9. Depuis la dernière session du Parlement, quelles améliorations a-t-on apportées à la solution de tout ce problème et quelles améliorations nouvelles ont été mises à exécution?

10. Y a-t-il eu des émeutes dans les diverses institutions?

11. Fait-on l'inspection de ces endroits pour s'assurer qu'on s'y conforme aux règlements modernes de l'hygiène publique?

12. Combien de soldats qui ont servi outre-mer dans la dernière guerre sont incarcérés dans chaque institution, et à quels endroits?

59b. Arrêté en conseil C.P. 1313, approuvé le 5 avril 1946: nommant le général Ralph B. Gibson commissaire en vertu des dispositions de la Section A de la Loi sur les pénitenciers, 1939, à un salaire de \$12,000 par année.

59c. Etat montrant:—

1. Combien en coûte-t-il par jour à l'Etat pour un prisonnier dans chacun des pénitenciers au Canada et que représente ce chiffre comparativement au coût d'il y a vingt ans?

2. Quelle est la proportion des récidivistes parmi tous ces prisonniers?

3. Que représente cette proportion comparativement aux chiffres des récentes années depuis la première guerre mondiale?

4. Quelles gratifications accorde-t-on, lors de leur libération, à ceux qui ont servi une longue sentence, c'est-à-dire de cinq ans ou plus? Est-ce une augmentation sur le montant octroyé il y a vingt ans?

62a. Rapport des séances de la conférence technique préparatoire sur les questions maritimes qui a réuni les pays qui sont membres du Bureau international du Travail, à Copenhague, Danemark, du 15 novembre au 1er décembre 1945.

62b. Rapport des séances du comité sur les entreprises de développement international, organisme du Bureau international du Travail, tenues à Montréal pendant la semaine du 28 janvier 1946.

62e. Copie d'un mémoire adressé au ministre du Travail par le Conseil national du travail en temps de guerre pourvoyant à l'application immédiate de la journée de huit heures, du régime des trois relèves, sur les vaisseaux naviguant sur les Grands Lacs et sur la voie fluviale du Saint-Laurent.

62f. Copie d'une ordonnance émise par le ministre du Travail nommant M. le juge S. E. Richards, de la ville de Winnipeg, Manitoba, comme commissaire en vertu des dispositions de la Commission des enquêtes sur les différends industriels, afin de faire enquête et rapport sur un différend au sujet des heures de travail et autres questions entre les diverses compagnies de navigation dont les vaisseaux circulent sur les Grands Lacs et la voie fluviale du Saint-Laurent et le syndicat des marins canadiens.

62g. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 2583, approuvé le 25 juin 1946: acceptant la démission de M. le juge M. B. Archibald, comme président du Conseil national du travail en temps de guerre.

63. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi sur l'aide aux chômeurs et l'assistance à l'agriculture, 1940, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1029, approuvé le 22 mars 1946: renouvellement d'une garantie pour une période d'un an à dater du 1er mai 1946, d'un bon du trésor de la province du Manitoba représentant une somme de \$3,500,000 détenu par la Banque Royale du Canada comme garantie de prêts consentis à ladite province afin de servir de couverture à des obligations échues à New-York, ledit bon du trésor portant intérêt au taux de 1.40 pour cent par année.

63a. Arrêté en conseil C.P. 1201, approuvé le 29 mars 1946: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,850,000.00 consenti à la province de la Colombie britannique et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

63b. Arrêté en conseil C.P. 1458, approuvé le 16 avril 1946: renouvellement d'un prêt au montant de \$1,797,500.00 consenti à la province de l'Alberta pour une période d'un an à partir du 15 avril 1946, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 pour cent par année.

63c. Arrêté en conseil C.P. 1997, approuvé le 17 mai 1946: renouvellement d'un prêt au montant de \$935,000.00 consenti à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an à dater du 22 juin 1946, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.c. par année.

63d. Arrêté en conseil C.P. 2037, approuvé le 21 mai 1946: renouvellement d'un prêt au montant de \$2,448,000.00 consenti à la province de l'Alberta pour un an à compter du 1er juin 1946, acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de 3 p.c. par année.

63e. Arrêté en conseil C.P. 2346, approuvé le 11 juin 1946: renouvelant un prêt au montant de \$2,132,047.54 à la province de la Colombie-Britannique pour une période d'un an à partir du 27 juillet 1946, et acceptant en garantie un bon du trésor de ladite province portant intérêt au taux de trois pour cent par année.

64a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 2092, approuvé le 28 mai 1946: en vertu duquel les ouvriers engagés dans les opérations forestières de la Colombie-Britannique seront assujettis aux dispositions de la Loi d'assurance chômage, à partir du 1er août 1946.

65a. Etat montrant:—

1. Quelles écoles professionnelles les ministères du Travail ou des Affaires des anciens combattants ont-ils établies au Canada, ou utilisent-ils, pour la formation et l'instruction des anciens combattants, hommes et femmes?

2. Quelles matières enseigne-t-on dans chacune de ces écoles?

3. Combien y a-t-il d'inscrits dans chacune de ces écoles?

65b. Etat montrant:—1. Combien d'hommes l'organisme canadien de formation professionnelle est-il à former en vue de l'industrie de la construction?

2. Où sont situées les diverses écoles de formation professionnelle et quel est le nombre d'élèves que peut recevoir chaque école?

3. Quelles sont les conditions d'admission?

4. Combien de personnes y forme-t-on pour chaque catégorie de métier?

5. Quelle est la durée de formation pour chaque catégorie?

6. Quelle rétribution reçoivent les élèves au cours de leur instruction?

7. Quel est le nombre prévu d'élèves qui parachèveront chacun des divers cours: a) le 30 septembre 1946, b) le 31 mars 1947?

8. Prévoit-on un cours de perfectionnement pour les anciens combattants qui ont eu quelque expérience antérieure dans l'industrie de la construction?

9. Dans l'affirmative, quels en sont les détails et quel est le nombre des anciens combattants suivant ces classes de perfectionnement?

65c. Rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, pour l'année terminée le 31 mars 1946.

67. Copies des arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi des terres fédérales, chapitre 113, SRC, 1927, article 75, depuis le dernier rapport au Parlement.

68. Loi des terres fédérales—licences pour la coupe du bois annulés depuis le dernier rapport au Parlement.

69. Rapport annuel des permis octroyés au cours de la période du 10 août au 31 décembre 1945, tel qu'exigé par le paragraphe 2 de l'article 4 de la Loi de l'immigration.

69a. Etat montrant:—1. A quelles conditions les immigrants peuvent-ils maintenant entrer au Canada?

2. De 1938 à 1945, combien d'immigrants sont entrés au Canada, chaque année, en provenance a) de la Grande-Bretagne, de l'Irlande du nord et du sud, b) des Etats-Unis d'Amérique, c) de l'Europe continentale?

3. Accorde-t-on quelque subvention pour le transport de ceux qui viennent de Grande-Bretagne?

4. Depuis la fin de la guerre, ou quelque peu auparavant, le gouvernement a-t-il tenu quelque conférence avec la Grande-Bretagne ou les autres Dominions concernant l'émigration, au sein de l'Empire, avec l'aide de subventions de transport, des membres des forces armées de Grande-Bretagne ou des autres Dominions qui désirent venir au Canada?

5. Quelles modifications le gouvernement a-t-il apportées, après la guerre, à sa politique d'immigration, subséquemment aux dispositions des arrêtés en conseil: C.P. 3016, en date du 29 novembre 1948; C.P. 2653, en date du 14 septembre 1939, tel que modifié par C.P. 3547, en date du 21 mai 1941?

69b. Etat montrant:—

1. Combien de permis temporaires d'entrée au Canada ont été émis par le ministre des Mines et ressources en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 9440 du 10 décembre 1943 à des réfugiés transférés du Royaume-Uni au Canada?

2. Combien de ces permis ont été renouvelés?

3. Combien de ces permis sont encore en vigueur?

4. Ces permis ont-ils été émis a) avant ou b) après l'entrée au Canada de ces réfugiés et combien furent émis dans chaque cas?

5. Combien de ces permis furent émis à des réfugiés anti-nazis qui étaient dans des camps de concentration canadiens?

69c. Copie des échanges de Notes entre le Canada et la France visant la mainlevée du contrôle du gouvernement sur certains biens privés, signées à Ottawa, le 12 février, les 22, 23 et 27 mars, ainsi que le 3 avril 1946. (Recueil des traités 1946-16). Versions anglaise et française.

70. Précis des ventes de terrains et des baux annulés en vertu de l'article 64 de la Loi des Indiens, chapitre 98, SRC, 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

71. Liste des avances consenties comme aide aux Indiens, en vertu de l'article 94-B de la Loi des Indiens, chapitre 98, SRC, 1927, depuis le dernier rapport fait au Parlement.

72. Relevé montrant le nombre d'affranchissements sous la Loi des Indiens durant l'année financière terminée le 31 mars 1946, indiquant en même temps la somme versée à chacun.

73. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 330, approuvé le 31 janvier 1946: modification des dispositions de la Loi concernant la convention sur les oiseaux migrateurs, chapitre 16 des Statuts du Canada, 1932-33.

75. Précis des permis de boissons alcooliques octroyés depuis le dernier rapport au Parlement, tel qu'exigé par l'article 93 de la Loi des territoires du nord-ouest, SRC, 1927.

76. Copie des ordonnances adoptées en vertu des dispositions de l'article 13 de la Loi des territoires du nord-ouest, chapitre 142, SRC, 1927—concernant l'administration de la justice civile; les affaires, les professions, les métiers et les occupations; ordonnances concernant les permis; enregistrement des nais-

sances, mariages et sépultures; modifiant l'ordonnance concernant l'administration locale dans chaque district; et une ordonnance modifiant l'ordonnance sur les chiens.

78. Précis concernant les dettes pour les grains de semence et les secours en vertu des dispositions de l'article 2, chapitre 51, 17 George V, intitulé: "Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne".

81a. Etat montrant:—

Copie de chaque modification apportée aux Ordonnances et Règlements royaux applicables à la Milice canadienne, 1939, concernant les conditions d'aptitude physique et instructions relatives à l'examen médical des soldats et recrues de l'armée canadienne, active et réserve.

81b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des officiers qui font partie des effectifs de l'Armée canadienne, au pays et outre-mer, et détiennent le grade a) de général, b) de lieutenant-général, c) de major-général, d) de brigadier, e) de colonel?

2. Combien de ces officiers ont reçu une promotion depuis le jour V-J?

3. Qui sont-ils, quel grade détiennent-ils actuellement et quelles fonctions accomplissent-ils?

4. Combien de ces officiers, de plus, ont reçu de l'avancement depuis le 1er décembre 1945?

84. Précis des règlements adoptés en vertu de la Loi du ministère de la Santé nationale et du bien-être social.

Précis des règlements adoptés en vertu de la Loi des médicaments brevetés.

Précis des arrêtés en conseil ou règlements adoptés en vertu de la Loi de la santé dans les entreprises publiques.

Précis des règlements adoptés en vertu de la Loi des pensions de vieillesse.

85a. Modifications apportées aux règlements concernant la Loi des allocations familiales de 1934 en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 6588, approuvé le 6 novembre 1945.

85b. Etat montrant:—

1. A-t-on versé des allocations, sous le régime de la Loi sur les allocations familiales, à quelques groupements chargés de l'entretien d'enfants, sociétés d'aide à l'enfance, organismes publics ou bénévoles de bienfaisance, pour le compte d'enfants confiés à leur direction?

2. Dans l'affirmative, a) à quels organismes, b) à l'égard de combien d'enfants, c) pour quel montant global, dans chaque province, jusqu'au 31 octobre 1945?

3. A-t-on posé des conditions à de tels versements? Si c'est le cas, quelles sont-elles et qui est chargé de l'application de ces conditions et de voir à leur observation?

85c. Etat montrant:—1. Quel a été le coût total de l'administration de la Loi de 1944 sur les allocations familiales pour les six premiers mois de son application?

2. Combien d'employés, a) temporaires, b) permanents du gouvernement fédéral étaient affectés à l'administration de la loi le 31 décembre 1945 et quel en est le nombre actuel?

3. Combien de ces employés reçoivent des traitements a) inférieurs à \$1,500; b) de \$1,500 à \$2,500; c) de \$2,500 à \$3,600; d) supérieurs à \$3,600; e) de \$5,000 et plus, et quel a été le total des salaires ou traitements du 1er juillet au 31 décembre de l'année 1945?

4. Quel est le nom et quelles sont les fonctions de chaque personne employée pour l'administration de la Loi et recevant \$5,000 ou plus en traitement, et quel est le montant du traitement ou de toute autre rémunération payés dans chaque cas?

5. Quel est le montant total payé ou évalué (pour fins de comptabilité), pour le loyer annuel des locaux utilisés pour l'administration de la Loi sur les allocations familiales?

6. Quel est le montant total dépensé pour l'achat de locaux servant pour l'administration de la Loi?

7. Combien emploie-t-on d'enquêteurs sous le régime de la Loi et quel en est le nombre employé dans chaque province?

8. Quel a été le coût total des enquêtes pour les six premiers mois de l'application de la Loi?

9. Combien d'argent a-t-on dépensé pour les fins de la publicité, a) par la radio, b) par les journaux et périodiques, c) par la poste, au cours des six premiers mois de l'application de la Loi?

10. Quel a été le montant total payé en allocations familiales au cours des six premiers mois de l'application de la Loi?

11. Combien de familles recevaient des allocations familiales à la fin des six premiers mois de l'application de la Loi?

12. Combien de familles reçoivent présentement des allocations familiales?

85d. Modifications aux règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les allocations familiales, 1944, par l'arrêté en conseil C.P. 2316, approuvé le 7 juin 1946. (Versions anglaise et française).

87. Etat des recettes et dépenses en vertu des dispositions de la Ve Partie de la Loi de la marine marchande (Marins malades dans la misère), pour l'année financière terminée le 31 mars 1946. (Versions anglaise et française).

89. Convention entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition (droits successoraux), signée à Ottawa, le 8 juin 1944, rétroactive au 14 juin 1941. (Recueil des traités 1944, No 17).

Et aussi,—Copie des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Convention entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique en vue d'éviter la double imposition (droits successoraux).

95a. Etat montrant:—

1. Combien de corvettes le gouvernement a-t-il vendues depuis la fin de la guerre?

2. Quels en sont les noms et quel prix le gouvernement a-t-il reçu pour chaque navire?

3. Quel avait été le coût de chacune de ces corvettes et où chacune avait-elle été lancée?

95b. Etat montrant:—

1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu des accumulateurs au cours de 1945 et 1946?

2. Dans l'affirmative, combien, à qui, à quelles dates et à quels prix?

3. Avait-on annoncé la mise en vente de ces accumulateurs?

4. De ces accumulateurs combien étaient non usagés?

5. Quelques-uns de ces accumulateurs étaient-ils endommagés? Le cas échéant, combien et dans quelle mesure?

95c. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il d'employés au service de la Corporation des biens de guerre?

2. Quels sont les noms de tous les employés de la Corporation des biens de guerre recevant un traitement ou salaire de \$3,000 ou plus par année?

3. Dans quelles divisions de la Corporation des biens de guerre ces personnes sont-elles employées?

4. Où sont-elles employées?

5. Quel est le montant total des salaires et traitements payés chaque mois par la Corporation des biens de guerre?

95d. Etat montrant:—

1. Combien *a)* d'automobiles, *b)* de camions, le ministère de la Défense nationale possédait-il au Canada le jour V-J?

2. Depuis le jour V-J, combien *a)* d'automobiles, *b)* de camions, ont été déclarés de surplus et remis à la Corporation des biens de guerre pour qu'elle en dispose?

3. Combien *a)* d'automobiles, *b)* de camions, remis par le ministère de la Défense nationale à la Corporation des biens de guerre, pour qu'elle en dispose, depuis le jour V-J, ont été aliénés jusqu'à date?

4. Combien *a)* d'automobiles, *b)* de camions que possède le ministère de la Défense nationale sont encore dans les entrepôts en plein air à l'heure actuelle?

95e. Etat montrant:—

1. Combien de camions, de voitures de service militaire et d'automobiles de voyageurs ont été livrés *a)* à l'armée, *b)* à la marine, *c)* à l'aviation, (1) depuis le jour V-E, (2) depuis le jour V-J?

2. Combien de ces véhicules ont été déclarés de surplus?

95f. Etat montrant:—

1. Le 1er mars 1946, quelle quantité des articles suivants trouvait-on dans les divers départements du quartier-maître général: *a)* chaussures, *b)* uniformes de combat, *c)* tenues de ville, *d)* uniformes de corvée, *e)* couvertes?

2. Quelques-uns des articles ci-haut mentionnés sont-ils remis à la Corporation des biens de guerre?

3. Le gouvernement envisage-t-il l'envoi ou la vente de l'un quelconque de ces articles aux pays dévastés de l'Europe ou de l'Asie?

95g. Copie de toute correspondance, depuis le 1er juillet 1944, que possède la Corporation des biens de guerre, ou tout ministère du gouvernement, concernant l'aliénation des bâtiments et fournitures de l'aéroport d'Estevan.

95h. Etat montrant:

1. Quelles sont, par catégories, les ventes totales faites par la Corporation des biens de guerre à des organismes d'éducation au Canada pour des fins de formation professionnelle et d'instruction académique?

2. Quel est le modèle des fournitures que la Corporation des biens de guerre a aliénées et prêtées pour une période indéfinie à des organismes d'éducation pour des fins de formation professionnelle et d'instruction académique?

95i. Etat montrant:

1. Le gouvernement ou la Corporation des biens de guerre, a-t-il vendu de la machinerie neuve à la *John Bertram Company Limited*, de Dundas, Ontario? Dans l'affirmative, combien ces machines ont-elles coûté au gouvernement et à quel prix les a-t-on vendues à la *John Bertram Company*?

2. Le gouvernement, ou la Corporation des biens de guerre, a-t-il vendu de la machinerie comme rebut à la *John Bertram Company Limited*, de Dundas, Ontario? Dans l'affirmative, combien ces machines ont-elles coûté au gouvernement et à quel prix ont-elles été vendues à la *John Bertram Company*?

3. Le gouvernement, ou la Corporation des biens de guerre, a-t-il vendu de la machinerie usagée à la *John Bertram Company, Limited*, de Dundas, Ontario? Dans l'affirmative, combien ces machines ont-elles coûté au gouvernement et à quel prix ont-elles été vendues à la *John Bertram Company*?

95j. Etat montrant:

1. Est-ce que le gouvernement, ou la Corporation des biens de guerre, a vendu à la *General Supply Company of Canada Limited*, d'Ottawa, Ontario, quelques nouvelles machines à déblayer ou de construction, comme pelles à gazoline, niveleuses, etc.?

2. Dans l'affirmative, combien ont coûté ces machines au gouvernement et à quel prix les a-t-on vendues à la *General Supply Company of Canada Limited*?

3. Est-ce que le gouvernement, ou la Corporation des biens de guerre, a vendu à la *General Supply Company of Canada Limited* quelques machines usagées à déblayer ou de construction, comme des pelles à gasoline, niveleuses, etc.?

4. Dans l'affirmative, combien ont coûté ces machines au gouvernement et à quel prix les a-t-on vendues à la *General Supply Company of Canada Limited*?

95l. Etat montrant:

1. A quelles corporations, sociétés, personnes, ou à quels gouvernements provinciaux, la Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu des avions utilisables, jusqu'à date?

2. A quelles sociétés, corporations ou personnes la Corporation des biens de guerre a-t-elle eu recours comme agents reconnus pour la vente des avions utilisables?

3. Quels modèles d'avions, et en quel nombre, a-t-on vendus à chacune de ces sociétés jusqu'au 1er avril 1946?

4. Quel a été le prix de chaque modèle d'avion ainsi vendu?

95m. Etat montrant:

1. Quel est le nombre a) d'automobiles de voyageurs, b) de voitures de service militaire, c) de camions de livraison à conduite intérieure que possèdent les divisions a) de l'armée, b) de la marine, c) de l'aviation du ministère de la Défense nationale (i) qui ont été déclarés de surplus; (ii) sont détenus par la Corporation des biens de guerre à des fins d'aliénation; c) ont été aliénés par la Corporation des biens de guerre?

2. A qui a-t-on vendu ces véhicules et à quel prix?

3. En a-t-il été vendu à des ministères du gouvernement?

4. Dans l'affirmative, à quels ministères et en quels nombres à chacun?

95n. Etat montrant:—

1. Combien emploie-t-on de camions et de tracteurs à l'aéroport à Carberry, Manitoba, et au dépôt No 2, à Brandon?

2. Y a-t-il des camions et des tracteurs dont on ne se sert pas à chacun de ces endroits?

3. Dans l'affirmative, combien et de quelle capacité, à chaque endroit?

4. Qui a la direction ou la disposition de ces camions et tracteurs inutilisés à l'heure actuelle?

5. Les a-t-on déclarés biens de guerre de surplus?

6. Sinon, quand le seront-ils?

7. Dans l'affirmative, quelles mesures est-on à prendre pour mettre ces camions et tracteurs en circulation?

98a. Etat montrant:—

1. En quelle année a-t-on employé des femmes, pour la première fois, dans les services de l'Etat?

2. Combien de femmes emploie-t-on actuellement dans les services de l'Etat; quel y est le nombre des hommes?

3. Combien de femmes sont à la tête de ministère?

4. Combien de femmes occupent un poste de sous-ministre?

5. Combien d'hommes occupent des positions permanentes dont le traitement est de \$2,500 ou plus?

6. Combien de femmes occupent des positions permanentes dont le traitement est de \$2,500 ou plus?

7. Quel est le nombre de femmes, occupant des positions permanentes dans les services de l'Etat, dont le traitement annuel est: de \$1,000 ou moins; de \$1,500 ou moins; de \$1,800 ou moins; de plus de \$1,800?

8. Quel est le nombre d'hommes dont le traitement annuel est: de \$1,800 ou moins; de \$1,800 ou plus?

98b. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il recours à un système de priorité pour faire le choix du personnel de ses services entre a) les hommes qui se sont offerts comme volontaires pour le service actif mais n'ont pas été acceptés pour cause physique; b) les hommes ayant pris du service outre-mer; c) les hommes qui ont pris du service au Canada?

2. Quel est l'ordre de toute cette priorité à l'égard des catégories précitées?

98c. Etat montrant:—

Quelles instructions et/ou directives a-t-on données, au cours des douze derniers mois, aux chefs des divers départements du gouvernement concernant le renvoi des fonctionnaires civils temporaires?

98d. Etat montrant:—

1. A quelle date le Dr David Shugar est-il entré au service de l'administration fédérale?

2. Quelle était son occupation avant son entrée dans le service?

3. Par qui a-t-il été recommandé?

4. Quelle était son occupation vers la fin de janvier 1946?

5. Quelle était son occupation le, et après le 13 mars 1946?

6. A-t-il subi un examen de la Commission du Service civil?

7. La Commission du Service civil a-t-elle annoncé publiquement l'ouverture de la position que le Dr David Shugar a été appelé à remplir?

8. Dans l'affirmative, de quelle manière ont été faites ces annonces?

9. Si non, pourquoi?

10. Des applications ont-elles été faites par d'autres personnes pour la position que le Dr David Shugar a été appelé à remplir? Le cas échéant, quelles sont ces personnes?

11. Est-il Canadien de naissance ou par naturalisation?

12. Si par naturalisation, à quelle date a-t-il obtenu son certificat?

13. Quelles étaient les qualifications du Dr David Shugar?

14. La position qu'il occupait le, ou après le 13 mars 1946, était-elle occupée par quelqu'un autre auparavant?

15. Le cas échéant, par qui, et quand était-elle devenue vacante?

16. Si non, quand cette position a-t-elle été créée?

98e. Etat montrant:—A propos de M. L. W. Moffit, examinateur du service civil:

1. Quels sont ses antécédents et qu'a-t-il fait avant d'être nommé à la Commission du service civil?

2. a) A-t-il obtenu congé de ses fonctions au département comme examinateur du service civil et b) occupe-t-il encore son bureau à la Commission du service civil (Edifice Harris-Campbell)?

3. A-t-il été autorisé à faire un travail entièrement différent de celui d'examineur du service civil et, dans l'affirmative, a) à partir de quelle date et b) quel est ce travail?

4. Est-il encore payé comme examinateur du service civil pour accomplir ce travail différent et, le cas échéant, combien?

5. A-t-il reçu quelque chose pour ses dépenses de déplacement ou de subsistance depuis la date ci-haut mentionnée et, le cas échéant, combien?

6. Depuis la date ci-haut mentionnée, lui a-t-on permis d'avoir les services de un ou plusieurs sténographes et dactylographes et, le cas échéant, quels étaient-ils?

7. Lui a-t-on permis de faire usage de la papeterie du gouvernement pour son travail?

98f. Etat montrant:—

1. Combien de fonctionnaires civils temporaires, a) de sexe masculin, b) de sexe féminin, ont été renvoyés au cours des douze derniers mois?

2. De ces fonctionnaires combien ont été renvoyés: a) dans le but de les remplacer par des anciens combattants compétents; b) parce qu'ils ne répondaient plus aux besoins des départements auxquels ils étaient attachés; c) parce qu'il s'agissait de femmes mariées qui n'avaient pas à pourvoir par elles-mêmes à leur propre soutien?

98g. Etat montrant:—

1. Combien de fonctionnaires civils a) de sexe masculin, b) de sexe féminin, le gouvernement a-t-il nommés au cours des six derniers mois?

2. Combien, hommes ou femmes, étaient d'anciens combattants?

98h. Etat montrant:—

1. Quel était, à la date du 31 mars 1946, le nombre total des employés du gouvernement du Canada, y compris les employés des commissions et offices nommés en vertu de l'autorité fédérale?

2. Quel est le montant total des traitements, salaires et allocations payés à ces employés en mars 1946?

99. Rapport de la commission du service civil sur les positions exemptées des dispositions de la Loi du service civil, au cours de l'année civile 1945, sous l'empire de l'article 59 de ladite loi, chapitre 22, S.R.C. 1927.

100. Copie des Ordonnances pour le Yukon, tel qu'exigé par l'article 29 du chapitre 215, S.R.C., 1927.

103b. Etat montrant:—

1. Quelle est, en dollars, la valeur totale des travaux d'impression du gouvernement que l'Imprimeur du Roi a accordés à des compagnies de l'extérieur depuis le 1er janvier 1946?

2. Quels sont les noms de toutes les compagnies qui ont reçu des travaux d'impression du gouvernement depuis la date précitée?

3. Depuis le 1er janvier 1946, quelle est la valeur des travaux exécutés par chacune de ces compagnies, et quelle est la valeur des contrats courants avec chacune?

4. Au cours de cette période, combien de travaux d'impression du gouvernement ont été exécutés a) dans chacune des provinces maritimes, b) dans chacune des quatre provinces de l'Ouest?

5. Comment l'Imprimeur du Roi accorde-t-il les contrats d'impression à l'extérieur, par l'adjudication ou suivant quelque autre méthode?

107a. Rapport des opérations en vertu de la Partie II de la loi d'assurance sur les crédits d'exportation, pour l'année financière terminée le 31 mars 1946, Statuts du Canada 1944, chapitre 39, article 26.

110. Quarante et unième rapport de la commission des transports du Canada (anciennement commission des chemins de fer) pour l'année terminée le 31 décembre 1945.

113. Budget des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited*, pour l'année civile 1946.

117. Etat des terres vendues par la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien au cours de l'année terminée le 30 septembre 1945.

119. Etat sommaire des recettes de quayage pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

121a. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1280, approuvé le 5 avril 1946: autorisant d'autres avances aux chemins de fer nationaux du Canada pour leur permettre de souscrire un montant additionnel de deux cent mille actions du capital-actions des lignes aériennes Trans-Canada (\$20,000,000).

122. Sommaire des droits de ports pour l'année financière terminée le 31 mars 1945.

123. Relevé des baux de quais, jetées et brise-lames pour l'année civile 1945, en conformité des dispositions de l'article 18 du chapitre 89, Loi concernant les ports et jetées du gouvernement.

124a. Copie des règlements adoptés en vertu de la Loi du ministère des affaires des anciens combattants.

124b. Etat montrant:—

1. Combien d'anciens combattants recevaient des prestations d'assurance-chômage au cours de a) décembre 1945, b) janvier 1946, c) février 1946?

2. Combien d'anciens combattants recevaient des allocations de chômage au cours de a) décembre 1945, b) janvier 1946, c) février 1946?

124c. Arrêté en conseil C.P. 303-1046, approuvé le 22 mars 1946: La caisse des frais funéraires. (Versions anglaise et française).

124d. Etat montrant:—

1. A quelle aide financière ont droit les anciens combattants qui résident dans la région de Whitehorse au Yukon?

2. Des terres agricoles approuvées sont-elles mises à la disposition des anciens combattants, dans ce district, pour des fins d'établissement?

3. Les anciens combattants peuvent-ils acheter une propriété et remplir les conditions requises pour la construction de maisons dans Whitehorse?

4. Quelles mesures ont été adoptées par le ministère des Affaires des anciens combattants en vue de la réadaptation des anciens combattants dans le territoire du Yukon?

124e. Arrêté en conseil C.P. 2077, approuvé le 23 mai 1946: modification de la Loi des pensions pour restaurer le "principe de l'assurance" dans les cas où les états de service ont eu lieu au Canada en totalité, cette modification devant entrer en vigueur le 1er juin 1946.

124f. Etat montrant:—

Quelle rémunération, sous forme a) de traitement, b) d'honoraires, c) de commission, d) de frais, a été reçue par M. W. C. Thomson, C.R., de Toronto, ou lui est due, pour le travail qu'il a accompli pour le compte du gouvernement fédéral pendant qu'il représentait le ministère des Affaires des anciens combattants, du 1er janvier au 31 décembre de l'année 1945?

124g. Arrêté en conseil C.P. 2278, approuvé le 4 juin 1946: règlements relatifs aux crédits de réadaptation.

Arrêté en conseil C.P. 2279, approuvé le 4 juin 1946: règlements relatifs aux allocations pour services de guerre.

125. Arrêté en conseil C.P. 266-1046, approuvé le 22 mars 1946, pour prolonger jusqu'au 31 mars 1946, la période au cours de laquelle le conseil du trésor pourra réduire les dettes contractées par des personnes devenues débitrices en

vertu du plan d'établissement de 3,000 familles britanniques, ou du plan d'établissement de 500 familles britanniques au Nouveau-Brunswick. (Versions anglaise et française).

125a. Précis relatif aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur la réhabilitation des anciens combattants.

125b. Etat montrant:—

1. Des 3,800 soldats-colons, classés parmi les grades trois et quatre le 31 mars 1942, combien ont obtenu un rajustement de dettes sous le régime de l'arrêté ministériel C.P. 10472?

2. Combien parmi eux ont négligé de soumettre une demande sous ce régime?

3. Parmi ceux qui ont joui d'un rajustement de dettes, combien ont obtenu une réduction de leurs dettes telle que la valeur résiduelle de leur terre a) est supérieure à 30 p.c.; b) est supérieure à 15 p.c.; c) est inférieure à 15 p.c., en se basant sur l'évaluation de 1941-1942?

125c. Etat montrant:—1. Combien de terres d'un quart de section d'étendue ont été vendues par la Commission d'établissement de soldats dans la province de la Saskatchewan à compter de 1943 jusqu'à 1945 inclusivement.

2. Quels ont été les prix les plus élevés et les plus bas réalisés sur ces ventes?

3. Combien de ces terres ainsi vendues ont été rachetées par l'administration de la Loi des terres destinées aux anciens combattants?

126a. Etat montrant:—Copie de tous les arrêtés en conseil et règlements pris sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.

126b. Etat montrant:—1. Quand et par quelle autorité a été instituée la Caisse d'assurance établie sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quel est l'administrateur de cette Caisse et quel personne y emploie-t-on?

3. Quel est le taux de la prime annuelle et comment a-t-il été fixé?

4. Combien de demandes d'assurance a-t-on reçues depuis le commencement des opérations de la Caisse?

5. Que représentent ces taux comparativement à ceux des compagnies de ce genre pratiquant l'assurance contre des risques semblables?

6. Combien de réclamations ont été présentées et quelle est la proportion entre les assurances octroyées et les pertes subies?

127. Copie d'un arrêté en conseil adopté en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 873, approuvé le 13 mars 1946: pour autoriser certains fonctionnaires à agir comme présidents en l'absence du surveillant régional.

127a. Précis relatif aux règlements adoptés en vertu de la Loi sur les terres des anciens combattants, 1942.

127b. Copie du rapport du colonel D. M. Brodie, commissaire nommé en vertu des dispositions de la 1ère partie de la Loi des enquêtes, chapitre 99, S.R.C., 1927, pour tenir une enquête sur l'achat de certaines portions des lots 3 et 4, concession No 5, canton de Sandwich-ouest, comté d'Essex, Ontario, couvrant une superficie de 79 x 10 acres, plus ou moins (propriété Oliver).

127c. Copie d'arrêtés en conseil adoptés en vertu des dispositions de la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 1278, approuvé le 2 avril 1946; clause modifiant le prix de vente de certaines propriétés aux anciens combattants.

Arrêté en conseil C.P. 1325, approuvé le 5 avril 1946: pour fournir aux anciens combattants une somme plus considérable afin de leur permettre d'acheter des bestiaux et du roulant.

Arrêté en conseil C.P. 1380, approuvé le 9 avril 1946: prêts ou avances aux anciens combattants.

127d. Etat montrant:—1. Combien a-t-on reçu de demandes d'achat a) de fermes; b) de petits biens-fonds, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans les municipalités de Matsqui, Mission, Maple Ridge, Pitt Meadows, et le territoire non organisé dans la vallée de la rivière Fraser?

2. Combien a) de fermes, b) de petits biens-fonds ont été vendus?

127e. Etat montrant:—

1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il entamé des pourparlers en vue d'assurer un service régulier de courrier et de transport aux anciens combattants établis sous le régime des petits biens-fonds de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, a) à Regina, b) à Saskatoon? Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces pourparlers et avec qui ont-ils été entamés?

2. Quelles mesures a-t-on adoptées en vue d'obtenir une priorité pour l'achat et l'installation des accessoires téléphoniques pour le compte des anciens combattants établis sur des petits biens-fonds à Regina, Saskatoon et Prince-Albert, dans les cas où la nature du travail des anciens combattants exige l'installation de ce service?

127f. Etat montrant:—Combien de demandes le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il reçues pour les logements que l'on est actuellement à construire à Brantford, Ontario, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

127g. Etat montrant:—

1. Combien de demandes d'achats de fermes sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans le comté de Lambton, sont actuellement en suspens en attendant qu'on en fasse l'inspection?

2. Combien a-t-on acheté de fermes dans ce comté depuis l'entrée en vigueur de ladite loi?

3. Quelle était l'étendue de chaque ferme et quel prix a-t-on payé pour chacune?

127h. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 204-1995, approuvé le 17 mai 1946: modification des règlements adoptés en vertu des dispositions de la Loi sur les terres des anciens combattants, 1942, au sujet du comité consultatif régional.

127i. Etat montrant:—

1. Combien d'anciens combattants, a) de la première, b) de la seconde guerre mondiale, ont demandé et obtenu une terre sous le régime de la Loi d'établissement de soldats ou de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans le district électoral de Lisgar?

2. Parmi ceux-ci, combien ont fait face à tous les paiements dus et redevables en vertu de leurs contrats?

3. Combien ont fait une demande de secours sous le régime de la Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers?

4. Quelle somme, exprimée en dollars, représentent ces secours ainsi demandés?

5. Dans le district électoral de Lisgar, combien sont encore endettés sous le régime de la Loi d'établissement de soldats et quel est le montant total de ces redevances?

127j. Etat montrant:—

1. Combien de fermes, achetées sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, reste-t-il à inspecter dans le comté d'Elgin?
2. Combien de fermes a-t-on achetées dans le comté d'Elgin depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?
3. Quelle était l'étendue en acres de chaque ferme?
4. Quel prix a-t-on payé pour chaque ferme?

127k. Etat montrant:—

1. Sous le service administratif de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, combien a-t-on approuvé de modèles de maisons d'anciens combattants dans la province d'Ontario? a) En donner la désignation par lettre ou par chiffre; b) Combien de maisons sont terminées et occupées; c) Indiquer dans quels endroits elles sont situées; d) Combien sont actuellement sous construction; e) Indiquer dans quels endroits elles sont situées?

2. Combien a-t-on octroyé de contrats à somme globale et à prix stipulé, dans la province d'Ontario, a) Pour quels modèles, b) A qui ont-ils été octroyés, c) Quel a été, dans chaque cas, le prix stipulé de l'entreprise, d) En vertu de ces contrats, alloue-t-on des frais supplémentaires pour l'utilisation de l'outillage ou pour d'autres fins, e) Dans l'affirmative, sur quelle base paie-t-on ces frais supplémentaires?

3. Combien a-t-on octroyé de contrats en régie intéressée, dans la province d'Ontario, pour la construction de maisons d'anciens combattants, a) Pour quels modèles, b) A qui a-t-on octroyé ces contrats, c) Dans quels endroits, d) En vertu de ces contrats, alloue-t-on des frais supplémentaires pour l'utilisation de l'outillage ou pour d'autres fins, e) Dans l'affirmative, sur quelle base paie-t-on ces frais supplémentaires, f) En vertu des contrats en régie intéressée, l'entrepreneur retire-t-il des honoraires fixes, g) Dans l'affirmative, quels sont les honoraires fixes alloués dans chaque cas?

4. Sous le régime des contrats en régie intéressée, calcule-t-on les frais généraux avant d'accorder les contrats, a) Dans l'affirmative, à combien a-t-on évalué, en en donnant le détail, les frais généraux pour chaque modèle de maison d'anciens combattants?

5. Les frais d'administration étaient-ils compris dans tous les devis estimatifs, a) Les frais d'administration étaient-ils inclus dans les frais généraux que l'on fait payer à l'ancien combattant, b) Quels étaient les frais estimatifs d'administration par unité pour chaque modèle approuvé?

6. Combien emploie-t-on d'inspecteurs, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, par rapport au logement, dans la province d'Ontario, a) Quels sont les noms de ces inspecteurs et dans quelles régions sont-ils employés, b) Quel traitement paie-t-on, ou a-t-on payé, dans chaque cas, c) Quels titres de compétence a-t-on établis pour celui qui veut obtenir de l'emploi comme inspecteur sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

7. Sur le conseil de qui ont été choisis les emplacements pour les maisons d'anciens combattants?

8. Qui a recommandé les emplacements choisis à Niagara-Falls, à Welland et à St. Catharines?

127l. Etat montrant:—

1. Quelles conditions doit remplir celui qui fait une demande de terre, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans le district de Regina?

2. Quels sont les membres du conseil de révision établi sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies?

3. Quelle est la compétence de chaque membre à occuper cette position?

4. Quelle est leur profession respective?

5. Combien de demandes de paiement, sous le régime de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, dans le district de Regina, ont été étudiées par le comité?

6. De ces demandes, combien ont été approuvées?

129. Liste des officiers et des membres, ainsi que les procès-verbaux de la Société Royale du Canada, 1945.

130a. Etat montrant:

1. Le poste de radiodiffusion à ondes courtes à Sackville est-il terminé?
2. Dans l'affirmative, quel en est le coût total?
3. Sinon, combien a-t-on dépensé et quel sera le total des engagements financiers?
4. A quelles régions et à quels principaux pays envoie-t-on des émissions?
5. Quel est le nombre de ces émissions et à quelles heures ont-elles lieu?
6. Dans quelles langues se font les émissions?
7. Quelle est la nature de ces émissions?
8. Quels ministères du gouvernement font usage des facilités de ce poste?
9. Quel en est, au 1er octobre dernier, le coût d'exploitation?
10. Combien y a-t-il d'employés affectés à l'exploitation de ce service?
11. Quelle est la nature de leurs fonctions et quel est le traitement ou salaire de chacun?

130b. Etat montrant:

1. A-t-on procédé à un rajustement ou à une modification du nombre et de la classification des voies de télécommunication assignées au Canada, en vertu des Accords de La Havane? Le cas échéant, en vertu de quels accords, et quelles voies sont actuellement assignées au Canada?
2. Quelle est la fréquence de chacune de ces voies?
3. Quelle est la puissance minimum et maximum de chaque voie de télécommunication?
4. Combien de ces voies sont actuellement occupées?
5. Quels sont les postes qui les occupent?
6. Quelle puissance utilisent ces postes?
7. Quelles voies de télécommunication sont dispensées de l'usage de la puissance maximum?
8. Depuis 1939, quels postes ont demandé une augmentation de puissance; quelle puissance ont-ils demandée et quelle augmentation leur a-t-on accordée?
9. Depuis 1939, a-t-on fait une demande d'utilisation des voies de télécommunication qui étaient inoccupées?
10. Le cas échéant, quelle puissance avait-on demandée?
11. Quelle est la puissance minimum des voies de télécommunication inoccupées?
12. Quels postes ont demandé des licences pour faire des expériences sur les modulations de fréquence, la télévision, la radiodiffusion de facsimilés, ou pour d'autres fins?
13. A-t-on accordé des licences?

130c. Etat montrant:

1. Quels ministères ou organismes du gouvernement fédéral offrent des programmes sur le réseau de la société Radio-Canada ou sur tous autres postes radio-phoniques à travers le Canada ou les Etats-Unis?
2. Quels sont ces programmes?
3. Quel est, dans chaque cas, le but de ces émissions?
4. Combien en coûte-t-il par semaine pour chacune de ces radiodiffusions?

130d. Etat montrant:—Quels sont a) les noms, b) l'adresse, c) le service militaire de chacun des hommes qui vendent actuellement des permis de radio en faisant de la sollicitation à domicile dans la ville et le district de Vancouver-Nord?

131b. Acte final de la conférence de Paris sur les réparations, (y compris un projet d'accord sur les réparations allemandes, sur la création d'une agence interalliée des réparations, et sur la restitution de l'or monétaire), signé le 21 décembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 23.)

131c. Acte final de la conférence des Nations Unies visant la création d'un organisme d'éducation, de science et de culture, tenue à Londres du 1er au 16 novembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 18).

131d. Accord entre le Canada et le Royaume-Uni visant les services aériens, signé aux Bermudes, le 21 décembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 17).

131e. Accord intérimaire entre le Canada et d'autres gouvernements pour réglementer l'usage de bandes d'ondes de radiodiffusion dans la zone nord-américaine, signé à Washington, le 25 février 1946. (Recueil des traités 1946, No 8).

131f. Décisions de la Conférence internationale de la pêche à la baleine, tenue à Londres, du 20 novembre au 26 novembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 21).

131g. Accord visant les questions de télécommunications entre le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union sud-africaine, l'Inde, la Rhodésie du sud et les Etats-Unis d'Amérique, signé aux Bermudes le 4 décembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 14).

131h. Conditions d'un accord d'armistice avec la Roumanie, signé à Moscou, le 12 septembre 1944, avec annexe et protocole. (Recueil des traités 1944, No 40).

131i. Conditions d'un accord d'armistice avec la Bulgarie, signé à Moscou, le 28 octobre 1944, avec le protocole de l'armistice. (Recueil des traités 1944, No 39).

131j. Conditions d'un accord d'armistice avec la Finlande, signé à Moscou, le 19 septembre 1944, avec les documents et les protocoles connexes. (Recueil des traités 1944, No 38).

131k. Conditions d'un accord d'armistice avec l'Italie, signé le 3 et 29 septembre, et le 9 novembre 1943, avec les documents connexes. (Recueil des traités 1943, No 21).

131l. Actes de la reddition militaire de l'Allemagne, signé le 29 avril, ainsi que les 4, 7 et 8 mai 1945. (Recueil des traités 1945, No 15).

131m. Déclaration et autres documents relatifs à la défaite de l'Allemagne et la prise de l'autorité suprême au sujet de l'Allemagne par les gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des républiques soviétiques socialistes, et par le gouvernement provisoire de la république française, signé à Berlin le 5 juin 1945. (Recueil des traités 1945, No 16).

131n. Conditions d'un accord d'armistice avec la Hongrie, signé à Moscou, le 20 janvier 1945, avec annexe et protocole. (Recueil des traités 1945, No 20).

131o. Instrument de reddition du Japon, signé dans la baie de Tokyo, Japon, le 2 septembre 1945. (Recueil des traités 1945, No 19).

131p. Echange de notes entre le Canada et les Pays-Bas constituant un accord concernant la reprise des relations commerciales, Ottawa, février du 1er au 5, 1946. (Recueil des traités, 1946, No 6).

131q. Echange de notes entre le Canada et la Nouvelle-Zélande constituant un accord sur l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans le cas des profits d'agents, du 3 novembre 1945 au 30 janvier 1946. (Recueil des traités 1946, No 5).

131r. Echange de notes entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique concernant la disposition des accommodations d'entreposage et de chargement à Prince-Rupert, du 21 décembre 1945, au 3 janvier 1946. (Recueil des traités 1946, No 1).

131s. Echange de notes (30 mars 1946) entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique constituant un Accord au sujet des surplus de guerre et autres questions connexes, pour prendre effet le 31 mars 1946. (Recueil des traités, 1946, No 12). Chemin de l'Alaska, route carrossable du Nord-Ouest, etc.

131t. Copie de l'Accord financier conclu entre le Canada et la France, signé à Ottawa, le 9 avril 1946, avec une copie des notes échangées. (Recueil des traités, 1946-14). (Versions anglaise et française).

131u. Copie de la Convention signée entre le Canada et les Etats-Unis d'Amérique sur les pêcheries dans les Grands Lacs, à Washington, le 2 avril 1946. (Recueil des traités 1946-13).

131v. Copie de l'Accord conclu entre le Canada, Terre-Neuve et le Royaume-Uni, au sujet des mesures de défense prises à Terre-Neuve, et signé à St-Jean et à Londres, les 8 avril et 3 mai 1946. Versions anglaise et française. (Recueil des traités, 1946-15).

131w. Etat montrant:—1. Quels bureaux du gouvernement canadien ou quels autres bureaux canadiens de l'immigration fonctionnaient en Europe avant la guerre?

2. Quel était le coût d'administration de chacun de ces bureaux pour la dernière année de leur fonctionnement?

3. Quels bureaux en Europe fonctionnent encore? Quels bureaux ont été fermés?

4. Quelles mesures est-on à prendre pour rouvrir ces bureaux?

131x. Copie de l'accord conclu entre le Canada et le Royaume-Uni afin d'éviter le double impôt et prévenir l'évasion du fisc en tant qu'il s'agit de l'impôt sur le revenu, signé à Londres, Angleterre, 5 juin 1946. (Recueil des traités, 1946-17).

131y. Copie de l'accord conclu entre le Canada et le Royaume-Uni pour éviter la double taxe et prévenir l'évasion du fisc en tant qu'il s'agit des droits successoraux des personnes défuntés, signé à Londres, Angleterre, le 5 juin 1946. (Recueil des traités, 1946—18).

132b. Copie d'une lettre de MM. E. K. Williams, Gérald Fauteux, D. W. Mundell, aviseurs légaux de la Commission royale, renfermant une copie de l'opinion légale donnée par F. P. Brais, c.r., de Montréal, concernant la question de savoir si l'on peut arrêter un membre du parlement fédéral, qui aurait commis un crime sous l'empire de la loi des secrets officiels, soit pendant la prochaine session du parlement ou soit durant les quelques jours qui précédaient immédiatement la réunion des Chambres le 14 courant, etc.

132c. M. Saint-Laurent, membre du Conseil privé du roi, dépose sur la Table,—Rapport de S. T. Wood, commissaire de la Gendarmerie royale à cheval du Canada, au sujet de la façon dont on a traité aux casernes de Rockcliffe les personnes détenues, en rapport avec l'enquête présente sur l'espionnage.

132d. Copie du troisième rapport intérimaire de la Commission royale nommée par l'arrêté en conseil C.P. 411, approuvé le 5 février 1946: pour faire enquête sur la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées. (Version anglaise).

132e. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1262, approuvé le 1er avril 1946: révoquant l'arrêté en conseil C.P. 6444, approuvé le 6 octobre 1945, pourvoyant à l'interrogatoire, et partant à la détention, de certaines personnes; accompagné d'une copie de lettre adressée au ministre de la Justice par les procureurs nommés afin d'aider les Commissaires, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 411, approuvé le 5 février 1946, relativement à la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées, et avertissant le ministre de la Justice qu'il ne sera plus nécessaire d'avoir recours à d'autres ordres sous le régime de l'arrêté en conseil C.P. 6444.

133a. Etat montrant:—

1. Combien de fermes japonaises, dans la vallée de la Fraser, ont été vendues a) à des anciens combattants, b) à des civils, sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quelle est la description légale de chaque propriété, son prix d'achat par les Japonais et son prix de vente soit à un ancien combattant, soit à un civil, sous l'empire de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants ou sous quelque autre régime?

133b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des ressortissants japonais pour qui on a fait des arrangements en vue de leur rapatriement au Japon?

2. De ceux-ci, combien étaient nés au Canada et combien étaient nés au Japon?

3. A-t-on pris des arrangements en vue de transférer à leur compte, au Japon, l'argent ou les autres biens de ces ressortissants?

4. Dans l'affirmative, quel est le montant total des valeurs au comptant qui seront à leur disposition lors de leur arrivée au Japon?

5. Le gouvernement canadien offre-t-il quelques dons ou sommes d'argent au Japonais qui sont rapatriés?

6. Dans l'affirmative, ces sommes d'argent sont-elles additionnelles aux valeurs au comptant appartenant à ceux qui sont rapatriés?

7. Quel sera le coût ou quels seront les frais pour chaque ressortissant japonais rapatrié, en donnant le coût a) du transport et par chemins de fer et par bateau, b) de tout don ou de toute somme d'argent?

8. Quel sera le coût total pour ceux pour qui on a fait des arrangements en vue de leur rapatriement?

9. Le général MacArthur a-t-il la direction des affaires au Japon? Le cas échéant, l'a-t-on consulté à ce sujet?

10. A-t-il approuvé l'entrée et l'établissement au Japon des ressortissants japonais au Canada qui ont demandé leur rapatriement?

133c. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de personnes, d'origine japonaise actuellement internées au Canada?

2. Combien, parmi ces personnes, sont: a) des ressortissants japonais; b) des citoyens canadiens par naturalisation; c) des citoyens canadiens de naissance?

3. Combien ont été libérées de l'internement depuis le jour V-J?

4. Est-ce que les conseils de revision, nommés aux termes des Règlements concernant la Défense du Canada, font enquête sur les internés canadiens d'origine japonaise dans le but de soumettre des recommandations au ministre de la Justice?

133d. Etat montrant:—1. Quand le reste des fermes japonaises sera-t-il offert aux acheteurs sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Quelles mesures prend-on pour les garder en état de production d'ici leur vente?

134. Copie de toutes pétitions présentées par toutes corporations, personne ou personnes, relatives à la demande de désaveu de certaines mesures législatives adoptées par l'Assemblée législative de la Saskatchewan, à savoir: Loi concernant la sécurité des fermes, Loi sur la Commission de l'administration locale (pouvoirs spéciaux), et Loi sur l'imposition des minéraux, ainsi que copie de toute correspondance relative à ce sujet et échangée entre le ministère de la Justice, les pétitionnaires et le gouvernement de la province de la Saskatchewan.

134a. Copie des demandes d'annulation, par année et par province, de mesures législatives fédérales-provinciales présentées et refusées depuis 1920.

135. Copie de tous rapports que le gouvernement des Etats-Unis a faits au gouvernement fédéral au cours de la récente guerre, sur les conditions atmosphériques dans les eaux et le territoire aérien avoisinant ce qu'on appelle communément la route de la Baie d'Hudson.

135a. Etat montrant:—Quelles mesures ont été adoptées par le gouvernement pour utiliser la route de Fort Churchill et de la Baie d'Hudson au cours de la saison de navigation de 1946?

135b. Etat montrant:—1. Expédiera-t-on du blé canadien ou d'autres denrées par le chemin de fer et la route maritime de la Baie d'Hudson cette année?

2. Dans l'affirmative, quelle quantité?

3. Sinon, pourquoi?

4. Quelques commissaires du commerce du Canada en Europe ont-ils été invités à obtenir l'envoi de cargos par la route de la Baie d'Hudson?

5. Le gouvernement a-t-il étudié là-propos d'obtenir temporairement l'importation de charbon anglais par les cargos faisant usage de la route de la Baie d'Hudson?

136. Etat donnant:—a) les noms de toutes les compagnies de la Couronne constituées légalement depuis le 1er septembre 1939; b) la fin pour laquelle chacune de ces compagnies a été constituée; c) l'activité et les opérations actuelles de chacune de ces compagnies; d) les noms, adresses, professions habituelles et traitements des administrateurs et des fonctionnaires principaux de chacune de ces compagnies.

137. M. Claxton, membre du conseil privé du roi, dépose—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 novembre 1945,—Etat montrant:—1. a) Combien d'argent, par année, a-t-il été dépensé par la Commission de l'information en temps de guerre, ou par son entremise, au cours de son existence? d) De ce montant, combien a-t-on payé à des personnes à l'extérieur du Canada, et pourquoi, et quelles étaient ces personnes?

2. a) Quel a été le nombre le plus élevé de personnes à l'emploi de la commission, et quand a-t-on atteint ce chiffre? b) Quel était le nombre de

personnes à l'emploi de la commission d'information en temps de guerre le 28 septembre 1945? c) Combien d'entre elles ont été transférées à l'emploi du service canadien de l'information?

3. Quel est le traitement du directeur du service canadien de l'information?

4. Quelles sont les dépenses mensuelles estimatives du service canadien de l'information et quels sont les postes de ces dépenses?

138. Etat montrant:—

1. Depuis le premier septembre 1939, quel est le nombre de personnes, dans chacune des provinces, qui ont demandé l'exemption du service militaire, comme objecteurs de conscience?

2. Combien de ces demandes, dans chacune des provinces, a) ont été acceptées; b) ont été refusées?

3. Quel est le nombre de ces demandes, dans chacune des provinces, qui ont été faites, a) avant que l'appliquant ait subi son examen médical; b) après que l'appliquant ait subi son examen médical?

4. Quel est, par groupe, l'origine raciale de ceux qui ont ainsi demandé l'exemption du service militaire comme objecteurs de conscience?

139. Etat montrant:—

1. Quel est le montant que le gouvernement a payé en subventions du 1er septembre 1939 au 15 septembre 1945?

2. Pour quels produits a-t-on versé des subventions au cours de cette période et quel montant a-t-on payé pour chaque produit?

139a. Etat montrant:—

1. Quelles subventions le gouvernement a-t-il payées au cours de l'année 1945?

2. Quelles subventions a-t-on payées depuis le 1er janvier 1946?

139b. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on accordé de subventions sous le régime de la Loi de 1907 sur les installations frigorifiques?

2. A qui a-t-on accordé ces subventions?

3. A quelles fins, dans chaque cas, a-t-on accordé ces subventions?

4. Quel a été le montant de la subvention dans chaque cas?

139c. Etat montrant:—Quelles subventions le gouvernement a-t-il payées au cours des années 1939 à 1944 inclusivement?

140. Etat montrant:—

1. Quel a été le résultat des dénonciations de certains particuliers faites par la Royale Gendarmerie à cheval du Canada, et dont le ministre des Finances a fait mention à la page 5840 des Débats du 31 juillet 1944?

2. Outre ceux dont il a été mention ci-dessus, y a-t-il eu quelques autres personnes ou maisons de commerce que quelque ministère, département ou commission du gouvernement ont accusés de complot de fraude à l'égard du gouvernement ou d'autre malversation, relativement à la fabrication de literie, depuis le 1er septembre 1939?

3. Dans l'affirmative, l'une ou l'autre de ces personnes ou maisons de commerce ont-elles été condamnées à subir leur procès?

4. Ces procès ont-ils eu lieu? Dans l'affirmative, quel en a été le résultat? Sinon, pourquoi?

141. Etat montrant:—

1. Du 1er avril au 1er novembre 1945, quelles dépenses à l'égard de relations publiques, de publicité et d'information ont été faites par les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes?

2. a) A quelles personnes n'appartenant pas au service de l'Etat a-t-on versé ces paiements? b) Combien, et pour quels services, chaque personne a-t-elle reçu?

3. Combien de personnes les divers ministères du gouvernement et les commissions et corporations adjointes emploient-ils dans les relations publiques, la publicité et l'information?

142. Etat montrant:—

1. Combien d'instruments de musique ont été achetés par le gouvernement de 1939 à 1945?

2. Quel a été le montant global affecté à cette fin?

3. Un certain nombre de ces instruments ont-ils été déclarés en surplus?

4. Dans l'affirmative, quel nombre et à quelle date, et combien ont été vendus à date?

5. Dans la négative, quand ces instruments seront-ils déclarés en surplus?

6. Le gouvernement a-t-il contracté envers les vendeurs d'instruments de musique, ou qui que ce soit, des obligations limitant ses droits de revendre ces instruments?

143. Etat montrant:—

1. Est-ce que Eugène Parker, C.R., de Halifax, Nouvelle-Ecosse, avait été nommé avocat de la commission royale d'enquête sur les coopératives?

2. Dans l'affirmative, quand a-t-il été nommé et quand cette nomination a-t-elle pris fin?

3. Combien, en donnant le montant total, lui paie-t-on par jour en allocations pour ses services et ses autres frais?

4. Quel est le nom de la société légale à laquelle M. Parker est associé à Halifax?

5. Depuis le commencement de la guerre, quel est le montant total qui a été payé à cette société légale, et/ou à tous ses membres, par tous les départements du gouvernement, y compris les compagnies de la Couronne?

144. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût total de l'achat et de la construction du terrain d'atterrissage, des camps et des aménagements de toutes sortes construits à St-Honoré, comté de Chicoutimi, Québec?

2. Combien de temps ces camps et ce terrain d'atterrissage ont-ils été utilisés pour fin d'entraînement militaire?

3. Quel a été le nombre de militaires casernés à ce endroit en 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945?

145. Copie de tous contrats, baux et accords conclus par le gouvernement pour la construction et l'entretien de l'école d'entraînement aérien à Swift-Current, Saskatchewan.

146. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il contribué aux frais de construction des routes forestières entreprises par les provinces, pour quelqu'une des années de 1936 à 1940 inclusivement?

2. S'il en a été ainsi, quel a été le total des contributions pour chaque année dans chaque province?

147. Etat montrant:—

1. Les camps militaires situés à St-Honoré, Bagotville, Arvida et Chicoutimi, province de Québec, ont-ils été vendus depuis leur désaffectation?

2. Si oui, à qui et à quelles conditions?

3. Y a-t-il eu des soumissions demandées? Le cas échéant, à qui?

4. Quels ont été les soumissionnaires?

147a. Etat montrant:—

1. Quel a été le coût total de construction du camp militaire à Maple Creek, Saskatchewan?
2. Combien d'hommes ont été postés à ce camp au cours de chaque année de 1941 à 1945?
3. Quel était, pour chacune de ces années, le coût total d'entretien et d'administration?

147b. Etat montrant:—1. Quels étaient les camps *a)* de l'armée, *b)* de l'aviation, pouvant accommoder 800 hommes ou plus, en service le jour de la Victoire en Europe?

2. De ces camps, combien *a)* ont été abandonnés comme établissements militaires, *b)* ont été déclarés de surplus?
3. Quels sont les effectifs militaires dans ces camps abandonnés comme centres d'instruction et que maintiennent *a)* l'armée, *b)* l'aviation?

148. Etat montrant:—1. Combien d'homme, qui ne s'étaient pas enrôlés dans la province de la Colombie-Britannique, ont été démobilisés à Vancouver et à Victoria?

2. Le ministre de la Défense nationale s'abstiendra-t-il de démobiliser encore des hommes, en Colombie-Britannique, qui ne se sont pas enrôlés dans cette province, ou dont les dépendants n'y demeurent pas actuellement, jusqu'à ce que la situation de l'embauchage en Colombie-Britannique se soit améliorée?

149. Etat montrant:—1. Combien de soldats des forces armées d'outre-mer ont été condamnés à des termes de détention dans les casernes de détention de Headley, Hampshire, Angleterre?

2. Pour quelles infractions; où ces soldats sont-ils actuellement emprisonnés, et pour quelle durée?

3. Quels ont été les déductions totales de solde, gratification et autres crédits qui leur ont été imposées à la suite d'ordonnances de tribunaux d'enquête?

4. A-t-on reçu des plaintes au sujet des lourdes sanctions imposées et de la perte de solde qui en résulte pour les familles de soldats à cause du système d'amendes basé sur les déductions de solde?

5. Combien a-t-on tenu de cours martiales outre-mer et quels services en première ligne les membres de ces cours possédaient-ils?

6. Le nouveau conseil de revision fera-t-il l'examen de ces sentences imposées pour désertion et autres causes?

7. Qui sont les directeurs de ces casernes et quels en sont les officiers principaux?

8. A-t-on ramené au Canada l'un ou l'autre de ces prisonniers pour qu'ils terminent leurs sentences? S'il en est ainsi, quel en est le nombre et où sont-ils emprisonnés?

9. A-t-on apporté des réformes à l'administration de cette unité outre-mer et quelle visite fait-on de cet endroit?

10. Y a-t-il eu quelques émeutes dans les casernes susmentionnées? Le cas échéant, par qui; quelle en était la cause et quels dommages a-t-on causés?

11. A-t-on tenu des cours martiales publiques; le nouveau conseil de revision fera-t-il enquête sur ces cas et sur les autres survenus à Aldershot, et soumettra-t-il un rapport?

150. Copie de tous les documents, transferts, demandes de transferts, etc., contenus dans le dossier du soldat Marcel Poirier, D-497231, actuellement cantonné au Dépôt No 8, RCASC. Sardis, C.-B.

151. Etat montrant:—Quel a été le coût du Service des Relations extérieures (Armée) dans chaque district militaire, chaque année, depuis le début de la guerre?

151a. Etat montrant:

1. Quel est le coût total du personnel de la publicité au ministère de la Défense nationale, a) à l'Armée, b) au Service naval, c) à l'Aviation?
2. Qui y est employé?
3. Quels traitements y paie-t-on?
4. Le ministère publie-t-il un journal? Dans l'affirmative, quel en est le coût de publication, a) pour l'armée, b) pour le Service naval, c) pour l'Aviation?

152. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre en date du 11 octobre 1945,—Etat montrant:

1. Combien d'argent le fonds de stabilisation du sucre a-t-il reçu d'autres sources que de l'achat d'importations de sucre de canne brut et de la vente de ce même produit aux raffineries de sucre?
2. De quelles autres sources a-t-on obtenu ces sommes, et quel a été le montant provenant de chaque source au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, et en 1945 jusqu'au 15 septembre?

152a. Etat montrant:

1. Y a-t-il quelque différence entre le plafond du prix (de gros) du sucre de canne et celui du sucre de betterave qu'alloue l'administration du sucre au Canada?
2. Le gouvernement a-t-il en quelque occasion restreint par règlement ou limité autrement la production du sucre de betterave au Canada?
3. Quel est le montant total que l'industrie du sucre de betterave a payé au fonds de stabilisation des prix établi par l'administrateur du sucre en juin 1940?
4. Ce versement au fonds a-t-il haussé le coût du sucre de betterave pour le consommateur? Dans l'affirmative, de combien?

152b. Etat montrant:

1. Sur le sucre brut de canne qu'elle a importé au cours des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre 1945, l'administration canadienne du sucre a-t-elle réalisé un bénéfice ou enregistré quelque perte, pour chacune des années énumérées?
2. Quel a été le montant de bénéfice ou de perte pour chacune des années indiquées?
3. Quelle a été la moyenne du bénéfice ou de la perte par cent livres, pour chacune des années ci-dessus mentionnées?
4. A la suite de ces achats et ventes de sucre brut de canne par l'administration du sucre du Canada, quelle somme d'argent a-t-on accumulée dans le fonds de stabilisation du sucre à la suite des opérations de toute la période mentionnée?

152c. Etat montrant:

1. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et jusqu'au 12 septembre en 1945: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle importées au Canada? b) Quel a été le prix total d'achat, en argent canadien, que l'administration du sucre a payé pour le sucre brut de canne importé, franco-bord sur le littoral? c) Quel prix moyen a-t-on ainsi payé par quintal?
2. Au cours de chacune des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, jusqu'au 12 septembre: a) Combien de livres de sucre brut de canne l'administration du sucre a-t-elle vendues aux raffineries canadiennes de sucre de canne? b) Quel a été le prix total en argent canadien, franco-bord sur le littoral, que les raffineries canadiennes ont payé à l'administration du sucre pour ce sucre? c) Quel prix moyen, par quintal, a-t-on ainsi payé?

152d. Etat montrant:—

1. Combien de tonnes de sucre le Canada a-t-il importées au cours de chacune des années 1943, 1944 et 1945?
2. De quel pays a-t-on importé ce sucre?
3. Le Canada a-t-il consenti à n'importer du sucre que des pays qui appartiennent au syndicat international des producteurs de sucre?
4. Quelqu'un des pays producteurs de sucre n'appartenant pas à ce syndicat a-t-il tenté la vente du sucre au Canada?
5. Le cas échéant, quelles mesures est à prendre le gouvernement en vue de permettre l'achat de sucre dans les pays producteurs qui n'appartiennent pas au syndicat?

152e. Etat montrant:—

1. Du 1er février 1942 jusqu'à date, combien de consommateurs de sucre à titre industriel ont été condamnés pour infraction aux règlements sur le rationnement du sucre dans chaque province?
2. Quels étaient leurs nom et adresses?
3. Quelle a été la sentence imposée par le tribunal dans chaque cas?
4. Quelles amendes ont été imposées?
5. A-t-on suspendu les opérations commerciales de ces contrevenants?
6. Dans l'affirmative, pour combien de jours dans chaque cas?

152f. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il demandé aux producteurs de la betterave à sucre du sud-ouest de l'Ontario d'ensemencer 35,000 acres de betteraves à sucre en 1946?
2. Dans l'affirmative, quelle disposition a été prise en vue de fournir des prisonniers de guerre provenant des camps de travail pour la culture de la betterave à sucre dans cette région?
3. Le nombre des prisonniers de guerre employés cette année à la culture de la betterave à sucre et provenant des camps est-il beaucoup moindre que l'an dernier? Dans l'affirmative, pourquoi?
4. Combien de prisonniers de guerre ont été employés à la culture de la betterave à sucre dans les camps du Manitoba et de l'Alberta cette année, et que représente ce chiffre comparativement à l'an dernier?

152g. Etat montrant:—

1. Combien de sucre par essaim d'abeilles accorde-t-on, ce printemps, aux apiculteurs pour les fins de nourriture?
2. Quelle est la comparaison avec la quantité accordée en 1945?
3. Y a-t-il une diminution dans le nombre des essaims d'abeilles expédiés au Canada en provenance de la Californie et d'autres endroits, comparativement à 1945? Dans l'affirmative, dans quelle mesure?

153a. Etat montrant:—

Au sujet: a) du personnel militaire attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général militaire canadien outre-mer, au quartier général de la Défense nationale et aux quartiers généraux de chaque district militaire canadien; b) du personnel naval attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général naval canadien outre-mer, au quartier général de la Défense nationale et aux quartiers généraux de chaque division navale au Canada; c) du personnel de l'aviation attaché, le 1er décembre 1945, au quartier général de l'aviation canadienne outre-mer, au quartier général de la Défense nationale et aux quartiers généraux de chaque région aérienne au Canada:

1. Quel était le nombre total des effectifs pour chaque grade des services?

2. Quel était le nombre des officiers des services armés, détenant le grade d'officier supérieur ou un grade équivalent, compris dans la question No 1 susmentionnée, en provenance de chacun des districts militaires, régions aériennes et divisions navales du Canada?

153b. Etat montrant:—

1. Au cours des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, combien de personnes se sont vues refuser l'entrée dans les forces armées à cause de défauts nerveux de parole, comme le bredouillement, le bégaiement, etc?

2. Le ministère de la Défense nationale a-t-il pourvu à des centres de traitement où les personnes souffrant de défauts nerveux de parole pouvaient recevoir quelque soin et être ainsi en mesure de servir dans les forces armées?

3. Le cas échéant, qui a fourni ces centres de traitement, et pour quelle durée, et à combien de personnes, dans chaque service, a-t-on accordé traitement ou assistance?

153c. Etat montrant:—

1. Le ministère de la Défense nationale pour l'Armée, la Marine et l'Air a-t-il établi un conseil de revision pour faire l'examen de tout renvoi pour mauvaise conduite?

2. Le cas échéant, quels sont les noms et le grade des membres de ce conseil?

3. Combien de renvois a-t-on examinés jusqu'à date?

4. Quel est le nombre des cas examinés qui ont été modifiés?

5. En cas de modification du renvoi pour mauvaise conduite, accordera-t-on automatiquement la gratification à la personne intéressée?

153d. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre des officiers actuellement sur les effectifs des services armés et prêtés à d'autres services du gouvernement qui détiennent les grades suivants: dans l'armée: général, lieutenant-général, major-général, brigadier et colonel; dans la marine: amiral, vice-amiral, contre-amiral, commodore et capitaine; dans l'aviation: maréchal en chef de l'air, maréchal de l'air, vice-maréchal de l'air, commodore de l'air et capitaine de groupe?

2. Quels sont-ils et quel est leur grade effectif comparativement au grade temporaire qu'ils détiennent actuellement?

3. A quel département ont-ils été prêtés?

153e. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre du personnel militaire, appartenant à tous les services, actuellement posté à Washington?

2. Combien d'officiers de tous grades, appartenant à tous les services, sont actuellement postés à Washington et quelles fonctions y remplissent-ils?

3. Quels sont les noms des officiers les plus élevés en grade, appartenant à tous les services, actuellement postés à Washington?

153f. Etat montrant:—

1. Quel était l'effectif total des troupes canadiennes, appartenant aux divers services de l'armée, qui se trouvaient en dehors du territoire canadien le 14 mars 1946?

2. Où ces troupes sont-elles en garnison?

3. Quel en est le nombre à chaque endroit?

153g. Etat montrant:—

1. Quels sont les noms de tous les officiers de la marine royale canadienne, de l'armée et des forces aériennes qui ont pris leur retraite depuis septembre 1939?

2. Quel grade détenait chacun de ces officiers et quel était son grade en septembre 1939?

3. Quel était le barème des soldes accrues pour les divers grades?

153h. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre de Canadiens, *a)* dans l'armée, *b)* dans l'aviation, *c)* dans le marine, *d)* à titre civil, qui sont actuellement au Japon au service du gouvernement canadien?

2. Combien de Canadiens reçoivent l'instruction ou subissent la formation afin que l'on utilise leurs services au Japon ou dans d'autres pays du Pacifique?

3. A quelles fins spécifiques se sert-on du personnel militaire ou civil au Japon?

4. Y a-t-il quelque entente prévoyant l'utilisation au Japon de Canadiens, tant militaires que civils?

5. Dans l'affirmative, quelles sont les clauses de cette entente?

153i. Etat montrant:—

1. A-t-on promis une solde plus élevée aux membres des forces armées qui ont été affectés au service, ou se sont engagés comme volontaires et ont servi sur le théâtre des hostilités dans le Pacifique?

2. A quelle date cette augmentation de solde a-t-elle commencé et est-elle encore en vigueur?

3. Quel était le barème des soldes accrues pour les divers grades?

4. A-t-on refusé cette plus haute solde à quelques officiers et soldats qui ont servi dans le théâtre du Pacifique? Le cas échéant, pourquoi?

153j. Etat montrant:—

1. Combien d'officiers des forces permanentes *a)* de la marine, *b)* de l'armée, *c)* de l'aviation ont été libérés du service, depuis le jour V-E, sans pension pour cause *a)* d'invalidité, *b)* de mauvaise conduite ou d'incompétence, *c)* pour toute autre raison?

2. Combien de cas des catégories précitées sont encore à l'étude?

153k. Etat montrant:—

1. Combien de militaires de tous grades appartenant *a)* à la Marine royale canadienne, *b)* à l'Armée canadienne, *c)* au Corps d'aviation royal canadien, ont servi sur un théâtre de guerre dans le Pacifique avant le jour V-J?

2. Est-ce que tous ceux dont il est fait mention ci-dessus ont reçu la solde du Pacifique? Sinon, pourquoi?

153l. Etat montrant:—

1. Y a-t-il actuellement des membres de l'armée canadienne en service aux Indes?

2. Dans l'affirmative, quel en est le nombre?

3. A quoi sont-ils occupés?

153m. Etat montrant:—1. Le 1er juin 1946, combien y avait-il encore de militaires canadiens sur le théâtre de guerre en Europe et en Grande-Bretagne?

2. Le 1er juin 1946, quel était le nombre estimatif *a)* des femmes, *b)* des autres dépendants de militaires canadiens attendant qu'on les amène du théâtre de guerre en Europe et de la Grande-Bretagne au Canada?

153n. Etat montrant:—1. Quelles sont les conditions exigées par le ministère de la Défense nationale au sujet de l'engagement dans l'armée projetée du Canada pour l'après-guerre?

2. Combien a-t-on rejeté, jusqu'à date, de demandes de service dans l'armée projetée pour l'après-guerre qui avaient été faites par des membres de l'armée permanente du Canada d'avant-guerre répondant aux conditions requises d'aptitude physique et ayant servi sur quelque théâtre de guerre au cours de la deuxième guerre mondiale?

3. Quelle sont, en résumé, les causes de refus des demandes mentionnées à la question 2?

4. Qui a recommandé de refuser les demandes susmentionnées?

5. Quel recours a été ou sera permis aux candidats dont il est fait mention à la question 2?

6. Le 15 mai 1946, combien d'officiers, de chacune des provinces du Canada a) ayant servi dans la force permanente d'avant-guerre et pris du service dans un théâtre de guerre; b) ayant fait partie de la force permanente mais n'ayant pas servi dans une zone de combat; c) n'ayant pas fait partie de la force permanente d'avant-guerre et ayant pris du service dans un théâtre de guerre; d) n'ayant pas fait partie de la force permanente d'avant-guerre et n'ayant pas servi dans une zone de guerre, avaient été retenus pour servir dans l'armée d'après-guerre?

154. Etat montrant:—Depuis le commencement de la guerre, combien a-t-il été payé, chaque année, par le gouvernement fédéral, et tout office, commission et corporation de l'Etat, et tout autre organisme fédéral:

1. A la société légale Borden, Elliot, Sankey & Kelley, avocats et procureurs, de la ville de Toronto?

2. Aux associés suivants de la société ci-dessus mentionnée: a) H. Borden, C.R.; b) B. V. Elliot, C.R.; c) R. H. Sankey, C.R.; d) W. A. G. Kelley; e) J. T. Johnson; f) I. G. Wahn; g) A. D. McAlpine, et h) l'honorable C. P. McTague, C.R.?

156. Etat montrant:—1. Quel montant, par année, a été perçu, dans chaque province, depuis l'imposition de la taxe de guerre de trois cents le gallon sur l'essence?

2. Au cours de la même période, quel montant a été payé en subvention sur le pétrole brut?

157. Etat montrant:—1. Quel est l'ordre des priorités pour l'achat de nouvelles automobiles?

2. Y a-t-il quelques cas spéciaux en plus de ceux visés par les priorités? Le cas échéant, quelle procédure suit-on pour en faire l'étude?

3. Les chiropraticiens sont-ils considérés comme appartenant à la même catégorie que les médecins? Sinon, le gouvernement a-t-il songé à leur accorder quelque priorité particulière?

158. Etat montrant:—

1. Où est situé le siège social de la *Canadian Industries Limited*?

2. Cette compagnie forme-t-elle société avec quelque compagnie non canadienne appartenant à un cartel international? Le cas échéant, avec quelles compagnies et quels cartels?

3. Quelques-uns des produits fabriqués par la *Canadian Industries Limited* jouissent-ils de la protection des droits tarifaires canadiens?

4. La fabrication des cartouches jouit-elle de cette protection? Le cas échéant, quel en est le taux?

5. Quelle a été la quantité totale des cartouches importées au Canada au cours de chaque année de 1943 jusqu'à cette date?

159. Copie de tous les arrêtés en conseil établissant les prérogatives spéciales du Premier ministre.

160. Arrêté en conseil C.P. 1218, approuvé le 29 mars 1946; constituant en corporation la Corporation commerciale canadienne aux fins d'aider au développement du commerce entre le Canada et les autres nations au cours de la période de transition résultant des conditions commerciales exceptionnelles créées par la guerre jusqu'à leur retour au normal.

161. Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1272, approuvé le 2 avril 1946, révoquant l'arrêté en conseil C.P. 1841, approuvé le 10 mars 1942, tel que modifié: relativement à l'émission de permis de sorti aux femmes et aux enfants de moins de seize ans qui se rendent à des destinations situées hors de l'hémisphère occidental.

162. Etat montrant:—

Quel a été en 1945, le coût d'administration a) de la ligue des cadets de l'air, b) de la ligue des cadets de la marine, c) de la ligue des cadets de l'armée, d) de l'escadrille des cadets de l'air à Eastend, Saskatchewan?

163. Etat montrant:—

Le 1er janvier 1946: a) quels étaient les secrétaires particuliers des ministres, avec indication du ministère auquel ils étaient attachés? b) quelle rémunération recevait chacun d'entre eux?

164. Etat montrant:—

Le 1er janvier 1946; a) quels étaient les sous-ministres et les autres personnes ayant rang de sous-ministre, avec indication du ministère auquel ils appartenaient? b) quelle rémunération recevait chacun d'entre eux?

165. Etat montrant:—

Combien en coûte-t-il encore au Canada pour couvrir, chaque année, les frais de la première grande guerre, soit en pensions, frais généraux ou autres.

165a. Etat montrant:—

1. Combien de personnes reçoivent du gouvernement fédéral une pension de plus de \$2,000
2. Quels sont les noms de ces personnes et quel est le montant de la pension reçue dans chaque cas

166. Copie de tous les règlements édictés par le gouverneur en conseil en vertu de la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles.

166a. Rapport sur le fonctionnement de la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, pour l'année terminée le 31 décembre 1945, Statuts du Canada, 1944, chapitre 41, article 13.

167. Etat montrant:—

1. La Loi de tempérance du Canada est-elle encore en vigueur dans quelque partie du Canada?
2. S'il en est ainsi, dans quels comtés et municipalités des diverses provinces?

168. Etat montrant:—

1. Quelles étaient, au Canada, les réserves totales de beurre au 1er mars 1946?
2. Quelle était, à la même date, la réserve de beurre entreposée dans chacune des provinces du Canada?
3. Quelle est actuellement cette réserve dans chaque province?
4. Le gouvernement a-t-il reçu des représentations à l'effet que dans certaines régions du pays il est impossible de se procurer du beurre?
5. Dans l'affirmative, quelles mesures le gouvernement a-t-il adoptées pour remédier à la situation?

168a. Etat montrant:—

1. Quelle était la production du beurre de crèmerie en mars 1946?
2. Quelle était, en qualité et en pourcentage, la diminution dans la production du beurre de crèmerie en mars 1946 comparativement à mars 1945?

3. Quelle est la production estimative du beurre de crèmerie du 1er mai 1946 au 30 avril 1947?

4. Quelle a été la cause de la pénurie actuelle de beurre de crèmerie depuis janvier?

5. La pénurie actuelle de beurre de crèmerie a-t-elle eu pour cause une forte diminution dans la production du beurre dans les provinces des Prairies?

6. Les cultivateurs retirent-ils un revenu plus élevé de la fabrication du fromage que de la fabrication du beurre?

7. La production du beurre pourrait-elle être augmentée rapidement si l'on diminuait la production du fromage destiné à être exporté au Royaume-Uni?

169. Copie de tous télégrammes, correspondance, rapports et autres documents, datés de 1936 au 15 mars 1946, que possèdent le ministère des Postes et le ministère des Travaux publics relativement à la construction d'un bureau de poste à St-Siméon, comté de Charlevoix.

170. Etat montrant:—

1. Quelle est la valeur des avions en plastique, et leurs accessoires, fabriqués suivant le procédé thermique par l'usine possédée par l'Etat et exploitée par la *Canadian Cockshutt Plow Company*?

2. Quelle est la valeur de tous les autres avions semblables en plastique et de tous les autres accessoires en plastique, fabriqués suivant le procédé thermique, achetés par le gouvernement canadien?

3. Quels montants a-t-on payés à M. J. Vidal, de New-York?

4. Combien en redevances?

5. Combien en frais de gestion?

6. Quels montants a-t-on payés à la *Aircraft Research Limited*?

7. Combien a-t-on payé à M. H. Atwood, du New-Hampshire?

8. Combien a-t-on payé à M. Atwood en frais de déplacement de Vancouver à Ottawa?

9. Combien en redevances ou en tout autre versement?

10. Combien a-t-on payé à la *Cockshutt Plow Corporation* en frais de gestion?

11. A-t-on fait quelque paiement à la *Vancouver Sales and Appraisals Limited* pour avoir porté à la connaissance du gouvernement les opérations de plastique, à savoir la méthode Vidal et la méthode Atwood?

12. Si aucun paiement n'a été effectué, quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises en vue de rembourser cette compagnie pour tous ses services rendus?

13. Le gouvernement a-t-il utilisé le brevet No 366724 et le brevet No 384742, ou les brevets des Etats-Unis No 2126711 et No 2373738?

14. Qui est propriétaire de ces brevets?

15. A-t-on effectué quelque paiement pour l'utilisation de ces brevets?

171. Etat montrant:—

1. Quelque ministère du gouvernement a-t-il vendu des accumulateurs à la compagnie *Solway & Sons*?

2. A quel prix ces accumulateurs ont-ils été vendus à cette maison de commerce?

3. Combien avaient-ils coûté au gouvernement?

4. Combien d'accumulateurs ont été vendus à *Solway & Sons*?

5. Les accumulateurs vendus à la compagnie précitée avaient-ils été endommagés de quelque façon?

6. Le cas échéant, quelle était la nature de ces dégâts?

7. Combien de ces accumulateurs avaient été utilisés avant la vente?

8. Des accumulateurs ont-ils été déclarés de surplus par quelque ministère du gouvernement?

172. Etat montrant:—

1. A quelle date se propose-t-on de fermer a) le centre d'entraînement, b) le camp de brigade, actuellement situés à Vernon, C-B.?

2. Les bâtiments érigés dans le but de loger le personnel posté à Vernon au cours de la période de guerre seront-ils a) laissés inoccupés, b) ou aliénés par l'entremise de la Corporation des biens de guerre ou c) laissés à l'usage de l'armée de réserve pour son entraînement d'été?

3. S'il doit en être selon c), se propose-t-on de disposer de quelques-uns des bâtiments, ou tous les édifices seront-ils affectés à cette fin?

4. Quels seront les effectifs de toute troupe permanente postée à Vernon pour entretenir et surveiller ce camp?

173. Etat montrant:—

1. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des concessions forestières de plus d'un million de pieds, qui font l'objet d'un contrat entre des compagnies ou des personnes et le gouvernement fédéral?

2. Dans l'affirmative, a) où sont situées ces concessions? b) A quelle date chaque contrat a-t-il été conclu et à quelle date expire-t-il? c) Quels sont les noms et adresses des compagnies ou personnes détenant chacune un contrat?

174. Etat montrant:—Au cours de la dernière année financière, quels ont été les octrois accordés par les différents départements à la compagnie *Clarke Steamship Limited*, pour chacun des services exécutés par cette compagnie sur la côte nord du fleuve St-Laurent?

174a. Etat montrant:—Au cours de la dernière année financière, quels ont été les octrois accordés par les différents départements à la compagnie *Clarke Steamship Limited*, pour chacun des services exécutés par cette compagnie sur la côte nord du fleuve St-Laurent?

175. Etat montrant:—

1. Combien y avait-il de prisonniers de guerre canadiens entre les mains de l'ennemi au cours de chaque année de 1940 à 1945?

2. Au cours de chacune de ces années, combien de colis de vivres a-t-on envoyés du Canada, par l'entremise de la Croix rouge ou de quelque autre source, en vue d'être distribués aux prisonniers de guerre canadiens détenus dans chaque camp ennemi, et quel était le coût des colis pour chaque année spécifiée?

3. Combien de Canadiens attachés au personnel de la Croix rouge comptent-on actuellement outre-mer, dans quels pays sont-ils et quelle est la nature de leurs fonctions actuelles?

176. Etat montrant:—

1. Par province, combien a-t-on intenté de poursuites, jusqu'à date, pour infractions à tous règlements de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

2. Quel est le montant total des amendes et frais recouvrés?

3. a) Quel est le montant total des honoraires et déboursés payés aux avocats ou procureurs pour le compte de ces poursuites? b) Quels montants sont encore dus?

176b. Etat montrant:—

1. Quel est le nombre a) d'enquêteurs, b) d'autres fonctionnaires, agents et membres du personnel actuellement à l'emploi de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre?

2. Quelle somme a-t-on payée a) en salaires, b) en honoraires, c) en déboursés, pour le compte de ces employés, depuis la création de la commission jusqu'à date?

3. Depuis les débuts de la commission jusqu'à date, quelle est le total des dépenses a) en loyers, b) en autres frais à l'exclusion des salaires, honoraires ou déboursés?

176c. Etat montrant:—

1. Combien d'avocats en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba ont reçu des paiements pour services rendus, ou des honoraires, de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre depuis 1939?

2. Quels sont leurs noms, et combien chacun a-t-il reçu?

3. Reste-t-il quelque solde à payer sur les comptes rendus? Dans l'affirmative, à qui et combien?

176d. Etat montrant:—1. De quelles publications et de quels moyens de publicité la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle fait usage au cours de 1945 et de 1946?

177. Copie de tous télégrammes, correspondance, résolutions, pétitions et autres documents échangés entre le gouvernement, ou l'un de ses fonctionnaires, et toutes personne ou personnes, relativement au bill portant le numéro 20 en 1945, et le numéro 7 en 1946, intitulé: "Loi concernant la citoyenneté, la nationalité et la naturalisation, et sur le statut des étrangers".

178. Etat montrant:

1. Quels règlements et ordonnances le gouvernement a-t-il édictés au sujet des matériaux de construction et de la main-d'œuvre destinés à l'érection de théâtres?

2. Les théâtres jouissent-ils, à l'heure actuelle, de priorité de construction sur les maisons?

3. Le gouvernement, ou l'un de ses fonctionnaires, a-t-il reçu des plaintes de la Corporation de la ville de Toronto, ou de l'un de ses fonctionnaires, au sujet de l'octroi de main-d'œuvre et de matériaux de construction pour l'érection de théâtres?

4. Quelles sont les priorités de construction actuellement en vigueur à Toronto?

179. Etat montrant:

1. Les produits de la pêche ont-ils fait l'objet des discussions qui ont précédé les ententes conclues entre la Grande-Bretagne et le Canada et annoncées par le ministre de l'Agriculture le 26 mars 1946?

2. Dans l'affirmative, a-t-on conclu des ententes au sujet des produits de la pêche?

3. Si on en est venu à des ententes au sujet des produits de la pêche, quelles sont les espèces et les quantités de produits visés et dans quelles régions du Canada fera-t-on ces achats?

180. Etat montrant:

1. Quelle est la population estimative actuelle du district de McKenzie des Territoires du Nord-Ouest?

2. Quelle représentation fédérale a-t-on accordée à ce district?

3. Quelle était la population de chaque province lors de son admission dans la Confédération?

181. Etat montrant:—Quel est le nombre probable des morts, blessés et disparus au cours de la grande guerre de 1939 à la fin de 1945?

182. Etat montrant:

1. Quelles propriétés le gouvernement a-t-il sous bail ou à loyer dans la cité de Hamilton et le comté de Wentworth?
2. A qui appartient chacune de ces propriétés?
3. Sur quelle base chaque propriété est-elle louée?
4. Quelles sont les conditions de chaque bail?

182a. Etat montrant:—Quel est le total des montants payés en loyer par le gouvernement fédéral pour des bureaux dans la ville d'Edmonton pour la période du 1er septembre 1939 au 31 mars 1945?

182b. Etat montrant:—

1. Quelle est l'étendue totale de l'espace pour bureaux qui a été louée dans des édifices privés, dans la ville de Vancouver, par tous ministères du gouvernement fédéral, compagnies de la Couronne, commissions royales et tous autres organismes du gouvernement fédéral?
2. Quelle est l'étendue totale de l'espace pour bureaux dans les trois édifices du gouvernement, sur la 4ème Avenue-ouest, dans la ville de Vancouver, qui était occupée, au cours de la guerre, par la marine, l'armée et l'aviation?
3. Combien d'anciens combattants, dans la ville de Vancouver, ont été incapables d'obtenir de l'espace pour bureaux afin de reprendre leurs carrières professionnelles ou commerciales après leur licenciement?

183. Etat montrant:—

1. Combien de Canadiens ont servi outre-mer dans le Corps civil des pompiers canadiens?
2. Le traitement et les allocations que ces hommes ont reçus pendant leur service outre-mer sont-ils sujets à l'impôt sur le revenu?
3. Dans l'affirmative, quelles mesures, le cas échéant, a-t-on prises pour soustraire ce traitement et ces allocations à l'impôt sur le revenu?

184. La réponse du Très honorable comte d'Athlone, K.G., etc., etc., à l'Adresse d'adieu qui lui a été présentée par les deux Chambres du Parlement à l'occasion de sa prochaine retraite comme Gouverneur général du Dominion du Canada.

Le texte en est alors lu dans les termes suivants:

*Honorables membres du Sénat,
membres de la Chambre des communes,*

Je vous remercie très sincèrement de l'émouvante adresse d'adieu que vous m'avez présenté à l'occasion de ma prochaine retraite comme gouverneur général du Dominion du Canada.

C'est avec des sentiments de regret que je termine ma carrière officielle de représentant de Sa Majesté le Roi en ce pays. J'ai eu l'honneur et le rare privilège de servir comme gouverneur général durant les années les plus mouvementées et les plus désastreuses de l'histoire de notre temps. La période de guerre était hérissée d'innombrables difficultés dont un grand nombre parurent à leur heure insurmontables. Mais par leur dévouement désintéressé et inlassable à la cause de la liberté, le Parlement et le peuple canadien ont joué un rôle de premier plan dans la lutte victorieuse des Nations Unies contre les ennemis implacables de la démocratie.

Mes multiples voyages à travers ce vaste pays m'ont permis de visiter presque toutes les régions du Canada.

J'ai été témoin de la compétence, de l'endurance et du courage qu'ont déployés les hommes et les femmes du Canada enrôlés dans les Forces armées, ou bien encore travaillant dans les usines ou servant au sein de l'une de ces nombreuses associations qui ont accompli de tels miracles d'organisation et de rendement. Un pareil empressement à répondre à l'appel du devoir a prouvé le loyalisme du peuple canadien envers Sa Majesté le Roi et à l'égard de la Communauté des Nations britanniques, dont le Canada fait si brillamment partie.

Il m'est fort agréable de rappeler que mes rapports avec les membres des deux Chambres ont été des plus heureux.

Je ne manquerai pas, dès mon retour en Angleterre, de faire part à Leurs Majestés le Roi et la Reine des sentiments de fidélité si admirablement exprimés dans votre adresse. J'aurai aussi le plaisir de transmettre à la reine Marie vos bienveillants respects. Sa Majesté la reine Mère porte le plus vif intérêt à la population de ce pays.

Je me joins à vous pour souhaiter que Leurs Altesses royales la princesse Elizabeth et la princesse Margaret puissent visiter le Canada dans un avenir rapproché.

Au nom de la princesse Alice, je tiens à vous manifester l'appréciation de Son Altesse royale pour les mots très aimables que vous avez eus à son endroit dans votre adresse. Nous en avons été particulièrement émus tous les deux.

Nous n'oublierons jamais l'apport du Canada en ces six années difficiles et angoissantes. Votre pays a conquis l'admiration et la gratitude sincères de tous les peuples libres par sa contribution magnifique et munificente à la poursuite victorieuse de la guerre, ainsi qu'au bien-être et à la restauration des populations souffrantes du monde.

En vous disant adieu, la princesse Alice et moi-même tenons à vous assurer de notre affection profonde et durable, et aussi à vous exprimer la foi entière que nous avons dans la prospérité soutenue du Canada et dans la stabilité de son rang glorieux de premier Dominion au sein de la Communauté des Nations britanniques.

185. Etat montrant:—

1. Quel a été le chiffre des affaires au bureau des douanes à Red Deer, Alberta, au cours de chaque année de 1935 à 1945?

2. Combien y avait-il d'employés dans ce bureau au cours de chacune de ces années?

3. Quel a été le montant total payé à ces employés au cours de chacune des années susmentionnées?

186. Etat montrant:—

1. Wilson Kew, de Staveley, Alberta, est-il employé au camp d'internement de Lethbridge, Alberta, comme surveillant, à titre intermittent, des services auxiliaires?

2. Quel est son traitement et ses frais mensuels?

3. Quelles sont ses fonctions au camp?

4. Quels jours ou quelles heures de la semaine est-il employé?

5. Le ministère a-t-il payé les réparations faites à son automobile particulier au cours des trois dernières années? S'il en est ainsi, pour quel montant?

6. Combien de gallons d'essence le ministère a-t-il fournis pour cet automobile au cours des trois dernières années?

187. Copie de tous télégrammes et correspondance échangés, au 1er juillet 1945 jusqu'à date, entre tout ministère du gouvernement et le conseil de ville de North Battleford, ou tous autres particuliers ou particuliers, au sujet de la vente des bâtiments du Corps d'aviation royal canadien à North Battleford.

188. Etat montrant: —

1. Antérieurement à la déclaration de la guerre, en 1939, le ministère des Pêcheries exploitait-il un navire connu sous le nom de "*The Arleux*"?

2. S'il en est ainsi, à quelle fin ce navire a-t-il servi au cours de la guerre?

3. Ce navire a-t-il été mis à la disposition de la Marine royale canadienne? Le cas échéant, à quelle date et à quelle date a-t-il été transféré?

4. Ce navire a-t-il été vendu depuis? Dans l'affirmative, l'a-t-il été par vente particulière ou publique, et comment s'est faite cette opération?

5. Dans le cas de vente publique, a) combien de soumissions a-t-on reçues; b) quels étaient les soumissionnaires et les montants des soumissions?

189. Etat montrant:—Relativement au plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique:

1. a) Quand, b) où, c) par qui a-t-il été signé d'abord au nom des premiers partenaires du plan, et d) quelle était la qualité ministérielle, le cas échéant, de chacun des signataires?

2. Une copie du plan primitif a-t-elle jamais été déposée en l'une ou l'autre Chambre du Parlement du Canada au cours de la session qui a suivi l'approbation du plan par les gouvernements du Canada et du Royaume-Uni?

3. Dans l'affirmative, quand et où?

4. Sinon, une copie a-t-elle été déposée au cours d'une session ultérieure de l'une ou l'autre Chambre avant le 23 novembre 1944?

5. Dans l'affirmative, a) quand, b) où, et c) pourquoi n'avait-elle pas été déposée à une session antérieure?

6. Sinon, pourquoi ne l'a-t-elle pas été?

7. Le ministre de la Défense nationale pour l'Air alors en fonctions avait-il envoyé une copie dudit plan primitif à tous les membres du Parlement pour leur information personnelle?

8. Le cas échéant, quand?

9. Sinon, pourquoi?

10. Avait-il été convenu, en premier lieu, entre les gouvernements du Canada et du Royaume-Uni que le plan primitif aurait dû fonctionner à une date antérieure à celle de ses débuts réels?

11. Dans l'affirmative, quelle était cette date?

12. Sinon quelle était la raison de ce retard?

13. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il omis de remplir quelque'une de ses obligations premières et, en particulier, celle de livrer des hélices d'avion au gouvernement du Canada pour la mise à exécution dudit plan?

14. S'il en a été ainsi, a) quand cela est-il arrivé, b) pendant combien de temps cela a-t-il retardé le commencement actuel de l'entraînement?

15. Le ministre de la Défense nationale pour l'Air a-t-il mis le Parlement au courant de la question et en a-t-il informé les membres du Parlement?

16. Le cas échéant, quand, et sinon pourquoi?

17. Le gouvernement du Canada a-t-il rempli quelque'une des obligations prises en premier lieu par le gouvernement du Royaume-Uni et, s'il en est ainsi, combien le Canada a-t-il payé en conséquence?

18. Avant le 23 novembre 1944, le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il remis quelque montant au gouvernement du Canada parce que ce dernier avait rempli quelque obligation prise antérieurement par lui?

19. Le cas échéant, quand et combien?

20. Sinon, pourquoi?

191. Etat montrant:—Quel a été le coût total de la participation du Canada aux conférences a) de Dumbarton Oaks, b) de Bretton Woods et c) de San-Francisco?

192. Etat montrant:—Depuis le 1er janvier 1946, quelles mesures spécifiques ont été adoptées par le gouvernement en vue de fournir des denrées à l'Inde?

193. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il octroyé des contrats à des établissements de construction navale, au Canada, cette année, pour la construction de navires destinés à être gérés par le gouvernement ou l'un de ses ministères?

2. Dans l'affirmative, quelles sociétés ont obtenu ces contrats, quelles sont les dimensions des navires que l'on est à construire et à quelles fins serviront ces navires?

3. Le gouvernement a-t-il pris des mesures en vue de mettre en adjudication la construction d'autres navires cette année? Dans l'affirmative, de quelles dimensions seront ces navires et à quelles fins serviront-ils?

4. Le gouvernement remplacera-t-il, cette année, quelques navires déclassés dont il est le propriétaire? Dans l'affirmative, quels navires déclassés seront remplacés et où sont-ils immatriculés?

193a. Etat montrant:—

1. Au cours de la période du 1er octobre 1943 au 1er novembre 1945, des navires ont-ils été réparés, en vertu des contrats E.R.A., a) par l'*Atlantic Spring and Machine Company Limited*, et b) par la *Pushie's Machine Shop*, de Sydney, Nouvelle-Ecosse?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces navires et les montants payés aux maisons ci-haut mentionnées pour ces réparations?

194. Etat montrant:—

1. Combien a-t-on reçu de rapports de l'impôt sur le revenu des particuliers au cours de chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

2. Sur combien de rapports de particuliers, pour chaque année, a-t-on établi l'imposition, jusqu'à date?

3. Quel était le revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et le montant de l'impôt établi pour chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

4. Combien a-t-on reçu de rapports de l'impôt sur les corporations au cours de chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

5. Sur combien de rapports de corporations, pour chaque année, a-t-on établi l'imposition jusqu'à date?

6. Quel était le revenu net sur lequel l'imposition a été approuvée et le montant de l'impôt établi, pour chaque année d'imposition de 1939 à 1944?

195. Etat montrant:—Quelle a été la recette des bureaux de poste suivants en Saskatchewan, au cours des années 1938 à 1945 inclusivement, a) Radville, b) Weyburn, c) Milestone, d) Lanigan?

195a. Etat montrant:—

1. Le 31 mars 1946, dans quels bureaux de poste au Canada le ministère avait-il l'habitude de vendre des timbres-postes au public sans accorder de commission pour ces ventes?

2. Vend-on des timbres-postes dans les bureaux de poste au Canada par l'entremise de particuliers ou de compagnies qui reçoivent une commission pour de telles ventes? Dans l'affirmative, dans quels bureaux de poste et à quel taux de commission ou à quelles conditions?

3. Y a-t-il des personnes ou compagnies, autres que celles qui vendent des timbres dans les bureaux de poste réguliers, qui reçoivent une commission pour la vente de timbres? Dans l'affirmative, à quel taux de commission et à quelles conditions?

4. Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, combien de personnes ou compagnies ont reçu des commissions pour les ventes susmentionnées?

5. Quels sont les cas généraux où le montant des ventes de timbres dans leurs propres bureaux de poste affecte le traitement ou la rémunération des maîtres de poste?

6. Relativement aux personnes ou compagnies visées aux questions 2 et 3, combien, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1946, ont reçu des commissions a) inférieures à \$1,000; b) de \$1,000 à \$5,000; c) de plus de \$5,000?

195b. Etat montrant:—

1. En quelle année ont été érigés les bureaux de poste actuels a) à Foam Lake, b) à Lanigan, en Saskatchewan?

2. Quelle a été la recette provenant du bureau de poste de Foam Lake au cours de chaque année, de 1938 à 1945 inclusivement?

3. Quelle recette exige-t-on d'un bureau de poste pour justifier la construction d'un édifice postal par le gouvernement fédéral?

195c. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le ministère des Postes relativement à l'établissement d'un service de levée de boîtes au lettres dans la ville de Beauharnois.

195d. Copie de tous rapports, correspondance et autres documents que possède le ministère des Postes relativement à l'établissement d'un service de levée de boîtes aux lettres dans la ville de Laprairie.

195e. Etat montrant:—

1. Combien de nominations a) temporaires, b) permanentes ont été faites par le ministère des Postes à sa division du service postal ambulant depuis le 1er janvier 1944?

2. Combien de ces nominations a) temporaires, b) permanentes ont été accordées à des hommes ayant servi (1) outre-mer, (2) au Canada, au cours de la dernière guerre?

195f. Etat montrant:—

1. Y a-t-il des villes au Canada, dont la population est inférieure à six milles âmes qui ont un service de livraison postale à domicile?

2. Dans l'affirmative, quelles sont ces villes avec leur population?

196. Copie de toute entente conclue entre la *Sydney Engineering and Dry Dock Company* et le ministère des Munitions et approvisionnements, ou le ministère de la Reconstruction, concernant l'administration de la cale maritime de halage à Anderson's Point, Cap-Breton, Nouvelle-Ecosse.

197. Etat montrant:—

1. Quels sont les membres de l'Office national du film? Où demeure chacun de ses membres et quelle est la profession régulière de chaque membre?

2. De quelle façon est organisé l'Office et quelle fonction, le cas échéant, y remplit chaque membre?

3. Qui est le commissaire de cinématographie de l'Etat et est-il membre du Bureau de cinématographie?

4. Combien de fois le Bureau a-t-il siégé au cours de 1945, à quelles dates et qui a assisté à chacune de ses séances?

5. Les séances de la commission sont-elles ouvertes au public?

6. Des personnes autres que les membres du Bureau ont-elles assisté à ces séances? Dans l'affirmative, quelles sont ces personnes et en quelles occasions ont-elles assisté aux séances?

198. Etat montrant:—

1. Combien de départements chaque ministre de la Couronne a-t-il sous sa juridiction?

2. Quels sont ces départements?

3. Qui est sous-ministre de chaque département?

199. Copie de toute correspondance entre M. David, achitecte, de Montréal, P.Q., et toute personne à son emploi, et le ministère de la Défense nationale, et/ou le ministère des Travaux publics, et/ou le ministère des Affaires des anciens combattants, concernant les plans (et leur annulation, le cas échéant), pour l'érection future du Currie Memorial Hospital et/ou de l'hôpital pour les soldats convalescents dans la ville de Montréal.

200. Etat montrant:

1. Combien de prétendus déserteurs de l'armée américaine ont été appréhendés et remis aux autorités des Etats-Unis en vertu des dispositions du décret du conseil C.P. 6577?

2. Combien de Canadiens vivant aux Etats-Unis ont été renvoyés au Canada en vertu des arrangements réciproques?

200a. Etat montrant:

1. Par province, combien de poursuites ont été intentées contre des personnes de l'armée, a) du 1er janvier 1945 au 1er janvier 1946, b) du 1er janvier 1946 jusqu'à cette date, pour cause (i) de désertion, (ii) d'absence sans permission?

2. Par province, dans combien de cas a-t-on imposé a) des sentences aux pénitenciers, b) des sentences d'emprisonnement, c) des amendes, à la suite de chacune de ces infractions?

201. Etat montrant:

1. De quelles sources provenaient les approvisionnements d'huile importée dans les provinces des Prairies en 1946?

2. Quelle était la quantité provenant de chaque source?

3. Quel était l'endroit de livraison de cette huile pour chaque source?

4. Quelles étaient les sociétés à qui cette huile était livrée, et en quelle quantité à chaque société?

5. Quelle subvention payait-on par baril dans chaque cas?

6. Quel était le coût de cette huile par baril à la source d'approvisionnement?

7. Quels étaient les taux de transport dans chaque cas?

8. Quel était le poids spécifique de l'huile à la source d'approvisionnement dans chaque cas?

202. Etat montrant:—

1. A-t-on autorisé la construction d'une patinoire pour les casernes maritimes royales canadiennes à Esquimalt, C.-B.?

2. Dans l'affirmative, à combien évalue-t-on le coût de cet édifice?

3. La construction en a-t-elle été commencée?

4. Dans l'affirmative, a-t-on accordé quelque priorité pour les matériaux de construction?

5. A-t-on reçu des demandes de permis de construction pour une patinoire civique à Victoria?

6. Dans l'affirmative, a-t-on accordé ou refusé des permis de construction dans le cas de la patinoire civique?

7. Si les permis ont été refusés, quelle en a été la raison?

203. Etat montrant:

1. Quels sont actuellement les stocks visibles d'orge propre au maltage au Canada?
2. Exporte-t-on aux Etats-Unis de l'orge propre au maltage?
3. Depuis octobre 1945, quelle quantité d'orge propre au maltage a été exportée au cours de chaque mois?
4. a) Exporte-t-on aux Etats-Unis du malt de brasserie? b) Quelles quantités a-t-on exportées chaque mois depuis octobre 1945?
5. Quelle quantité de bière canadienne a été exportée aux Etats-Unis au cours de chaque année depuis 1940, et au cours de chaque mois depuis octobre 1945?

204. Etat montrant:

1. Combien d'automobiles de voyageurs du modèle de 1946 le gouvernement a-t-il achetées?
2. Quels ministères ont fait ces achats?
3. a) Quel nombre, b) quelle marque et/ou quel modèle ont été achetés par chaque ministère?

205. Etat montrant:—

1. Combien d'emplacements d'aérodromes ont été exploités dans le district intérieur sud-ouest de Vancouver-New-Westminster de la Colombie-Britannique?
2. Existe-t-il d'autres emplacements qui pourraient être exploités?
3. Dans l'affirmative, Boundary Bay en est-il un?
4. Garde-t-on cet emplacement à cet effet?

206. Etat montrant:—

1. Combien d'édifices le gouvernement fédéral a-t-il a) construits, b) loués, à Kamloops, Colombie-Britannique, pour loger la division (1) des magasins militaires, (2) du matériel sanitaire du district No 11, et (3) le personnel et les magasins du corps royal des ingénieurs établis à cet endroit?
2. Quel est le nombre de bâtiments pour chaque service?
3. Combien d'édifices de chaque service sont actuellement évacués?
4. Quelles mesures a-t-on prises, ou compte-t-on prendre, en vue de disposer de ces édifices?
5. La Corporation des biens de guerre a-t-elle déjà mis en vente, vendu ou loué quelqu'un de ces édifices et, s'il en est ainsi, quels sont-ils?

207. Etat montrant:—

1. Quel est, remis au point, le total des pertes causées par le feu dans divers camps et bâtiments, au Canada, occupés par les forces armées au cours de la dernière guerre, depuis le rapport déposé en 1944?
2. Où ont eu lieu ces incendies?
3. Quel était le montant des assurances à l'égard de chaque endroit?

208. Etat montrant:—

1. Depuis 1941 inclusivement, quelle quantité de chaque espèce a) d'aliments, b) de combustible, c) d'armes, d) de munitions, e) de véhicules et de pièces de véhicules, f) d'avions et de pièces d'avions, g) d'autre matériel de guerre, h) de caoutchouc et i) d'autres produits manufacturés le Canada a-t-il expédiée chaque année à la Russie, (1) directement, (2) via le Royaume-Uni et (3) via les Etats-Unis?
2. Quelle est la valeur totale de ces expéditions?
3. Quel est le total des paiements faits par la Russie au Canada depuis la date ci-dessus mentionnée?

209. Etat montrant:—

1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes touchant la pollution des eaux de la rivière St. Clair par suite des opérations de la *Polymer Corporation Limited*, ou de l'une de ses filiales ou de ses usines, depuis le 1er octobre 1945?

2. Dans l'affirmative, que fait-on dans le but de faire disparaître et de diminuer cette incommodité?

209a. Copie de tous contrats, ententes, lettres et autres documents tenant lieu de contrats, signés ou conclus à quelque date que ce soit, entre le 1er janvier 1942 et le 1er septembre 1945, entre la *Polymer Corporation Limited* et la *Dow Chemical Company of Canada*.

209b. Copie de tous contrats, ententes, lettres et autres documents tenant lieu de contrat, signés ou conclus, en tous temps depuis le 1er septembre 1945, entre la *Polymer Corporation Limited* et l'*Imperial Oil Limited*, et entre la *Polymer Corporation Limited* et la *St. Clair Processing Corporation Limited*, et entre la *Polymer Corporation Limited* et la *Dow Chemical Company of Canada*.

209c. Etat montrant:—1. A-t-on utilisé quelque variété de caoutchouc en échange pour du matériel fourni ou des services rendus à la *Polymer Corporation Limited* par quelque personne, compagnie ou corporation?

2. Dans l'affirmative, quand, en quelle quantité et à quel prix?

3. A-t-on vendu ou expédié du caoutchouc hors du Canada?

4. Dans l'affirmative, quand, à qui, en quelle quantité et à quel prix?

209d. Copie de l'état des finances de la *Polymer Corporation Limited*, a) le 31 mars 1945; b) le 31 mars 1946, donnant: (1) le bilan; (2) le compte rendu de l'exploitation; (3) les dépenses de la centrale hydraulique; (4) les frais généraux de la centrale; (5) le capital fixe détenu en fidéicommiss pour le compte de la Couronne.

210. Etat montrant:—1. Quelle est la valeur des biens appartenant aux ressortissants français et administrés par le Séquestre?

2. Depuis quand ces biens sont-ils entre les mains du Séquestre, et quand seront-ils remis à leurs propriétaires?

211. Etat montrant:—1. Quel est le montant, y compris les dons, qui a été payé à la Commission des fonds régimentaires, pour le compte des fonds de cantines, depuis le 1er septembre 1939, par a) les forces navales, b) l'armée, c) l'aviation, d) les Services de guerre de la Légion canadienne, les Chevaliers de Colomb, le Y.M.C.A., l'Armée du Salut et par toutes autres sources?

2. Comment cet argent est-il placé et quel taux d'intérêt rapporte-t-il?

3. A quelles fins les fonds doivent-ils servir?

4. Quels sont les membres chargés de l'administration actuelle de ces fonds, quel est le nombre des membres de leur personnel et quels traitements leur verse-t-on ainsi qu'aux membres de leur personnel?

211a. Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 juin 1946,—Etat montrant:—1. Le gouvernement a-t-il adopté quelque mesure en vue de donner suite au rapport du comité sur les fonds de cantines présenté à la Chambre en juillet 1942?

2. Dans l'affirmative, a-t-on nommé un comité pour contrôler et examiner les bénéficiaires?

3. Quels sont les noms et le grade des membres de ce comité?

4. Le gouvernement a-t-il institué des comités provinciaux pour fonctionner sous le direction du comité central de surveillance? Dans l'affirmative, quels sont les noms et le grade des membres de divers comités dans les provinces respectives?

5. Les unités et les formations ont-elles fait des arrangements en vue de verser au comité central de surveillance tous les fonds de cantines dont elles disposaient à la cessation des hostilités?

6. Quelle somme d'argent les diverses armes: a) l'armée, b) l'aviation, c) la marine, ont-elles remise au comité central de surveillance ou versée dans le Fonds du revenu consolidé?

212. Etat montrant:

1. Le Premier Ministre a-t-il reçu, de la section d'Amherst de la Légion canadienne de la Ligue des services de l'Empire britannique, une protestation contre l'emprisonnement de Kurt Meyer au pénitencier de Dorchester?

2. Dans l'affirmative, quelle disposition, s'il en est, a été prise en vue de transférer ce prisonnier dans un autre pénitencier?

212a. Copie de la transcription des témoignages entendus par le tribunal lors du procès du SS. général Kurt Meyer.

214. Etat montrant:

1. Combien de navires de la *Park Steamship* le gouvernement a-t-il vendus du 1er avril 1945 jusqu'à date?

2. Quels en ont été les acquéreurs dans chaque cas?

3. La convention de vente comportait-elle quelque dispositions exigeant que les navires vendus devaient être manœuvrés par des officiers et un équipage canadiens?

214a. Etat montrant:

1. Combien de navires océaniques ont appartenu à *Park Steamship Company Limited* pendant la guerre?

2. Combien cette compagnie en a-t-elle encore?

3. Quel était le tonnage respectif de chacun de ces navires a) qui lui appartenaient et b) qui lui appartiennent encore?

4. A qui la compagnie a-t-elle vendu chacun de ces navires?

5. A qui des demandes de soumissions ont-elles été adressées pour chaque vente de navires?

6. Les navires vendus sont-ils encore tous enregistrés au Canada?

7. Sinon, a) combien étaient enregistrés au Canada pendant la guerre; b) combien le sont aujourd'hui?

215. Etat montrant:

1. Quels sont les noms et adresses de toutes les personnes à l'emploi du gouvernement fédéral dans le parc national de Riding Mountain?

2. a) Quelles sont les fonctions, b) quel est le traitement de ces personnes?

3. Quelle est la date de nomination de chaque employé et quelle est la durée de chaque nomination?

215a. Etat montrant:

1. Quelle est la superficie des concessions forestières numéros 571 et 551D. dans le parc national de Riding Mountain que détient la *Northern Trust Company*?

2. Quelles sommes d'argent cette compagnie a-t-elle payées lorsqu'elle a loué ces concessions?

3. Quel loyer annuel pour le sol cette compagnie paie-t-elle à l'égard de ces concessions?

4. Quel loyer annuel cette compagnie paie-t-elle en protection contre les incendies à l'égard de ces deux concessions?

216. Copie de tous contrats, ententes ou autres accords passés entre le ministère des Munitions et approvisionnements et la *Dominion Magnesium Limited*, ou d'autres compagnies ou personnes, concernant la construction et l'exploitation de l'usine de magnésium à Haley's Corners, Ontario.

217. Copie de tous télégrammes, correspondance, rapports, contrats et autres documents échangés, du 31 janvier 1942 au 1er mai 1946, entre le ministère des Transports, ou tout autre ministère du gouvernement, et la *Dominion Transportation Company* et la *Owen Sound Transportation Company*.

218. Etat montrant:—

1. Combien d'exemplaires de l'édition de 1945 de l'*Annuaire du Canada* a-t-on fait imprimer?

2. Combien en a-t-on vendu au public en général, à part la distribution régulière faite aux ministères du gouvernement?

3. Combien d'exemplaires du Manuel "*Canada 1946*" a-t-on fait imprimer?

4. Combien d'exemplaires du Manuel "*Canada 1945*" ont été vendus au public en général, à part la distribution régulière faite aux ministères du gouvernement?

219. Etat montrant:—

1. Le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis ont-ils conclu une entente, en vertu de laquelle les ouvriers canadiens des entrepreneurs américains ou canadiens, employés par les Etats-Unis dans les entreprises au Yukon, y compris la route de l'Alaska, étaient ou sont, sujets aux dispositions de la loi des Etats-Unis sur l'indemnisation des débardeurs et des ouvriers des ports, et aucune loi fédérale ou provinciale d'indemnisation des ouvriers, en vigueur au Canada, ne pourrait s'appliquer à ces employés au Yukon?

2. Le gouvernement du Canada et le gouvernement des Etats-Unis ont-ils conclu une entente en vertu de laquelle les Canadiens ou tous les autres civils recevant des blessures ou subissant des dommages par suite de la négligence d'un membre ou de membres des l'armée des Etats-Unis d'Amérique au Yukon, Canada, sont privés de leurs droits d'intenter des poursuites en dommages contre les Etats-Unis d'Amérique ou contre l'armée des Etats-Unis d'Amérique devant le tribunal territorial du Territoire du Yukon, et, dans l'affirmative, quels droits, s'il en est, ont été donnés ou accordés à ces Canadiens au lieu des droits dont on les a privés?

220. Etat montrant:—

1. L'exportation du bois de pâte est-elle réglementée par un système de permis d'exportation?

2. Au cours de chaque année, de 1942 à 1945 inclusivement, combien de cordes de bois de pâte a) d'épinette, b) de baumiers a-t-on exportées aux Etats-Unis, sous le régime de permis, (1) du Nouveau-Brunswick, (2) de Québec, (3) d'Ontario, (4) de la Nouvelle-Ecosse, (5) du Manitoba, (6) de la Saskatchewan?

3. Quel a été, en cordes, la production totale du bois de pâte pour les fabricants canadiens de pulpe et de papier, au cours de la saison 1944-45, a) au Nouveau-Brunswick, b) dans Québec, c) en Ontario, d) au Manitoba, e) dans la Nouvelle-Ecosse?

4. Quel a été le nombre total de cordes de bois de pâte exportées aux Etats-Unis, au cours de la saison 1945-46 jusqu'à date a) du Nouveau-Brunswick, b) de Québec, c) de l'Ontario, d) du Manitoba, e) de la Saskatchewan?

5. Au cours de chacune des années 1942, 1943, 1944 et 1945, combien a-t-on exporté de cordes de bois à des scieries a) dans le Minnesota, b) dans le Wisconsin, c) dans le Michigan, d) dans l'Ohio, e) en Pennsylvanie, f) dans le Maine?

221. Copie de tous télégrammes, correspondance et autres documents échangés entre le Premier Ministre du Canada, ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement fédéral, et le premier ministre de la Colombie-Britan-

nique, ou l'un des membres ou fonctionnaires du gouvernement de cette province, entre le 1er janvier 1943 et le 1er janvier 1946, relativement à la déviation de la route publique provinciale du sud de la Colombie-Britannique en territoire des Etats-Unis, entre les cités de Laurier et Patterson dans l'Etat de Washington.

222. Etat montrant:—

1. Y a-t-il un édifice que possède ou contrôle le gouvernement et qui porte le nom de la Tour Martello dans le parc Point Pleasant à Halifax?

2. Dans l'affirmative, a) quand a-t-il été construit; b) par qui; c) quel en a été le coût; d) quels en ont été les frais d'entretien de 1940 à 1945 inclusivement?

3. L'édifice est-il ouvert au public?

4. Y a-t-il un concierge chargé de faire visiter la Tour aux touristes?

223. Arrêté en conseil C.P. 2093, approuvé le 28 mai 1946: révoquant les arrêtés en conseil suivants à dater du 31 mai 1946:

a) arrêté en conseil C.P. 3683, approuvé le 24 mai 1945; établissant les commissions de sélection et de congédiement industriel, ainsi que le comité de sélection et de congédiement industriel;

b) arrêté en conseil C.P. 4644, approuvé le 28 juin 1945: établissant un comité de sélection et de congédiement pour les services du gouvernement.

224. Etat montrant:—

1. Combien d'avions le gouvernement canadien possédait-il le 8 mai 1945?

2. Combien en possède-t-il aujourd'hui?

3. Les avions appartenant au gouvernement canadien et qui se trouvaient dans d'autres pays à la conclusion des hostilités ont-ils tous été ramenés au Canada?

4. Sinon, pourquoi?

5. Combien d'avions mentionnés au numéro trois n'ont pas été ramenés au Canada?

6. Ont-ils été vendus?

7. Dans l'affirmative, combien et à qui et à quel prix?

8. Le prix de ces avions a-t-il été payé comptant?

9. Sinon, pourquoi?

225. Etat montrant:—

1. a) Combien a-t-on établi d'aérodromes d'essais au Canada depuis septembre 1939; b) Où étaient-ils situés?

2. Combien a-t-on enregistré de réclamations pour dégâts à la propriété, ou pour d'autres raisons, par suite de l'opération de ces aérodromes d'essais, en donnant le nombre des réclamations reçues pour le compte de chaque aérodrome d'essai?

3. a) Combien a-t-on payé de réclamation en dommage provenant de l'opération de ces aérodromes d'essais, avant l'adoption de l'arrêté en conseil C.P. 80/4133 du 31 mai 1944, b) De quel aérodrome d'essai provenaient ces réclamations?

4. a) Combien a-t-on payé de réclamations depuis l'adoption du décret C.P. 80/4133, b) De quel aérodrome d'essai provenaient ces réclamations?

5. Combien de réclamations a-t-on refusées jusqu'à date, en donnant l'emplacement de l'aérodrome d'essai d'où provenaient ces réclamations?

6. Combien de réclamations sont encore à l'étude, et de quels endroits proviennent-elles?

7. a) Sur la recommandation de qui a été adopté le décret C.P. 80/4133 b) Pour quelle raison a-t-il été adopté?

226. Copie de tous télégrammes, correspondance, mémoires et autres documents échangés, de 1939 jusqu'à date, entre le ministère des Postes, ou tout autre ministère du gouvernement, et tous particuliers et groupements au sujet de la construction d'un édifice public à Grandview, Manitoba.

227. Etat montrant:

1. Joseph Nicholisan Planidin, de Blaine Lake, Saskatchewan, est-il à l'emploi du gouvernement outre-mer?
2. Dans l'affirmative, à quel titre?
3. Quelles sont ses fonctions et quel est son traitement?
4. Qui l'a recommandé?

228. Copie de toute correspondance touchant les matériaux de construction, échangée entre le gouvernement fédéral et toute autorité municipale depuis le jour V-J jusqu'à l'adoption du décret du conseil C.P. 1184.

229. Etat montrant:—Quelle est la somme totale de tous les paiements effectués, chaque année, pour des fins de guerre, dans d'autres pays, à l'extérieur du Canada, par le gouvernement fédéral, ou chacun de ses organismes, depuis le 1er septembre 1939?

230. Etat montrant:

1. Quelle était la valeur de la récolte de pommes *a)* en Ontario, *b)* dans Québec, *c)* en Colombie-Britannique, *d)* en Nouvelle-Ecosse, pour chaque année de 1939 à 1944 inclusivement?

2. Combien a-t-on payé en subvention sur les pommes dans chacune de ces provinces au cours de chacune de ces années?

231. Etat montrant:—Quelles mesures ont été adoptées par le gouvernement, depuis la dernière session, en vue d'assurer l'aide de gardes-malades et de domestiques *a)* aux familles de soldats, *b)* aux civils au Canada?

232. Etat montrant:—Combien de prisonniers de guerre *a)* étaient au Canada; *b)* étaient employés dans l'industrie du bois au Canada; *c)* étaient employés dans l'industrie du bois en Ontario; *d)* étaient employés à l'agriculture au Canada; *e)* étaient employés à l'agriculture en Ontario (1) le 1er janvier 1946, (2) le 1er avril 1946, (3) le 1er juin 1946?

233. Etat montrant:

1. Combien y a-t-il eu d'enregistrements *a)* pour la saison, *b)* pour des excursions, à l'entrée de Canmore au Parc national de Banff en 1945?

2. Combien y a-t-il eu d'enregistrements *a)* pour la saison, *b)* pour des excursions, à l'entrée Radium en 1945?

3. Quel a été le montant total perçu en frais d'enregistrement à chaque entrée en 1945?

234. Copie de toutes ententes en vertu desquelles la compagnie de chemin de fer de White Pass et du Yukon a acquis des propriétés dans les districts de Whitehorse et du Yukon.

235. Etat montrant:—

1. Combien y a-t-il de chalets ou cabines dans le parc national de Prince-Albert?

2. Quelques-uns de ces chalets ou de ces cabines sont-ils sous-loués par leurs propriétaires?

3. Dans l'affirmative, quelle est l'échelle de prix, par mois, par semaine?

4. Quels sont les propriétaires des principales concessions de cabines, et quelles sommes ont été payées au gouvernement par chacun d'entre eux?

5. Combien a-t-on construit de chalets ou de cabines au cours de la récente guerre?

6. A quels taux loue-t-on habituellement ces chalets ou cabines a) par mois, b) par semaine, c) par nuit?

7. Y a-t-il des concessions détenues au nom de Stephenson et/ou de Sanderson?

8. Dans l'affirmative, quelle est l'étendue de ces concessions?

9. Quels droits sont payés au gouvernement fédéral à leur égard?

236. Etat montrant:—

1. Quelle quantité de pommes de terre de consommation de première qualité a-t-on importée des Etats-Unis au Canada entre le 1er janvier et le 31 mai 1946?

2. Quel montant, s'il en est, a-t-on versé en subventions sur ces pommes de terre?

3. Quelle quantité de pommes de terre de petite grosseur a-t-on importée des Etats-Unis au Canada entre le 1er janvier et le 31 mai 1946?

4. Quel montant, s'il en est, a-t-on versé en subventions sur ces pommes de terre?

5. A-t-on offert quelque prime à nos cultivateurs en vue de les encourager à augmenter leur récolte de pommes de terre?

237. Etat montrant:—

1. Quelle est la somme totale d'argent que les particuliers ont retirée en vertu du système d'épargne obligatoire du gouvernement au cours de la guerre?

2. A quelles dates commence le remboursement de ces épargnes?

3. Pendant quelle période de temps se continuera ce remboursement?

238. Copie d'une lettre reçue de M. W. Manson, vice-président, (service du personnel), la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien, en date du 26 mai 1946, avec une copie du mémoire de M. Manson sur le rapport de M. H. S. Johnstone adressé au ministre du Travail au sujet des droits à la pension de certains employés du Chemin de fer du Pacifique Canadien et des compagnies associées de messageries et de navigation à la suite de certains différends ouvriers survenus à Winnipeg en 1919.

239. Etat montrant:—1. Le gouvernement a-t-il transféré la propriété du *Old Fort* et du *New Fort* à Toronto aux autorités municipales de cette ville?

2. Dans l'affirmative, quand et à quelles conditions?

3. Le gouvernement a-t-il reçu quelque demande en vue d'utiliser pour des fins d'exposition le *Old Fort* et le *New Fort* aux casernes Stanley?

4. Dans l'affirmative, quelle a été la réponse du gouvernement à cette demande?

5. Continuera-t-on la politique de conserver ces deux Forts comme des sites historiques?

240. Etat montrant:—1. Combien de boisseaux de fèves soya ont été importés au Canada au cours de chaque année de 1940 à 1945 inclusivement?

2. Par quelles compagnies ont-elles été importées?

3. Quel prix ces compagnies ont-elles payé, chaque année, pour les fèves soya?

4. Quelle subvention a été payée sur chaque boisseau au cours de chaque année?

5. Quel était le prix maximum sur les fèves soya cultivées au Canada au cours de chaque année de 1940 à 1943?

241. Etat montrant:—1. a) Combien de juges des cours de district ou de comté qui ont démissionné reçoivent actuellement une pension sous le régime de l'article 26 de la Loi des juges? b) Quels sont leurs noms et leurs adresses actuelles?

2. a) Combien de juges des cours de district ou de comté actuellement vivants ont démissionné après trente ans de service? b) Quels sont leurs noms et adresses?

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies chargée de constituer une organisation pour l'éducation, la science et la culture, tenue à Londres du 1er au 16 novembre 1945, et des documents connexes. Recueil des Traités 1945-18. (Versions anglaise et française).

Copie des Actes de la Conférence internationale de la Santé tenue à New-York du 19 juin au 22 juillet 1946. Recueil des Traités 1946-32. (Versions anglaise et française).

Avec la permission du Sénat,

Les item de l'Ordre du jour portant les numéros un à six, les deux inclusive-ment, sont retardés pour considération à une période subséquente de la présente séance.

Suivant l'Ordre du jour, les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division:

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Cohen Share".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Elizabeth Clarke Gagnon".

Bill (O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ferns Hobbs Burns".

Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Euclide Beaudoin".

Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rose Ellement Boulet".

Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Stewart Lavery Martin".

Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Edith Thompson Williamson".

Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph McCafferey".

Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Pearl Dunfield".

Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Dollard Charest".

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération des rapports du comité permanent des Divorces portant les numéros deux cent quatre-vingt-dixième à deux cent quatre-vingt-quinzième, les deux précités inclusivement.

Lesdits rapports sont adoptés séparément, sur division.

L'honorable Président du comité permanent des Divorces présente au Sénat les bills suivants:

Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Kerttu Helvi Helen Fascio".

Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Shacket Payne".

Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston Marcel Chapdelaine".

Bill (Z-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross David Chartier".

Bill (A-13), intitulé: "Loi pour faire droit à John Boosamra".

Bill (B-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Dawz Sims".

Lesdits bills sont lus séparément la première fois.

Avec la permission du Sénat,

Lesdits bills sont lus séparément les deuxième et troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ces bills doivent être adoptés,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ces bills, auxquels il sollicite son agrément, et pour lui en communiquer, avec prière de les renvoyer au Sénat, les témoignages rendus en l'espèce devant le comité permanent des Divorces, ainsi que les pièces justificatives déposées devant ledit comité.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions", est lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hugessen propose que le Bill (301), intitulé: "Loi sur la Convention relative aux droits successoraux conclue entre le Canada et le Royaume-Uni, et signée à Londres le cinquième jour de juin 1946", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hugessen propose que le Bill (300), intitulé: "Loi sur la Convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et le Royaume-Uni, et signée à Londres le cinquième jour de juin 1946", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour troisième lecture à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (302), intitulé: "Loi concernant l'indemnité des marins marchands", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (299), intitulé: "Loi concernant les commissaires du havre de Toronto", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (251), intitulé: "Loi constituant la Corporation commerciale canadienne", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Campbell propose que le Bill (309), intitulé: "Loi sur les crimes de guerre", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1946, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 58

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 12 août 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Fallis,	Kinley,	Molloy,
Beaubien	Gershaw,	Lambert,	Mullins,
(Montarville),	Gouin,	Macdonald	Murdock,
Beauregard,	Haig,	(Cardigan),	Nicol,
Blais,	Harmer,	Marcotte,	Paquet,
Buchanan,	Horner,	McDonald	Quinn,
Copp,	Howard,	(Shediac),	Robertson,
Crerar,	Hurtubise,	McDonald	Roebuck,
David,	Hushion,	(Kings),	St-Père,
Donnelly,	Johnston,	McGeer,	Sinclair,
Duffus,	Jones,	McGuire,	Veniot,
Dupuis,	King,	McIntyre,	White,
Fafard,			Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (335), intitulé: "Loi concernant les pensions et allocations de guerre destinées à des civils", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (325), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées à certains surveillants des services auxiliaires", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (326), intitulé: "Loi concernant des prestations aux pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (327), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants (Sommes octroyées aux universités)", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (328), intitulé: "Loi concernant les anciens combattants des forces alliées au Canada", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (330), intitulé: "Loi sur les prestations destinées à certaines personnes recrutées au Canada par les autorités du Royaume-Uni pour des missions spéciales dans les zones de guerre", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (332), intitulé: "Loi concernant des prêts aux anciens combattants pour les aider à s'établir dans les affaires ou des professions", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (333), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (334), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture plus tard au cours de la séance.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (308), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (307), intitulé: "Loi pourvoyant à la réintégration, dans les emplois civils, des membres licenciés des forces de Sa Majesté et d'autres catégories désignées de personnes", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (367), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (357), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission du District fédéral, 1927", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copies anglaises de tous les arrêtés du Gouverneur en conseil, y compris les minutes du Conseil et les minutes du Conseil du Trésor adoptées sous l'autorité de la *Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales*, pour le mois de juillet 1946.

Amendements aux Règlements du Roi pour le gouvernement du Service naval de Sa Majesté canadienne.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (301), intitulé: "Loi sur la convention relative aux droits successoraux conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (300), intitulé: "Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946", est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill sera adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ledit bill.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1946, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", est lu la deuxième fois et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la prise en considération du premier rapport du comité mixte des deux Chambres sur les Impressions du Parlement.

Ledit rapport est adopté.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (335), intitulé: "Loi concernant les pensions et allocations de guerre destinées à des civils", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (325), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées à certains surveillants des services auxiliaires", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (326), intitulé: "Loi concernant des prestations aux pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (327), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants (sommés octroyées aux universités)", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (328), intitulé: "Loi concernant les anciens combattants des forces alliées au Canada", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (330), intitulé: "Loi sur les prestations destinées à certaines personnes recrutées au Canada par les autorités du Royaume-Uni pour des missions spéciales dans les zones de guerre", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (332), intitulé: "Loi concernant des prêts aux anciens combattants pour les aider à s'établir dans les affaires ou des professions", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (333), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (334), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 59

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 13 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dufus,	Kinley,	Murdock,
Beaubien	Dupuis,	Lambert,	Nicol,
(Montarville),	Euler,	Lesage,	Paquet,
Beauregard,	Fafard,	Macdonald	Quinn,
Bench,	Fallis,	(Cardigan),	Riley,
Blais,	Gershaw,	Marcotte,	Robertson,
Bouchard,	Gouin,	McDonald	Robinson,
Buchanan,	Haig,	(Shediac),	Roebuck,
Calder,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Campbell,	Hayden,	(Kings),	Sinclair,
Copp,	Horner,	McGeer,	Taylor,
Crerar,	Hurtubise,	McGuire,	Vaillancourt,
Daigle,	Hushion,	McIntyre,	Veniot,
David,	Johnston,	McLean,	White,
Dessureault,	Jones,	Molloy,	Wilson.
Donnelly,	King,	Mullins,	

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (369), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", auquel elle désire l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (370), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (371), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message avec un Bill (373), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Avec la permission du Sénat, il est—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (329), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (336), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Avec la permission du Sénat,
Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit envoyé à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Résolu: Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, de ratifier l'Accord commercial entre le Canada et le Mexique signé à Mexico le 8 février 1946, et que cette Chambre approuve cet Accord.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Résolu: Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, de ratifier l'Accord commercial entre le Canada et la Colombie signé à Bogota le 20 février 1946, et que cette Chambre approuve cet Accord.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que pour le reste de la session, les Règles 23, 24 et 63 soient suspendues en tant qu'elles concernent les Bills publics.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hayden propose que le Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, il est—

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (307), intitulé: "Loi pourvoyant à la réintégration, dans les emplois civils, des membres licenciés des forces de Sa Majesté et d'autres catégories désignées de personnes", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (308), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (357), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission du district fédéral, 1927", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (367), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la considération de la Deuxième partie du Rapport final du Comité spécial du Sénat sur la taxation", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 60

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 14 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Duffus,	Kinley,	Mullins,
Beaubien	Dupuis,	Lacasse,	Murdock,
(Montarville),	Euler,	Lambert,	Nicol,
Beauregard,	Fafard,	Lesage,	Paquet,
Bench,	Fallis,	Macdonald	Quinn,
Blais,	Ferland,	(Cardigan),	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	Marcotte,	Robertson,
Buchanan,	Gouin,	McDonald	Robinson,
Calder,	Haig,	(Shediac),	Roebuck,
Campbell,	Harmer,	McDonald	St-Père,
Copp,	Hayden,	(Kings),	Sinclair,
Crerar,	Horner,	McGeer,	Taylor,
Daigle,	Howard,	McGuire,	Vaillancourt,
David,	Hurtubise,	McIntyre,	Veniot,
Davies,	Hushion,	McLean,	Vien,
Dessureault,	Johnston,	Molloy,	White,
Donnelly,	King,		Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Murdock, du comité permanent de l'Immigration et du travail, présente le rapport de ce comité conformément à l'Ordre de renvoi du 8 mai 1946, comme suit:

RAPPORT

Le comité permanent de l'Immigration et du travail a l'honneur de déposer le rapport suivant:

Aux termes des instructions qu'il a reçues le mercredi 8 mai 1946, votre comité a été chargé:

...de s'enquérir de la Loi de l'immigration (S.R.C., chapitre 93 et ses modifications), de son opération et de son application, ainsi que des circonstances et conditions qui s'y rapportent; comprenant: a) l'avantage d'admettre des immigrants au Canada; b) le type d'immigrants qui devraient avoir la préférence, avec mention de l'origine, de l'éducation et d'autres caractéristiques; c) la disponibilité de pareils immigrants à admettre; d) les facilités, les ressources et la capacité du Canada à absorber, à employer et à garder ces immigrants; et e) les termes et conditions convenables pour l'admission de tels immigrants.

Conformément à ces instructions, le comité a fait une étude de tout le problème de l'immigration; au cours de son enquête il a recueilli, aux dates indiquées, les témoignages des personnes et des groupements suivants:

1. Mardi 21 mai 1946—Le ministère des Mines et ressources, par M. A. L. Joliffe, directeur de l'immigration.
2. Mercredi 29 mai 1946—*Ukrainian Association of Canada*, par A. Hlynka, M.P.; Comité ukraino-canadien, par J. R. Soloman, M.P.P., Winnipeg (Man.); le Rév. Père W. Kushner, président, Winnipeg (Man.); le Rév. S. W. Sawchuk, vice-président, Winnipeg (Man.); et le lieutenant de section B. Panchuk, M.B.E.; *Ukrainian Labour Temple Association*, par John Boychuk, secrétaire national, Toronto (Ont.); *Association of Ukrainian Canadians, the Ukrainian Labour Farmer Temple Association, the Workers Benevolent Association and the Ukrainian Life Newspaper*, par M. Stephen Macievich, Toronto (Ont.).
3. Mardi 25 juin 1946—*Canadian Polish Congress*, par M. J. S.W. Grocholski, président, Toronto (Ont.); Comité démocratique d'aide à la Pologne, par W. Walter Dutkiewicz, secrétaire général, Toronto (Ont.); *Associated Poles of Canada*, par M. John Gorowski; le Comité des associations professionnelles polonaises, par l'honorable Victor Podoski, Ottawa (Ont.).
4. Mercredi 26 juin 1946—Les Chemins de fer nationaux, par M. S. W. Fairweather, vice-président, chargé des recherches de l'expansion; M. J. S. McGowan, directeur, service de la colonisation et de l'agriculture; et M. W. Maxwell, chef du service d'expansion.
5. Mardi 2 juillet 1946—Le Pacifique Canadien, par M. H. C. P. Cresswell, commissaire en chef du service de l'immigration et de la colonisation; M. G. M. Hutt, commissaire chargé de l'expansion; et Frank W. Collins, directeur du service industriel.
6. Mercredi, 3 juillet 1946—*Canadian Jewish Congress*, par M. Saul Hayes, directeur national, Montréal (Qué.) et M. L. Rosenberg, directeur des recherches, Montréal (Qué.).

7. Mercredi 24 juillet 1946—*Finnish Advancement Association of Toronto*, par M. Sven Stadius; *Finnish Organization of Canada*, par M. Gustaf Sundquist, secrétaire, Toronto (Ont.); *Czechoslovak National Alliance in Canada*, par M. Karl Buzek, secrétaire, Toronto (Ont.); M. Rudolph Koren, président, Toronto (Ont.); et le lieutenant-col. Arthur J. Hicks, Trois-Rivières (Qué.).

8. Jeudi 25 juillet 1946—Le Congrès canadien du travail, par M. A. R. Mosher, C.B.E., président; M. Eugene Forsey, M.A., Ph.D., directeur des recherches; le Congrès canadien des métiers et du travail, par M. Percy R. Bengough, C.B.E., président; M. J.-Arthur D'Aoust, vice-président.

9. Mardi 30 juillet 1946—*Canadian National Committee on Refugees*, par M. B. L. Sandwell, LL.D., D.C.L., F.R.S.C., président honoraire, Toronto (Ont.); Mlle Constance Hayward, secrétaire général, Toronto (Ont.); le Bureau fédéral de la statistique, par M. Herbert Marshall, statisticien du Dominion.

10. Mercredi 31 juillet 1946—*Cunard White Star Ltd.* et *Donaldson Atlantic Line*, par M. Arthur Randles, C.B.E., M.S.M., directeur général du trafic-passagers (pour le Canada); *Swedish American Line*, par M. Carl E. Waselius, gérant régional, Montréal (Qué.); le ministère de la Reconstruction et des approvisionnements, par M. Stewart Bates, sous-directeur général des recherches dans le domaine économique.

Le comité a reçu, en outre, des communiqués et des mémoires des sources suivantes:

Le Dr Alfred Fiderkiewicz, ministre de Pologne.

La Compagnie de la Baie d'Hudson.

M. R. McC. Walker, Toronto (Ont.).

M. W. Van Ark, adjoint du chef, division du transport, zone américaine, ASRNU.

Le capitaine Mary Eden, *Children's Friendship and Relief Association*, 28, rue Victoria, Londres.

M. Fred J. Savage, 338, avenue Atlas, Toronto (Ont.).

M. S. R. Curry, directeur, *The Tweed News*, Tweed (Ont.).

M. J. F. Booth, ministère de l'Agriculture, Ottawa (Ont.).

M. H. Eric Stangroom, ministère du Travail, Ottawa (Ont.).

M. Herbert T. Owens, 495, rue Metcalfe, Ottawa (Ont.).

M. Abrey Davis, avenue Mellard, Newmarket (Ont.).

M. John B. Harvey, 200, rue Bay, Toronto (Ont.).

M. Wm M. Carlyle, Barrie (Ont.).

M. Bert Torok, président, *Toronto Hungarian House Inc.*, 245, rue College, Toronto (Ont.).

M. John J. Fitzgerald, Blind-River (Ont.).

Le Dr Watson Kirkconnell, Hamilton (Ont.).

M. Basil Dickie, directeur, *Ukrainian News*, Edmonton (Alberta).

Le rabbin A. A. Price, Toronto (Ont.).

M. L. L. Anthes, St. Catharines (Ont.).

M. Louis Kon, C.P. 123, station "G", Montréal (Qué.).

M. J. D. Cameron, Pacifique Canadien, Trafalgar Square, Londres.

Le lieutenant-commander R. D. Wall, Service d'information du Royaume-Uni, 10, rue Albert, Ottawa (Ont.).

M. S. M. Hancock, 92, rue Alexander, Toronto (Ont.).

Mme Kasper Fraser, 482, chemin Russell Hill, Toronto (Ont.).

Problème urgent

Votre comité constate que, de tous ceux qui ont témoigné, pas un seul ne s'oppose au principe général de l'immigration au Canada. Tous s'accordent à reconnaître la nécessité d'admettre des immigrants, pourvu qu'on en fasse un

choix judicieux et que le nombre de personnes ainsi admises de temps à autre puisse être absorbé sans créer de chômage, sans abaisser le niveau de vie, ni compromettre en quoi que ce soit l'économie canadienne.

Tous étaient à peu près d'avis que l'immigration est d'une importance capitale pour le Canada, étant donné qu'il est indispensable d'accroître le chiffre de notre population si nous voulons conserver notre rang parmi les nations du monde, de même que maintenir et améliorer le niveau de vie de notre population. D'autres pays prennent les mesures qui s'imposent et la situation change si rapidement que le problème devient extrêmement urgent pour le Canada.

Tous conviennent que le Canada, à titre de nation humanitaire et chrétienne, doit contribuer au soulagement des réfugiés et des personnes déplacées.

Votre comité répartit le problème de l'immigration en trois grandes divisions: agricole, industrielle et domestique. Le rapport traite de chacune dans l'ordre indiqué.

Perspectives dans le domaine agricole

On a fixé à 3,466,882 milles carrés la superficie totale de notre vaste pays, mais il est évident qu'une faible partie seulement de ces terres sont propres à l'agriculture, telle qu'on l'entend à l'heure actuelle. 735,000 fermes canadiennes d'une superficie globale de 175 millions d'acres sont présentement occupées. De ce total, 89 millions d'acres sont en culture, tandis qu'il y a 53 millions d'acres de prairies et pâturages naturels, ce qui laisse 33 millions d'acres occupées mais non utilisées. L'Annuaire du Canada, édition de 1945, établit à 350 millions d'acres la superficie totale des terres arables présentement ou éventuellement disponibles; si l'on en déduit la superficie occupée, il reste 175 millions d'acres inoccupées. Cependant, une grande partie des terres non occupées ne sont pas réellement disponibles pour la colonisation. On ne possède que très peu de données exactes permettant d'estimer la superficie de terres arables disponibles au Canada pour les fins de colonisation. M. Booth, de la division de l'économie au ministère fédéral de l'Agriculture, fixait récemment à 27 millions le nombre d'acres non utilisées, raisonnablement accessibles et propres à l'agriculture; cette étendue permettrait d'établir de 150,000 à 160,000 fermes. Le Pacifique Canadien a encore en disponibilité 1,307,876 acres dont un grand nombre de "bonnes terres". La Compagnie de la Baie d'Hudson possède encore un fond de 822,000 acres, dont une partie considérable pourrait servir à la culture. Dans les provinces de l'Ouest, l'irrigation permettrait de remettre en valeur plusieurs millions d'acres de terre. D'ailleurs une bonne partie des terres qu'on dit être occupées ne sont ni cultivées ni autrement utilisées. Le recensement de 1941 indiquait que plus de 32,000 fermes, d'une superficie globale de 5 millions d'acres, ne sont pas exploitées ou sont complètement abandonnées.

Quels que soient les chiffres exacts, les témoins renseignés qui ont comparu devant votre comité s'accordent à reconnaître qu'une très grande partie du sol arable n'est pas utilisée et que l'exploitation de cet actif ajouterait grandement à la richesse et à l'importance du Canada.

Terres non exploitées

Le Canada, prétend-on, possède de vastes régions arables non encore exploitées et que l'industrie, c'est-à-dire un effort sagement dirigé, pourrait transformer en avoir précieux. Cet avis est conforme à ce que nous savons déjà des terres non occupées et de la piètre exploitation de certaines terres occupées. Nous savons, par exemple, qu'il existe une grande pénurie de main-d'œuvre.

Vastes, précieuses et riches, nos régions présentement en culture sont le fruit d'un esprit d'initiative constant et d'efforts soutenus pendant une période prolongée. Cette expansion se fonde d'abord sur l'immigration car les Canadiens sont, à de rares exceptions près, des immigrants ou des descendants d'immigrants. L'agriculture réalisera des progrès et un développement malheureusement trop lents si nous ne comptons que sur l'accroissement naturel de notre population, tandis que l'expansion agricole due, par le passé, à l'immigration, se continuera dans l'avenir si des occasions comparables de s'étendre lui sont offertes. Pour que notre progrès futur soit comparable à celui du passé, il faut ouvrir la porte à l'immigration intelligemment dirigée et maintenue d'année en année.

Comme la plupart des terres disponibles aux colons sont entre les mains des gouvernements provinciaux et comme les provinces s'intéressent à l'accroissement possible de leur population agricole, nous conseillons de consulter les provinces à ce sujet.

Immigration industrielle

L'économie canadienne a grandement évolué depuis le jour où les premiers immigrants ont entaillé les arbres de nos forêts et creusé de longs sillons dans les prairies de l'Ouest moyen. Une expansion industrielle continue s'est opérée et est allée en accélérant au cours de la dernière guerre. En 1943, la fabrication industrielle représentait 54 p. 100 de la production totale du Canada. La diversité des entreprises de guerre a créé de nouveaux emplois et de nouveaux revenus.

Bien que l'agriculture conservera toute son importance dans notre économie et se développera grâce à l'amélioration des modes de culture, une expansion industrielle équivalente est aussi importante et elle doit être encouragée de manière à maintenir et à améliorer notre niveau d'existence comparativement élevé.

Des témoins ont déclaré à votre comité que l'immigration pourrait être d'un précieux apport au développement industriel du pays et que des immigrants judicieusement choisis parmi les chefs d'entreprises, les techniciens et les artisans augmenteraient les sphères d'emploi plutôt qu'ils accaparaient les emplois de ceux qui sont déjà installés parmi nous. On nous a dit qu'il nous fallait des pivots de l'industrie, des hommes qui puissent exploiter à des usages nouveaux le potentiel de nos ressources ou qui puissent améliorer les méthodes en cours. Il est évident que nous avons besoin d'hommes disposés à entreprendre de rudes travaux comme nous en avions quand il s'est agi de construire des chemins de fer et de défricher le sol. Ceux qui se consacrent à de nouvelles entreprises, qui sont très compétents à diriger des ouvriers, comme ceux qui sont versés dans les travaux techniques et scientifiques, créent des emplois pour les autres et cela convient très bien au Canada où tant de ressources sont inexploitées et tant d'occasions perdues. Il nous faut surtout des "entrepreneurs" capables de transformer nos ressources latentes en industries productives, des artisans adroits dans les nouveaux métiers ou maîtres des métiers existants, de même que des techniciens avertis dans tous les domaines. De tels hommes accroissent nos possibilités d'emploi.

Nous parlons d'expérience. Ce sont des réfugiés qui ont importé en Angleterre l'industrie des lainages, des tissages et des poteries. La plupart de nos propres industries ont été fondées par des artisans importés et, même au cours de la dernière guerre, le Canada a grandement bénéficié des talents spéciaux et des aptitudes de certains réfugiés à gérer des entreprises. Des témoins ont fait part à votre comité du résultat des nouvelles entreprises créées par des nouveaux

venus qui, à leur dire, ont établi plus de cent industries nouvelles au pays. On nous a fourni des exemples où ces industries nouvelles étaient dues aux connaissances scientifiques et à l'habileté d'immigrants.

Matériel abondant

Le Canada a beaucoup à offrir à de tels hommes. Nous avons des matières premières en abondance, de même que l'énergie électrique et les moyens de transport voulus. Nous avons des marchés locaux et nous avons accès à ceux du monde entier, y compris les marchés de notre grande voisine, la république des Etats-Unis. Nous avons toutes les occasions favorables à l'industrie mais, pour les accepter, elles doivent nous être offertes d'une manière pratique et avec un véritable sens des affaires et grâce à l'adoption d'une politique d'immigration généreuse et consistante.

Une ligne de conduite bien établie, pour ce qui est de cette immigration, et un effort soutenu en ce sens sont nécessaires si nous voulons attirer ici les immigrants ayant les qualités dont nous venons de parler. Des hommes de valeur, habiles et entreprenants, n'abandonnent pas volontiers leur pays natal pour émigrer dans des sphères nouvelles et inconnues, mais nous savons que de tels hommes sont prêts à venir au Canada. Le bouleversement des conditions mondiales offre au Canada une occasion qu'il perdra s'il tarde trop longtemps. Nos agents devraient déjà être en Europe à la recherche de tels hommes afin d'intéresser ceux que nous désirons avoir, le jour où nous aurons des navires disponibles. Le temps est un élément précieux pour des hommes de cette trempe, susceptibles de savoir ce qu'ils veulent.

Besoins domestiques

Votre comité a appris que bien des institutions publiques, comme les hôpitaux, les refuges pour les vieillards, etc., souffrent du manque de domestiques. On nous a dit qu'en Europe bien des femmes, bonnes ménagères, seraient fort heureuses d'être admises au Canada pour travailler comme domestiques dans ces institutions ou des maisons privées.

Approbaton des syndicats

Les syndicats ouvriers ne sont pas opposés à ce genre d'immigration. Le président du Congrès canadien du travail et celui du Congrès des métiers et du travail du Canada ont tous assuré votre comité que leur organisation était en faveur de l'immigration, à condition qu'elle n'avilisse pas le niveau d'existence qu'ils ont si longtemps cherché à améliorer. Le monde ouvrier est catégoriquement opposé à ce qu'on importe ici des ouvriers incompetents et mous, mais il approuve l'idée d'une immigration choisie destinée à exploiter nos ressources et, de ce fait, à procurer plus d'emplois à nos gens. Les syndicats ouvriers sont d'avis que le Canada devrait faire sa part, de concert avec les autres nations, pour régler le problème des réfugiés, et que nous devrions recevoir notre contingent de personnes qui ont été chassées de leurs foyers pendant la guerre, même s'il doit en coûter quelque chose, du moment que cette immigration ne nuira pas à notre niveau d'existence.

Les chemins de fer

Les grands réseaux ferroviaires canadiens ont tous leurs services d'agriculture, de colonisation et d'expansion industrielle. Ces bureaux sont dirigés par des hommes au courant des questions agricoles et industrielles et ils ont pour mission de promouvoir de toute manière les entreprises solides et pratiques. Ces hommes ont acquis de grandes connaissances sur les ressources du Canada

et les occasions qu'elles offrent à l'entreprise privée et ils voient de façon assidue à offrir des débouchés aux immigrants et à faire concorder l'offre et la demande. C'est grâce au travail soutenu des Chemins de fer nationaux et du Pacifique Canadien que ces services ont bien fonctionné, même durant les années creuses, alors qu'il ne se faisait pas beaucoup d'immigration, surtout après la première grande guerre. Le Canada doit être reconnaissant envers ses chemins de fer pour l'encouragement actif accordé à l'immigration et à la colonisation, pour le lancement d'industries nouvelles, pour l'expansion du tourisme et du commerce étranger et pour l'accès qu'ils ont donné à des millions d'acres arables ou en friche. Le comité a été heureux de constater l'optimisme des témoins des compagnies ferroviaires quant aux possibilités du pays, optimisme qui se résume en ces quelques mots: "Les ressources sont là; il ne reste qu'à décider comment les exploiter".

Les compagnies maritimes ont coopéré avec les chemins de fer dans le passé pour transporter au Canada des immigrants, mais elles ont subi de lourdes pertes en navires durant la guerre. Un représentant des lignes *Cunard White Star* et *Donaldson Atlantic* ont exprimé au comité leur foi dans les ressources du Canada et son pouvoir d'expansion, mais il a fait remarquer que les navires coûtent cher et qu'il importe que le gouvernement fasse part d'un projet d'immigration à longue portée pour inciter les compagnies maritimes à construire plusieurs navires.

La ligne suédo-américaine transporte actuellement des immigrants des pays scandinaves aux Etats-Unis à bord du *Gripsholm*, qui a fait parler de lui pendant la guerre, et d'un autre navire de même tonnage. Un représentant de cette compagnie a assuré à votre comité qu'il verra à ce que ces navires ainsi que d'autres fassent escale à Halifax pour y débarquer des immigrants dès que le Canada sera prêt à les accueillir.

La loi

La loi d'immigration du Canada est plutôt, comme cela s'est constaté dans le passé, une loi de non-immigration. Elle semble avoir plutôt pour but l'exclusion des immigrants. En effet, la plupart de ses dispositions tendent à éloigner ces gens et non à les attirer. Le pouvoir exécutif, chargé de modifier la loi, a recouru à un décret du conseil pour exclure toute immigration, sauf dans des cas très restreints. Il est vain de discuter tous les détails de la loi. Ce qui importe, c'est d'instaurer une méthode nouvelle d'attirer les immigrants en faisant un bon choix, au lieu de les repousser. Il convient aussi d'avoir une administration énergique qui cherchera à recruter le nombre suffisant d'immigrants désirables, à aviser au moyen de les amener au pays et à les aider à réussir dans leurs entreprises, une fois installés. On devrait les accueillir et leur enseigner les bienfaits de l'existence au Canada et en faire des Canadiens de cœur et d'esprit dans le plus court délai possible.

Au cours des années passées, le ministère de l'Immigration a eu la tâche peu enviable de repousser toute immigration. De nombreux fonctionnaires se sont efforcés dans leurs lettres à expliquer pourquoi rien ne pouvait s'accomplir dans ce sens et à trouver à cela les meilleures excuses possibles. Ces fonctionnaires ne demanderaient pas mieux que de voir la fin d'un tel procédé.

Il conviendrait d'éviter toute idée de distinction odieuse à propos de la race et de la religion des immigrants, tant dans la loi que dans son application, l'immigration asiatique reposant sur le nombre de sujets que le pays peut absorber. Il faudrait tirer au clair les restrictions inutiles et d'ordre technique, comme celles du transport direct des immigrants de leur pays d'origine, la possession de fonds quand d'autres se chargent de venir en aide à ces immigrants

et enfin le degré de consanguinité ou de parenté, laissant aux autorités la plus grande discrétion dans le choix des gens désirables même s'ils ne sont pas admissibles en droit, en accordant la préférence à ceux qui sont amenés ici par des amis ou des parents qui s'en tiennent responsables.

L'immigration est chose désirable

Après un examen approfondi des dépositions, votre comité est d'avis qu'il est désirable d'admettre des immigrants au Canada en nombre considérable et aussitôt que possible. Que le Canada puisse faire vivre une population beaucoup plus forte, cela ne fait aucun doute. On peut du moins se demander s'il est sage que le Canada interdise aux habitants des pays surpeuplés l'accès de son vaste territoire et de ses ressources inexploitées.

Il faudrait choisir avec soin les immigrants admis au pays. Le Canada ne devrait pas se contenter, par exemple, d'accepter ceux qui établissent une demande. Les agences du gouvernement devraient rechercher activement les personnes qui, par leur caractère ou leur habileté en industrie ou en agriculture, peuvent donner de la valeur à notre capital humain et ajouter à notre capacité de production.

Les habitants des Iles Britanniques ont l'avantage de parler la langue qui se parle ici et de comprendre les éléments des institutions politiques et du mode de vie du Canada, mais on ne saurait poser des règles fixes à cet égard. Il ne faut pas décimer le capital humain de la Grande-Bretagne au moyen d'une migration intense. D'ailleurs, le gouvernement britannique ne favoriserait probablement pas cela. Il faudrait lancer une invitation aux personnes qui possèdent les qualités et la compétence voulues et qui veulent s'établir chez nous. Il faudrait aussi leur faciliter les choses.

Les personnes qui font de bons immigrants ne se trouvent pas tous dans une même localité. Votre comité a été profondément impressionné par l'œuvre qu'ont accomplie, au Canada, les hommes et les femmes de toutes les parties de l'Europe qui sont venus ici en nombre considérable, au cours des années antérieures à la première grande guerre.

Disponibilité

C'est un fait bien établi que l'on peut maintenant obtenir en grand nombre des immigrants désirables. L'Europe est encore dans une situation profondément troublée et plusieurs bons citoyens, qui autrefois se livraient avec succès à l'industrie et à l'agriculture, sont en détresse et cherchent une occasion de refaire leur vie. Ce ne sont pas des employés de bureau à Ottawa qui peuvent trouver ces gens et encore moins faire enquête sur leur compte et les classer. Cette tâche appartient aux agents du gouvernement qui sont en fonctions dans les localités où l'on trouve ces gens. Si le Canada veut se procurer les meilleurs immigrants, il lui faut prendre les devants. Il faut aller chercher ces gens, et, si l'on veut que leur migration soit un succès et pour eux-mêmes et pour le Canada, il convient de les diriger, de les aider et même de les surveiller, dans une certaine mesure, jusqu'à ce qu'ils soient établis ici. On pourra ainsi éviter ce qui s'est produit si manifestement dans le passé, alors que l'émigration a contrebalancé l'immigration et nous a fait perdre les avantages d'un accroissement de population.

Parents et amis

Les immigrants qui viennent au Canada à la charge de leurs parents ou amis jouissent déjà d'un véritable avantage sur ceux qui nous parviennent en parfaits étrangers. Le droit de faire venir ici des parents et amis est un

privilège que notre gouvernement pourrait très bien étendre à tous les citoyens canadiens. Le gouvernement a déjà reconnu ce principe dans le décret du conseil C.P. 2071, en date du 28 mai 1946.

Certains décrets du conseil adoptés par la suite, en 1931, 1937 et 1944, ont modifié l'application de la Loi de l'immigration de manière à interdire le débarquement au Canada des immigrants de toutes classes et occupations, sauf certaines exceptions fort restreintes. Or, à ces exceptions, le décret en question a ajouté l'alinéa suivant:

- a) Le père ou la mère, le fils ou la fille célibataires âgés de dix-huit ans ou plus, le frère ou la sœur célibataires, le neveu orphelin ou la nièce orpheline de moins de seize ans, de toute personne légalement admise au Canada et y résidant, et qui est en mesure de recevoir et de prendre soin de tels parents. Le terme "orphelin" employé dans cette disposition signifie un enfant dont le père et la mère sont décédés.

Le comité ne voit aucune raison valable à l'exclusion des fils, des filles, des frères ou des sœurs mariés, ainsi que des neveux et nièces orphelins ou non, qu'ils soient âgés de moins ou de plus de seize ans. Ce ne sont là que des questions de forme, qui donnent l'impression qu'on ouvre la porte à contre-cœur. Ce qui compte vraiment, c'est que les immigrants en perspective soient bien portants, disposés à travailler et capables de jouer leur rôle dans la vie canadienne. En pareil cas, si un immigrant a déjà des parents ici pour le prendre à leur charge et lui assurer de l'aide, il jouit d'un avantage assez considérable pour justifier une priorité. Il faut ajouter que nous devrions donner à nos propres citoyens toute la latitude voulue pour tendre une main amie à leurs parents et amis qui sont dans la mauvaise fortune à l'étranger. On devrait étendre de tels privilèges non seulement aux parents mais aussi aux amis. Il ne fait pas de doute que ces gens, qui seraient admis au pays dès que le permettra l'espace disponible à bord des navires, constitueront la première migration d'après-guerre au Canada. Grâce à la collaboration de leurs parents et amis canadiens, ils peuvent être facilement absorbés dans notre économie et n'offrent aucun problème d'assimilation.

Organisation dissoute

Toutefois, jusqu'à maintenant, le décret en conseil est resté sans effet, car, dans le moment, on n'admet presque pas d'immigrants, qu'ils soient des parents ou non, et on ne prend aucune mesure en vue de les admettre à l'avenir.

Lorsque la guerre éclata en 1939, le Canada avait en Europe des officiers d'immigration capables de faire des examens médicaux ou autres à Paris, Anvers, Rotterdam, Hambourg, Dantzig, Gdynia et Riga. Il y avait aussi des officiers à Hong-Kong et des bureaux d'inspection à Londres, Liverpool, Glasgow et Belfast au Royaume-Uni, ainsi qu'un groupe canadien de médecins britanniques à divers endroits du Royaume-Uni.

Cette organisation fut dissoute au début de la guerre. Sauf les femmes et les enfants des militaires, débarqués tout récemment, très peu de nouveaux venus d'Europe ou d'Asie nous sont arrivés depuis le début ou la fin des hostilités. Les paquebots qui n'ont pas été coulés durant la guerre sont affectés exclusivement au rapatriement de l'armée canadienne outre-mer et des personnes à la

charge des militaires. Il en sera probablement ainsi jusqu'à la fin de l'année. Le rapatriement terminé, nous disposerons d'un plus grand nombre de paquebots et nous pourrons tout probablement songer alors à amener des immigrants au Canada.

Mais la guerre est finie depuis plusieurs mois et il faudrait renvoyer à leurs postes en Europe, les fonctionnaires préposés à l'immigration et à l'inspection. Les gens qui veulent émigrer ne devraient pas être laissés dans le doute jusqu'à ce que l'on ait réglé le dernier problème d'espace à bord des navires. Si l'on émet des visas, plusieurs pourraient trouver moyen de résoudre eux-mêmes la question de leur transport. Le premier pas à faire est d'ouvrir nos bureaux européens. Il ne faut pas tarder davantage.

Nombreuses demandes

Actuellement, les demandes ne manquent pas, soit de la part de Canadiens qui veulent faire venir ici leurs parents et amis, soit de la part de personnes désireuses d'immigrer. Il se peut que nous éprouvions des difficultés du fait que d'autres gouvernements refuseront à leurs ressortissants la permission de partir, mais compte tenu de cette réserve, le directeur de l'immigration canadienne prévoit que nous n'aurons pas de peine à trouver des immigrants désirables ou à établir des rouages ministériels en vue de les examiner, de les choisir et de les admettre au pays.

Sujets polonais

Votre comité a appris qu'un grand nombre de Polonais, immigrants éventuels, veulent venir au Canada. Plusieurs d'entre eux sont des soldats qui ont combattu sous les ordres du général Crerar. A la fin de 1945, plus de 200,000 hommes de l'armée polonaise faisaient la guerre au côté des alliés. Certains d'entre eux se trouvent présentement au Royaume-Uni. Comme ils étaient d'âge militaire, ils sont en pleine vigueur. Environ 60 p. 100 d'entre eux sont cultivateurs de profession et tous sont formés aux arts mécaniques. On en compte de tous les métiers et de toutes les professions. Depuis la nomination du présent comité, le gouvernement a annoncé que, conformément à un accord avec le Royaume-Uni, 4,000 de ces soldats polonais seraient admis au Canada, à condition de demeurer sur des terres pendant au moins deux ans.

En outre, on dit que des milliers de Polonais, "personnes déplacées" ou anciens prisonniers de guerre, ont été trouvés dans des camps allemands ou erraient ici et là à la fin des hostilités. On ne connaît pas précisément le nombre de ces gens, mais il est sûr que beaucoup de Polonais et de Polonaises, qui sont dans la force de l'âge, qui possèdent pour la plupart des talents précieux et qui ont presque tous des ressources matérielles, constituent une réserve humaine où le Canada peut puiser.

Ukrainiens disponibles

Il y a, semble-t-il, un nombre égal de réfugiés et de personnes déplacées d'origine ukrainienne dans les camps d'Allemagne ou à la dérive en Europe. Les Allemands ont délogé des millions d'hommes et de femmes des territoires que ces derniers habitaient et les ont soumis à un travail d'esclaves. Plusieurs de ces gens dont le pays natal a été dévasté seraient heureux, croit-on, de refaire leur vie au Canada. On pourrait, au moyen d'enquêtes soigneuses et autrement, s'assurer s'ils feraient de bons sujets. Actuellement, nos agents devraient être

en Europe à faire ce travail, car si ces gens ressemblent aux colons ukrainiens qui sont venus au Canada avant la dernière guerre, ils posséderont des qualités d'intelligence et d'esprit de travail qui pourront très bien contribuer au développement du Canada.

Ressortissants d'autres pays

Les représentants des Canadiens d'origine tchécoslovaque, finlandaise, polonaise, ukrainienne et autres ont exposé à votre comité le rôle qu'ont joué leurs compatriotes dans le développement industriel et agricole du Canada. Ils ont aussi rappelé que ceux qu'on peut appeler "les nouveaux Canadiens" désirent une politique d'immigration raisonnable. Ils conviennent que le choix des sujets doit se faire avec discernement et qu'il faut accorder la préférence et la priorité à ceux qui ont déjà des parents et des amis établis au Canada.

Des témoins bien renseignés ont aussi déclaré à votre comité qu'on peut obtenir des immigrants des pays baltiques, de la Hollande et du Danemark et que ces gens peuvent faire d'excellents Canadiens.

Les représentants du Congrès juif canadien ont insisté sur les pertes et les souffrances terribles qu'ont éprouvées les populations juives de l'Europe et ils ont demandé que la loi d'immigration canadienne et son application ne comportent aucune distinction injuste en matière de religion ou de race. On a fait un plaidoyer en faveur de l'admission au Canada des personnes "déplacées" en Europe et particulièrement des enfants disgraciés de la fortune.

Réfugiés

Le Canada est un pays chrétien, humanitaire et tout disposé à satisfaire à ses obligations morales. Avec ses vastes espaces et ses immenses ressources il a assurément à prendre certaines responsabilités en ce qui concerne les malheureux parmi les peuples européens déchirés par la guerre. Il n'est pas juste que nous fermions absolument nos portes aux victimes des bouleversements mondiaux, et surtout aux enfants.

Dans les classifications statistiques de l'immigration on ne trouve pas le mot "réfugié" et il n'existe pas de système permettant de donner des chiffres exacts. Le mot "réfugié" a pris les huit ou neuf dernières années un sens beaucoup plus large. Après la première grande guerre il s'appliquait surtout à ceux qui avaient perdu à la fois leur citoyenneté et leur foyer, plus tard il a désigné tous ceux que des troubles politiques, raciaux, religieux ou économiques, présents ou éventuels, ont forcé ou encouragé à se déplacer. Lors même que l'on ne désigne pas les immigrants dans les registres de la statistique sous le nom de "réfugiés" il est évident que la plupart des immigrants venus depuis quelques années de l'Europe occidentale appartiennent à cette catégorie.

Au cours des années 1938 et 1939 on a admis beaucoup de réfugiés du continent disposant de capitaux d'importance inégale.

En 1939, plus de 300 familles tchèques et plus de 100 célibataires qui avaient été obligés de quitter la région des Sudètes quand celle-ci fut occupée par les Allemands, furent admis au Canada et s'établirent sur la terre. Ce mouvement aurait eu une ampleur beaucoup plus grande si la guerre n'avait pas éclaté.

En 1940-1941 des groupes isolés de nationaux belges, tchèques ou hollandais, soit plusieurs centaines de personnes au total, sont entrés au Canada à titre de réfugiés.

En 1940, un grand nombre de réfugiés civils dont la plupart avait reçu asile au Royaume-Uni quelques mois avant le début de la guerre, furent transférés de camps d'internement provisoires en Angleterre à des camps d'internement civils au Canada. Environ un millier de ces individus furent subséquemment relâchés au Canada.

Après la défaite de la France, on avait pris les dispositions nécessaires pour permettre l'entrée au Canada d'ingénieurs et de techniciens polonais qui se trouvaient alors dans ce pays. Environ 800 d'entre eux vinrent au Canada dont quelques-uns avec leur famille, et ils furent employés à des travaux de guerre.

En 1941, environ 300 réfugiés d'Extrême-Orient furent admis au Canada. Une cinquantaine sont arrivés depuis la fin de la guerre, l'attaque japonaise de Pearl-Harbor les ayant empêché de partir dès 1941.

En 1944, 162 familles, comprenant en tout 450 personnes, en provenance de la péninsule ibérique, furent admises au Canada.

On avait autorisé en 1942 l'entrée au Canada de 1,000 enfants juifs orphelins se trouvant alors en France, mais l'occupation ultérieure de ce pays par les Allemands a empêché de donner suite à ce projet. Au cours de la guerre un grand nombre d'individus et de familles appartenant à la catégorie des réfugiés, qui étaient parvenus à échapper à l'ennemi, furent autorisés à entrer au Canada; leur nombre dépasse plusieurs centaines.

L'arrêté en conseil C.P. 6687 du 26 octobre 1945 a autorisé l'octroi du statut permanent aux réfugiés qui sont entrés en cette qualité au Canada après le 1er septembre 1939.

Accord de concessions d'ordre secondaire

Les arrêtés en conseil C.P. 2070 du 28 mai 1946 ont autorisé la suspension des règlements concernant les passeports là où il s'agit de "personnes déplacées" et l'extension des classes d'immigrants qu'il est possible d'admettre au pays en se fondant sur les liens de parenté qui peuvent exister entre eux et des résidents du pays. Dans la déclaration faite le 29 mai dernier à la Chambre des communes, M. Glen a dit ce qui suit:

Cette mesure n'est que provisoire et vise à permettre l'entrée au Canada de personnes acceptées par les autorités de l'immigration et auxquelles des parents s'engagent à fournir la nourriture et le logement jusqu'à ce qu'elles soient en mesure de se subvenir à elles-mêmes. Elle vise également, jusqu'à un certain point, à répondre aux demandes pressantes faites au nom des réfugiés qui ont au Canada des parents qui désirent s'occuper d'eux.

Le 8 juillet, à la Chambre des communes, le premier ministre, parlant des règlements dont il a été question ci-dessus, ajoutait notamment ce qui suit:

Cette initiative n'est envisagée que comme mesure provisoire en vue d'apporter immédiatement une certaine aide dans divers cas particuliers. Le problème général des réfugiés est tellement vaste que seule une réunion plénière des Nations Unies pourra le résoudre. Le Canada a participé

sans réserve à l'étude qu'a faite de ce problème, lors de sa récente réunion à New-York, le conseil économique et social. Nous nous joindrons à d'autres membres du conseil à la réunion projetée pour le 30 août, alors que, prévoit-on, une recommandation sera soumise à l'Assemblée générale en vue de l'établissement d'un organisme des Nations Unies chargé de s'occuper des réfugiés.

Votre comité est d'avis que l'on devrait accorder la préférence à ceux des réfugiés qui sont des immigrants de bonne foi et qui entendent s'établir définitivement au Canada.

Etats-Unis

D'autres pays donnent l'exemple en matière d'immigration. Depuis 1820 les Etats-Unis ont admis 38,461,395 immigrants, ce qui explique dans une très large mesure la richesse, le pouvoir et l'influence mondiale dont jouit maintenant ce pays. Dans les années 1905, 1906, 1907, 1910, 1913 on a admis plus d'un million de personnes annuellement. Ce rythme s'est brusquement ralenti avec la première grande guerre et, en 1924, on a instauré la politique du quantum. Ce quantum s'établit maintenant à 153,774 immigrants par année, quoique l'on ait admis en moyenne 64,036 personnes annuellement entre 1925 et 1944. Pendant les années de guerre, de 1939 à 1944 inclusivement, le nombre des immigrants a été en moyenne de 46,386, y compris les pays non soumis au quantum, comme le Canada, Terre-Neuve, le Mexique, Cuba, Haïti, la République Dominicaine, la zone du canal de Panama, et les pays indépendants de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

Depuis la fin des hostilités la question de l'immigration a fait l'objet de grandes discussions aux Etats-Unis et, le 22 décembre 1945, une proclamation du président Truman a recommandé que tous les quanta soient consacrés aux personnes déplacées en Europe. Le Président a émis une directive à l'intention des hauts fonctionnaires intéressés leur enjoignant de faciliter l'entrée de ces personnes. Il a parlé de l'importance de s'occuper des enfants orphelins d'Europe. Il a dit que les visas seraient répartis avec justice entre les personnes de toute croyance, de toute conviction et de toute nationalité. Il a été enjoint à la *War Shipping Administration* des Etats-Unis d'organiser le transport maritime du port d'embarquement en Europe aux Etats-Unis, sous réserve que ce mouvement d'immigration ne nuirait en rien au rapatriement des soldats et des personnes à leur charge qui se trouveraient dans la zone européenne des opérations militaires.

Conformément à la ligne de conduite tracée par le Président, près de mille réfugiés de camps de concentration nazis sont arrivés à New-York le 20 mars dernier sur des transports militaires. Il est entendu que ce n'est là qu'un début.

La Grande-Bretagne

La Grande-Bretagne est un pays surpeuplé, où la densité de population est de 500 individus par mille carré contre 44 aux Etats-Unis et 3½ au Canada, et pourtant le Royaume-Uni n'a jamais fermé ses portes aux victimes de l'oppression nazie. Depuis le début de la guerre jusqu'à maintenant 200,000 réfugiés au bas mot sont entrés en Grande-Bretagne. Au mois de juin 1944 on a déclaré officiellement qu'on admettait des réfugiés au taux de 800 par mois.

L'Australie

Le gouvernement australien a déjà annoncé un vaste projet d'immigration qui sera mis à exécution dès que la démobilisation et la réadaptation des forces armées seront suffisamment avancées. On a construit des maisons supplémentaires où l'on pourra loger une population plus forte et on s'est assuré de navires pour transporter ces immigrants. L'Australie ne se contente pas seulement d'attendre que ces choses arrivent. On rapporte qu'elle transforme des cargos *Liberty* en paquebots. Elle a fixé son quantum annuel à 70,000 et a entrepris une campagne de publicité pour expliquer aux immigrants futurs les raisons de ces retards. Il a été conclu dernièrement un accord entre les gouvernements d'Australie et du Royaume-Uni aux termes duquel les anciens combattants britanniques et leurs familles seront transportés gratuitement en Australie. Le gouvernement australien a approuvé en principe l'entrée en Australie de 50,000 orphelins venant des pays dévastés par la guerre, au cours des trois premières années qui suivront la fin des hostilités.

Conclusions

Votre comité émet l'avis suivant à titre de conclusion. Ce qu'il faut au Canada c'est une politique d'immigration rationnelle et soutenue, de caractère sélectif et que poursuivront les autorités canadiennes avec vigueur et initiative. Il faudrait que nous nous mettions à la recherche des immigrants que nous désirons et qui contribueront à notre économie agricole et industrielle et nous aideront à maintenir notre niveau de vie élevé en augmentant d'autant notre capacité de production; des immigrants dont l'esprit et l'éducation leur permettront de participer à la vie publique, sociale et économique du Canada. Ce dont nous avons besoin, c'est un flot continu de bons immigrants, urbains ou ruraux, et non pas une affluence désordonnée et brusque. Il faut en cela, bien entendu, ne pas cesser de tenir compte de la situation économique variable et des besoins occasionnels de notre pays. On ne peut assurer le succès de l'immigration qu'en suivant des plans rationnels et soigneusement établis, et cela pendant plusieurs années. La continuité dans la ligne de conduite qu'on s'est tracée est essentielle à un succès important et durable.

Il ne faudrait pas non plus mesurer le succès au nombre des immigrants qui débarquent dans nos ports, s'ils ne sont en somme que des oiseaux de passage destinés à nous quitter un jour pour un autre pays. Il faut mesurer le succès au chiffre des personnes définitivement et heureusement établies au Canada. C'est pour ce motif qu'il faut préférer les immigrants qui ont déjà des parents ou amis établis ici. Il importe encore de rester sans cesse en contact avec l'immigrant, après son arrivée, afin de lui fournir de l'aide, des conseils et de l'encouragement. Il faudrait encore trouver un moyen de donner des renseignements utiles et des bons conseils aux nouveaux venus en ce qui concerne les occasions que leur offre le Canada et les conditions de vie qu'ils peuvent s'attendre d'y trouver.

Il y a des problèmes à résoudre, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Ainsi les mesures de sécurité sociale, les indemnités aux anciens combattants, les relations religieuses, syndicales et autres que l'immigrant devra abandonner en quittant son pays, et la façon dont on pourrait lui rendre ces avantages ici, devraient faire l'objet d'études et de considérations sérieuses.

Les gouvernements pourraient peut-être conclure des accords en vertu desquels l'immigrant partirait avec l'autorisation et l'assistance du pays dont il

relève. Ils pourraient peut-être s'entendre afin que l'intéressé ne perde pas toutes les prestations qu'il recevait de l'Etat. Pourquoi les crédits d'assurance-chômage qu'il a accumulés dans son pays d'origine ne seraient-ils pas versés à son compte dans son pays d'adoption?

Tous ces problèmes sont surtout de caractère administratif et ils permettent de constater quelle œuvre pourrait accomplir un ministère d'immigration énergique, bien financé et intelligemment dirigé.

L'Australie se livre déjà à des relevés et à d'autres travaux de ce genre. Le Canada devrait aussi se mettre à l'œuvre. Le problème de l'immigration est pressant. Il faut agir sans tarder, sinon les occasions passeront ou d'autres les saisiront.

Dans les circonstances, des hommes d'action, de jugement et de prévoyance peuvent rendre de précieux services au Canada.

Vœux

En conséquence, votre comité émet les vœux suivants:

1. Que le gouvernement du Canada annonce immédiatement un programme d'immigration sélective, en vertu duquel il admettra des travailleurs agricoles et industriels.

2. Qu'une telle immigration soit restreinte au nombre de sujets que le pays paraît pouvoir absorber périodiquement, qu'elle soit limitée par des considérations pratiques de transport et d'établissement et qu'elle soit sujette à la priorité accordée à bord des navires aux militaires, aux personnes à leur charge et à d'autres citoyens canadiens.

3. Qu'en prévision de la disponibilité de navires aux fins de l'immigration:

a) On fasse connaître, dans les pays étrangers voulus, le programme d'immigration du Canada, en expliquant les motifs qui rendent le délai inévitable.

b) On dépêche dès maintenant en Europe des agents et des inspecteurs du service d'immigration du Canada chargés d'ouvrir des bureaux en vue d'accueillir les futurs immigrants et de choisir les plus désirables.

c) Des enquêtes soient faites immédiatement en Europe pour savoir où localiser les immigrants et pour aviser aux conditions et aux problèmes à résoudre.

d) Une enquête soit entreprise au Canada afin de s'assurer des ressources agricoles et industrielles disponibles aux futurs immigrants et d'aviser aux conditions et aux problèmes à résoudre.

e) Le ministère de l'Immigration étudie dès maintenant les moyens d'entreprendre un mouvement migratoire et veille à l'application immédiate de ces moyens.

4. Qu'on s'efforce de trouver des navires, tout en tenant compte du rapatriement et de la préférence à accorder aux parents et aux connaissances des citoyens canadiens qui se chargent du soin et de l'installation des nouveaux venus et qui sont en mesure et consentants de le faire.

5. Que la loi et les règlements d'immigration soient révisés de façon à permettre la recherche et le choix des immigrants, l'admission de ceux qui sont désirables et la surveillance et l'aide aux nouveaux venus déjà installés au Canada.

Ci-annexé copie des procès-verbaux et des témoignages entendus par le comité.

Le tout respectueusement soumis.

Le président,

JAMES MURDOCK.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération demain.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (327), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants (Sommes octroyées aux universités)", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (333), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (335), intitulé: "Loi concernant les pensions et allocations de guerre destinées à des civils", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le septième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 14 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son septième rapport, comme suit:

Votre comité a vérifié les comptes et les pièces justificatives du Greffier du Sénat pour l'année 1945-1946, et il les a trouvés exacts.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,

Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le huitième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 14 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son huitième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que l'approvisionnement ordinaire de la papeterie, etc., choisi par votre comité, ayant égard à leur utilité et dans un esprit d'économie, pour l'usage des sénateurs à leurs chambres et pupitres dans la Chambre du Sénat, soit fourni conformément aux listes approuvées par votre comité et déposées entre les mains du Greffier, et que la distribution en soit faite de manière semblable à celle de la présente session.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le neuvième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 14 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son neuvième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que les services de MM. Thomas Green et Georges Langlois, assignés au reportage du Sénat, soient continués; et que M. Green soit rétribué au taux de \$35.00 par semaine et M. Langlois à celui de \$16.00 par semaine.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le dixième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 14 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son dixième rapport, comme suit:

Le comité avait sous étude un rapport de la Commission du service civil qui se lit comme suit:

A la demande du Greffier du Sénat, la Commission du service civil soumet le rapport suivant pour son approbation:

En vertu des minutes des procédures du Sénat du 4 avril 1946, le projet actuel d'organisation est annulé, et un nouveau régime de positions

lui est substitué. Ce nouveau régime autorise l'établissement d'un nouveau poste de Secrétaire du Greffier du Sénat pour lequel poste aucun traitement n'a été approuvé.

A la demande du Greffier du Sénat, la Commission du service civil, agissant sous les dispositions des articles 12 et 61 de la Loi du service civil, recommande que le traitement suivant soit approuvé pour la classe de "Secrétaire du Greffier du Sénat", à compter de la date à laquelle le poste a été établi:

Annuel: \$2,040 \$2,160 \$2,280 \$2,400 \$2,520

Vu les devoirs et responsabilités de ce poste, nous estimons qu'un traitement de \$2,040-\$2,520 est justifié.

Le comité recommande que ledit rapport soit approuvé par le Sénat.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le onzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MERCREDI 14 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son onzième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le plan d'organisation du Sénat soit modifié de façon à y ajouter la position suivante:

Un commis principal.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie d'une "Loi prévoyant le rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada sur la base de la population du Canada", telle qu'adoptée par le Parlement du Royaume-Uni le 26 juillet 1946.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, de ratifier la constitution de l'Organisation mondiale de la Santé, approuvée à New-York le 22 juillet 1946, et que la Chambre approuve cette constitution.

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est

Résolu: Qu'il y a lieu, pour les Chambres du Parlement, de ratifier la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, approuvée à Londres le 16 novembre 1945, et que la Chambre approuve cette constitution.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents".

Après débat, il est

Ordonné: Que la suite du débat sur ladite motion soit ajournée à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Robertson propose que le Bill (307), intitulé: "Loi pourvoyant à la réintégration, dans les emplois civils, des membres licenciés des forces de Sa Majesté et d'autres catégories désignées de personnes", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat, ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (308), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Lambert propose que le Bill (357), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission du district fédéral, 1927", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (367), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'immigration", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Euler propose que la Deuxième partie du Rapport final du comité spécial du Sénat sur la Taxation soit agréée.

Après débat,

Ledit rapport est adopté sur division.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (369), intitulé: "Loi modifiant le Tarif des douanes", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (370), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques", est lu la deuxième fois, et Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (371), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (373), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 61

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Jeudi 15 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Aseltine,	Dupuis,	Kinley,	Mullins,
Beaubien	Euler,	Lacasse,	Murdock,
(Montarville),	Fafard,	Lambert,	Nicol,
Beauregard,	Fallis,	Lesage,	Paquet,
Bench,	Ferland,	Macdonald	Quinn,
Blais,	Gershaw,	(Cardigan),	Riley,
Bouchard,	Gouin,	Marcotte,	Robertson,
Buchanan,	Haig,	McDonald	Roebuck,
Calder,	Harmer,	(Shediac),	St-Père,
Copp,	Hayden,	McDonald	Sinclair,
Daigle,	Horner,	(Kings),	Taylor,
David,	Howard,	McGeer,	Vaillancourt,
Davies,	Hurtubise,	McGuire,	Veniot,
Dessureault,	Hushion,	McIntyre,	Vien,
Donnelly,	Johnston,	McLean,	White,
Duffus,	King,	Molloy,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Buchanan, du comité permanent du Tourisme, présente le deuxième rapport de ce comité, pour obtempérer à l'Ordre de renvoi du 10 mai 1946, comme suit:

Le JEUDI 15 août 1946.

Le comité permanent du Tourisme a l'honneur de présenter le deuxième rapport suivant:

1. Conformément aux instructions qu'il a reçues le 10 mai 1946, votre comité a enquêté sur l'activité des divers organismes intéressés au tourisme.

2. Au cours de son enquête, le comité a entendu les témoins suivants:

M. D. Leo Dolan, chef de l'Office canadien du tourisme, ministère du Commerce;

M. R. A. Gibson, chef de la division des terres, parcs et forêts, ministère des Mines et ressources;

M. H. F. Lewis, surintendant, protection de la faune, Service des parcs nationaux;

M. James Smart, régisseur, Service des parcs nationaux;

M. R. J. C. Stead, surintendant de la publicité et de l'information, Service des parcs nationaux;

M. C. K. Le Capelain, inspecteur, Service des parcs nationaux;

M. W. S. Thompson, directeur des relations extérieures, National Canadien et Lignes aériennes Trans-Canada;

M. A. A. Gardiner, directeur du trafic-voyageurs, National Canadien;

M. L. Coulter, échevin de la ville d'Ottawa;

M. J. H. Campbell, directeur des relations extérieures, Pacifique Canadien;

M. R. G. Perry, chef du mouvement, *Colonial Coach Lines*;

M. F. E. Bronson, président de la Commission du district fédéral;

M. R. P. Sparks, Ottawa (Ont.), président de la *Federal Woodlands Preservation League*;

M. L. H. Phinney, commissaire spécial chargé des entreprises de défense dans l'ouest du Canada, Edmonton (Alberta).

Le colonel F. C. Hanington, bureau du commissaire spécial, Edmonton (Alberta).

M. J. A. Christiansen, président du comité de la grande route de l'Alaska, Chambre de commerce d'Edmonton;

L'honorable W. A. Fallow, ministère des Travaux publics, province d'Alberta;

M. Harry Ainlay, maire de la ville d'Edmonton (Alb.).

On se rappellera qu'en 1934, un comité spécial du Sénat fut chargé d'enquêter sur le tourisme et les moyens adoptés par l'Etat afin d'en favoriser l'expansion. A la suite d'une étude approfondie du problème, le comité spécial soumit, dans son rapport définitif, certains vœux qu'adopta le gouvernement de l'époque.

Il y aurait peut-être lieu de rappeler ici les recommandations de cet organisme:

1. Que le tourisme du Canada est une question qui revêt une importance nationale, autant que provinciale, municipale et privée.

2. Que le tourisme du Canada se prête à un grand développement.

3. Qu'il faudrait sans délai lancer une énergique campagne en vue de développer l'industrie du tourisme, comme effort national et en coopération avec les agences de tourisme et de publicité, publiques et privées, dans tout le Dominion.

4. Qu'un "Office canadien de voyage" soit établi comme service du ministère du gouvernement fédéral dont il relèverait régulièrement; cet Office devant avoir à sa tête un directeur et agir de concert avec un comité consultatif composé des

directeurs des services de renseignements des divers gouvernements provinciaux, des représentants des départements et services fédéraux qui s'intéressent au développement du tourisme, et de membres du comité exécutif de l'Association canadienne des bureaux de tourisme et de publicité.

5. Qu'une somme d'au moins 150,000 dollars soit votée au cours de la présente session du Parlement pour financer cette campagne durant l'année financière en cours.

6. Qu'un programme progressif et permanent en vue de développer le tourisme canadien soit mis sur pied, la plus étroite coopération devant exister entre toutes les agences s'occupant de cette œuvre, et la part d'effort et de dépense du Dominion devant consister à coordonner et à compléter l'œuvre déjà entreprise et proposée par toutes les agences, et ne devant en aucune façon consister à s'arroger cette entreprise ni à se substituer aux organisations qui s'en occupent.

7. Qu'un comité permanent de cette Chambre (où toutes les provinces seraient représentées) soit institué afin de tenir le Parlement au courant de cette importante question nationale, de diriger une étude annuelle du tourisme, et de trouver les moyens de favoriser et d'encourager ce tourisme.

8. Que le réseau canadien des parcs fédéraux soit étendu, comme politique vraiment nationale, de façon à embrasser toutes les provinces; et que de plus grands efforts soient déployés de façon à attirer les visiteurs vers ces magnifiques panoramas et ces pittoresques lieux de récréation.

Pour la première fois depuis que votre comité du tourisme a été constitué, à la suite de l'adoption du rapport de 1934, on a entendu des témoins dont les dépositions nous permettent de juger jusqu'à quel point on a donné suite aux recommandations faites par le comité spécial de 1934. Votre comité estime qu'on les a généralement mises à exécution.

On a constitué l'Office canadien du tourisme qui dépend maintenant du ministère du Commerce. Il possède un directeur et un conseil consultatif constitué conformément aux propositions du comité spécial.

Les premiers crédits versés à l'Office en 1934 se chiffraient par 100,000 dollars. Pour le présent exercice financier le gouvernement fédéral verse, pour encourager l'industrie touristique, la somme de 650,000 dollars. Au cours de la guerre, l'activité de l'Office a été réduite. Le personnel a été réduit au strict minimum et les crédits sont tombés jusqu'à 27,000 dollars.

L'Office a collaboré aussi étroitement que possible, non seulement avec les agences touristiques du Canada, mais encore avec un nombre, sans cesse accru, de services touristiques aux Etats-Unis et dans d'autres pays du monde. On a utilisé les bureaux des commissaires canadiens au commerce et les ambassades canadiennes à l'étranger pour répandre des renseignements sur le tourisme.

Le comité spécial de 1934 avait recommandé d'augmenter le nombre de parcs nationaux afin qu'on en trouve dans toutes les provinces et on a donné suite à ce vœu dans une large mesure. On a augmenté le nombre des parcs nationaux, notamment dans les Provinces maritimes.

Du témoignage du directeur de l'Office du tourisme entendu par votre comité, il ressort que cet organisme consacre la plus grande partie de sa campagne publicitaire dans les journaux canadiens à encourager la courtoisie et l'amitié à l'égard des touristes. La publicité moins importante faite aux Etats-Unis a eu pour objet principal de faire ressortir l'importance de retenir ses places longtemps d'avance avant d'entreprendre un voyage au Canada.

Les attractions du Canada, pays de vacances, d'hiver et d'été, font l'objet d'une publicité importante et bien faite. On en est venu à cette conclusion après qu'on eut révélé au comité l'étendue et l'importance des campagnes faites par les

entreprises de transport, les gouvernements provinciaux, les municipalités, le service des parcs du ministère des Mines et ressources et l'Office canadien du tourisme. Le comité a constaté que la publicité faite par l'Office canadien du tourisme a pour but de donner une vue d'ensemble des attractions du Canada, alors que celle que font les autres organismes porte sur certaines régions en particulier, comme les villégiatures de montagne, de mer ou d'ailleurs, desservies par les compagnies de chemin de fer ou de navigation, alors que les provinces et les municipalités limitent leur publicité et leurs dépenses aux avantages particuliers qu'elles offrent aux touristes.

L'Office canadien du tourisme ne se contente pas pour sa publicité des revues ou des journaux ou des brochures qu'il fait imprimer. Il utilise encore les films et d'autres moyens, tels que les étalages et les expositions, pour faire mieux connaître le Canada du public voyageur.

Votre comité est d'avis que l'Office encourage et réalise la collaboration entre les gouvernements provinciaux et tous les organismes intéressés à l'expansion de l'industrie touristique. On n'a pas relevé d'exemple de chevauchement inutile d'efforts.

Votre comité a été fort impressionné par les dépositions de fonctionnaires de la division des parcs du ministère des Mines et ressources. Il n'y a pas de doute que les parcs nationaux canadiens constituent des aimants qui attirent un nombre sans cesse grandissant de touristes au pays chaque année. Il n'en est pas seulement ainsi des vieux parcs mais, encore de ceux qui sont de création plus récente. Au cours de la guerre, les crédits affectés aux parcs nationaux ont à peine suffi à acquitter les frais d'entretien. Il faudra naturellement affecter des crédits plus considérables si l'on veut ramener les parcs à leur état primitif et si on veut y accomplir les améliorations nécessaires. On a établi au comité que dans la plupart des parcs il faut des facilités de séjour plus grandes pour les touristes voyageant en automobile et votre comité est d'avis qu'il faut continuer à construire des "cabines" à cette fin.

On a proposé encore d'établir des parcs dans des régions du pays où on n'en trouve pas en ce moment. Une délégation a comparu devant le comité afin de réclamer que l'on acquiert d'autres terrains pour ajouter à ce qu'on en est venu à appeler le Parc de la Gatineau aux abords immédiats de la capitale fédérale. Le comité a été fort impressionné par les arguments apportés en faveur d'un tel projet et notamment par celui qui favorisait la mise à exécution sans plus tarder de ce projet d'achat, faute de quoi il se pourrait bien que les terres en question passent à des particuliers. On a fait observer que ce parc, étant situé tout près de la capitale, aiderait beaucoup à grossir le courant touristique en provenance des Etats-Unis.

Des témoins ont insisté, au comité, sur l'opinion que la grande route de l'Alaska offre des perspectives considérables en vue de l'expansion du tourisme. Vu la célébrité qu'elle a acquise pendant la guerre, le territoire, presque inconnu jusqu'ici, qu'elle a ouvert et les communications qu'elle établit avec l'Alaska et le Yukon, ceux qui préconisent le maintien de cette grand'route, de même que la construction d'une artère plus courte entre Edmonton et Dawson Creek, prient le Gouvernement fédéral de tenir ladite route ouverte aux touristes et d'aider à bâtir le raccourci projeté depuis Edmonton jusqu'à la frontière de la Colombie-Britannique à Dawson Creek, via White Court. Cela raccourcirait de 135 milles la distance routière entre Edmonton et Dawson.

Une opinion soumise au comité veut que le raccourci dit "Haines Cut-off", depuis la tête du canal Lynn jusqu'à la grand'route de l'Alaska près de la frontière du Yukon, soit amélioré au point d'être de même qualité que la principale grand'route de l'Alaska. Le comité a appris que la grand'route de l'Alaska, telle qu'elle existe aujourd'hui, a été construite entièrement aux frais des Etats-Unis et qu'elle a été remise gratuitement au Canada.

Le témoignage de fonctionnaires du gouvernement fédéral établit que la grand'route sera entretenue et qu'on organise déjà des services pour les voyageurs, à divers points du parcours.

Presque tous les témoins qui ont déposé au comité ont affirmé que pour augmenter le tourisme, il faut de meilleures routes. Ils s'entendent pour dire que le Canada offre aux touristes des attractions sans nombre. Pour rendre ces beautés accessibles, il faut des grand'routes qui soient carrossables en tous temps. Il faut aussi que le gouvernement fédéral contribue à créer des artères principales d'approche, surtout à partir des États-Unis.

Votre comité est convaincu qu'un vaste programme de tourisme, bien organisé, offre des possibilités presque sans limites. Un témoin a souligné que les habitants des États-Unis dépensent annuellement six milliards aux fins de tourisme. Il estime que le Canada peut obtenir au moins un dixième de cette somme, soit 600 millions. Sur ce point, il est d'accord avec d'autres témoins que le comité a entendus.

Si cette prévision est juste ou approximativement correcte, l'on ne peut s'empêcher de conclure que des sages dépenses en vue d'augmenter le tourisme donneront un revenu plus élevé que tout service de notre commerce d'exportation.

Votre comité émet donc les vœux suivants:

1. Vu que la plupart des touristes en provenance des États-Unis nous arrivent par voiture automobile, il est essentiel, si l'on veut augmenter le tourisme, d'établir de bonnes routes à surface dure, aux endroits propices, le long de la frontière des États-Unis. Votre comité recommande au gouvernement fédéral d'offrir quelque aide financière, selon des accords appropriés, aux provinces qui possèdent, dans leur ministère de la Voirie, le personnel voulu pour surveiller la construction et l'entretien de telles routes et que ces routes soient construites de façon permanente et avec des matériaux de première classe.

2. Qu'on améliore les aménagements des parcs nationaux et que les routes à l'intérieur de ces parcs soient de surface dure et de matériaux de qualité supérieure.

3. Que, par le recours des organismes convenables et déjà existants, on s'efforce de faire ressortir aux propriétaires de postes d'essence, d'endroits où l'on mange et où l'on fait arrêter ainsi que d'hôtels, de boutiques et de magasins, l'importance de se montrer courtois et d'offrir un bon service aux touristes et aux visiteurs, en tout temps de l'année.

4. Des prospectus alléchants et de bonnes cartes routières de toutes les provinces devraient être à la disposition de tous les agents de l'immigration et des douanes, à tous les postes de la frontière, pour être distribués aux touristes qui désireraient des renseignements.

5. Que l'expansion et le maintien permanent du tourisme canadien soient une entreprise de longue haleine.

6. Qu'il existe la collaboration la plus étroite entre les organismes de l'État et des provinces, comme les compagnies de transport par terre, par eau et par air, afin d'obvier au chevauchement et d'obtenir les résultats les plus fructueux pour la somme d'argent dépensée.

7. Que le gouvernement fédéral s'enquiert des possibilités touristiques de la route de l'Alaska afin de s'assurer si une artère reliant directement Edmonton à Dawson-Creek ne serait pas avantageuse.

8. Que l'autorisation soit donnée d'imprimer 600 exemplaires anglais et 200 en français dudit rapport et des témoignages entendus par votre comité, le 8 août 1946, touchant les perspectives touristiques de la route de l'Alaska, et que l'article 100 du Règlement soit suspendu pour ce qui est du travail d'impression.

Par suite de l'insuffisance du nombre de sténographes, le bureau de transcription n'a pu fournir un rapport complet des séances du comité.

Le tout respectueusement soumis,

Le président,

W. A. BUCHANAN.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (332), intitulé: "Loi concernant des prêts aux anciens combattants pour les aider à s'établir dans les affaires ou des professions", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 2, ligne 9.* Un amendement, apporté à la version anglaise du Bill, ne concerne pas la version française.

2. *Page 3, ligne 4.* Après le mot "Si", insérer ", avant que le prêt fût consenti,".

3. *Page 3, ligne 7.* Supprimer les mots "avant que le prêt fût consenti".

4. *Page 3, ligne 44.* Au début du paragraphe (3), substituer "Cet article" aux mots "Cette action".

5. *Page 4, ligne 3.* Au mot "deux", après "paragraphes", substituer "un".

6. *Page 4, ligne 3.* Au mot "trois", après le mot "et", substituer "deux".

7. *Page 4, ligne 37.* Avant les mots "dans l'article", insérer "du paragraphe un".

8. *Page 5, ligne 13.* Après le mot "disposition", insérer "à l'effet".

Avec la permission du Sénat.

Lesdits amendements sont agréés.

Ledit bill est alors lu la troisième fois, tel qu'amendé.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté, Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (334), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (331), intitulé: "Loi concernant les allocations aux anciens combattants et aux personnes à leur charge", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit rapport est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (328), intitulé: "Loi concernant les anciens combattants des forces alliées au Canada", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (330), intitulé: "Loi sur les prestations destinées à certaines personnes recrutées au Canada par les autorités du Royaume-Uni pour des missions spéciales dans les zones de guerre", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit rapport est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (302), intitulé: "Loi concernant l'indemnisation des marins marchands", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (326), intitulé: "Loi concernant les prestations aux pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (325), intitulé: "Loi concernant les prestations destinées à certains surveillants des services auxiliaires", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (307), intitulé: "Loi pourvoyant à la réintégration, dans les emplois civils, des membres licenciés des forces de Sa Majesté et d'autres catégories désignées de personnes", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (309), intitulé: "Loi sur les crimes de guerre", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (299), intitulé: "Loi concernant les commissaires du havre de Toronto", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (A-5), intitulé: "Loi concernant la faillite", présente le rapport suivant:

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 15 août 1946.

Le comité permanent des Banques et du commerce auquel a été renvoyé le Bill (A-5), intitulé: "Loi concernant la faillite", a, pour obtempérer à l'ordre de renvoi du 13 mai 1946, étudié ledit bill, et a maintenant l'honneur d'en faire rapport comme suit:

Le comité a tenu plusieurs séances au sujet de ce bill et il a entendu les témoins suivants:

M. W. J. Reilley, C.R., surintendant, Administration de la Loi de faillite, secrétariat d'Etat;

L'honorable juge Boyer, de la Cour Supérieure de Québec;

L'honorable juge Urquhart, de la Cour Suprême d'Ontario;

M. Terence Sheard, représentant *The Dominion Mortgage and Investments Association*;

M. J. M. Bullen, C.R., représentant *The Canadian Credit Men's Trust Association*;

M. R. O. Daly, C.R., représentant *The Investment Dealers Association of Canada*;

M. A. C. Crysler, secrétaire-légiste, *Board of Trade* de la Cité de Toronto;

M. J. G. McEntyre, adjoint-légiste, Ministère du Revenu national (taxation);

M. A. W. Rogers, C.R., Montréal, P.Q., secrétaire de l'Association canadienne des banquiers.

La preuve déposée indique qu'il existe des différences d'opinions considérables sur certaines dispositions de la législation proposée dans ce bill.

Votre comité recommande qu'on ne procède pas davantage à l'étude de ce bill au cours de la présente session, mais que, durant la vacance parlementaire, le gouvernement étudie les représentations que contient la transcription imprimée des procès-verbaux des témoignages soumis ci-joint.

Le tout respectueusement soumis.

ELIE BEAUREGARD,

Président.

Avec la permission du Sénat,

Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Johnston, du comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes institué pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens et de toutes les autres questions déferées audit comité, présente son troisième rapport.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le MARDI 13 août 1946.

Le comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes, institué pour faire l'examen et l'étude de la Loi des Indiens (chapitre 98 des Statuts révisés du Canada, 1927), et de toutes les autres questions déferées audit comité, a l'honneur de présenter son troisième rapport.

En conformité de l'ordre de renvoi du 16 mai 1946, votre comité a commencé ses séances sans délai. Dès le début, il était manifeste que nous ne pourrions terminer notre tâche au cours de la présente session; qu'il nous serait impossible d'examiner les revendications, griefs ou mémoires particuliers exposant des vues ou opinions individuelles.

En conséquence, le comité a adopté un plan de programme et de procédure s'étendant sur trois sessions parlementaires:

session de 1946, audition des fonctionnaires du ministère;

session de 1947, audition des Indiens, des Eglises et autres associations;

session de 1948, révision de la Loi des Indiens.

Le comité a tenu 25 séances et entendu 16 témoins, y compris, à titre d'exceptions à la procédure adoptée, le président et le trésorier de la *North American Indian Brotherhood*, le président du comité législatif de la *Native Brotherhood of British Columbia*, et le brigadier O. M. Martin, Canadien d'ascendance indienne, qui est magistrat de la cour du comté d'York (Ontario).

L'audition des fonctionnaires du ministère a révélé la nécessité de certaines améliorations administratives immédiates qui peuvent être effectuées sans reviser l'entière législation actuelle, améliorations qui, une fois effectuées, supprimeront certaines des causes qui ont suscité des griefs et des plaintes de la part de nombreux Indiens.

Afin de ne pas interrompre la suite du travail envisagé par l'ordre de renvoi, votre comité formule ci-après certaines recommandations à l'égard de la prochaine intersession.

En conséquence, votre comité recommande:

1. Que les membres du comité devraient visiter de leur propre gré, pendant la prochaine intersession, les réserves indiennes situées dans leur division ou circonscription ou dans les régions avoisinantes;

2. (a) Qu'au moins dix membres de votre comité spécial mixte soient autorisés, par arrêté en conseil, à titre de commission, à siéger, aux époques fixées par la commission, en différents endroits des Provinces maritimes et de l'Est québécois, dans le but de poursuivre l'enquête et de faire rapport sur les questions mentionnées dans votre ordre de renvoi du 16 mai 1946, qui intéressent la population indienne des régions susdites; à visiter les réserves indiennes des régions susdites, au jugement de ladite commission; à entendre les témoignages des personnes ou associations que peut intéresser cet ordre de renvoi et désireuses d'être entendues par lesdits commissaires; que lesdits commissaires soient autorisés à retenir les services d'un avocat, d'un secrétaire et de sténographes (*shorthand writers*) en vue d'assister les commissaires dans leur enquête.

2 (b). Que les membres de votre comité soient autorisés, par arrêté en conseil, à siéger à Ottawa, à titre de commission, pendant les deux semaines antérieures à l'ouverture de la prochaine session parlementaire, afin de poursuivre l'enquête et de faire rapport sur toutes les questions mentionnées dans

l'ordre de renvoi du 16 mai 1946, et d'entendre les témoignages des personnes ou associations que peuvent intéresser les questions étudiées jusqu'ici par votre comité mixte spécial et désireuses d'être entendues par les membres de ladite commission; et que les commissaires soient autorisés à retenir les services d'un avocat, d'un secrétaire et de sténographes (*shorthand writers*) pour venir en aide à ladite commission dans son enquête.

3. Que, dès la réunion du Parlement, soit constitué un comité mixte spécial des Affaires indiennes investi de pouvoirs semblables à ceux accordés à votre comité le 16 mai 1946.

4. Qu'étant donné la somme considérable de travail restant à accomplir par un comité parlementaire, surtout en ce qui a trait aux droits et obligations découlant de traités, soit institué un comité interministériel qui sera chargé d'examiner ce sujet particulier de notre ordre de renvoi et d'en faire rapport à votre prochain comité.

5. Que le directeur de la Division des Affaires indiennes, au ministère des Mines et ressources, en collaboration avec la Commission du service civil et le Conseil du Trésor, prenne immédiatement les mesures nécessaires pour remplir des postes importants vacants, comme celui d'agent des Indiens, ou d'autres postes vacants aux Affaires indiennes, qui, dans l'intérêt du public, doivent être remplis sans retard.

6. Que le personnel de la Division des Affaires indiennes, au ministère des Mines et ressources, soit augmenté, afin de permettre la nomination d'au moins deux agents des Indiens au service général.

7. Que la Commission du service civil étudie l'à-propos de soumettre au régime de la Loi du service civil certaines autres catégories du personnel du service de campagne des Affaires indiennes.

8. Qu'on emploie des méthodes plus directes pour la remise des redevances perçues au nom des bailleurs indiens.

9. Que la Division des Affaires indiennes entreprenne immédiatement l'élaboration de plans (1) afin de construire le nombre de locaux nécessaires, en vue de désencombrer certains externats indiens, (2) afin d'établir d'autres externats en nombre suffisant pour répondre aux besoins reconnus par la Division des Affaires indiennes.

10. Qu'étant donné les bénéfices acquis par bon nombre d'Indiens à la suite du programme de conservation des fourrures et de mise en valeur entrepris par la Division des Affaires indiennes, on prenne les mesures nécessaires pour étendre le programme de conservation des fourrures et de mise en valeur aux provinces dans lesquelles ce programme n'a pas encore été introduit.

Vous trouverez annexée une copie du procès-verbal des délibérations et du compte rendu des témoignages entendus par le comité.

Le tout respectueusement soumis.

J. FRED JOHNSTON,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit pris en considération à la prochaine séance du Sénat.

Sur motion de l'honorable sénateur Harmer, il est

Ordonné: Qu'un Ordre de dépôt du Sénat soit émis montrant:

1. Copie de toute la correspondance échangée entre un ministère du Gouvernement et la cité d'Ottawa, la Commission du district fédéral, la *Ford Hotel Company, Limited*, et toutes autres organisations ou personnes intéressées à la construction de l'hôtel Lord Elgin, rue Elgin, à Ottawa.

2. Copie de toutes ententes, baux et engagements relatifs à l'emplacement, au style d'architecture, au genre de construction ainsi qu'aux termes et conditions du contrat pour la construction dudit hôtel.

3. Copie de toute entente avec la compagnie qui exploite l'hôtel Lord Elgin, à Ottawa.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat passe à la suite du débat sur la motion en deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents".

Après débat,

L'honorable sénateur Howard, appuyé par l'honorable sénateur Vien, propose, en amendement, que ledit bill ne soit pas maintenant lu la deuxième fois, mais que le sujet en soit déferé au comité permanent des Banques et du commerce, pour considération et rapport.

Après débat, et

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est résolue par l'affirmative, et il est

Ordonné en conséquence.

La question sur la motion principale pour la deuxième lecture du bill est conséquemment ajournée à la prochaine séance du Sénat.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (371), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hayden propose que le Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la prise en considération du rapport du comité permanent de l'Immigration et du travail, relativement à la Loi de l'Immigration, de son opération, son administration, etc.,

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Avec la permission du Sénat, et—

Sur motion de l'honorable sénateur Robertson, il est—

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à lundi prochain, à huit heures du soir.

Le Sénat s'ajourne.

No 62

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

Lundi 19 août 1946

Huit heures du soir.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien (Montarville),	Dupuis, Fallis,	Johnston, King,	Murdock, Paquet,
Beauregard,	Gershaw,	Kinley,	Quinn,
Bishop,	Gouin,	Lacasse,	Riley,
Blais,	Haig,	Marcotte,	Robertson,
Bouchard,	Hardy,	McDonald	Roebuck,
Bourque,	Harmer,	(Kings),	St-Père,
Buchanan,	Hayden,	McGeer,	Sinclair,
Crerar,	Horner,	McGuire,	Taylor,
Davies,	Howard,	McIntyre,	White,
Duffus,	Hushion	Molloy,	Wilson.

PRIÈRES.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (193), intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé les amendements apportés par le Sénat audit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (332), intitulé: "Loi concernant des prêts aux anciens combattants pour les aider à s'établir dans les affaires ou des professions",

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé les amendements apportés par le Sénat audit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (K-7), intitulé: "Loi concernant les Vétérans de l'armée et de la marine au Canada",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (S-11), intitulé: "Loi concernant l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs",

Et pour informer le Sénat qu'elle a adopté ledit bill, sans amendement.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet des messages pour retourner les bills suivants et pour informer le Sénat qu'elle les a adoptés sans amendement:

Bill (L-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère".

Bill (M-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Helen Deeb Kouri".

Bill (N-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Dawson Brady".

Bill (O-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Boyd Fuller Dichow".

Bill (P-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Emily Young Crane".

Bill (Q-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Martin Thomas Walsh".

Bill (R-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Blumenthal Gillman".

Bill (S-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Solomon Birnbaum".

Bill (T-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherina Demidovich Zouikin".

Bill (U-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Herbert Beatson De Gruchy".

Bill (V-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Luc Chadillon".

Bill (W-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Innocent Gorman Martin Gillean".

Bill (X-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Olivier Singfield".

Bill (Y-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Myrtle Ethel Anderson Hamill".

Bill (Z-7), intitulé: "Loi pour faire droit à Allan Reginald Duncan Woolley".

Bill (A-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Portnoff Clarke".

- Bill (B-8), intitulé: "Loi pour faire droit à May Andria Thistle Shirres Richardson".
- Bill (C-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Margaret Louise Jekil Wiggett".
- Bill (D-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Frances Beaton Bridgeman".
- Bill (E-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Helen Cavers Watson".
- Bill (F-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Paul-Martial Chevalier".
- Bill (G-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Catherine Benson Hunter".
- Bill (H-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Francesca Evans Gladwish".
- Bill (I-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary MacDonald Short Browne".
- Bill (J-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Solomon Shulman".
- Bill (K-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Patrick Warren".
- Bill (L-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Alvina Hirsch Sidaway".
- Bill (M-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Sadie Joseph Saikaley Charles".
- Bill (N-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Corey Thomson".
- Bill (O-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Wilbur Cassils Dawes".
- Bill (P-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean St. Claire Macdonald Routledge".
- Bill (Q-8), intitulé: "Loi pour faire droit à John Anderson Hutchins".
- Bill (R-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy May Baylis Larivière".
- Bill (S-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Gertrude McKnight Carroll".
- Bill (T-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Erminia Taccani Roncarelli".
- Bill (U-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Violet May Armour Smith".
- Bill (V-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Caroline Lock Norman".
- Bill (W-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche Bélanger Mullin".
- Bill (X-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Goodman".
- Bill (Y-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Thomson".
- Bill (Z-8), intitulé: "Loi pour faire droit à Hannah Green Turton".
- Bill (A-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Solomon Caplan".
- Bill (C-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Violet Louise Stargratt Burton".
- Bill (D-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Louise Mitchell Meyer".
- Bill (E-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Donald Dale Carr-Harris".
- Bill (F-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield".
- Bill (G-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Gratia Lauzon Rousseau".
- Bill (H-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Olive Byers Manley".
- Bill (I-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Gertrude Horder Fournier".
- Bill (J-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Patricia Byrne Côté".
- Bill (K-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole".
- Bill (L-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Doris Howard Clark".
- Bill (M-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Agnes Stuart Colt".

- Bill (N-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Alma Gosselin Carbonneau".
- Bill (O-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Cleveland Smith des Bailleurs".
- Bill (P-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Winnifred Dunlop Starkey".
- Bill (Q-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis John Stone".
- Bill (R-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McCallum McNamara".
- Bill (S-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Leah Helen Shute Main".
- Bill (T-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Cécile-Simonne Robert Turgeon".
- Bill (U-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Cotapschi".
- Bill (V-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Young Rivard".
- Bill (W-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Jane Michelle Ahern de Brabant".
- Bill (Y-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Ethelwyn Marshall Ross".
- Bill (Z-9), intitulé: "Loi pour faire droit à Frank Ernest Smith".
- Bill (A-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Cleora Elizabeth Doyle Mastine".
- Bill (B-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Carr Johnstone".
- Bill (C-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Rose-Yvette Breton Philips".
- Bill (D-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Barbara Laing Robertson MacNab".
- Bill (E-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Goldsmith Glick".
- Bill (F-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Alexandra Oughtred Scott".
- Bill (G-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Horatio Baldwin".
- Bill (H-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Slobodzian".
- Bill (I-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edward Charles McKerness".
- Bill (J-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ivy Anderson Lobb".
- Bill (K-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Yvonne-Rachel Mayer Richard".
- Bill (L-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Nellie Izbitsky Abracen".
- Bill (M-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ellen Margaret Price Garvie".
- Bill (N-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Shoob Natovitch".
- Bill (O-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Madge Aileen Hunter Parker".
- Bill (P-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk".
- Bill (Q-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry Wallace Argall".
- Bill (R-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Norma Wickens Baker".
- Bill (S-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Emily Rogers Thoms".
- Bill (T-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Pauline Grégoire Girard".
- Bill (U-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Maxwell Cleghorn Pope".
- Bill (V-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Charlotte Arsenault Léonard".
- Bill (W-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Alphonse Christen".
- Bill (X-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Edmund Lionel Hurd".

- Bill (Y-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Elsie Larivière Doyle".
- Bill (Z-10), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernestine Anne Lothrop MacNaughton".
- Bill (A-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Irving Vengroff".
- Bill (B-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Malcolm Dickenson".
- Bill (C-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Gwendolyn Edith Edson".
- Bill (D-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Bernice Mae Skidmore Weale".
- Bill (E-11), intitulé: "Loi pour faire droit à George Christie Henderson".
- Bill (F-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Lauretta-Eliennette (Rita) Vallerand Barraclough".
- Bill (G-11), intitulé: "Loi pour faire droit à William Thomas Bennett".
- Bill (H-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Marjorie Pitts Wellington".
- Bill (I-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion".
- Bill (J-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Hannah Colbeck Grant".
- Bill (K-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Augusta Clément Lajeunesse".
- Bill (L-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Jeanne-d'Arc Guilmette Henchey".
- Bill (M-11), intitulé: "Loi pour faire droit à James Arthur Bellows".
- Bill (N-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles Howard Alexander".
- Bill (O-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Alfred Wade".
- Bill (P-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Inga Mary Frances Kitching".
- Bill (Q-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Clayton Webb Clout".
- Bill (R-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Phyllis Thorburn Rice Colby".
- Bill (T-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Fania Pustopedskaites Sobolevicius, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius".
- Bill (U-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Mary Fisk Irwin".
- Bill (V-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilius Clark Watt James".
- Bill (W-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Michael Gibson".
- Bill (X-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Azarie Trottier".
- Bill (Y-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Elizabeth Sharp Hamelin".
- Bill (Z-11), intitulé: "Loi pour faire droit à Lucille-Aimée Cadieux Lacombe".
- Bill (A-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Wetstein Szabo".
- Bill (B-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass".
- Bill (C-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Natalie Kathleen Fearon Kirouac".
- Bill (D-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Spinner Starr".
- Bill (E-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Fay Podolne Litwin".
- Bill (F-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gregoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys".
- Bill (G-12), intitulé: "Loi pour faire droit à James Lamb Runciman".
- Bill (H-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Lionel-Anecie St-Denis".

Bill (I-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Emily ffiathleen Menzie Thissen".

Bill (J-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert Frederick Ring".

Bill (K-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Vernon Lewis".

Bill (L-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonard Ferdinan Raymond".

Bill (M-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Cohen Share".

Bill (N-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Lizabeth Clarke Gagnon".

Bill (O-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Fern Hobbs Burns".

Bill (P-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Euclide Beaudoin".

Bill (Q-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Rose Ellement Boulet".

Bill (R-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Stewart Lavery Martin".

Bill (S-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherine Edith Thompson Williamson".

Bill (T-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph McCaffery".

Bill (U-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Marian Pearl Dunfield".

Bill (V-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Dollard Charest".

Bill (W-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Kerttu Helvi Helen Fascio".

Bill (X-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Shacket Payne".

Bill (Y-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Gaston-Marcel Chapdelaine".

Bill (Z-12), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross-David Chartier".

Bill (A-13), intitulé: "Loi pour faire droit à John Boosamra".

Bill (B-13), intitulé: "Loi pour faire droit à Dawz Sims".

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message rédigé comme suit:

VENDREDI, le 16 août 1946.

Résolu.—Qu'un message soit transmis au Sénat pour remettre à cette Chambre les témoignages rendus et les pièces justificatives déposées devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été renvoyées les pétitions de Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère, Evelyn Helen Deeb Kouri, Rose Dawson Brady, Shirley Boyd Fuller Dichow, Beatrice Emily Young Crane, Martin Thomas Walsh, Anna Blumenthal Gillman, Annie Solomon Birnbaum, Katherine Demidovich Zouikin, Herbert Beatson De Gruchy, Luc Chadillon, Mary Innocent Gorman Martin Gillean, Maurice Olivier Singfield, Myrtle Ethel Anderson Hamill, Allan Reginald Duncan Woolley, Ida Portnoff Clarke, May Andria Thistle Shirres Richardson, Florence Margaret Louise Jekill Wiggett, Pauline Frances Beaton Bridgeman, Mildred Helen Cavers Watson, Paul-Martial Chevalier, Dorothy Catherine Benson Hunter, Pauline Francesca Evans Gladwish, Mary MacDonald Short Browne, Solomon Shulman, Robert Patrick Warren, Elsie Alvina Hirsch Sidaway, Sadie Joseph Saikaley Charles, Arthur Corey Thomson, Jean Wilbur Cassils Dawes, Jean St. Claire Macdonald Routledge, John Anderson Hutchins, Ivy May Baylis Lariviere, Muriel Gertrude McKnight Carroll, Erminia Taccani Roncarelli, Violet May Armour Smith, Beatrice Caroline Lock Norman, Blanche Belanger Mullin, Alfred Goodman, Charles Thomson, Hannah Green Turton, Ida Solomon Caplan, Jessie Violet Louise Stargratt Burton, Helen Louise Mitchell Meyer, Donald Dale Carr-Harris, Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams Waterfield, Gratia Lauzon Rousseau, Laura Olive Byers Manley, Vera Gertrude Horder Fournier,

Julia Patricia Byrne Coté, Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole, Lillian Doris Howard Clark, Helen Agnes Stuart Colt, Alma Gosselin Carbonneau, Florence Cleveland Smith des Bailleurs, Florence Winnifred Dunlop Starkey, Francis John Stone, Mary McCallum McNamara, Leah Helen Shute Main, Cécile-Simonne Robert Turgeon, Edward Cotapschi, Catherine Young Rivard, Mary Jane Michelle Ahern de Brabant, Jean Ethelwyn Marshall Ross, Frank Ernest Smith, Cleora Elizabeth Doyle Mastine, Elizabeth Carr Johnstone, Marie-Rose-Yvette Breton Philips, Barbara Laing Robertson MacNab, Anne Goldsmith Glick, Jean Alexandra Oughtred Scott, Charles Horatio Baldwin, Mary Slobodzian, Edward Charles McKerness, Ivy Anderson Lobb, Yvonne-Rachel Mayer Richard, Nellie Izbitsky Abracen, Ellen Margaret Price Garvie, Sophie Shoob Natovitch, Madge Aileen Hunter Parker, Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk, Henry Wallace Argall, Mary Norma Wickens Baker, Mildred Emily Rogers Thoms, Pauline Gregoire Girard, Marjorie Maxwell Gleghorn Pope, Marie-Charlotte Arsenaault Leonard, Joseph Alphonse Christen, Edmund Lionel Hurd, Gladys Elsie Lariviere Doyle, Ernestine Anne Lothrop MacNaughton, Irving Vengroff, Robert Malcolm Dickenson, Gwendolyn Edith Edson, Bernice Mae Skidmore Weale, George Christie Henderson, Marie Laurette Eliennette (Rita) Vallerand Barraclough, William Thomas Bennett, Edna Marjorie Pitts Wellington, Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion, Rose Hannah Colbeck Grant, Marie-Jeanne-Augusta Clement Lajeunesse, Jeanne-D'Arc Guilmette Henchey, James Arthur Bellows, Charles Howard Alexander, Alfred Wade, Inga Mary Frances Kitching, Harold Clayton Webb Clout, Phyllis Thorburn Rice Colby, Fania Pustopedskaites Sobolevicius, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius, Frances Mary Fisk Irwin, Liliias Clarke Watt James, Michael Gibson, Azarie Trottier, Elizabeth Sharp Hamelin, Lucille-Aimée Cadieux Lacombe, Mary Wetstein Szabo, Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass, Natalie Kathleen Fearon Kirouac, Anita Spinner Starr, Fay Podolne Litwin, Gregoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys, James Lamb Runciman, Joseph-Wilfrid-Lionel-Aneicie St-Denis, Emily Kathleen Mennie Thissen, Robert Frederick Ring, Walter Vernon Lewis, Leonard Ferdinan Raymond, Mildred Cohen Share, Muriel Elizabeth Clarke Gagnon, Margaret Fern Hobbs Burns, Joseph-Euclide Beaudoin, Mary Rose Ellement Boulet, Jean Stewart Lavery Martin, Catherine Edith Thompson Williamson, Joseph McCaffery, Marian Pearl Dunfield, Dollard Charest, Kerttu Helvi Helen Fascio, Anne Shackett Payne, Gaston-Marcel Chapdelaine, Ross David Chartier, John Boosamra et Dawz Sims, respectivement, demandant l'adoption de bills de divorce, ainsi que les autres documents soumis en preuve.

Attesté

ARTHUR BEAUCHESNE,

Greffier de la Chambre des communes.

Ordonné: Que ledit message soit déposé sur la Table.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message avec un Bill (250), intitulé: "Loi concernant les juges des cours fédérales et provinciales", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

La Chambre des communes, par son greffier, transmet un message avec un Bill (345), intitulé: "Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec", auquel elle désire le concours du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour une deuxième lecture demain.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport du Secrétaire d'Etat pour les Affaires extérieures pour l'année terminée le 31 décembre 1945 (version française).

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour la deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit remis à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Roebuck propose que le rapport du comité permanent sur l'Immigration et le travail relativement à l'immigration soit adopté.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Johnston propose que le troisième rapport du comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes institué pour étudier la Loi des Indiens et les autres questions déferées audit comité soit maintenant adopté.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion, elle est

Résolue par l'affirmative.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Buchanan propose que le deuxième rapport du comité permanent sur le Tourisme soit maintenant adopté.

Après débat, il est

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 63

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 20 août 1946

*Trois heures de l'après-midi.*L'honorable JAMES H. KING, C.P., **Président**

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien	Dupuis,	Hurtubise,	McLean,
(Montarville),	Euler,	Hushion,	Moraud,
Beauregard,	Fafard,	Johnston,	Murdock,
Bench,	Fallis,	King,	Paquet,
Bishop,	Ferland,	Kinley,	Quinn,
Blais,	Foster,	Lacasse,	Riley,
Bouchard,	Gershaw,	Lambert,	Robertson,
Bourque,	Gouin,	Léger	Roebuck,
Buchanan,	Haig,	Lesage,	St-Père,
Campbell,	Hardy,	Marcotte,	Sinclair,
Crerar,	Harmer,	McDonald	Taylor,
Davies,	Hayden,	(Kings),	Vaillancourt,
Dessureault,	Horner,	McGeer,	Vien,
Duffus,	Howard,	McGuire,	White,
		McIntyre,	Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur McGeer, appuyé par l'honorable sénateur McLean, propose qu'il soit—

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du Gouvernement, et le Leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable, et effective; et que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (250), intitulé: "Loi concernant les juges des cours fédérales et provinciales", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill (345), intitulé: "Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion pour l'adoption du deuxième rapport du comité permanent du Tourisme, il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (368), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat,

Ledit bill est lu la première fois.

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 64

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 21 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beaubien	Duffus,	Hurtubise,	McLean,
(Montarville),	Dupuis,	Hushion,	Moraud,
Beaugard,	Euler,	Johnston,	Murdock,
Bench,	Fafard,	King,	Paquet,
Bishop,	Fallis,	Kinley,	Quinn,
Blais,	Ferland,	Lacasse,	Riley,
Bouchard,	Foster,	Lambert,	Robertson,
Bourque,	Gershaw,	Léger,	Roebuck,
Buchanan,	Gouin,	Lesage,	St-Père,
Calder,	Haig,	Marcotte,	Sinclair,
Campbell,	Hardy,	McDonald	Taylor,
Crerar,	Harmer,	(Kings),	Vien,
Daigle,	Hayden,	McGeer,	White,
Davies,	Horner,	McGuire,	Wilson.
Dessureault,	Howard,	McIntyre,	

PRIÈRES.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Bench propose que le Bill (250), intitulé: "Loi concernant les juges des cours fédérales et provinciales", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (345), intitulé: "Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Suivant l'Ordre du jour, l'honorable sénateur Hayden propose que le Bill (368), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après débat,
Ledit bill est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du deuxième rapport du comité permanent du Tourisme, il est—

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit—

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du Gouvernement, et le Leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit

accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable, et effective; et que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 65

JOURNAUX
DU
SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 22 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Dessureault,	Hushion,	Moraud,
Beaubien	Duffus,	Johnston,	Murdock,
(Montarville),	Dupuis,	King,	Paquet,
Beauregard,	Euler,	Kinley,	Pirie,
Bench,	Fafard,	Lacasse,	Quinn,
Bishop,	Fallis,	Lambert,	Riley,
Blais,	Ferland,	Léger,	Robertson,
Bouchard,	Foster,	Lesage,	Roebuck,
Bourque,	Gershaw,	Marcotte,	St-Père,
Buchanan,	Gouin,	McDonald	Sinclair,
Calder,	Haig,	(Kings),	Taylor,
Campbell,	Harmer,	McGeer,	Vien,
Crerar	Hayden,	McGuire,	White,
Daigle,	Horner,	McIntyre,	Wilson.
Davies,	Howard,	McLean,	

PRIÈRES.

L'honorable sénateur White, du comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues, présente le douzième rapport de ce comité.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 22 août 1946.

Le comité permanent de la Régie interne et des dépenses imprévues demande la permission de présenter son douzième rapport, comme suit:

Votre comité recommande que le plan d'organisation du Sénat soit modifié en y ajoutant la position suivante:

Un Rapporteur parlementaire.

Le tout respectueusement soumis.

GERALD V. WHITE,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (345), intitulé: "Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement.

L'honorable sénateur Robertson propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Après débat,

Ledit bill est lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce présente le rapport suivant concernant le sujet du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents".

Ledit rapport est lu par le Greffier, comme suit:

Le JEUDI 22 août 1946.

Le comité permanent des Banques et du commerce a l'honneur de présenter le rapport suivant:

Par ordre de renvoi en date du jeudi, 15 août 1946, le sujet du Bill (195): "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents" a été référé à votre comité pour examen et rapport.

Vu l'importance du sujet, tous les honorables membres du Sénat, appartenant ou non à votre comité, ont été invités à nos séances et à participer à nos délibérations, à interroger ou contre-interroger les témoins, bien que le droit de voter soit réservé aux membres de votre comité. Un grand nombre de sénateurs se sont rendus à cette invitation et ont ainsi pris part aux délibérations.

Votre comité a tenu six séances et a entendu les témoins suivants:

L'honorable D. C. Abbott, C.P., M.P., ministre intérimaire des Finances,

M. Graham F. Towers, C.M.G., Gouverneur de la Banque du Canada et Président de la Commission de contrôle du change étranger.

L'audition de ces témoins et la discussion à laquelle les témoignages ont donné lieu ont révélé la nécessité de modifier ledit Bill 195 en plusieurs de ses dispositions importantes, et ont aussi révélé la nécessité de maintenir un système modifié de contrôle du change étranger durant une période limitée.

Pour ces raisons, votre comité est d'avis que, avec les renseignements maintenant à sa disposition, le Sénat procède à la deuxième lecture dudit Bill 195, avec l'entente que le Bill lui-même soit ensuite référé à votre comité permanent pour y être modifié dans celles de ses dispositions que votre comité pourra juger à propos de modifier.

Le tout respectueusement soumis.

ELIE BEAUREGARD,
Président.

Ordonné: Que ledit rapport soit déposé sur la Table.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie de règlements s'étendant au 31 décembre 1946, période de temps au cours de laquelle certains colons peuvent solliciter des réductions de dettes, sous l'empire de la Loi du rétablissement des soldats. (Arrêté en conseil C.P. 166-3368, daté le 8 août 1946).

Rapport des Délégués canadiens à la vingt et unième Assemblée de la Ligue des Nations, tenue à Genève du 8 au 18 avril 1946. (Recueil de conférences, 1946, No 2).

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion en deuxième lecture du Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents".

Après plus ample débat,

L'honorable sénateur Roebuck, appuyé par l'honorable sénateur Hushion, propose en amendement—

Que ce bill ne soit pas maintenant lu la deuxième fois, mais que l'étude en soit remise à la prochaine session du Parlement, et que, d'ici là, le Parlement consente au gouverneur en conseil l'autorisation de continuer les pouvoirs, contrôle et règlements de l'Office du contrôle de l'Echange étranger.

Après débat—

Comme il est six heures, l'honorable Président quitte le fauteuil pour le reprendre à huit heures.

Huit heures du soir.

Le Sénat reprend sa séance.

Le débat se continuant,

Après plus ample débat, et

Etant posée la question sur la motion en amendement,

Elle est mise aux voix, et les noms étant appelés, ils sont inscrits comme suit:

ONT VOTÉ POUR:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Fallis,	Léger,	Pirie,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	Roebuck,
Calder,	Horner,	McGeer,	White—18.
Crerar,	Hushion,	McLean,	
Davies,	Lacasse,	Morand,	

ONT VOTÉ CONTRE:

Les honorables sénateurs

Beaugard,	Dupuis,	Johnston,	Robertson,
Bench,	Ferland,	King,	Sinclair,
Bishop,	Foster,	Lesage,	Taylor,
Blais,	Gouin,	McIntyre,	Vien,
Buchanan,	Hayden,	Murdock,	Wilson—23.
Duffus,	Howard,	Riley,	

Elle est conséquemment résolue par la négative.

Etant posée la question sur la motion principale pour la deuxième lecture de ce bill,

Elle est résolue par l'affirmative, sur division.

Ledit bill est alors lu la deuxième fois, et

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion visant à l'adoption du deuxième rapport du comité permanent du Tourisme, il est

Ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit

Résolu.—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du gouvernement, et le Leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des

pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable, et effective; et que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 66

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 23 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Dupuis,	King,	Murdock,
Beauregard,	Fallis,	Kinley,	Paquet,
Bench,	Ferland,	Lacasse,	Pirie,
Bishop,	Foster,	Lambert,	Riley,
Blais,	Gouin,	Léger,	Robertson,
Bourque,	Harmer,	Lesage,	Roebuck,
Buchanan,	Hayden,	Marcotte,	St-Père,
Calder,	Horner,	McGeer,	Sinclair,
Crerar,	Howard,	McGuire,	Taylor,
Davies,	Hurtubise,	McIntyre,	Vaillancourt,
Dessureault,	Hushion,	McLean,	Vien,
Duffus,	Johnston,	Moraud,	White,
			Wilson.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (346), intitulé: "Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1946, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada", fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé de le rapporter au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le bill (373), intitulé: "Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux", fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé de le rapporter au Sénat, sans amendement.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté.

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill sans amendement.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le bill (370), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques", fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé de le rapporter au Sénat, avec deux amendements, qu'il est prêt à soumettre lorsqu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

A la seconde annexe.

Page 3. A la deuxième ligne du nouvel article 6. (1), retrancher les mots "le paragraphe deux de".

Page 3. A la première ligne du paragraphe (3) du nouvel article 6, retrancher les mots "Le paragraphe deux de".

Avec la permission du Sénat, lesdits amendements sont agréés.

Ledit bill, tel que modifié, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel que modifié, doit être adopté.

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il demande son concours.

L'honorable sénateur Beauregard, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", fait rapport que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé de le rapporter au Sénat avec deux amendements qu'il est prêt à soumettre lorsqu'il plaira au Sénat de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier comme suit:

Page 1, ligne 14.—Après le mot "dividendes", insérer "versés ou crédités aux assurés".

Page 3, ligne 37.—A la suite du paragraphe (2) du nouvel article 59, adjoindre ce qui suit comme paragraphe (3):

(3) Lorsque a été acquittée la taxe d'accise imposée par le premier paragraphe du présent article sur un acte de vente d'une obligation ou action ou du droit de recevoir une obligation ou action, aucune taxe n'est payable en vertu dudit paragraphe sur une transmission ou cession opérée conformément à l'acte de vente.

Avec la permission du Sénat,
Lesdits amendements sont agréés.

L'honorable sénateur Robertson propose que ce bill, tel que modifié, soit maintenant lu une troisième fois.

En amendement, l'honorable sénateur Hayden propose que ledit bill ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce pour y être étudié de nouveau.

Etant posée la question sur la motion en amendement,
Elle est résolue par l'affirmative, et il est
Ordonné en conséquence.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Copie des amendements apportés aux Règlements du Roi pour le gouvernement du Service naval canadien de Sa Majesté.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion pour l'adoption du deuxième rapport du comité permanent sur le Tourisme.

Après débat, et
Etant posée la question sur ladite motion, elle est
Résolue par l'affirmative.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit

Résolu.—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du gouvernement, et le Leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui

appellent une solution pressante, équitable, et effective; et que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à la prochaine séance du Sénat.

Le Sénat s'ajourne à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

No 67

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Lundi 26 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Gouin,	King,	Nicol,
Beauregard,	Harmer,	Lambert,	Paquet,
Bench,	Hayden,	Léger,	Riley,
Bourque,	Horner,	MacLennan,	Robertson,
Crerar,	Howard,	Marcotte,	Robinson,
Davies,	Hugessen,	McGeer,	Roebuck,
Dessureault,	Hushion,	McIntyre,	Sinclair,
Euler,	Johnston,	McLean,	Vaillancourt,
Fallis,	Jones,	Murdock,	Vien,
			White

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Rapport des délégués canadiens à la vingt et unième assemblée de la Société des Nations, tenue à Genève du 8 au 18 avril 1946 (version française).

Rapport des délégués du Gouvernement à la vingt-huitième session (maritime) de l'Organisation internationale du Travail, tenue à Seattle, en juin 1946.

Rapport des délégués du Gouvernement canadien à la troisième conférence des Etats américains membres de l'Organisation internationale du Travail, tenue à Mexico, du 1er au 16 avril 1946.

Rapport au Parlement sur les opérations de l'Administration de secours et de rétablissement des Nations Unies, de novembre 1945 au 31 mars 1946. (Versions anglaise et française).

Copie de l'Ordre en conseil C.P. 3375, en date du 9 août 1946, étendant les dispositions de la Loi de la convention concernant les oiseaux migrateurs.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du gouvernement, et le leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable, et effective; que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 68

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mardi 27 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Euler,	King,	Morand,
Beauregard,	Fallis,	Lambert,	Murdoch,
Bench,	Ferland,	Léger,	Nicol,
Bishop,	Foster,	Lesage,	Paquet,
Bouchard,	Gouin,	MacLennan,	Riley,
Bourque,	Harmer,	Marcotte,	Robertson,
Calder,	Hayden,	McDonald	Robinson,
Campbell,	Horner,	(Shediac),	Roebuck,
Crerar,	Howard,	McDonald	St-Père,
David,	Hugessen,	(Kings),	Sinclair,
Davies,	Hushion,	McGeer,	Taylor,
Dessureault,	Johnston,	McIntyre,	Vaillancourt,
Duffus,	Jones,	McLean,	Vien,
Dupuis,			White.

PRIÈRES.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (253), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à une phase ultérieure de la présente séance.

La Chambre des communes transmet, par son Greffier, un message avec un Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", pour lequel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu la première fois, et—

Ordonné: Qu'il soit inscrit à l'Ordre du jour pour deuxième lecture à une phase ultérieure de la présente séance.

L'honorable sénateur Beaugard, du comité permanent des Banques et du commerce, présente le rapport ci-après.

Ledit rapport est alors lu par le Greffier, comme suit:

Le LUNDI 26 août 1946.

Le comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le sujet du Bill (195 de la Chambre des communes), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", demande la permission de recommander qu'il soit autorisé à faire imprimer 600 exemplaires anglais et 150 exemplaires français des témoignages rendus devant le comité les 20 et 21 août courant, sur ledit sujet, et que la Règle 100 soit suspendue en tant qu'elle concerne ladite impression.

Le tout respectueusement soumis.

ELIE BEAUREGARD,
Président.

Avec la permission du Sénat,
Ledit rapport est adopté.

L'honorable sénateur Robertson dépose sur la Table:

Cinquième rapport annuel de la Commission d'assurance-chômage pour l'année financière se terminant le 31 mars 1946.

Rapport de la Commission du service civil du Canada pour l'année civile 1945.

Suivant l'Ordre du jour, le Sénat reprend le débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer, qu'il soit—

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le Leader du gouvernement, et le leader de l'opposition

au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable, et effective; que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Après débat, il est—

Ordonné: Que plus ample débat sur ladite motion soit ajourné à demain.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (253), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales", est lu la deuxième fois.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

Suivant l'Ordre du jour, le Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", est lu la deuxième fois, et—

Renvoyé au comité permanent des Banques et du commerce.

Le Sénat s'ajourne.

No 69

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Mercredi 28 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Dupuis,	Lacasse,	Moraud,
Beauregard,	Euler,	Lambert,	Murdock,
Bench,	Fallis,	Léger,	Nicol,
Bishop,	Ferland,	Lesage,	Paquet,
Bouchard,	Foster,	MacLennan,	Riley,
Bourque,	Gouin,	Marcotte,	Robertson,
Calder,	Harmer,	McDonald	Robinson
Campbell,	Horner,	(Shediac),	Roebuck,
Crerar,	Hugessen,	McDonald	St-Père,
David,	Hushion,	(Kings),	Sinclair,
Davies,	Johnston,	McGeer,	Taylor,
Dessureault,	Jones,	McIntyre,	Vaillancourt,
Duffus,	King,	McLean,	Vien,
			White.

No 70

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

 Jeudi 29 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Euler,	Lacasse,	McLean,
Bench,	Fallis,	Lambert,	Morand,
Bishop,	Ferland,	Léger,	Murdoch,
Bouchard,	Foster,	Lesage,	Nicol,
Bourque,	Gouin,	MacLennan,	Paquet,
Calder,	Harmer,	Marcotte,	Riley,
Campbell,	Horner,	McDonald	Robertson,
Crerar,	Hugessen,	(Shediac),	Roebuck,
David,	Hushion,	McDonald	St-Père,
Davies,	Johnston,	(Kings),	Sinclair,
Dessureault,	Jones,	McGeer,	Taylor,
Duffus,	King,	McIntyre,	Vaillancourt,
Dupuis,			White.

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé de nouveau le Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre", rapporte que le comité a de nouveau étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport au Sénat, sans amendement supplémentaire.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec deux amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 13, ligne 12.*—Un amendement apporté à la version anglaise du bill ne concerne pas la version française.

2. *Page 13, ligne 34.*—Après le premier mot "en", insérer le mot "telle"

3. *Page 13, ligne 34.*—Après le mot "permission", insérer les mots "sans solde".

Lesdits amendements sont agréés, et—

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. *Page 3, ligne 17.*—Retrancher le mot "écrite".

2. *Page 4, ligne 19.*—Aux mots "La Commission", substituer "Le gouverneur en conseil".

3. *Page 7, lignes 5 et 6.*—Aux mots "à la Chambre des Communes", substituer "au Parlement".

4. *Page 7, ligne 30.*—Aux mots "Un membre de la Commission exerce", substituer "Les membres de la Commission exercent".

5. *Page 7, lignes 34 à 38 inclusivement.*—A la sous-clause (4) de la clause 11 (1), substituer la suivante:

(4) Le gouverneur en conseil peut, en tout temps et au besoin, nommer une personne pour agir à la place d'un membre de la Commission, et ce remplaçant possède les mêmes pouvoirs, lorsqu'il agit ainsi, que le membre qu'il remplace.

6. *Page 8, lignes 27 et 28.*—Retrancher les mots "et dans le contrôle des dites exportations et importations".

7. *Page 8, lignes 30 et 31.*—Retrancher les mots "du contrôle des exportations de biens par la poste et".

8. *Page 8, ligne 33.*—Aux mots "La Commission", substituer "Le gouverneur en conseil".

9. *Page 8, ligne 36.*—Aux mots "qu'elle détermine, et elle peut", substituer "qu'il détermine, et il peut".

10. *Page 11, lignes 37 à 49.*—A la clause 22 (1), substituer la suivante:

22 (1) Tout résident, autre qu'un négociant autorisé, qui a ou qui acquiert la propriété ou la possession de devises étrangères, ou qui a ou qui devient admis à un droit au paiement de devises étrangères en vertu d'un effet négociable payable sur demande ou payable immédiatement de quelque autre manière, ou par suite d'un dépôt, doit déclarer sans délai à un négociant autorisé qu'il possède ou a en sa possession lesdites devises ou qu'il est admis au droit en question; toutefois, le présent paragraphe ne s'applique pas à l'égard

a) de devises étrangères d'une valeur ne dépassant pas cent dollars en la propriété ou en la possession d'un résident, à moins qu'un règlement n'en stipule autrement; ou

b) de devises étrangères, ou d'un droit à leur paiement, acquis ou détenus par un résident aux termes d'un règlement ou permis alors que ces devises étrangères sont requises par le résident pour les fins, et détenus dans le délai que spécifie le règlement ou permis.

11. *Page 13, ligne 19.*—Aux mots "La Commission", substituer "Le gouverneur en conseil".

12. *Page 14, ligne 3.*—Aux mots "La Commission", substituer "Le gouverneur en conseil".

13. *Page 14, ligne 19.*—Aux mots "à la Commission", substituer "au gouverneur en conseil".

14. *Page 14, lignes 31, 32 et 33.*—A la clause 25 (1), paragraphe (a), substituer la suivante:

25. (1) Subordonnément au paragraphe trois du présent article, nulle personne ne doit, sauf en conformité d'un permis,

a) exporter du Canada des biens, valeurs ou devises ou un effet négociable prescrits par règlement;

15. *Page 14, lignes 42 et 43.*—Aux mots "la Commission", substituer "règlement".

16. *Page 15, ligne 9.*—Aux mots "la Commission", substituer "règlement".

17. *Page 15, ligne 14.*—Aux mots "la Commission", substituer "règlement".

18. *Page 15, après la ligne 25.*—Ajouter ce qui suit, comme nouvelle sous-clause (3) à la clause 25:

(3) Un permis n'est pas requis pour exporter du Canada, par un touriste non-résident ou un visiteur de passage au Canada,

- a) des bagages et effets personnels, un navire, un avion, une automobile ou un autre véhicule, ou des articles de voyage, de camp et de sport qu'il a apportés avec lui au Canada;
- b) des objets qu'il a achetés alors qu'il était au Canada pour son usage personnel ou pour usage domestique et qui ne sont pas exportés pour fins de vente; et
- c) à moins qu'un règlement n'en stipule autrement, des devises étrangères et canadiennes ne dépassant pas en valeur la somme des devises étrangères et canadiennes qu'il a apportées au Canada.

19, Page 15, lignes 26, 27 et 28.—A la clause 26 (1), paragraphe (a), substituer la suivante:

26(1) Subordonnément au paragraphe trois du présent article, nulle personne ne doit, sauf en conformité d'un permis,

a) importer des biens au Canada; ou”.

20. Page 15, ligne 34.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

21. Page 15, ligne 40.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

22. Page 15, après la ligne 41.—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) à la clause 26:

(3) Un permis n'est pas requis pour importer au Canada des bagages et effets personnels, un navire, un avion, une automobile ou un autre véhicule, et des articles de voyage, de camp et de sport, qu'un touriste non-résident ou qu'un visiteur de passage au Canada a apportés au Canada pour son propre usage et non pour fins de vente au Canada”.

23. Page 16, ligne 35.—Aux mots “la Commission”, substituer “Le gouverneur en conseil”.

24. Page 17, lignes 23 et 24.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

25. Page 17, ligne 30.—Après le chiffre “32”, insérer “(1)”.

26. Page 17, lignes 35 et 36.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

27. Page 17, après la ligne 36.—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (2) à la clause 32:

(2) Le présent paragraphe ne s'applique pas à des services personnels accomplis au Canada pour le confort ou la commodité d'un touriste non-résident ou d'un visiteur de passage au Canada ni, à moins qu'un règlement n'en stipule autrement, aux services professionnels rendus au Canada à l'égard d'un non-résident.

28. Page 18, ligne 25.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

29. Page 18, ligne 41.—Aux mots “la Commission”, substituer “règlement”.

30. Page 18, ligne 43.—Après le chiffre “34”, insérer “(1)”.

31. Page 18, ligne 45.—Retrancher le mot “dirige”.

32. Page 19, après la ligne 9.—Ajouter ce qui suit comme nouvelle sous-clause (2):

(2) Rien au présent article n'autorise la Commission à exiger qu'un résident obtienne un paiement ou un partage à même un revenu gagné par une compagnie, une association, une firme, une société, un commerce ou une entreprise antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

33. Page 19, après la ligne 9.—Retrancher le titre “POUVOIRS DE LA COMMISSION”.

34. *Page 19, ligne 10.*—Aux mots “La Commission”, substituer “Le gouverneur en conseil”.

35. *Page 19, ligne 44.*—Retrancher “approuvé par le gouverneur en conseil et”.

36. *Page 20, lignes 27 et 28.*—Au sous-alinéa (iii) de l’alinéa (c) de la clause 36(1), substituer ce qui suit:

(iii) la juste valeur de tout bien exporté, transféré, reçu ou importé par une compagnie, association ou succursale résidente à ou d’une compagnie, association ou succursale, mère, filiale, affiliée ou jointe, non-résidente, ou de toute créance, obligation ou réclamation au débit ou au crédit d’une compagnie, association ou succursale résidente en faveur ou de la part d’une compagnie, association ou succursale, mère, filiale, affiliée ou jointe, non-résidente, ou pour des services rendus par ou pour une compagnie, association résidente en faveur ou de la part d’une compagnie, association ou succursale, mère, filiale, affiliée ou jointe, non-résidente.

37. *Page 23, ligne 28.*—Aux mots “reçu l’ordre”, substituer “été requis”.

38. *Page 23, ligne 30.*—Après le mot “omet”, insérer “sans excuse légitime”.

39. *Page 23, ligne 33.*—Après le mot “refuse”, insérer “sans excuse légitime”.

40. *Page 23, ligne 49, et page 24, ligne 1.*—Retrancher les mots “ou à tel endroit que la Commission peut désigner”.

41. *Page 24, lignes 30 à 46.*—Retrancher la clause 43.

42. *Page 26, ligne 7.*—Retrancher les mots “se présenter devant un préposé des douanes et”.

42A. *Page 26, ligne 9.*—Aux mots “ledit préposé”, substituer “un préposé des douanes”.

43. *Page 26, ligne 22.*—Adjoindre ce qui suit comme sous-clauses (3) et (4) à la clause 48:

(3) Avant qu’une personne puisse être fouillée par un préposé des douanes sous l’autorité du présent article, cette personne peut exiger que le préposé la conduise devant un magistrat de police ou juge de paix, ou devant le percepteur des douanes ou le principal fonctionnaire du port ou de la localité, lequel devra, s’il n’estime pas raisonnables les motifs de la fouille, libérer la personne; mais s’il estime raisonnables les motifs, il devra ordonner que cette personne soit fouillée. Toutefois, si cette personne est du sexe féminin, elle devra être fouillée par une femme, et tout pareil magistrat, juge de paix, percepteur des douanes ou fonctionnaire principal pourra, si aucune femme n’est commise à ces recherches à corps, employer une femme convenable et l’autoriser à opérer dans un cas ou des cas particuliers.

(4) Tout préposé requis de conduire une personne devant un magistrat de police, un juge de paix, un percepteur des douanes ou un fonctionnaire principal sous l’autorité du présent article, devra obtempérer à pareille requête avec toute la diligence raisonnable.

44. *Page 26, lignes 33 à 35.*—Retrancher les mots “en tout temps avant que cette personne soit déclarée en faillite en vertu de l’article cinquante-deux de la présente loi”.

45. *Page 26, lignes 36 à 38.*—Retrancher les mots “dès qu’il est convaincu qu’il n’existe aucun motif raisonnable de prononcer l’interdiction”.

46. Page 27, lignes 44 à 48, et page 28, lignes 1 à 14.—Retrancher la clause 52.

47. Page 29, ligne 4.—Aux mots “de soupçonner”, substituer “plausibles et probables pour croire”.

48. Page 30, ligne 9.—Après le mot “qui”, insérer “sciemment et volontairement”.

49. Page 30, lignes 32 et 33.—Retrancher “dans la preuve de l’infraction”.

50. Page 30, lignes 35 et 36.—Retrancher “dans la preuve de l’infraction”.

51. Page 30, ligne 48 et 49.—Retrancher “dans la preuve de l’infraction”.

52. Page 31, ligne 16.—Insérer ce qui suit comme nouvelle clause A :

Nouvelle clause A

Aucune poursuite pour une infraction visée par la présente loi ne pourra être intentée après l’expiration de trois années à compter de la date à laquelle elle a été commise.

53. Page 31, ligne 22.—Aux mots “cette amende et de cet”, substituer “l’amende et de l”.

54. Page 31, lignes 28 et 29.—Aux mots “cette amende et de cet”, substituer “l’amende et de l”.

55. Page 31, ligne 29.—Un amendement, apporté à la version anglaise du Bill, ne concerne pas la version française.

56. Page 31, ligne 36.—Aux mots “cette amende et de cet”, substituer “l’amende et de l”.

57. Page 32, ligne 2.—Après le mot “détenus”, insérer “par un inspecteur ou préposé”.

58. Page 32, ligne 14.—Après le mot “termes”, insérer “du premier paragraphe”.

59. Page 33, ligne 3.—Au mot “trente”, substituer “quatre-vingt-dix”.

60. Page 33, ligne 9.—Au mot “trente”, substituer “quatre-vingt-dix”.

61. Page 34, ligne 14.—Après le mot “d’après”, insérer “le premier paragraphe de”.

62. Page 34, lignes 46 et 47.—Retrancher “et des frais estimatifs des procédures en confiscation de biens”.

63. Page 35, ligne 33.—Au mot “péremptoire”, substituer “*prima facie*”.

64. Page 35, ligne 40.—Au mot “péremptoire”, substituer “*prima facie*”.

65. Page 37, ligne 21.—Après le mot “par”, insérer “le gouverneur en conseil ou”.

66. Page 37, lignes 32 et 33.—A la clause 74, substituer la suivante :

74. (1) La présente loi entrera en vigueur le premier jour de janvier mil-neuf-cent-quarante-sept, ou à telle autre date antérieure qui pourra être fixée par proclamation, et elle demeurera en vigueur et sera effective jusqu’à soixante jours après le début de la première session du Parlement commençant au cours de l’année mil-neuf-cent-quarante-neuf.

(2) L’article dix-neuf de la *Loi d’interprétation* s’appliquera à l’expiration de la présente Loi comme si la présente Loi n’avait pas été abrogée.

67. Renuméroter les clauses et changer les renvois à ces clauses en conformité des amendements.

L'honorable sénateur Hugessen propose que lesdits amendements soient maintenant agréés.

Après débat, et

Etant posée la question sur ladite motion,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois, sur division.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

L'honorable sénateur Hugessen, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (368), intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:—

1. *Page 21, après la ligne 11.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) à la nouvelle clause 7A:

(3) Toute compagnies d'assurances, assujettie, en vertu de la présente loi ou de tout autre loi, à l'impôt sur ces bénéfiques, y compris les intérêts sur placements, peut déduire de cet impôt la somme de l'impôt sur la prime payée, ou payable.

2. *Page 29, après la ligne 18.*—Ajouter ce qui suit comme sous-clause (3) à la nouvelle clause 69B:

(3) Sur un appel, la Commission d'appel de l'impôt sur le revenu a le pouvoir de régler toutes contestations entre les contribuables et le ministère du Revenu national relativement aux impôts exigibles sous l'autorité de la présente loi; et, lorsqu'elle juge une question qui lui est soumise, elle possède et peut exercer tous les pouvoirs et toute la discrétion que la présente loi confère au Ministre; et quelle que soit la manière dont le Ministre a précédemment exercé, ou paraît avoir précédemment exercé ces pouvoirs et cette discrétion. La Commission exerce ces pouvoirs et cette discrétion de la manière que, selon l'opinion de la Commission, le Ministre les aurait exercés en premier lieu.

3. *Page 29, 30 et 31.*—Retrancher la nouvelle clause 69E.

4. *Pages 40 à 44 inclusivement.*—Retrancher la "CINQUIEME ANNEXE".

L'honorable sénateur Hugessen propose que lesdits amendements soient maintenant agréés.

En amendement, l'honorable sénateur Robertson propose que lesdits amendements ne soient pas maintenant agréés, mais qu'ils soient soumis immédiatement à un comité plénier.

Etant posée la question en amendement,

Elle est résolue par l'affirmative.

En conséquence, le Sénat s'ajourne à loisir et se forme en comité plénier sur lesdits amendements.

(En comité)

L'amendement portant le No 1 est lu.

Après débat, et—

Etant posée la question d'agrément, elle est mise aux voix en comité, avec le résultat suivant:—

POUR, 12 — CONTRE, 16

Elle est conséquemment rejetée.

L'amendement portant le No 2 est lu.

Après débat, et

Etant posée la question d'agrément, elle est mise aux voix en comité, avec le résultat suivant:—

POUR, 15 — CONTRE, 15

Elle est conséquemment rejetée.

L'amendement portant le No 3 est lu, et

Etant posée la question d'agrément,

Elle est rejetée.

L'amendement portant le No 4 est lu, et—

Etant posée la question d'agrément,

Elle est rejetée.

Après quelque temps, le Sénat reprend sa séance, et—

L'honorable sénateur Sinclair, dudit comité, rapporte que ce dernier a étudié ces amendements et l'a chargé d'informer le Sénat qu'il les a tous rejetés.

Ledit bill est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,

Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill, sans amendement.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit—

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le leader du gouvernement, et le leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable et effective; que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Le Sénat s'ajourne.

No 71

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Vendredi 30 août 1946

Trois heures de l'après-midi.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Ballantyne,	Ferland,	Lambert,	McIntyre,
Beauregard,	Foster,	Léger,	McLean,
Bishop,	Gouin,	Lesage,	Morand,
Bouchard,	Harmer,	MacLennan,	Murdoch,
Bourque,	Horner,	Marcotte,	Paquet,
Crerar,	Hugessen,	McDonald	Riley,
Davies,	Hushion,	(Shediac),	St-Père,
Duffus,	Jones,	McDonald	Sinclair,
Dupuis,	King,	(Kings),	Taylor,
Fafard,	Lacasse,	McGeer,	Vaillancourt.
Fallis,			

PRIÈRES.

L'honorable sénateur Sinclair, du comité permanent des Banques et du commerce, auquel a été renvoyé le Bill (251), intitulé: "Loi instituant la Corporation commerciale canadienne", rapporte que le comité a étudié ledit bill et l'a chargé d'en faire rapport, avec plusieurs amendements, qu'il soumettra au Sénat dès qu'il lui plaira de les recevoir.

Lesdits amendements sont alors lus par le Greffier, comme suit:

1. Page 2, ligne 30.—Après le mot "Canada;", insérer "et".
2. Page 2, ligne 32.—Retrancher le mot "et".
3. Page 2, lignes 33 et 34.—Retrancher "(c) L'emmagasinage et la transformation de marchandises ou de denrées".
4. Page 3, ligne 34.—Aux mots "un relevé de ces comptes", substituer "son rapport".
5. Page 4, ligne 18.—Retrancher les mots "sous la forme que celui-ci peut prescrire".
6. Page 4, ligne 20.—Après le mot "mars", insérer "contenant un état de ses finances, ainsi que les renseignements que la *Loi des compagnies* exige qu'une compagnie constituée en corporation fournisse aux actionnaires, et telle autre information que le Ministre peut prescrire".
7. Page 5, ligne 45.—Insérer ce qui suit comme clause 17:
 17. (1) La présente loi prendra fin soixante jours après l'ouverture de la première session du Parlement commençant au cours de l'année mil-neuf-cent-quarante-neuf.
 - (2) L'article dix-neuf de la *Loi de l'interprétation* s'appliquera dès l'expiration de la présente loi, comme si la présente loi avait été alors abrogée".

Lesdits amendements sont agréés, et
Ledit bill, tel qu'amendé, est alors lu la troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill, tel qu'amendé, doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Que le Greffier se rende à la Chambre des communes et l'informe que le Sénat a adopté ce bill, avec plusieurs amendements, auxquels il sollicite son agrément.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit

Résolu.—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le leader du gouvernement, et le leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable et effective; que le comité ait le

pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné à demain.

Avec la permission du Sénat, il est

Ordonné: Que lorsque le Sénat s'ajournera aujourd'hui, il demeurera ajourné jusqu'à demain, à dix heures et demie de la matinée.

Le Sénat s'ajourne.

No 72

JOURNAUX

DU

SÉNAT DU CANADA

Samedi 31 août 1946

Dix heures et demie de la matinée.

L'honorable JAMES H. KING, C.P., Président

Les membres présents sont:

Les honorables sénateurs

Beauregard,	Fallis,	King,	Moraud,
Bishop,	Ferland,	Lambert,	Murdock,
Bourque,	Foster,	Lesage,	Paquet,
Crerar,	Gouin,	MacLennan,	Riley,
Davies,	Harmer,	Marcotte,	St-Père,
Duffus,	Horner,	McDonald	Sinclair,
Dupuis,	Hugessen,	(Kings),	Taylor,
Fafard,	Hushion,	McIntyre,	Vaillancourt.

PRIÈRES.

Son Honneur le Président informe le Sénat qu'il a reçu une communication du Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

Son Honneur le Président lit alors ladite communication comme suit:

BUREAU DU SECRETAIRE DU GOUVERNEUR GENERAL, CANADA

OTTAWA, le 31 août 1946.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, samedi, le 31 août 1946, à 4 heures p.m., afin de proroger la présente session du Parlement.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviateur,

F. L. C. PEREIRA,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (195), intitulé: "Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents."

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (251), intitulé: "Loi instituant la Corporation commerciale canadienne".

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (370), intitulé: "Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfices".

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (372), intitulé: "Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre".

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

La Chambre des communes, par son Greffier, transmet un message pour retourner le Bill (392), intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de la milice".

Et pour informer le Sénat qu'elle a agréé, sans amendement, les amendements apportés par le Sénat audit bill.

A l'appel de l'Ordre du jour pour la reprise du débat ajourné sur la motion de l'honorable sénateur McGeer qu'il soit

Résolu,—Que, sur l'avis de cette Chambre, il devrait être institué un comité spécial formé de six sénateurs d'Ontario, six sénateurs de Québec, six sénateurs des Provinces maritimes, et six sénateurs des provinces de l'Ouest, choisis par le Président du Sénat, le leader du gouvernement, et le leader de l'opposition au Sénat, chargé de faire étude et rapport sur le meilleur moyen dont l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord pourrait être modifié ou changé en sorte que, tout en sauvegardant les droits actuels des minorités territoriales et religieuses, ainsi que l'autonomie réservée aux provinces dans ladite loi de 1867, il soit accordé au gouvernement du Dominion et aux gouvernements provinciaux des pouvoirs suffisants pour leur permettre de résoudre efficacement les problèmes économiques, de nature interprovinciale, domestique et internationale qui appellent une solution pressante, équitable et effective; que le comité ait le pouvoir de rechercher la meilleure méthode de modifier ou changer l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de façon à couvrir toutes les situations qui se présentent actuellement et chacune d'elles, et de faire rapport.

Il est ordonné: Que ledit Ordre du jour soit ajourné.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

3 heures p.m.

Le Sénat reprend sa séance.

La Chambre des communes transmet, par son greffier, un message avec un Bill (393), intitulé: "Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947", auquel elle sollicite l'agrément du Sénat.

Ledit bill est lu les première, deuxième et troisième fois.

Etant posée la question de savoir si ce bill doit être adopté,
Elle est résolue par l'affirmative.

Ordonné: Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer que le Sénat a adopté ce bill.

Le Sénat s'ajourne à loisir.

Le Sénat reprend sa séance.

Quelque temps après l'honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de Député de Son Excellence le Gouverneur général, étant venu et étant assis au pied du Trône,

L'honorable Président ordonne au Gentilhomme Huissier de la Verge Noire de se rendre à la Chambre des communes et d'informer cette Chambre que
"C'est le désir de l'honorable Député du Gouverneur général que les Communes se rendent immédiatement auprès de lui dans la salle du Sénat".

La Chambre des communes étant venue,

Le Greffier lit comme suit les titres des bills à sanctionner:

- Loi pour faire droit à Marie-Olivette-Marthe Pépin Giguère.
 Loi pour faire droit à Evelyn Helen Deeb Kouri.
 Loi pour faire droit à Rose Dawson Brady.
 Loi pour faire droit à Shirley Boyd Fuller Dichow.
 Loi pour faire droit à Beatrice Emily Young Crane.
 Loi pour faire droit à Martin Thomas Walsh.
 Loi pour faire droit à Anna Blumenthal Gillman.
 Loi pour faire droit à Annie Solomon Birnbaum.
 Loi pour faire droit à Katherina Demidovich Zouikin.
 Loi pour faire droit à Herbert Beatson de Gruchy.
 Loi pour faire droit à Luc Chadillon.
 Loi pour faire droit à Mary Innocent Gorman Martin Gilleau.
 Loi pour faire droit à Maurice Olivier Singfield.
 Loi pour faire droit à Myrtle Ethel Anderson Hamill.
 Loi pour faire droit à Allan Reginald Duncan Woolley.
 Loi pour faire droit à Ida Portnoff Clarke.
 Loi pour faire droit à May Andria Thistle Shirres Richardson.
 Loi pour faire droit à Florence Margaret Louise Jekill Wiggett.
 Loi pour faire droit à Pauline Frances Beaton Bridgeman.
 Loi pour faire droit à Mildred Helen Cavers Watson.
 Loi pour faire droit à Paul-Martial Chevalier.
 Loi pour faire droit à Dorothy Catherine Benson Hunter.
 Loi pour faire droit à Pauline Francesca Evans Gladwish.
 Loi pour faire droit à Mary MacDonal Short Browne.
 Loi pour faire droit à Solomon Shulman.
 Loi pour faire droit à Robert Patrick Warren.
 Loi pour faire droit à Elsie Alvina Hirsch Sidaway.
 Loi pour faire droit à Sadie Joseph Saikaley Charles.
 Loi pour faire droit à Arthur Corey Thomson.
 Loi pour faire droit à Jean Wilbur Cassils Dawes.
 Loi pour faire droit à Jean St. Claire Macdonald Routledge.
 Loi pour faire droit à John Anderson Hutchins.
 Loi pour faire droit à Ivy May Baylis Larivière.
 Loi pour faire droit à Muriel Gertrude McKnight Carroll.
 Loi pour faire droit à Erminia Taccani Roncarelli.
 Loi pour faire droit à Violet May Armour Smith.
 Loi pour faire droit à Beatrice Caroline Lock Norman.
 Loi pour faire droit à Blanche Bélanger Mullin.
 Loi pour faire droit à Alfred Goodman.
 Loi pour faire droit à Charles Thomson.
 Loi pour faire droit à Hannah Green Turton.
 Loi pour faire droit à Ida Solomon Caplan.
 Loi pour faire droit à Jessie Violet Louise Stargratt Burton.
 Loi pour faire droit à Helen Louise Mitchell Meyer.
 Loi pour faire droit à Donald Dale Carr-Harris.
 Loi pour faire droit à Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams
- Waterfield.
- Loi pour faire droit à Gratia Lauzon Rousseau.
 Loi pour faire droit à Laura Olive Byers Manley.
 Loi pour faire droit à Vera Gertrude Horder Fournier.
 Loi pour faire droit à Julia Patricia Byrne Côté.
 Loi pour faire droit à Dorothy Adelaide Grace Vennor O'Toole.
 Loi pour faire droit à Lillian Doris Howard Clark.

-
- Loi pour faire droit à Helen Agnes Stuart Colt.
Loi pour faire droit à Alma Gosselin Carbonneau.
Loi pour faire droit à Florence Cleveland Smith des Baillets.
Loi pour faire droit à Florence Winnifred Dunlop Starkey.
Loi pour faire droit à Francis John Stone.
Loi pour faire droit à Mary McCallum McNamara.
Loi pour faire droit à Leah Helen Shute Main.
Loi pour faire droit à Cécile-Simonne Robert Turgeon.
Loi pour faire droit à Edward Cotapschi.
Loi pour faire droit à Catherine Young Rivard.
Loi pour faire droit à Mary Jane Michelle Ahern de Brabant.
Loi pour faire droit à Jean Ethelwyn Marshall Ross.
Loi pour faire droit à Frank Ernest Smith.
Loi pour faire droit à Cleora Elizabeth Doyle Mastine.
Loi pour faire droit à Elizabeth Carr Johnstone.
Loi pour faire droit à Marie-Rose-Yvette Breton Philips.
Loi pour faire droit à Barbara Laing Robertson MacNab.
Loi pour faire droit à Anne Goldsmith Glick.
Loi pour faire droit à Jean Alexandra Oughtred Scott.
Loi pour faire droit à Charles Horatio Baldwin.
Loi pour faire droit à Mary Slobodzian.
Loi pour faire droit à Edward Charles McKerness.
Loi pour faire droit à Ivy Anderson Lobb.
Loi pour faire droit à Yvonne-Rachel Mayer Richard.
Loi pour faire droit à Nellie Izbitsky Abracen.
Loi pour faire droit à Ellen Margaret Price Garvie.
Loi pour faire droit à Sophie Shoob Natovitch.
Loi pour faire droit à Madge Aileen Hunter Parker.
Loi pour faire droit à Claire Yaroslawa Lytwyn Pendiuk.
Loi pour faire droit à Henry Wallace Argall.
Loi pour faire droit à Mary Norma Wickens Baker.
Loi pour faire droit à Mildred Emily Rogers Thoms.
Loi pour faire droit à Pauline Grégoire Girard.
Loi pour faire droit à Marjorie Maxwell Cleghorn Pope.
Loi pour faire droit à Marie-Charlotte Arsenault Léonard.
Loi pour faire droit à Joseph Alphonse Christen.
Loi pour faire droit à Edmund Lionel Hurd.
Loi pour faire droit à Gladys Elsie Larivière Doyle.
Loi pour faire droit à Ernestine Anne Lothrop MacNaughton.
Loi pour faire droit à Irving Vengroff.
Loi pour faire droit à Robert Malcolm Dickenson.
Loi pour faire droit à Gwendolyn Edith Edson.
Loi pour faire droit à Bernice Mae Skidmore Weale.
Loi pour faire droit à George Christie Henderson.
Loi pour faire droit à Marie-Lauretta-Eliennette (Rita) Vallerand Barra-
clough.
Loi pour faire droit à William Thomas Bennett.
Loi pour faire droit à Edna Marjorie Pitts Wellington.
Loi pour faire droit à Josephine Isabelle Nicholls Broglie Geoffrion.
Loi pour faire droit à Rose Hannah Colbeck Grant.
Loi pour faire droit à Marie-Jeanne-Augusta Clément Lajeunesse.
Loi pour faire droit à Jeanne-d'Arc Guilmette Henchey.
Loi pour faire droit à James Arthur Bellows.
Loi pour faire droit à Charles Howard Alexander.
Loi pour faire droit à Alfred Wade.

- Loi pour faire droit à Inga Mary Frances Kitching.
 Loi pour faire droit à Harold Clayton Webb Clout.
 Loi pour faire droit à Phyllis Thorburn Rice Colby.
 Loi pour faire droit à Fania Pustopedskaites Sobolevicius, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius.
 Loi pour faire droit à Frances Mary Fisk Irwin.
 Loi pour faire droit à Liliias Clark Watt James.
 Loi pour faire droit à Michael Gibson.
 Loi pour faire droit à Azarie Trottier.
 Loi pour faire droit à Elizabeth Sharp Hamelin.
 Loi pour faire droit à Lucille-Aimée Cadieux Lacombe.
 Loi pour faire droit à Mary Wetstein Szabo.
 Loi pour faire droit à Brandla Lylberberg Guz, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass.
 Loi pour faire droit à Natalie Kathleen Fearon Kirouac.
 Loi pour faire droit à Anita Spinner Starr.
 Loi pour faire droit à Fay Podolne Litwin.
 Loi pour faire droit à Gregoire (Hryhory) Hyss, autrement connu sous le nom de Harry Hys.
 Loi pour faire droit à James Lamb Runciman.
 Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Lionel-Ancie St-Denis.
 Loi pour faire droit à Emily Kathleen Mennie Thissen.
 Loi pour faire droit à Robert Frederick Ring.
 Loi pour faire droit à Walter Vernon Lewis.
 Loi pour faire droit à Leonard Ferdinan Raymond.
 Loi pour faire droit à Mildred Cohen Share.
 Loi pour faire droit à Muriel Elizabeth Clarke Gagnon.
 Loi pour faire droit à Margaret Fern Hobbs Burns.
 Loi pour faire droit à Joseph-Euclide Beaudoin.
 Loi pour faire droit à Mary Rose Ellement Boulet.
 Loi pour faire droit à Jean Stewart Lavery Martin.
 Loi pour faire droit à Catherine Edith Thompson Williamson.
 Loi pour faire droit à Joseph McCaffery.
 Loi pour faire droit à Marian Pearl Dunfield.
 Loi pour faire droit à Dollard Charest.
 Loi pour faire droit à Kerttu Helvi Helen Fascio.
 Loi pour faire droit à Anne Shacket Payne.
 Loi pour faire droit à Gaston-Marcel Chapdelaine.
 Loi pour faire droit à Ross-David Chartier.
 Loi pour faire droit à John Boosamra.
 Loi pour faire droit à Dawz Sims.
 Loi concernant *The Canadian Indemnity Company*.
 Loi concernant *The Canadian Fire Insurance Company*.
 Loi concernant le développement et le contrôle de l'énergie atomique.
 Loi modifiant la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.
 Loi modifiant la Loi des viandes et conserves alimentaires.
 Loi modifiant la Loi de 1940 sur l'assurance-chômage.
 Loi sur la convention relative à l'impôt sur le revenu conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946.
 Loi sur la convention relative aux droits successoraux conclue entre le Canada et le Royaume-Uni et signée, à Londres, le cinquième jour de juin 1946.
 Loi modifiant la Loi nationale de 1944 sur l'habitation.
 Loi modifiant la Loi des pensions.
 Loi modifiant la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants

- Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales.
Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants (Sommes octroyées aux universités).
Loi modifiant la Loi sur la réadaptation des anciens combattants.
Loi concernant les pensions et allocations de guerre destinées à des civils.
Loi modifiant la Loi de la Commission du district fédéral, 1927.
Loi modifiant la Loi de l'immigration.
Loi modifiant le Tarif des douanes.
Loi modifiant la Loi de 1944 sur les indemnités de service de guerre.
Loi concernant les allocations aux anciens combattants et aux personnes à leur charge.
Loi concernant les anciens combattants des forces alliées au Canada.
Loi sur les prestations destinées à certaines personnes recrutées au Canada par les autorités du Royaume-Uni pour des missions spéciales dans les zones de guerre.
Loi concernant l'indemnisation des marins marchands.
Loi concernant des prestations aux pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni.
Loi concernant les prestations destinées à certains surveillants des services auxiliaires.
Loi pourvoyant à la réintégration, dans les emplois civils, des membres licenciés des forces de Sa Majesté et d'autres catégories désignées de personnes.
Loi sur les crimes de guerre.
Loi concernant les commissaires du havre de Toronto.
Loi modifiant la Loi de l'accise, 1934.
Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les coalitions.
Loi concernant des prêts aux anciens combattants pour les aider à s'établir dans les affaires ou des professions.
Loi concernant les Vétérans de l'armée et de la marine au Canada.
Loi concernant l'Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs.
Loi concernant les juges des cours fédérales et provinciales.
Loi concernant la construction, par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada, d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec.
Loi autorisant la prestation de fonds pour couvrir des dépenses d'établissement effectuées et des dettes de capital contractées par le réseau des chemins de fer nationaux du Canada pendant l'année civile 1946, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.
Loi modifiant la Loi fédérale sur les droits successoraux.
Loi modifiant la Loi de 1945 sur les pouvoirs transitoires résultant de circonstances critiques nationales.
Loi modifiant la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu.
Loi sur le contrôle de l'acquisition et de l'aliénation de devises étrangères et sur celui des opérations concernant les devises étrangères ou les non-résidents.
Loi instituant la Corporation commerciale canadienne.
Loi modifiant la Loi de 1940 sur la taxation des surplus de bénéfiques.
Loi modifiant la Loi spéciale des revenus de guerre.
Loi modifiant la Loi des pensions de la milice.

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ces Bills ont reçu la sanction royale:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général sanctionne ces bills".

L'honorable Président de la Chambre des communes alors adresse la parole à l'honorable Député du Gouverneur général comme suit:

“QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR:

“Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

“Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1947.

“Je demande humblement à Votre Honneur de bien vouloir sanctionner ce bill”.

Le Greffier ayant donné lecture du titre de ce Bill,

Le Greffier du Sénat proclame dans les termes suivants que ce bill a reçu la sanction royale:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi il a plu à l'honorable Député du Gouverneur général de clore la Deuxième Session du Vingtième Parlement du Dominion du Canada par le discours suivant:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Un an s'est écoulé depuis la cessation des hostilités lors de la reddition du Japon. Lentement, le monde se remet du tumulte et des ravages de la guerre. Les problèmes domestiques des diverses nations sont devenus inséparablement liés à ceux de tous les peuples.

Parmi tous les problèmes internationaux, celui de la rareté universelle des vivres nous a causé les soucis les plus pressants. Le peuple canadien éprouve une vive satisfaction à la pensée que notre pays a fourni plus du cinquième des vivres destinés à soulager la famine la plus grave de l'histoire. Le Gouvernement a continué de donner une expression tangible à l'ardent désir du peuple canadien d'alléger les souffrances humaines et de contribuer à la tranquillité internationale.

Mes ministres continuent de travailler à la restauration et à l'expansion des marchés offerts en temps de paix à l'excédent de production de notre pays. Pendant la période de transition, le Parlement a voté des crédits en vue de financer une partie des exportations destinées à nos Alliés de la dernière guerre. Conformément à cette politique, vous avez approuvé un accord financier avec le Royaume-Uni et apporté de nouvelles modifications à la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation.

Nous semblons maintenant assurés d'une récolte abondante qui aidera à répondre à la demande de vivres. Nous avons conclu avec le Royaume-Uni un accord en vue de la vente de notre blé. Cet accord, joint aux marchés déjà en voie d'exécution à l'égard d'autres denrées alimentaires, sera pour le Gouvernement un précieux appoint dans sa politique de stabilisation des cours agricoles.

Jamais, au Canada ni à l'étranger, la demande de produits ouvrés de fabrication canadienne n'a été aussi grande. Un niveau élevé de production s'impose tant pour répondre à cette demande que pour réprimer la tendance à l'inflation.

La lutte du temps de guerre contre l'inflation s'est poursuivie avec un succès marqué pendant toute la période de transition. Malgré l'abandon graduel des réglementations et le passage à un régime sélectif de plafond des prix, on a réussi à contenir la hausse des cours. En ce domaine, il faut mentionner, à titre de mesure d'une extrême importance, le rétablissement de la parité entre notre dollar et celui des Etats-Unis.

L'adaptation de nos industries de guerre à la production du temps de paix s'est réalisée avec plus de rapidité et moins de heurts et de bouleversements qu'on ne l'aurait prévu. Le marché de la main-d'œuvre reste ferme et la réintégration dans les emplois civils des travailleurs de guerre déplacés ainsi que des anciens combattants démobilisés s'effectue avec célérité et efficacité.

Au cours de ces dernières semaines, l'arrêt du travail dans certaines industries de base a ralenti la production essentielle et aggravé les dangers d'inflation. Mes ministres conviennent avec le comité permanent des relations industrielles que la régie des prix ne saurait se prolonger sans une régie appropriée des salaires. Le Gouvernement a la ferme conviction que la modération et la réserve chez toutes les parties en cause sont essentielles au règlement satisfaisant des différends ouvriers et au maintien de la production à un haut niveau, sans quoi les offres d'emploi ne sauraient être abondantes.

Le rapatriement des troupes est aujourd'hui à peu près achevé. On prévoit que les épouses et les enfants des anciens combattants seront presque tous arrivés au Canada à la fin de l'année. De même, la démobilisation de l'armée, de la marine et de l'aviation du temps de guerre tire à sa fin. On a jeté les bases des forces de défense permanentes du temps de paix.

Plusieurs mesures ont été adoptées en vue d'assurer aux anciens combattants et aux familles de ceux qui sont tombés un sort digne des services et des sacrifices de nos troupes.

Au Canada, comme dans les autres pays, la pénurie d'habitations a pris une tournure plus critique depuis la fin de la guerre, en dépit de la construction d'un nombre plus considérable de logements. Pour rendre plus efficace l'action du Gouvernement, on a, dans une large mesure, confié à un seul ministre de la couronne la responsabilité en matière d'habitation. On a modifié la Loi nationale sur l'habitation de façon à favoriser davantage la construction de maisons.

Le Parlement du Royaume-Uni a modifié l'Acte de l'Amérique du Nord britannique à la suite de la demande exprimée dans une adresse conjointe des deux Chambres du Parlement. L'amendement aura pour effet d'assurer plus efficacement, dans la représentation du peuple à la Chambre des communes, le maintien du principe historique de la représentation fondée sur le chiffre de la population.

Vous avez adopté une loi pour élucider et définir la citoyenneté canadienne et créer un statut distinctif à notre peuple. La loi de l'immigration a aussi subi des modifications la rendant conforme à la définition révisée de la citoyenneté canadienne.

Les autres bills adoptés comprennent des mesures relatives aux forces armées, à l'exploitation et à la régie de l'énergie atomique, au Conseil national de recherches, au ministère des Affaires extérieures, au fonctionnement des sociétés de la couronne, à la Cour de l'Echiquier, à la rémunération des juges, aux enquêtes sur les coalitions, au contrôle du change étranger, à l'assurance-chômage, aux crimes de guerre et à la Commission du district fédéral.

La conférence fédérale-provinciale a repris ses séances le 25 avril et les a suspendues le 3 mai. La conférence n'ayant pas abouti à un accord unanime, on a présenté des propositions fiscales susceptibles d'être adoptées par chaque province. Trois gouvernements provinciaux les ont acceptées en principe. Des discussions préliminaires se poursuivent avec d'autres provinces. On espère en arriver à un accord général s'étendant à toutes les provinces.

Vous avez approuvé la participation du Canada à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le Canada a continué de donner son appui le plus entier aux divers organismes des Nations Unies.

Au début de la session, le premier ministre s'est rendu au Royaume-Uni pour prendre part à des conversations sur des sujets d'intérêt commun avec les premiers ministres des autres nations du Commonwealth ou leurs représentants.

Le premier ministre a dirigé au début la délégation qui représente le Canada à la conférence convoquée pour examiner les traités de paix avec l'Italie et les satellites de l'Axe en Europe méridionale et orientale, et dont les délibérations ont commencé à Paris le 29 juillet.

Membres de la Chambre des communes,

Je vous remercie des dispositions financières que vous avez prises à l'intention de tous les services essentiels.

La nouvelle réduction des impôts de guerre, à compter du début de l'an prochain, sera cordialement accueillie.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Puisse la divine Providence bénir vos travaux et guider les nations dans l'établissement d'une paix juste et durable.

L'honorable Président du Sénat dit alors:

Honorables Membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

C'est le désir et le plaisir de l'honorable Député du Gouverneur général que ce Parlement soit prorogé jusqu'au dixième jour d'octobre prochain, pour être tenu en ce lieu; et ce Parlement, en conséquence, est prorogé au dixième jour d'octobre prochain.

INDEX
DU
QUATRE-VINGT SEPTIÈME VOLUME
10 GEORGE VI, A.D. 1946

ABRÉVIATIONS

- 1^{re}—Signifie lu la première fois.
2^e—Signifie lu la deuxième fois.
3^e—Signifie lu la troisième fois.
Coms.—Signifie Chambre des communes.
C.P.C.—Comité plénier de la Chambre.
Renvoi B. et C.—Signifie renvoyé au Comité permanent des Banques et du commerce.
Renvoi B.P.—Signifie Renvoyé au comité permanent des Bills d'intérêt privé.
Renvoi T. et C.—Signifie renvoyé au comité permanent des Transports et communications.
S.R.—Signifie sanction royale.
Ch.—Signifie chapitre.
-

A

Aaltonen, Martha Haavisto—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 182. Adoption, 193.
Bill (S-5)—1^{re}, 193. 2^e, 199. 3^e, 202. Adoption par Coms., 261.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 89.

Abracen, Nellie Izbitsky—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 336. Adoption, 352.
Bill (L-10)—1^{re}, 2^e et 3^e, 353. Adoption par Coms., 526.
Message, 329. S.R., 571. Ch., 90.

Accise, 1934, Loi de l'—(Modification):

Bill (371)—1^{re}, 488. 2^e, ajournement, 508. 2^e et 3^e, 520. S.R., 573.
Ch., 48.

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867:

Adresse à Sa Majesté le Roi—Amendement proposé à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, relativement à la représentation à la Chambre des communes.

Motion, débat et ajournements, 322-324, 330-332, 341-343, Suite du débat et adoption sur division, 353-355.

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867:—Fin

Loi telle qu'adoptée par le Parlement du Royaume-Uni déposée sur la Table, 506.

Acte de l'Amérique Britannique du Nord—Proposition de changer ou amender l':

Motion pour la nomination d'un comité spécial pour étudier et faire rapport sur le meilleur moyen dont cet Acte pourrait être changé ou amendé, etc. Débat et ajournements, 532, 550-551. Débat ajourné, 534, 540, 545, 548, 554, 562, 564, 569.

Administrateur, Député de l':

Commission nommant l'honorable Patrick Kerwin lue par le Greffier, 65. Sanction de Bills, 66-67.

Adresses:

A Sa Majesté le Roi, demandant respectueusement la soumission d'une mesure au Parlement du Royaume-Uni pour amender l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, relativement à la représentation à la Chambre des communes du Canada:

Motion, débat et ajournements, 322-324, 330-332, 341-343. Suite du débat et adoption sur division, 353-355.

A Son Excellence le Major-Général le Très Honorable Comte d'Athlone, Gouverneur général du Canada, à l'occasion de la cessation de ses relations officielles avec le Canada, 1011.

Réponse à l'adresse, 116.

Humbles remerciements du Sénat pour le gracieux discours devant les deux Chambres à l'ouverture de la session.

Motion pour, débat et ajournements, 17-18, 23-24, 27-28, 41-42, 50, 53-54, 61. Débat ajourné, 67-85.

Adresse adoptée et Ordre de présenter, 91.

Motion pour faire imprimer, comme appendice au rapport officiel des Débats du Sénat, l'adresse de bienvenue à Son Excellence le Très Honorable Vicomte Alexander de Tunis, lue par le Premier Ministre à la Chambre du Sénat, 123.

Affaires extérieures. Loi sur le ministère des—(Modification):

Bill (6)—1re, 306. 2e ajournée, 312. 2e, 324. 3e, 328. S.R., 377. Ch. 21.

Affaires extérieures. Rapport du Secrétaire d'Etat aux:

Déferé au comité permanent des Relations extérieures, pour étude et rapport-motion, 136.

Ajournement du Sénat d'une durée prolongée:

Du 12 au 30 avril, 1946, 113.

Du 30 mai au 18 juin, 1946, 255.

Du 5 au 23 juillet, 1946, 356.

Aliments et drogues. Loi sur les—(Modification):

Bill (X-9)—1re, 322. 2e et renvoi B. et C, 329. Rapport et 3e, 351. Adoption par Coms., avec amendement, 358. Acceptation de l'amendement, 368. S.R., 377. Ch. 23.

Alexander, Charles Howard—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 360. Adoption, 369.

Bill (N-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 91.

Allan, Margaret Ruth Weir—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 81. Adoption, 90.
Bill (12)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 92.

Allan, Thomas—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 182. Adoption, 193.
Bill (R-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
Message, 262. S.R., 314. Ch., 93.

Allocations familiales, 1944. Loi sur les—(Modification):

Bill (308)—1re, 483. 2e ajournée, 489, 2e et 3e, 507. S.R., 573. Ch. 50.

Anciens combattants de l'Armée et de la marine canadiennes—(Changement de nom):

Pétition, 117. Lecture, 132. Rapport, 188.
Bill (K-7)—1re, 276. 2e et renvoi B.P., 290. Rapport et 3e, 328. Adoption par Coms., 524. S.R., 573. Ch. 81.
Motion pour remboursement de taxes parlementaires—adoption, 395.

Anciens combattants, 1942. Loi sur les terres des—(Modification) :

Bill (336)—1re, 2e ajournement à plus tard au cours de cette séance, 403.
2e et renvoi B. et C., 406. Rapport et 3e, 489. S.R., 572. Ch. 70.

Anciens combattants. Loi des prêts commerciaux et professionnels aux:

Bill (332)—1re, 483. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 514. Agrément des Coms. des amendements apportés par le Sénat, 524. S.R., 573. Ch. 69.

Anciens combattants. Loi concernant la réadaptation des—(Modification):

Bill (333)—1re, 483. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 504. S.R., 573. Ch. 71.

Anciens combattants(Gratification Universitaire). Loi concernant la réadaptation des—(Modification):

Bill (327)—1re, 482. 2e et renvoi B et C., 485. Rapport et 3e, 504. S.R., 573. Ch. 72.

Anciens combattants, 1946. Loi concernant les allocations aux:

Bill (331)—1re, 2e ajournée à plus tard au cours de cette séance, 403.
2e et renvoi B. et C., 406. Rapport et 3e, 515. S.R., 573. Ch. 75.

Anciens combattants des Forces alliées au Canada:

Bill (328)—1re, 482. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 515. S.R., 573. Ch. 36.

Anderson, Nellie Harrison—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 217. Adoption, 239.
Bill (C-7)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message, 263. S.R., 315. Ch. 94.

Angus, Isabella Eleonora Cantlie—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 107. Adoption, 112.
Bill (D-3)—1re, 124. 2e, 133. 3e, 137. Adoption par Coms., 259.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 95.

Approvisionnement du ministère des Transports. Loi sur les—(Modification):

Bill (139)—1re, 306. 2e ajournée, 312. 2e, 324. 3e, 328. S.R., 377. Ch., 21.

Argall, Henry Wallace—(Divorce):

Pétition, 117. Rapport, 338. Adoption, 352.

Bill (Q-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526. Message 529. S.R., 571. Ch., 96.

Armitage, Elsie Fisher—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 59. Adoption, 66.

Bill (N)—1re, 66. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 97.

Ash, Marie Irene Clementine Elizabeth—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 217. Adoption, 239.

Bill (D-7)—1re, 244. 2e et 3e, 255. Adoption par Coms., 261. Message, 263. S.R., 315. Ch. 98.

Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs. Loi concernant les:

Pétition, 140. Lecture, 160. Rapport, 366.

Bill (S-11)—1re, 373. 2e et renvoi B. et C., 384. Rapport et 3e, 411. Adoption par Coms., 524. S.R., 573. Ch. 88.

Assurance-chômage, 1940. Loi sur l'—(Modification):

Bill (L-5)—1re, 184. 2e ajournée, 189, 193. Débat sur motion pour 2e et ajournement, 203. Débat ajourné, 206. 2e et renvoi au comité permanent de l'Immigration et du travail, 219. Rapport du comité (Impression des délibérations)—adoption, 254.

Bill renvoyé par le comité au Sénat, avec recommandation qu'il soit retiré dû à ce que les amendements proposés altèrent le caractère du Bill, en faisant ainsi un Bill de finances, 280.

Bill retiré, 289.

Bill 243—(Des Communes), 1re, 358. 2e et renvoi au comité permanent de l'Immigration et du travail, 368. Rapport et 3e, 398. S.R., 572. Ch. 68.

Astrofsky, Fanny Miller—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 218. Adoption, 239.

Bill (G-7)—1re, 244. 2e et 3e, 255. Adoption par Coms., 262. Message, 263. S.R., 315. Ch. 99.

Aviation royale canadienne. Corps de l'—(Modification):

Bill (R-2)—1re, 96. 2e, 109. 3e, 112. Adoption par Coms., 318. S.R., 377. Ch. 32.

B

Baker, Mary Norma Wickens—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 338. Adoption, 352.

Bill (R-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 100.

Baldwin, Charles Horatio—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 321. Adoption, 329.
Bill (G-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526. Message,
529. S.R., 571. Ch. 101.

Barracrough, Marie Lauretta Eliennette (Rita) Vallerand—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 349. Adoption, 363.
Bill (F-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527. Message,
529. S.R., 571. Ch. 102.

Barracrough, Violet Maude Griffiths—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 151. Adoption, 157.
Bill (F-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message,
262. S.R., 314. Ch. 103.

Beach, Thomas—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 218. Adoption, 239.
Bill (F-7)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 262. Message,
263. S.R., 315. Ch. 104.

Beakes, Thomas Bryson—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 180. Adoption, 193.
Bill (M-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261. Message,
262. S.R., 314. Ch. 105.

Beaudoin, Joseph Euclide—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 393. Adoption, 400.
Bill (P-12)—1re, 405. 2e, ajournée, 415. 2e et 3e, 418. Adoption par
Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 106.

Bellows, James Arthur—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 360. Adoption, 369.
Bill (M-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527. Message,
529. S.R., 571. Ch. 107.

Benlow, Wilfred Fields—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 181. Adoption, 193.
Bill (Q-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 902. Adoption par Coms., 261. Message,
262. S.R., 314. Ch. 108.

Bennett, William Thomas—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 349-350. Adoption, 363.
Bill (G-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527. Message,
529. S.R., 571. Ch. 109.

Beresford, George Burley—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 106. Adoption, 112.
Bill (C-3)—1re, 124. 2e, 133. 3e, 137. Adoption par Coms., 259. Message,
262. S.R., 313. Ch. 110.

Bernard, Henri Edme—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 217. Adoption, 239.
Bill (B-7)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message,
263. S.R., 315. Ch. 111.

Bigelow, Malcolm Ernest—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 184. Adoption, 193.
 Bill (X-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261. Message,
 262. S.R., 315. Ch. 112.

Biggs, Isabel Greenshields—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 216. Adoption, 239.
 Bill (A-7)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message, 263.
 S.R., 315. Ch. 113.

Birnbaum Annue Solomon—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 265-266. Adoption, 286.
 Bill (S-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 114.

Boosamra, John—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 404. Adoption, 479.
 Bill (A-13)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528. Message, 629.
 S.R., 572. Ch. 115.

Booth, Esther Irene Lind—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 74. Adoption, 90.
 Bill (R)—1re, 90. 2e, 96. 3e, 107. Adoption par Coms., 258. Message, 262.
 S.R., 313. Ch. 116.

Boulet, Mary Rose Element—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 393-394. Adoption, 400.
 Bill (Q-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 418. Adoption par
 Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 117.

Boyman, Morris—(Divorce):

Pétition, 31.

Brady, Rose Dawson—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 264. Adoption, 286.
 Bill (N-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 118.

Bridgeman, Pauline Frances Beaton—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 269. Adoption, 286.
 Bill (D-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 119.

Brown, Margaret Penelope—(Divorce):

Bill (J)—1re, 66. 2e ajournée 85, 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258.
 Pétition, 38. Rapport, 57. Adoption, 66.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 120.

Browne, Mary MacDonald Short—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 270. Adoption, 286.
 Bill (I-8)—1re, 288. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 121.

Brumby, Nellie Mugford—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 157. Adoption, 157.

Bill (Z-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 122.

Bruneau, Hermenegilde—(Divorce):

Pétition, 122.

Burns, Margaret Fern Hobbs—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 393. Adoption, 400.

Bill (O-12)—1re, 405. 2e, ajournée, 415. 2e et 3e, 418. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 123.

Burton, Jessie Violet Louise Stargratt—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 204-295. Adoption, 308.

Bill (C-9)—1re, 321. 2e, 328. 3e, 340. Adoption par Coms., 525. Message, 528. S.R., 570. Ch. 124.

C

Cacchione, Francesco Saverio—(Divorce):

Pétition, 33.

Cadioux, Marie Jeanne Antoinette Bastien—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 146. Adoption, 157.

Bill (Q-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259. Message, 262. S.R., 314. Ch. 125.

Canada-Royaume-Uni, 1946. Convention relative à l'impôt sur le revenu:

Bill (300)—1re, 402. 2e ajournée, 414. 2e, 479. 3e, 484. S.R., 572. Ch. 38.

Canada-Royaume-Uni, 1946. Convention relative aux droits successoraux:

Bill (301)—1re, 402. 2e ajournée, 414. 2e, 479. 3e, 484. S.R., 572. Ch. 39.

Canadian Acceptance Company—(Constitution en corporation):

Pétition, 56. Lecture, 71. Rapport, 94.

Bill (O-2)—1re, 95. 2e et renvoi B. et C., 108. Rapport et 3e, 132. Adoption par Coms., 196. S.R., 241. Ch. 82.

Canadian Fire Insurance Company. Loi concernant la—(Modification):

Pétition, 95. Lecture, 102. Rapport, 117.

Bill (J-7)—1re, 251. 2e ajournée, 255, 277, 286. 2e et renvoi B. et C., 290. Rapport, 325. 3e ajournée, 328. 3e, 340. Adoption par Coms., 380. S.R., 572. Ch. 78.

Canadian Indemnity Company. Loi concernant la—(Modification):

Pétition, 95. Lecture, 102. Rapport, 117.

Bill (I-7)—1re, 250. 2e et renvoi B. et C., 255. Rapport, 325. 3e ajournée, 328. 3e, 340. Adoption par Coms., 380. S.R., 572. Ch. 79.

Caplan, Ida Solomon—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 275. Adoption, 286.
 Bill (A-9)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 126.

Carbonneau, Alma Gosselin—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 298. Adoption, 308.
 Bill (N-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 520. Message,
 529. S.R., 571. Ch. 127.

Carr-Harris, Donald Dale—(Divorce):

Pétition, 71. Rapport, 295. Adoption, 308.
 Bill (E-9)—1re, 321. 2e, 328. 3e, 340. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 128.

Carroll, Muriel Gertrude McKnight—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 273. Adoption, 286.
 Bill (S-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 129.

Certaines personnes recrutées au Canada par les autorités du Royaume-Uni pour missions spéciales dans les zones de guerre:

Bill (330)—1re, 482. 2e et renvoi B. et C. 485. Rapport et 3e, 515.
 S.R., 573. Ch. 64.

Chadillon, Luc—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 266. Adoption, 286.
 Bill (V-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 130.

Chambre des communes. Loi de la—(Modification):

Bill (125)—1re, 346. 2e, 363. 3e, 367. S.R., 377. Ch. 25.

Change étranger. Loi sur le contrôle du:

Bill (195)—1re, 483. Débat sur motion pour 2e et ajournement, 489.
 Suite du débat, 507. Plus ample débat; motion en amendement à l'effet
 que le Bill ne soit pas lu une 2e fois mais que le sujet en soit déferé
 au comité permanent des Banques et du commerce pour étude, adoption.
 Motion pour 2e ajournée, 520. Débat sur motion en 2e à nouveau
 ajourné, 530, 532, 534.

Rapport du comité permanent des Banques et du commerce sur
 le sujet du Bill déposé, 538-539.

Reprise du débat sur motion en 2e; motion en amendement que
 ce Bill ne soit pas lu la 2e fois mais qu'il soit renvoyé pour considération
 à la prochaine session du Parlement, etc.—défaite sur division; 2e et
 renvoi B. et C., 539-540.

Rapport du comité permanent des Banques et du commerce recom-
 mandant l'autorisation de faire imprimer les témoignages produits
 devant le Comité, à certaines dates, relativement au sujet de ce Bill—
 adoption, 550.

Bill rapporté du Comité avec amendements; amendements agréés
 et 3e, sur division, 556-561.

Acceptation par Coms. des amendements apportés par le Sénat,
 568. S.R., 573. Ch. 53.

Chapdelaine, Gaston Marcel—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 404. Adoption, 479.

Bill (Y-12)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528. Message 529. S.R., 572. Ch. 131.

Charest, Dollard—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 395. Adoption, 400.

Bill (V-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 478. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 132.

Charlebois, John Louis—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 81. Adoption, 90.

Bill (H-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259. Message, 262. S.R., 313. Ch. 133.

Charles, Sadie Joseph Saikaley—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 271. Adoption, 286.

Bill (M-8)—1re, 288. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message, 528. S.R., 570. Ch. 134.

Chartier, Ross, David—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 404. Adoption, 479.

Bill (Z-12)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 135.

Chemins de fer. Loi des—(Modification):

Bill (138)—1re, 306. 2e ajournée, 312. Débat sur motion pour 2e et ajournement, 324. 2e et renvoi T. et C., 330. Rapport et 3e, 346. S.R., 377. Ch. 30.

Chemins de fer. Loi concernant les:Bill *pro forma* présenté et lu une première fois, 5.**Chemins de fer Nationaux du Canada—(Acquisition du chemin de fer du Manitoba):**

Bill (194)—1re, 306. 2e ajournée, 312. 2e et renvoi T. et C., 324. Rapport et 3e, 334. S.R., 377. Ch. 19.

Chemins de fer Nationaux du Canada—(Construction d'une ligne de chemin de fer entre Barraute et Kiask, sur la rivière Bell, dans la province de Québec):

Bill (345)—1re, 530. 2e ajournée, 532. 2e et renvoi B. et C., 534. Rapport et 3e, 538. S.R., 573. Ch. 41.

Chemins de fer Nationaux du Canada, 1946. Loi de financement et de garantie des:

Bill (346)—1re, 408. 2e ajournée, 480. 2e et renvoi B. et C., 484. Rapport et 3e, 544. S.R., 573. Ch. 42.

Chevalier, Paul Martial—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 269. Adoption, 286.

Bill (F-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message, 528. S.R., 570. Ch. 136.

- Cheverton, Nora Kathleen Loury—(Divorce):**
 Pétition, 36. Rapport, 58-59. Adoption, 66.
 Bill (M)—1re, 66. 2e, ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 137.
- Christen, Joseph Alphonse—(Divorce):**
 Pétition, 119. Rapport, 346. Adoption, 363.
 Bill (W-10)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 138.
- Citoyenneté canadienne. Loi sur la:**
 Bill (7)—1re, 188. 2e et renvoi B. et C., 199. Rapport, 238. 3e, 251. S.R., 315. Ch. 15.
- Clark, Lillian Doris Howard—(Divorce):**
 Pétition, 120. Rapport, 207. Adoption, 308.
 Bill (L-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525. Message, 529. S.R., 571. Ch. 139.
- Clarke, Ida Portnof—(Divorce):**
 Pétition, 36. Rapport, 268. Adoption, 286.
 Bill (A-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 524. Message, 528. S.R., 570. Ch. 140.
- Clout, Harold Clayton Webb—(Divorce):**
 Pétition, 121. Rapport, 361. Adoption, 369.
 Bill (Q-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527. Message, 529. S.R., 572. Ch. 141.
- Coalitions. Loi d'enquête sur les—(Modification):**
 Bill (193)—2e ajournée, 352, 363, 368. 2e et renvoi B. et C., 374. Rapport avec amendements, 398-399. Etude des amendements ajournée, 406. Motion visant à l'agrément des modifications; motion modifiant les amendements discutée et adoptée sur division; amendements tels que modifiés agréés, 413-414. 3e, tel qu'amendé, 479. Agrément par Coms. des amendements du Sénat, 524. S.R., 573. Ch. 44.
- Cochrane, Mildred Florence Rooke—(Divorce):**
 Pétition, 38. Rapport, 165. Adoption, 173.
 Bill (G-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 189. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 142.
- Code criminel (Réunions de courses). Loi concernant le—(Modification):**
 Bill (D)—1re, 23. 2e ajournée, 27. 2e et renvoi B. et C., 41. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 72-73.
 Message des Coms. retournant ce Bill afin d'effectuer certaines corrections; que ce Bill soit réimprimé et qu'un message soit transmis aux Communes retournant ce Bill tel que corrigé, 94. Bill modifié par Coms; amendement agréé et message aux Coms., 176. S.R., 240. Ch. 5.
- Code criminel. Loi du—(Modification):**
 Bill (303)—1re, 366. 2e et renvoi B. et C., 374. Rapport et 3e, 376. S.R., 377. Ch. 20.
- Cohen, Tillie Miller—(Divorce):**
 Pétition, 118. Rapport-Pétition retirée, 198. Rapport adopté, 202.

Colby, Phyllis Thorburn Rise—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 361. Adoption, 369.

Bill (R-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 572. Ch. 143.

Colt, Helen Agnes Stuart—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 297. Adoption, 308.

Bill (M-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 144.

Comité—(Spécial): (Loi de l'Impôt de guerre sur le revenu et de la Loi de guerre sur le surplus de bénéfices):

Motion pour nommer Comité spécial afin d'examiner les dispositions et l'application de, etc.; nomination des Sénateurs en formant partie et pouvoir conféré de faire paraître des témoins et de produire lettres et documents, 17.

Premier rapport—Quorum; permission de siéger durant séances et ajournements; faculté de faire imprimer les délibérations et aussi de recourir à l'assistance de techniciens et d'un personnel de bureau—adoption, 22-23.

Dernier rapport—Partie I, 222-237. Débat et ajournement sur la question d'agrément, 252; motion pour ajourner le débat—rejetée. Adoption de la motion visant à l'agrément du rapport, 255.

Dernier rapport—Partie II, 408-411. Etude ajournée, 490. Adoption du rapport, 507.

Comités—(Mixtes):*Bibliothèque du Parlement:*

Liste des sénateurs choisis, 20.

Message aux Communes (Liste des noms), 27.

Message des Communes (Liste des noms), 88.

Premier rapport, 244-249. Adoption, 255.

Drapeau national distinctif:

Message des Communes demandant la nomination d'un comité mixte pour étude et rapport au sujet d'un dessin approprié, 30.

Etude du message; motion suggérant que le Sénat se joigne aux Communes à ce propos et désignation de sénateurs le composant; débat ajourné, 49. Débat sur la motion et adoption, message aux Coms., 53.

Premier rapport—Quorum et permission de siéger durant séances et ajournements du Sénat—adoption, 56-57.

Motion substituant le nom de l'hon. sénateur Paterson à celui de l'hon. sénateur Davies dans ce comité, 250.

Deuxième et dernier rapport déposé sur la Table, 362.

Impressions du Parlement:

Liste des sénateurs choisis, 20.

Message aux Coms., (Liste des noms), 27.

Message des Communes, (Liste des noms), 88.

Premier rapport (Documents sessionnels), 418-478. Adoption, 484.

Indiens, Loi des—Chapitre 98, S.R.C. 1927 et modifications y apportées:

Message des Communes suggérant la création d'un comité mixte pour enquête et rapport sur, etc., 168-169.

Etude du message ajournée, 173, 177.

Comités—(Mixtes):—Fin*Indiens, Loi des—Fin*

Etude du message; motion visant à la désignation de sénateurs pour en faire partie; nomination de sénateurs et message aux Communes—adoption, 185.

Premier rapport—Quorum et permission de siéger durant séances et ajournements du Sénat—adoption, 237.

Motion,—Substituant le nom de l'hon. sénateur Stevenson à celui de l'hon. sénateur Paterson sur ce comité, 250.

Deuxième rapport—Autorisation de retenir les services d'un conseiller juridique,—adoption, 276.

Motion,—Substituant le nom de l'hon. sénateur Paterson à celui de l'hon. sénateur Stevenson sur le comité, 285.

Troisième rapport, 518-519. Rapport adopté, 530.

Restaurant:

Liste des sénateurs choisis, 20.

Message aux Coms. (Liste des noms), 26.

Message des Coms. (Liste des noms), 89.

Comités—(Permanents):*Banques et commerce:*

Liste des sénateurs choisis, 20.

Premier rapport (Quorum), 48.

Bills d'intérêt public:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 46.

Débats et comptes rendus:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 47.

Divorces:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum); permission de siéger durant séances et ajournements du Sénat et autorisation de faire l'élection d'un vice-président, 40.

Motion pour rayer les noms des honorables sénateurs Hugessen et McDonald (Kings) de la liste du comité et ajoutant le nom de l'honorable sénateur Kinley, 84.

Motion ajoutant le nom de l'honorable sénateur Robinson sur la liste du comité, 316.

Edifices et terrains publics:

Liste des sénateurs choisis, 22.

Premier rapport (Quorum), 48.

Motion tendant à conférer au comité le pouvoir de s'enquérir et de faire rapport sur les travaux de la Commission du district fédéral pour ce qu'ils concernent les terrains adjacents aux édifices appartenant au gouvernement—adoption, 128.

Finances:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 46.

Motion ajoutant le nom de l'honorable sénateur Vien à ce comité, 84.

Motion permettant au comité d'examiner les dépenses projetées dans les crédits déposés devant le Parlement, 367.

Comités—(*Permanents*)—*Suite**Immigration et travail:*

Liste des sénateurs choisis, 22.

Premier rapport (Quorum), 45.

Motion que le comité reçoive instruction et autorisation de s'enquérir de la Loi de l'Immigration, Chapitre 93, S.R.C. 1927 et amendements; son opération et son application; que le comité fasse rapport de ses conclusions au Sénat et qu'il soit autorisé de faire comparaître des personnes et de produire des documents—débat et ajournement, 84. Débat sur la motion ajourné, 92, 97, 100, 109, 113, 124, 128. Suite du débat, et ajournement, 134. Débat ajourné, 137. Suite du débat et adoption de la motion, 142.

Deuxième rapport (Impression des délibérations relatives au Comité concernant la Loi d'Immigration, etc., adoption, 192.

Rapport du Comité conformément à un Ordre de renvoi concernant la Loi d'Immigration, etc. 492-504. Ajournement de l'étude du rapport, 520. Rapport adopté, 530.

Ordres permanents:

Liste des sénateurs choisis, 20.

Autorisation de convoquer personnes et faire produire documents, etc., 26.

Premier rapport (Quorum), 48.

Régie interne et dépenses imprévues:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 47.

Deuxième rapport—Mise à la retraite de M. Louis Philippe Gauthier, Premier Greffier adjoint—adoption, 52.

Troisième rapport—Nomination de MM. Thomas Green et Georges Langlois au personnel de reportage du Sénat—adoption, 52.

Quatrième rapport—Recommandant que la classification du personnel du Sénat soit annulée et remplacée par une nouvelle—adoption, 71-72.

Cinquième rapport—Recommandant la nomination de M. R. Larose comme Premier Greffier adjoint—adoption, 140.

Sixième rapport—Recommandant la nomination d'un secrétaire privé auprès du Leader de l'Opposition au Sénat—adoption, 176.

Septième rapport—Vérification des comptes et pièces justificatives du Sénat—adoption, 504.

Huitième rapport—Fourniture de la papeterie, 505.

Neuvième rapport—Recommandant la continuation des services de MM. Green et Langlois au service de reportage du Sénat—adoption, 505.

Dixième rapport—Relativement au rapport de la Commission du service civil sur le traitement attaché à la position de Secrétaire du Greffier du Sénat—adoption, 505-506.

Onzième rapport—Recommandant que le plan d'organisation du Sénat soit modifié—adoption, 506.

Douzième rapport—Recommandant que le plan d'organisation du Sénat soit à nouveau modifié—adoption, 538.

Comités—(Permanents)—Fin*Relations commerciales du Canada:*

Liste des sénateurs choisis, 22.

Premier rapport (Quorum), 45.

Relations extérieures du Canada:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 46.

Motion pour renvoyer le rapport du Secrétaire d'Etat aux affaires extérieures déposé sur la Table du Sénat à ce comité, pour étude et rapport, 136.

Ressources naturelles:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 47.

Motion que le comité reçoive instruction d'étudier la valeur économique des usines métallifères du Canada, débat et ajournement, 53. Ajournements de la suite du débat sur la motion, 61, 67, 85, 109, 112, 124, 128. Plus ample débat sur motion et adoption, 134.

Motion que le nom de l'honorable sénateur Vien soit rayé et que ceux des honorables sénateurs Crerar, Hayden et McRae soient ajoutés à la liste des noms des sénateurs formant partie de ce comité, 84.

Deuxième rapport—Impression des délibérations relatives à un Ordre de renvoi à ce comité concernant les usines métallifères du Canada —adoption, 136.

Troisième rapport—Autorisation de siéger durant les séances et ajournements du Sénat—adoption, 172.

Rapport du Comité sur les usines métallifères du Canada, 281-285. Débat et ajournement sur la motion tendant à l'agrément du rapport, 290-291. Ajournements du débat sur la motion, 303, 309, 312, 325, 330. Suite du débat sur la motion et adoption du rapport, 363.

Santé publique et bien-être social:

Liste des sénateurs choisis, 22.

Premier rapport (Quorum), 44.

Sélection—(Pour nommer sénateurs):

Nomination du comité, 6.

Premier rapport (Sénateurs choisis), 20-22.

Service civil. Administration du:

Liste des sénateurs choisis, 22.

Premier rapport (Quorum), 45.

Tourisme:

Liste des sénateurs choisis, 21.

Premier rapport (Quorum), 44.

Motion à l'effet que le Comité soit autorisé à s'enquérir sur les dépenses budgétaires projetées pour 1946-1947, etc.—adoption, 161.

Rapport du Comité relativement à l'Ordre de renvoi concernant les dépenses budgétaires projetées dans les estimés pour l'année 1946-1947, 510-514. Débat et ajournement de la motion pour adoption, 530. Suite du débat ajournée, 532, 534, 540. Plus ample débat sur la motion pour adoption du rapport de ce comité—adoption, 545.

Transports et communications:

Liste des sénateurs choisis, 20.

Premier rapport (Quorum), 44.

Us et coutumes du Sénat et Privilèges du Parlement: 6.

Commission fédérale de District, 1927. Loi de la—(Modification):

Bill (357)—1re, 484. 2e ajournée, 489. 2e et 3e, 507. S.R., 573. Ch. 51.

Commission fédérale de District:

Motion et Ordre—Que le comité permanent des Edifices et terrains publics ait le pouvoir de s'enquérir et fasse rapport sur les travaux de la Commission fédérale de District, pour ce qui se rapporte aux terrains adjacents aux édifices appartenant au Gouvernement, 128.

Communes:

Présence dans la Chambre du Sénat:

Ouverture du Parlement, 2.

Prorogation du Parlement, 574-576.

Sanctions royales des Bills, 66-67, 240-241, 312-316, 377-378, 570-574.

Compagnies de l'Etat. Loi concernant le fonctionnement des:

Bill (155)—1re, 263. 2e ajournée, 286, 290. Débat et ajournement sur motion pour 2e, 302. 2e et renvoi B. et C., 308. Rapport avec amendements, 335. Amendements agréés et 3e, 351. Acceptation par Coms. des amendements du Sénat, 358. S.R., 377. Ch. 24.

Comptes et pièces justificatives du Sénat, 117, 504.

Comptes et pièces justificatives du Sénat, 117, 504.**Conseil des Recherches. Loi concernant le—(Modification):**

Bill (154)—1re, 263. 2e ajournée, 286, 290. Débat sur motion pour 2e et ajournement, 302. 2e et renvoi B. et C., 308. Rapport avec amendements et amendements agréés, 325. Acceptation par Coms des amendements du Sénat, 358. S.R., 377. Ch. 31.

Conseil national des Femmes—(Modification):

Pétition, 14. Lecture, 26. Rapport, 30.

Bill (H)—1re, 52. 2e et renvoi B.P., 61. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 102. Adoption par Coms., 258. S.R., 315. Ch. 85.

Cook, Bernard—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 210. Adoption, 239.

Bill (I-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.

Message, 262. S.R., 315. Ch. 145.

Corbett, Lloyd George—(Divorce):

Pétition, 122.

Corps féminin de la Marine royale et le South African Military Nursing Service. Loi concernant les prestations destinées aux personnes qui ont servi dans le:

Bill (200)—1re, 318. 2e et renvoi T. et C., 329. Rapport et 3e, 334. S.R., 377. Ch. 34.

Cory, Minerva Jane—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 60. Adoption, 66.

Bill (Q)—1re, 67. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 146.

Co-operative Life of Canada—(Constitution en corporation):

Pétition, 140. Lecture, 160. Rapport, 188.
Bill (Y-5)—1re, 194. 2e et renvoi B. et C., 202. Rapport avec amendements, 281. Amendements agréés et 3e, 290. Adoption par Coms., 366. S.R., 377. Ch. 80.

Corporation canadienne commerciale:

Bill (251)—1re, 402. 2e, ajournée, 415. 2e et renvoi B. et C. 480.
Rapport avec amendements, amendements agréés et 3e, 564. Agrément par Coms. des amendements du Sénat, 568. S.R., 573. Ch. 40.

Cotapschi, Edward—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 300. Adoption, 308.
Bill (U-9)—1re, 32. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 147.

Côté, Bruno—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport-pétition rejetée, 418.

Côté, Julia Patricia Byrne—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 296. Adoption, 308.
Bill (J-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.
Message, 528. S.R., 570. Ch. 148.

Cour de l'Echiquier. Loi de la—(Modification):

Bill (249)—1re, 359. 2e, 368. 3e, 374. S.R., 377. Ch. 22.

Cowdrey, Richmond Clarence—(Divorce):

Pétition, 34.

Cox, Janet—(Divorce):

Pétition, 118.

Crane, Beatrice Emily Young—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 265. Adoption, 286.
Bill (P-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.
Message, 528. S.R., 570. Ch. 149.

Creates, Henry Arthur—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 214. Adoption, 239.
Bill (T-6)—1re, 214. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
Message, 263. S.R., 315. Ch. 150.

Crete, Ernest—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 181. Adoption, 193.
Bill (5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 151.

Crimes de guerre. Loi concernant les:

Bill (309)—1re, 408. 2e et renvoi B. et C., 480. Rapport et 3e, 516.
S.R., 573. Ch. 73.

Currie, Ralph Samuel—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 155. Adoption, 157.
Bill (T-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 152.

D

Dawes, Jean Wilbur Cassils—(Divorce):

Pétition, 117. Rapport, 272. Adoption, 286.
 Bill (O-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 153.

de Beaujeu, Juliana Edmonda Isabella Ferdinanda Becquaert—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 57. Adoption, 66.
 Bill (I)—1re, 66. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms.,
 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 154.

de Brabant, Mary Jane Michelle Ahern—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 300. Adoption, 308.
 Bill (W-9)—1re, 322. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526. Message
 529. S.R., 571. Ch. 155.

De Gruchy, Herbert Beatson—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 266. Adoption, 286.
 Bill (U-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 156.

des Baillels, Florence Cleveland Smith—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 298. Adoption, 308.
 Bill (O-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 157.

Dichow, Shirley Boyd Fuller—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 264. Adoption, 286.
 Bill (O-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 572. Ch. 158.
 Rapport recommandant remise des taxes parlementaires, 392. Adoption, 400.

Dickenson, Robert Malcolm—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 348. Adoption, 363.
 Bill (B-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527. Message 529.
 S.R., 571. Ch. 159.

Discours du Trône:

Ouverture de la session, 2, 5.
 Copie remise au Président et Ordre de prise en considération, 5. Consi-
 dération; Adresse en réponse, motion, débat et ajournement, 17-18.
 Suite du débat et ajournements 23-24, 27-28, 41-42, 50, 53-54, 61.
 Ajournements du débat, 67, 85. Suite du débat, adoption de la
 réponse à l'Adresse et Ordre de présenter à Son Excellence le Gou-
 verneur général, 91.
 Prorogation du Parlement, 574-576.

Divisions:

Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867:
 Motion pour Adresse à Sa Majesté le Roi relativement à un amen-
 dement proposé, 355.
 Coalitions. Loi d'enquête sur les—(Modification), Bill 193:
 Motion pour modifier amendements apportés par le comité permanent
 des Banques et du commerce, 413-414.

Divisions:—Fin

Echange étranger. Loi du contrôle sur l'—Bill 195:

Motion pour amender motion pour deuxième lecture, 539.

Fête du Canada—Bill 8:

Motion pour déférer à nouveau ce Bill au comité-effectuée en amendement à la motion visant à l'agrément des amendements apportés par le comité permanent des Banques et du commerce, 413.

Industrie laitière. Loi de l'—(*Modification*), Bill G:

Motion en deuxième lecture, 141-142.

Dobson, Clinton Leslie—(Divorce):

Pétition, 122.

Droits successoraux. Loi fédérale sur les—(Modification):

Bill (373)—1re, 488. 2e et renvoi B. et C., 508. Rapport et 3e, 544. S.R., 573. Ch. 46.

Dormer, Marie Evelyn—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 77. Adoption, 90.

Bill (X)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 160.

Douanes. Loi des—(Modification):

Bill (369)—1re, 488. 2e et 3e, 508. S.R., 573. Ch. 45.

Doyle, Gladys Elsie Larivière—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 347. Adoption, 363.

Bill (Y-10)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 161.

Drapeau national distinctif—Comité mixte:

Voir: Comités mixtes.

Dunfield, Marian Pearl—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 395. Adoption, 400.

Bill (U-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 418. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 162.

Dunford, Mary Winifred Joyce Dick—(Divorce):

Pétition, 33.

Dyce, Harry—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 149. Adoption, 157.

Bill (A-4)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.

Message, 262. S.R., 314. Ch. 163.

E**Eaton, Richard Carter—(Divorce):**

Pétition, 33. Rapport, 104. Adoption, 112.

Bill (W-2)—1re, 123. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 164.

Eaux navigables. Loi sur la protection des—(Modification):

Bill (9)—1re, 176. 2e ajournée, 184. 2e et renvoi T. et C., 189.

Rapport et 3e, 202. S.R., 241. Ch. 10.

Edson, Gwendolyn Edith—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 348. Adoption, 363.
 Bill (C-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 165.

Eglise du Nazaréen. Bureau exécutif de l'—(Constitution en corporation):

Pétition, 89. Lecture, 100. Rapport, 102.
 Bill (S-2)—1re, 123, 2e et renvoi B.P., 133. Rapport avec amendements,
 144. Etude des amendements ajournée, 161. Amendements agréés et
 3e, 166. Adoption par Coms., 258. S.R., 315. Ch. 86.
 Motion pour remboursement des taxes parlementaires-adoption, 177.

Eglises Evangéliques de la Pentecôte—(Constitution en corporation):

Pétition, 117. Lecture, 132. Rapport, 140.
 Bill (B-5)—1re, 160. 2e ajournée, 167. 2e et renvoi B.P., 173.
 Rapport et 3e, 196. Adoption par Coms., 258. S.R., 315. Ch. 84.
 Motion pour remboursement des taxes parlementaires—adoption, 238.

Energie atomique, 1946. Loi du contrôle de l':

Bill (165)—1re, 280. 2e ajournée, 290,302. 2e et renvoi B. et C., 308.
 Rapport avec amendements, 335-336. Etude des amendements ajour-
 née, 352. Bill de nouveau déferé au comité, 363. Nouveau rapport
 sur ce Bill, avec amendements; amendements agréés et 3e, 366-367.
 Agrément par Coms des amendements du Sénat, 380. S.R., 572. Ch. 37.

Estimés pour l'année 1946-1947:

Motion et Ordre que le comité permanent des Finances soit autorisé de
 faire l'examen préalable des dépenses proposées, 367.

Explosifs, 1946, Loi sur les:

Bill (E)—1re, 23. 2e ajournée, 27, 41. 2e et renvoi B. et C., 49.
 Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 73.
 Adoption par Coms., 192. S.R., 241. Ch. 7.

Exportation. Loi sur l'—(Modification):

Bill (C)—1re, 14. 2e ajournée, 23, 27. 2e et renvoi B. et C., 41.
 Rapport et 3e, 60. Adoption par Coms., 180. S.R., 241. Ch. 8.

Exportation. Loi d'assurance sur les crédits à l'—(Modification):

Bill (126)—1re, 358. 2e et renvoi au comité permanent des Relations com-
 merciales canadiennes, 368. Rapport avec amendements; amende-
 ments agréés et 3e, 372-373. Agrément par Coms des amendements,
 392. S.R., 572. Ch. 49.

Ewen, Olive Esther Rose—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 76. Adoption, 90.
 Bill (V)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 166.

F**Faillites, 1946. Loi des:**

Bill (A-5)—1re, 160. 2e et renvoi B. et C., 167. Rapport du Comité (Im-
 pression des délibérations)—Adoption, 196. Rapport recommandant
 qu'on ne procède pas davantage à l'étude de ce Bill au cours de la pré-
 sente session, etc.,—adoption, 517.

- Fascio, Kerttu Helvi Helen**—(*Divorce*):
Pétition, 118. Rapport, 403. Adoption, 479.
Bill (W-12)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528.
Message, 529. S.R., 572. Ch. 167.
- Feeney, Caroline Smith, autrement connue sous le nom de Margarita Alice Smith Tiffney Feeney**—(*Divorce*):
Pétition, 37. Rapport, pétition retirée, 219. Rapport adopté, 239.
- Fête du Canada. Loi de la:**
Bill (8)—1re, 94. 2e ajournée, 108, 112, 124, 128, 133, 137. Débat sur motion pour 2e et ajournements, 142, 174, 177, 185, 189, 193, 199, 203, 239. Débat ajourné, 277. Débat et ajournements, 286, 290. Débat ajourné, 303. Débat et ajournement, 308. Ajournements du débat, 312, 325, 330, 341, 352, 363. Débat et ajournement, 368. 2e et renvoi B. et C., 374. Rapport avec amendements; motion pour acceptation des amendements—motion pour le renvoi au Comité pour plus ample étude rejetée sur division; amendements agréés et 3e, 413.
- Fewtrell, Muriel Aileen MacKeage**—(*Divorce*):
Pétition, 122.
- Fielder, Ottocar**—(*Divorce*):
Pétition, 37. Rapport, 154. Adoption, 157.
Bill (P-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 168.
- Fields, William John**—(*Divorce*):
Pétition, 36.
- Foster, Frances Eleanor Miller**—(*Divorce*):
Pétition, 38. Rapport, 164. Adoption, 173.
Bill (E-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 188. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 169.
- Fournier, Vera Gertrude Horder**—(*Divorce*):
Pétition, 118. Rapport, 296. Adoption, 308.
Bill (19)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.
Message, 528. S.R., 570. Ch. 170.
- Frances, Annie Coyle**—(*Divorce*):
Pétition, 37. Rapport, 104-105. Adoption, 112.
Bill (X-2)—1re, 123. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 171.
- Fraser, Alastair Trenholme Lovat**—(*Divorce*):
Pétition, 38. Rapport, 149-150. Adoption, 157.
Bill (B-4)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 172.
- Frontières de Québec, 1912. Loi de l'extension des**—(*Modification*):
Bill (156)—1re, 294. 2e ajournée, 312, 324, 329, 341, 352. 2e, 363. 3e, 367.
S.R., 377. Ch. 29.
- Fulton, Edward Frank**—(*Divorce*):
Pétition, 37.

G

Gage, Elizabeth Maude Foy—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 106. Adoption, 112.
 Bill (B-3)—1re, 124. 2e, 133, 3e, 137. Adoption par Coms., 259. Message,
 262. S.R., 313. Ch. 173.

Gagnon, Muriel Elizabeth Clarke—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 393. Adoption, 400.
 Bill (N-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 478. Adoption par Coms.,
 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 174.

Gardiner, Kay Florence Smart—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 148. Adoption, 157.
 Bill (V-3)—1re, 160, 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 175.

Garvie, Ellen Margaret Price—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 337. Adoption, 352.
 Bill (M-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 176.

Gascon, Malvina Angelina Seguin—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 58. Adoption, 66.
 Bill (L)—1re, 66. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 177.

Gendreau, Clermont—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 149. Adoption, 157.
 Bill (Y-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 178.

Geoffrion, Josephine Isabelle Nicholls Broglie—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 350. Adoption, 363.
 Bill (I-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 179.

Gibson, Michael—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 381. Adoption, 388.
 Bill (W-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 180.

Giguère, Marie Olivette Marthe Pépin—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 263-264. Adoption, 286.
 Bill (L-7)—1re, 288. 2e, 301. 306. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 181.

Gillean, Mary Innocent Gorman Martin—(Divorce):

Pétition, 71. Rapport, 267. Adoption, 286.
 Bill (W-7)—1re, 288. 2e 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 182.

Gillman, Anna Blumenthal—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 265. Adoption, 286.
 Bill (R-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 183.

Girard, Pauline Gregoire—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 339. Adoption, 352.
 Bill (T-10)—1re, 2e, 3e, 353. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528, S.R., 571. Ch. 184.

Gladwish, Pauline Francesca Evans—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 270. Adoption, 286.
 Bill (H-8)—1re, 288. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 185.

Glick, Anne Goldsmith—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 320. Adoption, 329.
 Bill (F-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 186.

Goldin, Beatrice Lydia Ogulnik—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 149. Adoption, 157.
 Bill (Z-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 187.

Goodman, Alfred—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 274. Adoption, 286.
 Bill (X-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 188.

Gouverneur général:

Ouverture du Parlement, 2, 5.
 Adresse à Son Excellence le Major-général le Très Honorable Comte d'Athlone à l'occasion de la cessation de ses relations officielles avec le Canada—motion et résolution, 10.
 Réponse à l'Adresse du Très Honorable Comte d'Athlone, 116.
 Motion et Ordre que le discours prononcé par Son Excellence le Très Honorable Vicomte Alexander de Tunis et l'Adresse de bienvenue lue par le Premier Ministre soient imprimés, comme appendice au rapport officiel des Débats du Sénat, 123.

Gouverneur général. Secrétaire du:

Communications de, concernant:
 Sanctions des Bills, 64, 222, 309, 372.
 Ouverture de la session, 2.
 Prorogation du Parlement, 568.

Gouverneur général. Député du:

Commission nommant le Très Honorable Thibaudeau Rinfret lue par le Greffier, 239.
 Sanctions des bills, 240-241, 312-316, 377-378, 570-574.

Grant, Alexander—(Divorce):

Pétition, 117. Rapport, 218. Adoption, 239.
 Bill (E-7)—1re, 224, 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 189.

Grant, Rose Hannah Colbeck—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 350-351. Adoption, 363.
 Bill (J-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 190.

Graver, George—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 183. Adoption, 193.
 Bill (W-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 191.

Gray, Norman Peter—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 151. Adoption, 157.
 Bill (G-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 192.

Green, Bessie Goldrosen—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 79. Adoption, 90.
 Bill (C-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 193.

Greffier du Sénat:

Comptes et pièces justificatives présentés, 117. Rapport du Comité, 504.
 Sanctions des Bills, 66-67, 240-241, 312-316, 377-378, 570-574.
 Administrateur, Député de l'—Lecture de la Commission nommant l'honorable Patrick Kerwin, 65.
 Gouverneur général. Député du—Lecture de la Commission nommant l'honorable Thibaudeau Rinfret, 239.
 Président du Sénat—Informe le Sénat de l'absence inévitable du Président, 132.

Griffin, Louise Jocelyn Wolfrey Black—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 147. Adoption, 157.
 Bill (S-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 194.

Griffiths, Kathleen Elizabeth Regan—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 154. Adoption, 157.
 Bill (Q-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 195.

Guilbault, Emilien—(Divorce):

Pétition, 35.

Guillevin, Marguerita St. Catherine McKeigan—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 78-79. Adoption, 90.
 Bill (B-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 196.

Guz, Brandia Lylberberg, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass—(Division):

Pétition, 120. Rapport, 383. Adoption, 388.
 Bill (B-12)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 197.

H**Habitation, 1944. Loi sur l'—(Modification):**

Bill (306)—1re, débat et ajournement sur motion pour 2e, 392.
 Ajournement, 399. Suite du débat sur motion pour 2e, et ajournement, 406. 2e et déferé au comité permanent des Finances, 413. Rapport et 3e, 418. S.R., 572. Ch. 61.

Hamelin, Elizabeth Sharp—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 382. Adoption, 388.
 Bill (Y-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 198.

Hamelin, Mary Alice Berrigan—(Divorce):

Pétition, 120.

Hamill, Myrtle Ethel Anderson—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 267. Adoption, 286.
 Bill (Y-7)—1re 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 524.
 Messages, 528. S.R., 570. Ch. 199.

Hamilton, Dorothy MacLelland—(Divorce):

Pétition, 71. Rapport, 150. Adoption, 517.
 Bill (E-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 200.

Hardie, Jessie Hope Forbes—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 198. Adoption, 202.
 Bill (F-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 201.

Harris, Mary Epstein—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 196-197. Adoption, 202.
 Bill (A-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 202.

Hawes, Beatrice Irene Moore—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 105. Adoption, 112.
 Bill (Y-2)—1re, 124. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 203.

Henchey, Jeanne D'Arc Guilmette—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 359. Adoption, 369.
 Bill (L-11)—1re, 373. 2e et 3e, 367. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 204.

Henderson, George Christie—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 349. Adoption, 363.
 Bill (E-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 205.

Heubach, Margo Ismena Graydon—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 216. Adoption, 239.
 Bill (Y-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 206.

Hodgson, Vera Harriet May Kingborn—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 82-83. Adoption, 90.
 Bill (L-2)—1re, 91. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 207.

Hollander, Maitable Horwitz—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 197. Adoption, 202.
 Bill (C-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 209.

Hôtel Lord Elgin, Ottawa:

Motion et Ordre de répondre, 520.

Howe, Eleanor Hibberd—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 183. Adoption, 193.
 Bill (V-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 209.

Howick, Edna Bookalam—(Divorce):

Pétition, 40. Rapport, 165-166. Adoption, 173.
 Bill (1-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 189. Adoption par Coms., 260.
 Message, 261. S.R., 314. Ch. 210.

Hubbard, Arthur Joseph—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 183. Adoption, 193.
 Bill (U-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 211.

Hunter, Dorothy Catherine Benson—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 269-270. Adoption, 286.
 Bill (G-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 212.

Hurd, Edmund Lionel—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 347. Adoption, 363.
 Bill (X-10)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 213.

Hutchins, John Anderson—(Divorce):

Pétition, 71. Rapport, 272. Adoption, 286.
 Bill (O-8)—1re, 280. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 214.

Hyss, Gregoire (Hrvhorv), autrement connu sous le nom de Jarry Hys—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 386. Adoption, 396.
 Bill (F-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 406. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 215.

I

Immigration:

Voir: Comités (*Permanents*), *Immigration*et travail*.

Immigration. Loi sur l'—(Modification):

Bill (367)—1re, 484. 2e ajournée, 490. 2e et 3e, 507. S.R., 573. Ch. 54.

Imprimerie et de la papeterie publiques. Loi de l'—(Modification):

Bill (127)—1re, 346. 2e, 363. 3e, 367. S.R., 377. Ch. 27.

Imprimerie et de la papeterie publiques (Avances à l'Imprimeur du Roi).**Loi de l'—(Modification):**

Bill (245)—1re, 359. 2e, 368. 3e, 373. S.R., 377. Ch. 28.

Indiens. Loi et administration des:

Voir: Comités (*mixtes*).

Industrie laitière. Loi sur l'—(*Modification*):

Bill (G)—1re, 49. 2e ajournée, 61. Débat et ajournement sur motion pour 2e, 64, 84. Débat ajourné, 89, 96. Suite du débat et ajournement, 100. Sur Ordre de reprendre le débat—motion pour ajourner débat adoptée sur division, 108. Débat ajourné, 112. Motion de nouveau discutée et ajournée, 128, 133. Reprise du débat sur la motion en 2e lecture; motion visant à modifier ce Bill discutée et ajournée, 137. Reprise du débat sur la motion en amendement; amendement déclaré hors d'ordre; reprise du débat sur motion en 2e; motion pour 2e rejetée sur division, 141, 142.

Irwin, Frances Mary Fisk—(*Divorce*):

Pétition, 121. Rapport, 381. Adoption, 388.
Bill (U-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 217.

Isaac, Marion Cruikshank—(*Divorce*):

Pétition, 32. Rapport, 58. Adoption, 66.
Bill (K)—1re, 66. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 216.

J**Jackson, Lillian Audrey Atkinson**—(*Divorce*):

Pétition, 40. Rapport 210. Adoption, 239.
Bill (H-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
Message, 262. S.R., 315. Ch. 218.

James, Lilius Clark Watt—(*Divorce*):

Pétition, 120. Rapport, 381. Adoption, 389.
Bill (V-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
Message, 529. S.R., 572. Ch. 219.

Jeffrey, Mary Jaclyn Robinson—(*Divorce*):

Pétition, 38. Rapport, 198. Adoption, 202.
Bill (E-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261
Message, 262. S.R., 315. Ch. 220.

Johnson, Frederick Albert—(*Divorce*):

Pétition, 36. Rapport, 145. Adoption, 157.
Bill (L-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 221.

Johnston, Hilda Forsey Pearce—(*Divorce*):

Pétition, 35. Rapport, 78. Adoption, 90.
Bill (Z)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 222.

Johnstone, Elizabeth Carr—(*Divorce*):

Pétition, 121. Rapport, 319. Adoption, 329.
Bill (B-10)—1re et 2e, 340. 3e, 252. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 223.

Jones, John Bernth—(*Divorce*):

Pétition, 70.

Jones, Ernest Leslie Maddock—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 153. Adoption, 157.
 Bill (L-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 224.

Jones, Ruby Eileen Baker—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 155. Adoption, 157.
 Bill (S-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 225.

Joslove, Bertha Lipshitz—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 152. Adoption, 157.
 Bill (K-4)—1re, 61. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 226.

Juges, 1946. Loi des:

Bill (250)—1re, 529. 2e, ajournée, 532. 2e et 3e, 354. S.R., 573. Ch. 56.

K**Kavanagh, Charles Patrick—(Divorce):**

Pétition, 37. Rapport, 83. Adoption, 90.
 Bill (M-2)—1re, 91. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 227.

Kennedy, Lila Edna Page—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 180. Adoption, 193.
 Bill (N-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 228.

Kerwin. L'honorable Patrick:

Nomination au poste de Député Administrateur—Lecture de la Commission
 par le Greffier, 65.
 Sanction des Bills, 66.

Kimpton, Dorothy Ellen Cope—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 82. Adoption, 90.
 Bill (K-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 229.

Kirouac, Natalie Kathleen Fearon—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 383. Adoption, 388.
 Bill (C-12)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 230.

Kirsh, Pauline Hellier—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 181. Adoption, 193.
 Bill (P-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261. Mes-
 sage, 262. Ch. 231.

Kirton, James Delmer Thomas—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 147. Adoption, 157.
 Bill (T-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
 Mmessage, 262. S.R., 314. Ch. 232.

Kitching, Inga Mary Frances—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 360-361. Adoption, 369.

Bill (P-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 572. Ch. 233.

Kouri, Evelyn Helen Deeb—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 264. Adoption, 286.

Bill (M-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 234.

Kovaes, Andrew—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 151. Adoption, 157.

Bill (H-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.

Message, 262. S.R., 314. Ch. 235.

Krawchuk, Paul—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 214. Adoption, 239.

Bill (S-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.

Message, 263. S.R., 315. Ch. 236.

L**Lacoe, Eveline Richmond Sykes—(Divorce):**

Pétition, 39. Rapport, 213. Adoption, 239.

Bill (Q-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.

Message, 263. S.R., 315. Ch. 237.

Lacombe, Lucille Aimée Cadieux—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 382. Adoption, 338.

Bill (Z-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 572. Ch. 238.

Lafleur, Florence Joy McGibbon—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 80. Adoption, 90.

Bill (E-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 239.

Lajeunesse, Marie Jeanne Augusto Clement—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 359. Adoption, 369.

Bill (K-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 240.

Landry, Joseph François Georges—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 145. Adoption, 157.

Bill (M-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 241.

Larivière, Ivy May Baylis—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 273. Adoption, 286.

Bill (R-8)—1re, 289. 2e, 303. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 242.

Larose, M. R.—

Nomination au poste de Premier Greffier adjoint, Sénat, 140.

Laverdure, Simone Tardif—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 156. Adoption, 157.
 Bill (U-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 243.

Léonard, Marie Charlotte Arsenault—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 339. Adoption, 352.
 Bill (V-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 244.

Leupold, Elizabeth Jean Warden—(Divorce):

Pétition, 40. Rapport, 166. Adoption, 173.
 Bill (K-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 189. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 245.

Levin, Rose Klein—(Divorce):

Pétition, 32.

Lewis, Walter Vernon—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 388. Adoption, 396.
 Bill (K-12)—1re, 396. 2e, 400. 3e, 406. Adoption par Coms., 528.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 246.

Litwin, Fay Padolne—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 386. Adoption, 396.
 Bill (E-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 405. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 247.

Lobb, Ivy Anderson—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 336. Adoption, 352.
 Bill (J-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 248.

Lois adoptées au cours de la session:**LOIS D'INTÉRÊT PUBLIC**

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
SANCTIONNÉES LE 3 AVRIL 1946		
1. Subsidés, n° 1, 1946.—Loi des		11
2. Subsidés, n° 2, (Supplémentaires)		12
SANCTIONNÉES LE 28 MAI 1946		
3. Subsidés, n° 3, 1946.—Loi des		141
4. Vérificateurs des Chemins de fer nationaux du Canada		10
5. Code criminel (Réunions de courses).—Loi du (Modification)	(D)	15
6. Affaires extérieures.—Loi du ministère des (Modification)		6
7. Explosifs, 1946.—Loi des	(E)	16
8. Exportations.—Loi des (Modification)	(C)	14
9. Pares nationaux (Limites) 1946.—Loi des		63
10. Eaux navigables.—Loi sur la protection des (Modification)....		9
11. Opium et des drogues narcotiques, 1929.—Loi de l'—(Modifica- tion)	(B)	29
12. Canada—Royaume-Uni, 1946.—Convention financière		28
13. Yukon.—Loi de l'extraction du quartz dans le (Modification)..		61

Lois adoptées au cours de la session:—Suite

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
SANCTIONNÉES LE 27 JUIN 1946		
14. Subsidés, n° 4, 1946.—Loi des		198
15. Citoyenneté canadienne.—Loi de la		7
16. Aliments du bétail, 1937.—Loi sur les (Modification).....		64
17. Service naval, 1944.—Loi du (Modification)	(Q-2)	56
SANCTIONNÉES LE 26 JUILLET 1946		
18. Subsidés n° 5, 1946.—Loi des		310
19. Chemins de fer nationaux et l'acquisition du chemin de fer du Manitoba.—Loi concernant les		194
20. Code criminel.—Loi du		303
21. Approvisionnements du ministère des Transports.—Loi sur les (Modification)		139
22. Cour de l'Echiquier.—Loi de la (Modification)		249
23. Aliments et drogues.—Loi des (Modification).....	(X-9)	252
24. Compagnies de l'Etat.—Loi concernant le fonctionnement des...		155
25. Chambre des communes.—Loi de la (Modification).....		125
26. Métaux précieux, 1946.—Loi sur le poinçonnage des.....	(F)	17
27. Imprimerie et de la papeterie publiques.—Loi de l'.....		127
28. Imprimerie et de la papeterie publiques.—Loi de l'—(Avances à l'Imprimeur du Roi)		245
29. Frontières de Québec, 1912.—Loi de l'extension des (Modifi- cation)		156
30. Chemins de fer.—Loi des (Modification).....		138
31. Conseil des recherches.—Loi du (Modification)		154
32. Aviation royale canadienne.—Corps de l' (Modification)	(R-2)	57
33. Etablissement de soldats.—Loi de l' (Modification).....		199
34. Corps féminin de la Marine royale et le South African Military Nursing Service (Benefits)		200
35. Yukon.—Loi de l'extraction de l'or dans le (Modification).....		62
SANCTIONNÉES LE 31 AOÛT 1946		
36. Anciens combattants des forces alliées.—Loi concernant les....		328
37. Energie atomique, 1946.—Loi du contrôle de l'.....		165
38. Canada—Royaume-Uni, 1946.—Convention relative à l'Impôt sur le revenu		300
39. Canada—Royaume-Uni, 1946.—Convention relative aux droits successoraux		301
40. Corporation commerciale canadienne.—Loi de la.....		251
41. Chemin de fer nationaux du Canada de Barraute aux Chutes Kiask, sur la Rivière Bell, province de Québec.—Loi concer- nant la construction d'une ligne par les		345
42. Chemins de fer nationaux du Canada, 1946.—Loi du financement et des garanties		346
43. Pensions et allocations de guerre aux civils.—Loi.....		335
44. Coalitions. Loi d'enquête sur les (Modification).....		193
45. Douanes.—Loi des (Modification).....		369
46. Droits successoraux.—Loi fédérale des (Modification)		373
47. Surplus de bénéfices, 1940.—Loi des (Modification).....		370
48. Accise, 1934.—Loi de l' (Modification)		371
49. Exportation.—Loi de l'assurance des crédits l'—(Modification).		126
50. Allocations familiales, 1944.—Loi des (Modification).....		308
51. Commission fédérale de District, 1927.—Loi de la (Modification)		357
52. Pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni.—Loi concernant des prestations aux		326
53. Change étranger.—Loi du contrôle du.....		195
54. Immigration.—Loi de l'—(Modification).....		367

Lois adoptées au cours de la session:—Suite

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
55. Impôt de guerre sur le revenu.—Loi de l'—(Modification)		368
56. Juges, 1946.—Loi des		250
57. Viandes et aliments en conserves.—Loi des (Modification).....		164
58. Marins marchands.—Loi concernant l'indemnisation des.....		302
59. Pension militaire.—Loi de la (Modification)		392
60. Pouvoirs transitoires dans les circonstances critiques, 1945.— Loi ayant pour objet de conférer des (Modification)....		253
61. Habitation., 1944.—Loi de l'(Modification).....		306
62. Pensions.—Loi des (Modification).....		329
63. Réintégration dans les emplois civils, 1946.—Loi de la.....		307
64. Certaines personnes recrutées au Canada pour missions spéciales		330
65. Impôt de guerre sur le revenu.—Loi spéciale de l' (Modification)		372
66. Surveillants des services auxiliaires.—Loi concernant les presta- tions destinées aux.....		325
67. Commissaires du Hâvre de Toronto, 1946.....		299
68. Assurance-chômage, 1940.—Loi sur l'(Modification).....		243
69. Anciens combattants.—Loi sur les prêts commerciaux et profes- sionnels aux		332
70. Anciens combattants.—Loi des terres destinées aux (Modification)		336
71. Anciens combattants.—Loi de la réadaptation des (Modification)		333
72. Anciens combattants.—Loi concernant la réadaptation des (Gra- tification universitaire) (Modification).....		327
73. Crimes de guerre.—Loi concernant les.....		309
74. Services de guerre, 1944.—Loi de l'indemnité (Modification)....		334
75. Anciens combattants, 1946.—Loi sur les allocations aux.....		331
76. Subsidés, n° 6, 1946.—Loi des.....		393

LOIS D'INTÉRÊT PRIVÉ ET LOCAL

SANCTIONNÉES LES 28 MAI, 27 JUIN, 26 JUILLET ET 31 AOÛT 1946

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER

77. Prescott and Ogdensburg Bridge Company.....	(B-9)	248
---	-------	-----

COMPAGNIES D'ASSURANCE

78. Canadian Fire Insurance Company. The.....	(J-7)	247
79. Canadian Indemnity Company. The.....	(I-7)	246
80. Co-operative Life of Canada.....	(Y-5)	197

AUTRES COMPAGNIES

81. Vétérans de l'Armée et de la Marine au Canada.....	(K-7)	244
82. Canadian Acceptance Company.....	(O-2)	59
83. Société des Artisans canadiens-français.....	(Z-5)	196
84. Eglises Evangéliques de la Pentecôte.....	(B-5)	137
85. Conseil national des Femmes du Canada.....	(H)	30
86. Eglise du Nazaréen. Bureau exécutif de l'.....	(S-2)	82
87. Rupert's Land Trading Company.....	(P-2)	60
88. Association canadienne de bienfaisance des Travailleurs du Canada	(S-11)	374

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

DIVORCES

SANCTIONNÉES LES 27 JUIN ET 31 AOÛT 1946

Chap.	Sénat	Ch. des C.
	Bill n°	Bill n°
89. Aaltonen, Martta Haavisto.....	(S-5)	148
90. Abracén, Nellie Izbitsky.....	(L-10)	288
91. Alexander, Charles Howard.....	(N-11)	340
92. Allan, Margaret Ruth Weir.....	(I-2)	48
93. Allan, Thomas.....	(R-5)	147
94. Andersen, Nellie Harrison.....	(C-7)	187
95. Angus, Isabella Eleonora Cantlie.....	(D-3)	75
96. Argall, Henry Wallace.....	(Q-10)	293
97. Armitage, Elsie Fisher.....	(N)	23
98. Ash, Marie Irene Clementine Elizabeth.....	(D-7)	188
99. Astrofsky, Fanny Miller.....	(G-7)	191
100. Baker, Mary Norma Wickens.....	(R-10)	294
101. Baldwin, Charles Horatio.....	(G-10)	283
102. Barraclough, Marie Laurette Eliennette (Rita) Vallerand.....	(F-11)	320
103. Barraclough, Violet Maude Griffiths.....	(F-4)	104
104. Beach, Thomas.....	(F-7)	190
105. Beakes, Thomas Bryson.....	(M-5)	142
106. Beaudoin, Joseph Euclide.....	(P-12)	378
107. Bellows, James Arthur.....	(M-11)	339
108. Benlow, Wilfred Fields.....	(Q-5)	146
109. Bennett, William Thomas.....	(G-11)	321
110. Beresford, George Burley.....	(C-3)	74
111. Bernard, Henri Edme.....	(B-7)	186
112. Bigelow, Malcolm Ernest.....	(X-5)	153
113. Biggs, Isabel Greenshields.....	(A-7)	185
114. Birnbaum, Annie Solomon.....	(S-7)	208
115. Boosamra, John.....	(A-13)	389
116. Booth, Esther Irene Lind.....	(R)	31
117. Boulet, Mary Rose Ellement.....	(Q-12)	379
118. Brady, Rose Dawson.....	(N-7)	203
119. Bridgeman, Pauline Frances Beaton.....	(D-8)	219
120. Brown, Margaret Penelope.....	(J)	19
121. Browne, Mary Macdonald Short.....	(I-8)	224
122. Brumby, Nellie Mugford.....	(Z-4)	124
123. Burns, Margaret Fern Hobbs.....	(O-12)	377
124. Burton, Jessie Violet Louise Stargratt.....	(C-9)	254
125. Cadieux, Marie Jeanne Antoinette Bastien.....	(Q-3)	89
126. Caplan, Ida Solomon.....	(A-9)	242
127. Carbonneau, Alma Gosselin.....	(N-9)	265
128. Carr-Harris, Donald Dale.....	(E-9)	256
129. Carroll, Muriel Gertrude McKnight.....	(S-8)	234
130. Chadillon, Luc.....	(V-7)	211
131. Chapdelaine, Gaston Marcel.....	(Y-12)	387
132. Charest, Dollard.....	(V-12)	384
133. Charlebois, John Louis.....	(H-2)	47
134. Charles, Sadie Joseph Saikaley.....	(M-8)	228
135. Chartier, Ross David.....	(Z-12)	388
136. Chevalier, Paul Martial.....	(F-8)	221
137. Cheverton, Nora Kathleen Loury.....	(M)	22
138. Christen, Joseph Alphonse.....	(W-10)	311
139. Clark, Lilian Doris Howard.....	(L-9)	263
140. Clarke, Ida Portnoff.....	(A-8)	216
141. Clout, Harold Clayton Webb.....	(Q-11)	343
142. Cochrane, Mildred Florence Rooke.....	(G-5)	132

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
143. Colby, Phyllis Thorburn Rice.....	(R-11)	344
144. Colt, Helen Agnes Stuart.....	(M-9)	264
145. Cook, Bernard	(I-6)	167
146. Cory, Minerva Jane.....	(Q)	26
147. Cotapschi, Edward	(U-9)	272
148. Cote, Julia Patricia Byrne.....	(J-9)	261
149. Crane, Beatrice Emily Young.....	(P-7)	205
150. Creates, Henry Arthur.....	(T-6)	178
151. Crete, Ernest	(O-5)	144
152. Currie, Ralph Samuel.....	(T-4)	118
153. Dawes, Jean Wilbur Cassils.....	(O-8)	230
154. de Beaujeu, Juliana Edmonda Isabella Ferdinanda Becquaert..	(I)	18
155. de Brabant, Mary Jane Michelle Ahern.....	(W-9)	274
156. de Gruchy, Herbert Beatson.....	(U-7)	210
157. des Baillels, Florence Cleveland Smith.....	(O-9)	266
158. Dichow, Shirley Boyd Fuller.....	(O-7)	204
159. Dickerson, Robert Malcolm.....	(B-11)	316
160. Dormer, Marie Evelyn.....	(X)	37
161. Doyle, Gladys Elsie Larivière.....	(Y-10)	313
162. Dunfield, Marian Pearl.....	(U-12)	383
163. Dyce, Harry	(A-4)	99
164. Eaton, Richard Carter.....	(W-2)	68
165. Edson, Gwendolyn Edith.....	(C-11)	317
166. Ewen, Olive Esther Rose.....	(V)	35
167. Fascio, Kerttu Helvi Helen.....	(W-12)	385
168. Fiedler, Ottocar	(P-4)	114
169. Foster, Frances Eleanor Miller.....	(E-5)	130
170. Fournier, Vera Gertrude Horder	(I-9)	260
171. Frances, Annie Coyle	(X-2)	69
172. Fraser, Alastair Trenholme Lovat	(B-4)	100
173. Gage, Elizabeth Maude Foy	(B-3)	73
174. Gagnon, Muriel Elizabeth Clarke	(N-12)	376
175. Gardiner, Kay Florence Smart	(V-3)	94
176. Garvie, Ellen Margaret Price	(M-10)	289
177. Gascon, Malvina Angelina Seguin	(L)	21
178. Gendreau, Clermont	(Y-3)	97
179. Geoffrion, Josephine Isabelle Nicholls Broglie	(I-11)	323
180. Gibson, Michael	(W-11)	350
181. Giguère, Marie Olivette Marthe Pépin	(L-7)	201
182. Gillean, Mary Innocent Gorman Martin	(W-7)	212
183. Gillman, Anna Blumenthal	(R-7)	207
184. Girard, Pauline Gregoire	(T-10)	296
185. Gladwish, Pauline Francesca Evans	(H-8)	223
186. Glick, Anne Goldsmith	(E-10)	281
187. Goldin, Beatrice Lydia Ogulnik	(Z-3)	98
188. Goodman, Alfred	(X-8)	239
189. Grant, Alexander	(E-7)	189
190. Grant, Rose Hannah Colbeck	(J-11)	324
191. Graver, George	(W-5)	152
192. Gray, Norman Peter	(G-4)	105
193. Green, Bessie Goldrosen	(C-2)	42
194. Griffin, Louise Jocelyn Wolfrey Black	(S-3)	91
195. Griffiths, Kathleen Elizabeth Regan	(Q-4)	115
196. Guillevin, Marguerita St. Catherine McKeigan	(B-2)	41
197. Guz, Brandia Lylberberg, autrement connue sous le nom de Bertha Silverberg Gass.....	(B-12)	355
198. Hamelin, Elizabeth Sharp	(Y-11)	352

Lois adoptées au cours de la session:—*Suite*

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
199. Hamill, Myrtle Ethel Anderson	(Y-7)	214
200. Hamilton, Dorothy McLelland	(E-4)	103
201. Hardie, Jessie Hope Forbes	(F-6)	162
202. Harris, Mary Epstein	(A-6)	157
203. Hawes, Beatrice Irene Moore	(Y-2)	70
204. Henchey, Jeanne D'Arc Guilmette	(L-11)	338
205. Henderson, George Christie	(E-11)	319
206. Heubach, Margo Ismena Graydon	(Y-6)	183
207. Hodgson, Vera Harriet May Kinghorn	(L-2)	51
208. Hollander, Maitabel Horwitz	(C-6)	159
209. Howe, Eleanor Hibberd	(V-5)	151
210. Hoewick, Edna Bookalam	(I-5)	134
211. Hubbard, Arthur Joseph	(U-5)	150
212. Hunter, Dorothy Catherine Benson	(G-8)	222
213. Hurd, Edmund Lionel	(X-10)	312
214. Hutchins, John Anderson	(Q-8)	232
215. Hyss, Gregoire (Hryhory), autrement connu sous le nom de Harry Hys.....	(F-12)	360
216. Isaac, Marion Cruickshank	(K)	20
217. Irwin, Frances Mary Fisk	(U-11)	348
218. Jackson, Lilian Audrey Atkinson	(H-6)	166
219. James, Liliias Clark Watt	(V-11)	349
220. Jeffrey, Mary Jaclyn Robinson	(E-6)	161
221. Johnson, Frederick Albert	(L-3)	84
222. Johnston, Hilda Forsey Pearce	(Z)	39
223. Johnstone, Elizabeth Carr	(B-10)	278
224. Jones, Ernest Leslie Maddock	(L-4)	110
225. Jones, Ruby Eileen Baker	(S-4)	117
226. Joslove, Bertha Lipshitz	(K-4)	109
227. Kavanagh, Charles Patrick	(M-2)	52
228. Kennedy, Lila Edna Page	(N-5)	143
229. Kimpton, Dorothy Ellen Cope	(K-2)	50
230. Kirouac, Natalie Kathleen Fearon	(C-12)	356
231. Kirsch, Pauline Hellier	(P-5)	145
232. Kirton, James Delmer Thomas	(T-3)	92
233. Kitching, Inga Mary Frances	(U-11)	342
234. Kouri, Evelyn Helen Deeb	(M-7)	202
235. Kovacs, Andrew	(H-4)	106
236. Krawchuk, Paul	(S-6)	177
237. Lacoé, Eveline Richmond Sykes	(Q-6)	175
238. Lacombe, Lucile Aimée Cadieux	(Z-11)	353
239. Lafleur, Florence Joy McGibbon	(F-2)	45
240. Lajeunesse, Marie-Jeanne-Augusta Clement	(K-11)	337
241. Landry, Joseph François Georges	(M-3)	85
242. Larivière, Ivy May Baylis	(R-8)	233
243. Laverdure, Simone Tardif	(U-4)	119
244. Leonard, Marie Charlotte Arsenault	(V-10)	298
245. Leupold, Elizabeth Jean Warden	(K-5)	136
246. Lewis, Walter Vernon	(K-12)	365
247. Litwin, Fay Podolne	(E-12)	359
248. Lobb, Ivy Anderson	(J-10)	286
249. Mackie, Cyril	(O-6)	173
250. MacKinnon, Margaret June Purdy	(X-4)	122
251. MacNab, Barbara Laing Robertson	(D-10)	280
252. MacNaughton, Ernestine Anne Lothrop	(Z-10)	314
253. Macnutt, Dorothy Ruth Bennett	(N-3)	86

Lois adoptées au cours de la session:—Suite

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
254. Main, Leah Helen Shute	(S-9)	270
255. Manley, Laura Olive Byers	(H-9)	259
256. Marder, Anne Levy	(O-3)	87
257. Martin, Jean Stewart Lavery	(R-12)	380
258. Mastine, Cleora Elizabeth Doyle	(A-10)	277
259. May, Laura Lillian Butler	(Z-2)	71
260. Maxham, Audrey Helen Jackson	(D-2)	43
261. McCaffrey, Joseph	(T-12)	382
262. McDerment, Eliza Ritchie	(R-4)	116
263. McDougall, Dorothy Adams Acer	(T)	33
264. McEwen, David Ritchie	(P-3)	88
265. McKenzie, Georgina Hylda Swaffield	(J-2)	49
266. McKerness, Edward Charles	(I-10)	285
267. McLean, Stephanie Tymchuk	(U-6)	179
268. McNamara, Mary McCallum	(R-9)	269
269. Meyer, Helen Louise Mitchell	(D-9)	255
270. Mitchell, Ann Low Fuller	(A-2)	40
271. Moldovan, Zoita Tehanciuc	(W-3)	95
272. Montgomery, Edward Mortin	(F-3)	77
273. Meldrum, Alexander Marr	(O-4)	113
274. Morrison, Kenneth Edwin	(W-6)	181
275. Mullin, Blanche Belanger	(W-8)	238
276. Munn, Rhona Gertrude Paikowsky	(T-5)	149
277. Munro, Grace Ellen Rafter	(H-7)	192
278. Murray, Evelyn Clare Ward Davis	(G-3)	78
279. Natovitch, Sophie Shoob	(N-10)	290
280. Norman, Beatrice Caroline Lock	(V-8)	237
281. O'Sullivan, William Joseph	(D-4)	102
282. Oswald, Isobel Cameron McLaggan	(G-2)	46
283. O'Toole, Dorothy Adelaide Grace Vennor	(K-9)	262
284. Parker, Madge Aileen Hunter	(O-10)	291
285. Pascas, Amelia Jesik	(N-6)	172
286. Payne, Anne Shackel	(X-12)	386
287. Pendiuk, Claire Yaroslawa Lytwyn	(P-10)	292
288. Perel, Miriam Vineberg	(R-6)	176
289. Perrier, Lucile Eileen Piché	(J-4)	108
290. Philips, Marie-Rose-Yvette Breton	(C-10)	279
291. Pinsky, Katie Hoffman	(S)	32
292. Planche, Carol Gordon Cass	(P-6)	174
293. Pope, Marjorie Maxwell Cleghorn	(U-10)	297
294. Popkin, Gwentyth Lorraine Madge	(R-3)	90
295. Potter, Esther Genevieve Johnson	(H-3)	79
296. Prem-Das, Andrew	(W)	36
297. Prosterman, Annie Spivack	(V-6)	180
298. Rae, John	(Y-4)	123
299. Rankin, Helen Douglas Stewart	(U)	34
300. Rassie, Mary Kathleen Maloney	(F-5)	131
301. Raymond, Leonard Ferdinan	(L-12)	366
302. Reid, Berthe Alice Cardinal	(J-5)	135
303. Reid, Helen Louisa Willcox	(V-2)	67
304. Richard, Yvonne Rachel Mayer	(K-10)	287
305. Richarson, May Andria Thistle Shirres	(B-8)	217
306. Ring, Robert Frederick	(J-12)	364
307. Ritchie, Almeda Mabel Hartry	(X-6)	182
308. Ritchie, Irene Renee Levey	(N-4)	112
309. Rivard, Catherine Young	(V-9)	273
310. Roncarelli, Erminia Taccani	(T-8)	235

Lois adoptées au cours de la session:—Suite

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
311. Ross, Jean Ethelwyn Marshall.....	(Y-9)	275
312. Rousseau, Gratia Lauzon.....	(G-9)	258
313. Routledge, Jean St. Claire Macdonald.....	(P-8)	231
314. Runciman, James Lamb.....	(G-12)	361
315. St. Denis, Joseph Wilfrid Lionel Anecie.....	(H-12)	362
316. Sand, Eda Margel.....	(I-4)	107
317. Schacter, Max.....	(V-4)	120
318. Scott, Alexander Thompson Powell.....	(D-5)	129
319. Scott, Jean Alexandra Oughtred.....	(F-10)	282
320. Search, Edith May Hort.....	(C-5)	128
321. Share, Mildred Cohen.....	(M-12)	375
322. Shulman, Solomon.....	(J-8)	225
323. Sidaway, Elsie Alvina Hirsch.....	(L-8)	227
324. Simpson, Florence Mabel McIntosh.....	(O)	24
325. Sims, Dawz.....	(B-13)	390
326. Singfield, Maurice Olivier.....	(X-7)	213
327. Slobod, Estelle R. Warhaft.....	(J-6)	168
328. Slobodzian, Mary.....	(H-10)	284
329. Smith, Frank Ernest.....	(Z-9)	276
330. Smith, Violet May Armour.....	(U-8)	236
331. Sobolevicius, Fania Pustopedskaites, autrement connue sous le nom de Fanny Pustopedsky Sobolevicius.....	(T-11)	347
332. Spooner, Alexander Fitz Ormonde.....	(K-6)	169
333. Staley, Irene Gertrude Carry.....	(N-2)	53
334. Starkey, Florence Winnifred Dunlop.....	(P-9)	267
335. Starr, Anita Spinner.....	(D-12)	358
336. Stinson, Eileene Ruby Aspell.....	(H-5)	133
337. Stone, Francis John.....	(Q-9)	268
338. Sullivan, Francis Gordon.....	(P)	25
339. Szabo, Mary Wetstein.....	(A-12)	354
340. Sznyitar, Marie Komyati.....	(L-4)	111
341. Talilon, Roland.....	(K-3)	83
342. Tassé, Joseph Victor Emile.....	(J-3)	81
343. Tenzier, Erika Gossen.....	(Z-6)	184
344. Thissen, Emily Kathleen Mennie.....	(I-12)	363
345. Thomas, Winnifred Violet Unsworth.....	(U-2)	66
346. Thoms, Mildred Emily Rogers.....	(S-10)	295
347. Thompson, Helen Sylvia Stacey.....	(U-3)	93
348. Thomson, Arthur, Corey.....	(N-8)	229
349. Thomson, Charles.....	(Y-8)	240
350. Tiffney, Mary Walker.....	(W-4)	121
351. Titcombe, Reginald Wesley.....	(Y)	38
352. Trottier, Azarie.....	(X-11)	351
353. Turgeon, Cecile Simonne Robert.....	(T-9)	271
354. Turton, Hannah Green.....	(Z-8)	241
355. Upton, Wanita Winifred Ellerton.....	(I-3)	80
356. Veaudry, Joseph Henri.....	(M-6)	171
357. Vengroff, Irving.....	(A-11)	315
358. Venor, Robert.....	(G-6)	163
359. Verham, Ambrose Keble Fred.....	(X-3)	96
360. Villeneuve, Pauline-Gisèle Guénette.....	(D-6)	160
361. Wade, Alfred.....	(O-11)	341
362. Walsh, Martin Thomas.....	(Q-7)	206
363. Walters, Ruby Rosina Burnett.....	(T-2)	65
364. Ward, Elsie Rachel Silverson.....	(C-4)	101
365. Warren, Robert Patrick.....	(K-8)	226
366. Waterfield, Eugene Ernest Hubert George Colnaghi Williams..	(F-9)	257
367. Watson, Mildred Helen Cavers.....	(E-8)	220

Lois adoptées au cours de la session:—Fin

Chap.	Sénat Bill n°	Ch. des C. Bill n°
368. Weale, Bernice Mae Skidmore.....	(D-11)	318
369. Weldon, Gladys Ethel Standing.....	(A-3)	72
370. Wellington, Edna Marjorie Pitts.....	(H-11)	322
371. White, Albert Stuart.....	(E-3)	76
372. Wiggett, Florence Margaret Louise Jekill.....	(C-8)	218
373. Williams, Eleanor	(L-6)	170
374. Williamson, Catherine Edith Thompson.....	(S-12)	381
375. Wilson, Helen Irene Flewelling.....	(B-6)	158
376. Woolley, Allan Reginald Duncan.....	(Z-7)	215
377. Yoeman, Frank Russell.....	(E-2)	44
378. Zouikin, Katherina Demidovitch.....	(T-7)	209

London, Lily Koffman—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 40. (Pétition retirée).

M**Mackie, Cyril —(Divorce):**

Pétition, 38. Rapport, 212. Adoption, 239.

Bill (O-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.

Message, 263. S.R., 315. Ch. 249.

MacKinnon, Margaret June Purdy—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 156. Adoption, 157.

Bill (X-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.

Message, 262. S.R., 314. Ch. 250.

MacNab, Barbara Laing Robertson—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 320. Adoption, 329.

Bill (D-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 251.

MacNaughton, Ernestine Anne Lothrop—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 347. Adoption, 363.

Bill (Z-10)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 252.

MacNutt, Dorothy Ruth Bennett—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 145. Adoption, 157.

Bill (N-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 253.

Main, Leah Helen Shute—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 299. Adoption, 308.

Bill (S-9)—1re, 322. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 254.

Manley, Laura Olive Byers—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 296. Adoption, 308.

Bill (H-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 255

Marder, Anne Levy—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 146. Adoption, 157.
 Bill (O-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 256.

Marins de la Marine marchande.—Loi de compensation aux:

Bill (302)—1re, 402. 2e ajournée, 414. 2e et renvoi B. et C., 480.
 Rapport et 3e, 515. S.R., 573. Ch. 58.

Martin, Jean Stewart Lavery—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 394. Adoption, 400.
 Bill (R-12)—1re, 405. 2e, ajournée, 415. 2e, et 3e, 478. Adoption
 Coms., 528.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 257.

Mastine, Cleora Elizabeth Doyle—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 319. Adoption, 329.
 Bill (A-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 258.

Maxham, Andrew Helen Jackson—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 79. Adoption, 90.
 Bill (D-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 261. S.R., 313. Ch. 260.

May, Laura Lillian Butler—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 105. Adoption, 112.
 Bill (Z-2)—1re, 124. 2e, 133. 3e, 137. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 259.

McCaffery, Joseph—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 394-395. Adoption, 400.
 Bill (T-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 478. Adoption par
 Coms., 528.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 261.

McDerment, Eliza Ritchie—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 155. Adoption, 157.
 Bill (R-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 262.

McDougall, Dorothy Adams Acer—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 75. Adoption, 90.
 Bill (T)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 263.

McEwen, David Ritchie—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 146. Adoption, 157.
 Bill (P-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 264.

McKenzie, Georgina Hylda Swaffield—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 82. Adoption, 90.
 Bill (J-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 265.

McKerness, Edward Charles—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 320. Adoption, 329.
 Bill (I-10)—1re, et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 266.

McLean, Stephanie Tymchuk—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 214. Adoption, 239.
 Bill (U-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 267.

McNamara, Mary McCallum—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 299. Adoption, 308.
 Bill (R-9)—1re 322. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 268.

Meldrum, Alexander Marr—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 154. Adoption, 157.
 Bill (O-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 273.

Messages aux Communes:

Comité mixtes (*Bibliothèque, Impressions et Restaurant*):

Choix des sénateurs pour faire partie des, 26-27.

Comité mixte (*Loi des Indiens et Administration de*)—Jonction avec les Communes pour la création de ce comité; choix des sénateurs, 185.

Information aux Communes que le nom de l'honorable sénateur Stevensen a été substitué à celui de l'honorable sénateur Paterson, 250.

Information aux Communes à l'effet que le nom de l'honorable sénateur Paterson a été substitué à celui de l'honorable sénateur Stevenson, 285.

Comité mixte (*Drapeau national distinctif*)—Jonction avec les Communes pour la création de ce comité et nominations des sénateurs en faisant partie, 53.

Information à l'effet que l'honorable sénateur Paterson a remplacé l'honorable sénateur Davies sur ce comité, 250.

Messages des Communes:

Comités mixtes (*Bibliothèque, Impressions et Restaurant*);

Nomination des membres, 88-89.

Comité mixte (*Loi des Indiens et Administration de*)—Demandant que le Sénat s'unisse aux Communes pour la formation de ce comité, 168-169.

Comité mixte (*Drapeau national distinctif*)—Demandant que le Sénat s'unisse aux Communes pour la formation de ce comité, 30.

Témoignages—Bills de Divorces:

Retour au Sénat des témoignages soumis avec les Bills de Divorces, 262-263, 528-529.

Métaux précieux, 1946.—Loi sur le poinçonnage des:

Bill (F)—1re, 26. 2e ajournée, 41. 2e et renvoi B. et C., 49. Rapport avec amendements, 74. Amendements agréés, 89. 3e, 96. Adoption par Coms., 318. S.R., 377. Ch. 26.

Meyer, Helen Louise Mitchell—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 295. Adoption, 308.

Bill (D-9)—1re, 321. 2e, 328. 3e, 340. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 269.

Mitchell, Ann Low Fuller—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 78. Adoption, 90.
 Bill (A-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 270.

Moldovan, Zoita Tehancine—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 148. Adoption, 157.
 Bill (W-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 271.

Montgomery, Edward Mortin—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 126. Adoption, 134.
 Bill (F-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 272.

Moore, Nancy Harrison—(Divorce):

Pétition, 34.

Moohouse, Elsie King—(Divorce):

Pétition, 121.

Morrison, Kenneth Edwin—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 215. Adoption, 239.
 Bill (W-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 274.

Mullin, Blanche Belanger—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 274. Adoption, 286.
 Bill (W-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 275.

Munn, Rhona Gertrude Paikowsky—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 126. Adoption, 134.
 Bill (T-5)—1re, 193. 2e, 199. 3e, 202. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 276.

Munro, Grace Ellen Rafter—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 219. Adoption, 239.
 Bill (H-7)—1re, 244. 2e et 3e, 255. Adoption par Coms., 262.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 277.

Murray, Evelyn Clare Ward Davies—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 126. Adoption, 134.
 Bill (G-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 278.

N

Natovitch, Sophie Shoob—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 337. Adoption, 352.
 Bill (N-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 279.

Norman, Beatrice Caroline Lock—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 274. Adoption, 286.
 Bill (V-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 280.

O

Opium et drogues narcotiques, 1929. Loi sur l'—(Modification):

Bill (B)—1re, 14. 2e ajournée, 23, 27, 41. 2e et renvoi au comité permanent de la Santé publique et du bien-être social, 49. Rapport et 3e, 103. Adoption par Coms., 192. S.R., 241. Ch. 11.

O'Sullivan, Willian Joseph—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 150. Adoption, 157.
Bill (D-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 281.

Oswald, Isobel Cameron McLaggan—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 80-81. Adoption, 90.
Bill (G-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259.
Message, 262. S.R., 313. Ch. 282.

O'Toole, Dorothy Adelaide Grace Vennor—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 297. Adoption, 308.
Bill (K-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.
Message, 529. S.R., 570. Ch. 283.

P

Paquette, Eloi—(Divorce):

Pétition, 121.

Parcs Nationaux (Limited) 1946—(Modification):

Bill (63)—1re, 192. 2e, 203. 3e, 206. S.R., 241. Ch. 9.

Parker, Madge Aileen Hunter—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 337. Adoption, 352.
Bill (O-10)—1re, 2e et 3e., 353. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 284.

Pascas, Amelia Jezik—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport 212. Adoption, 239.
Bill (N-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
Message, 263. S.R., 315. Ch. 285.

Pashley, Florence Gertrude Asson—(Divorce):

Pétition, 38.

Payne, Anne Shackel—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 403-404. Adoption, 479.
Bill (X-12)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528.
Message, 529. S.R., 572. Ch. 286.

Pendiuk, Claire Yaroslawa Lytwyn—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 337-338. Adoption, 352.
Bill (P-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 287.

Pension militaire. Loi de la—(Modification):

Bill (392)—1re, 550. 2e et renvoi B. et C., 551. Rapport avec amendements; amendements agréés et 3e, 556. Acceptation par Coms. des amendements du Sénat, 568. S.R., 573. Ch. 59.

Pensions. Loi des—(Modification):

Bill (329)—1re, 402. 2e ajournée à une période subséquente de la présente séance, 404. 2e et renvoi B. et C., 406. Rapport et 3e, 488. S.R., 572. Ch. 62.

Pensions et allocations de guerre destinées à des civils. Loi concernant les:

Bill (335)—1re, 482. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 504. S.R., 573. Ch. 43.

Perel, Miriam Vineberg—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 213. Adoption, 239.

Bill (R-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message, 263. S.R., 315. Ch. 288.

Perrier, Lucille Eileen Piché—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 152. Adoption, 157.

Bill (J-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 289.

Philips, Marie Rose Yvette Breton—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 319. Adoption, 329.

Bill (C-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 290.

Pinsky, Katie Hoffman—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 75. Adoption, 90.

Bill (S)—1re, 90. 2e, 96. 3e, 107. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 291.

Planche, Carol Gordon Cass—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 213. Adoption, 239.

Bill (P-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message, 263. S.R., 315. Ch. 292.

Pompiers qui ont servi dans le Royaume-Uni. Loi de prestations aux:

Bill (326)—1re, 482. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 516. S.R., 573. Ch. 52.

Pope, Marjorie Maxwell Cleghorn—(Divorce):

Pétition 119. Rapport, 339. Adoption, 352.

Bill (U-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 293.

Popkin, Gwenyth Lorraine Madge—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 146-147. Adoption, 157.

Bill (R-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 261. Message, 262. S.R., 314. Ch. 294.

Potter, Esther Genevieve Johnson—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 127. Adoption, 134.

Bill (H-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259. Message, 262. S.R., 313. Ch. 295.

Prem-Das, Andrew—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 76-77. Adoption, 90.
 Bill (W)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 296.

Prescott and Ogdensburg Bridge Company—(Constitution en corporation):

Pétition, 263. Lecture, 288. Rapport, 294.
 Bill (B-9)—1re, 306. 2e ajournée, 325. 2e et renvoi T. et C., et suspension
 de la Règle 119, 330. Rapport et 3e, 334. Adoption par Coms., 358.
 S.R., 377. Ch. 77.

Pouvoirs transitoires dans les circonstances critiques, 1945. Loi ayant pour objet de conférer des—(Modification):

Bill (253)—1re, 550. 2e et 3e, 551. S.R., 573. Ch. 60.

Président du Sénat:

Absence du—Le Greffier informe le Sénat de l'absence inévitable, 132.
 Administrateur. Député:
 Informe le Sénat de la nomination de l'hon. Patrick Kerwin, 65.
 Athlone. Le Très Hon. le Comte:
 Présente au Sénat réponse à une Adresse d'adieu, 116.
 Bibliothèque du Parlement: Rapport des Bibliothécaires, 1945, 6.
 Discours du Trône—Ouverture de la Session:
 Informe le Sénat que copie de, est en sa possession, 5.
 Gouverneur général: Député du—Informe le Sénat de la nomination de
 l'honorable Thibodeau Rinfret, 239.
 Gouverneur général. Secrétaire du:
 Lecture des communications de, concernant:
 Sanctions des Bills, 64, 222, 309, 372.
 Ouverture de la session, 2.
 Prorogation du Parlement, 568.
 Uruguay. République de l'—
 Présente au Sénat la communication du Vice-Président et du Secrétaire
 du Sénat de—concernant la visite de bonne entente du croiseur cana-
 dien *Uganda*, 70.

Prix de littérature aux auteurs canadiens:

Motion—Débat et adoption, 285.

Prosterman, Annie Spivack—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 215. Adoption, 239.
 Bill (V-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 297.

Provost, Conrad—(Divorce):

Pétition, 121.

R**Rae, John—(Divorce):**

Pétition, 70. Rapport, 157. Adoption, 157.
 Bill (Y-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 298.

Rankin, Helen Douglas Stewart—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 76. Adoption, 90.
 Bill (U)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 299.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:

Accord sur le blé entre le Canada et le Royaume-Uni, 373.
 Accords concernant plan d'établissement de familles britanniques.—Arrêté en conseil concernant, 95.
 Acte de l'Amérique britannique du Nord—Copie de la Loi pourvoyant au rajustement de la représentation à la Chambre des communes du Canada, se basant sur la population du Canada, telle qu'adoptée par le Parlement du Royaume-Uni, 506.
 Affaires extérieures canadiennes. Service des: Copie de l'arrêté en conseil concernant la responsabilité pour la publication dans la *Gazette du Canada* d'avis de nominations de personnes aux, 123.
 Affaires extérieures. Secrétaire d'Etat aux:
 Rapport, 1945, 17.
 Rapport, 1946, 530.
 Agriculture des Prairies. Loi sur l'assistance à l'—Rapport pour l'année-récolte 1944-1945, 16.
 Agriculture. Ministère de l'—Rapport, 1945, 15.
 Allemagne.—Déclaration et autres documents concernant la défaite de, etc., 15.
 Allocations familiales, 1944.—Modification des Règlements adoptés par arrêtés en conseil, 17, 291.
 Allocations familiales. Division des—Ministère de la Santé publique et du bien-être social.—Rapport sur les activités de, 1946, 362.
 Anciens combattants. Ministère des Affaires des—
 Rapport, 1945, 16.
 Règlements édictés en vertu d'arrêtés en conseil, 16, 95.
 Anciens combattants, 1942. Loi sur les terres des—Règlements adoptés par arrêtés en conseil, 16, 41, 250.
 Anciens combattants. Président du Conseil des allocations aux:
 Rapport, 1945, 16.
 Anciens combattants. Loi sur l'établissement des soldats.—
 Règlements adoptés en vertu des dispositions de, 16, 95, 539.
 Anciens combattants (Soldats et Vétérans) Loi sur les terres destinées aux:
 Directeur des—Rapport, 16.
 Archives publiques. Département des—Rapport, 1945, 16, 23.
 Armée canadienne—Partie "A", Ordonnances générales, 15.
 Assurance-chômage, 1940. Loi de l'—Copie des règlements relatifs aux employés engagés dans des opérations forestières de la province Colombie-Britannique, 301.
 Assurance-chômage. Comité consultatif sur l'—Rapport, 388.
 Assurance-chômage. Commission de l':
 Rapport, 1945, 17.
 Rapport, 1946, 550.
 Aveugles. Pension des—Rapport sur l'administration de, 1946, 322.
 Aviation royale canadienne. Corps de l'—Rapport, 1945, 16, 276.
 Bretton Woods. Accords de 1945—Arrêtés en conseil passés en vertu des dispositions de, 41.
 Bulgarie.—Conditions d'armistice avec la, 14.
 Caisse des frais funéraires (Last Post Fund)—Copie de l'arrêté en conseil au sujet de, 95.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:—*Suite*

- Canada-Colombie—Copie d'un accord commercial, 361.
- Canada-France:
Accord financier avec, 122.
Echange de notes avec, au sujet de la cessation du contrôle gouvernemental sur la Propriété privée, 144.
- Canada-Hollande—Echange de notes constituant un accord relatif à la reprise des relations commerciales, 15.
- Canada-Mexique—Copie d'un accord commercial, 405.
- Canada et autres Puissances—Convention intérimaire pour régler l'usage des bandes d'ondes de radio-diffusion dans la zone américaine, 15.
- Canada-Terre-Neuve—Copie d'un accord entre, 405.
- Canada-Nouvelle-Zélande—Echange de notes entre, constituant un accord pour l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans les cas de profits d'agents, 15.
- Canada-Royaume-Uni:
Accord financier, 10.
Convention sur le règlement des réclamations de guerre, 10.
Convention relative à des services aériens, 15.
Accord conclu afin d'éviter la double taxe et prévenir l'évasion du fisc—Taxes sur le revenu, 276.
Accord conclu afin d'éviter la double taxe et prévenir l'évasion du fisc—Droits successoraux des personnes défuntés, 276.
- Canada-Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande, Union sud-africaine, Indes, Rhodésie du sud et les Etats-Unis d'Amérique:
Conventions relatives aux questions de télécommunications entre, 15.
- Canada-Etats-Unis d'Amérique:
Echange de notes concernant la disposition des accommodations d'entreposage et de chargement à Prince Rupert, 15.
Accord pour éviter la double taxation (Droits successoraux), 26.
Echange de notes constituant un accord relativement aux surplus de guerre et autres questions connexes, 95.
Convention au sujet des pêcheries dans les Grands Lacs, 123.
- Canada-Etats-Unis d'Amérique: Loi concernant une convention fiscale entre—Instructions relatives à, 26.
- Canadian National (West Indies) Steamships, Limited—Rapport, 1945, 123.
- Chemins de fer Nationaux du Canada—Fonds de garantie en fidéicommis, Rapport, 1945, 123.
- Chemins de fer nationaux du Canada—Rapport, 1945, 122.
- Chemins de fer nationaux du Canada, Canadien National (Fonds de garantie en fidéicommis), Canadian National (West Indies) Steamships, Limited, et Lignes aériennes Trans-Canada.—Rapport des vérificateurs sur les comptes des, 1945, 123.
- Commissaires du Transport du Canada,—Rapport, 1945, 16.
- Commission canadienne des Pensions, Président de la—Rapport, 16.
- Commission du Service civil:
Rapport sur les positions exclues de l'opération de la, 16.
Rapport, 1945, 550.
- Conférence internationale de la Santé—Copie des décisions de, 478.
- Conférence internationale du Travail—Copie de l'arrêté en conseil concernant la Recommandation (74) adoptée par, 199.

**Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés
sur la Table:—Suite**

- Conférence internationale du Travail (Organisation):
 Rapport des Délégués du Gouvernement à la 28ème session, (Maritime), 54.
 Rapport sur la Conférence internationale du Travail, 1945, 277.
 Conférence technique préparatoire sur les questions maritimes, Copenhague, 1945, 277.
 Rapport du Comité industriel sur la houille et le transport intérieur, Londres, 277.
 Copie de l'Acte aux fins de modifier la constitution de, 405.
 Rapport des Délégués du Gouvernement canadien à la Troisième Conférence des Etats américains membres de l'Organisation internationale du Travail, 548.
- Conférence internationale de la pêche à la baleine—Décisions de, 15.
 Conférence de Paris sur les réparations:—Acte final, 15.
 Conférence des Nations-Unies pour l'établissement d'une organisation éducationnelle, scientifique et culturelle:
 Actes de, 15.
 Dernier acte pour l'établissement de l'Organisation, 478.
- Conseil national sur l'aptitude physique—Rapport sur les activités de (Ministère de la Santé publique et du bien-être social), 322, 351.
- Corps des pompiers canadiens (Civils)—Copie de l'arrêté en conseil transférant au ministère des Affaires des anciens combattants les pouvoirs, etc. conférés préalablement au ministère des Services nationaux, 133.
- Défense civile. Directeur de la—Rapport 1945, 16.
 Défense nationale. Ministère de la—Rapport, 1945, 17.
- Enquêtes. Loi des—Rapport de la Commission établie pour faire enquête sur l'achat de lots dans le canton de Sandwich-West, Ontario, 17.
- Entraînement professionnel. Directeur de l'—Rapport, 1945, 17.
 Entraînement professionnel. Loi sur la co-ordination de l'—Rapport sur les activités de, 1946, 254.
- Finlande—Condition d'un accord d'armistice avec la, 14.
- Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Province de la Colombie-Britannique—Convention relativement à l'établissement d'anciens combattants sur les terres provinciales, sous l'empire des dispositions de la Loi des terres des anciens combattants, 361.
- Graines de semence, de fourrage et des dettes pour assistance.—
 Liste des répartitions et ajustements de (Loi concernant certaines dettes due à la Couronne), 16.
- Hongrie—Conditions d'un Accord d'armistice avec, 15.
- Immigration. Loi sur l'—Remise des permis émis sous l'empire de, 16.
- Imprimerie et papeterie publiques. Département de—Rapport, 1945, 16.
 Memo supplémentaire au rapport, 41.
- Indiens. Loi des:
 Liste des avances pour assistance aux, 16.
 Etat montrant les ventes et baux annulés, 16.
 Etat montrant les Indiens affranchis, 100.
- Italie—Conditions d'un Accord d'armistice avec, 14.
- Japon. Reddition du—Instrument de la—15.
- Japonaise. Race—Copie de documents concernant un renvoi à la Cour suprême du Canada ayant trait à des personnes de la—10.
- Lignes aériennes Trans-Canada—Rapport 1945, 112.
- Ligue des Nations—Rapport des Délégués canadiens à la 21e Assemblée, 539, 548.

**Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés
sur la Table:—Suite**

- Maladies vénériennes. Règlements concernant les—Copie d'amendements passés par arrêté en conseil, 177.
- Marine marchande du Canada (Marins malades). Loi sur la—Etat des recettes et des dépenses en vertu de l'article 5 de, 1946, 276.
- Mesures de guerre. Loi des—Ordres en conseil passés sous l'empire de la, 14.
- Nations Unies. Administration de secours et de rétablissement des—Rapport au Parlement sur les opérations de, 548.
- Nations Unies—Rapport sur la Première partie de la Première session de l'Assemblée générale, 123.
- Oiseaux Migrateurs. Loi de la Convention des—Arrêté en conseil amendant les dispositions de, 16.
Arrêté en conseil élargissant la, 548.
- Pensions de vieillesse—Rapport sur l'administration de la, 1946, 322.
- Pensions de vieillesse. Loi des—Etat concernant les règlements effectués en vertu de, 16.
- Pensions. Loi des—Copie d'un arrêté en conseil amendant, pour rétablir le "principe d'assurance" là où le service a été rendu entièrement en Canada, 219.
- Pensions pour aveugles. Loi des—Rapport sur l'administration de la, 1946, 322.
- Pouvoirs transitoires dans les circonstances critiques. Loi des, 1945—Arrêtés en conseil adoptés en vertu de la, 14, 89, 133, 277, 362, 484.
- Produits pharmaceutiques ou médicaments brevetés. Loi des—Etat concernant les règlements établis sous l'empire de la, 16.
- Reddition de l'armée allemande—Actes de la, 15.
- Remaniements et transferts de fonctions dans le service public. Loi—Arrêtés en conseil adoptés en vertu de la—, 17.
- Rétablissement agricole des Prairies. Loi de—Rapport sur les activités de, 1946, 301.
- Roumanie.—Conditions d'un Accord d'admistice avec, 14.
- Royaume-Uni—Canada—Copie de l'accord relatif au blé, 373.
- Royaume-Uni—Etats-Unis d'Amérique—Texte d'un accord financier entre, 15.
- Santé publique et bien-être social. Ministère de la—Etat des règlements établis en vertu de, 16.—Rapport 1945, 17.
- Secrétaire d'Etat du Canada—Rapport 1945, 16, 276.
- Secrets officiels. Loi des—Commission royale établie par arrêté en conseil concernant la divulgation de renseignements secrets et confidentiels à des personnes non autorisées:
Copie de documents relatifs aux délibérations de la Commission royale, 10.
Copie du second rapport (intérimaire) de la Commission royale, 14.
Copie du troisième rapport (intérimaire) de la Commission royale, 61.
- Service naval canadien—Modifications aux ordonnances du Roi, 41, 188, 276, 484, 545.
- Services de guerre. Loi des allocations pour—Arrêté en conseil relatif aux règlements concernant les allocations pour, 276.
- Société centrale d'hypothèques et du logement. Loi de la—Copie de l'arrêté en conseil transférant les pouvoirs, etc. investis dans le ministre des Finances au ministre de la Reconstruction et de l'approvisionnement, 123.
- Terres fédérales. Loi concernant les—Etat concernant l'annulation d'une licence pour bois de construction, 16.

Rapports, arrêtés en conseil, et autres documents déposés sur la Table:—Fin

Territoire du Nord-Ouest—

- Ordonnances du Commissaire en conseil des territoires du, 16.
- Permis de boissons alcooliques, (précis), 16.
- Transports. Ministère des—Rapport 1945, 16.
- Transports. Commissaires des—Rapports 1945, 16.
- Travail. Ministère du—Rapport 1945, 17.
- Travail. Organisation internationale du—(Voir: Conférence, etc.).
- Travail mondial et embauchage—Propositions communiquées par les Etats-Unis d'Amérique pour l'expansion du, 373.
- Travaux publics sanitaires. Loi des—Etat au sujet des règlements effectués en vertu de, 16.
- Yukon. Ordonnances du, 276.

Rassie, Mary Kathleen Maloney—(Divorce):

- Pétition, 38. Rapport, 165. Adoption, 173.
- Bill (F-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 188. Adoption par Coms., 260.
- Message, 262. S.R., 314. Ch. 300.

Ravelle, Samuel John—(Divorce):

- Pétition, 37.

Raymond, Léonard Ferdinand—(Divorce):

- Pétition, 37. Rapport, 388. Adoption, 396.
- Bill (L-12)—1re, 396. 2e, 400. 3e, 406. Adoption par Coms., 528.
- Message, 529. S.R., 572. Ch. 301.

Reid, Berthe Alice Cardinal—(Divorce):

- Pétition, 36. Rapport, 166. Adoption, 173.
- Bill (J-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 189. Adoption par Coms., 260.
- Message, 262. S.R., 314. Ch. 302.

Reid, Helen Louisa Willcox—(Divorce):

- Pétition, 31. Rapport, 104. Adoption, 112.
- Bill (V-2)—1re, 123. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.
- Message, 262. S.R., 313. Ch. 303.

Réintégration aux emplois civils, 1946. Loi de la:

- Bill (307)—1re, 483. 2e ajournée, 489. 2e et renvoi B. et C., 507.
- Rapport et 3e, 516. S.R., 573. Ch. 63.

Revenu et les surplus de bénéfices. Taxation sur le:

- Voir: Comités permanents (*Immigration et travail*).

Revenu de guerre. Loi sur le—(Modification):

- Bill (368)—1re, 532. 2e et renvoi B. et C., 534. Rapport avec amendements; motion pour adoption des amendements et motion de déférer lesdits amendements à un Comité plénier—adoption. Amendements étudiés par ce comité, qui y sont tous rejetés. 3e, 561-562. S.R., 573. Ch. 55.

Revenus de guerre. Loi spéciale sur les—(Modification):

Bill (372)—1re, 488. 2e ajournée, 508. 2e et renvoi B. et C., 520. Rapport avec amendements; amendements agréés; motion pour 3e; motion en amendement à l'effet de déférer ce Bill à nouveau au comité—adoption, 545. Rapport nouveau sans autre amendement, et 3e, 556. Acceptation par Coms., des amendements apportés par le Sénat, 568. S.R., 573. Ch. 65.

Richard, Yvonne Rachel Mayer—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 336. Adoption, 352.
Bill (K-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 304.

Richardson, May Andria Thistle Shirres—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 268. Adoption, 286.
Bill (B-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
Message, 528. S.R., 570. Ch. 305.

Rinfret, L'honorable Thibaudeau, Juge en Chef du Canada:

Nomination comme Député du Gouverneur général—Commission lue par le Greffier, 240.
Sanctions des Bills, 240-241, 312-316, 376-378.
Prorogation du Parlement, 569-576.

Ring, Robert Frederick—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 387-388. Adoption, 396.
Bill (J-12)—1re, 396. 2e, 400. 3e, 406. Adoption par Coms., 528.
Message, 529. S.R., 572. Ch. 306.

Ritchie, Almeda Mabel Hartry—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 215. Adoption, 239.
Bill (X-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
Message, 263. S.R., 315. Ch. 307.

Ritchie, Irene Rence Levey—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 153. Adoption, 157.
Bill (N-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
Message, 262. S.R., 314. Ch. 308.

Rivard, Catherine Young—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 300. Adoption, 308.
Bill (V-9)—1re, 322. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 309.

Roncarelli, Erminia Taccani—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 272. Adoption, 286.
Bill (T-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
Message, 528. S.R., 570. Ch. 310.

Ross, Jean Ethelwyn Marshall—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 273. Adoption, 286.
Bill (Y-9)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526.
Message, 529. S.R., 571. Ch. 311.

Rousseau, Gratia Lauzon—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 296. Adoption, 308.
 Bill (G-9)—1re, 321. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 312.

Routledge, Jean St. Claire MacDonald—(Divorce):

Pétition, 71. Rapport, 272. Adoption, 286.
 Bill (P-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 313.

Roy, Mayford—(Divorce):

Pétition, 122.

Royaume-Uni, 1946. Loi relative à un accord financier avec le:

Bill (28)—1re, 140. Débat sur motion pour 2e et ajournement, 158. 2e et
 3e, 162. S.R., 240. Ch. 12.

Runciman, James Lamb—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 387. Adoption, 396.
 Bill (G-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 406. Adoption par Coms., 527. Message,
 529. S.R., 572. Ch. 314.

Rupert's Land Trading Company. Loi concernant:

Pétition, 64. Lecture, 89. Rapport, 94.
 Bill (P-2)—1re, 95. 2e et renvoi B. et C., 108. Rapport et 3e, 132. Adoption
 par Coms., 196. S.R., 241. Ch. 87.

S

St-Denis, Joseph Wilfred Lionel—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 387. Adoption, 396.
 Bill (H-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 406. Adoption par Coms., 527. Message,
 529. S.R., 572. Ch. 315.

Sanctions royales des Bills, 66, 240-241, 312-316, 377-378, 570-574.

Sand, Eda Margel—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 152. Adoption, 157.
 Bill (I-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message,
 262. S.R., 314. Ch. 316.

Schaeter, Max—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 156. Adoption, 157.
 Bill (V-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message,
 262. S.R., 314. Ch. 317.

Scott, Alexander Thompson Powell—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 164. Adoption, 173.
 Bill (D-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 188. Adoption par Coms., 260. Message,
 262. S.R., 314. Ch. 318.

Scott, Jean Alexandra Oughtred—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 320-321. Adoption, 529.
 Bill (F-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526. Message,
 529. S.R., 571. Ch. 319.

Séances d'urgence du Sénat:

Motion et Ordre, 251.

Search, Edith May Hort—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 164. Adoption, 173.

Bill (C-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 188. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 320.

Sephton, Albert—(Divorce):

Pétition, 33.

Service de guerre, 1944. Loi sur les indemnités de:

Bill (334)—1re, 483. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 514. S.R., 573. Ch. 74.

Service naval, 1944. Loi du—(Modification):

Bill (Q-2)—1re, 95. 2e, 108. 3e, 112. Adoption par Coms., 294. S.R., 315. Ch. 17.

Shaffer, Rosalie Evelyn Taylor—(Divorce):

Pétition, 120.

Share, Mildred Cohen—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 392. Adoption, 400.

Bill (M-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 478. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 321.

Shulman, Solomon—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 270. Adoption, 286.

Bill (J-8)—1re, 288. 2e, 303. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message, 528. S.R., 570. Ch. 322.

Sideway, Elsie Alvina Hirsch—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 271. Adoption, 286.

Bill (L-8)—1re, 288. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message, 528. S.R., 570. Ch. 323.

Simpson, Florence Mabel McIntosh—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 59. Adoption, 66.

Bill (O)—1re, 66. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 324.

Sims, Dawz—(Divorce):

Pétition, 122. Rapport, 405. Adoption, 479.

Bill (B-13)—1re, 2e et 3e, 479. Adoption par Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 325.

Singfield, Maurice Olivier—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 267. Adoption, 286.

Bill (X-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524. Message, 528. S.R., 570. Ch. 326.

Slater, Pearl Summers—(Divorce):

Pétition, 121.

Slobod, Estelle R. Warhaft—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 211. Adoption, 239.
 Bill (J-6)—1re, 244. 2e et 3e, 264. Adoption par Coms., 261. Message, 263.
 S.R., 315. Ch. 327.

Slobodzian, Mary—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 321. Adoption, 329.
 Bill (H-10)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526. Message,
 529. S.R., 571. Ch. 328.

Smith, Frank Ernest—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 318-319. Adoption, 329.
 Bill (Z-9)—1re et 2e, 340. 3e, 352. Adoption par Coms., 526. Message, 529.
 S.R., 571. Ch. 329.

Smith, Hilda Mary Charlotte Kelly—(Divorce):

Pétition, 39.

Smith, Violet May Armour—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 273-274. Adoption, 286.
 Bill (U-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525. Message,
 528. S.R., 570. Ch. 330.

Snyder, Mildred Merica Ruth Goudreau—(Divorce):

Pétition, 122.

**Sobolevicius, Fania Pustopedskaites, autrement connue sous le nom de
Fanny Pustopedsky Sobolevicius—(Divorce):**

Pétition, 121. Rapport, 380. Adoption, 388.
 Bill (T-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527. Message,
 529. S.R., 572. Ch. 331.

Société des Artisans. Loi consolidant et modifiant les lois relatives à la:

Pétition, 177. Lecture, 188. Rapport, 188.
 Bill (Z-5)—1re, 206. 2e ajournée, 220. 2e et renvoi B. et C., 238. Rapport
 et 3e, 280. Adoption par Coms., 366. S.R., 377. Ch. 83.

Soldats. Loi sur l'établissement des—(Modification):

Bill (199)—1re, 318. 2e et 3e, 329. S.R., 377. Ch. 33.

Sparks, William Cyril—(Divorce):

Pétition, 33.

Spooner, Alexander Fitz Ormonde—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 211. Adoption, 239.
 Bill (K-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261. Message,
 263. S.R., 315. Ch. 332.

Staley, Irene Gertrude Carry—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 83. Adoption, 90.
 Bill (N-2)—1re, 91. 2e, 97. 3e, 108. Adoption par Coms., 259. Message,
 262. S.R., 313. Ch. 333.

Starkey, Florence Winnifred Dunlop—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 298. Adoption, 308.

Bill (P-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 334.

Starr, Anita Spinner—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 386. Adoption, 396.

Bill (D-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 405. Adoption par Coms., 527. Message, 529. S.R., 572. Ch. 335.

Stinson, Eileene Ruby Aspell—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 165. Adoption, 173.

Bill (H-5)—1re, 177. 2e, 184. 3e, 189. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 336.

Stones, Francis John—(Divorce):

Pétition, 70. Rapport, 298. Adoption, 308.

Bill (Q-9)—1re, 322. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 526. Message, 529. S.R., 571. Ch. 337.

Subsides pour le service public:

No 1—Bill (11)—1re, 2e et 3e, 56. S.R., 66. Ch. 1.

No 2—Bill (12)—1re et 2e, 56. 3e, 64. S.R., 66. Ch. 2.

No 3—Bill (141)—1re, 2e et 3e, 207. S.R., 241. Ch. 3.

No 4—Bill (198)—1re, 294. 2e et 3e, 308. S.R., 316. Ch. 14.

No 5—Bill (310)—1re, 2e et 3e, 372. S.R., 377-378. Ch. 18.

No 6—Bill (393)—1re, 2e et 3e, 569. S.R., 574. Ch. 76.

Sullivan, Francis Gordon—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 60. Adoption, 66.

Bill (P)—1re, 67. 2e ajournée, 85. 2e, 90. 3e, 96. Adoption par Coms., 258. Message, 262. S.R., 313. Ch. 338.

Surplus de bénéfiques, 1940. Loi de taxation sur les—(Modification):

Bill (370)—1re, 488. 2e et renvoi B. et C., 508. Rapport avec amendements, amendements agréés et 3e, 544. Acceptation par Coms. des amendements du Sénat, 568. S.R., 573. Ch. 47.

Surveillants des services auxiliaires. Loi concernant les prestations destinées à certains:

Bill (325)—1re, 482. 2e et renvoi B. et C., 485. Rapport et 3e, 516. S.R., 573. Ch. 66.

Szabo, Mary Wetstein—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 383. Adoption, 388.

Bill (A-12)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527. Message, 529. S.R., 572. Ch. 339.

Sznyitar, Marie Komyati—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 153. Adoption, 157.

Bill (L-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260. Message, 262. S.R., 314. Ch. 340.

T

Taillon, Roland—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 144-145. Adoption, 157.
 Bill (K-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 341.

Tassé, Joseph Victor Emile—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 128. Adoption, 134.
 Bill (J-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 342.

Tenzer, Erika Gossen—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 216. Adoption, 239.
 Bill (Z-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 263. S.R., 315. Ch. 343.

Thissen, Emily Kathleen Mennie—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 387. Adoption, 396.
 Bill (I-12)—1re, 396. 2e, 399. 3e, 406. Adoption par Coms., 528.
 Message, 529. S.R., 572. Ch. 344.

Thomas, Winniford Violet Unsworth—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 103. Adoption, 112.
 Bill (U-2)—1re, 123. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 345.

Thompson, Helen Sylvia Stacey—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 147-148. Adoption, 157.
 Bill (U-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 314. Ch. 347.

Thoms, Mildred Emily Rogers—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 338. Adoption, 352.
 Bill (S-10)—1re, 2e et 3e, 353. Adoption par Coms., 526.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 346.

Thomson, Arthur Corey—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 271-272. Adoption, 286.
 Bill (N-8)—1re, 288. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 348.

Thomson, Charles—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 275. Adoption, 286.
 Bill (Y-8)—1re, 289. 2e, 302. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 349.

Tiffney, Mary Walker—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 156. Adoption, 157.
 Bill (W-4)—1re, 161. 2e, 168. 3e, 173. Adoption par Coms., 260.
 Message, 262. S.R., 374. Ch. 350.

Titcombe, Reginald Wesley—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 77. Adoption, 90.
 Bill (Y)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 258.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 351.

Toronto. Les Commissaire du havre de, 1946:

Bill (299)—1re, 402. 2e ajournée, 414. 2e et renvoi B. et C., 480. Rapport et 3e, 517. S.R., 573. Ch. 67.

Tourisme au Canada:

Voir: Comités permanents (*Tourisme*).

Trottier, Azarie—(Divorce):

Pétition, 118. Rapport, 382. Adoption, 388.

Bill (X-11)—1re, 389. 2e, 396. 3e, 399. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 572. Ch. 352.

Turgeon, Cécile Simonne Robert—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 299. Adoption, 308.

Bill (T-9)—1re, 322. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 353.

Turton, Hannah Green—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 275. Adoption, 286.

Bill (Z-8)—1re, 289. 2e, 329. 3e, 341. Adoption par Coms., 526.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 354.

U

Upton, Wanita Winifred Ellerton—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 127. Adoption, 134.

Bill (I-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 355.

Uruguay. République de l':

Message de la, au sujet de la visite de bonne entente du croiseur canadien *Uganda*, 70.

Usine métallifères en Canada:

Voir: Comités permanents (*Ressources naturelles*).

V

Veaudry, Joseph Henri—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 212. Adoption, 239.

Bill (M-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.

Message, 263. S.R., 315. Ch. 356.

Vengroff, Irving—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 348. Adoption, 363.

Bill (A-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 357.

Venor, Robert—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 198. Adoption, 202.

Bill (G-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.

Message, 262. S.R., 315. Ch. 358.

Vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux du Canada:

Bill (10)—1re, 192. 2e, 203. 3e, 206. S.R., 241. Ch. 4.

Vernham, Ambrose Keble Fred—(Divorce):

Pétition, 32. Rapport, 148. Adoption, 157.

Bill (X-3)—1re, 160. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.

Message, 262. S.R., 314. Ch. 359.

Viandes et aliments en conserves. Loi sur les—(Modification):

Bill (164)—1re, 380. 2e, 388. 3e, 396. S.R., 572. Ch. 57.

Villeneuve, Pauline Gisèle Guénette—(Divorce):

Pétition, 38. Rapport, 197. Adoption, 202.

Bill (D-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.

Message, 262. S.R., 315. Ch. 360.

W

Wade, Alfred—(Divorce):

Pétition, 34. Rapport, 360. Adoption, 369.

Bill (O-11)—1re, 373. 2e et 3e, 376. Adoption par Coms., 527.

Message, 529. S.R., 571. Ch. 361.

Waldman Fennie Nettie Adelstein—(Divorce):

Pétition, 33.

Walsh, Martin Thomas—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 265. Adoption, 286.

Bill (Q-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms., 524.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 362.

Walters, Ruby Rosina Burnett—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 103. Adoption, 112.

Bill (T-2)—1re, 123. 2e, 133. 3e, 136. Adoption par Coms., 259.

Message, 262. S.R., 313. Ch. 363.

Ward, Elsie Rachel Silverson—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 150. Adoption, 157.

Bill (C-4)—1re, 161. 2e, 167. 3e, 172. Adoption par Coms., 260.

Message, 262. S.R., 314. Ch. 364.

Warren, Robert Patrick—(Divorce):

Pétition, 33. Rapport, 271. Adoption, 286.

Bill (K-8)—1re, 288. 2e, 303. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 365.

Waterfield, Eugene Ernest George Colnaghi William—(Divorce):

Pétition, 117. Rapport, 295. Adoption, 308.

Bill (F-9)—1re, 321. 2e, 328. 3e, 341. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 366.

Watson, Mildred Helen Cavers—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 269. Adoption, 286.

Bill (E-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 367.

Weale, Bernice May Skidmore—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 349. Adoption, 363.
 Bill (D-11)—1re, 363. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 368.

Weldon, Gladys Ethel Standing—(Divorce):

Pétition, 31. Rapport, 106. Adoption, 112.
 Bill (A-3)—1re, 124. 2e, 133. 3e, 137. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 369.

Wellington, Edna Marjorie Pitts—(Divorce):

Pétition, 119. Rapport, 350. Adoption, 363.
 Bill (H-11)—1re, 364. 2e et 3e, 368. Adoption par Coms., 527.
 Message, 529. S.R., 571. Ch. 370.

White, Albert Stuart—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 126. Adoption, 134.
 Bill (E-3)—1re, 136. 2e, 158. 3e, 162. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 371.

Wiggett, Florence Margaret Louise Jekyll—(Divorce):

Pétition, 120. Rapport, 268. Adoption, 286.
 Bill (C-8)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 525.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 372.

Williams, Eleanor—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 211. Adoption, 239.
 Bill (L-6)—1re, 244. 2e et 3e, 254. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 373.

Williams, Thomas Gordon—(Divorce):

Pétition, 120.

Williamson, Catherine Edith Thompson—(Divorce):

Pétition, 121. Rapport, 394. Adoption, 400.
 Bill (S-12)—1re, 405. 2e ajournée, 415. 2e et 3e, 478. Adoption par
 Coms., 528. Message, 529. S.R., 572. Ch. 374.

Wilson, Helen Irene Flewelling—(Divorce):

Pétition, 39. Rapport, 197. Adoption, 202.
 Bill (B-6)—1re, 210. 2e, 238. 3e, 251. Adoption par Coms., 261.
 Message, 262. S.R., 315. Ch. 375.

Woolley, Allan Reginald Duncan—(Divorce):

Pétition, 36. Rapport, 285-286. Adoption, 286.
 Bill (Z-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 307. Adoption par Coms., 524.
 Message, 528. S.R., 570. Ch. 376.

Y

Yeoman, Frank Russell—(Divorce):

Pétition, 35. Rapport, 80. Adoption, 90.
 Bill (E-2)—1re, 90. 2e, 97. 3e, 107. Adoption par Coms., 259.
 Message, 262. S.R., 313. Ch. 377.

Yukon. Loi de l'extraction de l'or dans le—(Modification):

Bill (62)—1re, 178. 2e ajournée, 185. 2e et renvoi B. et C., 189. Rapport avec amendements, 238. Motion pour agrément des amendements; motion en amendement qu'ils ne soient pas agréés mais que le Bill soit de nouveau déferé au comité pour plus ample étude,—adoption, 252. Rapport avec amendements, 289. Amendements agréés, 303. 3e, 308. Acceptation des amendements par Coms., 358. S.R., 377. Ch. 35.

Yukon. Loi de l'extraction du quartz dans le—(Modification):

Bill (61)—1re, 180. 2e, 189. 3e, 193. S.R., 241. Ch. 13.

Z**Zatz, Ida Berman—(Divorce):**

Pétition, 120.

Zouikin, Katherina Demidovitch—(Divorce):

Pétition, 37. Rapport, 266. Adoption, 286.

Bill (T-7)—1re, 288. 2e, 301. 3e, 306. Adoption par Coms, 524.

Message, 528. S.R., 570. Ch. 378.

SÉNATEURS DU CANADA

PAR ORDRE D'ANCIENNETÉ

LE 1er MAI 1946

LE PRÉSIDENT, L'HONORABLE JAMES H. KING, C.P.

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
JAMES J. DONNELLY.....	Bruce-Sud.....	Pinkerton (Ont.)
CHARLES-PHILIPPE BEAUBIEN.....	Montarville.....	Montréal (P.Q.)
THOMAS-JEAN BOURQUE.....	Richibouctou.....	Richibouctou (N.-B.)
EDWARD MICHENER.....	Red-Deer.....	Calgary (Alb.)
WILLIAM JAMES HARMER.....	Edmonton.....	Edmonton (Alb.)
GERALD VERNER WHITE, C.B.E.....	Pembroke.....	Pembroke (Ont.)
SIR THOMAS CHAPAIS, C.B.....	Grandville.....	Québec (P.Q.)
JOHN ANTHONY McDONALD.....	Shédiac.....	Shédiac (N.-B.)
JAMES A. CALDER, C.P.....	Saltcoats.....	Regina (Sask.)
ROBERT F. GREEN.....	Kootenay.....	Victoria (C.-B.)
ARTHUR C. HARDY, C.P.....	Leeds.....	Brockville (Ont.)
SIR ALLEN BRISTOL AYLESWORTH, C.P., C.C.M.G.....	York-Nord.....	Toronto (Ont.)
WILLIAM ASHBURY BUCHANAN.....	Lethbridge.....	Lethbridge (Alb.)
ARTHUR BLISS COPP, C.P.....	Westmorland.....	Sackville (N.-B.)
JOHN PATRICK MOLLOY.....	Provencher.....	Winnipeg (Man.)
DANIEL E. RILEY.....	High-River.....	High-River (Alb.)
WILLIAM H. MCGUIRE.....	York-Est.....	Toronto (Ont.)
DONAT RAYMOND.....	de la Vallière.....	Montréal (P.Q.)
GUSTAVE LACASSE.....	Essex.....	Tecumseh (Ont.)
WALTER E. FOSTER, C.P.....	Saint-Jean.....	Saint-Jean (N.-B.)
CAIRINE R. WILSON (Mme).....	Rockcliffe.....	Ottawa (Ont.)
JAMES MURDOCK, C.P.....	Parkdale.....	Ottawa (Ont.)
JOHN EWEN SINCLAIR, C.P.....	Queen's.....	Emerald (Î.P.-É.)
JAMES H. KING, C.P. PRÉSIDENT.....	Kootenay-Est.....	Victoria (C.-B.)
ARTHUR MARCOTTE.....	Ponteix.....	Ponteix (Sask.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
ALEXANDER D. McRAE, C.B.....	Vancouver.....	Vancouver (C.-B.)
CHARLES COLQUHOUN BALLANTYNE, C.P.....	Alma.....	Montréal (P.Q.)
WILLIAM HENRY DENNIS.....	Halifax.....	Halifax (N.-É.)
LUCIEN MORAUD.....	la Salle.....	Québec (P.Q.)
RALPH BYRON HORNER.....	Saskatchewan-Nord.....	Blaine-Lake (Sask.)
WALTER MORLEY ASELTINE.....	Saskatchewan-Ouest-Central.....	Rosetown (Sask.)
FELIX P. QUINN.....	Bedford-Halifax.....	Bedford (N.-É.)
JOHN L. P. ROBICHEAU.....	Digby-Claire.....	Maxwellton (N.-É.)
JOHN A. MACDONALD, C.P.....	Cardigan.....	Cardigan (I. P.-É.)
DONALD SUTHERLAND, C.P.....	Oxford.....	Ingersoll (Ont.)
IVA CAMPBELL FALLIS (Mime).....	Peterborough.....	Peterborough (Ont.)
GEORGE B. JONES, C.P.....	Royal.....	Apohaqui (N.-B.)
ANTOINE-J. LÉGER.....	l'Acadie.....	Moncton (N.-B.)
HENRY A. MULLINS.....	Marquette.....	Winnipeg (Man.)
JOHN T. HAIG.....	Winnipeg-Sud-Centre.....	Winnipeg (Man.)
EUGÈNE PAQUET, C.P.....	Lauzon.....	Saint-Romuald (P.Q.)
WILLIAM DUFF.....	Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.)
JOHN W. de B. FARRIS.....	Vancouver-Sud.....	Vancouver (C.-B.)
ADRIAN K. HUGESSEN.....	Inkerman.....	Montréal (P.Q.)
NORMAN P. LAMBERT.....	Ottawa.....	Ottawa (Ont.)
J.-FERNAND FAFARD.....	de la Durantaye.....	l'Islet (P.Q.)
ARTHUR-LUCIEN BEAUBIEN.....	Saint-Jean-Baptiste.....	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
JOHN J. STEVENSON.....	Prince-Albert.....	Regina (Sask.)
ARISTIDE BLAIS.....	Saint-Albert.....	Edmonton (Alb.)
DONALD MACLENNAN.....	Margaree-Forks.....	Margaree-Forks (N.-É.)
CHARLES BENJAMIN HOWARD.....	Wellington.....	Sherbrooke (P.Q.)
ÉLIE BEAUREGARD.....	Rougemont.....	Montréal (P.Q.)
ATHANASE DAVID.....	Sorel.....	Montréal (P.Q.)
ÉDOUARD-CHARLES ST-PÈRE.....	de Lanaudière.....	Montréal (P.Q.)
SALTER ADRIAN HAYDEN.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
NORMAN McLEOD PATERSON.....	Thunder-Bay.....	Fort-William (Ont.)
WILLIAM JAMES HUSHION.....	Victoria.....	Westmount (P.Q.)
JOSEPH JAMES DUFFUS.....	Peterborough-Ouest.....	Peterborough (Ont.)
WILLIAM DAUM EULER, C.P.....	Waterloo.....	Kitchener (Ont.)
LÉON-MERCIER GOUIN.....	de Salaberry.....	Montréal (P.Q.)
THOMAS VIEN, C.P.....	de Lorimier.....	Outremont (P.Q.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
PAMPHILE-RÉAL DUTREMBLAY.....	Repentigny.....	Montréal (P.Q.)
WILLIAM RUPERT DAVIES.....	Kingston.....	Kingston (Ont.)
JOSEPH J. BENCH.....	Lincoln.....	St. Catharines (Ont.)
JAMES PETER MCINTYRE.....	Mount-Stewart.....	Mount-Stewart (Î.P.-É.)
GORDON PETER CAMPBELL.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
WISHART MCL. ROBERTSON, C.P.....	Shelburne.....	Halifax (N.-É.)
JOHN FREDERICK JOHNSTON.....	Saskatchewan-Central...	Bladworth (Sask.)
TÉLESPHORE-DAMIEN BOUCHARD.....	les Laurentides.....	Saint-Hyacinthe (P.Q.)
ARMAND DAIGLE.....	Mille-Îles.....	Montréal (P.Q.)
JOSEPH-ARTHUR LESAGE.....	Golfe.....	Québec (P.Q.)
CYRILLE VAILLANCOURT.....	Kennébec.....	Lévis (P.Q.)
JACOB NICOL.....	Bedford.....	Sherbrooke (P.Q.)
THOMAS ALEXANDER CRERAR, C.P.....	Churchill.....	Winnipeg (Man.)
WILLIAM HORACE TAYLOR.....	Norfolk.....	Scotland (Ont.)
FRED WILLIAM GERSHAW.....	Medicine-Hat.....	Medicine-Hat (Alb.)
JOHN POWER HOWDEN.....	Saint-Boniface.....	Norwood-Grove (Man.)
CHARLES-ÉDOUARD FERLAND.....	Shawinigan.....	Joliette (P.Q.)
VINCENT DUPUIS.....	Rigaud.....	Longueuil (P.Q.)
CHARLES L. BISHOP.....	Ottawa.....	Ottawa (Ont.)
JOHN JAMES KINLEY.....	Queen's-Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.)
CLARENCE JOSEPH VENIOT.....	Gloucester.....	Bathurst (N.-B.)
ARTHUR WENTWORTH ROEBUCK.....	Toronto-Trinity.....	Toronto (Ont.)
JOHN ALEXANDER McDONALD.....	King's.....	Halifax (N.-É.)
ALEXANDER NEIL McLEAN.....	Nouveau-Brunswick (Sud)	Saint-Jean (N.-B.)
BREWER ROBINSON.....	Summerside.....	Summerside (Î.P.-É.)
FREDERICK W. PIRIE.....	Victoria-Carleton.....	Grand-Falls (N.-B.)
GEORGE PERCIVAL BURCHILL.....	Northumberland.....	South-Nelson (N.-B.)
JEAN-MARIE DESSUREAULT.....	Stadacona.....	Québec (P.Q.)
JOSEPH-RAOUL HURTUBISE.....	Nipissing.....	Sudbury (Ont.)
GERALD GRATAN McGEER.....	Vancouver-Burrard.....	Vancouver (C.-B.)

SÉNATEURS DU CANADA

Liste alphabétique

LE 1er MAI 1946

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
ASELTINE W. M.....	Saskatchewan-Ouest-Central.	Rosetown, (Sask.)
AYLESWORTH, SIR ALLEN, C.P., C.C.M.G.....	York-Nord.....	Toronto (Ont.)
BALLANTYNE, C. C., C.P.....	Alma.....	Montréal (P.Q.)
BEAUBIEN, ARTHUR-LUCIEN.....	Saint-Jean-Baptiste.....	Saint-Jean-Baptiste (Man.)
BEAUBIEN, CHARLES-PHILIPPE.....	Montarville.....	Montréal (P.Q.)
BEAUREGARD, ÉLIE.....	Rougemont.....	Montréal (P.Q.)
BENCH, J. J.....	Lincoln.....	St. Catharines (Ont.)
BISHOP, C. L.....	Ottawa.....	Ottawa (Ont.)
BLAIS, ARISTIDE.....	Saint-Albert.....	Edmonton (Alb.)
BOUCHARD, TÉLESPHORE-DAMIEN.....	les Laurentides.....	Saint-Hyacinthe (P.Q.)
BOURQUE, THOMAS-JEAN.....	Richibouctou.....	Richibouctou (N.-B.)
BUCHANAN, W. A.....	Lethbridge.....	Lethbridge (Alb.)
BURCHILL, G. P.....	Northumberland.....	South-Nelson (N.-B.)
CALDER, J. A., C.P.....	Saltcoats.....	Regina (Sask.)
CAMPBELL, G. P.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
CHAPAIS, SIR THOMAS, C.B.....	Grandville.....	Québec (P.Q.)
COPP, A. B., C.P.....	Westmorland.....	Sackville (N.-B.)
CRERAR, T. A., C.P.....	Churchill.....	Winnipeg (Man.)
DAIGLE, ARMAND.....	Mille-Îles.....	Montréal (P.Q.)
DAVID, ATHANASE.....	Sorel.....	Montréal (P.Q.)
DAVIES, W. R.....	Kingston.....	Kingston (Ont.)
DENNIS, W. H.....	Halifax.....	Halifax (N.-É.)
DESSUREAULT, JEAN-MARIE.....	Stadacona.....	Québec (P.Q.)
DONNELLY, J. J.....	Bruce-Sud.....	Pinkerton (Ont.)
DUFF, W.....	Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.)
DUFFUS, J. J.....	Peterborough-Ouest.....	Peterborough (Ont.)
DUPUIS, VINCENT.....	Rigaud.....	Longueuil (P.Q.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
DUTREMBLAY, PAMPHILE-RÉAL.....	Repentigny.....	Montréal (P.Q.)
EULER, W. D., C.P.....	Waterloo.....	Kitchener (Ont.)
FAFARD, J.-FERNAND.....	de la Durantaye.....	l'Islet (P.Q.)
FALLIS, MME IVA CAMPBELL.....	Peterborough.....	Peterborough (Ont.)
FARRIS, J. W. de B.....	Vancouver-Sud.....	Vancouver (C.-B.)
FERLAND, CHARLES-ÉDOUARD.....	Shawinigan.....	Joliette (P.Q.)
FOSTER, W. E., C.P.....	Saint-Jean.....	Saint-Jean (N.-B.)
GERSHAW, F. W.....	Medicine-Hat.....	Medicine-Hat (Alb.)
GOUIN, LÉON-MERCIER.....	de Salaberry.....	Montréal (P.Q.)
GREEN, R. F.....	Kootenay.....	Victoria (C.-B.)
HAIG, J. T.....	Winnipeg-Sud-Centre.....	Winnipeg (Man.)
HARDY, A. C., C.P.....	Leeds.....	Brockville (Ont.)
HARMER, W. J.....	Edmonton.....	Edmonton (Alb.)
HAYDEN, S. A.....	Toronto.....	Toronto (Ont.)
HORNER, R. B.....	Saskatchewan-Nord.....	Blaine-Lake (Sask.)
HOWARD, C. B.....	Wellington.....	Sherbrooke (P.Q.)
HOWDEN, J. P.....	Saint-Boniface.....	Norwood-Grove (Man.)
HUGESSEN, A. K.....	Inkerman.....	Montréal (P.Q.)
HURTUBISE, JOSEPH-RAOUL.....	Nipissing.....	Sudbury (Ont.)
HUSHION, W. J.....	Victoria.....	Westmount (P.Q.)
JOHNSTON, J. F.....	Saskatchewan-Central.....	Bladworth (Sask.)
JONES, G. B., C.P.....	Royal.....	Apohaqui (N.-B.)
KING, J. H., C.P., Président.....	Kootenay-Est.....	Victoria (C.-B.)
KINLEY, J. J.....	Queen's-Lunenburg.....	Lunenburg (N.-É.)
LACASSE, GUSTAVE.....	Essex.....	Tecumseh (Ont.)
LAMBERT, N. P.....	Ottawa.....	Ottawa (Ont.)
LÉGER, ANTOINE-J.....	l'Acadie.....	Moncton (N.-B.)
LESAGE, JOSEPH-ARTHUR.....	Golfe.....	Québec (P.Q.)
MACDONALD, J. A., C.P.....	Cardigan.....	Cardigan (Î.P.-É.)
MACLENNAN, D.....	Margaree-Forks.....	Margaree-Forks (N.-É.)
MARCOTTE, ARTHUR.....	Ponteix.....	Ponteix (Sask.)
MCDONALD, J. A.....	King's.....	Halifax (N.-É.)
MCDONALD, J. A.....	Shédiac.....	Shédiac (N.-B.)
MCGEER, G. G.....	Vancouver-Burrard.....	Vancouver (C.-B.)
MCGUIRE, W. H.....	York-Est.....	Toronto (Ont.)
MCINTYRE, J. P.....	Mount-Stewart.....	Mount-Stewart (Î.P.-É.)

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
MCLEAN, A. N.....	Nouveau-Brunswick (Sud)	Saint-Jean (N.-B.)
MCRAE, A. D., C.B.....	Vancouver.....	Vancouver (C.B.)
MICHENER, E.....	Red-Deer.....	Calgary (Alb.)
MOLLOY, J. P.....	Provencher.....	Winnipeg (Man.)
MORAUD, LUCIEN.....	la Salle.....	Québec (P.Q.)
MULLINS, H. A.....	Marquette.....	Winnipeg (Man.)
MURDOCK, J., C.P.....	Parkdale.....	Ottawa (Ont.)
NICOL, J.....	Bedford.....	Sherbrooke (P.Q.)
PAQUET, EUGÈNE, C.P.....	Lauzon.....	Saint-Romuald (P.Q.)
PATERSON, N. McL.....	Thunder-Bay... ..	Fort-William (Ont.)
PIRIE, F. W.....	Victoria-Carleton.....	Grand-Falls (N.-B.)
QUINN, F. P.....	Bedford-Halifax.....	Bedford (N.-É.)
RAYMOND, DONAT.....	de la Vallière.....	Montréal (P.Q.)
RILEY, D. E.....	High-River.....	High-River (Alb.)
ROBERTSON, W. McL., C.P.....	Shelburne.....	Halifax (N.-É.)
ROBICHEAU, J. L. P.....	Digby-Clare.....	Maxwellton (N.-É.)
ROBINSON, B.....	Summerside.....	Summerside (Î.P.-É.)
ROEBUCK, A. W.....	Toronto-Trinity.....	Toronto (Ont.)
SINCLAIR, J. E., C.P.....	Queen's.....	Emerald (Î.P.-É.)
STEVENSON, J. J.....	Prince-Albert.....	Regina (Sask.)
ST-PÈRE, ÉDOUARD-CHARLES.....	de Lanaudière.....	Montréal (P.Q.)
SUTHERLAND, D., C.P.....	Oxford.....	Ingersoll (Ont.)
TAYLOR, W. H.....	Norfolk.....	Scotland (Ont.)
VAILLANCOURT, CYRILLE.....	Kennébec.....	Lévis (P.Q.)
VENIOT, C.-J.....	Gloucester.....	Bathurst (N.-B.)
VIEN, THOMAS, C.P.....	de Lorimier.....	Outremont (P.Q.)
WHITE, G. V., C.B.E.....	Pembroke.....	Pembroke (Ont.)
WILSON, MME CAIRINE R.....	Rockcliffe.....	Ottawa (Ont.)

SÉNATEURS DU CANADA

PAR PROVINCES

LE 1er MAI 1946

ONTARIO,—24

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 JAMES J. DONNELLY.....	Pinkerton.
2 GERALD VERNER WHITE, C.B.E.....	Pembroke.
3 ARTHUR C. HARDY, C.P.....	Brockville.
4 SIR ALLEN BRISTOL AYLESWORTH, C.P., C.C.M.G.....	Toronto.
5 WILLIAM H. MCGUIRE.....	Toronto.
6 GUSTAVE LACASSE.....	Tecumseh.
7 CAIRINE R. WILSON (MME).....	Ottawa.
8 JAMES MURDOCK, C.P.....	Ottawa.
9 DONALD SUTHERLAND, C.P.....	Ingersoll.
10 IVA CAMPBELL FALLIS (Mme).....	Peterborough.
11 NORMAN P. LAMBERT.....	Ottawa.
12 SALTER ADRIAN HAYDEN.....	Toronto.
13 NORMAN MCLEOD PATERSON.....	Fort-William.
14 JOSEPH JAMES DUFFUS.....	Peterborough
15 WILLIAM DAUM EULER, C.P.....	Kitchener.
16 WILLIAM RUPERT DAVIES.....	Kingston.
17 JOSEPH J. BENCH.....	St. Catharines.
18 GORDON PETER CAMPBELL.....	Toronto.
19 WILLIAM HORACE TAYLOR.....	Scotland.
20 CHARLES L. BISHOP.....	Ottawa.
21 ARTHUR WENTWORTH ROEBUCK.....	Toronto.
22 JOSEPH-RAOUL HURTUBISE.....	Sudbury.
23	
24	

QUÉBEC,—24

SÉNATEURS	DIVISIONS SÉNATORIALES	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES		
1 CHARLES-PHILIPPE BEAUBIEN.....	Montarville.....	Montréal.
2 SIR THOMAS CHAPAIS, C.B.....	Grandville.....	Québec.
3 DONAT RAYMOND.....	de la Vallière.....	Montréal.
4 CHARLES COLQUHOUN BALLANTYNE, C.P..	Alma.....	Montréal.
5 LUCIEN MORAUD.....	la Salle.....	Québec.
6 EUGÈNE PAQUET, C.P.....	Lauzon.....	Saint-Romuald.
7 ADRIAN K. HUGESSEN.....	Inkerman.....	Montréal.
8 J.-FERNAND FAFARD.....	de la Durantaye.....	l'Islet.
9 CHARLES BENJAMIN HOWARD.....	Wellington.....	Sherbrooke.
10 ÉLIE BEAUREGARD.....	Rougemont.....	Montréal.
11 ATHANASE DAVID.....	Sorel.....	Montréal.
12 ÉDOUARD-CHARLES ST-PÈRE.....	de Lanaudière.....	Montréal.
13 WILLIAM JAMES HUSHION.....	Victoria.....	Westmount.
14 LÉON-MERCIER GOUIN.....	de Salaberry.....	Montréal.
15 THOMAS VIER, C.P.....	de Lorimier.....	Outremont.
16 PAMPHILE-RÉAL DUTREMBLAY.....	Repentigny.....	Montréal.
17 TÉLESPHORE-DAMIEN BOUCHARD.....	les Laurentides.....	Saint-Hyacinthe.
18 ARMAND DAIGLE.....	Mille-Îles.....	Montréal.
19 JOSEPH-ARTHUR LESAGE.....	Golfe.....	Québec.
20 CYRILLE VAILLANCOURT.....	Kennébec.....	Lévis.
21 JACOB NICOL.....	Bedford.....	Sherbrooke.
22 CHARLES-ÉDOUARD FERLAND.....	Shawinigan.....	Joliette.
23 VINCENT DUPUIS.....	Rigaud.....	Longueuil.
24 JEAN-MARIE DESSUREAULT.....	Stadacona.....	Québec.

NOUVELLE-ÉCOSSE,—10

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 WILLIAM H. DENNIS.....	Halifax.
2 FELIX P. QUINN.....	Bedford.
3 JOHN L. P. ROBICHEAU.....	Maxwellton.
4 WILLIAM DUFF.....	Lunenburg.
5 DONALD MACLENNAN.....	Margaree-Forks.
6 WISHART MCL. ROBERTSON, C.P.....	Halifax.
7 JOHN JAMES KINLEY.....	Lunenburg.
8 JOHN ALEXANDER McDONALD.....	Halifax.
9	
10	

NOUVEAU-BRUNSWICK,—10

LES HONORABLES	
1 THOMAS-JEAN BOURQUE.....	Richibouctou.
2 JOHN ANTHONY McDONALD.....	Shédiac.
3 ARTHUR BLISS COPP, C.P.....	Sackville.
4 WALTER E. FOSTER, C.P.....	Saint-Jean.
5 GEORGE B. JONES, C.P.....	Apohaqui.
6 ANTOINE-J. LÉGER.....	Moncton.
7 CLARENCE JOSEPH VENIOT.....	Bathurst.
8 ALEXANDER NEIL McLEAN.....	Saint-Jean.
9 FREDERICK W. PIRIE.....	Grand-Falls.
10 GEORGE PERCIVAL BURCHILL.....	South-Nelson.

ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD,—4

LES HONORABLES	
1 JOHN EWEN SINCLAIR, C.P.....	Emerald.
2 JOHN A. MACDONALD, C.P.....	Cardigan.
3 JAMES PETER McINTYRE.....	Mount-Stewart.
4 BREWER ROBINSON.....	Summerside.

COLOMBIE-BRITANNIQUE,—6

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 ROBERT F. GREEN.....	Victoria.
2 JAMES H. KING, C.P., président.....	Victoria.
3 ALEXANDER D. McRAE, C.B.....	Vancouver.
4 JOHN W. DEB. FARRIS.....	Vancouver.
5 GERALD GRATTAN McGEER.....	Vancouver.
6	

MANITOBA,—6

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 JOHN PATRICK MOLLOY.....	Winnipeg.
2 HENRY A. MULLINS.....	Winnipeg.
3 JOHN T. HAIG.....	Winnipeg.
4 A.-L. BEAUBIEN.....	Saint-Jean-Baptiste.
5 THOMAS ALEXANDER CREER, C.P.....	Winnipeg.
6 JOHN POWER HOWDEN.....	Norwood-Grove.

SASKATCHEWAN,—6

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 JAMES A. CALDER, C.P.....	Regina.
2 ARTHUR MARCOTTE.....	Ponteix.
3 RALPH B. HORNER.....	Blaine-Lake.
4 WALTER M. ASELTINE.....	Rosetown.
5 J. J. STEVENSON.....	Regina.
6 J. FREDERICK JOHNSTON.....	Bladworh.

ALBERTA,—6

SÉNATEURS	ADRESSES POSTALES
LES HONORABLES	
1 EDWARD MITCHENER.....	Calgary.
2 WILLIAM JAMES HARMER.....	Edmonton.
3 WILLIAM ASHBURY BUCHANAN.....	Lethbridge.
4 DANIEL E. RILEY.....	High-River.
5 ARISTIDE BLAIS.....	Edmonton.
6 FRED WILLIAM GERSHAW.....	Medicine-Hat.

COMITÉS PERMANENTS

DU SÉNAT

2e SESSION, 20e, PARLEMENT, 10 GEORGE VI

1946

COMITÉ MIXTE DE LA BIBLIOTHÈQUE

L'honorable Orateur, Président

SÉNAT

L'honorable Orateur

Les hon. sénateurs

AËLTYNE
AYLESWORTH, SIR ALLEN
BEAUBIEN (*Montarville*)
BENCH
BLAIS
CHAPPAIS, SIR THOMAS
DAVID
FALLIS
GERSHAW
GOUN
JONES
LAMBERT
LÉGER
MACLENNAN
MCDONALD (*Kings*)
WILSON — 17

COMITÉ MIXTE DES IMPRESSIONS

SÉNAT

BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
BLAIS
CHAPPAIS, SIR THOMAS
DAVIES
DENNIS
DONNELLY
EULER
FALLIS
FOSTER
GREEN
HARMER
LACASSE
MACDONALD (*Cardigan*)
MCDONALD (*Shédiac*)
MORAUD
MULLINS
NICOL
ST-PÈRE
SINCLAIR
STEVENSON
WHITE—21.

COMITÉ MIXTE DU RESTAURANT

L'honorable Orateur, Président

SÉNAT

L'honorable Orateur

Les hon. sénateurs BEAUBIEN (*Montarville*)

FALLIS

HAIG

HARDY

HOWARD

MCLEAN — 7.

ADMINISTRATION DU SERVICE CIVIL

L'honorable ARTHUR MARCOTTE, C.R., Président

Les honorables sénateurs

BISHOP
BOUCHARD
CALDER
COPP
DAVIES
DUPUIS
FAFARD
GOUIN
HURTUBISE
KINLEY

MARCOTTE
MCGEER
MCRÆ
PIRIE
QUINN
ROBINSON
ROEBUCK
TAYLOR
WILSON—19.

(Quorum 7)

BANQUES ET COMMERCE

L'honorable ELIE BEAUREGARD, C.R., Président

Les honorables sénateurs

AELTINE
AYLESWORTH, SIR ALLEN
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BEAUREGARD
BUCHANAN
BURCHILL
CAMPBELL
COPP
CRERAR
DAIGLE
DAVID
DESSUREAULT
DONNELLY
DUFF
DUTREMBLAY
EULER
FALLIS
FARRIS
FOSTER
GERSHAW
GOUIN
HAIG
HARDY

HAYDEN
HOWARD
HUGESSEN
JONES
KINLEY
LAMBERT
LÉGER
MACDONALD (*Cardigan*)
MARCOTTE
MCGUIRE
MCRÆ
MICHENER
MOLLOY
MORAUD
MURDOCK
NICOL
PATERSON
QUINN
RAYMOND
RILEY
ROBERTSON
SINCLAIR
WHITE
WILSON—48.

(Quorum 9)

BILLS D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'honorable ADRIAN K. HUGESSEN, C.R., Président

Les honorables sénateurs

AYLESWORTH, SIR ALLEN
 BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
 BEAUREGARD
 DAVID
 DUFF
 DUFFUS
 DUPUIS
 EULER
 FAFARD
 FALLIS
 FARRIS
 FERLAND
 HARMER
 HAYDEN
 HORNER
 HOWARD
 HOWDEN

HUGESSEN
 HUSHION
 LAMBERT
 LÉGER
 MACLENNAN
 McDONALD (*Kings*)
 McDONALD (*Shédiac*)
 McGEER
 McINTYRE
 MCRÆ
 MULLINS
 NICOL
 PAQUET
 QUINN
 ROEBUCK
 ROBINSON
 TAYLOR—34

(Quorum 7)

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

L'honorable A. B. COPP, C.P., C.R., Président

Les honorables sénateurs

BALLANTYNE
 BEAUBIEN (*Montarville*)
 BENCH
 BISHOP
 BLAIS
 BOURQUE
 CALDER
 COPP
 DAIGLE
 DENNIS
 DESSUREAULT
 DUFF
 DUFFUS
 FAFARD
 FARRIS
 GOVIN
 GREEN
 HAIG
 HARDY
 HARMER
 HAYDEN
 HORNER
 HUGESSEN
 HUSHION
 JOHNSTON

JONES
 KINLEY
 LACASSE
 LAMBERT
 LÉGER
 LESAGE
 MACLENNAN
 MARCOTTE
 McDONALD (*Shédiac*)
 McGEER
 MCGUIRE
 MCRÆ
 MICHENER
 MOLLOY
 MORAUD
 MURDOCK
 PATERSON
 QUINN
 RAYMOND
 ROBERTSON
 ROBICHEAU
 SINCLAIR
 STEVENSON
 SUTHERLAND
 VENTOT—50.

(Quorum 9)

DÉBATS ET COMPTES RENDUS

L'honorable GUSTAVE LACASSE, M.D., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
 BEAUREGARD
 BISHOP
 CHAPAIS, SIR THOMAS
 DUTREMBLAY

FALLIS
 FERLAND
 LACASSE
 ST-PÈRE—9.

(Quorum 3)

DIVORCES

L'honorable WALTER M. ASELTINE, C.R., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
COPP
EULER
GERSHAW
HAIG
HOWARD

HOWDEN
KINLEY
SINCLAIR
STEVENSON
TAYLOR—11.

(Quorum 3 à toutes fins)

ÉDIFICES ET TERRAINS PUBLICS

L'honorable CAIRINE R. WILSON, Présidente

Les honorables sénateurs

DESSUREAULT
FALLIS
HAIG
HARMER
LAMBERT
LESAGE
MCGUIRE

MOLLOY
PATERSON
QUINN
ROBERTSON
SINCLAIR
WILSON—13.

(Quorum 7)

FINANCES

L'honorable E. SINCLAIR, C.P., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*Montarville*)
BEAUREGARD
BENCH
BOUCHARD
BUCHANAN
BURCHILL
CALDER
CAMPBELL
COPP
CRERAR
DAVIES
DUFF
DUTREMBLAY
FAFARD
FARRIS
FERLAND
FOSTER
HAIG
HAYDEN
HOWARD
HOWDEN
HUGESSEN
HURTUBISE

HUSHION
JOHNSTON
LACASSE
LAMBERT
LÉGER
LESAGE
MCDONALD (*Kings*)
MCGEER
MCINTYRE
MCLEAN
MORAE
MICHENER
MORAUD
PATERSON
PIRIE
ROBERTSON
ROBICHEAU
ROEBUCK
SINCLAIR
TAYLOR
VAILLANCOURT
VENIOT
VIEN
WHITE—49.

(Quorum 9)

IMMIGRATION ET TRAVAIL

L'honorable JAMES MURDOCK, C.P., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BLAIS
BOUCHARD
BOURQUE
BUCHANAN
BURCHILL
CALDER
CAMPBELL
CRERAR
DAIGLE
DAVID
DONNELLY
DUPUIS
EULER
FERLAND
HAIG
HARDY

HORNER
HUSHION
LESAGE
MACDONALD (*Cardigan*)
MCDONALD (*Shediac*)
MCGEER
MOLLOY
MURDOCK
PIRIE
ROBERTSON
ROBINSON
ROEBUCK
TAYLOR
VAILLANCOURT
VENIOT
WILSON—33.

(Quorum 7)

ORDRES PERMANENTS

L'honorable WILLIAM DUFF, Président

Les honorables sénateurs

BEAUBIEN (*Saint-Jean-Baptiste*)
BISHOP
BOUCHARD
BUCHANAN
DUFF
DUTREMBLAY
HAYDEN

HORNER
HOWDEN
HURTUBISE
JONES
MACDONALD (*Cardigan*)
MCLEAN
ST-PÈRE
WHITE—15

(Quorum 3)

RÉGIE INTERNE ET DÉPENSES IMPRÉVUES

L'honorable G. V. WHITE, C.B.E., Président

Les honorables sénateurs

ASELTINE
BALLANTYNE
BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
CAMPBELL
CHAPAIS, SIR THOMAS
COPP
FAFARD
FALLIS
FOSTER
GOUIN
HAIG
HAYDEN
HOWARD

KING (*Président*)
LAMBERT
MACLENNAN
MARCOTTE
MCRÆ
MICHENER
MORAUD
MURDOCK
QUINN
ROBERTSON
VIEN
WHITE — 25.

(Quorum 7)

RELATIONS COMMERCIALES DU CANADA

L'honorable W. D. EULER, C.P., Président

Les honorables sénateurs

BALLANTYNE
 BEAUBIEN (*Montarville*)
 BISHOP
 BLAIS
 BUCHANAN
 BURCHILL
 CALDER
 CAMPBELL
 DAIGLE
 DAVIES
 DENNIS
 DESSUREAULT
 DUFFUS
 EULER
 GOUIN
 HAIG

HOWARD
 HUSHION
 JONES
 KINLEY
 MACDONALD (*Cardigan*)
 MACLENNAN
 McRAE
 MORAUD
 NICOL
 PATERSON
 PIRIE
 RILEY
 ROBERTSON
 ROBICHAU
 VAILLANCOURT
 WHITE—32.

(Quorum 7)

RELATIONS EXTÉRIEURES

L'honorable A. D. McRAE, C.B., Président

Les honorables sénateurs

AYLESWORTH, SIR ALLEN
 BEAUBIEN (*Montarville*)
 BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
 BENCH
 BUCHANAN
 CALDER
 CHAPAIS, SIR THOMAS
 COPP
 CRERAR
 DAVID
 DENNIS
 DONNELLY
 FAFARD
 FARRIS
 GOUIN
 HAIG
 HARDY
 HAYDEN

HOWARD
 HUGESSEN
 JOHNSTON
 LAMBERT
 LÉGER
 MARCOTTE
 McGUIRE
 McINTYRE
 McLEAN
 McRAE
 NICOL
 ROBERTSON
 TAYLOR
 VAILLANCOURT
 VENIOT
 VIEN
 WHITE—35.

(Quorum 7)

RESSOURCES NATURELLES

L'honorable J. J. DONNELLY, Président

Les honorables sénateurs

BEAUBIEN (*St-Jean-Baptiste*)
 BURCHILL
 CRERAR
 DAVIES
 DESSUREAULT
 DONNELLY
 DUFFUS
 DUPUIS
 FERLAND
 HAYDEN
 HORNER
 HURTUBISE
 JOHNSTON
 JONES
 KINLEY
 LESAGE
 McDONALD (*Kings*)

MCGEER
 MCINTYRE
 MCLEAN
 MCRAE
 MICHENER
 NICOL
 PATERSON
 PIRIE
 RAYMOND
 RILEY
 ROBICHEAU
 SINCLAIR
 STEVENSON
 SUTHERLAND
 TAYLOR
 VAILLANCOURT
 WHITE—34.

(Quorum 9)

SANTÉ PUBLIQUE ET BIEN-ÊTRE SOCIAL

L'honorable T. J. BOURQUE, M.D., Président

Les honorables sénateurs

BLAIS
 BOUCHARD
 BOURQUE
 BURCHILL
 DAVID
 DONNELLY
 DUPUIS
 FALLIS
 FARRIS
 FERLAND
 GERSHAW
 HAIG
 HOWDEN
 HURTUBISE
 JOHNSTON

JONES
 LACASSE
 LÉGER
 LESAGE
 MCGUIRE
 MCINTYRE
 MOLLOY
 PAQUET
 ROBERTSON
 ROBINSON
 ROEBUCK
 VENIOT
 VIEN
 WILSON—29.

(Quorum 7)

TOURISME

L'honorable W. A. BUCHANAN, Président

Les honorables sénateurs

BISHOP
 BOUCHARD
 BUCHANAN
 CRERAR
 DAIGLE
 DAVIES
 DENNIS
 DONNELLY
 DUFFUS
 DUPUIS
 DUTREMBLAY
 FOSTER

GERSHAW
 GREEN
 HORNER
 McDONALD (*Kings*)
 MCGEER
 MCLEAN
 MURDOCK
 PAQUET
 PIRIE
 ROBINSON
 ROEBUCK
 ST-PÈRE—24.

(Quorum 7)

2^E SESSION, 20^E PARLEMENT, 10 GEORGE VI, 1946

LISTE DE RÉPARTITION DES SÉNATEURS

DANS

LES COMITÉS PERMANENTS

- ASELTINE, L'hon. W. M.—Divorce, Finances, Débats, Bibliothèque, Régie interne, Banques, Immigration.
- AYLESWORTH, L'hon. Sir Allen—Banques, Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures.
- BALLANTYNE, L'hon. C. C.—Banques, Transports, Régie interne, Finances, Relations commerciales.
- BEAUBIEN, L'hon. A. L. (*Manitoba*)—Ordres permanents, Impressions, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Relations extérieures, Ressources.
- BEAUBIEN, L'hon. C. P. (*Québec*)—Banques, Transports, Bibliothèque, Restaurant, Relations extérieures, Finances, Relations commerciales.
- BEAUREGARD, L'hon. E.—Banques, Finances, Débats, Bills d'intérêt privé.
- BENCH, L'hon. J. J.—Bibliothèque, Transports, Relations extérieures, Finances.
- BISHOP, L'hon. C. L.—Ordres permanents, Débats, Transports, Tourisme, Relations commerciales, Service civil.
- BLAIS, L'hon. A.—Bibliothèque, Immigration, Santé publique, Transports, Impressions, Relations commerciales.
- BOUCHARD, L'hon. T. D.—Finances, Ordres permanents, Tourisme, Immigration, Santé publique, Service civil.
- BOURQUE, L'hon. T. J.—Transports, Santé publique, Immigration.
- BUCHANAN, L'hon. W. A.—Ordres permanents, Tourisme, Finances, Relations extérieures, Banques, Immigration, Relations commerciales.
- BURCHILL, L'hon. G. P.—Finances, Banques, Ressources, Immigration, Relations commerciales, Santé publique.
- CALDER, L'hon. J. A.—Transports, Immigration, Relations extérieures, Finances, Relations commerciales, Service civil.
- CAMPBELL, L'hon. G. P.—Régie interne, Banques, Finances, Immigration, Relations commerciales.
- CHAPAIS, L'hon. Sir Thomas—Bibliothèque, Régie interne, Impressions, Débats, Relations extérieures.
- COPP, L'hon. A. B.—Divorce, Transports, Service civil, Relations extérieures, Banques, Régie interne, Finances.
- CRERAR, L'hon. T. A.—Banques, Relations extérieures, Finances, Tourisme, Immigration, Ressources.
- DAIGLE, L'hon. A.—Transports, Banques, Tourisme, Immigration, Relations commerciales.
- DAVID, L'hon. A.—Relations extérieures, Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Banques, Immigration, Santé publique.
- DAVIES, L'hon. W. R.—Impressions, Finances, Tourisme, Ressources, Relations commerciales, Service civil.
- DENNIS, L'hon. W. H.—Impressions, Transports, Tourisme, Relations extérieures, Relations commerciales.
- DESSUREAULT, L'hon. J. M.—Transports, Edifices publics, Banques, Ressources, Relations commerciales.
- DONNELLY, L'hon. J. J.—Impressions, Ressources, Immigration, Banques, Relations extérieures, Tourisme, Santé publique.
- DUFF, L'hon. W.—Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Transports, Finances, Banques.
- DUFFUS, L'hon. J. J.—Bills d'intérêt privé, Tourisme, Transports, Ressources, Relations commerciales.
- DUTREMBLAY, L'hon. P. R.—Ordres permanents, Banques, Tourisme, Finances, Débats.
- DUPUIS, L'hon. V.—Bills d'intérêt privé, Tourisme, Ressources, Immigration, Santé publique, Service civil.

- EULER, L'hon. W. D.—Banques, Impressions, Bills d'intérêt privé, Divorces, Immigration, Relations commerciales.
- FAFARD, L'hon. J. F.—Transports, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Relations extérieures, Finances, Service civil.
- FALLIS, L'hon. I. C.—Impressions, Débats, Edifices publics, Bibliothèque, Restaurant, Régie interne, Santé publique, Banques, Bills d'intérêt privé.
- FARRIS, L'hon. J. W. de B.—Transports, Finances, Banques, Relations extérieures, Bills d'intérêt privé, Santé publique.
- FERLAND, L'hon. C. E.—Débats, Bills d'intérêt privé, Finances, Ressources, Immigration, Santé publique.
- FOSTER, L'hon. W. E.—Régie interne, Impressions, Banques, Finances, Tourisme.
- GERSHAW, L'hon. F. W.—Bibliothèque, Divorces, Banques, Tourisme, Santé publique.
- GOUIN, L'hon. L. M.—Bibliothèque, Relations extérieures, Relations commerciales, Banques, Service civil, Transports, Régie interne.
- GREEN, L'hon. R. F.—Impressions, Transports, Tourisme.
- HAIG, L'hon. J. T.—Régie interne, Divorces, Banques, Restaurant, Finances, Transports, Relations extérieures, Immigration, Relations commerciales, Santé publique, Edifices publics.
- HARDY, L'hon. A. C.—Restaurant, Transports, Banques, Relations extérieures, Immigration.
- HARMER, L'hon. W. J.—Bills d'intérêt privé, Edifices publics, Impressions, Transports.
- HAYDEN, L'hon. S. A.—Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Transports, Finances, Banques, Relations extérieures, Ressources.
- HORNER, L'hon. R. B.—Transports, Tourisme, Ordres permanents, Bills d'intérêt privé, Ressources, Immigration.
- HOWARD, L'hon. C. B.—Divorces, Bills d'intérêt privé, Régie interne, Banques, Finances, Restaurant, Relations extérieures, Relations commerciales.
- HOWDEN, L'hon. J. P.—Bills d'intérêt privé, Santé publique, Divorces, Ordres permanents, Finances.
- HUGESSEN, L'hon. A. K.—Finances, Banques, Transports, Relations extérieures, Bills d'intérêt privé.
- HURTUBISE, L'hon. J. R.—Santé publique, Ordres permanents, Finances, Ressources, Service civil.
- HUSHION, L'hon. W. J.—Bills d'intérêt privé, Finances, Transports, Immigration, Relations commerciales.
- JOHNSTON, L'hon. J. F.—Transports, Finances, Relations extérieures, Ressources, Santé publique.
- JONES, L'hon. G. B.—Ordres permanents, Transports, Bibliothèque, Banques, Ressources, Relations commerciales, Santé publique.
- KING, L'hon. J. H.—(Président)—Régie interne, Bibliothèque, Restaurant.
- KINLEY, L'hon. J. J.—Transports, Banques, Ressources, Relations commerciales, Service civil, Divorces.
- LACASSE, L'hon. G.—Débats, Santé publique, Finances, Transports, Impressions.
- LAMBERT, L'hon. N. P.—Bibliothèque, Bills d'intérêt privé, Transports, Edifices publics, Régie interne, Relations extérieures, Banques, Finances.
- LÉGER, L'hon. A. J.—Bills d'intérêt privé, Santé publique, Relations extérieures, Banques, Finances, Bibliothèque, Transports.
- LESAGE, L'hon. J. A.—Transports, Finances, Ressources, Immigration, Santé publique, Edifices publics.
- MACDONALD, L'hon. J. A. (Cardigan)—Impressions, Relations commerciales, Banques, Ordres permanents, Immigration.
- MACLENNAN, L'hon. D.—Relations commerciales, Bibliothèque, Transports, Régie interne, Bills d'intérêt privé.
- MARCOTTE, L'hon. A.—Transports, Régie interne, Service civil, Banques, Relations extérieures.
- MCDONALD, L'hon. J. A. (Shediac)—Impressions, Immigration, Transports, Bills d'intérêt privé.
- MCDONALD, L'hon. J. A. (Kings)—Bibliothèque, Ressources, Bills d'intérêt privé, Finances, Tourisme.
- MCGEER, L'hon. G. G.—Transports, Service civil, Bills d'intérêt privé, Finances, Tourisme, Ressources, Immigration.
- MCGUIRE, L'hon. W. H.—Banques, Edifices publics, Transports, Relations extérieures, Santé publique.
- MCINTYRE, L'hon. J. P.—Relations extérieures, Finances, Bills d'intérêt privé, Ressources, Santé publique.
- MCLEAN, L'hon. A. N.—Restaurant, Ordres permanents, Relations extérieures, Finances, Tourisme, Ressources.
- MCRAE, L'hon. A. D.—Banques, Régie interne, Service civil, Transports, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures, Finances, Relations commerciales, Ressources.
- MICHENER, L'hon. E.—Transports, Finances, Banques, Régie interne, Ressources.

- MOLLOY, L'hon. J. P.—Transports, Santé publique, Immigration, Banques, Régie interne, Ressources.
- MORAUD, L'hon. L.—Impressions, Transports, Relations commerciales, Banques, Finances, Régie interne.
- MULLINS, L'hon. H. A.—Impressions, Bills d'intérêt privé.
- MURDOCK, L'hon. J.—Régie interne, Immigration, Transports, Tourisme, Banques.
- NICOL, L'hon. J.—Impressions, Banques, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures, Ressources, Relations commerciales.
- PAQUET, L'hon. E.—Tourisme, Santé publique, Bills d'intérêt privé.
- PATERSON, L'hon. N. McL.—Relations commerciales, Finances, Transports, Banques, Edifices publics, Ressources.
- PIRIE, L'hon. F. W.—Finances, Tourisme, Ressources, Immigration, Relations commerciales, Service civil.
- QUINN, L'hon. F. P.—Bills d'intérêt privé, Service civil, Régie interne, Banques, Transports, Edifices publics.
- RAYMOND, L'hon. D.—Ressources, Transports, Banques.
- RILEY, L'hon. D. E.—Relations commerciales, Ressources, Banques.
- ROBERTSON, L'hon. W. McL.—Finances, Banques, Transports, Régie interne, Relations extérieures, Immigration, Relations commerciales, Santé publique, Edifices publics.
- ROBICHEAU, L'hon. J. L. P.—Finances, Relations commerciales, Transports, Ressources.
- ROBINSON, L'hon. B.—Service civil, Bills d'intérêt privé, Tourisme, Immigration, Santé publique.
- ROEBUCK, L'hon. A. W.—Immigration, Bills d'intérêt privé, Finances, Tourisme, Santé publique, Service civil.
- ST-PÈRE, L'hon. E. C.—Impressions, Ordres permanents, Tourisme, Débats.
- SINCLAIR, L'hon. J. E.—Ressources, Edifices publics, Finances, Banques, Impressions, Transports, Divorces.
- STEVENSON, L'hon. J. J.—Impressions, Transports, Ressources, Divorces.
- SUTHERLAND, L'hon. D.—Transports, Ressources.
- TAYLOR, L'hon. W. H.—Divorces, Bills d'intérêt privé, Relations extérieures, Finances, Ressources, Immigration, Relations commerciales.
- VAILLANCOURT, L'hon. C.—Finances, Relations extérieures, Ressources, Immigration, Relations commerciales.
- VENIOT, L'hon. C. J.—Relations extérieures, Santé publique, Finances, Transports, Immigration.
- VIEH, L'hon. T.—Régie interne, Relations extérieures, Santé publique, Finances.
- WHITE, L'hon. G. V.—Impressions, Banques, Régie interne, Ordres permanents, Relations extérieures, Ressources, Finances, Relations commerciales.
- WILSON, L'hon. C. R.—Bibliothèque, Santé publique, Edifices publics, Service civil, Banques, Immigration.